



472655

DUPL



*Library of the University of Michigan*  
*Bought with the income*  
*of the*  
*Ford - Messer*  
*Bequest*



B. F. FARRER









BIBLIOTHÈQUE  
**HISTORIQUE,**  
OU  
**RÉCUEIL DE MATÉRIAUX**

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU TEMPS :

Ouvrage destiné à constater, par des documents authentiques, l'état politique de l'Europe, et particulièrement celui de la France.

*Quid verum atque decens cura ei rogo et omnis in hoc sum.*  
(HORACE.)

~~~~~  
**6<sup>e</sup>. Volume. — 1<sup>er</sup> Cahier.**  
~~~~~

**ON SOUSCRIT**

**Au Bureau de la BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE ,  
rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 83.**

*On souscrit également :*

**Au CERCLE LITTÉRAIRE , rue Neuve-des-Petits-  
Champs, n° 5, au premier.**

**Chez PÉLICIER, première cour du Palais-Royal, n° 10.**

**DELAUNAY, Palais-Royal, galeries de bois.**

**DUREY, libraire, quai des Augustins, n° 25.**

**CORRÉARD, naufragé du radeau de la Méduse, Pal.-R.**

**MONGIE aîné, Boulevard Poissonnière, n° 18.**

**Arthur BERTRAND, rue Hautefeuille, n° 23.**

**C.-L.-F. PANCKOUKE, rue et hôtel Serpente, n° 16.**

**BAUDOUIN frères, rue de Vaugirard, n° 36.**

**BRISOT-THIVARS, à la Librairie constitutionnelle,  
rue Neuve-des-Petits-Pères, n° 3.**

**TAUX DE LA SOUSCRIPTION :** pour Paris, 9 fr. pour un  
volume, 17 fr. pour deux, 32 pour quatre.

*Pour les départements, 1 fr. 50 c. de plus par volume.*

**Les Souscriptions, Avis, Annonces, Réclamations, etc.,  
doivent être adressés franc de port, au Bureau.**

De l'Imprimerie de C.-F. PARRIS, rue de la Colombe,  
N° 4, en la Cité.

# BIBLIOTHEQUE HISTORIQUE,

OU

## RECUEIL DE MATÉRIAUX

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU TEMPS.

*Quid verum atque decens curo et rogo et omnis in hoc sum.*

HORACE.

## TOME SIXIÈME.

---

PARIS,

Chez { DELAUNAY , Palais-Royal , galeries de bois ;  
PÉLICIER , première cour du Palais-Royal , n° 10 ;  
EYMERY , rue Mazarine , n° 30.

---

1819.

D

1

.B82

v.6

30  
V.6

## EXTÉRIEUR.

### SITUATION INTÉRIEURE DE L'ESPAGNE.

*Extrait d'une lettre écrite de Madrid.*

Madrid, 5 février 1819.

Tandis qu'on cherche à tromper l'Europe et l'Amérique à l'égard de la situation réelle de l'Espagne, en assurant qu'elle a du moins retrouvé sa tranquillité sous le double joug de Ferdinand et de l'Inquisition, les événements qui se succèdent éclairent d'un jour sombre et terrible l'abîme dans lequel ce malheureux pays est à la veille de tomber. Malgré tous les soins qu'on prend pour cacher les détails des horribles scènes dont la ville de Valence vient d'être le théâtre, la pièce dont je vous envoie une copie, ne permet plus de les mettre en doute. C'est la proclamation littérale que le général Elío, gouverneur de la province, a fait afficher le jour de l'exécution des malheureux qui étaient entrés dans la conspiration qu'on vient de découvrir. En lisant cet écrit, on croit entendre les rugissements d'un tigre qui veille sur sa proie, afin de ne pas en laisser échapper la plus petite partie. Le roi lui-même a, dit-on, désapprouvé cet horrible langage, ou du moins plusieurs de ses ministres lui ont fait sentir la nécessité de priver de son emploi l'homme qui a osé le tenir.



*Proclamation du général Elío, gouverneur de  
Valence.*

« Habitants de Valence, et vous braves soldats !

« Gardez-vous d'éprouver de la pitié pour le spectacle  
» que ce jour a offert à vos yeux étonnés ; mais considérez  
» plutôt l'énormité du crime qui a conduit ces monstres à  
» la mort et à la honte de monter sur l'échafaud. Leur  
» conspiration ne tendait à rien moins qu'à la subversion  
» de la monarchie, qu'à la destruction de nos lois, qu'à  
» la vengeance, au pillage et à d'autres projets qui auraient  
» fait couler des fleuves de sang. Ils voulaient couvrir le  
» peuple espagnol d'un opprobre éternel, en le présen-  
» tant à l'Europe comme complice de leurs atroces réso-  
» lutions !

« La Providence qui veille sur vous, a employé des voies  
» incompréhensibles pour procurer à l'autorité les moyens  
» de punir les ennemis du trône, des lois et de l'autel.  
» Elle m'a mis à même de surprendre et de convaincre les  
» treize monstres que vous avez vus expirer ce matin. Ha-  
» bitants de Valence ! ces traîtres ne sont pas les seuls qui  
» existent parmi vous ; ils ont des partisans et des satellites  
» répandus dans toutes les classes de la nation.

« Loyaux habitants, et vous braves soldats, qui avez été  
» dans tous les temps des modèles de fidélité au roi et de  
» soumission aux lois de vos pères ! Vous, dont l'indigna-  
» tion est une preuve évidente de la haine que vous avez  
» pour ces monstres, hâtez-vous de me les dénoncer, et je  
» les *anéantirai* tous. Le conseil que je vous donne importe  
» à votre bonheur et à votre tranquillité. Tant qu'un traître  
» existera, vous ne pourrez jouir d'aucun repos. Tant que  
» les odieuses maximes de ces misérables ne seront pas en-

» tièrement anéanties, pères, vous n'aurez pas d'enfants  
 » obéissants, maris, vous n'aurez plus de femmes fidèles !  
 » il ne pourra plus exister d'amitié. La bonne foi ne prési-  
 » dera plus aux affaires commerciales. Les lois perdront  
 » toute leur vigueur, et le souvenir même des vertus so-  
 » ciales sera effacé.

» Nous finirons par nous égorger les uns les autres. Le  
 » fils tuera son père et sa mère. Si cette peinture vous  
 » épouvante et vous paraît chimérique, jetez les yeux sur  
 » la France ; et l'histoire de l'époque où nous vivons vous  
 » convaincra bientôt de l'exactitude de ce que je dis. Les  
 » principes qui ont détruit cette monarchie sont les mêmes  
 » que ceux que vos ennemis s'appliquent à répandre,  
 » et avec lesquels on cherche à nous entraîner à notre  
 » ruine.

» Mais ne craignez rien : Dieu qui protège notre nation ca-  
 » tholique, l'a douée des plus belles vertus, et personne ne  
 » réussira à lui faire oublier ses devoirs envers le roi et  
 » notre sainte religion. Pour la conservation de cette reli-  
 » gion, et pour la défense du trône, il existe dans nos pro-  
 » vinces un grand nombre de chefs d'une fidélité éprouvée.  
 » Valence en compte plusieurs. Aussitôt que votre général  
 » aura pris quelques heures de repos, vous le verrez de  
 » nouveau à la tête de tous les honnêtes gens ».

*Signé, ELLIO.*

Valence, 20 janvier 1819.

Ces exécutions sanguinaires furent précédées et suivies  
 d'un grand nombre d'arrestations faites à Valence et  
 dans les environs, et de plusieurs condamnations à la for-  
 teresse, c'est-à-dire, aux galères de Ceuta, sur la côte  
 d'Afrique, où l'on est si maltraité que les hommes les  
 plus robustes ne peuvent pas y vivre plus de deux ans.

Il paraît que les preuves de la conspiration n'étaient pas très-fortes ; car Ferdinand , auquel cependant on n'a jamais reproché de porter trop loin la clémence , avait ordonné de suspendre l'exécution des condamnations à mort. Mais le général Ellio s'était tellement pressé , que ces ordres arrivèrent trop tard. Sur les treize individus condamnés à la peine capitale , douze ont été fusillés le dos tourné , comme traîtres ; le treizième , le colonel Vidal qui était malade , a été porté au lieu de l'exécution sur un brancard , et pendu comme chef du complot. C'est surtout parmi les officiers de l'armée et dans les classes les plus élevées que se trouvent les mécontents.

Ils ne peuvent concevoir comment le roi , après avoir poussé la flatterie envers Napoléon jusqu'à lui demander d'être adopté par lui , peut se montrer si inflexible contre ceux qui ont fait les efforts les plus héroïques pour l'indépendance de leur pays , et contre ceux qui ont imité son exemple en cédant à une impérieuse nécessité. Mais des considérations de cette nature touchent peu les classes inférieures , toujours soumises à l'influence sans bornes du clergé et des moines. C'est par cette raison qu'un si grand nombre de conspirations , et entr'autres celles de Mina , de Porlier , de Lascy , et en dernier lieu celle de Vidal , n'ont eu d'autre résultat que la destruction de leurs auteurs. La nation est dans une grande détresse ; sa pauvreté est extrême , et le besoin de numéraire se fait sentir partout ; mais la patience et la résignation sont les traits les plus saillants du caractère espagnol , et , à moins que des événements qu'il est difficile de prévoir , n'arrivent , cet état de choses peut encore se prolonger long-temps.

La mort de Charles IV a privé les mécontents d'un point d'appui , quelque faible et quelque éloigné qu'il fût. Le peu-

ple , dans le cas d'une crise , aurait été plus disposé à tourner les yeux vers lui , depuis la mort de sa femme , qui était généralement détestée en Espagne , parce qu'on la regardait avec le prince de la Paix , comme les auteurs de tous les maux que nous avons soufferts. Ferdinand a perdu , dans l'espace de deux mois , sa femme , son père et sa mère. La jeune reine était épileptique , et c'est une attaque de cette maladie qui l'a emportée si promptement. A peine ses funérailles étaient-elles terminées que les ministres s'occupaient déjà du choix de la princesse qui devait lui succéder au trône et donner des héritiers à la couronne d'Espagne. Les uns penchaient pour une archiduchesse d'Autriche , et les autres pour une princesse de Saxe.

Mais il est vraisemblable que l'Autrichienne aura la préférence , quand ce ne serait que pour intéresser la maison d'Autriche dans les débats de l'Espagne et du Portugal. On croit généralement que si le cabinet de Vienne a montré de la faveur pour la cour de Rio-Janeiro , lorsque ces discussions lui ont été soumises ainsi qu'aux autres grandes puissances , c'était à cause de l'intérêt qu'elle portait à l'archiduchesse qui est devenue la femme du prince héréditaire du Brésil. On espère à Madrid qu'un mariage semblable pourrait faire pencher la balance en faveur de l'Espagne. Vous sentez bien qu'il ne peut être question ici que d'une princesse catholique. C'est la première et la plus indispensable condition. L'Inquisition qui gouverne tout ici ne permettrait pas que cela fût autrement.

*Post-Scriptum.* On m'assure à l'instant , qu'un régiment tout entier qui avait quitté Saragosse pour se rendre à Valence , afin d'y maintenir la tranquillité , s'est insurgé en route , dans un lieu nommé Capsa , où les soldats ont déclaré qu'ils ne voulaient pas contribuer à retenir leurs concitoyens dans l'esclavage. Leur colonel chercha à les apaiser ; mais ses représentations ne servirent qu'à les irriter davantage , et après l'avoir tué , ainsi que plusieurs autres officiers , ils se débandèrent.

Valence, 7 février 1819.

Le 19, à 11 heures du matin, les treize conspirateurs condamnés à la peine capitale se sont préparés à la mort. Le 20, toute la garnison se rangea sous les armées entre la citadelle et le couvent *d'el Remedio*, lieu où se fit l'exécution : des pièces d'artillerie légère furent placées en batterie sur les côtés, pour croiser leur feu avec celui de la citadelle ; les canonniers tenaient les mèches allumées : à onze heures, les condamnés marchèrent au supplice ; le colonel Vidal fut dégradé, on banda les yeux aux autres, et ils furent fusillés tous les douze à la fois. Vidal fut ensuite pendu, après quoi les cadavres des suppliciés furent attachés à deux potences, c'est-à-dire, six à l'une et sept à l'autre. A quatre heures, on les descendit pour les ensevelir. Tout resta calme dans la ville, mais quelle tranquillité !!! A la terreur qu'inspiraient naturellement tout cet effrayant appareil de supplices et cette épouvantable boucherie, se joignit bientôt une sorte d'horreur indéfinissable, produite par la psalmodie lugubre de quinze ou seize prêtres qui suivaient le convoi, et par les accents d'une musique funèbre qui accompagnait leurs chants.

De nombreux assassinats avaient eu lieu précédemment : depuis un mois le sang a coulé tous les jours ; jugez quelle doit être notre situation.

La nuit même de l'exécution, des individus inconnus accostèrent les passants dans les rues, en leur demandant s'ils étaient partisans du gouvernement actuel, et en les invitant à ne pas laisser sans vengeance le sang des martyrs de la liberté ; quelques-uns ayant été reconnus, furent arrêtés le lendemain et condamnés à l'instant à dix ans de galères. Les persécutions n'ont point encore cessé.

Le 24 , un grand nombre de personnes ont été arrêtées ; on cite entr'autres un religieux sécularisé , un lieutenant de l'ancien régiment de l'*Albuera* , un officier d'artillerie et deux lieutenants de cavalerie du roi. Le 25 , le régiment dit de Ferdinand VII , venant de Barcelonne , a fait son entrée dans la ville ; le général Ellio qui n'a jamais su tenir devant les Français dans le temps de notre glorieuse insurrection , a déployé dans ces circonstances le caractère et le système des Robespierre et des Marat : il y a tout lieu de croire qu'il finira comme eux , mais avec lui ne peuvent finir encore les maux de notre malheureuse patrie. Si j'ai bien observé , rien n'annonce que la persévérance et l'opiniâtreté , qui sont le caractère distinctif de notre nation , aient été ébranlées partant d'affreux événements ; il y aura sans doute encore bien du sang de répandu avant que les hommes qui ont en horreur le système atroce de la tyrannie actuelle , aient renoncé à l'espoir d'en délivrer la patrie.

---

## INTÉRIEUR.

---

### ÉCOLE DE MÉDECINE DE MONTPELLIER.

---

#### ÉVÉNEMENTS DU 2 FÉVRIER.

« Le spectacle ayant été troublé à Montpellier , le 2 février , et le *Nouveau Seigneur de Villogé* ( ouvrage de

M. Creuzé de Lesser (1) ayant été sifflé, nous mettons sous les yeux de nos lecteurs l'arrêté pris par M. le préfet-auteur, et la réclamation des étudiants, afin qu'on puisse juger avec impartialité de la conduite des autorités, et de celle des élèves de l'école. »

---

*Arrêté de M. le Préfet du département de l'Hérault.*

« Considérant qu'il y a environ deux mois que trois ou quatre cents étudiants de la Faculté de médecine, se permirent de se rassembler à la porte du spectacle de Montpellier, pour forcer le directeur à les abonner à un prix dérisoire;

» Que, repoussés dans leur tentative, ils ont donné depuis, sur le même sujet, diverses marques d'insubordination;

» Que plusieurs d'entre eux, abusant depuis de la faiblesse du directeur et des entrées qu'ils ont obtenues au plus bas prix, ont établi dans le spectacle, précédemment fort tranquille, un état de désordre presque permanent, dont tous les gens paisibles se sont plaints à plusieurs reprises.

» Considérant que les efforts faits successivement par la police, pour les amener à plus de calme, ont été inutiles, et n'ont pu les empêcher de troubler beaucoup de représentations, et même de se conduire de la manière la plus indécente dans les entr'actes;

» Considérant qu'aujourd'hui, 2 février, un de ces turbulents, averti en vain, ayant été arrêté par la gendarmerie requise par le commissaire de police, un mouvement s'est déclaré au spectacle parmi les étudiants; que ce cris séditieux a été jeté : *Les étudiants au parterre*; qu'ils y ont répondu; que la résistance à la gendarmerie a été extrêmement hostile; qu'un magistrat a été atteint, et qu'on n'a pu rétablir l'ordre qu'en arrêtant cinq de ces factieux, et en faisant entrer dans le parterre une compagnie de mineurs;

---

(1) Préfet du département.

» Considérant que des étudiants appelés aussi à la place de la Comédie, s'y sont rendus également ; qu'il a fallu dissiper le rassemblement par la force armée, et que beaucoup d'entre eux ont suivi leurs camarades qu'on emmenait, et se sont permis, notamment devant le café de l'Union, d'élever des menaces contre les gendarmes.

» Considérant qu'un tel désordre ne peut rester impuni, et que l'autorité ne peut prendre des mesures trop promptes et trop sévères, pour qu'un pareil scandale ne puisse renaître ;

» Considérant que les étudiants en médecine, presque tous étrangers à la ville de Montpellier, sont encore plus coupables, et encore plus punissables d'en troubler la parfaite tranquillité ;

» Considérant que tout abonnement au spectacle, fût-il payé au prix de rigueur, est annulé de droit, si celui qui a pris cet abonnement s'est conduit assez mal au spectacle, pour que l'autorité lui défende d'y paraître ;

» Considérant enfin, que les étudiants, même les plus recommandables, ont à se reprocher de n'avoir pas opposé d'obstacles à la turbulence et à l'esprit factieux de leurs camarades ;

#### » ARRÊTE :

» 1° Les cinq étudiants arrêtés en pleine rébellion, seront, avec les procès-verbaux qui les concernent, remis sur-le-champ à la disposition de M. le procureur du Roi, pour être punis conformément aux lois ; le préfet se réservant de faire prendre contre eux, à l'école même, telles mesures de discipline qui seront jugées convenables par l'autorité supérieure.

» 2° Jusqu'à la fin de l'année théâtrale qui finira le 4 mars 1819, le spectacle est interdit aux étudiants en médecine.

» 3° Il y aura tous les jours, à la porte du spectacle, un agent de l'autorité et un agent du théâtre, qui, appuyés de deux factionnaires, auront ordre de ne laisser entrer aucun étudiant.

» 4° Jusqu'à nouvelle décision, il y aura tous les jours au spectacle cinquante hommes de garde, sans compter les patrouilles qui seront jugées utiles, et autres dispositions particulières qui seront prises.



» 5° Le café dit de l'Union , ayant été pour les étudiants un lieu de rassemblement , d'où la gendarmerie a été insultée et menacée , sera fermé pour trois jours , et quand on le rouvrira , sera , si pareille insulte se renouvelle , fermé absolument , vu sa proximité des prisons.

» 6° Messieurs les professeurs de la Faculté de médecine sont spécialement chargés de veiller à ce qu'avant ou après les cours , les étudiants ne prennent aucune délibération dans l'Ecole.

» 7° Dans tout lieu public , où plus de dix étudiants seraient réunis , ils seront sommés de se séparer , ou dissipés par la force publique.

» 8° Partout où des étudiants se permettraient de résister à une injonction de la police ou de la gendarmerie , ils seront sur-le-champ traduits devant qui de droit , sans préjudice des peines de discipline.

» 9° Le présent arrêté sera imprimé et affiché partout où besoin sera ; il sera envoyé à M. le maire de Montpellier , chargé de son exécution ; il sera également envoyé à MM. les professeurs de la Faculté de médecine , qui restent spécialement chargés de le faire connaître à leurs élèves , de bien leur en recommander l'exécution stricte , et aussi de consigner dans leurs archives ce monument d'une sévérité nécessaire.

Fait à Montpellier , le 2 février 1819.

LE BARON CREUZÉ DE LESSER.

---

Copie de la supplique adressée à Messieurs les  
Professeurs de la Faculté de Médecine de  
Montpellier, par les Etudiants en Médecine  
de la même Faculté.

---

*A Messieurs les Professeurs de la Faculté de Médecine  
de Montpellier ,*

Les Étudiants de l'École de Médecine.

MESSIEURS,

Les actes arbitraires que la police exerce à notre égard depuis quelque temps , et auxquels les journées des 2 et 3 février ont mis le comble , nous obligent à prendre le parti que nous croyons le plus convenable, celui de nous mettre sous votre sauvegarde , afin que nous ayons des représentants qui puissent peser notre conduite , et en rendre compte.

Nous vous soumettrons , si vous le jugez nécessaire , tous les titres qui nous méritent la faveur de votre protection paternelle , en attendant que nous prenions tous les moyens convenables pour nous défendre auprès des tribunaux , et de toute espèce d'autorité compétente.

Sans doute que pour légitimer une conduite aussi injuste dans le fond qu'irrégulière dans la forme , les autorités locales ne manqueront pas de nous calomnier auprès de l'autorité supérieure. Si nous n'avons personne qui daigne faire entendre notre voix et présenter nos réclamations , nous nous verrons réduits à abandonner cette célèbre école , qui nous est chère à tant de titres , et à laquelle vos bontés personnelles nous attachent si fort encore.

Cet événement fera époque dans nos annales ; et l'on se rappellera un jour , qu'au commencement du dix-neuvième siècle , et sous un gouvernement sage et paternel , l'antique université de Montpellier est devenue déserte par les

actes arbitraires de magistrats qui semblent n'avoir jamais su apprécier une aussi belle institution, ni les professeurs illustres qui la composent.

Daignez agréer, messieurs les professeurs, les sentiments d'estime et de dévouement de vos respectueux disciples,

*Les Étudiants de l'École de Médecine.*

Montpellier, le 3 février 1819.

*Suivent les signatures.*

---

*Copie de l'engagement contracté entre les Étudiants  
de la Faculté de Médecine de Montpellier, en  
date du 3 février 1819.*

Les étudiants de la faculté de médecine de Montpellier étant devenus l'objet de vexations arbitraires, il leur importe de garder l'attitude imposante de l'innocence, et de ne faire aucun acte qui puisse leur donner des torts, ni diminuer ceux de l'autorité; seul moyen de faire valoir tous leurs titres de justification, avec autant de force que de décence.

En conséquence, les étudiants ont pris l'engagement suivant :

ARTICLE 1<sup>er</sup>. On se conformera scrupuleusement à tous les arrêtés de M. le préfet, *quels qu'ils soient*.

ART. II. Nul étudiant ne résistera, d'aucune manière, ni pour son compte, ni pour celui d'autrui, à aucun agent de la police, revêtu de ses marques distinctives.

ART. III. Il est défendu de se réunir en groupe.

ART. IV. On recommande de ne parler qu'avec modération des événements du 2 et du 3 février.

ART. V. Aucun étudiant ne se présentera à la porte du spectacle.

ART. VI. Tous les étudiants sont chargés de se surveiller les uns les autres dans l'exécution de la présente délibération : les infractions de ce genre seront dénoncées à l'École.

ART. VII. Tout étudiant qui serait en contravention manifeste au présent règlement, se placerait par cela même

hors de l'Ecole, qui ne prendrait aucune part à ce qui pourrait concerner cet individu.

Montpellier, le 3 février 1819.

Copie du Mémoire adressé à S. Exc. MONSEIGNEUR le Ministre de l'Intérieur, par les Étudiants en Médecine de la Faculté de Montpellier.

A S. Exc. MONSEIGNEUR *le Ministre de l'Intérieur*,  
Les Étudiants de la Faculté de Médecine de Montpellier.

MONSEIGNEUR ,

Les étudiants en médecine à la faculté de Montpellier, s'empressent de porter à la connaissance de Votre Excellence, l'histoire de faits qui se sont passés tout récemment dans cette même ville, et sur lesquels ils ont de fortes raisons de craindre qu'ils ne puissent être calomniés.

Depuis long-temps les étudiants en médecine avaient eu de fréquentes occasions de remarquer qu'ils étaient l'objet d'une attention toute particulière, et d'une inquiétude insolite de la part de la police locale. Les agents subalternes avaient poussé l'oubli des convenances, jusqu'à les charger des épithètes les plus injurieuses et des menaces les plus violentes, lorsqu'ils se présentaient, à la rentrée des classes, pour échanger leurs passe-ports contre des cartes de sûreté. C'est en vain qu'ils s'attachaient à tenir la conduite la plus circonspecte ; ils ne pouvaient désarmer la sévérité de la police. On chercha le motif d'un semblable traitement, et l'on crut remarquer que son origine datait de l'époque à laquelle des pièces, dont on ne connaissait pas l'auteur, et qui se sont trouvées être de la composition de M. le préfet, Creuzé de Lesser, avaient excité en sa présence le mécontentement du public.

Les choses étaient en cet état, lorsque, selon l'usage annuel, aux derniers jours de novembre 1818, un certain nombre d'étudiants qui, cette année, ne s'élevait qu'à

soixante et quatorze , au lieu de plusieurs centaines comme précédemment , proposèrent au directeur du spectacle de les abonner pour les quatre mois restants de l'année théâtrale , au prix de 24 francs pour chacun. ( Deux mois auparavant , on avait abonné quarante personnes de la ville au prix de 30 francs. )

Ces conditions ayant été acceptées par le directeur , ceux qui les avaient proposées se considérant comme abonnés , se rendirent au spectacle et apprirent là seulement que M. le préfet avait formellement défendu d'abonner les étudiants en médecine et de déroger au prix des abonnements contractés au commencement de l'année. ( Cependant tous les jours , avant et après ce règlement , on y a sans cesse dérogé en faveur des citoyens de Montpellier , et l'on a reçu des abonnements à tout prix. )

Cet obstacle imprévu , ayant produit naturellement un rassemblement , l'autorité crut devoir appeler la force armée , qui n'eut pas même besoin de se montrer pour opérer la dispersion.

Cette marque de méfiance de la part de l'autorité , détermina les étudiants en médecine à se priver spontanément du spectacle , résolution qu'ils ont exécutée pendant plus d'un mois , durant lequel le spectacle a été fréquemment troublé , *en leur absence* , de manière à mettre l'autorité dans la nécessité de faire baisser le rideau , et de se plaindre de ce qu'elle avait été gravement compromise dans ses agents revêtus de leurs marques distinctives. C'est notamment ce qui arriva un jour où l'on devait jouer l'opéra de *Françoise de Foix* , et où , par indisposition d'un acteur , l'on fut obligé de lui substituer l'opéra de *Paul et Virginie*.

Le désir de la paix est allé si loin chez les étudiants en médecine , que leur affection pour un acteur distingué , dont le public était très-satisfait , n'a pu les porter à violer leur résolution à l'occasion d'une représentation à son bénéfice : ils se contentèrent de lui envoyer une bourse de trois cents francs.

Par une lettre en date du 24 décembre 1818 , le directeur du spectacle proposa des abonnements en laissant implicitement le taux à la décision des étudiants. Dans les communications verbales , le directeur , forcé de faire son prix , ne demanda que 14 ou 16 francs ; mais les étudiants

ne voulant pas accepter un abonnement à un prix trop modique , proposèrent la somme de 18 francs comme plus conforme aux bases du traité primitif , et ces dernières conditions ayant été acceptées , une centaine d'étudiants s'abonnèrent le même jour.

Il serait très-inexact de dire que le spectacle a été plus troublé depuis cette époque ; il n'a présenté que les symptômes ordinaires d'impatience , pendant de longs entr'actes , dans une salle garnie de spectateurs.

Le 2 février 1819, l'opéra intitulé *les Petits Sabots*, avait été écouté avec le plus grand calme. Dans un long entr'acte , en attendant la pièce intitulée *le nouveau Seigneur de Village* , de la composition de M le préfet Creuzé de Lesser, de légers trépignements et quelques coups de sifflets se firent entendre dans diverses parties de la salle. Un tumulte soudain fit remarquer que des gendarmes accompagnés d'un agent de police s'étaient précipités vers le centre du parquet pour y arrêter un étudiant sous le prétexte qu'il avait sifflé. Ses voisins attestant que l'on se méprenait , leurs observations furent prises pour une résistance ; néanmoins le personnage désigné fut emmené , et l'on adressa en même temps des menaces à ceux qui faisaient des observations.

Il est très-sûr que , quelques instants après , une voix inconsiderée a crié : *les étudiants au parterre* ; mais cet appel n'eut aucune suite , puisqu'on défie l'autorité de prouver qu'on ait fait la moindre tentative d'enlèvement , lorsque l'étudiant fut entre les mains des gendarmes.

L'impatience , la curiosité , engagerent plusieurs jeunes gens et un grand nombre de personnes à sortir ; et s'étant rencontrés ensemble dans le vestibule avec les gendarmes qui emmenaient l'étudiant que l'on venait de saisir , on craignit quelque projet d'enlèvement , et la garde extérieure reçut l'ordre de croiser la baïonnette pour interdire l'issue de la salle à tous ceux qui se présenteraient. Aussitôt un autre détachement de gendarmes , qui se trouvait dans le vestibule , reçut l'ordre de tirer le sabre et d'en faire usage , d'où résultèrent plusieurs blessures , lesquelles tombèrent indistinctement sur des étudiants , sur des citoyens de la ville et même sur des étrangers malades.

Le rassemblement fortuit qui s'était formé dans le vestibule , s'écoula dans l'intérieur de la salle et principale-

ment dans le parterre ; tandis que l'étudiant qui avait été arrêté fut emmené sans la moindre résistance. Le rideau fut levé et la représentation du *Nouveau Seigneur de village* commencée, tandis que le tumulte que cet événement venait d'exciter subsistait encore. Tout à coup la scène fut interrompue par l'arrivée d'une compagnie de mineurs, qu'on était allé chercher à la citadelle, et qui déboucha, la baïonnette en avant, par les deux seules portes du parterre, et poursuivit indistinctement tout ce qui s'y trouvait, à coups de crosse et de baïonnette. Plusieurs personnes furent atteintes, et toutes n'étaient pas des étudiants. Plusieurs citoyens de la ville eurent leurs habits déchirés par des coups de baïonnette ; un Courlandais malade, reçut une baïonnette entre le bras droit et le corps ; un étudiant reçut dans les reins un coup de baïonnette qui le blessa grièvement ; un autre eut le pied écrasé d'un coup de crosse ; un troisième fut blessé à la figure ; enfin il n'est aucune des personnes qui se trouvaient dans le parterre, qui n'ait reçu quelque atteinte plus ou moins grave, car une prompte fuite était impossible, les portes du parterre se trouvant gardées à l'extérieur par un autre détachement qui présentait également la baïonnette. Dans cet instant de trouble et de consternation, un magistrat et des agents de police, n'ayant la plupart aucune marque distinctive, voulurent se saisir violemment de plusieurs de ceux qui songeaient à leur sûreté ; mais par l'effet même de la confusion, un adjoint du maire, qui ne portait aucune décoration, fut méconnu. Enfin le parterre fut évacué, et les spectateurs furent remplacés par la compagnie des mineurs en armes, au milieu desquels parut M. le maire. Pendant cette retraite, plusieurs personnes furent arrêtées et conduites immédiatement aux prisons du Palais de justice. Ces violences avaient excité l'indignation de tous ceux qui en avaient été les témoins, même de la force armée qui n'avait pu refuser d'obéir ; la curiosité conduisit seulement quelques personnes sur les pas du détachement de la gendarmerie, pour connaître le lieu de détention où l'on conduisait les personnes arrêtées. Arrivés devant le café dit de *l'Union*, quelques étudiants et d'autres personnes firent entendre quelques légers murmures ; ils furent pris pour marques de sédition, et l'on entraîna deux nouveaux individus, parmi lesquels se trouvait une personne de la ville,

dans le même lieu de détention. Après l'évacuation du parterre, tout le monde, bourgeois, étudiants, étrangers, tous se trouvèrent nécessairement réunis sur la place de la comédie; il est très-possible que quelques soldats se soient approchés pour chercher à dissiper quelques groupes; mais il n'est pas vrai qu'il y ait eu la moindre apparence d'un rassemblement séditieux, ni qu'on ait été obligé d'y envoyer la force armée.

Le lendemain, 3 février, la gendarmerie accompagnée de deux commissaires de police, se présenta au café de l'Union après dix heures du matin, heure à laquelle les étudiants y prennent tous les jours leur café. Ils ordonnèrent l'évacuation subite de la salle, et la dispersion des personnes qui étaient devant la porte. Un des jeunes gens qui prenaient le café demanda où il fallait aller, et dit que s'il ne devait pas être plus en sûreté chez lui qu'en prison, il aimerait autant qu'on le conduisit en ce dernier lieu. Ce propos insignifiant par lui-même, suffit pour le faire arrêter sur-le-champ. Aujourd'hui, 4 février à midi, les étudiants, au nombre de neuf, détenus au *secret*, n'ont encore subi aucun interrogatoire; les procès-verbaux qui les concernent n'ont pas même été remis à M. le procureur du Roi; cependant plusieurs particuliers de la ville qui s'étant trouvés avec eux au parterre avaient été arrêtés en même temps, ont été élargis. Les étudiants, jaloux de leur réputation, autant que de leur conduite, n'ont point récriminé sur celle que l'on a tenue à leur égard et à celui de leurs condisciples; mais ils se sont mis sous la protection paternelle de leurs maîtres, et se sont prescrit l'observation d'un règlement dont la base générale est l'obéissance aveugle à l'autorité, et l'engagement de fuir toutes les réunions. Depuis ce temps, les postes ont été doublés, des patrouilles courent de nuit et de jour dans la ville comme s'il y avait eu un mouvement d'insurrection; la porte et le vestibule du spectacle présentent tout l'appareil militaire.

Si nous osions, Monseigneur, rappeler devant votre excellence une réflexion qui n'échappera pas sans doute à votre sagacité, nous vous dirions qu'il importe éminemment de soumettre la police du département à cette douceur et à cette sagesse que votre excellence a su associer, pour la première fois, à la fermeté qui garantit le repos des citoyens: ces sabres tirés, ces baïonnettes croisées, ces



coups donnés à tort et à travers, une ville entière mise presque en état de siège, pour quelques coups de sifflets ; ces rigueurs disproportionnées, altèrent le caractère d'une population douce, mais prompte à s'enflammer, et chez laquelle, dans certaines circonstances, on n'a vu que trop l'effet d'une aussi mauvaise éducation publique.

Monseigneur, les étudiants en médecine de Montpellier, pleins de confiance dans la justice de votre excellence et dans l'impartialité de ses principes qui assurent le repos des individus, le salut de l'état, espèrent qu'elle voudra bien mettre un terme prochain à des persécutions aussi étranges, dont ils ne peuvent indiquer la cause, parce qu'ils n'osent s'arrêter à l'idée qu'elles proviendraient de l'irritation d'un poète blessé dans ses productions littéraires.

Ils sont loin de la prétention de s'opposer à ce que justice se fasse, et que ceux d'entr'eux qui ont pu encourir la sévérité des lois en soient atteints ; mais, sans réclamer pour ces derniers l'observation des formes tutélaires, qui ne sauraient leur manquer, il n'hésitent point à solliciter de votre excellence, ce degré de sûreté individuelle en vertu duquel ils ne seront plus exposés à se voir assiégés et emportés à la baïonnette dans une salle de spectacle, ou arrêtés arbitrairement dans leur domicile.

Ils ne peuvent dissimuler, Monseigneur, que s'ils ne pouvaient compter sur le calme nécessaire à des études sérieuses et profondes, ils se verraient forcés d'accomplir sans délai la résolution qu'ils ont prise de quitter en masse la ville de Montpellier, emportant les regrets les plus vifs de s'éloigner de l'école la plus antique, et des maîtres les plus respectables.

Nous avons l'honneur d'être avec le plus profond respect, Monseigneur,

De votre excellence, les très-humbles et obéissants  
serviteurs,

Les étudiants de l'école de médecine de Montpellier.

Montpellier, 4 février 1819.

Les étudiants ont décidément quitté la ville, au nombre de onze cents ; ils sont partis avec un ordre parfait, se concertant entr'eux sur la manière de voyager, sur la route à suivre, sur le jour du départ, afin de ne pas encombrer la même route le même jour. On attend avec impatience la décision prise par les ministres dans cette affaire délicate. Les habitants sont dans la consternation du départ de ces jeunes gens, dont le séjour était si utile.

---

## S P E C T A C L E S.

*A Messieurs les Rédacteurs de la Bibliothèque historique.*

MESSIEURS,

Comme votre ouvrage est destiné à faire connaître les abus commis par l'autorité dans l'application des lois, lesquels dérivent bien souvent de l'inobservation de ces mêmes lois, je suis étonné que ce qui arrive journellement dans les théâtres, désignés sous le nom de *théâtres royaux*, ait échappé jusqu'ici à votre censure ; je veux parler de l'introduction de la force armée dans l'intérieur de la salle.

Arrivé un peu tard au théâtre, j'aperçois une seule place vacante auprès d'une des sentinelles qui sont placées de bout aux deux côtés de l'orchestre, et qui se trouvent là plutôt pour l'incommodité que pour l'utilité du public. Après avoir pris toutes les précautions possibles pour ne pas heurter cette sentinelle, attendu que s'il m'était arrivé par hasard d'être poussé sur elle, elle eût pu me repousser avantageusement à l'aide de la crosse de son fusil, je me disposais à m'asseoir, quand un voisin m'a fait observer officieusement que cette place était réservée pour M. l'offi-

cier de la garde royale de service. Je me suis donc vu contraint de rester dans le corridor.

Pendant le spectacle, que je ne voyais pas, et qui me laissait le loisir de me livrer à mes réflexions, il me vint à la pensée que deux sentinelles suffisaient bien pour maintenir l'ordre; que M. l'officier, lorsque la salle était remplie, devait laisser aux gens qui payent, une place qui leur appartient; que sa présence n'était d'aucune utilité, et qu'il arriverait toujours assez à temps s'il était nécessaire qu'il parût.

Tout en faisant ces réflexions qui ne laissaient pas de me donner de l'humeur, je m'approchai d'une grande ordonnance en date du 7 janvier 1818, relative à la police des spectacles, et en la parcourant, je ne fus pas peu surpris d'y voir cité un article de la loi du 29 janvier 1791 qui porte textuellement : *Il ne peut y avoir pour les théâtres qu'une garde extérieure.*

J'étais presque tenté d'aller trouver M. l'officier supérieur de garde au spectacle et de lui demander comment il pouvait se faire que je fusse obligé de céder ma place à M. l'officier de la garde royale, quand la loi interdisait aussi formellement l'introduction de la force armée dans l'intérieur de la salle. Comme ce moyen eût pu ne pas me réussir, et que d'ailleurs, m'eût-il réussi personnellement, le public n'en continuerait pas moins à souffrir, j'ai cru mieux faire de publier ce qui m'était arrivé, dans l'espoir que l'autorité renoncera à des mesures qui se trouvent en contradiction manifeste avec la loi. On pourra dire que l'objet ne mérite pas la peine d'occuper le public, mais en fait de violation de lois, tout est extrêmement important, parce que dans cette fausse route le terrain se gagne pied à pied.

---

## MÉMOIRE

A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,

*Présenté par François GRUSSE, propriétaire-cultivateur  
de la commune de Tournébu, arrondissement de Fa-  
laise, département du Calvados;*

*Contre M. DE FOUCAUT, maire de Tournébu; M. DE  
RULHIÈRES, sous-préfet de Falaise, et M. le comte  
DE MONLIVAUT, préfet du Calvados.*

---

Nul n'aura plus raison, hors eux et leurs amis.  
*Molière.*

---

MESSIEURS,

Le pétitionnaire est contraint de recourir à votre auto-  
rité protectrice, contre un abus de pouvoir qui le blesse  
dans l'exercice de ses droits.

Vers le mois de septembre 1817, il adressa une pétition  
à M. le sous-préfet de Falaise, pour obtenir un permis  
de port d'armes. M. le sous-préfet se borna à prononcer  
verbalement qu'il n'en donnerait pas.

Le réclamant crut devoir s'adresser à M. le préfet; et le  
15 décembre 1817, il lui présenta sa pétition, à laquelle il  
avait joint,

1° Un extrait de ses contributions, constatant qu'il  
en payait pour environ 300 francs dans la commune de  
Tournébu;

2° Deux certificats de bonnes mœurs, délivrés, l'un,  
par l'adjoint de la commune, *en l'absence du maire*;  
l'autre, par le juge de paix du canton;

5°. Une permission de chasser sur les propriétés du sieur Planquette, qui paye au moins mille francs de contribution foncière dans la commune de Tournébu.

M. le préfet se contenta de renvoyer verbalement le pétitionnaire devant M. le sous-préfet de Falaise, comme ayant plein pouvoir de délivrer les permis de port d'armes dans son arrondissement. Mis à la discrétion du fonctionnaire dont on se plaignait, il fallut donc paraître devant M. le sous-préfet, qui, constitué juge en dernier ressort, devait ajouter à ses autres préventions, le ressentiment de la démarche du pétitionnaire vers l'autorité supérieure; aussi il n'a répondu aux nouvelles sollicitations du réclamant, qu'en le renvoyant à son tour devant le maire de Tournébu, pour en obtenir un certificat.

M. de Foucaut, maire de Tournébu, se prétend un haut et puissant seigneur; il croirait déroger, s'il ne se montrait excessivement jaloux de la chasse; il pense que, d'après les lois divines, le noble plaisir de la chasse ne peut appartenir qu'à des nobles; qu'il a le droit de se le réserver à lui seul dans tout le territoire de la commune dont il est le *Seigneur*. Il n'ose encore, il est vrai, soutenir ouvertement ses prétentions; mais il n'en arrive pas moins à son but, en refusant des certificats, sans lesquels il est convenu que M. le sous-préfet ne délivrera point de port d'armes. Ainsi M. de Foucaut, s'il ne peut exclusivement s'attribuer le droit de chasse, en sa seule qualité de *noble et de seigneur*, sait se l'approprier indirectement en sa *qualité de maire*. Et ce titre de maire ne lui semble-t-il pas envoyé d'en haut, comme une compensation des droits féodaux qu'il a perdus!

Qu'on ne s'étonne donc pas que tant de *grands seigneurs* attachent de l'importance au titre de *maire*, et qu'ils em-

plioient mille moyens ingénieux pour s'en faire décorer. A la vérité, ils abandonnent à leurs adjoints les détails de l'administration, comme trop simples et trop minutieux; mais ils se réservent scrupuleusement toutes les affaires, qui, en leur procurant l'occasion d'exercer leur autorité, leur fournissent aussi les moyens de ménager leurs intérêts et leur orgueil. Pourquoi tant de maires de 1815 ont-ils été choisis dans une classe qui croit de sa dignité de séparer ses intérêts de ceux du peuple, comme si l'on voulait donner aux communes moins des protecteurs que des adversaires? Partout le bien être communal rencontre des obstacles dans les prétentions personnelles des maires. La loi civile est plus sage, qui donne au conseil de la famille même le droit d'élire l'administrateur des biens pupillaires, et qui prend tant de précautions, pour que le tuteur n'ait point des intérêts opposés aux intérêts du mineur qu'il doit défendre.

Si les communes jouissaient du droit de nommer leurs propres agents, droit si naturel, et qu'on leur a même fait payer lors de leur affranchissement, il ne se commettrait point tant de vexations de tout genre, et le pétitionnaire ne serait pas aujourd'hui victime de l'abus de pouvoir qu'il est obligé de dénoncer à la Chambre. M. le sous-préfet de Falaise, pour lui octroyer un port d'armes, exige le certificat du maire de Tournébu; le maire répond que la loi ne le force pas d'en donner; on sent qu'il n'en donnera jamais; et M. le sous-préfet, qui connaît parfaitement, et mieux que tout autre, les principes du maire de Tournébu, savait donc qu'il ne hasardait rien en renvoyant le pétitionnaire devant lui. Ce n'était qu'un moyen de déguiser son refus; c'était joindre l'ironie au déni de justice. Car, enfin, voilà le pétitionnaire renvoyé, pour avoir droit, devant celui-là même avec lequel il est en contes-

tation. Voilà le maire de Tournebu constitué juge dans sa propre cause.

La loi permet de décliner la juridiction d'un juge de paix, d'un tribunal entier et même d'une cour royale, au moindre soupçon de partialité; et l'on ne pourrait pas décliner l'autorité d'un maire de campagne, surtout dans une matière où il ne peut rendre justice sans compromettre son propre intérêt et ses plus *chères opinions* ?

Le réclamant, sur le refus du maire, a donc cru pouvoir s'adresser à l'adjoint, pour en obtenir le certificat qu'on exigeait; il a fait plus encore, il a produit celui du juge de paix du canton. Ces garanties ne sont-elles pas au moins équivalentes à celle du maire ?

Excédé de tant d'observations, qu'il qualifie d'*importunes crialleries de paysans*, M. le sous-préfet a enfin prononcé nettement et sans détour, que ses instructions l'autorisaient à refuser ou à octroyer des ports d'armes, suivant qu'il le jugeait convenable, sans l'obliger à rendre compte de ses motifs... Voilà le *bon plaisir* de M. le sous-préfet de Falaise érigé en loi souveraine...

Le pétitionnaire, renvoyé par le sous-préfet au maire, du maire au préfet, de celui-ci aux deux autres, sans avoir pu obtenir que des réponses verbales et toujours évasives; lassé de ce ridicule ballottage, et ne voulant pas leur servir de jouet plus long-temps, a porté ses réclamations à Son Excellence le Ministre de la police générale. Cette dernière démarche n'a encore produit aucun résultat.

Il ne reste donc plus au pétitionnaire d'autre recours qu'en la protection de la CHAMBRE. Il s'agit de savoir s'il a droit de demander un port d'armes, et s'il a été commis envers lui un acte arbitraire.

La loi permet à tout citoyen de chasser sur ses posses-

ajons, et même sur les possessions d'autrui, avec la permission des propriétaires, sous la seule condition d'être muni d'un port d'armes. Ce sont, il est vrai, les préfets, et, à leur délégation, les sous-préfets, qui sont chargés de délivrer ces *permis* ; mais il n'en résulte pas qu'ils aient la faculté de ne les délivrer qu'à qui bon leur semble, sans autre règle que leur propre inclination, et comme si ces *permis* fussent leur *propriété particulière*. Car, s'il en était ainsi, sur cette matière et sur beaucoup d'autres, le *régime féodal n'aurait changé que de nom*.

Qu'un fonctionnaire rejette la demande d'un individu, il use d'un droit ; mais alors il doit déduire les motifs de son refus ; car toute décision qu'on ne veut pas motiver, est par cela même suspecte d'injustice.

On exige impérieusement le certificat du maire, parce qu'on sait bien que le maire n'en donnera point ; parce qu'on sait bien que ses *opinions*, toujours d'accord avec son intérêt, ne lui permettront jamais d'en donner. Mais, par cela même, il est récusable ; il l'est encore par les sentiments d'inimitié qu'il a manifestés contre le pétitionnaire. En ce cas, à qui celui-ci pouvait-il s'adresser plus naturellement qu'à l'adjoint ? Quelle meilleure garantie pouvait-il offrir que celle du juge de paix du canton ? N'y aurait-il d'honnêtes gens que ceux qui *sont bien* avec leurs maires ? Mais M. de Foucaut, dont on veut absolument le certificat, est-il véritablement le maire de Tournébu, s'il est vrai qu'il n'est pas domicilié dans la commune, qu'il réside à Caen, à six lieues de là, et qu'il ne vient jamais à Tournébu qu'en partie de chasse, ou pour exercer quelque acte d'autorité préjudiciable aux habitants, mais à coup sûr toujours profitable pour lui ? Or, ce fait est constant ; et il en résulte qu'aux termes de la loi du 29 mars, 12 septembre 1791, sur la résidence des fous-



tionnaires publics, il est présumé démissionnaire, ou qu'au moins il est censé avoir donné à son adjoint une délégation tacite de ses pouvoirs. Car M. de Foucaut ne prétendra pas peut-être qu'on soit obligé de recourir à lui, comme maire de Tournébu, quand il en est à six lieues, n'ayant d'autres soins que de faire sa cour à M. le préfet. Ce serait, au surplus, un nouveau genre de vexation qui devrait peu surprendre; car, quoi de plus naturel, selon lui, que d'obliger des *paysans* à faire six lieues pour porter leurs supplications à un maire qui est leur *seigneur*?

Qu'il se désabuse pourtant; personne n'est obligé d'aller chercher son maire hors de sa commune. L'adjoint est le substitut du maire. C'est en l'absence de M. de Foucaut qu'a été délivré, par l'adjoint, le certificat que le pétitionnaire produit. Pourquoi donc n'a-t-il pas suffi? Pourquoi a-t-on pareillement rejeté celui du juge de paix, sans s'embarrasser de l'injure qui en rejaillit sur les fonctionnaires dont ils émanent?

Qu'on n'en soit plus étonné : le pétitionnaire, simple agriculteur, devait nécessairement succomber sous le crédit du maire de Tournébu, qui a les *grandes entrées* chez M. le préfet. Comment aurait-il pu lutter contre trois fonctionnaires publics qui, en leur qualité de *nobles*, se retournent sans cesse en arrière, pour contempler encore, dans le lointain, ces institutions anciennes qu'ils abandonnent avec tant de regret, et dont le seul souvenir fait pousser des soupirs *conservateurs*.

Le pétitionnaire n'est pas noble à la manière des fonctionnaires dont il se plaint; mais est-il indispensable d'être noble comme eux, pour obtenir un port d'armes? Il est Français, tous les Français sont égaux devant la loi : *voilà ses titres de noblesse*.

Le maire de Tournébu, en lui refusant un certificat de bonnes mœurs ; M. le sous-préfet, en lui refusant un port d'armes ; et M. le préfet, en autorisant cet acte arbitraire, ont nécessairement signalé le pétitionnaire comme un mauvais citoyen, comme un homme suspect, capable d'abuser du port d'armes. Non-seulement on le prive d'un droit acquis à tous les Français, mais on lui aurait encore ravi l'honneur, s'il n'eût été suffisamment vengé par l'opinion publique. Mais ils ont flétri son nom autant qu'il a été en leur pouvoir. L'autorité dont ils ne sont dépositaires que pour le maintien de l'ordre, et pour faire jouir chacun de ses droits, ils l'ont prostituée à leurs passions et à leurs inimitiés particulières.

Mais la CHAMBRE, que la France entière regarde comme le *Palladium* de ses libertés, la CHAMBRE achèvera sans doute de mettre un frein à l'ambition de cette tourbe de tyrans subalternes, qui voyent dans leurs places de nouveaux fiefs érigés pour leurs menus plaisirs.

Et en ce qui concerne spécialement le pétitionnaire, il doit espérer qu'ELLE daignera interposer son autorité, pour le faire jouir des droits qui lui sont garantis, en sa qualité de Français, par la constitution et les lois du royaume.

Février 1819.

Signé GRUSSE.

*Extrait du Journal politique, ou Gazette des gazettes, année 1789*

MARS. — Première quinzaine, — pag. 52.

Le Roi étant informé que toutes les dépenses que feu M. d'Ormesson avait été obligé de faire relative-

ment à la place de premier président , laissaient dans la fortune de sa famille affligée , un vide de 400,000 livres ; S. M. a adressé à M. d'Ormesson de Noyseau , un bon de cette somme sur le trésor royal ; et a accordé à la veuve du premier président une pension viagère de 20 mille livres. M. d'Ormesson de Noyseau , en remerciant S. M. de ces deux témoignages de bonté , l'a très-humblement suppliée *de retirer l'une et l'autre grâces* , ajoutant que l'état actuel des finances *ne lui permettait pas de les accepter*, et que sa mère et lui , étant accoutumés à vivre d'économie , les sacrifices , pour satisfaire aux dettes dont ils étaient chargés , ne leur paraîtraient pas bien pénibles.

A ce trait sublime de désintéressement et de patriotisme , on reconnaît les d'Ormesson. Puissent-ils se multiplier en France , et toucher par un si noble exemple tous ceux qui , par leur fortune , seraient bien en état de remettre *au trésor royal* les fortes pensions dont ils jouissent ! Ah ! si les âmes de cette trempe étaient moins rares , les pensions de 4 à 500 francs , qui sont à peine alimentaires , pourraient être portées à 800 ou à 1000 livres , et les anciens militaires , dont les morceaux sont aussi parcimonieusement comptés , verraient disparaître les besoins que la cherté des denrées de première nécessité leur fait sentir si vivement.

— Le lecteur pourra comparer le noble désintéressement de M. d'Ormesson , avec la conduite de l'ex-président du conseil des ministres , qu'on assure avoir fait l'abandon aux hospices de Bordeaux de la dotation proposée par le Gouvernement et consentie par les Chambres ~~\_\_\_\_\_~~

## PRISONNIERS DE GUERRE.

MESSIEURS ,

Rien de ce qui intéresse la patrie n'est étranger à la *Bibliothèque historique*. Ce motif m'engage à vous adresser quelques réflexions sur les malheureux restes des Français , prisonniers de guerre dans toutes les

parties de l'Europe où la victoire les a conduits, et où l'oubli le plus coupable les laisse languir.

Qu'en 1814 et 1815, temps de malheurs et de réactions, un parti triomphant ait regardé les prisonniers de guerre comme des ennemis qu'il était bon de tenir éloignés le plus long-temps possible, il y a là de quoi affliger, mais nullement étonner.

Implacable et inhumain, tel était et tel sera toujours ce parti. Mais que, depuis plus de trois ans, on ait à peine tendu la main à nos malheureux frères, ou ne sait comment qualifier une insouciance si fatale à tant de milliers de familles.

Au commencement de 18.6, on annonça avec pompe, qu'un commissaire était envoyé en Prusse, pour négocier le rachat ou l'échange des prisonniers de guerre en Russie. Quel compte ce commissaire a-t-il rendu de sa mission ?

Quelque temps après, les journaux continrent l'avis qu'un convoi de prisonniers était près de rentrer en France; beaucoup de familles conçurent de l'espoir; mais il fut de courte durée: un article bien tranchant, inséré par ordre du ministre de la guerre, vint démentir l'avis, et ôter l'espérance, même pour l'avenir, en assurant que le gouvernement russe avait vérifié qu'il n'existait pas un seul prisonnier français sur son territoire.

Pourquoi donc voit-on, depuis quelque temps, dans différents journaux, qu'un convoi d'officiers et soldats français, sortant des prisons de la Sibérie, a traversé Berlin, le 27 décembre, en se dirigeant sur la France? Faut-il ajouter foi à cette heureuse nouvelle? Et si elle est vraie, pourquoi le ministre de la guerre ne la rend-il pas authentique, par une annonce détaillée des noms et lieux de naissance des militaires rentrants, ainsi que de l'époque probable de leur arrivée?

Dans l'état de pacification où sont les gouvernements de l'Europe, il suffirait d'un mot de cabinet à

cabinet, pour retrouver dans les contrées les plus ignorées, des hommes qui ne respirent qu'après leur patrie. Cela est si peu douteux, que de simples particuliers, mûs par le gain, obtiennent, au moyen de leurs correspondants, des renseignements qu'on n'oserait espérer. Que serait-ce donc si le gouvernement, dans la vue de la tranquillité de tant de familles, mettait dans ses recherches l'activité que commandent d'aussi puissants motifs !

On doit le dire, cette coupable indifférence a laissé dans l'âme de tous ceux qui, comme moi, ont à regretter un fils ou un frère, une douleur profonde.

Agréez, etc.

15 février 1819.

F. M.

## GARDE NATIONALE.

### CHAPITRE XVII — *Idées générales de l'organisation d'une force propre à la défense du sol français, et au maintien de son gouvernement représentatif.*

Dans le gouvernement représentatif, la loi doit être conforme à l'opinion publique, et l'opinion publique doit être toujours le vœu de la majorité ; partout où manque ce caractère distinctif, il n'y a pas de gouvernement représentatif : c'est un gouvernement de minorité, un gouvernement de fraude et de déception, un gouvernement où la majorité, lésée dans ses intérêts, provoque sans cesse des révolutions, et où les gouvernants, avec la minorité des privilégiés, sont constamment occupés à méditer ou à exécuter ce qu'on appelle des coups d'état. Le gouvernement de la minorité est fort dispendieux ; ne trouvant pas la force dans son principe, il la cherche à grands frais dans les armées permanentes, dans l'appui d'une armée d'étrangers, dans une nombreuse armée de police ; il crée un

grand nombre de places , fort souvent inutiles et toujours dispendieuses ; il lève des impôts pour corrompre et pour opprimer ceux qui les paient. Pour sortir de cet état misérable , qui doit nécessairement perpétuer les troubles et les révolutions , je ne vois qu'un seul moyen , c'est d'établir une force publique qui ait le même caractère que la loi , qui soit de la même nature , qui sorte de la même source. C'est le vœu public qui fait la loi , c'est la force publique qui doit la protéger et la défendre : toute force spéciale doit être proscrite , parce qu'elle n'est bonne qu'à protéger les aberrations du gouvernement et à détruire la liberté publique.

La force publique consisterait dans la garde nationale. Devraient faire partie de la garde nationale tous les Français qui auraient droit à voter pour l'élection des administrations municipales (1) , eux et leurs enfants mâles , qui auraient atteint leur vingt-unième année.

La garde nationale serait divisée en deux parties ; en garde nationale sédentaire et de vétérans , et en garde nationale mobile.

Tous les Français ayant droit d'élection pour les administrations municipales , feraient partie de la garde nationale sédentaire , depuis leur vingt - cinquième année accomplie.

Feraient partie de la garde nationale mobile tous les fils de Français ayant le droit de voter pour élire les administrations municipales , depuis le premier jour de leur vingt-unième année , jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans révolus.

La garde nationale sédentaire et de vétérans serait organisée par communes , en une ou plusieurs compagnies ,

---

(1) Je suppose la préexistence de l'organisation des administrations municipales et départementales.

en bataillons ou légions, selon la population de la commune.

La garde nationale sédentaire et de vétérans, serait confondue dans les mêmes cadres.

La garde nationale mobile formerait des compagnies et des cadres à part, par la réunion des communes voisines, et par la réunion des communes du même département, pour composer un ou plusieurs bataillons, un ou plusieurs régiments.

Chaque homme de la garde nationale sédentaire et de vétérans devrait être armé d'un fusil de calibre, et équipé d'une giberne.

Ceux qui paieraient une contribution d'un certain nombre de journées de travail, se fourniraient d'armes et d'équipement à leurs frais; ceux qui paieraient une moindre contribution en seraient fournis aux frais du trésor par les soins du gouvernement.

Les Français de la garde nationale sédentaire et de vétérans seraient tenus de pourvoir, à leurs frais, à l'entretien de leur armement, qui resterait toujours à leur disposition.

Chaque compagnie de la garde nationale sédentaire nommerait ses officiers et sous-officiers.

La garde nationale sédentaire et de vétérans ne pourrait pas être forcée à se pourvoir d'un costume militaire.

La garde nationale sédentaire serait destinée à maintenir l'ordre et la tranquillité dans ses communes respectives et dans son département.

Elle ne pourrait être requise pour aucun service, que par les administrateurs des communes et du département.

Les administrations communales ne pourraient pas l'employer hors de leur territoire; les administrations départementales hors de leur département.

Les commandants de la gendarmerie auraient le droit

de requérir auprès des administrations communales ou départementales, l'assistance de la garde nationale, qui pourrait leur être refusée ou accordée, selon qu'elles le jugeraient utile et nécessaire.

Les administrations départementales pourraient requérir une partie de la garde nationale sédentaire, qui ne pourrait jamais excéder le quart, pour l'employer dans l'étendue du département.

Si la garde nationale agissait à plus d'une journée de marche de son domicile, ou si elle était tenue sur pied pendant plus de vingt-quatre heures, elle aurait droit à une indemnité qui devrait être fixée par une loi.

Hors le cas de nécessité, la garde nationale sédentaire et des vétérans ne pourrait être réunie que deux fois, l'an, pour inspecter les armes et nommer les officiers et sous-officiers.

Les réunions devraient se faire par compagnies, bataillons ou légions, de manière qu'il n'y eût pas un déplacement de plus de trois lieues de distance. Elles auraient lieu le dimanche.

A l'âge de cinquante ans, les Français compris dans la garde nationale sédentaire seraient nommés vétérans.

Les vétérans ne seraient obligés à aucun service contre leur gré; ils pourraient entrer dans les rangs et protéger l'ordre toutes les fois qu'ils le jugeraient convenable, sans jamais pouvoir y être contraints.

Les administrations communales régleraient seules le service de la garde nationale dans leurs communes.

La garde nationale mobile serait organisée comme la garde nationale sédentaire, mais dans des cadres à part.

Elle serait armée de fusils de calibre et équipée de gibernes.

L'armement et l'équipement ne resteraient pas à la dis-



position des hommes ; ils seraient déposés dans un ou plusieurs arsenaux établis dans le département, et placés sous la surveillance du gouvernement.

Les compagnies des gardes nationales mobiles nommeraient leurs officiers et leurs sous-officiers ; le gouvernement nommerait les colonels, les chefs de bataillons et les adjudants majors.

La garde nationale mobile ne serait pas astreinte à avoir d'uniforme. On pourrait lui donner l'habit gaulois, qui serait porté pendant les exercices.

Elle serait réunie tous les ans, dans chaque département, par bataillons ou régiments, en un ou plusieurs rassemblements, pour être exercée au maniement des armes et aux évolutions.

Elle serait soldée pendant le temps de sa réunion : elle ne serait admise à faire aucun service intérieur.

Indépendamment de la garde nationale mobile, il y aurait une armée dite des frontières.

L'armée des frontières se composerait de corps d'artillerie, d'infanterie et de cavalerie.

Cette armée se formerait par la voie du sort ou par des hommes de bonne volonté pris sur la garde nationale mobile.

La durée du service serait de cinq ans pour l'infanterie, de sept ans pour la cavalerie et l'artillerie.

Les Chambres voteraient chaque année la fixation de la force de l'armée des frontières, qui pourrait varier selon les circonstances.

Cette armée ne pourrait être employée dans l'intérieur qu'en vertu d'une loi de circonstance ; son poste est aux frontières et dans les places fortes ; le but de sa création est de former une avant-garde d'observation.

Le mode d'avancement et les récompenses seraient fixés par la loi.

Cette armée ne pourrait être poussée hors des frontières qu'en vertu d'une loi.

Les hommes de la garde nationale mobile qui auraient été désignés par le sort pour faire partie de l'armée active, pourraient se faire remplacer par un Français qui aurait l'âge et les conditions requises, et même par un Français dont le père n'aurait pas droit d'élection, mais qui aurait une bonne conduite et qui n'aurait pas atteint sa trentième année.

Celui qui se ferait remplacer par un Français dont le père n'aurait pas droit d'élection, serait obligé de constituer en toute propriété, à celui qui le remplacerait, un immeuble ou un capital placé sur hypothèque, lequel ne pourrait être aliéné pendant la durée de son service, et qu'il transmettrait libre, en cas de décès, à ses héritiers ou descendants.

En temps de paix, aucun Français tiré de la garde nationale mobile ne pourrait être contraint à servir dans l'infanterie, après sa vingt - cinquième année accomplie, et dans la cavalerie et l'artillerie, après la vingt - septième année.

Aucun Français qui, personnellement, ou dont le père et la mère paieraient plus de la valeur d'un certain nombre de journées de travail en contributions, ne pourrait être exempté du tirage; s'il avait des infirmités, il se pourvoirait d'un remplaçant.

Ceux qui paient une moindre quotité, par eux ou par leurs pères et mères, seraient exemptés dans les cas suivants : 1<sup>o</sup> s'ils étaient fils uniques; 2<sup>o</sup> s'ils avaient un frère à l'armée des frontières qui eût encore une année de service à faire; 3<sup>o</sup> s'ils avaient des infirmités, ou qu'ils n'eussent pas la taille requise; 4<sup>o</sup> s'ils avaient remporté des prix dans les écoles publiques.

En temps de guerre, on pourrait faire tirer au sort toutes les séries, pour augmenter l'armée des frontières selon le besoin.

En temps de guerre, la durée du service ne pourrait être prolongée plus de six mois au-delà du terme fixé.

En temps de guerre, la garde nationale mobilisée pourrait être mise en mouvement en entier : dans ce cas, tout ce qui est valide serait obligé de marcher.

Si elle était mise en mouvement, en partie seulement, les exceptions portées au titre 7 seraient admises, et la partie qui devrait être active serait désignée par le sort, ou par arrangement volontaire.

La garde nationale mobile rentrerait dans ses foyers, lorsqu'elle ne serait plus nécessaire, et de droit à la conclusion de la paix.

En temps de guerre, les Français ou les Françaises, qui paieraient une contribution de la valeur d'un certain nombre de journées de travail, seraient obligés de fournir à l'armée des frontières un Français, à qui ils auraient constitué un immeuble ou un capital : ceux qui paieraient une contribution plus forte en fourniraient deux ; ainsi de suite, en augmentant en proportion de la quotité des contributions. Seraient déduits de ce nombre les enfants au service ou leurs remplaçants, soit dans l'armée des frontières, soit dans la garde nationale mobile qui serait mise en activité (1).

En temps de guerre, une partie de la garde nationale sédentaire pourrait être employée au service des places fortes, à la garde des communications et à l'escorte des convois militaires. La nécessité de cette mesure devrait être reconnue par une loi.

---

(1) Les moyens de défense que chacun doit fournir devant être proportionnés à la valeur de l'objet qu'il veut conserver, et cet objet étant la propriété et les droits politiques, chacun doit contribuer en proportion de sa propriété et de ses droits.

## MATIÈRES RELIGIEUSES.

---

*A MM. les Editeurs de la Bibliothèque historique.*

Genève, 19 février 1819.

MESSIEURS,

Votre *puissance temporelle* vient de se mettre en état de guerre contre la *puissance spirituelle* du diocèse de Besançon. Elle exige la suppression des VI<sup>es</sup> et VIII<sup>es</sup> commandements de l'église (1). La circulaire ci-jointe qui nous apporte cette nouvelle, n'affligera sans doute que vos *ultra-catholiques*. Elle produit chez nous une bien vive satisfaction. On remarque qu'elle porte l'ordre de faire cartonner tout ce que j'ai souligné dans l'exemplaire du cathéchisme du diocèse qui était joint à ma lettre du 16 janvier dernier (2). Quel que soit le succès de cette mesure, elle annonce du moins dans votre nouveau ministère, une vigueur qui donne des espérances. On lui reprochera sans doute de ne s'être pas concerté avec l'autre *puissance*. On lui dira que le chapitre x et le canon xx du concile de Trente, qui est le manuel de la catholicité, ne distinguent pas les lois de l'église de celles de Dieu même, et que le concours de la *puissance spirituelle* était indispensable pour la suppression de deux de ses commandements. C'est précisément par ce que votre ministère s'est élevé au-dessus de ces considérations, que je ne désespère plus de la liberté religieuse. Sa conduite suppose qu'il ne reconnaît d'autre *puissance* que celle de l'état.

---

(1) VII. — Hors le temps, noces ne feras, payant les dîmes justement.  
— VIII. — Les excommuniés fuiras et dénoncés expressément.

(2) Voyez le 4<sup>e</sup> cahier du 5<sup>e</sup> volume de ce recueil.

On peut donc lui signaler, non comme prêtres, mais comme citoyens turbulents et factieux, les hommes qui mêlant sans cesse la politique à la religion, les choses de la vie civile à celles de la vie spirituelle, troublent l'ordre social. L'expression publique de leurs sentiments, en tout ce qui n'a pas pour terme la religion qu'ils enseignent, doit être soumise aux limites assignées aux opinions des autres citoyens. Puisqu'ils n'agissent plus comme membres indépendants d'une société religieuse, leurs discours, leurs écrits, quoique publiés sous des formes qui ne doivent appartenir qu'au pouvoir proprement dit, rentrent, sous ce rapport, dans la classe de ceux que tous les citoyens ont le droit de publier, et dont ils sont légalement responsables. Si une bulle renferme des maximes séditieuses, si un mandement est un libelle, ces écrits doivent être déferés aux tribunaux et jugés selon la loi commune : car les hommes pour s'unir entr'eux n'ont besoin ni de révélations, ni de secours surnaturels. Ils sont juges en dernier ressort de tout ce qui est nécessaire au but de leur institution.

Je ne connais d'autre moyen que l'application de ces principes pour mettre un terme aux excès du fanatisme qui désole nos bons voisins les Francs-Comtois. Si l'infâme commandement qui prescrit aux enfants de la même patrie de se fuir parce qu'ils n'ont pas les mêmes opinions sur des matières inintelligibles ne déshonore plus leur catéchisme, les sermons, les actes publics de leurs prêtres n'en sont qu'un éternel commentaire. Le mandement de leur vicaire capitulaire pour le carême de 1819, ressemble bien plus à une protestation contre vos lois et vos institutions qu'à une instruction religieuse. Comme si nous n'étions pas déjà sous le poids d'assez d'anathèmes, le charitable vicaire nous accuse de professer de nouvelles erreurs : « Déjà, dit-il, la prétendue réforme tendait par » ses principes à des changements dans son symbole, déjà » elle s'était désistée de plusieurs dogmes retenus comme » fondamentaux. Mais aujourd'hui, quel renversement ! » Elle avait défendu contre les sociniens la divinité de » Jésus-Christ, et maintenant ses maîtres, plus philoso- » phes que théologiens, la lui contestent. Ces novateurs » éprouvent peu de contradiction, sinon que les pasteurs » en général pensent devoir laisser dans l'ombre du silence » une question si importante ; chefs de la réforme, que

» diriez-vous ? n'est-ce pas là encore votre ouvrage, et  
 » tout difforme qu'il est, oseriez-vous le méconnaître (1) ? »  
 Quelle sécurité raisonnable peuvent espérer les non-conformistes au sein d'une population peu éclairée qui n'entend d'autre voix que celle de l'intolérance. On se flatte en vain de prévenir l'émigration qui se prépare, en proclamant dans de timides circulaires la liberté religieuse. C'est en punissant ses excès qu'on prouvera qu'elle est un principe vital. Aussi long-temps qu'il sera permis à une secte en particulier, de traduire indignement dans le public, de désigner à sa haine ceux qui ne pensent pas comme elle, incrédules ou hérétiques, l'état sera en danger, et ses lois seront de vaines lois.

Est-il possible d'appeler la sédition par des paroles plus énergiques que celles-ci : « Voyons - nous la seule religion  
 » véritable, *contrainte*, non à ménager les erreurs qu'elle  
 » a grand soin de proscrire, mais à souffrir, à tolérer dans  
 » son sein ceux qui lui insultent et la déchirent (2) ? » Que doivent penser les peuples des lois qui imposent cette contrainte, et des gouvernements qui l'exercent, si leurs prêtres trouvent dans l'ordre social même la cause de tous les maux que souffre la religion ?

Il ne suffit pas à ce digne vicaire d'avoir versé des torrents d'injures sur les hommes qui ne partagent pas sa croyance, et d'exercer le monopole de la foi. Il veut encore s'attribuer celui de la fidélité au prince, en supposant que celle-ci est la conséquence de la première, et qu'elles sont aussi peu communes l'une que l'autre. « Pour quelques  
 » traits frappants de religion, de vertu, de sagesse, de  
 » dévouement au meilleur des Rois et à son auguste dynastie, quelle foule d'exemples d'une extrême corruption et  
 » de délire dans les opinions politiques ? (3) » Quand je rapproche cette phrase de celles qui ont subi l'analyse de MM. vos avocats du Roi, et pour lesquelles tant de condamnations ont été prononcées, je me demande comment il se peut que celle-ci soit lue par ordre dans toutes les églises paroissiales de trois départements ?

---

(1) Mandement, pages 4 — 5.

(2) Mandement, pag. 7.

(3) Mandement, pag. 8.

L'enseignement mutuel, par ses succès et par la protection dont l'honneur tout ce qu'il y a d'éclairé et d'illustre en France, peut dès ce moment être considéré comme un établissement national. Le combattre, c'est attaquer dans leurs racines les principes de la liberté dont la plus sûre garantie est dans la propagation des lumières. C'est sans doute dans cette intention que M. le vicaire capitulaire représente cette institution comme dangereuse, livrée à des maîtres qui, « avec beaucoup de suffisance, auraient grand » besoin eux-mêmes d'instructions religieuses. » Il ne sépare pas le développement précipité des facultés intellectuelles dans l'enfance de celui des vices. Il n'aime pas plus « le luxe des connaissances que celui des richesses ; les ta- » lents qui servent aux plaisirs de la société ne lui paraissent » qu'un ornement frivole. Quant aux arts utiles, ajoute-t-il, » il est assez peu important que ceux qui les exercent aient » su plus tôt ou un peu plus tard lire, écrire, calculer (1).

Dans votre capitale, vous avez peine à concevoir la puissance de ces sophismes. Vous en jugeriez autrement si vous étiez témoins du crédit qu'ils obtiennent et des progrès de la bigoterie. On peut dire de votre clergé romain comme Montesquieu l'a dit du clergé grec : « Quand je pense à l'i- » gnorance profonde dans laquelle il plonge les laïques, » je ne puis m'empêcher de le comparer à ces Scythes dont » parle Hérodote, qui crevaient les yeux à leurs esclaves » afin que rien ne pût les distraire et les empêcher de battre » leur lait. (2) »

Si par la publicité que vous donnerez à cette lettre, Messieurs, vous pouvez obtenir qu'une circulaire ministérielle rappelât à vos évêques que la politique, les philosophes, les hérétiques et l'enseignement mutuel, n'ont rien de commun avec la permission d'*user de laitage, de fromage et quelquefois de viande pendant le carême*, vous auriez bien mérité de l'humanité de la patrie et même de la religion catholique ; puisque vous croyez comme moi, malgré ceux qui l'enseignent, qu'elle ne doit of-

---

(1) Mandement, pag. 26, 27, 28,

(2) Grandeur et décadence des Romains, chap. XXII.

senser ni la raison , ni la charité universelle , ni les lois de l'état qui la protègent , ni les citoyens qui la payent.

J'ai l'honneur , etc.

*Signé , D\*\*\*\*.*

P. S. L'église de Besançon n'est probablement pas la seule qui ait conservé neuf commandements au lieu de sept. Il est permis de croire qu'une circulaire ne serait pas inutile pour mettre tous vos catéchismes en harmonie avec la charte et les lois du royaume.

---

*Extrait du recueil des actes administratifs de la préfecture du Doubs.*

Besançon , le 3 février 1813.

*Le préfet du département du Doubs , à MM. les maires du Ressort*

MESSIEURS ,

S. Exc. le ministre secrétaire d'état de l'intérieur a été instruit qu'il circulait dans le département des éditions du catéchisme du diocèse de Besançon , renfermant des passages en contradiction avec la Charte et les lois du royaume. Ces passages se trouvent dans les VII et VIII commandements de l'Eglise , commençant par ces mots : *Hors le temps* , etc. : *Les excommuniés* , etc. , et dans l'instruction XVI sur ces commandements , 1<sup>e</sup> , 2<sup>e</sup> , 5<sup>e</sup> , 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> demandes et réponses. J'ai en conséquence reçu de S. Exc. l'ordre de les faire cartonner sur-le-champ dans les exemplaires qui peuvent encore se trouver chez les imprimeurs et libraires.

Je vous prie , Messieurs , d'assurer l'exécution de cette mesure dans vos communes respectives et de m'informer de ses résultats.

J'ai l'honneur , etc.

*Signé , DE VILLIERS DU TERRAGE.*

---



## INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Frères Ignorantins.*

L'an mil huit cent dix-neuf, et le neuf janvier, à la requête de M. le procureur du Roi, près le tribunal civil de l'arrondissement de Poitiers, pour lequel domicile est élu en son parquet, sis au palais de Justice à Poitiers.

Est exposé que les frères, dits de Saint-Yon, ci-après dénommés, ont ouvert récemment à Poitiers, rue de l'Hospice civil, une école élémentaire sans l'autorisation de M. le recteur de l'académie de Poitiers; qu'ils ont constamment refusé de reconnaître l'autorité des chefs de l'instruction publique; que toutes les démarches qu'on a faites jusqu'ici pour les engager à se soumettre aux lois générales qui régissent le corps enseignant, en France, ont été infructueuses, et que cette résistance illégale ne pouvant être tolérée, M. le recteur a demandé, par sa lettre du 29 décembre dernier, que ladite école fût fermée, conformément aux articles 1<sup>er</sup> de la loi du 10 mai 1806, 1<sup>er</sup>, 2 et 109 du décret du 17 mars 1808; 54 et suivants du décret du 15 novembre 1811; 13 et 38 de l'ordonnance du Roi du 29 février 1816.

En conséquence, je, Louis Avril, huissier audien-cier, etc.

Ai, même requête que dessus, à chacun séparément des frères ci-après dénommés, savoir :

Au frère Servule, demeurant à Poitiers, rue de l'Hospice civil, en son domicile et parlant à sa personne.

Au frère Fructueux, demeurant à Poitiers, même rue et même maison, en son domicile et parlant à sa personne.

Au frère Athanase, demeurant à Poitiers, même rue et même maison, en son domicile et parlant à sa personne.

Au frère Onésime de Marie , demeurant à Poitiers , même rue et même maison , en son domicile et parlant à sa personne.

T:

Fait sommation , de par le Roi et justice , et en vertu des lois ci-dessus citées , de cesser , sans délai , d'enseigner publiquement , soit par eux-mêmes , soit par leurs novices ou autres , à lire , écrire et calculer , comme ils l'ont fait depuis quelques jours , sans droits ni qualités , et de fermer sur-le-champ leur école sous peine d'y être contraints par les voies de droit , ainsi qu'il appartiendra. Les ci-dessus dénommés ont répondu : *qu'ils dépendent d'un supérieur général* qui les a envoyés dans cette ville par obédience , d'après les demandes qui lui ont été faites par les autorités religieuses , et du conseil général du département , et en outre par une association et confrérie d'hommes respectables de cette ville , et qu'ils ne peuvent recevoir de diplôme attendu qu'ils ne connaissent aucune loi qui émane de l'autorité suprême du Roi , concernant leur congrégation ; qu'au surplus ce que l'on exige d'eux est contre leur règlement approuvé par notre saint père le pape , Bénédict XIII , et patenté par nos augustes monarques , depuis Louis XV jusqu'à Louis XVIII , et contre les instructions de leur supérieur général , qui a lui seul le diplôme pour tout l'institut. (1) Que si on on veut leur accorder un délai suffisant pour en instruire leurs chefs et autres autorités COMPÉTENTES , d'après leur réponse , ils se détermineront à fermer ou continuer leur école ; que quant à présent , ils ne peuvent déférer à ladite sommation , qui est tout ce qu'ils ont voulu dire et répondre. Sommés de signer , ont signé :

Signé , frère Servule ; signé , frère Fructueux ; signé , frère Onésime ; signé , frère Athanase.

---

(1) Congrégation.

Laquelle réponse j'ai prise pour refus d'acquiescer à ma dite sommation ; pourquoi j'ai , dans l'intérêt de mon dit sieur le procureur du Roi , fait toutes les réserves et protestations de droit , pour être par lui prises toutes les voies qu'il jugera conformes à la loi ; et j'ai , auxdits dénommés , domicile et parlant comme dit est , délaissé à chacun d'eux autant des présentes , etc.

Paris, le 25 février 1819.

— M. le baron d'Imbert réclamait une pension du gouvernement anglais pour avoir dûment et loyalement livré aux troupes britanniques une escadre qu'il commandait, et pour les avoir aidé à s'emparer des magasins, arsenaux, port et flotte de Toulon. M. le baron Portal, ministre de la marine, empressé de reconnaître de si éminents services, vient d'accorder à M. le baron d'Imbert une pension de retraite avec un rappel d'arrière. M. le baron d'Imbert voulait que la pension qu'il demandait aux Anglais fût hypothéquée sur la valeur du matériel qu'il leur avait livré ; celle qu'il vient d'obtenir de la munificence du gouvernement français ne peut être hypothéquée que sur le budget courant. Presqu'en même temps que M. le baron d'Imbert recevait le prix de ses glorieux succès, le tribunal correctionnel le condamnait à l'amende et à la prison, pour avoir voulu attenter à la pudeur d'un gendarme dans le parterre du théâtre de la Gaîté. La trahison de Toulon prouve que M. le baron d'Imbert est un homme éminemment *monarchique* ; comme tel, il doit aimer les gendarmes, car on sait que c'est un des moyens de persuasion que ces messieurs emploient le plus volontiers.

Toutefois nous ignorons s'il est dans leurs principes de pousser cette affection aussi loin que vient de le faire M. le baron d'Imbert. C'est un point que le *Conservateur* devrait éclairer.

— M. Beaupoil de St. Aulaire a succombé dans le troisième duel qu'il soutenait pour le même sujet. Ainsi chaque jour nos divisions politiques éclatent par des combats singuliers dont la fureur est maintenant poussée à son comble ; sinistre prélude des événements plus graves que la faiblesse du ministère et l'aveuglement d'un parti qu'il s'obstine à ménager, semblent rendre inévitables.

— Un pair a osé faire une proposition qui tend à réaliser les espérances impies du parti dont il est l'organe, et la Chambre a pu se décider à entendre les développements de cette proposition. La faction aristocratique jette enfin le masque dont elle s'était couverte. La loi des élections blessait ses prétentions, et elle prend l'initiative pour la faire changer. Les éternels ennemis de la France s'indignaient du repos dont elle commençait à jouir ; ils veulent la replonger dans les révolutions et dans les horreurs de la guerre civile. Ces désastreux projets qui avaient avorté, il y a deux mois, la faiblesse du ministère leur permet aujourd'hui de travailler à les réaliser. Ainsi des ménagements qu'ils attribuent à la crainte ne font qu'accroître leur audace. Depuis trop longtemps la France s'indigne de voir une poignée de factieux lui prodiguer les outrages, l'exciter à se déchirer de ses propres mains après l'avoir livrée aux baïonnettes étrangères. Cet état de choses doit cesser : que le ministère prenne enfin une attitude décidée, que sa fermeté soit pour la France une garantie du calme et de la paix dont elle a besoin, de peur qu'on ne la réduise à chercher cette garantie dans la force et dans l'énergie nationale.

---

## CORRESPONDANCE DE PARIS,

*Extraite des journaux anglais (1).*

## OBSERVATIONS.

Une lettre que nous avons extraite du *Times*, annonce que l'Europe presque entière subit, dans ce moment, une espèce de révolution ministérielle. C'est sans doute la conséquence de celle qui s'est opérée il y a trois mois, en France, ou plutôt la suite nécessaire de la libération de notre territoire.

Alors même qu'elle était sous le joug de tous les gouvernements européens, la France, comme la Grèce domptée par les Romains, était encore l'objet de l'attention générale. Tandis que les journaux étrangers ne parlaient qu'à peine des cours qui s'enrichissaient de nos dépouilles, ils remplissaient leurs colonnes des débats de nos *Chambres* et même des anecdotes de nos salons. Maintenant que nous sommes rentrés dans la plénitude de nos droits, les *cabinets* voyent clairement que les intérêts du grand nombre doivent finir par remporter en France une victoire complète sur ceux de notre vieille aristocratie; et par une impulsion vague, dont probablement ils ne se rendent qu'un compte inexact et confus, ils sentent la nécessité de se mettre à notre unisson.

Le *Times*, journal à peu près officiel de quelques-uns des membres de notre *cabinet*, courtise dans ce moment la même opinion que les cabinets étrangers. Son correspondant habituel est presque tenté de justifier ses patrons de ce qu'ils ne choisissent pas exclusivement pour administrer la France, les administrateurs des *cent jours*. Il est vrai que

---

(1) Nous prévenons le lecteur que nous désignons toujours par les lettres *u. n.* la correspondance écrite sous l'influence du parti auquel on donne vulgairement le nom d'ultra-royaliste.

La correspondance consacrée à l'apologie des mesures du ministère, sera désignée par *un m.*

tout se borne encore à de bons propos , et que la conduite des ministres dont nous parlons contraste autant avec les articles qu'ils font insérer dans le *Times* qu'avec ceux qu'ils font mettre dans le *Moniteur*. Sourds aux représentations des feuilles *indépendantes* , on pouvait croire que les violences du *Conservateur* leur feraient sentir à la fin la nécessité de désarmer un parti qu'ils menacent sans cesse. Mais il semble au contraire qu'au lieu de les pousser en avant, le *Conservateur* les arrête ; qu'il les glace et qu'il les pétrifie comme la tête de Méduse.

Il paraît que les ministres fondent en partie l'espoir de leur popularité sur le succès des opérations de celui d'entre eux qui dirige les finances. Le correspondant du *Times* s'applique à faire ressortir l'amélioration qu'a éprouvée le cours des rentes depuis le commencement de son administration. Au fond cependant, comme nous touchons au moment où le semestre du mois de mars va être acquitté , les rentes ne sont pas à plus de 67 pour 100. Quelque peu élevé que soit ce cours, il est possible encore que les rentes ne l'aient atteint que par des moyens artificiels et forcés. Dans ce cas , il faudrait plutôt blâmer le ministre que le féliciter ; car tout crédit qui n'a pas la confiance pour principe est nécessairement précaire : et il semble difficile qu'il existe une grande confiance dans un état dont l'ordre politique , ou du moins ses bases les plus essentielles sont mises en question chaque trimestre. Nous avons vu naguères le prédécesseur du ministre actuel , en même temps qu'il jetait autant de papier sur la place qu'un chancelier de l'échiquier à Londres , élever le cours des rentes à 80. Il était même si convaincu , ainsi que ses collègues , qu'elles se maintiendraient à ce taux , qu'ils firent frapper une médaille portant d'un côté l'effigie du Roi et de l'autre la déesse de l'abondance versant des trésors , avec ces mots : 1818. *Crédit recouvré*. Heureusement pour leur gloire , la terrible réaction des mois de novembre et octobre commença assez à temps pour empêcher la distribution de cette médaille dont peu de personnes connaissent l'existence.

Au reste , il ne paraît pas que M. le baron Louis redoute l'examen et les discussions pour son budget , et l'on dirait qu'il cherche au contraire à les provoquer , puisque , suivant le *Times* , il fera en sorte que la présentation du projet de loi de finance à la Chambre des pairs , ne soit pas , comme aux

sessions précédentes, une formalité vaine. Il est juste sans doute que cette Chambre rentre dans l'exercice d'un droit que la Charte lui attribue. Je crois cependant que, depuis la séance de samedi dernier, la France n'est pas très-disposée à applaudir aux mesures qui peuvent augmenter son influence.

---

### MORNING CHRONICLE.

Paris, le 4 février 1819.

Une circonstance qui caractérise l'état actuel de la France, c'est la multiplicité des suicides, des affaires judiciaires et des duels. Les suicides sont une conséquence naturelle de l'instabilité que les crises politiques, qui ont eu lieu depuis 1814, ont produite dans les fortunes particulières. Les affaires judiciaires, qui se succèdent les unes aux autres avec une si grande rapidité au tribunal de police correctionnelle, ont presque toutes pour origine des plaintes en calomnie portées alternativement par les différents partis qui se divisent la France. Mais, comme au temps de la chevalerie, lorsque les tribunaux ont décidé, il arrive souvent qu'on appelle du jugement des hommes *au jugement de Dieu*.

Avant-hier M. de Saint-Marcelin, neveu de M. de Fontanes, et l'un des rédacteurs du *Conservateur*, s'est battu en duel. Cette affaire a eu une issue plus fatale que celles dont je vous ai déjà rendu compte. M. de Saint-Marcelin a reçu une blessure mortelle; on l'a rapporté mourant, au milieu des apprêts d'un bal que son oncle, chez lequel il logeait, devait donner le même soir.

Certaines personnes considèrent ces duels, qui se suivent avec tant de rapidité, comme les préludes d'une guerre

civil. Je ne puis consentir à admettre cette horrible prophétie ; mais il y a lieu de croire qu'elle se serait réalisée, si l'ancien ministère se fût maintenu plus long-temps.

Que vous dirai-je des membres qui composent le nouveau ? Il semble qu'une fatalité les pousse dans les routes suivies par leurs prédécesseurs. Tous les changements que la France réclamait sont, à ce qu'on assure, ajournés indéfiniment. On raconte que , dernièrement le garde des sceaux a demandé le renvoi de M....., procureur général à la cour royale de....., et que la majorité du conseil a été d'avis de le maintenir en place , sans cependant qu'aucun ministre ait pour lui une bienveillance personnelle. Cette décision paraît être le résultat d'une observation faite par un membre du conseil ; que comme M..... avait été chargé des poursuites contre un des personnages les plus éminents de l'ancienne armée, son renvoi serait considéré comme un commencement de réaction. J'avais donc tort de vous dire dernièrement , que M..... semblait poursuivi par l'ombre de sa victime. Vous voyez, au contraire, que c'est cette grande ombre qui le protège.

Tandis qu'on se félicite des changements trop peu nombreux qui ont été faits dans les préfectures , on s'étonne de l'obscurité des individus auxquels on confie ces importantes magistratures. La préfecture de Nîmes est toujours vacante. Tous ceux auxquels elle a été offerte jusqu'à ce jour l'ont refusée. On craint d'aller habiter un département où tant de crimes sont restés impunis. Les ministres paraissent eux-mêmes convaincus de la difficulté de l'administrer ; et l'on ne peut s'empêcher de sourire des craintes qu'ils témoignent à cet égard ; car, au fond , rien n'est plus facile. Il suffirait , pour tout maintenir dans l'ordre , de distribuer dans les principales villes deux ou trois escadrons de cavalerie. ~~Il~~ n'allez pas croire que je veuille pour cela provo-



quer une réaction violente contre des masses dans lesquelles il serait impossible de distinguer l'innocent du coupable. Il faudrait bien se garder, sans doute, de faire agir ces troupes ; leur seule présence suffirait pour contenir cette populace du Midi, qui n'a d'audace que lorsqu'elle est encouragée par les instigations secrètes de l'autorité, ou par sa faiblesse.

Le changement des officiers généraux de la garde, et plusieurs autres changements d'une importance égale, paraissent indéfiniment ajournés. A tous égards, nos ministres, pendant les trois semaines qui viennent de s'écouler, ont plutôt fait des pas rétrogrades que des pas en avant. Le *Conservateur* lui-même, avec ses violentes déclamations, ne peut les faire sortir de la torpeur dans laquelle ils sont plongés. Le parti que ce journal représente a certainement perdu du terrain : mais il en a encore conservé plus qu'il n'en a perdu ; et un accident facile à prévoir suffirait pour lui rendre, dans moins de vingt-quatre heures, tout le pouvoir dont il a fait un si redoutable usage en 1815.

---

TIMES.

M.

Paris, 4 février 1819.

Le sol ministériel ne paraît pas être maintenant très-ferme en Europe ; on y fait des culbutes fréquentes. Il y a quelques mois qu'elles se sont effectuées en Espagne sans qu'on puisse en donner d'autre raison que le caprice aveugle qui, à Madrid, conduit tout sans règle et sans frein. Nous avons, grâce au ciel, éprouvé dernièrement un changement dans notre cabinet, et il paraît que le ministère des Pays-Bas est à la veille d'en éprouver un semblable.

Il y a peu de temps que le Piémont a renouvelé sans bruit, les éléments de son administration, en reprenant les formes de son ancien régime, et en cédant à l'influence

forte puissante du comte de Saint-Marsan, premier ministre de fait, quoiqu'il n'en porte pas le titre. Le pouvoir vient de passer des mains de quelques vieux jurisconsultes attachés aux anciennes routines, dans celles d'une portion de la noblesse qui paraît plus éclairée sur les besoins et les convenances de l'époque où nous vivons. La Prusse éprouve aussi dans ce moment une révolution ministérielle. Le chancelier prince de Hardenberg, qui devient très-vieux, a voulu lui-même se décharger d'une partie du fardeau que pendant plusieurs années il a supporté avec tant de gloire et de la manière la plus conforme aux intérêts de sa patrie. Le département des affaires étrangères est maintenant confié à un illustre Danois. Le ministère de la police est supprimé, et ses attributions sont réunies à celles du ministère de l'intérieur, qui vient d'être confié à M. de Humbolt, dernièrement ministre près de votre cour. Le comte de Lottum a reçu la présidence du trésor public à la place de la direction des affaires étrangères confiée à M. de Bernstoff. Ces trois nominations ont augmenté les espérances que le roi de Prusse lui-même a jetées parmi ses sujets, de donner bientôt à son gouvernement une direction constitutionnelle, et d'y introduire toutes les réformes et les améliorations que l'esprit du siècle rend indispensables.

Des personnes bien informées assurent que le baron Pasquier, qui était en dernier lieu garde des sceaux, va rentrer dans le cabinet avec le titre et les fonctions de ministre de la maison du Roi, place qui est restée vacante depuis que le comte de Blacas est ambassadeur de France à Rome. Ce bruit, dont je ne puis cependant garantir entièrement l'exactitude, n'a pas surpris ceux qui savent que M. Pasquier a constamment voté avec la minorité du dernier ministère, c'est-à-dire avec MM. Decaze

et Gouvion-Saint-Cyr. Si effectivement il est élevé à cette place, il est vraisemblable que M. Pradel, qui est maintenant directeur de ce ministère, résignera ses fonctions actuelles, et sera envoyé dans une légation étrangère.

*Le Conservateur* attaque les ministres avec plus de violence que jamais. M. Fiévée leur impute le dessein absurde de renverser la royauté légitime, tandis que M. Salabery, membre de la minorité du *côté droit*, engage le Roi à reprendre les formes despotiques de l'ancienne monarchie, afin d'arrêter ceux qui ont fatigué sa clémence, et de pouvoir, comme ses ancêtres, faire le bonheur de son peuple. S. M., dit-il, n'a besoin, pour accomplir ce projet, que de le vouloir.

On imprime dans ce moment, chez M. Pankoucke, un ouvrage qui est destiné à faire beaucoup de bruit dans le monde politique, et à embarrasser la situation actuelle de plus d'un homme d'état sur le continent. Il est intitulé : *Correspondance inédite et confidentielle* de Napoléon Bonaparte avec les cours étrangères, les princes, ministres, généraux français et étrangers, en Italie, en Allemagne et en Egypte. Le premier volume a déjà paru et commence avec l'invasion de l'Italie. Il doit en paraître un chaque mois, et on estime que la collection complète aura au moins soixante volumes. Les éditeurs n'ont fait aucune préface; ils se bornent à garantir l'authenticité des pièces qu'ils produisent, qui, disent-ils, ont été fidèlement copiées d'après les originaux déposés dans le cabinet particulier de Bonaparte. Cela promet une riche moisson de découvertes, de contradictions et de scandale : à d'autres égards, ces pièces doivent jeter un grand jour sur les événements politiques et militaires qui appartiennent à l'histoire de l'époque trop prolongée où la France et l'Europe étaient aux prises.

Paris, 11 février 1819.

Six préfets ont été changés dans le conseil qui a été tenu hier ; mais parmi eux , il n'y en a que deux qui aient été révoqués , savoir : le préfet du Bas-Rhin et celui du Tarn. M. De Ricé quitte le département de la Meuse et est remplacé par M. Camille Perrier , qui était préfet pendant la retraite du Roi à Gand. C'est le second qui ait été pris dans cette classe , puisque M. Roguiat l'avait déjà été avant lui. Ainsi on ne reprochera plus au ministère de n'avoir franchi cette ligne que dans le militaire, et de ne pas la dépasser dans l'administration civile. Il serait très-déraisonnable de prétendre qu'on ne doit choisir des administrateurs que dans cette classe. Les préférences et les exclusions , de quelque genre qu'elles soient , sont également nuisibles. Mais il importe beaucoup d'oublier le passé et de ne considérer que la capacité et les qualités morales des fonctionnaires qu'on veut employer.

Nos fonds publics ont toujours été en hausse depuis que le baron Louis a repris l'administration de nos finances. Son budget est attendu avec la plus grande confiance ; on croit qu'il le présentera dans le cours de la semaine prochaine. Il paraît décidé à le diviser en trois parties distinctes , savoir : 1<sup>o</sup> l'état des recettes et dépenses de l'année dernière dressé de manière à ce qu'on puisse voir facilement comment les fonds ont été employés , et quelles sont les dépenses qui n'ont pas encore été soldées ; 2<sup>o</sup> le montant des sommes nécessaires pour le service de l'année courante ; 3<sup>o</sup> les voies et moyens , c'est-à-dire , la nature des taxes qui doivent être levées. Lorsque la première partie aura été discutée et adoptée à la Chambre des députés , elle sera soumise à la Chambre des pairs , et pendant que celle-ci l'examinera , la Chambre des députés examinera la seconde partie , et ainsi de suite pour la troisième. Les Chambres étant successivement occupées des différentes parties du budget , auront plus de loisir pour les examiner avec maturité. Les votes des pairs sur les contributions ne seront plus , comme ils l'ont été dans les sessions précédentes , une pure formalité.

Déjà des mesures importantes ont été adoptées sans bruit par le baron Louis, mesures qui doivent avoir une grande action sur le cours des effets publics. Il a déclaré que le grand livre de la dette nationale serait définitivement fermé; que le trésor ne négocierait plus de *rentes*, et que par conséquent il n'y aurait plus d'emprunt en *inscriptions*. En un seul jour, il est parvenu à retirer du marché, sans secousse, 6,000,000 fr. qui, avant sa rentrée dans le ministère, avaient été employés comme un contre-poids au mouvement de la place. Il entre aussi dans son plan d'employer des moyens convenables pour empêcher une trop grande accumulation de rentes dans les mains des capitalistes, pour les répandre au contraire dans les départements, et de cette manière intéresser un grand nombre de personnes au maintien de l'ordre de choses existant.

Le travail relatif à l'administration départementale et communale est terminé: avant peu M. Decaze l'apportera aux Chambres. Les préfets seront conservés; mais leur autorité sera plus clairement définie, et elle trouvera des limites dans la surveillance des membres des conseils généraux dont la nomination sera moins dépendante du gouvernement qu'elle ne l'est aujourd'hui.

On affirme confidentiellement que les ministres sont dans l'intention de soumettre les journaux aux mêmes règles que les autres branches de la littérature, et d'attribuer la connaissance de tous les délits de la presse à un jury *perfectionné*. Nos ultrà font semblant de désirer beaucoup ce changement; mais il est vraisemblable qu'ils s'y opposeront. Ils ont l'air de désirer beaucoup la liberté; mais ils voudraient s'en attribuer exclusivement le bénéfice. On a peut-être encore trop de ménagements pour eux: témoin, M. Fiévée qui a fixé, selon sa convenance, le moment d'entrer en prison, et qui a obtenu au bout de huit jours l'autorisation d'être transféré dans une maison de santé, d'où il lance ses foudres comme le Jupiter Olympien.

MM. Reynaud et Chevalier, éditeurs de la Bibliothèque historique, condamnés à une longue détention pour un délit semblable, sont détenus depuis deux mois à la Force quoiqu'ils aient pour appuis de puissants protecteurs; jusqu'à présent ils ont sollicité en vain l'autorisation d'être trans-

férés dans une maison de santé. Cependant le dérangement que leur santé a éprouvé depuis leur détention, rend indispensable d'accueillir leur demande.

---

## PÉTITION

*A Messieurs les membres de la Chambre des députés.*

MESSIEURS ,

La proposition a été faite dans la Chambre héréditaire par M. le marquis Barthélemy, de changer l'organisation de la Chambre élective. Les pairs, dont nous respectons les pouvoirs constitutionnels, mais qui se représentant eux-mêmes, ont des intérêts distincts et différents de la nation qui élit des mandataires, semblent se disposer à supplier S. M. de modifier et de détruire la seule loi organique qui jusqu'à présent soit venue appuyer et consolider la Charte, une loi qui nous a pénétrés de reconnaissance pour son auguste auteur, et sur laquelle, comme sur la Charte, repose l'alliance de la nation et du trône. Le temps qui nous presse, nous interdit, Messieurs, d'entrer devant vous dans des développements qui d'ailleurs seraient inutiles. Nous vous supplions de défendre les droits des électeurs qui vous ont nommés, droits qui sont aussi les vôtres, car ils sont la source de vos pouvoirs. Ces droits nous sont chers, à nous dont plusieurs ne sont pas électeurs eux-mêmes, mais qui voyons tous dans ces droits la garantie des nôtres. Les élections n'ont été accompagnées d'aucun désordre. Nos députés se sont montrés fidèles à la liberté, à la monarchie, à la Charte. Maintenez, Messieurs, une institution libérale et salubre, proposée et sanctionnée par le Roi, admirée par l'Europe, exécutée avec ordre et succès, et qui ne pourrait être ébranlée sans que la France ne se vit menacée du plus terrible des fléaux pour les peuples et pour les rois, celui des révolutions.

Cette pétition est revêtue de plus de 3,000 signatures. L'on continue sans cesse à en adresser de semblables ; pour peu que cela dure, plus de 12,000 électeurs ou habitants de Paris, l'auront signée.

---

## A N N O N C E S.

*Lettre au général Gourgaud, par M. Marchant, ex-adjoint aux commissaires des guerres. — Prix : 1 fr. 30 c., et 1 fr. 75, franc de port. — A la librairie constitutionnelle de Brissot-Thivars, rue Neuve-des-Petits-Pères, n° 3.*

Les revers de la campagne de 1814 ne furent pas les seuls malheurs dont nous eûmes à gémir à cette époque : à peine Paris était-il tombé dans les mains de l'ennemi, qu'on vit une troupe d'indignes Français se vanter d'avoir contribué à ses succès, et triompher des infortunes de la patrie. Ce n'était pas seulement comme au temps de Sylla, avec la tête d'un parent ou d'un ami qu'ils sollicitaient des récompenses ; plus criminels encore que les proscriptionnaires de cette horrible époque, c'était le sang de la France entière dont ils venaient réclamer le prix. Si on avait vu le zèle de plusieurs de ses magistrats et de ses guerriers s'accroître en même temps que ses malheurs ; s'ils avaient, par des moyens divers, tenté d'abord d'empêcher les progrès de l'ennemi sur notre territoire, et cherché ensuite à le forcer de se retirer, on essayait de leur en faire un crime, et de les flétrir par les choses même qui faisaient leur gloire ; mais ils auraient pu répondre comme Démosthènes à Eschine : *Malheureux ! vous croyez nous accuser, et vous ne voyez pas qu'en nous accusant vous vous couvrez d'une honte éternelle !*

Ce fut dans le même temps, que les membres du corps municipal d'une grande ville, qu'ils étaient bien peu dignes de représenter puisqu'ils en méconnaissaient tous les sentiments, prétendirent dans une adresse faite au Roi, qu'ils avaient dirigé contre le chef du dernier gouvernement les armes qu'ils avaient dans les mains. Ce prétendu

service fut au reste récompensé comme il devait l'être : le gouvernement sentit, par un bon sens supérieur, qu'il ne pouvait pas accorder sa confiance à des magistrats qui se faisaient gloire d'avoir trahi celui dont ils avaient accepté le mandat. Quelques mois après, ils furent tous éloignés des places qu'ils occupaient, et ils rentrèrent dans la foule de leurs concitoyens pour en entendre les plaintes, et en recevoir les reproches.

Grâce au ciel, des débats plus nobles se sont engagés maintenant, et la France peut les écouter sans rougir ! Personne n'ose plus aujourd'hui se vanter de l'avoir trahie ; seulement on s'accuse de s'être trompé sur les moyens de la sauver. La famille du maréchal Ney ne demande pas la révision du procès qui l'a condamné, et par lequel elle a été dépossédée de la plus grande partie de la fortune qu'il devait lui laisser ; elle est loin de contester les efforts qu'il a faits sur le champ de bataille de Waterloo ; elle réclame au contraire contre les assertions du général Gourgaud, qui tendent à en diminuer le prix, et même à lui attribuer une grande part dans les malheurs de cette désastreuse campagne.

Les observations de l'auteur de la brochure que nous annonçons sur l'écrit du général Gourgaud, commencent là où se terminent celles de M. Gamot, beau-frère du maréchal Ney, c'est-à-dire à la bataille de Waterloo. Seulement M. Marchant paraît convaincu que Napoléon, avant l'ouverture de la campagne, avait déjà beaucoup diminué les chances qui étaient en sa faveur, par la répugnance qu'il montrait, tout en les invoquant, contre les idées d'une saine liberté. Madame de Staël est d'une opinion différente ; elle pense qu'on lui avait ôté une partie de son énergie et de ses ressources, en voulant pour ainsi dire lui imposer par violence des idées qui lui étaient si étrangères ; qu'il eût mieux valu l'investir d'une autorité égale à celle des dictateurs romains, ou au pouvoir qu'il s'était lui-même attribué en Égypte et en Italie, à l'époque de la première et de la plus glorieuse partie de sa vie.

Mais la Chambre des représentants, animée des mêmes idées que celles qui présidèrent à la révolution de 89, paraissait encore plus occupée des dangers que le caractère de Napoléon pouvait faire courir à la liberté de la France, que de ceux dont les alliés menaçaient son indépendance.



Le discours qu'il prononça à l'ouverture de cette session, qui devait être unique, fut vivement attaqué le lendemain par des membres de la Chambre; et l'on ne peut nier que les ministres anglais ne firent adroitement valoir ces attaques pour repousser celles que M. Whitbread dirigeait contre eux. « Il est évident, dirent-ils, que Napoléon n'a en France, d'autres partisans que ses soldats, puisque dans une Chambre réunie sous ses auspices, il n'a pour défenseurs que les hommes qui siègent dans ses conseils. » Peut-être ces attaques furent-elles en effet un peu prématurées : du moins en décréditant le chef du gouvernement, elles affaiblirent le ressort moral de son administration, et lui ôtèrent une partie des forces qui lui étaient nécessaires pour remplir des devoirs qui se multipliaient à chaque instant.

La France se trouvait alors divisée en trois partis très-distincts : les amis du gouvernement du Roi ; les hommes dont les opinions étaient conformes à celles de la majorité de la Chambre des représentants ; enfin la caste impériale, pour me servir de l'expression du manuscrit de Sainte-Hélène, qui était odieuse aux premiers, et suspecte aux seconds. Nous ressemblions à un équipage qui se divise et qui est prêt à en venir aux mains, quand le bâtiment qui le porte est battu par l'orage.

La Chambre des représentants trompée par le sentiment de sa propre générosité, eut peut-être le tort, après la bataille de Waterloo, d'ajouter trop de confiance aux déclarations des puissances alliées. Avant de faire la guerre à Napoléon, elles l'avaient faite pendant dix ans à la révolution française et aux opinions qui l'avaient amenée. Leurs vieilles haines contre ces opinions étaient loin d'être assoupies. D'ailleurs il était vraisemblable qu'elles ne consentiraient jamais à garder à leur charge les frais des énormes armements qu'elles venaient de faire, et qu'en demandant une rançon à la France, elles jetteraient, comme le gaulois Brennus, une épée dans la balance.

Mais c'est sous d'autres rapports que l'auteur de cet écrit loue la chambre des représentants d'avoir impérieusement exigé l'abdication de Napoléon. Selon lui, sans cette sage résolution, Napoléon n'aurait pas manqué de prendre les mesures les plus violentes : à l'exemple du co-

*mité de salut public*, il aurait cherché à se concilier l'affection des classes inférieures, et à obtenir leur appui, en leur livrant comme une proie les biens de ceux qu'il aurait fait périr sur ses échafauds.

J'avoue que je suis loin de partager à cet égard l'opinion de M. Marchant. Que Napoléon se repente aujourd'hui de ne pas avoir tenté de pareils moyens, malgré tout ce que leur succès avait de problématique, cela est possible; l'horreur de sa situation actuelle suffit pour expliquer ses regrets; mais je crois que c'est mal le connaître que de supposer qu'il en ait eu sérieusement la pensée, même après les désastres de Waterloo. Nul homme n'eut jamais plus de répugnance pour les mouvements des masses, répugnance qui résultait à la fois de la fierté de son caractère et des habitudes militaires de sa première jeunesse. J'ai même entendu raconter par des témoins oculaires qu'en 1815, l'enthousiasme manifesté par la foule qui se pressait autour du palais de l'archevêché où il logeait à Lyon, ne lui inspirait que du dégoût; c'étaient d'autres suffrages qu'il voulait obtenir.

Au reste de quelque opinion qu'on soit sur toutes les questions qui se rattachent à cette époque, il faut avouer que M. Marchant les expose avec une clarté, une bonne foi, et un talent remarquable. Le ton de son ouvrage est plutôt celui d'une dissertation que celui de l'histoire; mais nous sommes loin de lui en faire un reproche; car dans le récit d'événements aussi récents, la froide impartialité d'un historien n'annoncerait qu'une odieuse indifférence pour les malheurs de la patrie.

*Les Hommes de Lettres et les Hommes d'Épée jugés par leurs pairs*, ou projet de deux jurys, dont l'un serait applicable aux affaires d'honneur, et l'autre servirait à garantir les propriétés littéraires (1).

(1) A Paris, chez A. Boucher, imprimeur, rue des Bons-Enfants, n° 34, et chez tous les marchands de nouveautés.

La première question traitée dans cet ouvrage est relative à l'établissement d'un *jury préparatoire* pour les pièces de théâtre, sur lesquelles le public est appelé à prononcer en dernier ressort. Jaloux de faire prospérer la culture des lettres, l'auteur craint avec raison que les germes précoces du talent ne soient étouffés par les dégoûts inséparables du mode d'admission actuellement en vigueur. Ces premières épines doivent être écartées d'une carrière dont elles ferment souvent l'entrée, et où elles arrêtent quelquefois le génie parvenu à sa maturité. Les écrivains dramatiques sont seuls dans ce cas; et c'est une raison de plus pour ne point laisser abandonnés aux caprices d'une volonté arbitraire ceux qui ne peuvent en appeler, comme leurs confrères, directement au public, à moins de perdre tous les avantages attachés au genre qu'ils traitent; puisqu'un auteur dramatique dispose le plan et les effets de sa pièce pour la représentation, et ne peut être par conséquent apprécié à la lecture. Un jury d'admission, composé de gens de lettres et d'acteurs recommandables par leurs talents et leur caractère, paraît donc une institution utile et convenable; elle aurait l'assentiment de tous les amis des lettres et des progrès des lumières.

La seconde proposition de l'auteur intéresse l'honneur et la vie des citoyens : il voudrait établir un *jury* pour les duels. Je n'entrerai pas dans la discussion des raisonnements qu'il fait en faveur de cette proposition. L'un des principaux est de diminuer la fréquence des duels, en en réglant l'exercice. Ce n'est jamais par la déduction et l'enchaînement des idées que pèche un homme d'esprit, quand il établit un système sur un principe faux : tout dépend du point de départ. Le droit de porter l'épée, qui vient du droit de conquête, et qui appartenait exclusivement parmi nous à ceux qui possédaient les hommes ainsi que la terre, y a été conservé par l'orgueil et les préjugés, à la honte de la nation, dont il atteste l'asservissement. Les gens qui jouissaient de cette prérogative étaient toujours prêts à la défendre au péril de leur vie, car il est dans la nature du cœur humain de renoncer à l'existence plutôt qu'à l'exercice d'un privilège. Les fiers descendants des preux ne conquièrent plus de royaumes, mais on les a vus dans le siècle dernier, substituer au titre de conquérant celui de *chevalier*.

d'*industrie*, et dans leur noble oisiveté, apprendre dans les salles d'armes à corriger dans celles de jeu les caprices de la fortune, le tout afin de ne pas déroger, en exerçant quelque profession utile. Aujourd'hui ils réclament avec plus d'ardeur que jamais le droit exclusif de protéger le peuple, en portant les armes; mais les *vilains* s'obstinent à ne plus céder à d'autres le soin de défendre la patrie, et ils s'en sont acquittés depuis trente ans de manière à faire croire qu'ils n'en sont pas indignes. *Le Conservateur* prétend que la noblesse formait, sous l'ancien régime, une institution qui par son esprit et son organisation intérieure ressemblait parfaitement à une république: cela peut être; mais on pourrait citer une autre institution dont les membres vivent aussi en république, et auxquels on ne reproche pas de manquer de justice entr'eux, mais seulement envers les autres. Un homme qui s'exercerait continuellement dans les salles d'armes et qui ôterait la vie à un citoyen utile dont le bras n'est point exercé au vil métier de spadassin, ne serait pas au-dessus d'un brigand de profession.

Il n'était point permis, chez les peuples libres, de porter les armes en temps de paix: la patrie ne reconnaît pour ses enfants que ceux qui versent leur sang pour elle. Il n'y avait, certes, pas plus de patriotisme sous Louis XV qu'à présent, mais on se battait autant *en duel* à cette époque qu'aujourd'hui, parce qu'il y avait aussi alors des *hommes d'épée*! Le titre de soldat (*miles*) était le seul titre distinctif de la noblesse, dans son origine, et il suffisait pour établir tous ses droits. Dès qu'une seule classe est autorisée à porter les armes, tout le reste est asservi. *L'esprit de corps* est l'auxiliaire le plus actif de l'esprit personnel; il place sans cesse les individus sur un théâtre et leur fait faire des choses qu'il ne feraient point isolés et hors de la présence des spectateurs.

On ne peut légitimer le crime par des institutions. L'homicide se cache dans le duel, sous le manteau de l'honneur; mais *l'honneur des preux* n'est que le droit du plus fort, et l'exercice de ce droit nous ramènerait au moyen âge.

Admettons un instant le jury proposé par l'auteur, pour présider aux duels:

La lice est ouverte, les juges du camp sont assis. Déjà s'avance la nouvelle noblesse pour planter ses écussons à côté de ceux de l'ancienne chevalerie: j'entends les sons

guerriers du clairon, le signal est donné, et parmi les étendards des combattants je vois briller le signe d'une religion qui défend d'une manière absolue la vengeance des injures personnelles. Mais l'honneur a parlé, la religion se tait, et la lyre des troubadours célèbre à l'envi le triomphe des vainqueurs.... Peuple ! rentre dans le néant, car tu n'existes que par la justice, et tant que tu obéiras à ceux qui se servent de l'épée pour soutenir leur *bon droit*, tu seras compté pour rien dans l'ordre moral, et tu serviras uniquement de pâture aux hommes qui te protégeront avec un sceptre de fer !

Ah ! gardons-nous d'établir des tribunaux d'exception en faveur de l'orgueil et de l'oisiveté : l'honnête artisan ne se bat pas en duel, et la justice doit être égale pour tous. Que tous les citoyens soient appelés également à la défense de la patrie, ce qui est un droit sacré pour tous, et l'on verra bientôt les individus et les nations en repos.

Le dévouement, lorsqu'il va jusqu'au sacrifice de la vie pour ses semblables, est digne de fixer l'attention du ciel et des hommes ; mais il ne peut exister dans une cause personnelle, et plus le sentiment qui le remplace a d'intensité, plus il est odieux et méprisable.

De tout temps, l'humanité a été enchaînée par l'ambition et les préjugés, ces ennemis irréconciliables de toute justice, et ces éternels fauteurs de la révolte de l'homme contre l'ordre établi par le Créateur :

Véritables vautours que le fils de Japet

Représente enchaîné sur son triste sommet.

Ne nous arrêtons pas au milieu des travaux qui nous sont imposés pour recouvrer notre origine et avec elle tous nos droits. Il suffit d'épargner une seule tête de l'hydre pour qu'elles renaissent toutes l'une après l'autre : quiconque s'arrête recule dans le chemin de la perfection. Ne faisons pas rétrograder le DIEU TERME. Nous ne pouvons nous soustraire à un retour honteux vers les préjugés, que par une marche franche et non interrompue vers les institutions conformes à la raison et à la justice. Les constitutions écrites, si elles ne sont pas suivies, auront du moins servi à une chose, c'est à faire rougir les peuples de ne point les

suivre. Il vous faudrait des juges pour vous égorger..... Ces juges devraient régler de sang-froid, le jour, le lieu, les armes, et prêter l'autorité de leur décision à un crime, comme si la préméditation de ceux qui le commettent ne suffisait pas à l'accomplissement de cette œuvre d'iniquité ! Ah ! qu'il se cache à jamais dans l'ombre, et qu'il n'ait d'autre juge et d'autre arbitre que lui-même, le monstre qui oblige les hommes à tremper leurs mains dans le sang de leurs semblables !

*La Charte, la liste civile et les Majorats* (1). Par M. le comte Lanjuinais, pair de France, avec cette épigraphe :

« Résister pour soutenir ».

Cette petite brochure a été publiée à l'occasion du projet de décret, tendant à accorder à M. le duc de Richelieu une récompense nationale de 50,000 francs de revenu en domaines de la liste civile, à choisir par le Roi, pour en former un majorat indéfiniment transmissible. L'auteur a cru devoir la faire précéder de sa profession de foi : il n'est point *indépendant*, car il dépend de ses devoirs et de tous les êtres vivants ou inanimés, avec lesquels il soutient des rapports. Il n'est point *monarchique* dans le sens des *ultrà*, car il serait ennemi de la Charte et de nos libertés, et conséquemment l'ennemi du monarque, de sa dynastie et de la paix publique. Il s'avoue très *ministériel* depuis la nouvelle formation du ministère, mais il est encore plus constitutionnel que ministériel ; il défendra de tous ses moyens la lettre et l'esprit de la Charte, sans rien accorder à l'affection, à l'égoïsme, ni à l'excuse fallacieuse des circonstances. Il voudrait, avant de s'occuper des récompenses à décerner aux grands et aux riches, voir cesser les effets encore existants de nos déplorables mesures d'exception ; voir soumettre au jury les délits de la presse ; gagner 10 millions pour le trésor, en congédiant le reste des troupes étrangères et entretenant dix mille soldats français de plus ; il vou-

(1) Paris, à la librairie constitutionnelle de Baudouin frères, rue de Vangirard, et chez Delaunay, libraire, au Palais-Royal.

drait enfin voir abolir le caractère de commission choisie , imprimé aux jurés par notre Code pénal, et organiser dans les administrations électives locales, cet *élément démocratique* qu'on cherche où il n'est pas , et qui manque à notre gouvernement. Entrant ensuite en matière , il demande s'il est honorable et prudent de négliger à ce point l'opinion publique , qui s'indigne à la seule pensée d'éterniser par une loi , par une fondation coûteuse , comme *service éminent* , comme *succès glorieux* , le fait si naturel , si cruellement et si honteusement tardif de notre délivrance ; de reconnaître qu'elle est encore trop peu achetée par une rançon d'un milliard d'écus et trois années de douleurs déchirantes ; de prétendre faire accroire à la dernière postérité , qu'en un tel cas , le Roi de la belle France , et tout son va-leureux peuple , étaient si dégradés , pesaient si peu dans la balance de l'Europe , qu'il fallait y joindre , pour faire cesser notre opprobre , la *considération personnelle* , l'*habileté de la franchise* et le *rare bonheur* de l'ex-premier ministre ! Il demande si le bienfait et le bienfaiteur exigent , et dès-à-présent , une récompense non-seulement honorifique , mais très-lucrative , quoique l'ex-ministre ait obtenu autrefois la remise des bois confisqués ; quoique ses traitements , ses inscriptions et ses gages , de pair , de ministre-d'état , de premier gentilhomme du Roi , et de général étranger , paraissent lui laisser une existence convenable à un dignitaire marié , mais sans charge de femme ni d'enfants ! Enfin , il termine en établissant que le projet est incompatible avec la Charte , sous les deux rapports de la diminution de la liste civile et de l'admission des majorats.

---

*Prise à partie* contre les sieurs *Delaitre* , ex-préfet du département de Seine-et-Oise , membre de la chambre des députés ; *Perrin-Dulac* , sous-préfet de l'arrondissement de Rambouillet ; et *Pierrelée* , ex-maire de la commune de Briis ; par Hilaire Noyer , ancien agréé au tribunal de commerce , et ex-notaire , actuellement domicilié à Paris , rue du Mouton , n. 5.

---

Le *Censeur Européen*, par MM. Comte et Dunoyer, XI<sup>e</sup> volume. Au bureau du *Censeur*, rue Git-le-Cœur, n<sup>o</sup> 10.

---

# ANNONCES D'OUVRAGES NOUVEAUX,

MUSIQUE, GRAVURE, LITHOGRAPHIE, etc.

*Le Champ d'Asile*, dithyrambe par P. J., avec cette épigraphe :

---

*Ecce spectaculum ad quod respiciat Deus  
humano generi intentus, viri fortiter miseri  
cum mala fortunæ compositi.*

( SÉNÈQUE. )

---

- « Au milieu des plaines arides  
» Où jadis s'élevaient et Palmyre et Memphis,  
» Trente siècles, du haut des vieilles Pyramides,  
» Contemplaient, effrayés, leurs conquêtes rapides,  
» Et croyaient voir en eux autant de Sésostris.  
  
» Mais s'il faut ou périr ou céder sans combats,  
» Mais si le nombre encor opprime le courage,  
» Au poste de l'honneur attendant le trépas,  
» Vous oseriez tous, entourés de carnage :  
» Le Français meurt, mais il ne se rend pas. »

P. J.

*Nota.* L'auteur n'a que seize ans.

A Paris, chez Delunay, libraire, au Palais-Royal, galeries de bois.

---

*Annales de la musique, ou Almanach musical* pour l'an 1819, à l'usage des amateurs, devant paraître chaque année, au mois de janvier; proposé par souscription pour cette première année seulement. (1)

---

*De la proposition de changer la loi des élections*, par M. Benjamin Constant, in-8°. Prix : 40 c. pour Paris, et 45 c., franc de port (2).

---

(1) On souscrit à Paris, chez l'auteur, M. César Gardeton, rue Montorgueil, n. 96;

Et chez Valade, imprimeur du Roi, rue Coquillière, n. 27.

(2) Paris, à la librairie constitutionnelle de Brissot-Thivars, rue Neuve-des-Petits-Pères, n° 3.

---

## ERRATUM.

Il s'est glissé, dans quelques exemplaires du dernier cahier, une faute d'impression qui forme un contre-sens.

Page 391, ligne 16. « Mais que l'on ne peut guère espérer d'un soldat français. » Lisez : Mais que l'on ne peut guère espérer que d'un soldat français.



## AVIS AUX SOUSCRIPTEURS.

Les personnes qui souscrivent ordinairement chez *Eyméry*, libraire, rue Mazarine, n° 30, peuvent s'adresser directement au bureau de la *Bibliothèque historique*, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 83. Elles n'éprouveront aucun retard dans l'envoi des numéros.

## TABLE DES MATIÈRES DU 1<sup>er</sup> CAHIER.

|                                                                  |           |
|------------------------------------------------------------------|-----------|
| <u>EXTÉRIEUR. — Situation intérieure de l'Espagne. . .</u>       | <u>5</u>  |
| <u>Lettres de Valence. . . . .</u>                               | <u>7</u>  |
| <u>INTÉRIEUR. — École de médecine de Montpellier.</u>            |           |
| — Événements du 2 février 1819. . . . .                          | 21        |
| <u>SPECTACLES. — Lettre sur l'introduction de la force</u>       |           |
| <u>armée dans l'intérieur des salles de spectacles. . . .</u>    | <u>23</u> |
| <u>Mémoire à la Chambre des députés, concernant les</u>          |           |
| <u>ports d'armes. . . . .</u>                                    | <u>25</u> |
| <u>Extrait de la Gazette des Gazettes. . . . .</u>               | <u>31</u> |
| <u>Prisonniers de guerre. . . . .</u>                            | <u>32</u> |
| <u>GARDE NATIONALE. — Idées générales de l'organisation</u>      |           |
| <u>d'une force propre à la défense du sol français, etc.</u>     | <u>34</u> |
| <u>MATIÈRES RELIGIEUSES. — Lettre de Genève. . . .</u>           | <u>41</u> |
| <u>Instruction publique. — Frères ignorants. . . .</u>           | <u>46</u> |
| <u>VARIÉTÉS. . . . .</u>                                         | <u>48</u> |
| <u>Correspondance de Paris, extraite des journaux</u>            |           |
| <u>anglais. . . . .</u>                                          | <u>50</u> |
| <u>Pétition à la Chambre des Députés, relative à la propo-</u>   |           |
| <u>sition faite à celle des Pairs, sur la loi des élections.</u> | <u>59</u> |
| <u>Annouces. . . . .</u>                                         | <u>60</u> |

De l'Imprimerie de C.-F. PATRIS, rue de la Colombe, n° 4, en la Cité.

# BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE,

ou

## RECUEIL DE MATÉRIAUX

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU TEMPS :

Ouvrage destiné à constater, par des documents authentiques, l'état politique de l'Europe, et particulièrement celui de la France.

*Quid verum atque deoens curo et rogo et omnis in hoc sum.*  
(HORACE.)

6<sup>e</sup>. Volume. — 2<sup>e</sup> Cahier.

### ON SOUSCRIT

Au Bureau de la BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE,  
rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 83.

*On souscrit également :*

Au CERCLE LITTÉRAIRE, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 5, au premier.

Chez PÉLICIER, première cour du Palais-Royal, n° 10.

DELAUNAY, Palais-Royal, galeries de bois.

DUREY, libraire, quai des Augustins, n° 25.

CORRÉARD, naufragé du radeau de la Méduse, Pal.-R.

MONGIE aîné, Boulevard Poissonnière, n° 18.

Arthur BERTRAND, rue Hautefeuille, n° 23.

C.-L.-F. PANCKOUKE, rue et hôtel Serpente, n° 16.

BAUDOUIN frères, rue de Vaugirard, n° 36.

BRISOT-THIVARS, à la Librairie constitutionnelle,  
rue Neuve-des-Petits-Pères, n° 5.

PRIX DE LA SOUSCRIPTION : pour Paris, 9 fr. pour un volume, 17 fr. pour deux, 32 pour quatre.

Pour les départements, 1 fr. 50 c. de plus par volume.

Les Souscriptions, Avis, Annonces, Réclamations, etc.,  
doivent être adressés franc de port, au Bureau.

Les Bureaux de souscription sont aussi établis, en France, à

Abbeville, chez Gare.  
Agen, Foubel, imprimeur.  
Amiens, Allo.  
Angers, Fourrier-Mame.  
Angoulême, Tremeau et comp.  
Argentan, Marré aîné.  
Arras, Topino.  
Aurillac, Vallet fils.  
Auxerre, François Fournier.  
Bayonne, Bouzom. — Gosse.  
Beauvais (Oise), Desjardins.  
Bedfort, Clerc.  
Besançon, Deis aîné.  
Blois, Mad. Lemaignan.  
Bordeaux, Gayet. — Coudert. — Bonnet-Dutray.  
Bourbon-Vendée, Ferré.  
Bourges, Debrie.  
Brest, Auger.  
Caen, M. le P. F. Blin.  
Calaïs, Leleu.  
Cambrai, Auguste Giard.  
Carcassonne, Gadrot-Capelle.  
Châlons-sur-Marne, Briquet.  
Châlons-sur-Saône, Delespinasse.  
Chartres, Hervé.  
Clermont-Ferrand, Landriot.  
Colmar, Pannetier. — Petit.  
Commercy, Denis.  
Coutance, Voisin.  
Dijon, v<sup>e</sup> Laugier.  
Dole, Prudent.  
Douay, Villette.  
Grenoble, Durand père et fils. — Falcon.  
Hesdin, Thuillier.  
Le Havre, Chapelle.

Laval, Grandpré.  
Lille, Castiaux. — Lelen.  
Limoges, Ardant.  
Lunéville, Guibal.  
Lyon, l'Espinay. — Targe.  
Le Mans, Perthes. — Toutain.  
Macon, Grosset.  
Marsaille, les frères Camoins. — Masvers.  
Melun, Michelin.  
Metz, Devilly.  
Montauban, Laforgue.  
Montpellier, Gabou. — Seville.  
Moulins, Piace et Bujon.  
Mulhausen, Risler et Comp.  
Nantes, Forêts.  
Nancy, Vincenot.  
Niort, v<sup>e</sup> Elie-Orillat.  
Orléans, v<sup>e</sup> Hoet-Pedoux.  
Périgueux, Dupont.  
Perpignan, Tatu père et fils.  
Poitiers, Catineau.  
Rheims, Delaunay Leclerc.  
Rennes, Kerpen.  
Riom, Salles.  
La Rochelle, Guillard.  
Rouen, Frère.  
Saint-eMenehould, Maimbourg.  
Strasbourg, Levraut. — Treuttel et Würtz. — Alexandre.  
Toulouse, Vieusseux.  
Tours, Legier-Homo.  
Troyes, Sainton.  
Valence, Marc-Aurel.  
Valenciennes, Lemaitre.  
Verdun, Benit.  
Vesoul, Delaborde.

## ÉTRANGER.

Aix-la-Chapelle, Laruelle fils.  
Arau, Sauerlander.  
Berlin, Schelesinger.  
Berne, Bourgdorfer.  
Breslau, Th. Korn.  
Bruges, Bogaert — Dumortier.  
Bruxelles, Demat.  
Florence, Piatti.  
Fribourg (Suisse), A'oïse Eggen-dorfer.  
Francfort-sur-Mein, Schaëffer.  
Genève, J. J. Paschoud.  
Lausanne, Fischer.  
Leipsick, Grieshammer.  
Lisbonne, Paul Martin. — Pierre et Georges Rey.

Londres, Bossange et Masson. — Dulau et comp.  
Treuttel et Würtz.  
Madrid, Dennée. — Perès.  
Milan, Giegler.  
Moscou, Gautier.  
Naples, Borel.  
Neuchâtel (Suisse) Gerster.  
Nouvelle Orléans, Jourdan.  
Palerme (Sicile), Pelonne et Matoriti.  
Parme, Blanchon.  
Petersbourg, Saint-Florent.  
Turin, Pic.  
Varsovie, Glucksberg.  
Vienne (Autriche), Gerold.

---

## EXTÉRIEUR.

---

### NOUVEAUX ÉCLAIRCISSEMENTS

#### *Sur la situation intérieure de l'Espagne.*

Madrid, 8 février 1819.

Après une espèce d'apathie et de désespoir dans lequel notre gouvernement semblait plongé à l'égard des affaires de l'Amérique du Sud , il commence de nouveau à s'en occuper très-activement , du moins en paroles. On assure que l'expédition si long-temps attendue de Cadix est sur le point de son départ. On s'est procuré des vaisseaux de transport , au moyen d'un embargo mis sur les bâtimens marchands qui se trouvaient en Espagne. On dit même que dans le nombre de ces bâtimens il y en avait quelques-uns de français et d'anglais. Plusieurs armateurs qui avaient été prévenus d'avance de cette incroyable mesure , s'étaient hâtés pour s'y soustraire d'envoyer leurs bâtimens en pleine mer. Tout ceci , comme vous pouvez croire , va singulièrement contribuer à la prospérité du commerce espagnol.

Mais le nerf de toutes les expéditions de cette nature continue toujours à manquer. Il n'y a point d'argent pour payer les matelots et les soldats ; et ceux-ci désertent en foule pour se joindre aux guerillas de la Manche. Ces ras-

semblements ne paraissent encore avoir d'autre objet que de faire subsister ceux qui en font partie au milieu de la misère générale. Mais il est vraisemblable qu'un chef entreprenant se mettra bientôt à leur tête , et cherchera à s'en servir dans un but politique.

On a aussi cherché inutilement à se procurer les fonds nécessaires pour approvisionner les bâtimens qui doivent faire partie de l'expédition de Cadix. On a réuni à cet effet une commission qui n'a trouvé d'autre moyen que de proposer un nouvel emprunt de soixante millions de réaux ( 15 millions de francs ). Cet emprunt a reçu l'approbation du roi , mais il ne paraît pas avoir reçu jusqu'à présent l'approbation des capitalistes. On ne peut obtenir d'argent même à Cadix. La gazette de Madrid a inutilement adressé les exhortations les plus pompeuses au patriotisme des banquiers , négociants et corporations financières : tout reste sourd à l'éloquence du rédacteur officiel. On sent qu'il est impossible de prêter son argent à un gouvernement absolu qui a un papier sans valeur , dont il a par caprice supprimé tous les arrérages échus. Cependant on continue à nommer de nouveaux vice-rois , gouverneurs et sous-gouverneurs dans les provinces de l'Amérique insurgée , ce qui ressemble beaucoup aux évêques nommés par le pape, *in partibus infidelium*. Encore un coup , comme je vous l'ai déjà mandé , il serait beaucoup plus facile de culbuter notre gouvernement , qu'à celui-ci de reconquérir les possessions qu'il a perdues dans le nouveau monde.

Le gazette de Madrid , qui est ordinairement très-silencieuse , vient cependant de publier une ordonnance qui a produit une impression uniforme dans le corps diplomatique accrédité à notre cour. Elle ne prononce rien moins que la peine de mort contre tous les étrangers qui favoriseront la cause de l'Amérique du Sud , soit en portant les

armes pour elle , soit même en lui fournissant des munitions. Quelle multitude d'Anglais , de Français et de citoyens des Etats-Unis se trouvent par cette mesure placés hors du droit des gens et même du droit naturel ! Ceux qui l'ont provoquée n'ont pas même le mérite de l'invention , car elle est évidemment empruntée au Code français de 93 , qui prononçait la peine de mort contre tous les Anglais et tous les émigrés pris les armes à la main.

L'ambassadeur de la Grande-Bretagne , aussitôt qu'il a eu connaissance de cette ordonnance , a dépêché un courrier à sa cour , et il s'en plaint hautement en toute occasion. Celui des Etats-Unis ne parle rien moins que d'exercer des représailles , si le gouvernement espagnol persiste à la faire exécuter. Elle n'a pas même obtenu l'approbation du ministre de France , quoiqu'en sa qualité de grand d'Espagne , et d'après ses opinions personnelles , il soit en général fort disposé à applaudir à la direction suivie par la cour de Madrid.

L'ambassadeur de Russie , l'amiral Tatischeff , paraît prendre moins d'intérêt que les autres à cette affaire , du moins il ne l'a pas blâmée aussi vivement. Il jouit toujours du même crédit auprès du roi et près de M. Casa Irogo , son ministre.

On répète toujours que le complot de Valence était seulement dirigé contre la personne du général Ellio. Alors on a été bien cruel en faisant périr le même jour , et presque sans procédure , treize malheureux qui n'avaient pas encore commencé l'exécution de leur projet , et contre lesquels d'ailleurs il n'existait d'autre preuve que la déclaration d'un de leurs complices.

---

*Réc'amation en faveur de M. DENNIER, réfugié à  
Anvers, et arbitrairement expulsé de la Belgique.*

N. . . . ., le 15 janvier 1819.

Il y a des actes qui sont suffisamment jugés quand ils sont connus, et je suis convaincu aussi de l'inutilité de s'exhaler en longues plaintes, ou en censures véhémentes, quand on ne peut ni remédier au mal qui a été fait, ni empêcher qu'il ne se renouvelle. Cependant toutes les fois qu'une mesure ministérielle ne se rattache à aucun ordre légal, il y a évidemment acte arbitraire. Or, point de milieu, comme le dit un publiciste, il faut dans ce cas que la loi dévore l'arbitraire, ou qu'elle soit dévorée par lui. C'est ce qu'il importe de faire sentir à tous ceux qui veulent vivre sous l'empire des lois, comme à ceux dont la charge est de les exécuter; aux uns, pour qu'ils aient sans cesse présents les périls dont l'arbitraire les menace; aux autres, pour qu'ils ne se fassent pas, s'il est possible, une habitude, d'un système qui a l'avantage d'être momentanément commode, mais dont ils doivent se méfier, parce que l'opinion ne pourra jamais s'accoutumer à le regarder comme juste, et qui peut par conséquent leur devenir nuisible à eux-mêmes, en altérant le respect dont il importe que le pouvoir soit toujours environné.

Je ne suis point du nombre de ceux qui disent, ce n'est rien, c'est un étranger. Je pense qu'un étranger est toujours respectable, quand il n'est ni un conquérant, ni un oppresseur, ni un malhonnête homme; et pour m'attacher à lui, je n'ai même pas besoin de le supposer malheureux. Je ne crois pas que dans l'heureux degré de civilisation où nous sommes parvenus, une nation puisse se passer d'étrangers, pas plus que nous ne pouvons nous dispenser d'aller en

étrangers chez les autres. Nous leur devons donc protection dans un double intérêt, dans le nôtre et dans le leur. Dans leur intérêt, cette protection est une justice ; dans le nôtre, c'est un sage et nécessaire calcul. Faites à autrui ce que vous voudriez qu'en vous fit ; ne lui faites pas ce que vous regarderiez comme un mal pour vous : ces deux principes sont les bases de toutes les lois morales. Voyageur chez les autres, voudriez-vous qu'on s'emparât de votre personne et de vos propriétés arbitrairement, qu'on vous expulsât sans formes, qu'on rompit violemment des spéculations qui après tout seraient autant les vôtres que celles des régnicoles avec lesquels vous seriez en relations ; qu'on vous exposât aux yeux du public, gardé par des hommes qui ne devraient escorter que des malfaiteurs, et qu'on vous reconduisit aux lieux où vous ne voudriez pas aller ? S'il n'existait aucune loi, si nous étions dans cette enfance des peuples barbares qui ne connaissent de droit que la force, le sentiment seul de la réciprocité, qui n'est autre que la conscience de l'intérêt personnel, nous avertirait que de semblables mesures ne peuvent être justifiées ni aux yeux de la raison, ni aux yeux de la justice. Il nous dirait qu'en supposant que la justice fût susceptible de divers degrés, la plus protectrice serait due à l'étranger, préférablement au régnicole ; car on peut trouver l'occasion de restituer à celui-ci la portion dont on l'en prive, tandis que le tort qu'on fait à l'étranger est souvent irréparable. Mais il n'y a point, je pense, absence de lois ; je vois écrit partout si non textuellement du moins par des conséquences évidentes et immédiates, qu'en se conformant à celles qui existent, tout individu de quelque pays qu'il vienne, peut aller, agir, ne rien faire, selon que bon lui semble, pourvu qu'il ne trouble point l'ordre établi. Il ne peut y avoir à cet égard d'exception pour personne. Qu'on soit négociant,



homme de lettres, voyageur par goût ou par curiosité, tous doivent avoir la même sécurité et les mêmes garanties. Si l'ordre est troublé par celui que les lois protègent, c'est d'après les règles même que cet ordre a établies qu'il doit être réprimé. Des tribunaux sont institués pour le juger; il existe des codes pour déterminer la peine qu'il encourt. On ne voit nulle part qu'on ait droit de le faire saisir par des gendarmes, et de le rejeter où ni ses goûts, ni ses affaires ne l'appellent. Si c'est à des ennemis qu'on le livre, c'est un acte atroce; mais quand même il n'y aurait aucun danger pour lui, c'est toujours un acte arbitraire d'autant plus rigoureux dans ses effets, que celui qui en est frappé ne peut pas être le seul à en souffrir.

Le gendarme, ou cavalier de maréchaussée, instrument immédiat d'un pareil acte, l'agent de police qui en requiert l'exécution, le ministre qui le signe, s'il est signé par un ministre, ne songent pas qu'en concourant à l'enlèvement d'un étranger, ce n'est pas un être isolé qui se trouve atteint. Cet étranger n'a pas vécu sans relations, sans engagements actifs ou passifs. Actifs, on le prive des moyens d'exercer ses droits; on compromet sa fortune; le tort qu'il éprouve peut être pour lui l'équivalent d'une spoliation. Passifs, c'est pour les régnicoles eux-mêmes qu'est le dommage; car, quel recours auront-ils sur un individu que l'autorité leur enlève? Iront-ils le chercher sur la terre où on le transporte? et ne craindront-ils pas à leur tour que par un droit des gens tout nouveau, mais dérivant pourtant des principes éternels de la réciprocité, on ne les en repousse? Il est probable que l'autorité, quand elle agit arbitrairement, ne fait pas tous ces calculs. Ce n'est pas comme mesure odieuse qu'elle emploie de pareils expédients, c'est comme moyens plus commodes. Elle n'envisage que ce qui lui paraît être l'intérêt du moment,

l'avantage de se délivrer d'une présence qui la gêne, et de constater sa force. Mais sur tous ces points elle est dans l'erreur. On n'est fort qu'autant que l'on est juste. On n'est juste qu'autant qu'on agit conformément aux lois. Il n'est même pas nécessaire qu'il y ait une responsabilité écrite attachée à leur infraction. Sans doute il serait à désirer qu'elle existât cette responsabilité; il serait à désirer qu'à chaque violation, la voix de l'opprimé pût retentir efficacement dans le temple des lois, dans l'enceinte des députés de la nation, et demander réparation de l'injustice qu'il aurait soufferte. Mais à défaut de ce refuge, il en existe un dans le cœur de tous les hommes qui sentent et dans la pensée de tous, ceux qui réfléchissent. Ces hommes, plus nombreux qu'on ne se l'imagine, pèsent et jugent tous les actes du pouvoir qui se flatte en vain de leur échapper. On peut supprimer leurs journaux, on ne supprimera pas leurs opinions dont les journaux sont bien plus souvent les interprètes que les inspireurs, et ces opinions sont toujours moins à redouter quand elles s'exhalent que quand elles se concentrent. Brûler n'est pas répondre, disait-on sans cesse, dans le temps que les parlements faisaient brûler les livres au bas du grand escalier; ni bannir non plus. En supposant qu'on pût le faire légalement, ce serait un parti impolitique. Il ne faudrait pas perdre de vue que de semblables mesures répandent toujours plus de méfiance qu'on n'a d'intérêt d'en inspirer, qu'elles signalent comme un pays à fuir, la terre réputée hospitalière où elles s'exercent et où elles semblent passées en habitude; mais quand aucune loi n'y autorise, la prudence ne devrait-elle pas à plus forte raison les interdire? On croit agir dans l'intérêt du moment, et on ne voit pas qu'on sacrifie à cet intérêt imaginaire toutes les bases de la sécurité réelle de l'avenir.

Agréez, etc.

---

## SUR LES CONSULATS.

*A Messieurs les Rédacteurs de la Bibliothèque  
historique.*

\*\*\* Le 20 février 1809.

Si la France doit la libération de son territoire à la noble attitude qu'elle a tenue dans ses revers et à sa loyauté à remplir les engagements les plus onéreux imposés par la force, elle réclame aujourd'hui pour prix de tant de sacrifices le redressement des abus et de l'arbitraire, produits par la réaction de 1815, comme aussi des garanties contre leur retour.

Les Français à l'étranger se sont trouvés dans la même position que ceux de l'intérieur; sans protection auprès des agents du gouvernement, la plupart étrangers aux fonctions qui leur avaient été confiées, au préjudice de ceux qui avaient vieilli dans la carrière, et dont l'exclusion a ouvert celle des consulats à l'incapacité, à l'intrigue et à l'ambition, sans autre droit que celui de l'exaltation des opinions les plus anti-nationales.

Cette combinaison désorganisatrice a eu pour résultat d'isoler les Français de leurs protecteurs naturels. Ces hommes monarchiques, livrés à eux-mêmes, ont voulu être les coryphées du despotisme chez les peuples voisins; mais bientôt le ridicule en a fait justice, et dès lors ils sont devenus inhabiles à protéger le commerce, comme les individus de leur nation.

L'institution des consulats, fondée par des ordonnances dictées par la sagesse et l'expérience, et qui depuis sa création jusqu'à ces temps de malheurs, avait été essentielle-

ment protectrice du commerce, deviendra illusoire, si le gouvernement ne se hâte d'employer les hommes que leurs talents, leurs vertus et leur expérience consommée, avaient entourés d'une considération générale.

Le changement qui s'opère dans l'administration intérieure doit être commun à nos relations extérieures ; les hommes qui, sous le manteau du royalisme le plus exalté, ont envahi toutes les places, et les ont remplies comme si elle eussent été créées dans leur intérêt propre, ne suivront jamais la marche du gouvernement constitutionnel. Le discrédit qui les enveloppe y met un obstacle insurmontable ; il faut donc des hommes pénétrés de leurs devoirs comme Français, pour donner à nos relations commerciales une direction utile, capable de rechercher tous les moyens d'en agrandir l'échelle.

Alors on verra les Français que le délire de parti avait dépeints comme partisans des doctrines révolutionnaires, tandis qu'ils ne voulaient qu'une protection noble et impartiale, se rallier en corps de nation autour des consuls, et les aider de tous les avantages de leur position indépendante à remplir dignement leur mission.

Outre le bien qui en résultera pour le commerce, on n'aura plus dans l'étranger l'exemple scandaleux de la méintelligence entre les consuls et les individus de leur nation, et on évitera à ces hommes monarchiques, restés stationnaires au milieu de l'émancipation constitutionnelle de la France, la peine de noircir leurs compatriotes qui ne se sont pas avilis sous leurs bannières, pour implorer l'assistance des ennemis, et dont le crime à leurs yeux, sera toujours d'avoir fait des vœux pour le bonheur et l'indépendance de leur patrie.

Si le gouvernement n'avait pas comme nous les moyens de constater la véracité de cet exposé, nous pourrions lui

citer des faits pour lui démontrer la nécessité urgente de revoir le travail qui fut fait sur les consulats en 1814 et 1815, et nous ne doutons point qu'il ne s'empressât d'éliminer un grand nombre d'hommes imbus du principe, que le domaine des fonctions publiques ne doit être exploité que par eux, parce qu'ils appartiennent à une faction, qu'on a eu l'imprudence de laisser se former dans l'état, ou bien encore à des hommes sans talents, étrangers à la génération présente, qui ne comptent d'autres services rendus à la patrie, que d'avoir combattu dans les rangs ennemis pour aider à l'humilier et à l'asservir, et qui, en dernier lieu, ne voyaient de salut pour la France, que dans la continuation de son occupation par des armées étrangères.

---

## INTÉRIEUR.

---

Depuis trop long-temps on se contente de répondre par le silence, le mépris, aux déclamations furibondes de certains hommes qui ne cessent d'accuser la génération présente, et surtout les écrivains de vouloir ramener l'époque sanglante de 93.

Est-ce bien nous qui avons jamais demandé des prisons, du sang, des échafauds ? est-ce nous qui avons tenté de remettre la terreur à l'ordre du jour ? Non, et il nous importe de montrer que les auteurs de ces odieuses imputations sont le plus souvent ceux-là même qui les ont justement encourues, non-seulement pour leurs excès de 93,

mais encore par leur conduite de 1815. Ce n'est pas dans nos rangs que combattent les hommes qui couvrirent alors la France de douleur et de deuil : qu'ils apprennent donc à se taire ceux qui ne peuvent imputer à la cause de la liberté que les crimes dont ils l'ont souillée , et qu'ils ne nous forcent pas à les réduire au silence en les mettant en présence avec eux-mêmes.

La loi du 15 thermidor an 6 , commuait la peine de mort (dont étaient frappés les émigrés pris les armes à la main ou sur le territoire français) en une prison perpétuelle et la déportation après la paix.

Au mois de floréal an 7, le directoire prévint par un message , le conseil des cinq-cents que dix-sept émigrés , jetés par la tempête sur les côtes de l'Océan , y avaient été arrêtés.

Une commission , chargée de faire un rapport sur cet objet , demanda la révocation de cette loi philanthropique et la tradition des dix-sept naufragés , devant les commissions militaires qui auraient à les juger comme prévenus d'avoir porté les armes contre leur patrie , par conséquent à les faire périr.

M. Duvicquet , membre de cette assemblée, appuyant le projet de la commission , prononça le discours suivant. (*Extrait du Moniteur*, 15 floréal an 6). Ce qui prouve que ce député était alors aussi monarchique , et qu'il est resté aussi immobile que tous ses collègues actuels.

Quintidi, 15 floréal an 7.

## L'HOMME MONARCHIQUE.

ÉMIGRÉS NAUFRAGÉS.

### Conseil des Cinq - Cents.

*Séance du 12 floréal.*

*M. Duvicquet.* Je viens appuyer le projet de la commission, comme le seul conforme aux principes, à la constitution, et le seul admissible. Il s'agit de ne pas enhardir au crime par une dangereuse impunité : il s'agit de ne pas compromettre, par une *indulgence déplacée*, l'exécution des lois sévères, mais nécessaires, rendues contre *les coupables*.

Je ne parlerai point ici de la nécessité de rapporter la loi du 15 thermidor : aucun orateur n'a paru désirer maintenir cette loi ; elle est jugée, est par ses dispositions et par ses auteurs. *Des amis des émigrés ont seuls pu la provoquer* ; des républicains ne la défendront pas. Je n'insiste pas davantage sur cet article, le vœu du conseil paraît unanime.

Qu'avez-vous à examiner ? Sur quelle base doit porter votre décision ? Quel doit être l'objet de votre délibération ? C'est cette seule et unique question : la loi du 19 fructidor, est-elle applicable aux émigrés de Calais ? Le directoire a élevé cette question dans son message du 22 fructidor. Il ne doute point dans son message que vous ne vous décidiez à rapporter la loi du 15 thermidor ; mais il demande une autorisation pour appliquer aux émigrés de

Calais la loi du 19 fructidor; il ne la leur croit donc pas applicable.

Ce n'est pas qu'il regarde le naufrage éprouvé par ces émigrés, comme un fait susceptible d'être contesté. Non : toutes les autorités l'attestent, et il n'y a sûrement aucune difficulté à retrancher de la rédaction proposée ces mots : *soi-disant* naufragés ; mais le fait même du naufrage est étranger à la cause de ces émigrés.

Le fait même de leur émigration n'est pas le seul à examiner. Pour ce delit isolé, il n'y a que la loi du 19 fructidor à appliquer. Mais si, à ce délit puni de la déportation, aux termes de la loi du 19 fructidor, se joint celui de port d'armes, d'enrôlement dans les rangs ennemis, d'embauchage, nul ne peut soutenir que ces derniers crimes se confondent dans celui de l'émigration. En principe, c'est le crime emportant la plus forte peine qui doit être d'abord recherché. Vous objectez que ces émigrés ne sont point venus volontairement sur le territoire, qu'ils n'ont point rompu librement leur ban ; s'ils n'ont que le délit de l'émigration à se reprocher, mon avis est semblable au vôtre ; mais répondez à cette question.

Un assassin, un parricide s'est sauvé de France où une condamnation à la peine capitale l'attend. Il est passé chez l'étranger, dans une colonie, dans une île ; un naufrage le jette sur le territoire français ; il est saisi, reconnu : je vous le demande : le naufrage l'aura-t-il absous de son crime ? Proposera-t-on une absolution, une commutation de peine ? Non, sans doute ; *eh bien, le principe est le même à l'égard de l'émigré ayant porté les armes ; sa condamnation est écrite sur la table de nos lois, et elles doivent le frapper, de quelque manière qu'il s'offre à leurs coups.*

Remarquez qu'ici l'on chercherait en vain à vous sur-



prendre une décision contraire aux principes , *en intéressant votre sensibilité, votre humanité*. Vous n'avez ici rien à faire de particulier aux individus dont il s'agit. Vous rendez une loi générale , fondée en principes ; vous déclarez punissables ceux qui , au crime d'émigration , joignent un délit emportant peine capitale. L'application individuelle de cette disposition ne vous regarde point. Vous ne pouvez ni ne devez exercer d'actes judiciaires , vous immiscer dans les jugemens rendus ou à rendre. La loi générale existera ; ce sera aux magistrats à l'appliquer dans leur sévère impartialité.

Je vote pour le projet de la commission.

L'urgence est déclarée et le projet mis aux voix.

Les dispositions suivantes sont adoptées.

ART. 1<sup>er</sup>. La loi du 15 thermidor an 6 , concernant les individus naufragés à Calais , est rapportée,

2. L'article 19 de la loi du 19 fructidor suivant , portant : *les émigrés actuellement détenus seront déportés* , n'est pas applicable à ceux qui , outre le crime d'émigration , étaient encore prévenus d'autres délits emportant peine capitale.

## LE PATRIOTE DE TOUS LES TEMPS.

OPINION DE M. LANJUINAIS.

*Chambre des pairs. — Bulletin du mardi 2 mars.*

J'ai promis des faits ; je vais les présenter. C'est avec des faits et non plus avec l'arme du raisonnement que je viens combattre encore l'attaque trop véritablement perturba-

trice, faite à la loi des élections , qui est *notre seconde charte* , comme l'a dit un noble pair.

Après quatre ans de notes secrètes , et toujours criminelles et impunies , après l'intrigue d'Aix-la-Chapelle contre notre loi tutélaire , éprouvée deux ans par le plus grand calme et par d'honorables choix , après cette autre intrigue de la fin de décembre dernier , qui avait le même but , et devait ramener les malheurs dont le roi arrêta le cours par son ordonnance du 5 septembre 1816 ; il s'est formé un nouveau point nébuleux , présage d'une affreuse tempête ; et le nuage part de la Chambre des pairs. Cette Chambre est instituée pour calmer les orages politiques , pour conserver , pour ramener l'harmonie entre les pouvoirs ; et c'est en son nom qu'on propose vaguement les innovations , les excitations les plus alarmantes , par cela même qu'elles sont plus incertaines !

N'en doutons pas , c'est une grande faction , très-visible , hors de cette Chambre , la faction des privilèges , des abus , des *sinécures* , des prodigalités , de l'oligarchie , c'est elle qui nous agite et nous arrête , pour tâcher d'abattre enfin la Charte , si long-temps minée , ou pour la rendre tout-à-fait illusoire , et en réduire les effets à d'hypocrites cérémonies : voici *le but* que l'on se propose , voici *les faits* criminels et tout prochains qui ont *préparé* le désordre et ceux qui l'*accompagnent* , et voici les maux qu'il a déjà faits : voici les *résultats* plus ou moins malheureux qu'il doit entraîner , si la plus prompte intervention de l'autorité suprême ne vient , une troisième fois en six mois , déconcerter les efforts de la cabale , de la ligue actuelle , et rasséréner l'horizon.

Je ne prétends accuser personne dans cette enceinte , si ce n'est d'imprudence et de faiblesse. Mais souffrez que je le dise : la liste seule des soixante et des quatre-vingt-

quinze , si elle existait , me dispenserait de tous les détails : il suffirait de la lire.

On veut rétablir les deux degrés d'élection si favorables à l'aristocratie , et ramener les élections partielles dans les petits chef-lieux , abus si sagement prévu par la loi actuelle.

En deux mots , c'est le premier acte de la révolution contre la Charte. On veut la réduire par un vain simulacre , ou la remplacer par les parlements , *s'il était possible !* Ne vient-on pas de réimprimer depuis trois jours la protestation du parlement de Paris , de 1790 ; demain on va présenter à notre admiration la protestation du reste de l'ancienne Chambre des pairs , présentée au roi en 1814 , et qui n'a que trop causé de rumeurs.

Quant aux faits qui ont préparé l'attaque , s'il est vrai que tout soit en paix du côté des constitutionnels , tout est en guerre dans l'Ouest de la part des ennemis déclarés ou *secrets* de la Charte. Ils ont dans les départements de cette région assemblées secrètes , armée secrète , avec cocarde particulière. ( Ici l'orateur est rappelé à l'ordre. ) Cette armée , qui existe par échelons , qui se montre dans les bois et sur les chemins , est soldée , inspectée , va à l'ordre chaque jour en certains quartiers. Son matériel est de plus de 10,000 fusils anglais ; des assemblées secrètes en cette partie du royaume ont précédé de plusieurs jours la proposition qui nous occupe.

Les faits qui ont accompagné et suivi cette proposition ne sont pas moins remarquables. En deux départements de l'Ouest , les plus peuplés , il se poursuit deux procédures criminelles relatives aux armements illicites. A l'heure même que je parle , se continue une information qui doit être de plus de cinquante témoins.

Maintenant on prophétise , par écrit imprimé , de nouveaux ministres , une *marche rétrograde et une grande éclipse* ( du ministère. )

Vous connaissez la baisse des fonds qui a suivi la stagnation dans les affaires de commerce et d'industrie , le sentiment de l'indignation publique , les pétitions qui se succèdent déjà dans vos archives ; il en est une revêtue de la signature de plus de trois mille signataires.

Si la proposition n'est pas retirée , les résultats probables sont le rétablissement des pairs suspendus sans jugement en 1815 ; ce sera un retour à l'ordre constitutionnel , mais ce retour trop insuffisant , appelle des nominations de nouveaux pairs , en tel nombre que la Chambre perd les caractères particuliers qui doivent la distinguer. Elle est déjà trop nombreuse respectivement au petit nombre de la Chambre des députés. Cette dernière Chambre , peut-être il faudra la dissoudre , et la convoquer plus nombreuse.

Si on néglige ces moyens , il faut changer le ministère , et chercher de nouveaux fonctionnaires qui veuillent consentir à l'accepter.

Alors , nouvelles élections dans le système oligarchique ; rétablissement de la Chambre aux *catégories* , ou d'une Chambre semblable ; décadence entière du gouvernement représentatif ; mesures d'exception qui paraîtront excusables ; bientôt mécontentement universel ; réveil national ; peut-être guerre civile , guerre étrangère ; de toutes parts dangers incalculables pour la liberté , le trône et l'autel , la dynastie , et particulièrement pour la pairie actuelle , peut-être pour toute pairie ; en un mot , despotisme absolu ou liberté , une troisième fois , trop chèrement achetée. En définitif , si l'on veut nous compter , ce n'est pas dans

cette enceinte ; c'est au milieu des trente millions de Français qu'il faut établir les calculs ; il n'y a qu'un remède désirable , c'est le retrait ou le rejet de la proposition (1).

---

Poitiers, le 10 février 1819.

*A Messieurs les rédacteurs de la Bibliothèque historique.*

MESSIEURS ,

L'un des immobiles du *Conservateur*, homme que je connais bien, et que le département de la Vienne connaît assez, voudrait faire croire que M. Duhamel, notre ex-préfet, est vivement regretté ; il faut s'entendre : il l'est, 1° par certains *ultra*, 2° par cette portion du clergé qui a refusé d'enterrer un catholique de soixante et dix ans, parce qu'il avait été coiffeur des comédiens, et d'admettre à la première communion, une jeune personne douce, pieuse, pleine de bonnes qualités, mais qui par malheur *apprenait les modes* ; 5° par les prêtres des missions étrangères auxquels M. l'ex-préfet a fait bâtir une somptueuse maison à Poitiers, sans doute pour les récompenser d'avoir troublé beaucoup de ménages, gâté le cœur et l'esprit de jeunes personnes capables un jour d'honorer la société.

---

(1) Ce discours imprimé se trouve à la Librairie constitutionnelle de Bandonin frères, rue de Vaugirard, n° 36, et Delaunay au Palais - Royal.

Ce départ cause encore de pénibles regrets aux Jésuites qui, sous l'habit laïc, ont fait depuis deux ans de rapides progrès dans les villes voisines où ils ont accaparé l'instruction publique et fait nombre d'adeptes aux principes d'Ignace et de Loyola.

Ce pieux préfet, qui sans doute a plus étudié les saints canons que l'administration publique, ne s'est pas contenté, dans le *Conservateur*, de l'annonce de M. de Boisbertrand (1) ; il a voulu encore que le public apprît par lui que S. A. R. Madame avait donné 1,000 fr. pour la reconstruction de l'église de Montierneuf à Poitiers ; et il ajoute charitablement que notre sainte religion est d'autant plus intéressée au rétablissement de cet édifice, que 4,000 catholiques n'ont pas de temples dans cette portion de la ville.

N'en déplaise à M. l'ex-préfet, les églises ne manquent pas à Poitiers, et je suis bien aise de lui apprendre que celle de l'hôpital des Enfants trouvés est suffisante pour tout le quartier de Montierneuf.

On pourrait croire que le vandalisme a détruit ce monument qui tombait en ruine dès 1789, et qu'on allait supprimer sans la révolution, puisqu'il n'y avait plus qu'un vieux moine pour le soutenir. Dès ce temps, comme aujourd'hui, sa destination était réservée pour les magasins et le casernement de la cavalerie qui y sont très-bien placés et qui ne pourraient pas être transportés ailleurs ; ainsi M. l'ex-préfet n'a pas été de bonne foi dans son exposé sur le besoin des âmes pieuses, ni sur les destructions révolutionnaires qui sont déjà assez nombreuses sans celle-là.

Mais il est certain, Messieurs, que le départ de l'ex-préfet, M. Duhamel, plaira beaucoup aux hommes modérés qui voudraient trouver des Français dans ceux même qui

---

(1) Son ancien secrétaire-général.

allèrent dans toute l'Europe mendier long-temps des ennemis contre leur patrie; il plaira à ces bons Poitevins qui ont souffert la disette sans se plaindre, et qui s'imaginent trouver quelque adoucissement à leurs maux dans les soins et l'affection de leur premier magistrat. Si vous ajoutez à tous ces partisans du rappel de M. le comte ou baron Duhamel (1), ceux des administrés de la Vienne qui aimeraient assez un bon emploi des centimes additionnels, de tous les petits produits départementaux (qui ne laissent pas que d'être honnêtes chez nous), qui voudraient, par exemple, que les frais du culte fussent moins grands, les pauvres un peu plus secourus, les chemins vicinaux mieux réparés, et l'instruction plus généralement répandue; toutes ces catégories de citoyens satisfaits présenteraient une masse imposante aux mécontents parmi lesquels il serait injuste de ne pas parler des très-chers frères ignorants.

Cependant, Messieurs, comme en Poitou nous sommes essentiellement bons, nous avons souhaité de très-bon cœur un bon voyage à M. Duhamel qui, pour se soustraire à l'expression de nos sentiments, a jugé à propos de faire retraite sans tambour ni trompette, avant que nous eussions vu le *Moniteur*; mais trois cents lettres avaient annoncé l'événement aux intéressés, et je vous jure que c'était les 19 vingtièmes du département.

M. Duhamel aurait fort bien fait de gémir en silence, avec son cher de Boisbertrand, sur l'instabilité des choses humaines, et ne pas faire valoir une lettre de révocation qui ne prouve que la politesse de son auteur.

---

(1) Il signe *comte*, et est qualifié de *baron* dans l'ordonnance qui le destitue.

---

---

## ADMINISTRATION.

---

### ABOLITION DE LA TORTURE EN FRANCE.

La faction féodale, qui veut à tout prix arriver à ses fins, emploie avec une rare impudence l'*imposture* et le *sophisme*.

Il convient, surtout à la *Bibliothèque historique*, de CONSERVER les faits qui font connaître la marche et les efforts de cette faction *toujours remuante*, et *toujours immobile*. Nous allons donc consigner ici une *imposture* remarquable qui se trouve dans le journal féodal, intitulé : *la Quotidienne*.

Avant la *révolution*, c'est-à-dire, avant le *changement* qui a eu lieu, en France, dans les *principes* de gouvernement, on pendait et étranglait, on décollait, on brûlait vif, on écartelait en attachant quatre chevaux aux quatre membres; on rompait les os des membres, et ensuite on pliait et on garrottait le rompu sur une roue, où il mourait lentement. Une ordonnance de Louis XIV, du 30 juillet 1666, est ainsi conçue : « Voulons que tous ceux qui se » trouveront convaincus d'avoir juré et blasphémé le saint » nom de Dieu et de sa très-sainte mère, et des saints, » soient condamnés, pour la première fois, etc. . . . ; » et pour la sixième fois, seront menés et conduits au » pilori, et là auront la *levre de dessus coupée d'un fer*, » *chaud*; et la septième fois, seront menés au pilori, et



» auront *la lèvre de dessous coupée* ; et si, par obstination  
 » et mauvaise coutume invétérée , ils continuent, après  
 » toutes ces peines , à proférer lesdits jurements et blas-  
 » phèmes , voulons et ordonnons qu'ils aient *la langue*  
 » *coupée tout juste* , afin qu'à l'avenir ils ne puissent plus  
 » les proférer. » Enfin , il y avait des cas où les juges  
 avaient le droit de faire *exécuter* tout ce qu'ils pouvaient  
 imaginer de plus *exquis* en supplice et en cruauté. Nous en  
 trouvons la preuve dans l'ordonnance même que nous ve-  
 nons de citer ; voici quelles en sont les dernières paroles :  
 « Déclarons néanmoins que nous n'entendons comprendre  
 » les énormes blasphèmes qui , selon la théologie , appar-  
 » tiennent au genre d'infidélité , et *dérogent à la bonté et*  
 » *grandeur de Dieu et ses attributs* : voulons que lesdits  
 » crimes soient punis de plus grandes peines que celles  
 » dessus , à *l'arbitrage des juges* , selon leur énormité. »

Ce fut , entr'autres exemples que nous pourrions citer ,  
 par suite de cet *arbitrage* que , par sentence du lieutenant  
 criminel du châtelet , du 12 janvier 1724 , un blasphéma-  
 teur eut la langue coupée devant l'église de Notre Dame ,  
 et fut ensuite conduit sur la place de Grève , où il fut brûlé  
 vif ; ses cendres furent jetées au vent , son procès brûlé ,  
 tous et chacun de ses biens confisqués et acquis au roi , etc.  
 Ce fut encore par un semblable *arbitrage* que Damiens  
 mourut torturé d'une manière *exquise*.

Ce n'est pas tout : les juges avaient encore le droit , avant  
 de juger un homme , et lorsqu'il n'était que prévenu , de  
 lui donner une *torture préalable* ; et lorsqu'ils l'avaient  
 condamné , et avant qu'il fût exécuté , de lui donner une  
*torture définitive*. Or , dans cette double espèce de torture ,  
 on s'appliquait à faire souffrir le torturé autant qu'il était  
 possible qu'il souffrit sans mourir. On lui brûlait lentement  
 les pieds , on lui écrasait lentement les os , on lui disloquait

les membres ; on lui gonflait l'estomac en lui entonnant de force une énorme quantité d'eau , etc. , etc.

Maintenant , quels étaient les juges *exécuteurs* de cette horrible législation ?

Il y avait des juges *royaux* , et des juges *féodaux*. Les juges royaux achetaient à prix d'argent le droit de juger , et ce droit devenait leur propriété. Les juges féodaux étaient les officiers des seigneurs *haut-justiciers* , lesquels avaient le *jus gladii* , et en conséquence *fourches patibulaires* , *pilori* , *échelles* et *carcan*. Ces haut-justiciers avaient , *de plus que le roi* , le droit de destituer *ad nutum* tous leurs officiers ; en sorte que les juges féodaux n'étaient que des commissaires de leurs maîtres.

Tel était l'exécrable système qui a été détruit par l'assemblée constituante , et c'est là un de ces changements fondamentaux qu'on a nommés *la révolution*.

Cependant une petite portion de ce système venait d'être réformée , quand la révolution commença ; des jugements atroces et scandaleux avaient fait détruire la *torture définitive* ; mais la *torture préalable* , la *torture du prévenu* , la torture la plus cruelle , la plus odieuse , la plus barbare , avait continué d'exister.

Nous allons , pour le prouver , rapporter l'extrait suivant du *Moniteur*.

MONITEUR du 1<sup>er</sup> octobre 1789 , n° 66 , colonne 1<sup>re</sup>.

ASSEMBLÉE NATIONALE. — Suite de la séance du 29 septembre , au soir.

Suite du rapport de M. de Beaumetz , au nom du comité de jurisprudence criminelle.

« . . . . . Nous avons cru devoir à l'humanité , de vous » adresser une dernière observation.

» Déjà le roi , digne en tout point du titre glorieux que  
 » vous lui avez décerné , a banni de la France l'usage  
 » cruellement absurde d'arracher aux accusés , à force  
 » de tourments , l'aveu des crimes , vrais ou faux , dont  
 » ils étaient prévenus ; mais *il vous a laissé la gloire*  
 » de compléter ce grand acte de raison et de justice. *Il*  
 » *reste encore* dans votre code une *torture préalable* : si  
 » *les raffinements de la cruauté la plus inouïe* ne sont plus  
 » employés à forcer les hommes à s'accuser , *ils sont en-*  
 » *core mis en usage* pour obtenir la révélation des com-  
 » plices. Fixer vos yeux sur ce reste de barbarie , n'est-ce  
 » pas , Messieurs , en obtenir de vos cœurs la proscription ?  
 » Ce sera un beau , un touchant spectacle pour l'univers ,  
 » de voir un Roi et une nation , unis par les liens indisso-  
 » lubles d'un amour réciproque , rivaliser de zèle pour  
 » la perfection des lois , et élever , comme à l'envi , des  
 » monuments à la justice , à la liberté , à l'humanité. »

Voici maintenant ce qu'on lit dans *la Quotidienne* du  
 mardi 2 février 1819 , N° 33 , page 1<sup>re</sup> , colonne 1<sup>re</sup> :

Londres , 28 janvier.

« Lord Holland s'est chargé de présenter à la chambre  
 » la pétition de la cité de Londres , sur la réforme du code  
 » pénal . . . . .

» On a été surpris d'entendre lord Holland , à cette occa-  
 » sion , faire honneur à l'assemblée dite *constituante* , de  
 » l'abolition de la torture. Est-il permis à un ami des  
 » hommes d'ignorer que ce bienfait est dû *uniquement* à  
 » Louis XVI , qui n'eut besoin que de consulter la bonté  
 » de son cœur et la droiture de sa raison pour faire dispa-  
 » raitre du milieu de son peuple ce reste de barbarie ! »

Il est évident que *la Quotidienne* , a menti : un cas de  
 torture avait été aboli ; mais la torture , en principe , la

torture, comme instrument judiciaire, continuait d'exister. C'est donc l'assemblée constituante qui a aboli *la torture*, c'est-à-dire, tout cas, toute espèce, tout principe de torture.

Mais quel avantage les hommes féodaux trouvent-ils donc à mentir ? La nation avait oublié la révolution ; les hommes féodaux forcent la nation à rapprendre la révolution ; qu'ils y prennent garde !!!

Avignon, le 25 février 1819.

MONSIEUR,

La ville d'Avignon, déjà célèbre dans les fastes de 1815, vient d'être témoin d'un événement qui pourrait faire croire que quatre années ne nous séparent pas de cette époque fatale.

Le 24 janvier dernier, huit habitants de cette ville, la plupart anciens militaires, quelques-uns rentrés naguère dans leurs foyers et couverts d'honorables blessures reçues en défendant la patrie, se retiraient à l'approche de la nuit dans leurs domiciles, revenant d'un lieu public, nommé *Bagatelle*. Aucune rixe, aucune dispute n'étaient survenues, lorsque, tout-à-coup, ils se virent assaillis par une douzaine de portefaix, armés de gros bâtons, qui les accablèrent de coups. Stupéfaits d'une attaque aussi brusque, la résistance fut inutile, il fallut céder au nombre. Cependant, aux cris des victimes, des secours arrivent, et la force militaire (autre que la garde nationale) qui survient, fait prendre la fuite aux agresseurs et en saisit deux qui avaient encore leurs armes. Mais des blessures très-graves ont été le par-

tage de ces huit individus ; l'un particulièrement a reçu douze coups de bâton , dont deux sur la tête , qui donnent des craintes justement fondées. Ils ont porté leurs plaintes , mais les coupables seront-ils punis ?

Voilà , Monsieur , l'événement tel qu'il s'est passé. Permettez-moi d'ajouter quelques réflexions sur les causes qui entretiennent toujours le feu de la discorde allumé dans cette ville.

Il doit sans doute paraître étonnant à l'habitant de la capitale ou à celui de tout autre département de la France , d'apprendre que des événements pareils à celui que je viens de vous tracer se renouvellent encore. Mais cet étonnement n'existe pas pour ceux qui habitent la localité. Quelle crainte doivent inspirer aux compagnons des Pointus et des Nadaux , des autorités sous l'empire desquelles les crimes de 1815 ont été commis , et qui depuis cette époque n'ont point encore été changées ? Quelle terreur doivent avoir des hommes dont le chef, condamné à mort par la cour d'assises de Vaucluse , se promène insolemment sous les yeux des autorités ? Les effets salutaires qu'a produits dans toute la France l'ordonnance du 5 septembre 1818, et le retour à l'ordre qui en fut la suite , sont encore inconnus dans le département de Vaucluse. Jugez , Monsieur , quelle doit être , au milieu de ces alarmes continuelles , la sécurité de ceux qui voient l'impunité être le partage des assassins et des incendiaires , dont les intentions , dignes de l'ultracisme le plus effréné , se sont encore hautement manifestées à la fin du mois de décembre dernier. Cependant , l'espérance n'abandonne point les victimes sous le fer même de leurs ennemis.

Recevez , etc.

J. , un de vos abonnés.

---

## G U E R R E.

*Intendants militaires.*

On dit que Messieurs les inspecteurs aux revues et commissaires des guerres qui n'ont point été compris dans la dernière organisation militaire, vont être autorisés à prendre le titre d'*Intendants militaires*. On parle aussi d'un cadre de remplacement qui doit être fait en suite d'une pétition collective, présentée au ministre par ces fonctionnaires. Les intendants et sous-intendants militaires en activité qui entourent le ministre, ont fait tout ce qu'ils ont pu pour s'opposer à cette double mesure. Ne pouvant y réussir, ils ont décidé dans leur sagesse, ce qui veut dire dans leur intérêt, qu'il fallait restreindre ce cadre le plus qu'il serait possible; et ils ont en conséquence résolu qu'on n'y admettrait que cinq intendants, vingt-cinq sous-intendants et dix adjoints, ce qui ne fait pas la sixième partie de ce corps : on sait que messieurs les généraux, dont l'organisation vient d'avoir lieu tout récemment, sont divisés en deux portions à-peu-près égales, dont une forme le cadre de remplacement proprement dit; mais aussi messieurs les généraux n'avaient pas de secrétaire général, et encore moins de secrétaire intime parmi leurs collègues, sans quoi ils n'eussent pas été traités si favorablement. L'ancienneté de grade, dit-on, sera prise pour base de l'admission dans ce cadre, et cette justice, qui est un peu tardive, il faut en convenir, est encore un calcul des intendants qui dirigent le ministère.

Ces bons et loyaux camarades ont pensé qu'en choisissant parmi leurs collègues, ceux à qui leur âge et la durée de leurs services laissent peu d'espoir de reprendre de l'activité, ce cadre se trouverait à-peu-près nul, et que cela ne nuirait en aucune manière à leur avancement.

---

LES OFFICIERS MEMBRES DE L'ORDRE ROYAL DE LA LÉGION-  
D'HONNEUR, DOMICILIÉS A FONTAINEBLEAU ,

*A Messieurs les membres de la Chambre des  
Députés.*

MESSIEURS,

L'institution de la Légion-d'Honneur a été créée par une loi : cette loi, garantie par la Charte, assure nos droits, et ces droits sont sacrés puisqu'ils sont la récompense de nos services. Cependant, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1814, notre traitement comme membres de l'ordre est réduit de moitié. Cette réduction remontant à une époque où un autre gouvernement subsistait encore, on lui suppose donc une volonté qu'il n'a jamais eue. Cette supercherie ne saurait être accueillie par le gouvernement actuel ; elle est inconstitutionnelle, injuste, affreuse ; et, la laisser triompher, c'est renoncer aux bienfaits de la Charte, c'est nier qu'il en existe une pour nous.

Nous venons donc, Messieurs, pleins de confiance dans votre vertueux patriotisme, réunir nos réclamations à celles de nos compagnons d'armes. Déjà de généreux défenseurs de nos institutions se sont élevés avec force contre l'injustice dont nous sommes les victimes : espérons que leurs vœux, si hautement manifestés et si universellement approuvés, en leur donnant déjà des droits à notre reconnaissance, se verront bientôt couronnés d'un glorieux succès ; succès qui ne saurait être douteux, puisqu'à lui se rattachent nos espérances d'inviolabilité du pacte qui nous régit, et qui devient par son importance, éminemment nationale, le type de toute espèce de garantie et de confiance pour tous les Français.

Nous demandons l'intégralité de notre traitement, l'expédition des brevets de beaucoup d'entre nous, et enfin, s'il est possible, plus d'exactitude dans les paiements.

*Signé, le baron Milet, Hacquin, maréchaux de camp en retraite; Dupré, Masson, colonels en retraite; Dupré, Desnoyers, Junker, lieutenants-colonels en retraite; Guya, Félix, Havin, Thomas, Redon, Pierre, Ducrozé, de Neuilly, Moreau, Lemoine, Brousse, Dudouy, chefs de bataillon et d'escadron; Surgis, Valadon, Blanchard, Foiret, Deczon, Senof, Richard, Bureau, Leroux, Dulin, Roux, capitaines; Senot, le chevalier Denis, Nomglaton, Forti, Thimars, lieutenants.*

Fontainebleau, le 21 février 1819.

---

Paris, le 1<sup>er</sup> mars 1819.

*A Messieurs les rédacteurs de la Bibliothèque historique.*

En feuilletant votre intéressant recueil, j'y trouve une lettre insérée au 4<sup>e</sup> cahier, 1<sup>er</sup> vol., pag. 257, ayant pour titre : « Réponse d'un militaire à M. de Saint-Aulaire, » et dont l'auteur est M. Brack, chef-d'escadron à l'ex-deuxième régiment des lanciers de l'ex-garde. Je me plais plus que personne à rendre à ce brave et estimable officier la justice que lui méritent ses talents et sa vaillance; je ne prends la plume que pour rectifier quelques faits échappés sans doute à son attention.

M. Brack dit : « Les cheveu-légers furent formés à » Warsovie en 1807. (1) Comme leur but alors était

---

(1) D'après un décret impérial daté de Finkenstein, le 6 avril 1807.



» d'être une garde d'honneur, les soldats furent pris  
 » dans la jeune noblesse (2), etc. Le régiment fut  
 » armé de carabines et de sabres, et partit pour la  
 » France. »

Ces faits sont exacts ; j'ajouterai seulement, qu'au moment de l'organisation de ce régiment, plusieurs officiers, sous-officiers et cheveu-légers, avaient émis le vœu qu'il fût armé de lances, ayant pour cette arme, plus familière aux peuples du Nord et de l'Est, une prédilection particulière, et la considérant comme tout-à-fait nationale : leur demande fut rejetée sous le motif que les cheveu-légers polonais étant appelés à faire le même service que les chasseurs à cheval, devaient être armés de même.

M. Brack dit : « En 1810 seulement, l'Empereur » Napoléon l'arma de lances..., etc. »

Après la campagne de Wagram, le colonel Krasinski (3), commandant les cheveu-légers polonais, soumit à Napoléon la demande réitérée que faisait son régiment pour obtenir d'être armé de lances ; représentant que les idées comme les habitudes nationales, donnaient aux Polonais la plus grande et la plus entière confiance dans cette arme. Ce vœu fut accueilli, et l'ordre en fut donné en novembre 1809. On suivit à cet égard les usages nationaux ; le premier rang seulement (qu'on nommait autrefois les *towarzysz*) fut armé de lances ; le deuxième (les *fzeregowy*) continua de porter la carabine.

Il n'y avait alors dans les armées françaises qu'un seul corps de lanciers ; connu sous la dénomination de premier régiment des lanciers de la légion de la Vistule : ce corps, formé des restants des Polonais qui

(2) Le même décret en faisait une condition d'admission, de rigueur.

(3) Aujourd'hui général de division, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, commandant la garde royale de Pologne, maréchal de la dernière diète, etc.

avaient si vaillamment combattu en Italie, soutenait glorieusement, en Espagne, le poids de son honorable réputation. Un officier de son dépôt fut mandé pour l'instruction des Polonais de la garde, qui comptaient cependant dans leurs rangs beaucoup de militaires de tous grades, connaissant déjà la lance. Les détails de l'exercice et du maniement de cette arme, démontrés et exécutés sous les yeux de l'instructeur, au quartier de Chantilly, furent réunis en un corps d'instruction par le colonel-major du régiment qui le présenta au ministre de la guerre le 15 juillet 1811. Une commission d'officiers-généraux, présidée par M. le général de division comte Bourcier, et dont ce major était membre, examina cette instruction, en fit exécuter les détails devant elle par un détachement, et l'approuva. Le règlement du 24 septembre 1811, sur l'exercice et les manœuvres de la lance, parut ensuite : quelques omissions ou erreurs sont sûrement des fautes d'impression non corrigées.

Je puis convenir avec M. Brack, que la théorie de la lance n'est point une science ; toutefois elle ne serait qu'un enfantillage que sa nécessité n'en reste pas moins démontrée.

M. Brack continue : « La Hollande fut jointe à la » France, les cheveu-légers de l'ex-roi furent incor- » porés dans la garde impériale. Aux armes courtes » qu'ils avaient toujours portées, on substitua la » lance, et leur noviciat se fit en 1812. »

Ce régiment, qui prit le numéro 2, trouva dans le premier ( les Polonais ) des instructeurs, comme celui-ci en avait trouvé dans la légion de la Vistule : plusieurs sous-officiers furent envoyés de Chantilly à Versailles pour y démontrer à leurs braves camarades du deuxième régiment, le maniement d'une arme toute nouvelle pour eux ; tandis qu'un adjudant de ce régiment ( M. Fallot ) se rendait, avec huit sous-officiers, à Chantilly, où il séjourna environ un mois, chargé

spécialement d'y apprendre des Polonais, et en détail, l'exercice, le maniement et les manœuvres de la lance.

A l'organisation des neuf régiments de lanciers, formés en partie de régiments de dragons français, les Polonais reçurent encore l'ordre, et l'exécutèrent avec le plus grand plaisir, d'envoyer des instructeurs à plusieurs de ces régiments (1).

L'armée rend sans doute, comme M. Brack, une justice bien due aux lanciers français; il est incontestable qu'en peu de temps cette arme leur devint presque aussi familière qu'aux Polonais : j'ai l'opinion qu'un plus long usage l'eût rendue plus terrible qu'aucune autre entre leurs mains, surtout si la conservation de ces beaux et braves régiments eût donné le temps de monter les lanciers sur des chevaux souples, légers, et de la vigueur des chevaux polonais ou hongrois, avantage tout-à-fait prépondérant pour un lancier.

Il me semble résulter de ce que je viens de dire, que ce sont les Polonais ( nos lanciers auxiliaires du Nord, pour me servir des justes expressions de M. Brack ), qui, au lieu d'avoir apporté dans nos régiments *l'ignorance de nos recrues*, ont au contraire ramené dans l'armée française l'usage de la lance qui y était en honneur autrefois (2), et paraît n'avoir été abandonné que sous Henri IV; et qu'ils ont été appelés à en démontrer l'exercice et la manière de s'en servir avantageusement. Comme ils n'ont pu avoir que ce faible avantage vis-à-vis de troupes dont ils ont

(1) En 1813, le dépôt des Polonais à Chantilly, reçut encore l'ordre d'envoyer un instructeur à l'école de Saint-Germain, pour y démontrer l'exercice et le maniement de la lance : comme il n'y avait au dépôt ni officier ni sous-officier, on y envoya un cheval-léger nommé *Skibnewski*.

(2) La lance fut chez les Français l'arme offensive chère à la cavalerie. Dans les capitulaires, elle est toujours désignée comme l'arme nationale, *arma patriæ*. ( Hist. de l'administration de la guerre, liv. I et II, pag. 91 et 399. )

partagé la gloire , les triomphes désormais au-dessus de toutes comparaisons , et les revers ; c'est justice de leur en tenir compte.

Je partage , au reste , entièrement l'opinion de M. Brack sur la lance , considérée comme arme régulière et comme irrégulière.

D.....

---

## GARDE NATIONALE.

---

Déférer à l'opinion publique un attentat à la liberté individuelle , ce n'est pas seulement exercer un droit , c'est aussi remplir un devoir. L'arbitraire est l'ennemi commun ; il n'y a pas de petite injustice ; les atteintes que l'on porte à la liberté ne sont jamais légères ; dès qu'on la touche , elle meurt.

---

### *Un Garde national du Morbihan.*

Arrêté illégalement en ma demeure , privé pendant vingt-quatre heures de ma liberté , je ferais le sacrifice de mon juste ressentiment à l'amour de la paix , si je n'avais l'espoir d'être utile à mes concitoyens en signalant au premier magistrat de mon département , l'usage arbitraire que le conseil de discipline de la garde nationale de Béthune fait de son autorité.

Invoker la protection et la force des lois contre des abus , demander la réparation de l'outrage fait à un citoyen , c'est remplir un devoir , c'est défendre notre liberté des atteintes de l'arbitraire , c'est user enfin , du droit que le Roi et la Charte constitutionnelle , accordent aux Français.

Prévenu d'un délit à raison de service , accusé , j'ai à me défendre de l'acte d'indiscipline dont on m'accuse ; accusateur à mon tour , je demanderai compte à mes

juges de l'arbitraire de ma condamnation , de l'illégalité de mon arrestation.

Le 3 septembre 1818 , cité devant le conseil de discipline de la garde nationale de Béthune , comme prévenu d'avoir manqué à la réunion de la compagnie de chasseurs, le 25 août précédent , j'ai été déclaré coupable et condamné à une détention de vingt-quatre heures , rachetable par trente sous d'amende.

Sans parler des moyens de défense que je fis valoir devant le conseil et auxquels les juges n'eurent aucun égard ; sans retracer mes services antérieurs dans la garde nationale pendant l'espace de trois ans , lorsque mon dévouement à S. M. , plus hâtif que mon âge , me prescrivait seul de le faire ; sans parler de mon exactitude précédente à remplir tous les devoirs d'un *citoyen soldat* ; tous faits qui ne peuvent motiver directement cette réclamation , il suffira d'appeler l'attention de M. le Préfet , sur le jugement porté en cette *affaire* , tel qu'il me fut signifié , et en vertu duquel je fus arrêté , conduit scandaleusement avec tout l'appareil de la force publique , et mis sous les verrous.

« L'an mil huit cent dix-huit , le cinq septembre ,  
» le conseil de discipline de la garde nationale de  
» Béthune , légalement composé et assemblé dans la  
» salle du conseil , au quartier Saint-Yore.

» Sur un rapport fait à la charge du sieur Degeorge ,  
» chasseur , pour avoir manqué à son service , le  
» conseil le condamne , attendu sa menace de ne point  
» acquitter la peine que le conseil lui *infligerait* , à  
» vingt-quatre heures de salle de discipline , rachetable  
» par *trente sous* d'amende au profit de l'hospice.

» Notification du présent jugement sera faite au  
» condamné , et l'exécution , en cas de besoin , en sera  
» *confiée* à la gendarmerie. »

A Béthune , le 9 septembre 1818.

*Le secrétaire du conseil , DURIEZ-DURETZ.*

\* Et pour exploit de signification , au dos était écrit :

A M. DEGEORGE, *chasseur.*

Les principaux moyens de ma réclamation sont fondés :

1<sup>o</sup> Sur ce que le fait pour lequel j'ai été condamné n'est point un délit aux yeux de la loi ; que lors même qu'il en serait un , il faudrait , pour que je fusse passible d'une peine quelconque , la réunion des quatre circonstances suivantes : que la garde nationale de Béthune fût valablement organisée , que j'en fusse partie , que ses rassemblements eussent lieu légalement , et que le conseil de discipline fût composé , pour me juger , selon le vœu de la loi ;

2<sup>o</sup> Sur ce que la copie du jugement qui m'a été signifié , ne contenant pas la réunion de ces formes protectrices sur lesquelles repose la sûreté des citoyens , il ne pouvait être mis à exécution ;

3<sup>o</sup> Sur ce que j'ai été arrêté illégalement , détenu arbitrairement , et que les dispositions législatives sur l'inviolabilité du domicile ont été violées à mon égard.

#### RÉSUMÉ.

Ma condamnation portait une détention de vingt-quatre heures , rachetable par trente sous d'amende ; pour la mettre à exécution on a dérogé à toutes les formes prescrites par la loi , on m'a ôté le choix entre ces deux punitions ; j'ai été arrêté , conduit comme un criminel , et détenu dans un lieu autre que la maison d'arrêt , prison habituelle des gardes nationaux délinquants. J'ai passé vingt-quatre heures dans un réduit misérable , ayant pour ameublement deux bancs , et pour couche un bois de lit sur lequel , dans leur générosité , mes geôliers avaient laissé quelques poignées de paille qu'on eût sans doute renouvelée pour un malfaiteur , ce qu'on ne jugea pas à propos de faire pour un citoyen.

Ce sont ces voies de contrainte dont je me plains.

A Dieu ne plaise cependant, qu'en relevant les fautes graves et nombreuses qui ont été commises par un faux usage de l'autorité, mon but soit d'occasionner, mais au contraire d'arrêter un scandale, de prévenir le retour des injustices, parce qu'en se renouvelant elles peuvent avoir de fâcheuses conséquences.

Les faits que je signale à M. le Préfet, caractérisent indubitablement un attentat à la liberté individuelle, violent ouvertement les dispositions de l'article 4 de la Charte, et entraînent par leur gravité contre ceux qui s'en sont rendus coupables ou complices, des peines sévères. Sans doute ce magistrat, se conformant à la volonté souveraine, exprimée encore en sa dernière ordonnance (1), verra dans les vexations dont j'ai été la victime, la nécessité d'ordonner la formation d'un nouveau conseil, établi sur des bases plus légales, et qui ne soit plus un foyer de passions incompatibles avec l'impartialité qui convient au citoyen investi du droit de prononcer sur le sort d'un de ses semblables; il y verra aussi la nécessité de renverser cette législation capricieuse à laquelle quelques chefs veulent nous soumettre (2); il fera cesser des persécutions subalternes; il détruira l'arbitraire, empêchera qu'on ne touche impunément à notre plus beau droit, à notre liberté; ce sera encore ce magistrat qui, dans sa justice, considérant l'institution de la garde nationale sous son véritable point de vue, commandera qu'on nous traite avec les égards dûs à des citoyens, et qu'on nous juge avec indulgence. Par lui, les membres d'un conseil de discipline sauront encore, avant de prononcer l'arrestation d'un citoyen, quels en sont les droits; ils cesseront de professer l'idée

(1) Ordonnance du Roi du 30 septembre 1818.

(2) Jusqu'à présent nous avons été régis par des ordres du jour d'autant plus ridicules qu'ils sont inexécutables; aussi n'est-il peut-être pas un seul garde national qui n'ait été traduit et condamné à des peines corporelles ou pécuniaires plus ou moins fortes.

*révoltante, que les gardes nationaux du royaume ne sont que des machines; ils apprendront qu'ils ne commandent pas à des mercenaires ou à des ilotes, mais à des hommes libres, jaloux de leur liberté; ils sauront enfin que l'injure faite à nos personnes, attriste le cœur du Roi, que l'insulte faite à nos libertés déshonore l'éclat du nom français, et attaque le bonheur des citoyens confié à l'auguste famille des Bourbons. Alors, ainsi que l'a dit un publiciste, « L'autorité » recueillera les expressions de la satisfaction générale » au lieu de recevoir des plaintes; on servira sans s'en apercevoir, on obéira sans s'en douter. »*

FRÉDÉRIC DEGEORGE, *praticien.*

---

#### DÉPARTEMENT DE LA LOIRE.

Saint-Etienne, le 3 novembre 1818.

A juger du département de la Loire, par le silence que les papiers publics en général, et vous Messieurs, en particulier, avez gardé jusqu'à ce jour sur son compte, on croirait que si son administration n'a pas été précisément digne d'éloges, elle a été du moins exempte de blâme; on se tromperait cependant, car s'il se fût trouvé un citoyen assez courageux pour en relever les abus, l'histoire de nos malheurs assurerait à M. Tassiu de Nonneville, cette célébrité à laquelle peuvent justement prétendre les Tocqueville, les Villeneuve, les Devaulchier, dont les actes ont si puissamment contribué à alimenter votre recueil. Vous allez en juger par l'échantillon que je vous adresse.

Entr'autres documents curieux, je vous prie de vouloir bien publier dans les intérêts du département, un extrait de l'arrêté qui a pour objet de casser la compagnie de canonnières de la garde nationale de Saint-Etienne.



Montrison , le 12 avril 1816.

NOUS, MAITRE DES REQUÊTES, PRÉFET du département de la Loire,

Considérant qu'il importe également à la considération due aux services des gardes nationales, et à l'objet de leur institution, de n'admettre dans leurs rangs que des hommes *dont les principes reconnus et l'opinion éprouvée offrent une suffisante garantie à l'ordre public* ;

Considérant qu'il résulte des rapports qui nous ont été adressés, que la compagnie de canonniers de la ville de Saint-Etienne a manifesté, dans plusieurs circonstances, des sentiments *qui lui ôtent ses titres à l'estime et à la confiance de ses concitoyens*, et qui contrastent avec le zèle et le dévouement dont la garde nationale dont elle fait partie, nous a donné constamment des preuves pour le service du roi ;

## ARRÊTONS :

### ARTICLE PREMIER.

La compagnie des canonniers de la garde nationale de Saint-Etienne est dissoute, etc. ;

### ART. II.

Il pourra en être formé une *nouvelle*, d'après l'avis des autorités locales, et sur la proposition de l'*état-major* de la garde nationale, etc., etc.

TASSIN DE NONNEVILLE, *préfet*.

INDIVIDUS A RECHERCHER.

LE MAITRE DES REQUÊTES, PRÉFET de la Loire,

DONNE AVIS que S. E. le ministre secrétaire - d'état de la police générale vient de l'autoriser à promettre une gratification de *douze cents francs* pour l'arrestation de l'un ou l'autre des frères *Barthélémy et An-*

*toine Bacheville*, officiers à la demi - solde, domiciliés à Trévoux, qui se sont rendus coupables d'actes de rébellion à Villefranche, département du Rhône, et se sont soustraits aux recherches.

Les personnes qui livreront les deux frères *Bacheville* à la justice, recevront 2400 francs de gratification.

Ci-après les signalements de ces individus.

Montbrison, hôtel de la Préfecture, le 22 avril 1819.

*Le préfet*, TASSIN DE NONNEVILLE.

Pour expédition;

*Le secrétaire-général de la préfecture*,

DUPLESSY.

#### SIGNALEMENTS DES SUSNOMMÉS.

*Antoine BACHEVILLE*, capitaine au 4<sup>e</sup> régiment d'artilleurs de l'ex-jeune garde, natif de Trévoux; taille d'environ 5 pieds deux ponces, cheveux et sourcils châains, coiffé à la Titus, nez épaté, barbe blonde, visage ovale fort gravé, front couvert, yeux gris peu fendus, légèrement saillants, bouche grande, menton pointu, *figure ignoble*, se berçant légèrement en marchant, le dos un peu voûté.

*Barthélemy BACHEVILLE*, lieutenant de l'ex-vieille garde, décoré de la croix de la Légion - d'Honneur, âgé de 34 à 35 ans; taille de 5 pieds 6 à 7 ponces, cheveux et sourcils châains, coiffé à la Titus, nez un peu court et relevé, barbe châain, visage ovale, yeux bleus et très-beaux, bouche moyenne, menton un peu pointu, teint coloré, moustaches peu garnies, démarche assurée, tête haute, grasseyant légèrement en parlant, corpulence bien proportionnée.

---

## ORDRE JUDICIAIRE.

---

Au moment où le rapport de la loi du 9 novembre est enfin agité dans les Chambres, on nous saura sans doute gré de donner ici un nouvel exemple des désordres judiciaires qu'elle a causés dans tout l'étendue de la France.

*Extrait du Jugement rendu, le 29 mars 1816, par la section de Police correctionnelle du tribunal civil de l'arrondissement d'Alençon, contre le sieur Pierre Chevalier, tisserand, demeurant à Damigny.*

Le tribunal considérant qu'il demeure constant par le débat et l'instruction, et même par l'aveu du prévenu, que le dimanche, 3 de ce mois, le nommé Ch.\*\*\*\*\*, l'ainé, étant dans un lieu public, à l'auberge du sieur Grandin, commune de Damigny, s'est permis de crier, *vive le lard*, lorsque des grenadiers et chasseurs de la garde nationale d'Alençon, qui mangeaient dans la même chambre, chantaient des chansons royalistes, et criaient à la fin, *vive le roi* ;

Considérant qu'en rapprochant les circonstances qui ont précédé et accompagné le cri de *vive le lard*, soit que Ch.\*\*\*\*\* ait ajouté ces mots, *puisque j'en mange*, soit qu'il n'ait rien ajouté, ce qui résulte des déclarations des témoins à charge ; dans l'un comme dans l'autre cas, il ne peut y avoir de doute qu'il n'a eu d'autre motif, d'autre intention que de chercher à affaiblir, par une allusion aussi injurieuse, le respect dû à la personne du roi, délit prévu par les lois du 9 novembre dernier, etc.

Vu les articles 5, 10 et 12 de la loi du 9 novembre dernier et 14 du code pénal, etc.

Par ces motifs, le tribunal condamne Pierre Ch.\*\*\*\*\* en trois mois d'emprisonnement, et cinquante francs d'amende ; ordonne qu'à l'expiration de sa peine, il demeurera sous la surveillance de la haute police de l'Etat, pendant six mois.

*Signé, GÉRARD, vice-président ; BOISSAX,  
BROQUET, REVEL DANNERYE.*

---

LES GENS DU ROI.

*Hommage fait au Roi Louis XVIII, par ses gens près le tribunal civil de l'arrondissement de Péronne, lors de son passage, le 30 juin 1815, à Péronne.*

SIRE,

- En revoyant leur Roi, leur père, vos gens, dans la
- » délicateuse ivresse de la joie, se présentent devant V. M.
- » pour lui offrir l'hommage de leur respect et de leur in-
- » térable fidélité.
- » Permettez, Sire, qu'ils ajoutent à tant de bonheur,
- » de pouvoir certifier l'attachement des habitants de l'ar-
- » rondissement de Péronne au gouvernement du meilleur
- » des rois, au petit-fils du bon Henri. »

---

*Justice de paix du canton de Cormeilles.*

Par jugement contradictoire, rendu en simple police par le juge de paix de Cormeilles, le 11 juin 1818.

Désiré, paysan, et Romy, meunier à Cormeilles, ont été condamnés en 6 fr. d'amende, pour avoir fait claquer leur fouet dans les rues de Cormeilles; et aux dépens taxés à 5 fr. 25 c., requête du ministère public.

Par jugement rendu en simple police par le juge de paix de Cormeilles, requête du ministère public, le 22 mai 1817.

Auguste Maugard, meunier, et Pierre Mesnel son domestique, ont été condamnés solidairement en 2 fr. d'amende pour avoir travaillé pendant l'office divin, et aux dépens, taxés à 11 fr. 30 c.

Par jugement rendu en simple police par le juge de paix de Cormeilles, le 7 août 1817.

Auguste Maugard, meunier à Cormeilles, a été condamné en 10 fr. d'amende, pour avoir fait claquer son fouet dans le bourg de Cormeilles, et aux dépens, taxés à 8 fr. 20 c., requête du ministère public.

Par jugement rendu en simple police par le juge de paix de Cormeilles, le 28 novembre 1816; requête du ministère public.

David, cafetier à Cormeilles, a été condamné en 5 fr. d'amende pour avoir eu dans son café dix à douze personnes pendant l'office divin, et aux dépens, taxés à 10 fr. 20 c.

## MATIÈRES RELIGIEUSES.

*Collection des ordonnances du Louvre, t. 11, p. 117.*

Ordonnance de Philippe IV, dit de Valois, rendue en cour de parlement, le dix juillet 1336, portant défense à l'évêque d'Amiens de lever des amendes sur les nouveaux mariés qui habiteront avec leurs épouses; ainsi conçue: (le texte est en latin.)

« Philippe, par la grâce de Dieu, *Roi des Français*,  
 » au bailli d'Amiens, etc. Les mayeur et échevins de  
 » la ville d'Amiens, se sont plaints gravement de ce  
 » que l'official de cette ville, et autres gens de l'évêque,  
 » ont fait citer Jean de Arquenne, et plusieurs autres  
 » bourgeois, devant l'évêque, pour leur imposer des  
 » amendes, *quod ipsi fœminas aliasque suas despon-*  
 » *satas, carnaliter cognoverant, ipsos ad solvendum*  
 » *emendus.* »

» La cour t'avait prescrit verbalement d'engager  
 » l'évêque à se désister des choses dessus dites, à peine  
 » de la saisie de son temporel; et cependant, sous le  
 » prétexte de certains lettres royaux, qui t'étaient  
 » adressés par l'évêque, et portant que son temporel  
 » ne pouvait être saisi, si ce n'est de notre mandat spé-  
 » cial, tu as négligé d'obéir, au grand détriment du  
 » plaignant. »

« C'est pourquoi les parties onies devant ladite  
 » cour, il a été ordonné que ledit évêque sera con-  
 » traint de se désister desdites choses par la saisie  
 » de son temporel, lequel ordre nous te mandons de  
 » mettre sans délai à exécution. »

Les évêques se croyaient tellement en droit de percevoir ces amendes , non-seulement sur les adultères , mais encore sur ceux qui avaient habité avec leurs propres femmes , que nonobstant l'ordonnance ou l'arrêt qui précède , les mêmes abus se renouvelèrent et furent encore réprimés par un mandement du 5 mars 1388 , du roi Charles VI.

En 1409 , les mêmes exactions continuant , est intervenu le 19 mars , un arrêt de la cour , portant que les défenses faites à l'évêque d'Amiens et aux curés de la ville , *d'exiger argent des nouveaux mariés pour leur donner congé de coucher avec leurs femmes , les première , deuxième et troisième nuits de leurs noces ,* ont valeur.

**ACTE DE MARIAGE** *passé au nom de Jésus-Christ , au milieu du 17<sup>e</sup> Siècle.*

On parlait , il y a quelque temps d'une lettre en caractères d'or , envoyée par Jésus-Christ aux bons dévots et surtout aux bonnes dévotes de cette France perverse qui s'avise de vouloir penser , et de trouver mauvais qu'une *sœur de c'arité* ou qu'un *membre de nos comités de bienfaisance* n'accorde un pain de quatre livres à un *journalier malade*, qu'autant qu'il se trouve nanti d'un *billet de confession*. Maintenant il s'agit de *contrats de mariage* que des missionnaires ont fait passer entre Jésus-Christ et plusieurs de leurs pénitentes.

Ces actes , dont on nous a adressé copie , ne sont autres qu'une contr'épreuve du contrat qui se trouve dans le traité des superstitions. Comme il paraît que c'est sous le sceau du secret le plus impénétrable que certains missionnaires se permettent ces innocentes supercheries qui ramèneraient si heureusement pour eux le bon temps des *stygmates* , des *extases* , des *visions* , des *possessions* et des *fustigations* , nous nous empressons de mettre sous les yeux de nos lecteurs l'original cité par M. l'abbé de Thiers. Il pourra servir à désenchanter de ses illusions plus d'une pénitente disposée à se croire une Catherine de Sienne et

une sainte Thérèse , et constatera que la plupart des pieuses fraudes que l'on emploie de nos jours pour replonger le peuple dans les ténèbres de la superstition , n'ont pas même le mérite de la nouveauté.

Voici une alliance qu'un Carme déchaussé d'Orléans , appelé de son nom de guerre , *Frère Arnoux de Saint Jean-Baptiste* , faisait contracter à ses dévotes , avec notre sauveur Jésus-Christ. Voici le contrat de mariage qu'il leur faisait passer , et qu'il recevait lui-même , en qualité , disait-il , d'indigne secrétaire de Jésus. En l'année 1669 , il y avait un de ces contrats en original , entre les mains de Monsieur le curé de Saint-Donstien d'Orléans , qui voulut bien permettre à M. Toinard , si connu par son érudition profonde , d'en tirer une copie , sur laquelle un de nos amis en prit une , dont voici la teneur.

*Je , Jésus , fils de Dieu vivant , l'époux des âmes fidelles , prends ma fille Madeleine Gasselin pour mon épouse , et lui promets fidélité , et de ne l'abandonner jamais ; et lui donner pour avantage et pour dot , ma grâce en cette vie , lui promettant ma gloire en l'autre , et le partage à l'héritage de mon père. En foi de quoi j'ai signé le contrat irrévocable de la main de mon secrétaire.*

*Fait en présence de mon père éternel , de mon amour , de ma très-digne mère Marie , de mon père saint Joseph et de toute ma cour céleste , l'an de grâce 1650 , jour de mon père saint Joseph.*

*JÉSUS , l'époux des âmes fidelles ,*

*MARIE , mère de Dieu ,*

*JOSEPH , l'époux de Marie ;*

*L'ANGE GARDIEN ,*

*MADELEINE , la chère amante de Jésus.*

Ce contrat a été ratifié de la très-sainte Trinité , le même jour du glorieux saint Joseph , en la même année.

FRANÇOIS-ARNOUX , de saint Jean-Baptiste , carme déchaussé , indigne secrétaire de Jésus.

*Je , Madeleine Gasselin , indigne servante de Jésus , prends mon aimable Jésus pour mon époux , et lui promets fidélité , mon cœur , et tout ce que ferai jamais ; m'obligeant à la vie et à la mort de faire tout ce qu'il dé-*

*sirera de moi , et de le servir de tout mon cœur , pendant toute l'éternité.*

*En foi de quoi j'ai signé de ma propre main le contrat irrévocable , en la présence de la sacrée Vierge Marie , mère de Dieu , mon glorieux père , saint Joseph , mon ange gardien et toute la cour céleste , l'an de grâce 1650 , jour de mon glorieux père saint Joseph.*

JÉSUS , l'amour des cœurs ,

MARIE , mère de Dieu ,

JOSEPH , l'époux de Marie ,

L'ANGE GARDIEN ,

MADELEINE , la chère amante de Jésus.

Ce contrat a été ratifié de la suradorable Trinité , le même jour du glorieux saint-Joseph , en la même année.

FRANÇOIS-ARNOUX de saint Jean-Baptiste , carme déchaussé , indigne secrétaire de Jésus.

Puisque *Jesus-Christ* promettait *fidélité* à Mad. Gasselín , il était juste que Madame Gasselín la lui promit aussi de sa part , comme elle a fait ; mais elle a porté trop loin cette fidélité , et elle l'a gardée trop littéralement ; car depuis ce contrat , elle fut un an entier , sans vouloir vivre avec le sieur *Duverger* , son mari , procureur au présidial d'Orléans , comme une femme chrétienne est obligée de faire. Son mari se plaignit d'elle aux Carmes Déchaussés de cette ville. Ces bons pères la firent rentrer dans son devoir , et éloignèrent *François Arnoux* de S. Jean-Baptiste , qui méritait sans doute un traitement plus rigoureux ; car , à dire vrai , ce n'est pas punir un moine , que de l'envoyer seulement d'une maison dans une autre de son ordre , sans autre châtiment ; parce que les moines , comme le dit si bien un auteur du dernier siècle , en quelqu'endroit qu'ils soient , sont toujours chez eux.

*Ubi cumque sunt , domi sunt.*

( *Erasmie , de Concord.* )



DÉPARTEMENT DE L'YONNE, ARRONDISSEMENT DE TONNERRE.

Molosse, le 17 février 1819.

MESSIEURS,

Le sieur Junot, mon gendre, a fait présenter à l'église, le 3 janvier dernier, un enfant dont son épouse était accouchée le 30 décembre précédent. Le sieur Corsin, desservant de cette commune, a refusé d'abord de baptiser l'enfant, et ayant été ensuite prié en présence de témoins d'administrer le sacrement, il a déclaré qu'il voulait bien baptiser, mais à condition qu'il en serait le parrain, attendu que le parrain désigné était un païen et un vaurien. Ce parrain est mon fils cadet, qui remplit ses devoirs à la connaissance publique.

Il a été impossible d'obtenir du sieur Corsin qu'il admittrait le parrain présenté, et l'enfant n'est pas encore baptisé.

J'ai fait part de ce fait à M. le Doyen, curé de Tonnerre, et ce digne prêtre n'a pu encore déterminer le sieur Corsin à rien faire.

J'en ai également prévenu l'autorité, et je ne vois pas que, depuis près de quarante jours, il ait été rien fait à cet égard.

Un abus de pouvoir de ce genre ne peut être trop connu, afin que l'autorité supérieure prenne ses mesures pour en éviter par la suite de pareils.

Je vous prie de vouloir donner à ce fait la publicité que vous jugerez convenable.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

BACQZ,

Notaire, ex-maire.

*Nota.* Le parrain refusé est âgé de dix-neuf ans; qui plus est, il a reçu le baptême par le sieur Corsin et a fait sa première communion, ce qui, je crois, le dispense d'être regardé comme un païen.

Je déclare être à même d'administrer au besoin la preuve testimoniale des faits que j'avance, ainsi que des plaintes faites à l'autorité civile et religieuse, desquelles je n'ai pu avoir aucune satisfaction.

BACQZ,

Notaire, ex-maire de Molosse.

*Extrait d'une lettre datée de Poitiers le 27 janvier 1819.*

« Il existe dans la commune de Marnay, canton de Vivonne, département de la Vienne, un ministre de l'Evangile dont la charité s'exerce d'une manière toute particulière envers les nouveaux nés de sa paroisse. Une femme se disant sage-femme, quoique non munie d'un diplôme, a le privilège exclusif d'accoucher toutes les mères de Marnay, au grand mécontentement des habitants, dont son ignorance a plusieurs fois compromis les familles, et malgré la présence dans cette commune d'une véritable sage-femme. Le bon pasteur a déclaré qu'il ne baptiserait que les enfants qui lui seraient présentés par la première, et il tient parole. On n'explique pas le motif d'une protection aussi prononcée; mais il est certain que le curé refuse le baptême aux autres. Les habitants se sont plaints d'un tel scandale. Les autorités ecclésiastiques auxquelles on s'est d'abord adressé ont répondu que l'envoyé de J. C. était incapable d'une conduite aussi répréhensible. Le maire, malgré ses promesses, n'a pas plus agi que l'autorité ecclésiastique.

» En attendant qu'on fasse exécuter à Vivonne les lois administratives (entr'autres celle du 19 ventose an 11, qui défend d'exercer une telle profession sans diplôme); en attendant que M. le curé soit revenu à des principes de charité un peu moins exclusifs, de malheureuses femmes enceintes sont dans l'alternative, ou de se faire accoucher par une femme inhabile, ou de voir leurs enfants privés du baptême. »

---

*A Messieurs les Rédacteurs de la Bibliothèque historique.*

MESSIEURS,

Le journal intitulé *l'Ami de la Religion et du Roi*, s'est plu à attribuer à M. Grégoire, ancien évêque de Blois, une notice biographique publiée en sa faveur, lors des dernières élections du département de la Moselle : son carac-

tère connu et l'estime que lui portent les vrais amis de la chose publique, pourraient sans doute tenir lieu de réponse; mais pour satisfaire à la justice et rendre hommage à la vérité, je me déclare l'unique auteur de cette notice; et si M. Grégoire a été présenté comme candidat à la représentation nationale; s'il a été fait pour lui quelques démarches, j'affirme que c'est sans sa participation à moi connue; j'affirme qu'il l'ignorait. Quant aux injures du rédacteur de l'article, je crois inutile d'en parler..... On n'empêchera pas les serpents de mordre la lime.

J'espère, Messieurs, que vous voudrez bien insérer cette lettre dans votre intéressant Recueil, et agréer l'hommage de tous mes sentiments.

E. R. THIERRY, ( de Metz ).

Paris, le 21 février 1819.

### *Billet d'enterrement.*

#### DÉPARTEMENT DE LA SOMME.

Amiens.

Vous êtes prié d'assister aux Convoi, Vigiles et à la Messe de HAUT ET PUISSANT SEIGNEUR, MONSIEUR *Robert Armand le Sens*, comte de Lyon, marquis de Folleville, Conseiller du Roi, premier président de la Cour royale d'Amiens, Officier de la Légion d'Honneur, décédé à Amiens, en son hôtel, rue au Lin, le 28 mai 1818, âgé de 65 ans, qui se feront le lundi 1<sup>er</sup> juin, à neuf heures du matin, dans l'église de Saint-Germain, sa paroisse; ensuite à l'enterrement qui se fera au cimetière de la Madeleine, lieu de sa sépulture.

*Extrait du Journal du Haut-Rhin, du 24 décembre 1818 (n° 170).*

Issu d'une des premières familles de Corse, et fils d'un général connu par des actions d'éclat, Charles Abbattucci reçut son éducation à l'école militaire de Metz, d'où il sortit, en 1792, pour entrer au 2<sup>e</sup> régiment d'artillerie à pied. Il y servit trois ans et passa ensuite dans l'artillerie à cheval, que l'on venait d'organiser. S'étant distingué sous les yeux de Pichegru, en 1794, ce général le prit pour son aide-de-camp. Il devint adjudant-général dans la campagne de Hollande, après avoir refusé trois fois ce grade, et dirigea, en cette qualité, le premier passage du Rhin. Son activité, ses talents militaires, lui valurent bientôt le titre de général de brigade. Employé à l'avant-garde de l'armée de Rhin-et-Moselle, sous les ordres du général Férino, il se distingua dans la campagne de 1796 contre les Autrichiens.

Le 27 juin, il donna de nouvelles preuves d'intrépidité au passage du Lech, se jeta dans le fleuve malgré la rapidité du courant et la perte du premier peloton qui avait voulu le traverser, et dirigea ensuite l'une des attaques contre le fort de Kehl. Le 20 octobre, il contint l'ennemi près de Neubourg, et protégea la retraite de son corps d'armée. Devenu général de division, il fut chargé du commandement d'Huningue et de la défense de l'ouvrage à cornes établi à la tête du pont de cette ville.

Lors de l'attaque qui en fut faite dans la nuit du 17 au 18 décembre par les Autrichiens, Abbattucci se couvrit d'une nouvelle gloire, et fut blessé mortellement dans la grande île, en face d'Huningue.

Il mourut peu de jours après, ayant à peine atteint l'âge de vingt-six ans; sa mort occasionna la reddition de la place qu'il défendait. Le général Moreau, à son retour d'Allemagne, après la conclusion de la paix en 1804, fit ériger entre Bâle et Huningue, un monument en l'honneur de ce guerrier. (*Extrait de la Biographie moderne.*)

Ce monument à la mémoire d'un brave, ayant été détruit en 1815, en même temps que les fortifications d'Hu-

ningue, quoiqu'il en fût à une certaine distance, on propose de le rétablir au moyen d'une souscription.

Les souscriptions seront reçues :

A Huningue, chez M. Sartory, négociant,

A Colmar, chez M. Pannetier, libraire,

A Mulhausen, chez M. Risler, libraire,

A Altkirch, chez M. Gœtchi, imprimeur,

A Belfort, chez M. Leclerc, imprimeur,

A Brisach et à Sainte-Marie-aux-Mines, au bureau de la poste aux lettres et à Paris, chez M. Lafitte, banquier.

Paris, le 9 mars 1819.

La France est aujourd'hui le théâtre d'un nouveau genre d'hostilités, et la grande armée de ses éternels ennemis paraît décidément prête à entrer en campagne. Depuis longtemps l'avant-garde a commencé ses opérations. Les détachements de missionnaires ont envahi presque tous les départements, et aux farces du carnaval succèdent celles de ces émergumènes. Non contents d'attaquer dans leurs prédications furibondes les principes consacrés par la loi de l'état; non contents de souiller des bouches innocentes en leur faisant répéter des cantiques où la pudeur et le sens commun sont également outragés, ils osent encore désigner à l'animadversion des fanatiques les hommes qui se respectent assez pour ne point prendre part à ces honteuses saturnales, et ils vont relancer jusques dans leur domicile ceux qui se montrent rebelles à leurs volontés. La morale n'est pas plus respectée par eux que les lois, et l'hymen n'a point de mystère si caché que leur imagination dépravée ne cherche à pénétrer pour troubler la paix des ménages. Le clergé régulier ne reste point en arrière de ces prédicateurs vagabonds. Les refus de sacrements et d'enterrements sont devenus des choses tellement ordinaires, qu'on a presque cessé d'y faire attention. Trafiquant avidement des choses saintes, les prêtres, dans les campagnes, exigent de l'indigence des rétributions illicites, et dans les villes, des curés poussent leur zèle intolérant jus-

qu'à remplir eux-mêmes les fonctions de commissaires de police. Tous ces révoltants abus qu'on espérait voir cesser au moment où le portefeuille de l'intérieur passa en de nouvelles mains, se reproduisent avec plus de scandale et d'audace que jamais. Les jésuites couvrent la France de leurs établissements ; pour échapper à l'autorité administrative, ils érigent leurs collèges en séminaires. Plus adroits que ceux de leurs frères qui ont bravé les clameurs et l'indignation publiques en se faisant rapeler officiellement dans le canton de Fribourg, ils s'établissent dans l'ombre, et ne feront connaître leur pouvoir qu'au moment où ils le croiront assez solidement établi pour braver les cris de la raison et la vengeance des peuples.

Pendant que ces différents corps de l'armée d'occupation à laquelle la France est en proie, poursuivent ainsi les opérations du grand plan de campagne, leurs alliés des départements de l'Ouest se tiennent prêts à les seconder. Les bandes armées, organisées, soldées, sont assujetties à des rassemblements fixes et à des exercices réguliers. Les canons, enfouis provisoirement, ont revu le jour et sont montés sur des affûts de campagne. Déjà, dans quelques parties de la Bretagne, les habitants paisibles sont obligés de se barricader dans leurs maisons pour se mettre à couvert des bandits privilégiés que les autorités n'osent ou ne veulent pas réprimer. Déjà, dit-on, les sicaires qui étaient accourus en foule à Paris, au mois de juin dernier, pour favoriser le complot qui échoua à cette époque, affluent de nouveau dans la capitale. Sous les yeux de ceux qui leur sont désignés pour victimes, ils aiguïsent peut-être les poignards qui doivent frapper les amis de la liberté, de l'ordre et de la patrie. Un pair, interrompu dans la Chambre même, par des vociférations protectrices des complots dénoncés, a vainement révélé ces affreuses vérités. On ferme l'oreille à tous les avis, et la cocarde verte semble être une égide qui défende la rébellion contre la vengeance des lois. Du moins, pendant la révolution, c'était l'or de l'Angleterre qui soudoyait les brigands qui ont déchiré la France. Aujourd'hui, c'est l'or de la France qui paye ses plus acharnés ennemis. Les vendéens et les chouans sont soldés sur les trésors que les Français épuisés prodiguent avec une si incroyable facilité, pour obtenir en retour la jouissance de leurs droits et la sûreté de

leurs personnes. Tant de sacrifices d'une part , tant de fureur et d'acharnement de l'autre , ne doivent-ils pas avoir un terme ; et si le ministère s'accommode d'un tel état de choses , faudra-t-il que la France reste spectatrice muette des complots dirigés contre elle , et qu'elle continue de soudoyer les artisans de sa ruine ?

Il n'est personne qui n'ait remarqué la manière dont le ministre de l'intérieur s'est exprimé sur la proposition faite à la Chambre des Pairs , de rapporter la loi du 9 novembre 1815. Quelles que soient les vues secrètes du noble pair qui a fait précéder par cette proposition , celle du marquis Barthélemy , il ne peut y avoir qu'une voix sur son objet , qui est de délivrer la France d'une loi qui sera l'éternel opprobre de ceux qui l'ont conçue , et qui a porté un coup si funeste à la considération des tribunaux chargés d'en faire l'application. On a été tout surpris d'entendre M. le comte Decaze dire que cette loi ne pouvait être rapportée sans danger , avant d'être remplacée : paroles qui doivent faire mal augurer du projet de loi sur la presse , dont S. Exc. a dit qu'on s'occupait. M. Decaze a parlé de la loi de novembre avec une douceur , une indulgence , où l'on reconnaît ce sentiment paternel qu'un auteur éprouve toujours pour son ouvrage. Brutus sacrifia ses deux fils pour le salut de Rome ; M. le comte Decaze voudrait qu'on laissât vivre sa fille , quelque mal qu'il dût en résulter pour la France.

— Dans un moment où les journaux présentent ou les discussions produites par une motion incendiaire qui tend à réduire les citoyens industriels à la condition d'ilotes politiques , ou des discours courageux qui dévoilent à la France les attentats qui se trament contre elle , il est assez drôle de voir intervenir , au milieu de ces importants objets , un ordre du jour du sieur *de Champolle* , qui annonce à l'Europe que la cour va prendre le deuil , et qui règle combien de temps , et sous quelles couleurs , hommes et femmes doivent le porter. Ceci rappelle la facturé des mélodrames où l'auteur amène ordinairement un personnage qui débite quelque niaiserie au milieu des situations les plus pathétiques. Le deuil de cour ne s'étend pas loin ,

Et la garde qui veille aux barrières du Louvre

semble être là tout exprès pour l'empêcher d'en dépasser

les limites. Le peuple sait aujourd'hui distinguer ses intérêts des intérêts rivaux, avec lesquels on voudrait les lui faire confondre. Un deuil de cour peut ne pas être un deuil national, *et vice versâ*. Dans un moment où on menace ses droits, la nation se soucie peu du deuil de Charles IV. Elle a pris d'elle-même le deuil du 18 juin; et chaque anniversaire de cette fatale journée renouvelle sa douleur, bien que le sieur *de Champolle* ne publie pas d'ordonnance sur ce sujet.

—La crise qui a agité la France n'est pas passée, mais elle dure si long-temps qu'on finit par s'y accoutumer. Le ministère a tant de peine à prendre une décision, les mesures que réclame sa position sont si long-temps, à l'avance, indiquées et demandées à grand cris par l'opinion, qu'elles ont presque vieilli avant d'être adoptées. Les Français voyant que le ministère ne peut prendre un parti, vont probablement prendre le leur, et tâcher de s'accoutumer au régime des crises, auquel leur constitution robuste résistera sans doute, comme elle a résisté à tant d'autres. Ils ont tout passé en revue depuis trente ans; régime de terreur en 1793 et 1815, régime de despotisme pendant quinze ans, régime de bascule ou d'équilibre entre les partis, depuis le 5 septembre 1816 jusqu'en décembre 1818, époque où ils sont entrés dans le régime des crises qui se maintient d'une manière assez divertissante pour les étrangers et pour les ennemis de la France.

Si quelque chose pouvait faire croire que le ministère de la police est supprimé, bien que ses armées de commis et d'espions soient toujours les mêmes, c'est l'ignorance profonde où étaient les ministres du coup qui allait leur être porté par l'organe de M. Barthélemy. M. Decaze, averti par estafette de ce grand événement, se rendit en toute hâte à la Chambre des pairs, mais son éloquence échoua et son *quos ego* fut sans effet. L'ordonnance de convocation des quatre collèges électoraux, réclamée depuis si long-temps et différée sans motif, si elle eût paru le lendemain, eût été une espèce de protestation du gouvernement qui eût un peu diminué les inquiétudes. Mais le ministère, toujours prudent, craignit qu'on pût l'accuser de précipitation. Il temporisa sagement, et quand l'opinion vivement alarmée réclamait une mesure énergique pour déconcerter l'audace de la faction qui triomphait, il se dé-



cida à risquer l'ordonnance de convocation pour rassurer tous les intérêts et rétablir la confiance. Cette mesure qui avait presque l'air d'une plaisanterie, tant elle était éloignée de ce qu'on attendait, paraissait cependant au ministère propre à foudroyer la majorité de la Chambre des pairs, car il tomba de son haut quand il vit le rejet de la loi sur l'année financière. Il fallut se résoudre alors à prendre un parti, fâcheuse extrémité pour des hommes qui trouvent si doux de s'abandonner à leur fortune et au cours des événements. On avait senti depuis quelques jours qu'il serait peut-être indispensable au salut du ministère de faire un grand nombre de pairs. En conséquence, on préparait l'opinion en faisant courir des listes de ceux qu'on songeait à nommer. C'était un moyen de diminuer l'effet de cette nomination et d'empêcher cet acte important de produire une sensation dont l'idée effrayait d'avance la fermeté du ministère. Tous les matins, on parcourait le *Moniteur* avec avidité, et l'ordonnance tant annoncée ne paraissait pas. Enfin le rejet de l'année financière termina les irrésolutions, le ministère parvint à se décider, l'ordonnance parut, et le seul effet qu'elle produisit fut une baisse dans les fonds publics. Il ne faut point s'en étonner. Cette ordonnance a annoncé que le régime des demi-mesures, des justices partielles, des exceptions, des préférences, n'était point passé. On paraît reconnaître le vice de la mesure illégale qui élimina de la Chambre des pairs un grand nombre de ses membres. Mais si on répare cette injustice pour quelques-uns, pourquoi ne pas la réparer pour tous ? pourquoi ne pas rappeler en masse ceux qui furent éliminés en masse ? l'ordonnance d'élimination ne les divisait pas en catégories, pourquoi l'ordonnance de rappel serait-elle plus sévère ? Lorsqu'on ne fait pas difficulté de conférer la pairie à un banquier anglais, doit-on refuser de la restituer à MM. Dédelai d'Agier, Clément de Ris, Ségur, etc. ?

Au reste, cette ordonnance, mal reçue par le public, ne l'a pas été mieux par la Chambre des pairs. La majorité, furieuse du coup qu'on lui portait, songeait, dit-on, à refuser l'entrée aux nouveaux venus, sous prétexte d'une formalité à remplir pour les majorats. Un pair a même fait la motion de représenter au Roi qu'il allait déconsidérer la pairie s'il en était si prodigue, motion très flatteuse pour les pairs nouvellement promus, sur laquelle, la chambre agitée d'un grand tumulte, ne prit aucune décision.

Tandis que le ministère, fatigué de l'effort courageux qu'il vient de faire, croit sans doute n'avoir plus qu'à se reposer, la Chambre des députés, moins nombreuse aujourd'hui que celle des pairs, lui prépare peut-être encore des fatigues et des contrariétés. L'éloquence de M. Lainé, qui a fait rejeter la proposition de M. Lafitte, cette éloquence si puissante sur les députés du centre, qui craignent de ne pas être renommés par le mode actuel des élections, mettra peut-être encore le ministère dans la pénible nécessité de prendre une résolution. On peut affirmer du moins qu'il ne la prendra qu'à la dernière extrémité.

Quel dommage que l'indécision du ministère, que les petites considérations qui entravent sa marche et qui déterminent ses résolutions soient également préjudiciables à la tranquillité intérieure de la France et à sa dignité aux yeux des étrangers ! Que de réflexions piquantes et originales fournirait sa conduite dans ces dernières circonstances ! mais quand on songe que cette conduite compromet les destinées de la France, on est peu disposé à s'en égarer, et le ridicule alors n'est plus qu'un sujet d'affliction.

— On nous mande de Rouen, que M. le lieutenant-général, baron Maurin, commandant la division, a désiré apposer le premier sa signature à la pétition adressée par la ville à la Chambre des députés, pour le maintien de la loi des élections. Cet acte de patriotisme qui lui fait honneur, mais qui n'a rien d'étonnant pour ceux qui le connaissent, a été imité par MM. le préfet et le maire.

---

## CORRESPONDANCE DE PARIS,

*Extraite des journaux anglais (1).*

## OBSERVATIONS.

Voici les premiers détails que la malle de Londres nous apporte sur les affaires qui , depuis quinze jours , préoccupent tous les esprits. Les lettres que nous publions dans ce numéro soulèvent déjà quelques-uns des voiles dont l'espèce de trame formée contre notre système électoral , était environnée. Celles qui vont suivre en soulèveront d'autres encore. Elles nous apprendront sans doute comment il arrive qu'un noble pair , M. de Lally - Tollendal , tout en faisant une guerre active aux adversaires des ministres , et en appuyant ceux-ci de toute les ressources de son éloquence , ait fait ensuite une proposition tellement semblable à celle de M. Barthélemy , que j'avoue qu'il m'est impossible d'en saisir la nuance.

Du reste, malgré la diversité des influences sous lesquelles ils écrivent , il existe une grande ressemblance entre les récits publiés par le correspondant du *Morning-Chronicle* et par celui du *Times* défenseur officieux , et presque officiel , d'un des membres de notre cabinet ; seulement , tandis que le correspondant du *Morning - Chronicle* s'étonne que les ministres aient laissé former un orage si menaçant , sans le prévoir , ou du moins sans rien faire pour le prévenir , celui du *Times* prétend qu'ils étaient préparés à tout. Préparés à tout , et comment ? Il semble au contraire que le ministère se soit bercé d'espérances jusqu'au dernier moment. Il a fallu du moins que le

---

(1) Nous prévenons le lecteur que nous désignons toujours par les lettres v. n. la correspondance écrite sous l'influence du parti auquel on donne vulgairement le nom d'ultra-royaliste.

La correspondance consacrée à l'apologie des mesures du ministère , sera désignée par un M.

mal fût entièrement consommé pour qu'il s'occupât du remède : remède malheureux, que l'urgence seule des circonstances peut justifier !

En effet, la charte a placé dans notre gouvernement un élément aristocratique pour empêcher que l'autorité royale et celle des délégués du peuple n'eussent des contacts trop continuels et trop immédiats. Or, toute aristocratie doit être environnée de grandeurs, d'éclat, de prestiges même ; sans quoi cette puissance factice disparaîtrait bientôt au milieu des pouvoirs réels qui l'environnent. Et comment ces prestiges pourraient-ils se conserver, si les ministres ne trouvaient jamais d'autres moyens de se faire une majorité dans la Chambre des pairs, que de multiplier le nombre de ses membres ? bientôt on finirait par compter autant de pairs qu'on compte de gentilshommes dans cette province de l'Espagne dont tous les habitants sont anoblis.

Du moins si les nouveaux pairs se recommandaient tous par d'éclatants services rendus à la patrie ; si, pour me servir de l'expression d'un poète, *on eût opposé la victoire à l'orgueil des grands noms* ; mais parmi eux, s'il en est plusieurs qui, pour employer encore une expression du même poète, *peuvent accabler les fils des preux par l'éclat d'une gloire récente et personnelle*, il en est d'autres aussi qui échappent par leur obscurité au blâme comme à l'éloge. On est obligé de chercher la cause de leur nomination dans des rapports de famille ou des liaisons de société ; et, en leur conférant cette éclatante distinction, il semble qu'on n'ait eu d'autre but que de créer une majorité flexible.

Ce qui est plus extraordinaire, c'est qu'on assure que, malgré cette création de nouveaux pairs, il est encore douteux que la majorité de cette Chambre soit acquise au ministère. Plusieurs d'entr'eux, dit-on, sont disposés à se rallier à l'opposition. Ah ! qu'ils s'y rallient tous pour repousser cette loi du 9 novembre, odieux débris du régime de 1815, que le ministre de l'intérieur défend, je ne sais sous quel prétexte, contre ceux qui l'attaquent. Puisque les ministres n'ont pas été assez forts pour prévenir le mal dans la Chambre des pairs, du moins qu'ils ne le soient pas davantage quand eux-mêmes veulent le faire. Si ceux qui viennent d'être revêtus de la pairie devenaient, par une coupable condescendance, les défenseurs de la loi du 9 no-

*semble*. leur nomination aurait l'air d'être le résultat d'un honteux engagement, celui de soutenir les ministres *per fas et nefas*. Mais, dans la liste que j'ai sous les yeux, je vois d'anciens amis de la liberté; je vois aussi d'autres hommes qui ont dû apprendre à l'aimer, quand ils étaient sous le poids de la réaction de 1815 et de 1816, et je ne pourrais témoigner des craintes sur leur compte sans leur faire une injure que rien encore ne pourrait excuser.

TIMES.

M.

Paris, 22 février 1819.

Nos journaux doivent déjà vous avoir appris le commencement des hostilités dirigées, dans la Chambre des pairs, contre la loi à laquelle la France est le plus attachée; je veux dire la loi des élections.

Depuis deux ans, nos *ultra* conspirent vainement contre cette loi. Trompés dans leurs espérances, qu'ils avaient fondées sur la réunion d'Aix-la-Chapelle, ils ont rallié toutes leurs forces dans quelques salons de Paris, et combiné une attaque qui, selon toute apparence, n'aura pas un meilleur succès que leurs précédents efforts, mais qui les conduira à des résultats que très-certainement ils ne prévoyaient pas.

M. Decaze s'est prononcé fortement contre cette proposition; il a été appuyé par MM. de Larochefoucauld-Liancourt, Garnier, Lally-Tollendal, etc., etc.

Dans le parti contraire on remarque principalement M. Mathieu de Montmorency, dont les opinions hasardées, qu'il a manifestées à l'assemblée constituante, doivent nécessairement jeter du doute sur la sûreté de ses vues politiques; M. de Castellane qui, après avoir eu un zèle ardent pour la révolution, devint, sous le gouvernement impérial, un préfet non moins zélé, place qu'il conserva jus-

qu'au moment où il en fut éloigné pour des raisons d'une nature très-grave ; enfin , M. Pastoret , dont la fierté s'irrite facilement contre tous les régimes qui ne satisfont pas son goût pour les distinctions auxquelles , depuis trente ans , il a constamment aspiré. Ce pair , l'année précédente , avait modestement demandé le titre de ministre d'état.

Les chefs réels de cette faction , qui se dirige par les conseils de M. de Talleyrand et de M. Molé , n'osèrent pas d'abord se mettre en avant , et ils choisirent M. Barthélemy pour leur organe ; mais celui-ci s'aperçut bientôt des pièges qu'on avait tendus à sa bonne foi. Alarmé des conséquences de la démarche qu'il venait de faire , M. Barthélemy , en descendant de la tribune , ne voulut pas voter sur sa propre proposition.

Vous voyez que quel que soit le mystère dont les *ultras* se sont enveloppés , ils n'ont pas trouvé en défaut la vigilance du gouvernement. Le Roi , avec cette sagacité à laquelle rien n'échappe , fut tout de suite frappé des dangers auxquels s'exposait notre imprudente et fragile aristocratie. Il s'empressa de témoigner , à plusieurs pairs qui affectent pour lui un dévouement personnel , combien il serait affligé de les voir s'associer à une pareille intrigue. Il eut même la bonté de mêler des promesses à ses ordres. Les individus auxquels il s'adressa parurent d'abord céder aux conseils de sa sagesse , mais ce n'était que pour les braver avec plus de succès. Telle est parmi nous , comme mille exemples l'ont prouvé , la manière dont certaines personnes entendent le royalisme , *vive le roi !* voilà leur devise , *pourvu qu'il consente à être notre esclave.*

Une poignée d'hommes en faveur desquels le roi a bien voulu sauver du naufrage le privilège d'une représentation héréditaire , se soulèvent maintenant contre le droit positif

de vingt-huit millions de Français. L'ancienne noblesse a-t-elle donc oublié que déjà elle s'est perdue une fois en s'opiniâtrant à isoler à la fois ses intérêts du trône et de ceux de la masse des citoyens, et en voulant sacrifier l'état à la satisfaction d'une vanité aussi aveugle qu'elle est impuissante ? Que penserait le peuple anglais, si la majorité de la chambre des pairs demandait à la chambre des communes l'abandon de ses droits, et particulièrement du plus précieux de tous, de celui qui règle sa formation, sous prétexte qu'il se trouve, ou qu'il peut se trouver dans cette chambre des membres dont les opinions ne sont pas agréables aux grandes familles de Londres ?

Et cependant il est impossible d'établir une comparaison entre la riche et puissante aristocratie anglaise, qui possède la moitié des propriétés du royaume, et la plupart de nos pairs ; ceux de la grande Bretagne doivent en partie leurs titres à leur propre gloire et à leur mérite personnel, tandis que ceux de la France, débris d'un temps qui n'est plus, sont réduits pour la plupart aux traitements des places qu'ils occupent.

En maintenant que notre seconde Chambre, composée d'un si petit nombre de membres et susceptible d'être dissoute par la volonté du Roi, a un caractère trop démocratique, les pairs ne s'exposent-ils pas à ce qu'on examine si les éléments dont leur Chambre est composée ne sont pas trop exclusivement féodaux ? Pourquoi, après des revers si prolongés, notre ancienne aristocratie s'obstine-t-elle encore à mettre en question le partage qui a été fait entre les vainqueurs et les vaincus, partage qu'elle devrait s'estimer trop heureuse d'avoir obtenu ? Quelles garanties, quels avantages, la royauté pourrait-elle trouver à soumettre les plus forts aux plus faibles, tandis qu'en se mettant à la tête du parti national et avec de nouvelles institutions, les Bourbons deviendront inattaquables ?

Après ces tristes réflexions, les hommes de sens se sont bientôt occupés des remèdes que les circonstances commandaient d'employer, pour opposer une barrière à des ressentiments et à des projets que plus tard il deviendrait difficile de réprimer. Il y a lieu de croire que le ministère, de concert avec le Roi, s'occupe du choix des mesures les plus efficaces : il n'y a pas de temps à perdre. Si la marche du ministère devient plus décidée, il ne faudra pas en chercher la cause dans ses inclinations personnelles ; on la trouvera dans la conduite de ceux qui l'attaquent incessamment, qui le calomnient et qui osent lui reprocher jusqu'à sa modération. Cette modération n'était cependant qu'une pure condescendance pour eux, et dont ils auraient dû lui savoir d'autant plus de gré, qu'elle le privait en partie de sa popularité et de la force morale qui lui est nécessaire.

---

#### MORNING CHRONICLE.

Paris, 22 février 1819.

Je ne vous parlerai aujourd'hui que de la proposition faite samedi dernier à la Chambre des pairs relative à la loi des élections. La nouvelle de cette proposition se répandit le soir dans Paris avec une rapidité incroyable. A mesure qu'elle parvenait dans vingt-cinq ou trente bals qui se donnaient ce jour-là, la musique, les danses, tout était interrompu et faisait place à des discussions politiques plus ou moins violentes.

L'importance attachée à cette proposition n'est que trop bien fondée : elle met de nouveau en question toute notre organisation politique. Sans nul doute elle sera adoptée à la Chambre des pairs, et si elle est rejetée à la Chambre des députés, elle ne le sera qu'à une faible majorité, car elle



aura pour appui, non-seulement les députés du côté droit, mais aussi un certain nombre de députés du centre, gens fort avisés pour leurs intérêts particuliers, et qui calculent que la loi actuelle des élections leur est peu favorable.

Il est vrai que dans l'hypothèse où cette proposition serait adoptée dans les deux Chambres, les ministres auraient encore la ressource de la faire rejeter par *la Couronne*; mais les Chambres pourraient en revanche rejeter tous les projets de loi qui leur seraient présentés au nom du Roi. Il semble par conséquent qu'il ne reste aux ministres que deux moyens de sortir de la crise dans laquelle ils sont engagés; le premier, de dissoudre la Chambre actuelle des députés, dans laquelle ils ont une majorité au moins équivoque : l'on pense généralement que s'ils employaient ce moyen, le mouvement national causé par des élections simultanées, suffirait pour intimider la Chambre des pairs; le second serait de faire rentrer dans cette Chambre les vingt-trois pairs qui en ont été exclus arbitrairement par l'ordonnance de 1815, en créant en même temps trente ou quarante nouveaux pairs, qui, réunis à la minorité, formeraient une majorité en faveur du ministère actuel.

On assure que le marquis Dessoles est convaincu de la nécessité de la dissolution de la Chambre des députés, mais que M. Decaze s'oppose fortement à cette mesure. On dit même que ce dernier a également beaucoup de répugnance pour la création de nouveaux membres de la Chambre des pairs, et pour le rappel de ceux qui en ont été exclus, et qu'avant de s'y déterminer, il voudrait essayer si, au moyen de la séduction des grâces dont les ministres disposent, il ne pourrait pas ramener à lui un assez grand nombre de pairs pour déplacer la majorité.

— Cette espèce de conspiration contre notre système électoral a été curieuse, à ce qu'on assure, avec un profond mystère dans les salons du prince de T. Afin de diminuer

l'impopularité qui doit nécessairement s'attacher à ceux qui appuieront cette proposition , M. de Castellane , l'un d'eux, proposa, quelques jours auparavant, la révocation de la loi du 9 novembre , relative aux cris et écrits séditieux , loi odieuse en vertu de laquelle un si grand nombre d'écrivains politiques sont détenus.

Vous serez sans doute très-surpris en apprenant que la proposition relative à la loi des élections a été faite par un magistrat de la république , M. Barthélemy , membre du directoire exécutif avant le 18 fructidor; mais M. Barthélemy , neveu de l'auteur des *Voyages du jeune Anacharsis* , et élevé dans la maison de Choiseul , n'a jamais eu qu'une affection très-équivoque pour les principes de la révolution française. D'ailleurs , il entrait dans les combinaisons des ennemis de notre système électoral de le faire attaquer par un homme qui n'appartient pas aux anciennes classes privilégiées. La Duchesse de D. pourra s'écrier encore que cette proposition est d'autant plus satisfaisante que son auteur n'est pas *un homme comme il faut* , comme elle disait en parlant de je ne sais quelle motion faite à la Chambre de 1817 par M. Bennet , médecin à Dijon , et alors député du département de la Côte-d'Or. Vous savez que dans le langage des coteries du faubourg Saint-Germain, *un homme comme il faut* , veut dire un homme titré , ou du moins un gentilhomme ayant cinq ou six degrés de noblesse.

---

COMPOSITION DES CHAMERES DU PARLEMENT  
D'ANGLETERRE.

*Chambre des pairs.*

|                                                 |                      |
|-------------------------------------------------|----------------------|
| Sept pairs du sang royal . . . . .              | <i>pour mémoire.</i> |
| Ducs, marquis, comtes, vicomtes et barons . . . | 292                  |
| Pairs d'Ecosse . . . . .                        | 16                   |
| Pairs d'Irlande . . . . .                       | 28                   |
| Pairesses . . . . .                             | 10                   |
| Archevêques et évêques . . . . .                | 26                   |
| Evêques d'Irlande . . . . .                     | 4                    |
|                                                 | <hr/>                |
|                                                 | 576                  |

*Chambre des communes.*

|                                                  |       |
|--------------------------------------------------|-------|
| Angleterre et pays de Galles . . . . .           | 513   |
| Ecosse . . . . .                                 | 45    |
| Irlande . . . . .                                | 100   |
|                                                  | <hr/> |
|                                                  | 658   |
| Quarante comtés en Angleterre . . . . .          | 80    |
| Vingt-cinq cités . . . . .                       | 50    |
| Cent soixante-sept bourgs à deux députés . . . . | 334   |
| Cinq bourgs à un . . . . .                       | 5     |
| Deux universités . . . . .                       | 4     |
| Les cinq ports . . . . .                         | 16    |
| Douze comtés du pays de Galles . . . . .         | 12    |
| Douze bourgs . . . . .                           | 12    |
| Comtés d'Ecosse . . . . .                        | 30    |
| Bourgs . . . . .                                 | 15    |
| Irlande . . . . .                                | 64    |
| Bourgs . . . . .                                 | 36    |
|                                                  | <hr/> |
|                                                  | 658   |

## PÉTITION

## A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

MESSIEURS,

La loi du 20 avril dernier , tout en maintenant jusqu'en 1821 le monopole du tabac , fléau de la culture , a cependant placé le planteur pour l'exportation hors de la dépendance de la régie.

La plantation pour la régie ayant été limitée à 1700 hectares, par l'arrêté du premier avril dernier de Monsieur le préfet du Bas-Rhin , et la culture totale de cette année s'élevant à une quantité triple d'hectares , nous devons espérer pouvoir jouir de la libre exportation des deux tiers du produit de notre récolte. Mais malheureusement les arrêtés de Monsieur le préfet du Bas-Rhin , du 10 juin et du 10 décembre derniers , nous ont privés du bénéfice de l'exportation , quoique la loi nous l'assure formellement. Ces deux arrêtés tendent à nous placer dans l'entière dépendance de la régie, et à nous forcer de lui abandonner à vil prix la totalité de notre récolte de tabac. En effet , la régie prétend nous imposer la loi de lui livrer à 60 f. notre tabac marchand , et à 50 celui non-marchand , tandis que cette denrée se vend dans le grand duché de Bade , les 100 kil. à 44 florins d'Empire , ce qui fait 95. f. Nous obtiendrions de nos feuilles, qui sont de meilleure qualité que celles du grand duché de Bade , le même prix , moins le droit de sortie et autres frais , sans triage de qualités. La régie nous offre donc à-peu-près la moitié de la valeur réelle de nos feuilles , *et elle dit nous favoriser !*

Forts de la loi , qui doit nous protéger , nous avons refusé d'accéder aux prétentions illégales et injustes de la

régie : nous nous réservions de faire valoir nos droits en temps et lieu devant l'autorité compétente ; mais aujourd'hui que la circulaire ci-jointe de Monsieur le préfet , du 2 courant , menace notre commune d'exécution militaire par l'envoi de la gendarmerie pour nous astreindre à livrer nos tabacs à la régie , nous réclamons avec confiance l'intervention du gouvernement , pour nous protéger dans notre propriété et arrêter l'abus de pouvoir inouï dont on veut nous rendre victimes.

Monsieur le préfet dans ladite circulaire dit :

« Je suis informé que des individus parcourent les  
» campagnes et offrent aux cultivateurs des *prix exor-*  
» *bitants* pour leurs tabacs.

» Les tabacs de la dernière récolte ont été achetés en  
» totalité par la régie ; toutes les communes du départe-  
» ment ont consenti à cette cession.

» Les prix que les cultivateurs en recevront sont *avan-*  
» *tageux* ; ils seront payés comptant.

» Une garantie aussi complète ne laisserait donc plus  
» d'excuse aux cultivateurs , qui se *déclareraient ennemis*  
» *de leur pays et du gouvernement* , en cédant à des sug-  
» gestions perfides qui compromettraient leurs propres  
» intérêts et ceux du trésor.

» Je vous déclare que je *considérerai comme pertur-*  
» *bateurs du repos public* , tous ceux qui essayeront , par  
» des offres quelconques , d'engager les cultivateurs à dé-  
» tourner une partie de leurs tabacs pour les céder à des  
» mains étrangères ; que je les *assimilerai aux individus*  
» *qui alarment le repos des citoyens en répandant à des-*  
» *sein de faux bruits , soit sur les subsistances , soit sur*  
» *tout autre objet* susceptible d'exciter la défiance ou la  
» crainte.

« Je vous prévienne que j'enverrai la gendarmerie pour  
 » astreindre les communes où des individus refuseraient  
 » d'effectuer la livraison de leurs feuilles de tabacs , au  
 » jour et de la manière que j'ai prescrite. Vous voudrez  
 » bien afficher la présente et lui donner la plus grande  
 » publicité, parce que vous êtes responsables de l'exécution  
 » de mon arrêté du 10 décembre dernier. »

Cette circulaire a répandu la terreur dans les campagnes ; car en examinant les dispositions qu'elle contient , on serait tenté de croire que la récolte des planteurs de tabacs n'est pas une propriété inviolable , que la régie peut en disposer arbitrairement , et que le planteur est obligé de se soumettre aux dures lois qu'elle impose, sous peine d'être traité d'*ennemi du gouvernement* :

La loi du 28 avril dernier est cependant fort claire ; elle distingue la plantation pour l'approvisionnement des manufactures de celle pour l'exportation : cette loi, essentiellement protectrice de la culture, ne veut pas qu'elle soit à la merci de la régie , *qui serait juge et partie*.

Entr'autres dispositions , elle dit , en parlant de l'exécution des traités des planteurs avec la régie , art. 189 :

« Les conditions en seront obligatoires pour l'adminis-  
 » tration et les contractants , comme toute convention  
 » faite par acte authentique entre particuliers ; et aucun  
 » règlement et circulaire d'administration publique ne  
 » pourra changer ou modifier ces conventions ou traités  
 » ainsi consentis.

L'article 247 porte :

« Aucunes instructions , soit du ministre , soit du direc-  
 » teur général ou de la régie des impositions indirectes ,  
 » soit d'aucun des préposés , ne pourront, sous quelque  
 » prétexte que ce soit , annuler , étendre , modifier ou  
 » forcer le vrai sens des dispositions de la présente loi. »

Nous allons maintenant démontrer l'injustice et l'illégalité de la susdite circulaire.

L'aveu des bas prix que paie la régie échappe à Monsieur le préfet, lorsqu'il dit que l'on offre aux cultivateurs des prix exorbitants pour leurs tabacs.

Sans doute que le prix de plus de 80 f. que les fabricants de tabacs de l'étranger *offrent bien réellement est exorbitant*, en comparaison de celui de 55 f. terme moyen que la régie entend payer.

En raison de la mauvaise récolte des tabacs, les prix en ont doublé, comme cela a eu lieu pour tant d'autres denrées qui n'ont pas réussi cette année.

Ce fait est de notoriété publique, et rien ne serait plus facile que de constater la valeur réelle ou commerciale des feuilles à l'étranger, et conséquemment celle de nos tabacs qui, par la faculté de l'exportation, concourraient sur les marchés du dehors.

Ce n'est donc ni la *malveillance* ni l'*intrigue*, qui empêche les cultivateurs de ne pas accéder aux propositions onéreuses de la régie, mais leur intérêt et leur devoir de bon père de famille; et les acheteurs étrangers n'ont d'autre but que de se procurer une denrée dont ils ont besoin, et de ne la payer que le moins chèrement possible.

Les offres qu'un acheteur français ou étranger pourrait faire à un planteur seraient une chose légale; car nulle loi n'en fait défense, et nous ne verrions pas de quel droit on interdirait au planteur de vendre sa propriété, et à un tiers de l'acheter. La régie serait même sans intérêt dans une telle aliénation: les feuilles ne pouvant être déplacées sans son autorisation, elle pourrait toujours faire valoir les droits qu'elle croirait y avoir, n'importe que la propriété en appartienne à Pierre ou à Paul.

Mais vouloir traiter de *malveillant*, de *perturbateur du repos public*, assimiler même aux individus qui répandent à dessein de faux bruits, soit sur les subsistances, soit sur tout autre objet, un acheteur de bonne foi qui ne ferait qu'une transaction légale, c'est mettre les citoyens hors de la loi, en les poursuivant pour des délits et des crimes dont ils ne se rendent pas coupables..

Les lois définissent les délits et les crimes, et prononcent les peines qui y sont applicables.

Toute assimilation, définition ou interprétation nouvelle, est une mesure souverainement législative, que Monsieur le préfet du Bas-Rhin ne nous paraît avoir ni qualité ni droit de prendre.

Un second point à examiner est de savoir si les planteurs se sont bien réellement engagés envers la régie à lui livrer la totalité de leur récolte.

Monsieur le préfet dit : « Toutes les communes ont consenti à cette cession. »

Si les planteurs ont fait à la régie la cession de la totalité de leur récolte, il faut qu'il en existe un acte obligatoire pour les contractants qui exprime les clauses et conditions du traité. Or, si ce traité existe, la régie n'a qu'à le faire exécuter de la manière que l'article 189 de la loi du 28 avril dernier le lui prescrit ; qu'elle obtienne jugement et qu'elle l'exécute par toutes les voies légales ; mais qu'elle n'appelle pas à son secours la *force armée*, et qu'elle n'exerce pas d'*exécution militaire*, lorsqu'il ne s'agit que d'une transaction civile que l'article 189 précité assimile à une convention entre particuliers.

Une telle manière de procéder est contraire à la Charte, attentatoire à la propriété, à la liberté individuelle même ; les plus fidèles sujets du Roi se trouvant exposés à être arrêtés comme perturbateurs du repos public, en défendant leur propriété, et conséquemment leur existence et celle



de leurs familles, contre les prétentions injustes de la régie.

Mais votre étonnement augmentera encore, Messieurs, lorsque vous saurez que cette prétendue cession de la récolte faite à la régie, ne repose en grande partie que sur l'adhésion des maires, au nom de leurs communes respectives, adhésion que la majeure partie des particuliers contestent avec nous, et qu'aucun planteur n'eût signé sans *les menaces faites de la part de la régie*, qu'à défaut d'accepter les conditions offertes, elle exigerait la livraison des quatre-cinquièmes de la récolte, au prix de 45 f. les 100 kil. des feuilles marchandes, et à moindre prix celles non-marchandes, et que le dernier cinquième qui resterait aux cultivateurs pour l'exportation, serait entièrement composé de *feuilles de rebut*, par suite du prélèvement fait en feuilles de choix. Des employés de la régie *ont parcouru les communes* pour stimuler les planteurs à livrer de suite, en menaçant ces derniers que faute d'obtempérer à cette invitation, on leur ferait des difficultés, et qu'on les maltraiterait lors de la livraison de leurs feuilles.

Il est donc évident que le prétendu traité, dont la régie cherche à se prévaloir, n'a pas d'existence réelle ou légale;

1° Parce qu'il n'est pas librement consenti par les parties, et qu'il n'est que l'effet de la crainte;

2° Qu'il n'est pas passé dans les formes prescrites par la loi;

3° Et qu'enfin les maires n'ont aucune qualité de s'engager pour leurs concitoyens, attendu que dans l'espèce il ne s'agit pas d'affaires communales, mais de la propriété particulière de laquelle un tiers ne peut disposer.

Mais ceux-même qui, comme nous, n'ont pas souscrit aux propositions de la régie, paraissent plus particulièrement exposés aux *exécutions militaires*, annoncées par la susdite circulaire de Monsieur le préfet.

Ces mesures arbitraires, dont on cherche à nous rendre

victimes , ne sauraient altérer en rien nos sentiments d'amour et de fidélité pour le meilleur des rois , et notre confiance dans la justice du gouvernement.

Nous réclamons avec instance votre prompte intervention , Messieurs , pour qu'il soit ordonné ;

1° Que les arrêtés de Monsieur le préfet du Bas-Rhin , des 10 juin et 10 décembre derniers soient annulés et sa circulaire du 2 courant révoquée ;

2° Que la régie soit tenue de faire ses achats de gré à gré , ou par adjudication libre ;

3° Que dans le cas où la régie pourrait avoir des droits aux plantations qui ont été autorisées pour l'approvisionnement des manufactures royales , elle devra en justifier et les faire valoir par toute voie légale ; que ces droits ne pourront s'étendre au-delà du produit de 1700 hectares fixés pour cette plantation par l'arrêté de Monsieur le préfet du premier avril dernier ;

4° Que les obstacles mis à la libre exportation des feuilles soient levés.

Nous sommes , etc.

*Noms des signataires , et montant de leurs contributions foncières.*

|                                  |         |                             |         |
|----------------------------------|---------|-----------------------------|---------|
| Knoll (Xavier) . . . . .         | 400 fr. | Scher (Antoine) . . . . .   | 200 fr. |
| Klein (Joseph) . . . . .         | 400     | Schmitt (Joseph) . . . . .  | 250     |
| Ehretsmann (Mathieu) . . . . .   | 325     | Raul (Pierre) . . . . .     | 250     |
| Riehl (Michel) . . . . .         | 280     | Bürckel (Joseph) . . . . .  | 225     |
| Pabst (Mathieu) . . . . .        | 300     | Bürckel (Louis) . . . . .   | 200     |
| Lerbs (Xavier) le Haut . . . . . | 300     | Reibel (Michel) . . . . .   | 250     |
| Lerbs (Xavier) . . . . .         | 200     | Binnert (Mathias) . . . . . | 190     |

Ultenheim le 12 janvier 1817.

CULTURE DU TABAC EN 1816.

*Arrêté du Préfet du département du Bas-Rhin.*

Du 1<sup>er</sup> avril 1816.

Le préfet du département du Bas-Rhin;

Vu la loi du 24 décembre 1814, et l'arrêté de S. Exc. le ministre des finances, du 4 mars dernier, *qui fixe à 1700 le nombre d'hectares qu'il sera permis de cultiver en tabac, en 1816, et détermine le prix d'après lequel les tabacs seront payés, ainsi que les communes où la culture est autorisée;*

ARRÊTE :

Conformément à l'arrêté de S. Exc. le ministre des finances, en date du 4 mars 1816, tous les tabacs marchands seront payés quarante-cinq francs par quintal métrique.

Il ne sera pas reçu, d'après la loi du 24 décembre 1814, de déclarations *au-dessous de 40 ares; chaque pièce de terre sera au moins de 20 ares.*

Les sous-préfets remettront les permis de cultiver à ceux *qui les auront obtenus*, et notifieront par écrit, aux particuliers dont les déclarations n'auraient pas été admises, que la culture leur est interdite.

Les plantations faites sans permis seront détruites aux frais des cultivateurs, sur l'ordre que le sous-préfet donnera à la réquisition du contrôleur principal de la régie dans l'arrondissement. Les planteurs seront en outre condamnés à une amende de 100 francs, si la plantation est faite sur un terrain ouvert, et de 300 francs, s'il est clos de murs.

Chaque cultivateur sera tenu d'arracher et détruire, à mesure qu'il fera ses récoltes, *les tiges et souches de la*

*plantation ainsi que les feuilles de pied et celles non marchandes ; sur son refus, l'opération sera exécutée de la manière prescrite en l'article XIII.*

---

**CIRCULAIRE de M. le Préfet du département du Bas-Rhin, chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis, officier de la Légion d'Honneur, à Messieurs les Maires.**

Strasbourg, le 22 avril 1816.

MESSIEURS,

Je viens de recevoir de M. le directeur général de l'administration des contributions indirectes une lettre qui confirme la dépêche télégraphique du 11 de ce mois, dont je vous ai donné communication le lendemain : *les dix-sept cents hectares de terres dont la culture est autorisée cette année dans le département, en vertu de l'arrêté de S. Exc. le Ministre des finances, en date du 14 mars dernier, sont exclusivement destinés à l'approvisionnement des Manufactures royales; et les tabacs de qualité marchande provenant de cette culture, seront payés au prix de 45 francs les 100 kilogrammes, conformément à l'article 2 de l'arrêté précité.*

Cette disposition de la lettre de M. le directeur général ne laisse aucun doute qu'avant tout il ne doive être pourvu aux besoins de la régie. Il ne sera donc *admis dans chaque commune de déclarations pour la culture de tabacs destinés à l'exportation, que quand le contingent assigné aux 1700 hectares par mon arrêté du 1<sup>er</sup> du courant sera complet, c'est-à-dire que, dans chaque commune, les premières déclarations faites seront destinées à former le nombre d'hectares à cultiver pour la régie.*

A cet effet, le maire désignera d'office les plus gros cultivateurs qui ont déjà préparé leurs terres, en ayant soin cependant, autant que possible, de leur laisser une portion de ces terres pour la culture à l'exportation.

Quant aux déclarations pour la culture des tabacs destinés à l'exportation, elles *ne devront pas être confondues dans le même registre que les premières* : en attendant que je puisse vous envoyer pour cet objet des registres spéciaux, vous en ouvrirez de provisoires sur papier non timbré. Chaque planteur, en indiquant la quantité d'ares qu'il entend cultiver et leur situation, signera l'engagement de se soumettre aux formalités qui seront prescrites par la loi nouvelle.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

---

*Circulaire du Préfet du Bas-Rhin, du 22 avril 1816.*

L'art. 183 de la loi du 22 avril 1816, dit :

« A l'avenir, les planteurs auront la FACULTÉ de destiner  
» leur récolte, soit à l'approvisionnement des manufac-  
» tures royales, soit à l'exportation, en se conformant  
» aux dispositions prescrites dans l'un et l'autre cas. »

---

*Extrait de l'arrêté du Préfet du Bas-Rhin, du 10 juin 1816.*

Vu la décision de M. le conseiller d'état, directeur général de l'administration des contributions indirectes, du 17 avril, et sa lettre du 18 mai derniers, de laquelle il résulte qu'en comprenant le département pour 1700 hec-

tares dans la répartition de la culture pour 1816, le gouvernement a voulu assurer à la régie une quantité de 2,125,000 kilogrammes de tabac marchand ;

Revu notre arrêté du 1<sup>er</sup> avril, et notre circulaire du 22 du même mois, par lesquels nous avons réglé l'exécution de l'arrêté ministériel précité, et autorisé les déclarations pour la culture du tabac, pour l'exportation, avec *la condition expresse qu'elles ne seraient admises qu'autant que le contingent de terrain assigné à chaque commune* par notre arrêté du 1<sup>er</sup> avril, pour la culture destinée à fournir l'approvisionnement des manufactures royales, serait rempli ;

Considérant, enfin, que la nécessité la plus urgente commande de prendre de promptes mesures ;

Le conseil *de préfecture entendu*, entendus aussi deux des principaux cultivateurs du département, après l'avis du directeur des contributions indirectes, et conformément aux dispositions des articles 186, 187, 188, 191 et 204 de la loi du 28 avril dernier ;

#### ARRÊTONS :

La part des tabacs marchands qui sera prélevée par la régie sur la récolte de 1816, ainsi que cela se pratique aujourd'hui pour les récoltes antérieures, sera payée comptant, en la forme usitée, à raison de 45 fr. les 100 kilogrammes, conformément à la fixation de prix arrêtée par S. Exc. le ministre secrétaire-d'état des finances, le 4 mars dernier.

---

*Circulaire du Préfet du Bas-Rhin, du 10 décembre 1816,  
aux Maires du département.*

MESSIEURS,

Je vous adresse, à la suite de la présente, un exemplaire de l'arrêté que je viens de prendre pour la livraison des tabacs de la dernière récolte.

L'empressement avec lequel la presque généralité des cultivateurs m'ont adressé leur consentement à une livraison exclusive à la régie, m'assure que les avantages en ont été partout appréciés. La fixation des prix surpasse ceux qui ont été accordés jusqu'à présent pour des tabacs d'Alsace, et cependant la récolte est généralement mauvaise sous le rapport de la qualité. Indépendamment de cette augmentation de prix, la régie consent encore à recevoir les feuilles *de regain qui auraient pu être récoltées dans quelques cantons, nonobstant la défense qui avait été faite, et à les payer à raison de 20 francs le quintal métrique* Vous reconnaitrez, Messieurs, dans toutes ces dispositions, et vous ne manquerez pas de faire reconnaître à vos administrés, une nouvelle preuve de la constante sollicitude du gouvernement pour l'intérêt du cultivateur.

*Extrait de la circulaire du 3 décembre 1816.*

Par circulaire de Monsieur le préfet du Bas-Rhin, du 3 décembre 1816, il engage les administrés à fournir à la régie la totalité de la récolte de tabac de 1816. Dans les calculs qu'il présente, il avance que la régie a un droit incontestable aux quatre-cinquièmes de la récolte, au prix de 45 fr le quintal métrique, et que par conséquent la régie favorise le planteur en lui payant 50 fr. 25 cent. terme moyen de toute la récolte, quoiqu'il soit vrai que le cinquième qui resterait libre pour l'exportation, serait payé par le commerce à 76 fr. le quintal métrique.

---

---

## ANNONCES.

---

*Sur le vice radical de la loi de finance appelée Budget ,  
et sur une fausse application de la charte à cette loi ; par  
M. Gabiou , ancien notaire , à Paris , de la Société royale  
et centrale d'agriculture , avec cette épigraphe :*

Le bien des peuples ne doit être employé qu'à la vraie  
utilité des peuples même.

FÉNÉLON.

Paris, chez Delaunay et Pélicier , libraires au Palais-  
Royal.

Cette brochure est extraite d'un ouvrage dans lequel  
l'auteur examine différents points de finance et d'économie  
politique , tels que le crédit public , la caisse d'amortisse-  
ment , la banque de France , et dont il a cru pouvoir déta-  
cher ce qui concerne la loi de finance , appelée budget.  
« La manière de former le budget , en France , dit M. Ga-  
« biou , est très-vicieuse. Elle consiste à fixer d'abord les  
« dépenses qu'on veut faire , et qu'on suppose être indis-  
« pensables , parce qu'on ne les discute qu'en les considé-  
« rant en elles-mêmes , abstraction faite des recettes ; après  
« quoi on élève au niveau de ces dépenses les recettes qu'on  
« suppose à leur tour être possibles , mais avec la même  
« légèreté , et sans considérer davantage la position des  
« peuples. Or , c'est-là ce que nous osons blâmer , et nous  
« soutenons qu'il faut au contraire commencer par recher-  
« cher si les recettes sont possibles , ( c'est-à-dire , si elles  
« n'arrêteront pas la reproduction en épuisant les peuples ) ,  
« pour subordonner ensuite aux recettes établies de cette  
« manière , les dépenses qui ne peuvent jamais être indis-  
« pensables qu'autant qu'elles sont assurées par la possibi-  
« lité des recettes. Cette pratique constante , adoptée pour  
« la formation des budgets , d'égaliser les recettes aux dé-



» *penses* , ne signifie donc autre chose , sinon *qu'on veut*  
 » *dépenser ce qu'on veut dépenser* , quand , au contraire ,  
 » l'objet du budget est de faire *que le gouvernement ne*  
 » *dépense que ce que les peuples peuvent dépenser* . »

Passant ensuite à la fausse application que l'on a faite de la Charte à la loi des finances , l'auteur signale une erreur bien grave dans laquelle sont tombés les deux Chambres et le ministère. « La Charte , dit-il , veut que la nation ait par » ses représentants , *la liberté la plus entière , la plus illimitée pour le vote de l'impôt* ; et elle le veut si » absolument , si expressément , que le projet de loi de finances doit être , à peine d'inconstitutionnalité , soumis » en premier lieu à la Chambre des députés , comme représentant plus spécialement le peuple , à la différence de » toutes les autres lois dont les projets peuvent commencer » par être présentés indistinctement à la Chambre des députés , ou à celle des pairs qui représente le pouvoir aristocratique. En interdisant à la Chambre des pairs de prendre la première en communication le projet de loi des finances , la Charte a témoigné la crainte que le vœu de » cette Chambre , se joignant à la demande du pouvoir royal , la détermination de la Chambre des députés ne s'en trouvât influencée ; et elle a montré par cette prévoyance » particulière , par cette disposition spéciale , toute l'importance qu'elle attache à ce que les peuples aient *la plus entière liberté dans le vote de l'impôt* , parce qu'en effet » cette liberté est la plus efficace de toutes les garanties qu'un gouvernement représentatif puisse donner aux » peuples qu'ils ne seront point dépouillés par force ou » par adresse , comme ils le sont toujours dans les gouvernements despotiques ou absolus.

» Mais à côté de cette disposition spéciale , si favorable au pouvoir populaire , la Charte a placé en faveur du » pouvoir royal une disposition applicable à tous les » projets de loi qu'il fait présenter aux Chambres par le » pouvoir ministériel : cette disposition veut que tout » amendement qu'elles proposeraient aux projets de loi , le » pouvoir royal ait le droit de le rejeter , et les Chambres » sont ainsi réduites à admettre purement et simplement » les projets de loi.

» Or , c'est cette *disposition générale* qu'on a mal à » propos appliquée jusqu'à ce jour à la loi des finances , » quand la *disposition spéciale de la Charte* le défendait ;

» et c'est sa fausse application qui non-seulement infirme  
 » mais annule même la *disposition essentielle du libre vote*  
 » de l'impôt que veut impérativement la Charte, et qui  
 » fait la base du gouvernement représentatif.

» Nous disons que cette fausse application *rend nul le*  
 » *libre vote de l'impôt* ; et en effet, si les Chambres sont  
 » obligées de voter purement et simplement, sans aucun  
 » amendement, sous peine de bouleverser l'état, la loi  
 » des finances que propose un ministre qui, fort du droit  
 » qu'il a de rejeter tout amendement, ne veut consentir à  
 » aucune réduction des sommes qu'il a demandées et qu'il  
 » ne manque pas de présenter comme *indispensables*, il  
 » s'ensuit que les Chambres *n'ont pas le libre vote de l'im-*  
 » *pôt* ; et que par la fausse application qui a été faite d'une  
 » disposition *générale et vague* de la Charte, sans égard à  
 » *l'exception* qu'elle a voulue en faveur de la loi des finan-  
 » ces, *toute la base du gouvernement représentatif s'é-*  
 » *croule* ; il s'ensuit que les peuples qui, à l'abri de ce  
 » gouvernement, croyaient leurs propriétés hors de l'at-  
 » teinte des coups d'une volonté arbitraire, ne les y voient  
 » pas moins exposées qu'elles ne le seraient sous un gou-  
 » vernement absolu ou illimité, etc., etc. »

Mais c'est dans la brochure de M, Gabiou qu'il faut lire le développement de sa proposition : nous terminerons par quelques maximes que nous en avons extraites et qui ne sauraient être trop répandues.

« Le droit de voter librement l'impôt est dans un gou-  
 » vernement représentatif l'une des meilleures garanties  
 » que peuvent avoir les peuples.

» Mais il faut que ce droit ne soit pas illusoire et ne se réduise pas à une vaine théorie sans application. Mieux vaudrait pour la nation qu'elle ne l'eût pas que de l'avoir sans en pouvoir user. »

» Or, le droit du libre vote de l'impôt serait illusoire si l'impôt ne pouvait être voté que par des muets obligés, qu'auraient encore assourdis de leurs longues oraisons, des conseillers gagés pour débiter des mensonges intéressés, établir des maximes pernicieuses et obscurcir des vérités reconnues. »

« Il le serait encore si l'impôt était voté par des gens qui eussent vendu leur pays à leur intérêt, qui ne vissent dans leur vote qu'une nomination à une place, un brevet de pension, ou une augmentation de traitement et qui se

fussent entre eux concertés d'avance pour étouffer la voix de tout orateur courageux, faire fermer la discussion quand elle deviendrait lumineuse, et n'accorder que les amendements insignifiants auxquels les ministres auraient eu l'adresse de consentir, pour ombre de liberté de suffrage.

» Il le serait enfin, si l'obligation de voter la loi de l'impôt dans un délai trop court pour l'examen de ses nombreux articles, était prescrite par la menace de la suspension des services ou de l'envahissement du pays, ou si cette loi était tellement environnée d'épines que les plus intrépides n'osassent y toucher. »

---

*LISTE exacte des Pairs présents à la Séance qui ont voté contre la proposition du marquis de Barthélemy.*

MM. de la Rochefoucault-Liancourt, de Choiseul, de Broglie; de la Vauguyon, Valmy, Boissy d'Anglas, Lanjuinais, Curial, Maison, Ricard, Porcher de Richelbourg, Soulès, Lemer cier, Colaud, Chollet, Chasseloup, Klein, Dambarrère, Demont, Destutt-Tracy, Emery, Jaucourt, Berthollet, Lenoir-Laroche, Malleville, Massa, Morel de Vindé, Dumuy, Sainte-Suzanne, Vimar, Volney, Peré, Raguse, Cornet, Compans, d'Hauversaert, le général Laroche-Aymon, le général Gouvion, Boissel de Monville, de Grave, Dessoles, Decaze, Laplace, Lally-Tollendal, Barbé-Marbois, Abrial, Garnier, Lamartillère, Latour-Maubourg, Beaumont, Serurier, Lebrun de Rochemont, d'Aguesseau, Dupont, Decroix. Total 55.

---

## ANNONCES D'OUVRAGES NOUVEAUX.

*De la Propriété considérée dans ses rapports avec les Droits politiques*, par M. Rœderer, in-8°, br. prix 75 c. pour Paris; et 90 c. franc de port.

*Mot d'un Electeur* à M. Barthélemy et à quatre-vingt-dix-huit Pairs. in-8° broché. Prix, 1 fr pour Paris, et 1 fr. 15 c. franc de port.

*Mémoire pour A. Leblanc de Besançon* (Doubs), chevalier de la Légion d'honneur, lieutenant au deuxième régiment des chasseurs à cheval de l'ex-garde impériale.

*L'Observateur des Maisons de jeu*, par A. H. Cahaisse; premier cahier. Prix 1 fr. 25 c. et 1 fr. 50 c. franc de port, avec cette épigraphe;

..... *Alca quando*  
*Hos animos?* .....  
 Juv.

Ces quatre ouvrages se trouvent à Paris, à la librairie constitutionnelle, rue Neuve des Petits-Pères; n° 3.

*Cours d'Agriculture pratique* ou l'Agronome français, par une Société de savants, d'Agronomes et de Propriétaires fonciers, et dirigé par M. le baron Rougier de la Bergerie, tome 1<sup>er</sup>, avec cette épigraphe:

Qui sait aimer les champs-sait aimer la vertu.

Chez Audot, libraire, rue des Mathurins Saint-Jacques, n° 18.

*Le Philosophe de Nippon* ou la Création des Femmes, en vers alexandrins par \* R. \*. In-8°; se trouve à Paris, au magasin de Gateaux, rue du Mont Blanc, n° 24; et chez mademoiselle Donnas, libraire, rue Neuve des Petits-Champs, n° 29. Prix 50 c.

L'important ouvrage de M. le comte Lanjuinais, pair de France, sur les *Constitutions de la France*, paraîtra d'ici à quelques jours. Nous donnerons des chapitres détachés de cet ouvrage, dont on cite déjà ceux relatifs à la noblesse et au libre exercice des cultes. On s'inscrit d'avance à la librairie constitutionnelle de Baudouin frères, rue de Vaugirard, n° 36, près la Chambre des pairs.

# TABLE DES MATIERES DU 2<sup>e</sup> CAHIER.

|                                                                                                                                           |                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| <b>EXTERIEUR. Nouveaux éclaircissements sur la situation intérieure de l'Espagne . . . . .</b>                                            | <b>Page 69</b> |
| <b>RÉCLAMATION en faveur de M. Dennier, réfugié à Anvers, et arbitrairement expulsé de la Belgique. . . . .</b>                           | <b>72</b>      |
| <b>Lettre sur les Consuls. . . . .</b>                                                                                                    | <b>76</b>      |
| <b>INTERIEUR. RÉFLEXIONS. . . . .</b>                                                                                                     | <b>78</b>      |
| <b>L'HOMME MONARCHIQUE. Enigres naufragés. . . . .</b>                                                                                    | <b>80</b>      |
| <b>LE PATRIOTE DE TOUS LES TEMPS. . . . .</b>                                                                                             | <b>82</b>      |
| <b>Lettre de Poitiers. . . . .</b>                                                                                                        | <b>86</b>      |
| <b>ADMINISTRATION. Abolition de la Torture en France. . . . .</b>                                                                         | <b>89</b>      |
| <b>Lettre d'Avignon. . . . .</b>                                                                                                          | <b>93</b>      |
| <b>GUERRE. Intendants militaires. . . . .</b>                                                                                             | <b>95</b>      |
| <b>Pétition de Messieurs les officiers, membres de la Légion d'honneur, domiciliés à Fontainebleau, à la Chambre des Députés. . . . .</b> | <b>96</b>      |
| <b>Lettre, sur les Lanciers polonais. . . . .</b>                                                                                         | <b>97</b>      |
| <b>GARDE NATIONALE. Réclamation d'un garde national du Morbihan. . . . .</b>                                                              | <b>101</b>     |
| <b>Lettre de Saint-Etienne. . . . .</b>                                                                                                   | <b>105</b>     |
| <b>ORDRE JUDICIAIRE. Jugement d'Alençon. . . . .</b>                                                                                      | <b>108</b>     |
| <b>LES GENS DU ROI. . . . .</b>                                                                                                           | <b>109</b>     |
| <b>Justice de Paix du canton de Corneilles. . . . .</b>                                                                                   | <b>Ibid.</b>   |
| <b>MATIERES RELIGIEUSES. Extrait de la collection des ordonnances du Louvre. . . . .</b>                                                  | <b>110</b>     |
| <b>Mariage de Jesus-Christ. . . . .</b>                                                                                                   | <b>111</b>     |
| <b>Lettre de Molosme. . . . .</b>                                                                                                         | <b>114</b>     |
| <b>Lettre de Poitiers. . . . .</b>                                                                                                        | <b>115</b>     |
| <b>Lettre de Paris. . . . .</b>                                                                                                           | <b>Ibid.</b>   |
| <b>Billet d'enterrement. . . . .</b>                                                                                                      | <b>116</b>     |
| <b>Extrait du Journal du Haut-Rhin. . . . .</b>                                                                                           | <b>117</b>     |
| <b>VARIÉTÉS. . . . .</b>                                                                                                                  | <b>118</b>     |
| <b>Correspondance de Paris, extraite des Journaux anglais. . . . .</b>                                                                    | <b>124</b>     |
| <b>PARLEMENT, D'ANGLETERRE. Sa composition. . . . .</b>                                                                                   | <b>132</b>     |
| <b>Pétition à la Chambre des Députés, sur le monopole du tabac. . . . .</b>                                                               | <b>133</b>     |
| <b>Annonces. . . . .</b>                                                                                                                  | <b>145</b>     |

# BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE,

ou

## RECUEIL DE MATÉRIAUX

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU TEMPS :

Ouvrage destiné à constater, par des documents authentiques, l'état politique de l'Europe, et particulièrement celui de la France.

*Quid verum atque decens curo et omnis in hoc sum.*

(HORACE.)

6<sup>e</sup>. Volume. — 3<sup>e</sup> Cahier.

ON SOUSCRIT

Au Bureau de la BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE,  
rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 83.

*On souscrit également :*

- Au CERCLE LITTÉRAIRE, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 5, au premier.  
Chez PÉLICIER, première cour du Palais-Royal, n° 10.  
DELAUNAY, Palais-Royal, galeries de bois.  
DUREY, libraire, quai des Augustins, n° 25.  
CORREARD, naufragé du radeau de la Méduse, Pal.-R.  
MONGE aîné, Boulevard Poissonnière, n° 18.  
Arthur BERTHARD, rue Haute-Seuille, n° 23.  
C.-L.-F. PANCROUKE, rue et hôtel Serpente, n° 16.  
BAUDOUIN frères, rue de Vaugirard, n° 36.  
BRISOT-THIVARS, à la Librairie constitutionnelle,  
rue Neuve-des-Petits-Pères, n° 5.

PRIX DE LA SOUSCRIPTION : pour Paris, 9 fr. pour un volume, 17 fr. pour deux, 32 pour quatre.

Pour les départements ; 1 fr. 50 c. de plus par volume.

Les Souscriptions, Avis, Annonces, Réclamations, etc., doivent être adressés franc de port, au Bureau.

es Bureaux de souscription sont aussi établis, en France , à

*Abbeville*, chez Garc.  
*Agen*, Foubel, imprimeur.  
*Amiens*, Allo.  
*Angers*, Fournier-Mahe.  
*Angoulême*, Treneau et comp<sup>e</sup>.  
*Arzanton*, Marré aîné.  
*Arras*, Topino.  
*Aurillac*, de Paillet fils.  
*Auxerre*, François Fournier.  
*Bayonne*, Bouzoni. — Gosse.  
*Beauvais* (Oise), Desjardins.  
*Bedford*, Clerc.  
*Besançon*, Deis aîné.  
*Blois*, Mad. Lemaignan.  
*Bordeaux*, Gayet. — Coudert. —  
 Bonnet-Dutray.  
*Bourbon-Vendée*, Ferré.  
*Bourges*, Debric.  
*Brest*, Auger.  
*Caen*, M. le P. F. Blin.  
*Calais*, Leleu.  
*Cambray*, Auguste Giard.  
*Carcassonne*, Gadrot-Capelle.  
*Châlons-sur-Marne*, Briquet.  
*Châlons-sur-Saône*, Delespinasse,  
 Raucourt.  
*Chartres*, Hervé.  
*Clermont-Ferrand*, Landriot.  
*Colmar*, Pannetier. — Petit.  
*Commercy*, Denis.  
*Coutance*, Voisin.  
*Dijon*, v<sup>e</sup> Langier.  
*Dole*, Prudent.  
*Douay*, Villette.  
*Grenoble*, Durand p<sup>e</sup> et f. [Falcon.  
*Hesdin*, Thuillier.  
*Le Havre*, Chapelle.

*Laval*, Grandpré.  
*Lille*, Castiaux. — Lelen.  
*Limoges*, Ardent.  
*Lunéville*, Guibal.  
*Lyon*, l'Espinay. — Targe.  
*Le Mans*, Peches. — Toutain.  
*Mecon*, Grosset.  
*Marseille*, les frères Camoins. —  
 Masvers.  
*Melun*, Michelin.  
*Metz*, Devilly.  
*Montauban*, Laforgue.  
*Montpellier*, Gabou. — Sévalle.  
*Moulins*, Place et Bujon.  
*Mulhausen*, Risler et Comp<sup>e</sup>.  
*Nantes*, Forêts.  
*Nancy*, Vincenot.  
*Niort*, v<sup>e</sup> Elie-Orillat.  
*Orléans*, v<sup>e</sup> Huet-Pedoux.  
*Périgueux*, Dupont.  
*Perpignan*, Tastu père et fils.  
*Poitiers*, Catineau.  
*Rheims*, Delaunay Leclerc.  
*Reims*, Kerpen.  
*Riom*, Saïles.  
*La Rochelle*, Guillard.  
*Rouen*, Frère.  
*Sainte-Menehould*, Maimbourg.  
*Strasbourg*, Levrault. — Treutzel  
 et Würtz. — Alexandre.  
*Toulouse*, Vieusseux.  
*Tours*, Legier-Romo.  
*Troyes*, Sainton.  
*Valence*, Marc-Aurel.  
*Valenciennes*, Lemaître.  
*Verdun*, Benit.  
*Vesoul*, Delaborde.

## ÉTRANGER.

*Aix-la-Chapelle*, Laruelle fils.  
*Arau*, Sauerlander.  
*Berlin*, Schelesinger.  
*Berne*, Bourgdorfer.  
*Breslau*, Th. Korn.  
*Bruges*, Bogaërt — Dumortier.  
*Bruzelles*, Demat.  
*Florence*, Piatti.  
*Fribourg* (Suisse), A'oïse Eggen-  
 dorfferr.  
*Francfort-sur-Mein*, Schaeffer.  
*Genève*, J.-J. Paschoud.  
*Lausanne*, Fischer.  
*Leipsick*, Grieshammer.  
*Lisbonne*, Paul Martin. — Pierre et  
 Georges Roy.

*Londres*, Bossange et Masnou. —  
 Dulau et comp<sup>e</sup>. — Treutzel et  
 Würtz.  
*Madrid*, Dénée. — Perés.  
*Milan*, Giegler.  
*Moscou*, Gautier.  
*Naples*, Borel.  
*Neuchâtel* (Suisse), Gerster.  
*Nouvelle Orléans*, Jourdan.  
*Palerme* (Sicile), Pedonne et Mu-  
 ratori.  
*Parne*, Blanchon.  
*Petersbourg*, Saint-Florent.  
*Turin*, Pic.  
*Varsovie*, Glucksborg.  
*Vienne* (Autriche), Gerold.

## EXTÉRIEUR.

### AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Le génie de la féodalité, heureusement sorti depuis quatre années, des ruines des donjons où des temps déplorable l'avaient forcé de cacher sa tête, doit, en parcourant l'almanach royal, sourire avec une grande satisfaction à ces titres chéris que l'on y voit précéder les noms du plus grand nombre des individus entre lesquels sont départis, les places de la cour, les sièges des deux Chambres, et les emplois supérieurs de la diplomatie, de l'armée, de l'administration et de la justice. Mais, c'est surtout, lorsqu'il vient à jeter les yeux sur la section des affaires étrangères, que son cœur doit être agréablement ému. Là, sur cinquante-neuf postes d'ambassadeurs, de ministres plénipotentiaires, et de secrétaires de légation, il en voit quarante-neuf occupés par ses illustres enfants, tous ducs, comtes, vicomtes, marquis, barons, chevaliers, ou au moins, en possession de la noble préposition. Là, il peut voir avec orgueil, la preuve offerte à l'Europe, qu'un ministre des affaires étrangères chercha vainement parmi vingt-cinq millions de plébéiens, les vertus, la dignité, les lumières, nécessaires pour représenter la France au dehors, sous les titres d'ambassadeurs ou de ministres plénipotentiaires, et qu'il ne put les découvrir que dans le cercle étroit des hommes de race féodale. Car, si M. Reinhard, accrédité près la confédération germanique, semble offrir une exception; si M. Reinhard naquit d'un plébéien wurtembourgeois, et entra dans la carrière sous les auspices du plébéianisme de 1792 et de 1793, la couronne de comte, dont Bonaparte décora son front germain, cache les souillures de la naissance et le vice des époques. Que l'on conteste maintenant ces grandes vérités, que c'est le sang qui fait tout, qu'on ne peut trouver des counétables que parmi les Montmorenci, des chanceliers que parmi les Lamignon, et des ambassadeurs que dans le livre de l'art de vérifier les dates!



Nous eûmes , originairement , un petit nombre de ducs ; les ducs de Bourgogne , de Normandie , d'Aquitaine , de Bar et d'Anjou , et un petit nombre de comtes ; les comtes de Champagne , de Foix , de Flandre , d'Artois , de Provence , d'Angoulême , de Périgord , de Bretagne , de Toulouse , de Poitiers , de Vermandois , de la Marche. On les nommait pairs , parce que les vastes provinces qu'ils possédaient ne relevant que du roi , ils étaient égaux entre eux. A ce titre , ils formaient , en se réunissant , la cour des pairs ; et c'était une imposante pairie que celle d'environ vingt individus qui gouvernaient héréditairement , sous l'hommage rendu à la Couronne , tout le territoire de la France. Les rois se substituèrent à ces ducs et comtes , soit en épousant leurs filles , soit en confisquant leurs états pour cause de forfaiture. Et comme chez les Français , la vanité est le trait distinctif du caractère , de petits seigneurs de bourgs , de villages , de hameaux , briguerent ces titres de ducs et de comtes , dépouillés de tout ce qu'ils avaient eu de grand et de réel. La Couronne les leur livra à pleines mains. Par la suite ceux à qui on ne les donna point , les prirent ; et nous eûmes ainsi des millions de comtes , de vicomtes , de marquis et de barons. Telle est aujourd'hui notre opulence à cet égard , que le département des affaires étrangères a pu envoyer au dehors , sans que nous ayons cessé d'être dans une excessive abondance au dedans , trois ducs , dix-neuf comtes , cinq vicomtes , cinq marquis , deux barons et trois chevaliers.

Je remarque avec plaisir que , dans la distribution des emplois , le collège des comtes a eu une part proportionnée à son importance. Il en a emporté dix-neuf sur cinquante-neuf , ce qui fait à-peu-près le tiers. Il est vrai que huit de ces nobles comtes n'ont point dédaigné de descendre à des places de premier et même de second secrétaire , et le collège en murmure. Car enfin , des hommes à couronne comtale ne sont point faits pour se brûler le bout des doigts à cacheter des dépêches , et à se noircir d'encre , en écrivant des adresses. Le collège des marquis n'est pas fort bien traité pour le nombre des postes ; il n'en occupe que cinq ; mais tout honneur lui a été rendu , quant à la dignité , car il figure dans le partage , pour deux ambassades importantes , et pour deux missions de plénipotentiaires. Je n'ai d'observation grave à faire

qu'à l'égard de M. le marquis de Sommery qui se trouve réduit à une fonction de troisième secrétaire. Je sais bien que le théâtre s'est long-temps attaché à ravalier le noble caractère de marquis ; je sais que long-temps , dans toutes les comédies , un personnage de marquis fut comme *obligé*, pour peindre le ridicule et prêter à rire ; j'ai vu , comme un autre , à la scène , le *saute marquis* de Regnard ; mais , je sais aussi ce qu'avait d'importance , dans un village , un marquis cantonné dans un donjon , et jouissant du privilège exclusif de porter , parmi des paysans , un chapeau bordé et une épée , et de courir sus aux lièvres du pays. Je pense donc que M. le marquis de Sommery ne doit pas rester au rang de troisième secrétaire de légation à Rome. Le baronnage n'a obtenu que deux emplois ; mais ce sont deux emplois de ministre. Je suis seulement fâché que M. Marandet soit chargé de faire , à l'étranger , les honneurs de la dignité de baron. M. Marandet , ancien secrétaire de M. le marquis de Barthélemy , m'a bien l'air d'être un de ces barons improvisés , un beau matin , par l'usurpateur. Sans doute que le baronnage ne fut jamais bien haut dans l'opinion de l'Europe ; l'Allemagne , cette terre classique des bonnes doctrines féodales , fit toujours assez peu de cas du titre de baron ; et il est une injure grave en Italie. Toutefois , une branche de la maison de Montmorency trouva bon de le porter constamment , depuis que les barons eurent paru sur l'horizon féodal ; et il eût convenu , peut-être , qu'un plus grand nom que celui de Marandet fût chargé , au dehors , de représenter le baronnage français. Ce n'est point , d'ailleurs , que nous ne reconnaissons , dans M. Marandet , toutes les hautes qualités qu'exige nécessairement l'emploi de ministre auprès des villes anséatiques ; et je me plais à m'en exprimer. Il n'y a rien à dire sur l'ordre des chevaliers. On sait ce qu'était devenu ce titre ! Ceux-là seuls , en général , le prenaient dans le monde , qui sans avoir le droit d'en porter aucun , n'osaient en usurper un plus relevé ; et lorsque les chevaliers d'industrie s'en emparèrent , ils n'y trouvèrent plus rien à déconsidérer. L'ordre équestre doit donc être assez satisfait d'avoir eu , dans la distribution , une petite mission et deux emplois de secrétaire. Ce n'est que pour des places de cette dernière catégorie , que le collège des vicomtes figure dans le tableau ; j'ignore

si c'est par un simple effet du hasard, mais je dois dire qu'il en est assez bien ainsi. Après que les grands comtés, dont j'ai parlé plus haut, eurent été absorbés dans le vaste réservoir de la monarchie, et que le titre de comte eut été donné à de petits seigneurs de villes et de bourgs, on vit paraître ceux de vicomtes, de viguiers, de vicaires. Les comtes étaient juges; ils eurent sous eux de petits juges, sous les noms de vicaires, de viguiers, de vicomtes, qui les suppléaient et leur étaient subordonnés. Ces mots expriment la chose, *vices comitis gerens*. Il est donc à propos de voir, dans la hiérarchie diplomatique, des vicomtes secrétaires de légation des comtes! Les hommes à simple préposition, sont au nombre de dix, parmi les employés du noble département. Ils y occupent deux postes de ministre. L'un d'eux, à la vérité, réside auprès de la république démocratique des Etats-Unis; et l'autre, auprès d'un roi roturier; ce qui, pour le dire en passant, est très-bien. Au demeurant, les hommes à simple préposition, n'ont pas à se plaindre du ministre distributeur. Ils doivent savoir que cette syllabe de l'idiome féodal ne compte plus que comme allongeant le nom, depuis que ce n'est pas la peine de dénier des titres, même à ceux qui s'en gratifient sans y avoir aucun droit.

Quoique sur cinquante-neuf emplois, quarante-neuf soient remplis par des ducs, des comtes, des marquis, des vicomtes, des barons, des chevaliers et des hommes à préposition; et qu'il n'y en ait que dix (dix de simples secrétaires) affectés à des roturiers, je doute cependant qu'un aussi noble département que celui des affaires étrangères puisse supporter le moindre mélange. Je plains le sort de M. le marquis Dessoles qui aura cette grande question à décider! S'il la résout en faveur des hommes féodaux, lui qui naquit dans la roture; les roturiers l'accuseront d'ingratitude; si c'est en faveur des roturiers, les hommes féodaux l'accuseront de partialité. Plus heureux que lui, M. le duc de Richelieu, son prédécesseur, put laisser les dix emplois à la roture, sans inconvénient pour sa personne; la roture lui en fut bon gré, et les hommes féodaux purent ne voir en cela qu'un acte de générosité, auquel ils aimèrent à s'associer.

## INTÉRIEUR.

Paris, le 19 mars 1819.

Le 14 de ce mois, devant le théâtre de Franconi, un citoyen français, ayant osé trouver mauvais que deux soldats suisses eussent renversé son fils, a été tué d'un coup de sabre par un de ces misérables. La multitude, quoique furieuse de ce lâche assassinat, a donné une preuve bien honorable de son respect pour les lois, en ne faisant pas justice elle-même des deux Suisses; elle s'est contentée de mettre en lambeaux leur uniforme, dont la vue seule inspire à tout Français une juste indignation. C'est probablement la seule punition qu'ils recevront; tout le monde sait que les soldats suisses, auxquels la France épuisée prodigue si largement son or, ne sont pas justiciables des tribunaux français: ils ont à la suite de chaque régiment un juge suisse qui fait semblant d'informer, et aux yeux duquel l'assassinat d'un citoyen français n'est qu'une pécadille qui ne vaut pas la peine qu'on tracasse un de ses compatriotes. Tous les journaux ont annoncé l'action infâme de ce Suisse qui, étant en faction au Louvre, frappa de sa baïonnette un malheureux enfant; mais aucun d'eux n'a annoncé son châtement. Ainsi donc, par forme de supplément à tous les sacrifices qu'on leur impose, les citoyens paisibles sont condamnés à voir dans les rues, dans les promenades, dans tous les lieux publics, des satellites en armes, qui peuvent impunément frapper le premier individu qui leur déplaît! Jamais le code de la conquête n'a rien offert de plus barbare et de plus révoltant. Jamais nation civilisée n'a été outragée d'une manière plus humiliante et plus cruelle. Les plaintes seront-elles toujours vaines, et dans un moment où les députés vont être appelés à voter l'or qui doit soudoyer ces corps de janissaires, n'auront-ils pas le courage de refuser les fonds nécessaires à l'entretien d'un fléau également funeste à la sûreté des citoyens et à l'honneur national?

L'opinion publique va enfin se prononcer hautement sur ce sujet. La famille du malheureux qui vient d'être assassiné, un grand nombre d'officiers et de soldats de l'ancienne armée, une foule de citoyens de toutes les classes, vont demander aux députés qu'ils fassent entendre au Roi le vœu de la France entière pour le renvoi des régiments suisses. Dans un moment où S. Exc. le ministre des finances vient de dire à la tribune, que les trésors de la France ne serviront plus désormais qu'à payer *une armée toute nationale*, il serait étrange que ce vœu fût plus long - temps repoussé.

— Il paraît que la girouette ministérielle avait incliné un moment pour le renouvellement intégral de la Chambre des députés. Le 6, le préfet de Marseille, qui probablement avait reçu cette nouvelle par une dépêche télégraphique, s'était empressé de faire placarder une proclamation aux électeurs de son département, où il leur rappelait leurs devoirs dans une circonstance aussi importante. Sans doute on aura oublié de contremander cette mesure par une seconde dépêche télégraphique. M. le préfet s'est un peu trop pressé, et, à cette précipitation, on serait tenté de croire qu'il n'a point étudié l'allure du ministère actuel ; il aurait su que rien n'est plus variable et plus fugitif que ses résolutions, et qu'on doit se garder d'y croire légèrement, attendu que fort souvent il est probable qu'il n'y croit pas lui-même.

— L'inquisition sur les pièces de théâtre est poussée plus loin qu'elle ne l'a jamais été. MM. les gentilshommes de la Chambre, renforcés par la direction générale de la librairie, montrent sur ce point une sévérité qui désespère les auteurs vivants, et qui n'épargne pas même les auteurs morts. Les préfets, pour ne pas être en reste, se montrent si chatouilleux sur le moindre mot équivoque, que bientôt les pièces de l'ancien répertoire ne pourront plus être jouées en province. Dernièrement, à Toulouse, on a fait rayer de l'affiche l'opéra intitulé : *Béniouski, ou les exilés du Kamschatka*. On a trouvé que ce titre était séditieux, dans un pays où il y a des citoyens exilés sans jugement, envers lesquels la compassion est interdite sous peine d'amende et de prison. On croit que les représentations de *Tancrède* seront incessamment défendues, dans la même ville, attendu que les mots de *liberté* et de *patrie* s'y

rencontrent trop fréquemment , et sont toujours applaudis. Tout cela ne doit pas surprendre , lorsqu'on songe , qu'à Paris , sur le premier théâtre de la France et de l'Europe , les pièces les plus connues sont impitoyablement mutilées. Ainsi , le *Mariage de Figaro* ne se montre plus aujourd'hui que dépouillé de ce qu'il avait de plus spirituel et de plus piquant ; le couplet de *Brid'oison* , et une foule de mots heureux qui n'effarouchaient pas le despotisme impérial , ont paru intolérables sous un gouvernement constitutionnel. Dans les épigrammes dirigées contre les grands , on substitue adroitement au mot *grands* celui de *riches* ; on trouve sans doute qu'il est moins révolutionnaire d'attaquer les riches que d'attaquer les grands. Si ce changement vient de MM. les gentilshommes de la chambre , il fait beaucoup d'honneur à leur discernement. Enfin , les scrupules sur les allusions et les applications sont poussés si loin , qu'on ne fait pas difficulté de leur sacrifier la vérité historique. C'est pour cela sans doute que les frères Franco nous montrent tous les soirs Kléber et les vainqueurs de l'Egypte en cocarde blanche.

— M. Barthélemy mérite moins de reproches qu'on ne l'avait cru d'abord. Sa proposition, il est vrai, a excité les plus vives alarmes et a ébranlé le crédit public , mais d'un autre côté , elle a fourni à un ministre une si heureuse occasion d'illustrer à peu de frais une foule de parents , de cousins , d'alliés , d'amis et de serviteurs zélés , que nous ne doutons pas que le ministère ne soit revenu envers M. Barthélemy à des sentiments plus doux , et ne soit disposé à lui pardonner de grand cœur une démarche , qui en définitif n'a été préjudiciable qu'à la France , et qui en revanche a donné les moyens de satisfaire beaucoup de vanités particulières. Tout annonce en effet que le ministère n'est pas éloigné de transiger pour la loi des élections qui , n'intéressant que la liberté publique , n'a que des droits très-secondaires à la sollicitude ministérielle. Il est inutile de dire qu'en parlant ainsi du ministère , nous ne le regardons pas comme formant un tout homogène. Nous n'avons en vue que la majorité composée de deux ministres , qui commence à entrer en hostilités contre la minorité composée de quatre. M. Courvoisier , en qui la Chambre est accoutumée à voir un organe fidèle du ministre dont il est l'ami ,

a déjà manifesté à la tribune son indignation contre les pétitions relatives au maintien de la loi des élections. Ces pétitions, s'est-il écrié dédaigneusement, sont rédigées dans les cabarets. Comme la fortune rend fier ! comme les orateurs qui ont le bonheur d'écrire dans les antichambres, sous la dictée d'un ministre, sont disposés à accabler de leur superbe mépris les pauvres électeurs qui écrivent dans les *cabarets* sous la dictée de leur conscience ! M. Duvergier de Hauranne, organe non moins fidèle et modèle d'une soumission plus aveugle encore, s'il est possible, a obtenu qu'on mit à sa disposition toutes les colonnes du *Moniteur* pour faire part au public d'une petite opinion où il propose des moyens de remédier à l'abus des patentes prises au moment des élections, et surtout à l'absence d'un grand nombre d'électeurs qui ne se rendent point dans les collèges électoraux. Le moyen de parer à ce dernier inconvénient serait, suivant M. Duvergier de Hauranne, de subdiviser le grand collège électoral en petits collèges qui s'assembleraient dans les arrondissements et dans les cantons. Par là se trouveraient rétablies les influences locales, ce que la loi des élections a voulu prévenir, et ce qui se trouve parfaitement en rapport avec les intentions de M. Barthélemy et de ses adhérents. Tandis que M. Duvergier de Hauranne rédige les préliminaires de la paix qui se prépare, les publicistes de la police ne sont point oisifs. M. Decaze s'est empressé, comme on l'a vu, de corriger ce qui était échappé à la franchise un peu âpre du général Dessoles. Mais c'est peu d'avoir pris ce soin à la tribune, les écrivains à sa solde poursuivent la même tâche avec beaucoup moins de ménagement, et M. Decaze n'est le plus souvent exalté dans ces pamphlets mercénaires, qu'aux dépens de M. Dessoles qu'on y traite avec autant d'injustice que d'inconvenance. La conclusion innocente qu'on peut tirer de ces petites attaques, c'est que M. Decaze est infiniment plus habile que M. le président du conseil des ministres, et qu'en conséquence il est indispensable au bonheur de la France que M. Decaze devienne premier ministre. Il nous semble qu'on emploie maintenant à l'égard de M. Dessoles la même manœuvre qu'on employait, il y a trois mois, à l'égard de M. de Richelieu. Il y a des hommes qui ont tant de confiance dans leur propre habileté et dans la bonhomie du public, qu'ils ne jugent pas même nécessaire de varier leurs moyens.

Quoi qu'il en soit, si le ministre de l'intérieur est disposé à entendre raison pour la loi des élections, qui ne garantit que les intérêts nationaux, on peut affirmer qu'il n'adhérera à aucune transaction pour la loi du 9 novembre, qui est la plus solide garantie du despotisme ministériel. Plusieurs pairs ayant eu l'audace d'avancer que cette loi n'était plus d'aucune nécessité dans les circonstances actuelles, on leur a, à l'instant même, prouvé par des faits, qu'elle était indispensable à la marche du gouvernement. Au premier coup de sifflet, les commissaires de police se sont mis en campagne et les saisies se sont succédé avec une rapidité qui nous a donné un avant-goût de l'époque où les Chambrés, en se séparant, laisseront un champ libre aux velléités d'arbitraire et aux persécutions de fantaisie ; mais par un trait de cette politique adroite, dont les secrets sont si familiers à M. le ministre de l'intérieur, c'est uniquement sur les écrits libéraux que cet accès de sévérité s'exerce ; les écrits ultra-royalistes, quelque violents qu'ils soient, ont été épargnés. On espère par-là que la majorité de la Chambre des pairs se laissera attendrir, et qu'elle consentira à laisser vivre cette loi qu'on voudrait lui présenter en ce moment comme un instrument dirigé uniquement contre les libéraux, et dont les royalistes n'ont rien à redouter. Quelque savante que soit cette combinaison, nous doutons qu'elle réussisse, et que l'ascendant du génie de M. Decaze puisse balancer les leçons de l'expérience.

Ce ministre avait cependant réfuté M. Lanjuinais de manière à obtenir plus de ménagement de la part de la majorité des pairs, et son discours méritait bien qu'on lui laissât la jouissance paisible de la loi de novembre ; mais quelques pairs seulement, au nombre desquels figure M. de Fontanes, se sont montrés reconnaissants. S. E. s'est indignée des craintes injurieuses et calomnieuses qu'on témoigne sur quelques provinces fidèles. Elle n'a pu s'empêcher de convenir qu'il s'y manifestait quelques symptômes d'agitation ; mais elle a dit que le gouvernement y attachait peu d'importance, et c'est vraisemblablement tout ce que demandent les agitateurs, qui loin d'être blessés de l'indifférence du gouvernement, en sont au contraire enchantés, parce qu'elle leur permet de mûrir leurs projets et d'en poursuivre tranquillement l'exécution. Au reste, M. Decaze, en défendant la Vendée, n'était pas sur son



terrain comme en défendant la loi de novembre. Quand il a voulu prouver l'indispensable nécessité de cette loi bien-faisante, il n'a eu qu'un signe à faire, et les commissaires de police se sont élancés, saisissant à tort et à travers, pour démontrer l'excellence du régime préconisé par le ministre. Mais *les provinces fidèles* ne sont pas aussi dociles à la voix de M. Decaze que les commissaires de police. Elles se sont montrées peu jalouses de justifier l'opinion qu'il avait émise sur leur compte, et pendant qu'à la tribune il se rendait garant de leur tranquillité, des lettres arrivées à Paris annonçaient que *dans les provinces fidèles* il y avait eu une grande revue où chefs et soldats avaient montré l'enthousiasme des temps de Charette. On conçoit que ces nouvelles puissent inspirer quelques craintes aux esprits vulgaires; mais S. E. le ministre de l'intérieur ne craint rien, et par conséquent la France peut dormir tranquille. On dit même que S. E. en particulier, n'a jamais été dans une position plus heureuse et plus enivrante. Jamais ses salons n'ont été aussi peuplés, ni sa cour aussi brillante. Les libéraux d'antichambre, qui ont envie d'être employés dans la police, les employés de police qui ont envie d'être préfets, les préfets qui ont envie d'être pairs, les pairs qui ont envie d'être ambassadeurs, sont retentir aux oreilles de S. E. un concert de louanges non interrompu. Tous s'accordent à regarder sa conduite comme un chef-d'œuvre d'habileté, et son ministère comme le plus glorieux que la France ait vu, sans excepter ceux de Sully, de Richelieu, et de Colbert. Il est doux de s'entendre dire de ces choses-là, et bien difficile de ne pas y croire; aussi assure-t-on que S. E. y croit fermement; mais il lui reste sans doute encore un ami pour lui faire observer qu'un ministre ne doit pas regarder ses antichambres et ses salons comme l'écho de l'opinion publique.

— La tranquillité est de nouveau troublée à Nîmes. La présence du comédien *Huet* a fourni aux agitateurs une occasion, qu'ils ont avidement saisie. Non contents d'avoir jeté des couronnes à ce comédien, et de s'être permis d'accoler au cri de *Vive le Roi*, celui de *Vive Huet*, ils ont voulu forcer des citoyens paisibles à les imiter; le refus qu'ils ont essuyé, ne les a rendus que plus turbulents, et au sortir du spectacle, quelques protestants ont été maltrai-

tés par un rassemblement qui s'était formé à la porte de la salle. La plus vive agitation a régné dans la ville depuis ce moment. A la première nouvelle de ces désordres, un grand nombre d'habitants des Cévennes se sont rendus à Nîmes ; ils ont été trouver un magistrat connu par sa modération et par le courage qu'il a déployé dans le temps des massacres : « Nous ne voulons que la paix, ont-ils dit, » et nous ne songeons point à venger le sang de nos frères ; » mais , si de nouveaux dangers nous menacent , nous ne » baisserons plus la tête devant nos bourreaux. Trente » mille hommes , armés par le désespoir , sont prêts à sortir de leurs montagnes , si le salut de leurs frères le demande. Malheur aux catholiques de Nîmes , si le sang » d'un seul protestant coule dans leurs murs ! »

La nomination d'un nouveau maire , et l'attitude des protestants , en imposeront sans doute aux brigands , qu'avait enhardis l'impunité , et préviendront les terribles représailles que de nouveaux excès rendraient inévitables.

— Un M. Duvicquet , habitant la province , nous écrit pour nous prévenir qu'il n'est point l'auteur du discours inséré dans notre dernier numéro. La vérité nous fait un devoir de déclarer que c'est M. Duvicquet , l'un des rédacteurs du *Journal des Débats* , qui prononça ce discours , à l'époque où dix-sept émigrés firent naufrage sur les côtes de Picardie. Au nombre des naufragés , était M. de Choiseul , aujourd'hui pair de France , qui eut le bonheur d'échapper à l'arrêt que l'humanité de M. Duvicquet appelait sur sa tête. Les principes constitutionnels que professe M. de Choiseul doivent maintenant le faire passer pour un jacobin , aux yeux de ce même M. Duvicquet , qui , épris d'un amour subit et violent pour les *principes monarchiques* , ne traiterait peut-être pas mieux aujourd'hui les amis d'une sage liberté , qu'il ne traitait autrefois des infortunés rejetés par les flots sur le sol natal où son zèle barbare les vonait à l'échafaud.

---

---

 CORRESPONDANCE DE PARIS,

*Extraite des journaux anglais (1).*

## OBSERVATIONS.

J'avais raison d'espérer que les lettres de Paris insérées dans les journaux anglais nous donneraient quelques lumières sur la motion faite à la Chambre des pairs, par M. de Lally-Tollendal, à la fin des débats que la proposition de M. Barthélemy a provoqués. Dans la lettre que nous publions aujourd'hui, le correspondant du *Morning Chronicle* rapporte, à la vérité comme bruit de ville, que cette démarche du noble pair avait été concertée avec un des membres les plus influents de notre cabinet.

Le correspondant du *Times* garde à cet égard un silence discret; mais cette circonspection même a quelque chose qui m'alarme. Si, comme il le dit, il importe beaucoup que la sincérité du ministère ne puisse pas être soupçonnée, pourquoi donc M. le ministre de l'intérieur n'a-t-il pas repoussé les propositions de M. de Lally, de même qu'il avait repoussé celles de M. Barthélemy? Le puissant auteur de la *Correspondance ministérielle* paraît, il est vrai, opposé à tous les changements qu'on voudrait apporter à la loi des élections; mais si l'on ne connaissait toute la

---

(1) Nous prévenons le lecteur que nous désignons toujours par les lettres v. n. la correspondance écrite sous l'influence du parti auquel on donne vulgairement le nom d'ultra-royaliste.

La correspondance consacrée à l'apologie des mesures du ministère, sera désignée par un M.

loyauté de son caractère et toute la franchise de sa politique , on croirait volontiers que ces belles déclarations de principes ne sont que des artifices destinés à cacher des trames secrètes formées contre la loi qu'on paraît défendre.

Comment se fait-il aussi qu'on se soit tant hâté d'accorder les honneurs de l'insertion, dans le *Moniteur*, au pamphlet lancé contre notre système électoral, par un député, M. Duvergier de Hauranne , pamphlet composé avec d'autant plus d'art, qu'il l'est avec mesure ? On va me répondre sans doute que le *Moniteur* n'est officiel que lorsqu'il publie les actes du gouvernement. Soit ; mais enfin , si on y inséra souvent des articles, extraits des écrits semi-périodiques protégés par les ministres, on ne voit pas qu'on y ait jamais inséré des extraits de la *Minerve*, de la *Bibliothèque historique*, et dans le parti tout à fait opposé, du *Conservateur*. Peut-être dira-t-on aussi qu'on veut procéder à l'émancipation définitive de la presse, en lui accordant dès aujourd'hui une liberté de tolérance, et que c'est à cela qu'il faut attribuer le singulier genre de publicité donné à l'écrit de M. Duvergier de Hauranne ? Cependant on n'aperçoit, nulle part, aucune trace de cette disposition. Il semble, au contraire, qu'en passant du ministère de la police au ministère de l'intérieur, la censure a encore augmenté ses rigueurs ordinaires. On raconte même que dernièrement elle avait exigé la suppression de cet hémistiche d'une tragédie posthume de Chénier, *Rends-nous Germanicus*, sous prétexte qu'on pourrait en faire l'application à la tragédie de ce nom, et, ce qui paraissait encore plus grave, à son auteur. Eh ! quoi donc, voudrait-on attendre, pour nous rendre ce dernier, qu'il fût, comme son beau-frère, M. Regnault de Saint-Jean d'Angely, au moment de succomber sous le poids des peines d'un long exil et des persécutions suscitées contre lui à l'étranger ?

Le *New-Times* avait presque entièrement cessé de s'oc-

cuper de nos affaires depuis la publication de *Conservateur*. Il paraît cependant que le dépit de ses rédacteurs, pour être concentré, n'en était pas moins vil. On pourra s'en convaincre par la lecture de l'extrait suivant. Nous croirions faire injure à ceux qui y sont attaqués, si nous cherchions à repousser les ignominieuses accusations dirigées contre eux. Dans le siècle précédent, lorsque la philosophie de cette époque mettait en question tous les principes sur lesquels était fondée la vieille monarchie, les grands avaient pu cependant conserver une sorte de popularité par l'élégance et l'urbanité de leurs manières : aujourd'hui, en voyant le ton violent et grossier des écrits qu'on publie pour eux, soit à Londres, soit à Paris, on serait tenté de croire qu'ils ont chargé leurs laquais du soin de leur défense.



## MORNING CHRONICLE.

Paris, le 4 mars 1819.

La Chambre des pairs a adopté la proposition de M. Barthélemy, par une résolution prise avec une imposante majorité ; résolution qu'il était si facile de prévoir et de prévenir. Les membres qui composent cette majorité paraissant dans l'intention de rejeter indistinctement tous les projets de lois qui leur sont présentés par les ministres, ceux-ci se sont enfin, mais trop tard, déterminés à créer de nouveaux pairs. Le journal officiel n'en a pas encore publié la liste ; mais elle a paru avec l'approbation de la censure dans les autres journaux.

Parmi les nouveaux pairs, plusieurs vous surprendront par leur obscurité, et d'autres par la célébrité attachée à leur nom, célébrité qui date d'une époque bien différente de celle-ci. De ce nombre se trouvent MM. Chaptal et Montalivet, l'un et l'autre ministres de l'intérieur sous le gouvernement précédent ; M. Pelet de la Lozère, chargé de la direction du troisième arrondissement de la police générale, sous le duc d'Otrante et le duc de Rovigo. A l'exception du marquis de Dampierre et de quelques autres, les nouveaux pairs sont tous des parents, des alliés ou des amis de M. Decaze. M. de Montalivet a été autrefois le protecteur de sa jeunesse.

Rien ne constate davantage le crédit dont M. Decaze jouit auprès du Roi ; mais l'influence qu'il a eue sur cette nouvelle promotion de pairs doit nécessairement faire peser sur lui une grande responsabilité. Toutes les ambitions mécontentes vont désormais s'adresser à lui, et il n'aura plus, pour échapper à leur ressentiment, la ressource commode de leur opposer les *cent jours*, puisque la plupart de ceux qu'il vient d'introduire dans la Chambre haute ont rempli, à cette époque, des fonctions plus ou moins élevées.

On assure toujours que les vingt-trois pairs exclus de la Chambre, en 1815, après le second retour du Roi, vont être rappelés. Ils ne sont pas, en général, disposés à avoir beaucoup de reconnaissance pour les ministres. Ils ne considèrent leur rappel que comme la fin d'une grande injustice, et d'ailleurs on leur a trop chèrement fait payer cette satisfaction tardive par les alternatives de crainte et d'espérance avec lesquelles on les a si long-temps tourmentés.

Il paraît certain qu'on choisira aussi quelques autres pairs dans la Chambre des députés. Parmi ceux-ci, on cite M. de Saint-Aulaire, beau-père de M. Decaze, et que ce dernier aurait probablement porté sur la première liste, s'il n'avait craint d'avoir l'air de trop céder à des affections de famille, attendu que sur cette liste se trouvent déjà les noms de deux de ses alliés, MM. d'Arragon et de Sussy.

Toutes ces nominations vont sans doute donner un nouvel aspect à la Chambre des pairs, mais elles ne peuvent avoir aucune influence sur celle des députés, et les nouvelles élections qui vont avoir lieu seront en trop petit nombre pour y changer la situation respective des partis. Les raisons que je vous ai indiquées dans ma lettre précédente me font toujours croire que si la proposition de M. Barthélemy n'est pas accueillie par la seconde Chambre, du moins elle n'y sera rejetée qu'à une très-faible majorité.

Il est probable aussi que les propositions de M. Lally-Tollendal y seront reproduites; et quoique ces propositions aient été écartées dans la Chambre des pairs, je ne serais pas surpris que toutes les discussions se terminassent par leur adoption. On assure que M. de Lally a fait ces propositions avec l'aveu de M. Decaze. Il n'est pas très-facile de distinguer en quoi elles diffèrent de celle de M. Barthélemy, si ce n'est que le parti dont ce dernier s'était rendu

l'organe , avait deux buts auxquels il attachait une égale importance : le premier , de faire révoquer une loi qui menace les prétentions des classes privilégiées ; le second , celui d'ôter la majorité aux ministres , pour les forcer à se retirer.

Hier, les ministres ont jugé à propos de se joindre à leurs implacables ennemis pour repousser les propositions de M. Lafitte. Il est probable qu'ils se repentiront bientôt de cette démarche imprudente qui les associe , au moins momentanément à l'impopularité du *côté droit*. Que veulent-ils donc ? Où nous conduisent-ils ? Rien ne se calme , rien ne se consolide. L'irritation réciproque des partis est toujours croissante. Cette manie barbare du duel qui , depuis trente ans , était presque tombée en désuétude , fait maintenant autant de victimes que du temps de nos ancêtres. Ou les hommes ne sont pas aussi faciles à conduire que le prétendait le chancelier Oxenstiern , ou ceux qui nous dirigent sont maintenant bien mal avisés.

---

TIMES.

M.

Paris , 4 mars 1819.

La majorité de la Chambre des pairs persiste dans sa résistance contre la volonté du Roi et l'opinion incontestable de la France entière. Nos journaux vous ont déjà appris que la résolution de M. Barthélemy avait été adoptée. Il était nécessaire de contrebalancer une coalition aussi anti-nationale. Il était important de montrer que les défenseurs héréditaires du trône ne peuvent pas le braver impunément. Il était indispensable de dissiper tout soupçon de connivence. Après avoir épuisé près des pairs tous les moyens qu'on pouvait mettre en œuvre , il ne restait plus



que de recourir à une mesure dont vos annales parlementaires offrent plus d'un exemple, et en conséquence une création de nouveaux pairs a été arrêtée.

Vous pouvez facilement imaginer combien cette mesure a jeté d'alarme et de désespoir parmi les ultrà et leurs auxiliaires. Dans une augmentation constitutionnelle des membres de la Chambre haute, qu'eux-mêmes ont rendue indispensable, ils ne voyent que la dégradation de la pairie. En 1815, ils applaudirent hautement aux mesures révoltantes du prince de Talleyrand, parce qu'elles étaient à leur avantage. Cependant, personne ne peut contester à la généralité des nouveaux pairs le haut rang qu'ils occupent dans le monde, la modération connue de leur caractère, leurs services passés et l'indépendance de leur fortune. La monarchie constitutionnelle et le gouvernement trouveront en eux de nouvelles garanties.

Quel que puisse être à d'autres égards le résultat définitif de cette mesure, nos ultrà doivent en accepter la responsabilité, car ce sont eux qui, par leurs imprudentes déclarations de guerre, ont mis le Roi et les ministres dans la nécessité d'adopter enfin quelque moyen de défense.

L'opinion publique continue à s'animer de plus en plus au sujet de la loi des élections. Les pétitions adressées par les principales villes du royaume arrivent en foule. Ces pétitions sont couvertes des signatures les plus respectables.

Nos journaux vous ont appris déjà avec quelle énergie nos orateurs luttent dans les deux Chambres. On a fait des découvertes importantes qui ne sont pas de nature à dissiper la défiance qui est un des plus grands malheurs de notre situation.

Gardez-vous de croire que le rejet de la proposition de M. Lafitte à la Chambre des députés préjuge quelque chose relativement à la proposition de M. Barthélemy. Celle de

M. Lafitte n'était qu'une question de forme. Son sort était prévu. Mais quelques-uns des membres du club qui se rassemblent chez lui, guidés par des calculs d'amour-propre, s'opiniâtèrent, malgré l'avis de leurs amis, à appuyer une proposition qu'ils savaient bien n'être pas de nature à être accueillie par les députés qui se réunissent chez M. Ternaux.

Du reste ces deux réunions seront unanimes pour rejeter toute espèce de modification à notre système électoral, lorsque les propositions de M. Barthélemy seront agitées à la Chambre des députés; et conjointement avec les ministres, elles formeront une majorité imposante.

---

NEW TIMES

U. R.

La situation de la place de Paris est très-alarmanche. La faillite de la maison Boucherot y produit beaucoup d'embarras. Dans ce moment, on négocie très-peu d'inscriptions sur le grand-livre. Le parti révolutionnaire et le parti royaliste sont évidemment à la veille d'en venir aux mains, et déjà ils préludent au combat par des démonstrations et des propos menaçants. Ce sont les royalistes qui, les premiers, ont jeté le gant, par leur réclamation contre la loi *jacobine* des élections, loi provoquée par l'influence étrangère, lorsque le territoire était couvert de baïonnettes ennemies, et que cependant M. Decaze et tous ses amis jacobins ont l'impudence d'appeler nationale.

La motion dirigée contre la loi des élections a passé à la Chambre des pairs, avec une majorité très-imposante, puisqu'elle se trouve presque dans la proportion de deux à un. On prépare une espèce de contre-motion dans la Chambre des députés, sous prétexte que la loi attaquée est

le principal fondement de la paix publique et de la monarchie constitutionnelle. Et par qui cette motion sera-t-elle faite ? Par Lafitte, le banquier, connu dans tout Paris pour sa haine contre la maison de Bourbon, et qui, en 1815, traître et rebelle à son maître, vota pour l'expulsion irrévocable de la famille de nos souverains. Et c'est ce personnage qui entreprend aujourd'hui de prouver le caractère monarchique de la loi en question ! Sans nul doute, il sera appuyé, 1° par Lafayette, auteur de la déclaration des Droits de l'Homme, et qui dormait d'un si profond sommeil quand la populace voulait assassiner le roi et la reine, dont la défense lui était confiée ; 2° par Chauvelin qui annonça à la cour d'Angleterre que le *tyran* Louis XVI avait cessé de régner ; 3° par Mannel qui, après la bataille de Waterloo, engagea les soi-disant représentants de la nation française, à prêter serment de fidélité à Napoléon II. Voilà les appuis avec lesquels M. Decaze espère soutenir le trône d'un malheureux prince, indignement trahi et trompé. Mais la surprise de nos lecteurs cessera s'ils ont lu les derniers numéros de la *Correspondance privée*, insérée dans le Journal qui est à la disposition de ce ministre. . . . .  
. . . . .  
. . . . .  
. . . . . Le jour ne peut pas être éloigné, cependant, où ses projets et sa fortune subiront une crise.

---

# PROCÈS

DES GÉNÉRAUX

CÉSAR et CONSTANTIN FAUCHER,

FRÈRES JUMEAUX DE LA RÉOLE,

Condamnés à mort le 24 septembre 1815 par le  
premier Conseil de guerre de la onzième division  
militaire ; jugement confirmé par celui de révision  
le 26 et exécuté le 27 à Bordeaux ;

S U I V I

DE LEUR CORRESPONDANCE

PENDANT LEUR DÉTENTION AU FORT DU HJ.

—

## PIECES

POUR SERVIR A LA DEMANDE EN RÉHABILITATION

DES FRÈRES FAUCHER.



## AVANT-PROPOS.

---

PENDANT le cours de notre révolution, on a vu, selon la direction des événements et des esprits, des réputations s'élever et se détruire. Dans les vicissitudes des partis, la calomnie s'est chargée tour à tour du soin de déshonorer le vaincu et de justifier aux yeux du vulgaire l'application des lois auxquelles le vainqueur avait confié sa vengeance ; souvent la victime a paru coupable en montant à l'échafaud, et la condamnation a toujours eu ses apologistes. Lorsque la raison reprend enfin son empire, lorsque l'opinion publique cherche à se fixer sur les hommes et sur les choses, c'est alors qu'il convient de la saisir de nouveau des pièces du procès sanglant des victimes, afin de la mettre à même de réviser les jugements avec impartialité, et de rendre aux individus la place que leur assignent leur conduite du moment et le cours de leur vie entière.

Il est vrai que déjà l'odieux tableau des réactions de 1815 n'a que trop souvent attristé nos lecteurs : nous-mêmes, fatigués de tant d'horreurs, nous avons été tentés, plus d'une fois, de renoncer à la tâche pénible de les retracer en nous écriant avec le poète « Périssent la mémoire de ces temps affreux ! » Mais aujourd'hui les hommes, et les passions d'alors, nous pressent de toute part, et peut-être est-il à craindre de les voir triompher de nouveau. Nous croyons donc devoir appeler l'attention publique sur les circonstances qui ont accompagné la ruine de deux illustres citoyens. Offrir dans le plus déplorable exemple des excès révolutionnaires, une leçon

également propre à éveiller le remords dans l'âme des hommes qui se sont rendus coupables de ces excès , à retenir ceux qu'un fol enthousiasme pourrait y précipiter désormais , à mettre la France en garde contre tout ce qui tendrait à ramener une semblable époque , c'est satisfaire à la patrie non moins qu'aux mânes de ceux de ses enfants qui ont succombé après l'avoir servie avec honneur.

La famille de César et de Constantin Faucher , se devait de soulever autant que possible le voile qui nous dérobe encore les derniers moments de ses infortunés parents. Nous nous félicitons d'avoir été choisis pour mettre au jour les pièces d'un procès si étrangement défiguré par les journaux : cette publication long-temps retardée n'en comprend cependant qu'une partie ; l'autorité militaire a retenu tous les papiers de César et de Constantin Faucher , comme « *attentatoires à l'honneur des autorités de Bordeaux.* » (1) Mais ce que nous en avons recueilli suffira pour venger la mémoire des deux frères , et détruire les calomnies dirigées contre eux.

Leur translation devant le conseil de guerre fut faite avec tant de précipitation , qu'ils ne connurent leur acte d'accusation que peu d'instants avant de comparaître. Leur défense fut donc improvisée : Constantin avait pris seulement quelques notes. Son frère et lui , dirent , en montrant leur tête , *notre défense est là*. Le journal qui a rendu compte des débats , n'en ayant pas parlé ,

---

(1) Expression de M. le comte la P..... , alors chef d'état-major de la 1<sup>re</sup> division militaire.

croire qu'elles leur étaient inspirées par l'esprit  
d'exagération, par le fanatisme et le délire qu'en-  
famment les révolutions.



également propre à  
l'âme des hommes q  
de ces excès , à rete  
sisme pourrait y pro  
la France en garde  
à ramener une sembl  
à la patrie non moins  
ses enfants qui ont su  
avec honneur.

La famille de Césa  
se devait de soulev  
voile qui nous dérol  
ments de ses infortun  
citons d'avoir été ch  
pièces d'un procès si  
journaux : cette publi  
n'en comprend cepe  
rité militaire a reten  
et de Constantin Fau  
à l'honneur des aut  
Mais ce que nous en  
venger la mémoire  
les calomnies dirigé

Leur translation  
fut faite avec tant  
concurrent leur acte  
tants avant de compa  
improvisée : Constan  
ques notes. Son frère  
leur tête , *notre desfe*  
rendu compte des d



CESAR

ER,

(1) Expression de M. l  
tal major de la 11<sup>e</sup> divisi  
... , alors chef d'é-

il est probable qu'elle restera à jamais dans l'oubli.

L'un des avocats qui plaidèrent au conseil de révision, nous a dit avoir brûlé les notes qui servirent à établir les moyens de nullité que présentait la première procédure.

Ce que nous publions fera connaître les motifs de l'arrestation, de la détention et de la mise en jugement. Il sera facile de voir quelles sont les bases de la condamnation. Nous ferons précéder les pièces du procès par les lettres que César Faucher écrivit en 1814 aux autorités de Bordeaux et à lord d'Halousie, pendant l'occupation de cette ville par les troupes anglaises ; regardant cet événement comme le prélude de ceux dont ces deux frères furent victimes en 1815.

Dans les pièces qui font partie de cet ouvrage, et que César et Constantin ne prévoyaient pas devoir être livrées à l'impression, nous remplacerons par des points quelques passages qui sont cependant loin d'être indifférents ou étrangers au récit de leur malheur. Mais ils rappellent des faits qui porteraient des coups trop rudes à l'amour-propre, et même à l'honneur de leurs ennemis et à celui de leur famille ; et, sous ce rapport, leur publicité perpétuerait des sentiments que nous désirons voir s'assoupir et s'éteindre. D'après le vœu de la famille, nous taisons également le nom de quelques individus qui ont manifesté des intentions criminelles ; peut-être leur avaient-elles été suggérées, ou si elles leur appartenaient, leur jeunesse fait croire qu'elles leur étaient inspirées par l'esprit d'exagération, par le fanatisme et le délire qu'enfantent les révolutions.

Cet ouvrage aurait pu être grossi de beaucoup de détails sur la Réole et ses environs. Mais qu'apprendrions-nous ? que là , comme presque partout , les liens du sang , de l'amitié , de la reconnaissance , ont été méconnus et brisés..... ; que quelques-uns de ceux à qui , dans la classe populaire , César et Constantin avaient prodigué les secours dans leurs maladies et leur misère , au lieu de gratitude , ont manifesté dans leur infortune , le plus de fureur et de rage. Laissons dans l'oubli ces ingrats du dernier ordre , et sauvons , s'il est possible , du déshonneur ceux d'un rang plus élevé , qui n'ont pas moins été sourds à la voix de la nature qu'à celle de la reconnaissance.

César et Constantin écrivant à différentes personnes les événements qui leur arrivent , les mêmes détails se reproduisent plusieurs fois : nous avons cru ne devoir nous permettre aucun changement dans les pièces que nous publions.

Quiconque ne juge pas les hommes et les événements par les articles de journaux écrits sous l'influence des autorités , nous saura gré , sans doute , de lui faire connaître deux hommes injustement calomniés , et qui n'ont pas cessé un seul instant d'être dignes de l'estime publique. Nous n'emploierons pas contre leurs ennemis les armes dont ils se sont servis pour les perdre : nous repousserons la calomnie par des faits dont la vérité repose sur des preuves incontestables. Au lieu de crimes supposés , nous offrirons des actions vertueuses. Au lieu de projets insensés de guerre civile , des actes du plus grand dévouement pour la patrie.

---

---

## NOTICE HISTORIQUE.

---

ETIENNE Faucher, d'une famille originaire du Limousin, entra au service militaire en 1733; ses blessures le lui ayant fait quitter en 1748, il passa dans la carrière diplomatique. Il fut successivement secrétaire d'ambassade à la cour de Turin, chargé d'affaires près la république de Gènes, secrétaire-général du gouvernement de Guienne, commissaire des guerres, chevalier de Saint-Louis et de Saint-Michel. Il épousa, à la Réole, lieu de sa résidence et de son commissariat, mademoiselle Faugeroux, qui appartenait aux premières familles du pays. De ce mariage naquirent César et Constantin.

Nous avons trouvé dans leurs papiers une pièce écrite par *Constantin*, que nous croyons devoir insérer ici, parce qu'elle renferme des détails curieux sur le développement de leurs facultés intellectuelles, leurs goûts, et les rapports qui existaient entre ces deux frères. Les personnes qui les ont le mieux connus, affirment qu'il serait impossible d'écrire avec plus de vérité.

### CÉSAR ET CONSTANTIN,

Frères jumeaux, nés le 12 septembre 1760, de père et mère pleins de mœurs, bien constitués, dans la force de l'âge. Leur père, doué d'une grande vivacité naturelle, mais accoutumé à la maîtriser par l'habitude des fonctions diplomatiques. Leur mère, vive et enjouée, cœur excellent.

## CÉSAR.

Au moment de sa naissance, d'un tiers moins grand et moins fort que son frère. Confie à une bonne nourrice, chez laquelle il reste deux ans; il devient grand et fort.

Leur éducation est dure. Nourriture saine, mais simple et grossière. Accoutumés à courir les champs la tête nue et les pieds nus. Ils acquièrent de la force en se développant.

Pendant les années de leur adolescence, et le cours de leurs études,

Montre plus de facilité dans les exercices du corps; il dessine et écrit mieux; il danse mieux; il tire mieux des armes. La voix plus fausse. Il n'est ni hargneux ni querelleur. Il aime la chasse; il est adroit au tir.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1775, entrés aux chevau-légers de la garde du roi, ils restent auprès de leur père. Au mois d'Auguste 1780, ils passent officiers dans

## CONSTANTIN.

Au moment de sa naissance, d'un tiers plus grand et plus fort que son frère; a une mauvaise nourrice; il en sort à l'âge de dix mois, étique, ayant eu la petite vérole, et devenu rachitique, les jambes tournées sens devant derrière. Presque mourant jusques à l'âge de sept ans. Il ne put marcher qu'à cet âge, à l'aide d'un appareil à bandes de fer, qui ramena les jambes dans la direction naturelle.

Développe une mémoire plus heureuse; plus de facilité à apprendre.

La voix moins désagréable. Il est hargneux, querelleur. Il aime moins la chasse; elle lui paraît fatigante. Il est maladroit au tir.

## CÉSAR.

un régiment de dragons : leur père tombe mort subitement au moment de leur départ. Les mœurs austères, la vie exemplaire du père, et sa tendresse pour ses enfants, qui l'avait fait ne pas s'en séparer, leur avait conservé leur innocence baptismale. Le souvenir respecté de ce bon père fa leur conserva long-temps encore.

En 1784, petite vérole. En 1785, fièvre putride et maligne ; convalescence longue.

Il semble que depuis cette époque, il est plus facile à émonvoir, plus impatient.

D'un esprit curieux et naturellement avide de nouveautés, ils abandonnèrent des recherches sur l'électricité, pour s'occuper avec ardeur du magnétisme. Ils aiment les voyages et les découvertes ; recherchent l'exercice du cheval : amis de la gaieté et des fêtes, ils se plaisent surtout à celles qui sont simples et sans éclat ; au goût de la peinture, de la sculpture et de l'architecture, ils joignent celui de tous les beaux-arts. La musique du devin du village a pour eux plus de charmes que les grands morceaux d'opéra ; ils sont plus frappés d'un manque d'harmonie dans les vers, que dans la musique.

En 1789, ils s'enthousiasment pour ce qui s'annonçait devoir

## CONSTANTIN.

Dans l'été de 1787, un bourdonnement d'oreilles qui l'assourdissait, augmenta au point qu'il ne pouvait plus entendre les commandements généraux aux grandes manœuvres du camp d'Alsace, et qu'il était obligé de deviner à l'œil ceux qu'il devait faire. Ce bourdonnement dura jusqu'en 1793, et disparut peu à peu.

1784  
1785

## CÉSAR.

être grand et beau. Depuis cette époque, ils se sont constamment montrés partisans des réformes et améliorations qui s'annonçaient avec ce caractère. Couverts de vingt-huit blessures, ils se sont éloignés de l'armée, où ils ont obtenu une réputation de sang-froid et d'intrépidité. Par une erreur des temps révolutionnaires, ils furent condamnés à mort. Leur mère, en l'apprenant, éprouva un saisissement qui la conduisit au tombeau, après une longue agonie. La tendre amitié, l'union intime de ces deux frères, les voue au célibat, et les préserve de passions vives.

Ses facultés intellectuelles se sont développées plus tard. Elles ont plus de force. Il a le goût plus pur dans les arts, dans les belles-lettres.

Ses affections amoureuses ont eu leur objet dans les classes élevées.

Ils aiment d'amour avec abandon, d'amitié avec tendresse. Ils n'oublient jamais une marque d'affection, mais aisément une

## CONSTANTIN.

Ses facultés intellectuelles se sont développées plus tôt. Elles ont plus de facilité. Il n'a pas le goût assez difficile, et ce qui est ornement, lui plaît parfois.

Ses affections amoureuses ont eu leur objet dans les classes inférieures.

CÉSAR.

CONSTANTIN.

marque de malveillance. Cet onbli ne tient ni à des sentiments religieux ni à des sentiments de haute philosophie ; mais peut-être seulement à ce que les souvenirs de l'injure sont toujours pénibles, et que ces deux frères repoussent tout ce qui leur cause douleur. D'autres n'ont vu dans cette manière d'être qu'une faiblesse de caractère déguisée par l'amour-propre, sous une apparente indifférence. Dans les circonstances fâcheuses, pour eux, et dans toutes leurs pensées douloureuses, ils ont la faculté de se distraire en occupant leur imagination d'un objet réel ou imaginaire. Ils sont indulgents pour les fautes.

Il plaisante parfois, et saisit avec facilité les ridicules.

Ayant compté déjà leur 10<sup>e</sup> lustre, ils trouvent encore du charme aux illusions qui bercent la jeunesse. Ils voyent, avec dédain, la médiocrité qui se gonfle et se gonfle en s'élevant. L'oppression les révolte. Ils savent se résigner. Nulle privation ne leur est pénible (1).

Il est sec dans ses observations, et le plus souvent se tait.

Ces deux frères, en naissant, étaient d'une ressemblance si parfaite, qu'elle trompait souvent leurs parents

---

(1) Ces notes furent rédigées lorsque César et Constantin se firent têter le crâne par le docteur Gall.



même ; dans leurs garnisons , ils furent souvent obligés , pour éviter les méprises , de porter une fleur différente à la boutonnière. Cette ressemblance s'affaiblit un peu en avançant en âge : mais leur esprit conserva toujours une conformité toute extraordinaire : si l'un d'eux , en l'absence de l'autre , discutait sur un sujet quelconque , celui qui survenait , suivait avec une merveilleuse facilité les idées de son frère , en entrant dans la discussion , comme s'il eût été présent dès le commencement , tant la nature avait produit de conformité dans l'existence intellectuelle et physique des deux jumeaux.

Aux avantages d'une physionomie heureuse , ils joignaient les qualités du cœur et les agréments d'un esprit cultivé. Bons , braves , gais , généreux , bienfaisants , serviables , ils étaient aimables , surtout César. La douceur de leurs manières , les grâces de leur conversation , leurs prévenances , les faisaient aimer d'abord , et augmentaient chaque jour le charme de leur intimité.

Ils eurent des ennemis , sans doute , et de bien cruels ; mais ils ne les comptèrent que parmi les jaloux , les envieux ou les sots. Dans une petite ville , la haine de certains hommes est toujours acquise à quiconque dans les dissensions civiles peut appuyer ses opinions politiques , par l'influence d'une supériorité reconnue de vertus , de talents et de fortune.

César et Constantin , malgré leur esprit ardent et facile à s'exalter , ne ternirent jamais , par l'excès de leur zèle , leur dévouement à l'amitié et à la patrie. Aucun vice n'eut accès dans leur cœur ; ils ne furent cependant pas exempts de défauts. Ceux qui exercèrent le plus d'influence sur leur vie entière , furent une certaine légèreté dans les jugements qu'ils portaient , et une confiance excessive qui les exposa souvent à se laisser surprendre par les dehors de l'amitié ; peut-être furent-ils aussi un peu enclins à l'ironie et à la satire , penchant toujours funeste , quoique trop souvent justifié par le vice et la sottise.

Avec l'amour de la patrie , ils reçurent de leur père le goût de la philosophie et des lettres , qui se fortifia chez eux , par les encouragements qu'ils avaient été assez heureux pour recevoir du vieillard de Ferney. Ils surent allier à l'étude de l'art militaire , l'étude des lois , et furent reçus avocats étant officiers de dragons.

Dès l'aurore de la révolution , César et Constantin se montrèrent partisans de la réforme , défendirent les droits du peuple , et combattirent les privilèges. Ils rentrèrent à Paris , presque après la session de l'assemblée constituante , et suivirent avec ardeur toutes les assemblées : Necker , Bailly et Mirabeau , les honorèrent de leur estime et de leur amitié.

En 1791 , César fut nommé président de l'administration du district de la Réole , et commandant des gardes nationales de l'arrondissement. Constantin , fait à la même époque commissaire du Roi , puis chef de la municipalité de la Réole , signala son administration par divers actes de bienfaisance et de désintéressement , pendant la disette et les inondations qui désolèrent le pays.

Après la catastrophe du 21 janvier 1793 , César et Constantin , ne voyant plus de possibilité à l'établissement d'une monarchie constitutionnelle , se rattachèrent à l'idée d'une république , et se prononcèrent pour le fédéralisme. Pendant que les échafauds ensanglantaient la France , l'honneur et le patriotisme se réfugièrent dans les camps. Ce fut là que les deux frères vinrent chercher un asile. Ils s'élancèrent dans les rangs des défenseurs de la patrie , pour repousser l'Europe en armes accourue sur nos frontières. Ils formèrent un corps-franc d'infanterie , sous la désignation d'enfants de la Réole , qui fut dirigé sur la Vendée où les troubles commençaient à éclater. Ils recommencèrent l'état militaire en qualité de volontaires. Leurs talents , leur conduite brillante et courageuse , les firent bientôt distinguer. Ils furent faits généraux de

brigade en même temps , après avoir parcouru rapidement et ensemble tous les autres grades. Chaque promotion fut la récompense de quelque action d'éclat , et eut toujours lieu sur le champ de bataille.

Nous laissons à l'historien de nos guerres civiles , le soin de décrire les nombreuses rencontres dans lesquelles César et Constantin développèrent à la fois la bravoure du soldat et l'humanité du citoyen, l'expérience et les talents qui doivent distinguer l'officier supérieur.

Nous nous contenterons de citer ici un trait propre à caractériser leur enthousiasme pour la liberté.

A l'attaque de la forêt de Vouvans, le 13 mai 1793, César est enveloppé, son cheval tombe sous lui percé de coups; lui-même reste sur la place, frappé de dix coups de sabre sur la tête, d'un à la main, et d'une balle dans la poitrine. Ce fut à ses cris de *vive la république*, que les premiers cavaliers, revenus à la charge, le reconnurent , et l'arrachèrent à une mort devenue inévitable. Cette charge fixa la victoire sous les drapeaux des Républicains. Constantin y fut démonté.

César ne pouvant se tenir à cheval, fut enveloppé dans une couverture et placé sur un brancard. On le transporta à Bressuire. Après une opération douloureuse on parvint à enlever la balle. Il l'envoya à sa mère, et lui fit écrire : « Je ne l'aurais peut-être pas » reçue, mais elle arriva revêtue des trois couleurs , » avec un morceau de mon habit bleu , un morceau » de ma veste rouge et un morceau de ma chemise ; » ces couleurs nationales l'ont suivie à son extraction, qui ne se fit que sept heures après son entrée. »

Le gouvernement donna ordre, le 27 novembre, de suspendre César et Constantin de leurs fonctions; on les accusait d'avoir fait partie du comité autrichien, etc. Les représentants du peuple les maintinrent.

Les fatigues que Constantin éprouva firent rouvrir ses blessures et le forcèrent à quitter l'armée. Il se fit porter à Saint-Maixent, où était César.

Ces deux frères n'étaient pas encore guéris , lorsque ; le 1<sup>er</sup> janvier 1794 , le représentant Laiguelot ordonna , par suite d'une dénonciation des jacobins de Paris , de les arrêter et de les traduire au tribunal révolutionnaire de Rochefort. Cet ordre fut exécuté à Saint-Maixent. On apposa les scellés sur leurs papiers. Leur état ne permettant pas de les faire partir , ils furent gardés à vue dans leur appartement , ensuite transférés à Rochefort , où leur arrêt de mort fut prononcé. Il allait être exécuté ; on les aidait à monter sur l'échafaud , lorsque le représentant Léquinio , qui se trouvait sur les lieux , ordonna de surseoir à l'exécution. Leur intrépidité sur l'échafaud fut la même que sur le champ de bataille. Leur conscience était pure et leur âme calme. Le jugement fut révisé et cassé , et César et Constantin rendus à la liberté. Aussitôt que leur état le permit , ils vinrent en litière à la Réole pour y achever leur guérison : leur convalescence fut longue , surtout celle de Constantin.

La Réole éprouvait les horreurs de la famine. César et Constantin sollicitèrent du représentant Ysabeau l'autorisation d'acheter des grains dans les départements voisins pour subvenir aux besoins de l'arrondissement.

César , chargé par ses concitoyens d'une mission près des comités du gouvernement , parut à la barre de la convention , y soutint leurs droits avec succès , et parvint à faire alléger le poids des charges qui pesaient sur eux. Il obtint l'établissement d'un collège à la Réole ; son influence s'exerça au profit des proscrits d'alors et de leurs familles : plusieurs émigrés lui durent leur radiation , quelques-uns leur mise en liberté , d'autres enfin la restitution de leurs biens.

César et Constantin furent attachés , en qualité de généraux de brigade , à l'armée du Rhin-et-Moselle. L'état de leurs blessures ne leur permit pas de continuer le service actif , ils furent réformés le 1<sup>er</sup> novembre. Les eaux de Barrèges , les soins et un bon régime , les rétablirent entièrement. Leur ami , le général Klé-

ber , disait : « Ils ne peuvent plus aller en avant ; mais qu'on les place comme pièces de position , cela leur conviendra : je les connais , ils n'aiment pas à aller en arrière. »

Le premier consul nomma le général Constantin Faucher , sous-préfet de la Réole , le 3 avril 1800 , et le général César Faucher , membre du conseil général du département de la Gironde , le 15 mai 1800. Ils exercèrent ces fonctions publiques jusqu'en 1803 , et furent depuis entièrement étrangers aux affaires du gouvernement.

A cette époque , César étant resté à Paris se livra à des spéculations qui dévorèrent une partie du patrimoine commun ; il était un des actionnaires de la banque territoriale dont la faillite fut pour lui une source de malheurs. Les deux frères résolurent après ce revers d'aller terminer à la Réole , dans le repos et l'oubli , une vie éprouvée par trop de peines. Leur retour dans leur ville natale fut une fête pour leurs concitoyens ; ils reçurent à cette occasion des témoignages publics de leur affection et de leur estime. Constantin devint le conseil du peuple de la Réole et de tous les paysans des environs. Ils vécurent ainsi heureux et tranquilles jusqu'à la fin de 1812 , époque à laquelle des discussions d'intérêt , fruits d'une longue absence , leur suscitèrent des haines de famille , et excitèrent contre eux les ressentiments de quelques coteries envieuses qui s'efforcèrent dès-lors de détruire par la calomnie l'influence qu'ils exerçaient à tant de titres.

Lorsqu'en 1814 , les armées étrangères eurent mis le pied sur le sol de la France , les deux frères crurent que tout devait céder à l'intérêt de la patrie. Ils redemandèrent du service , et offrirent de défendre une partie de la rive droite de la Garonne. Leur patriotisme et leur crédit pouvaient faciliter des levées en masse ; leurs offres ne furent pas acceptées.

On leur parla du parti qui se formait à Bordeaux ,

pour la famille des Bourbons , mais sans leur faire de propositions directes , attendant sans doute qu'ils se fussent prononcés. Ils témoignèrent le désir de rester totalement étrangers à tout mouvement qui n'aurait pas pour but de combattre l'ennemi.

Après l'occupation de Langon par les Anglais , un poste d'environ quarante de leurs hussards fut placé en face de la maison de César et Constantin , sur la rive opposée de la Garonne. MM. Lavaissière , Verduran et Peyrusse ( dont il sera parlé dans le procès ) vinrent proposer à ces deux frères de réunir chacun douze hommes armés , et d'enlever le poste anglais. Cette proposition , qui n'était qu'un piège , fut acceptée , et le rassemblement fixé à onze heures du soir ; à neuf heures , MM. Verduran et Peyrusse vinrent se débire. César et Constantin résolurent dès-lors de n'opposer aucune résistance aux troupes ennemies.

Le dépôt du 118<sup>e</sup> régiment de ligne , établi à la Réole , et qui avait rétrogradé sur Marmande , se porta en avant , y entra , et par une marche de nuit , enleva le poste anglais placé à Saint-Macaire. On répandit que ce coup de main avait été exécuté d'après les conseils et les plans de César et Constantin. Peu de jours après , les Anglais traversèrent la Garonne à Langon , et occupèrent la Réole , après un petit combat au pont de Gironde. On parla de traduire les deux frères devant un conseil de guerre , et de les traiter comme des particuliers qui prennent , sans titre , part aux mouvements des armées. Cependant , toute la ville savait qu'ils n'étaient pas sortis de leur maison. Vers la fin du mois de mars , quelques affaires appelèrent César à Bordeaux ; il y fut insulté , mis aux arrêts , et reçut l'ordre de se rendre à la Réole.

La conduite des habitants de la Réole , pendant le séjour des troupes étrangères , a offert l'étrange spectacle d'une population française faisant entendre les cris de *vivent les Anglais*. Ces cris étaient répétés avec affec-

tation devant des officiers français , invités aux bals et aux fêtes donnés à ces messieurs. César et Constantin refusèrent d'y assister. Ce refus leur attira la haine de tous ceux qui croyaient que le retour de la famille des Bourbons leur donnait le droit de faire valoir des prétentions ridicules. Quelques dames ne furent pas étrangères aux petites menées que l'on déploya contr'eux.

Les opinions politiques divisaient les Français. Il devint du bon ton , à la Réole , d'être *Royaliste pur* ; c'est-à-dire , de croire la Charte inutile. César et Constantin ne pensèrent pas ainsi. Dès-lors , on ne vit plus affluer chez eux cette foule d'amis que donne la faveur et qu'éloigne la disgrâce.

Des affaires d'intérêt appelèrent à Paris César et Constantin , en décembre 1814. Ils y étaient encore le 20 mars. Les espérances de liberté données par Napoléon , leur firent désirer de servir la patrie. César fut nommé représentant par le collège électoral de la Réole , et Constantin élu maire de la Réole. Ce dernier siégea constamment à côté de son frère à la Chambre des représentants. Tous deux furent chargés de porter une adresse au pied du trône. Le 14 juin , ils furent nommés chevaliers de la légion d'honneur et maréchaux de camp à l'armée des Pyrénées-Occidentales. Les arrondissements de la Réole et de Bazas furent mis sous le commandement de Constantin , lorsque le département de la Gironde fut déclaré en état de siège.

Le drapeau blanc ayant été arboré le 22 juillet , d'après l'ordre du jour du général en chef , comte Clansel , César et Constantin cessèrent dès ce moment leurs fonctions , conformément aux ordres du maréchal Saint-Cyr , ministre de la guerre. Le même jour 22 , un détachement de troupes , fort de vingt-trois hommes , détruisit les enseignes blanches en traversant la Réole ; les autorités ne leur opposèrent aucune résistance : le 24 , des gardes royaux à cheval de Bor

deaux, et de la garde nationale à pied, parurent dans cette ville; leur arrivée fut signalée par des excès : leurs menaces faisant craindre pour la vie de César et de Constantin, des citoyens leur offrirent leur secours; ils l'acceptèrent, et en prévinrent l'autorité qui ne les désapprouva pas; les gardes royaux et leurs auxiliaires partirent le 30, sans avoir brûlé une amorce; dès-lors, le calme fut rétabli. Pendant leur séjour, Constantin pria, par une lettre confidentielle, le général en chef Clausel, gouverneur, de faire rétablir l'ordre. Ce général, étant au moment de son départ, remit cette lettre au préfet, qui par un arrêté ordonna au capitaine commandant la gendarmerie du département, de se rendre à la Réole. Cet officier fit des perquisitions dans la maison de César et de Constantin Fancher, dressa procès-verbal du résultat de ses recherches, le transmit au procureur du Roi, qui n'y voyant aucune preuve de délit, motiva sur les bruits publics, l'ordre de les faire traduire devant lui, et les envoya en prison, sur un mandat de dépôt, comme surpris et arrêtés en flagrant délit, ayant un dépôt d'armes, en contravention de l'article 93 du Code pénal; les prévenus furent transférés à Bordeaux; le procureur général procéda à leur interrogatoire le 9 août. Ce magistrat ne parla point du prétendu dépôt d'armes; l'accusation changea d'objet. On leur fit des questions dont il ne résulta aucune prévention de crime. Les deux frères furent mis au secret le plus rigoureux et privés des douceurs accordées à tous les accusés, même à tous les condamnés, quels que soient leurs crimes; l'autorité militaire fut saisie de leur affaire. La procédure prit une nouvelle forme, et les chefs d'accusation changèrent encore. *Interrogés les 18 et 19*, ils furent traduits devant un conseil de guerre, le 22 septembre. On leur refusa le délai nécessaire pour trouver un défenseur. Leur éloquence ne put les faire absoudre. Ils furent condamnés à mort, et le



jugement de révision confirma cet arrêt , qui fut exécuté, le 27 septembre. Ils reçurent la mort en hommes accoutumés à la braver; heureux, comme ils le disaient, de donner leur vie , si elle pouvait être de quelque utilité à la patrie.

Des journaux , à l'occasion de leur supplice , ont rapporté l'anecdote suivante :

A l'époque où le docteur Gall vint à Paris ouvrir son cours de Cranologie, César et Constantin Faucher eurent occasion de dîner avec lui dans une maison de la Chaussée-d'Antin. Frappés de l'étendue de ses lumières et de la profondeur de ses observations , ils cherchèrent à lier connaissance avec lui ; ce qui était d'autant plus facile pour eux , qu'ils ne lui cachaient pas l'admiration que son talent leur inspirait.

Il fut convenu que le docteur leur tâterait le crâne , et comme il leur disait que les cheveux mettaient toujours un peu d'obstacle à ce qu'il distinguât exactement la force des protubérances, ils n'hésitèrent pas à se faire dégarnir entièrement la tête. Ils la soumi-  
rent ensuite à un examen très-minutieux du docteur Gall , qui entr'autres choses leur assura qu'ils mour-  
*raient ensemble le même jour.*

Nous pouvons garantir la vérité du fait , l'ayant entendu raconter par César et Constantin eux-mêmes.

---

## PIECES DE 1814.

---

*A monsieur LAINÉ préfet de la Gironde.*

MONSIEUR LE PRÉFET,

Je suis venu à Bordeaux pour des affaires que je vous ai communiquées, et que je peux dire à tout le monde : je comptais en repartir ce soir pour me rendre à la Réole ; vous avez la bonté de me prévenir que l'autorité a des préventions fâcheuses sur mon compte, et vous désirez que je reste à Bordeaux pour faire taire les calomniateurs. Je cède à cette toute puissante considération, et je vous donne ma parole d'homme qui ne la faussa jamais, que je ne quitterai cette ville qu'alors que vous le trouverez bon. J'espère que cette caution couvrira mon frère jumeau, actuellement à la Réole, contre les coups d'une autorité trompée, et je le demande avec la noble confiance que m'inspire votre caractère connu.

Je loge à l'hôtel des ambassadeurs et je n'en découcherai pas.

Je suis, etc.

CÉSAR FAUCHER, *général de brigade.*

Bordeaux, le 28 mars 1814.

*Au lord duc D'HALOUSIE.*

MILORD,

Vos avant-postes touchaient à peine à l'arrondissement de la Réole, qu'on a appelé votre attention sur deux officiers généraux qui parurent avec quelque énergie durant nos troubles politiques, et qu'on suppose avoir une grande influence dans cet arrondissement. Vous avez armé l'autorité civile de vos sollicitudes, et elle a ordonné, pour la sécurité de tous, de retenir à Bordeaux l'un de ces officiers généraux qui s'y trouvait momentanément. Je ne prétends certes pas tracer des limites aux mesures de surveillance

que le général d'Halousie croit devoir prendre pour assurer sa marche militaire; mais si ces officiers généraux qui ont franchi un demi-siècle, sont depuis long-temps retirés dans leurs foyers; si, après *plus de trente ans* de services et près de *trente blessures*, leur conduite entière a prouvé qu'ils n'aspiraient qu'au repos; si enfin pendant cette détention les troupes anglaises ont couvert le territoire de la Réole, sans rencontrer le moindre obstacle de la part des habitants du pays, alors il n'y a plus motif à prolonger l'ostracisme qui frappe l'un de ces officiers généraux, et à les ranger tous les deux dans la classe des suspects. L'autorité l'a jugé ainsi, elle qui, déjà fixée sur notre compte, avait néanmoins le devoir d'éclaircir les nouvelles préventions que semait la malveillance; et M. le préfet me remit hier la parole que je lui avais engagée de ne pas quitter Bordeaux sans son agrément; mais il me dit en même temps qu'il vous avait envoyé la lettre dans laquelle je répète le même engagement, et il ajouta qu'il ignorait vos dispositions. Je demeure donc lié en quelque sorte envers votre excellence quand j'ai cessé de l'être avec les autorités françaises. Cette situation ne saurait m'inquiéter. Je vais vous parler, milord, la langue de la franchise et de l'honneur: elle est commune aux gentilshommes de tous les pays, et votre âme élevée l'entendra mieux qu'une autre.

Mon frère et moi, avons payé de notre sang les grades militaires que nous avons conquis, et nous avons, comme le disaient vos ancêtres et les nôtres, *gagné nos éperons*; ils nous appartiennent depuis plus de quinze ans. Nos blessures nous firent déposer nos armes, et nous restâmes dès-lors étrangers aux querelles des rois. Nous cultivions en paix nos champs héréditaires: vous entrez sur notre territoire, et avec vous un prince de la dernière dynastie qui régna sur nous. De petites ambitions ( qui toujours s'agitent autour des pouvoirs naissants ), craignant que l'autorité nouvelle ne jetât les yeux sur nous pour occuper des places qu'elles briguent, nous signalent comme dangereux. Voilà le secret de ces rumeurs qui nous peignent à vous, général, comme de misérables partisans harcelant ou faisant enlever vos postes; au prince, comme des républicains inquiets, ou même comme des ennemis de sa maison. Je ne daignerai nous justifier sur aucun de ces points. Quand les places seront données les rumeurs tomberont, et on nous rendra le repos que nous avions il y a

trois semaines. Je me borne donc, milord, à vous demander la permission de retourner chez moi pour rassurer mon frère et mes amis, calmer même l'opinion alarmée, et jouir de l'indépendance que nos lois nous permettent.

La réponse que je sollicite, et que j'attends avec confiance de M. le duc d'Halousie, servira de sauvegarde à deux frères jumeaux qui regardent comme leur patrimoine, l'estime des hommes qui ressemblent au noble lord.

Je suis, etc.

CÉSAR FAUCHER, *général de brigade.*

Bordeaux, le 1<sup>er</sup> avril 1814.

---

Grand hôtel des ambassadeurs.

*A monsieur le comte LYNCH, maire de Bordeaux.*

MONSIEUR LE COMTE,

Je trouvai hier au soir, en rentrant chez moi, un capitaine de la garde municipale, qui me remit une lettre de monsieur le maire par laquelle ce magistrat m'imposait les arrêts jusqu'à nouvel ordre. Je donnai un récépissé de cette lettre, avec promesse d'y obéir. L'officier m'annonça alors que j'étais aux arrêts forcés, et qu'un sergent, auquel il me consigna, ne quitterait pas la porte de ma chambre. J'ai passé la nuit et la matinée dans cet état. La lettre de monsieur le maire a été écrite par monsieur le comte Lynch; l'intérêt qu'il m'y témoigne, me le prouve de la manière la plus flatteuse. Vous m'avez donné par là, monsieur le comte, le droit de vous entretenir, comme particulier, de détails que je n'aurais pas donnés au magistrat, et dont je désire qu'il ne profite que pour adoucir les mesures que lui dicterait sa justice. Ainsi, je suis invité à cet épanchement par l'intérêt de ceux dont j'ai à me plaindre, car les agents de la police recueillant les circonstances de faits, malheureusement trop publics, pourraient ranger les délinquants dans un ordre de coupables auquel je veux les arracher.

Voici les faits, tels qu'ils se sont passés :

Vous connaissez, monsieur le comte, la cause de mon séjour prolongé à Bordeaux. Mon départ était fixé à la

nuit dernière. Je dînai hier chez un restaurateur, et je me levais de table à 6 heures, lorsque six jeunes gens à coiffes blanches et à petites moustaches, entrèrent dans la salle de ce restaurateur et se dirigeant vers moi, l'un d'eux me demanda, *si j'en étais pas monsieur l'aucher de la Réole?* Sur ma réponse affirmative, ils s'élançant sur moi, me saisissent; je m'arrache de leurs mains: alors ils me dirent au milieu d'injures dont le ton appartient à la dernière classe de la société, *qu'ils me défendaient de revenir dans cette maison, et qu'ils m'ordonnaient de partir de Bordeaux dans le jour même, sans quoi ils me poignarderaient, etc.* Je leur répondis qu'ils avaient pris le seul moyen de m'y faire rester, et je leur demandai leurs noms qu'ils refusèrent de me donner. Je leur dis, que je logeais à l'hôtel des ambassadeurs, que je les y attendrais tous les six. Ils répliquèrent *qu'ils ne voulaient pas se battre avec moi, qu'ils voulaient m'égorger.* Je leur dis avec une véhémence et un accent que justifiait la circonstance, qu'ils étaient de vils assassins et des lâches, indignes de porter l'habit dont je voyais l'un d'eux revêtu. C'était celui de *garde-royal* (1); l'un de ces messieurs me dit enfin qu'il se nommait *Campagne*: je ne me rappelle pas avoir jamais vu ce jeune homme dont je n'ai mémoire que comme de l'épouseur d'une fille naturelle produite d'une servante de mon voisinage, laquelle ne crut pas s'élever en devenant la femme du sieur Campagne. Je sortis, bien résolu de rester à Bordeaux toute la journée d'aujourd'hui et de revenir dîner chez le même restaurateur.

Je vaquai à mes affaires.

Je passais à nuit close sur la place de la comédie, lorsque trois jeunes gens se détachèrent d'un groupe, me joignirent à l'entrée de la rue Sainte-Catherine et me répétèrent les mêmes injures, et renouvelèrent les mêmes menaces d'assassinat, auxquelles je répondis de la même manière que je l'avais fait l'après-dinée; ces trois jeunes gens étaient du nombre des six qui m'avaient assaillis quelques heures auparavant. Le sieur Campagne n'en était point, et je dois dire au profit de la vérité, qu'il n'avait

---

(1) Mieux connus sous le nom de *volontaires royaux*. Cette note s'applique à tous les passages où il est question de *gardes royaux*.

probablement paru à la première scène que pour me désigner à ses complices.

Je restai la soirée dans une maison dont le chef est garde royal : il savait l'aventure qui m'était arrivée , m'apprit le nom des coupables , qui presque tous sont de sa compagnie , et il me dit que ses camarades en étaient très-affligés. Je le suis moi-même de tout ceci , monsieur le comte , et je suis loin d'entacher messieurs les gardes royaux du lâche attentat dont se sont souillés quelques misérables qui portent leur habit. J'ai quelques amis parmi ces messieurs ; l'un de leurs chefs les plus distingués s'est porté mon défenseur d'une manière trop généreuse , dans une circonstance toute récente , pour que je ne doive pas faire de distinction (1).

Ce qui m'arrive est dans l'ordre des choses , et était prévu par tous ceux qui savent que dans le développement violent des passions des hommes , l'histoire du temps passé est l'histoire du temps présent , que les révolutions surtout ont une marche uniforme , et que ces flux et reflux qu'on nomme *réactions* , entraînent toujours les mêmes accidents. Quelques gouvernants ont pu penser qu'abandonner des acteurs isolés de l'ancien ordre au zèle féroce de leurs nouvelles phalanges , c'était aguerrir leurs jeunes combattants , à peu près et dans le même esprit que les Spartiates livraient les ilotes à leurs jeunes guerriers : d'autres gouvernants gémissent de ces accidents , mais ils ne pourraient les arrêter qu'en prenant des mesures dont la vigueur risquerait d'attiédir une ferveur qu'ils ont besoin d'entretenir par tous les moyens. Le prince qui régit cette partie de la France a très-certainement les intentions les plus pacifiques , et son caractère , secondant les institutions qu'il nous promet , nous assure un bien-être social que nous avons à peine espéré dans nos rêves philanthropiques. Mais

---

(1) M. de la Roche Jaquelein , dont César dut la connaissance aux dangers qui le menaçaient , M. de la Roche Jaquelein aborda César sur la place de la Comédie et lui dit : N'êtes-vous pas un des messieurs Fancher de la Réole ? — Oui , je suis César. — Nous nous connaissons beaucoup sans nous être jamais vus : nous avons tous les deux combattu dans la Vendée. Je suis la Roche Jaquelein. — Je dois vous prévenir que nous avons marché sous des bannières différentes. — On doit oublier maintenant à quel parti on a appartenu.

il faut passer d'un régime à l'autre. Dans cette transition de l'ancienne loi à la nouvelle, les néophytes de la doctrine qui s'élève croient mériter des palmes en infligeant le martyre à ceux qui ont prié dans le bréviaire qui n'est plus de mode. Ils ne craignent pas de se tromper dans le choix des victimes, ils égorgent sans écouter, et disent comme un homme trop célèbre : *Frappons toujours, Dieu distinguera les siens*. D'ailleurs n'est-il pas de principe dans certaine école que l'intention excuse tout ?

Pour ce qui nous touche, mon frère et moi, monsieur le comte, nous avons paru pendant vingt ans sous des couleurs différentes de celle qu'on arbore aujourd'hui ; ceux qui se montrent les premiers sous le nouveau signe, et qui bientôt seront inaperçus, quelque étourderie qu'ils fassent pour être remarqués, croient devoir signaler leur bien-venue par quelque attentat d'autant plus profitable à leur renommée qu'il aura troublé davantage l'ordre public. Je me suis trouvé dans la chasse de six limiers de cette espèce. Leur servirai-je de curée ? Je ne le crois pas, parce que j'aurais s'il m'en fallait des auxiliaires, et que j'en trouverais dans le corps de messieurs les gardes royaux eux-mêmes. Au demeurant, je sais bien que je sauverai quelque chose de cette bagarre. C'est l'honneur.

Je vous prie, monsieur le comte, de rendre la liberté au sieur Campagne, de ne l'ôter à personne à cause de moi, et si vous ne trouviez pas bon de lever mes arrêts aujourd'hui (ce que je désire pourtant beaucoup), de me faire traduire à votre hôtel où je vous demande un quart-d'heure d'audience.

Je suis, etc.

CÉSAR FAUCHER, *général de brigade*.

Bordeaux, le 6 avril 1814.

*A monsieur le comte LYNCH, maire de Bordeaux.*

MONSIEUR LE COMTE,

Je reçois l'invitation que monsieur le maire me fait de quitter Bordeaux le plus tôt possible et j'y obéirai ; mais je le prie d'observer que toutes convenances seraient sauvées, si j'avais la faculté d'en partir de Bordeaux que par la

marée de quatre heures, demain après midi : je pourrais alors aller dîner dans le même restaurant, dont quelques cervaux brûlés ont voulu me défendre l'entrée, passer dans cette même rue Sainte-Catherine au scandale de laquelle ils m'ont répété les mêmes menaces d'assassinat, etc. Enfin je ne quitterai pas Bordeaux comme un proscrit ou comme un fugitif ; il ne peut être dans l'intention d'aucun des dépositaires de l'autorité de me donner cette couleur. Il vous est facile d'éviter tout fâcheux événement, résultat de mon apparition dans ces lieux que m'ont interdit quelques mauvaises têtes, pour ne pas dire plus : c'est de faire appeler le sieur Col....an, fils du notaire, et son lâche complice qui, je crois, se nomme M....au ; mais le sieur Col....an vous le dira positivement, et de leur défendre, ainsi qu'à leurs deux ou trois camarades, tout attentat que je redouterais, au demeurant, plus pour eux que pour moi ; car je déclare que je marcherai armé toute la matinée de demain, et que je suis résolu à opposer à leur attaque, la plus vive en même temps la plus légitime défense. Si ces messieurs n'avaient pas refusé de se mesurer avec moi et n'avaient répondu avec audace à mes appels répétés, *qu'ils ne voulaient pas se battre mais m'égorger*, je ne vous en occuperais pas.

En tout état de choses je désire que votre billet, monsieur le comte, porte l'ordre en même temps que l'invitation, et qu'après ces mots, *que vous partiez le plus tôt possible pour la Réole*, vous ayez la bonté d'ajouter ceux-ci : *et en tant que besoin serait vous l'ordonne*.

Si, contre mon attente et mon ardent désir, vous me refusez la satisfaction de rester demain à Bordeaux et de m'y promener publiquement, je vous prie encore de m'ordonner de partir cette nuit même.

Vous sentirez, monsieur le comte, les raisons de premier ordre qui me font insister sur toutes ces conditions : je ne veux certainement pas augmenter les embarras du moment présent, mais vous êtes trop bon juge de l'honneur pour ne pas applaudir aux scrupules même de ma délicatesse, si on veut les nommer ainsi. D'ailleurs nous ne mériterions pas les choses flatteuses que le prince vous a dites ce soir de mon frère et de moi, si j'en agissais autrement.

Je joins ici, monsieur le comte, votre billet pour que



vous veuillez bien y faire le changement indispensable que je sollicite.

Je suis etc.

CÉSAR FAUCHER, *général de brigade.*

Bordeaux, jeudi 7 avril 1814.

*A monsieur LAINÉ, préfet de la Gironde.*

MONSIEUR LE PRÉFET.

Je quitte Bordeaux sans avoir l'honneur de vous voir. Le commandant de la garde municipale m'escorte jusqu'au bateau qui va me prendre. J'aurais voulu pouvoir rester libre à Bordeaux vingt-quatre heures après mes arrêts levés; l'autorité en a jugé autrement, et je cède aux considérations d'un ordre supérieur qui l'ont déterminée, et que monsieur le comte Lynch m'a fait connaître. Ce magistrat me fit l'honneur de venir me voir hier deux fois, et dans sa première visite, qui dura cinq quarts-d'heure, il me parla avec une candeur, une confiance, un abandon qui me pénétra de reconnaissance. Il revint le soir, et me dit qu'il avait été convenu entre vous et lui, et en présence du prince, qu'il me donnerait l'ordre de partir de Bordeaux le plus tôt possible, et que la sentinelle que j'avais à ma porte ne la quitterait qu'au moment de mon départ. Il rédigea cet ordre sur ma table de la manière la moins pénible pour moi. Il désira vous le soumettre avant de le signer, et me le renvoya immédiatement revêtu de sa signature et de votre approbation. J'écrivis à monsieur le comte Lynch par le retour de son laquais, et je lui fis des observations et des demandes dont vous pourrez juger l'opportunité, car je joins ici une copie de ma lettre (1). Il m'a envoyé ce matin un homme de sa confiance pour me prier de me désister de projets auxquels il ne pouvait pas se prêter par les considérations qu'il m'avait déduites de vive-voix. Quand le poids des circonstances oblige l'autorité à certaines concessions, un administré serait bien répréhensible, s'il refusait de fléchir sous les mêmes lois, et aggravait ainsi la situation du magistrat. Le bon citoyen

---

(1) La lettre précédente.

se résigne sans murmurer. C'est ce que je fais ; lorsque le courant emporte sur des brisants, il faut bien louvoyer entre les écueils, et tout passager doit aider à la manœuvre.

Je vais rentrer à la Réole. Il est infailible que de nouvelles dénonciations seront portées contre nous, que les plus ridicules imputations nous seront faites. On nous attribuera des propos, peut-être même contradictoires ; comme il est arrivé naguere, la malignité les créera pour nous les prêter, et les honnêtes gens les colporteront avec zèle et croiront par-là servir la chose. Ces bonnes gens mentiront mais avec bonne foi ; ils nous feront beaucoup de mal mais avec les meilleures intentions du monde. Qu'y faire ? Le méchant porte des méchancetés, et le sot porte des sottises comme les sauvages portent des fruits acerbes. Je promets bien que mon frère et moi végéterons doucement au pied de notre rocher, mais je ne garantis pas que les sauvages ne porteront pas de fruit. Nous répondrons à tout fait ou propos précisé qu'on nous imputerait, sans même demander le nom du délateur, puisqu'on croit devoir ouffrir encore ce genre de meurtriers. Mais nous garderons le silence devant ces accusations si vagues, si absurdes, *d'agitateurs, de houte-feux, de fléaux du pays*, etc. *Comment prouver, disait Pascal, qu'on n'est pas une porte d'enfer ?*

Nous aurons au moins tiré cet avantage de l'acharnement de nos ennemis : c'est que notre conduite depuis vingt-cinq ans a été rappelée, scrutée ; qu'elle n'a offert aucune action que nous eussions intérêt à cacher, et que la reconnaissance déliant enfin sa langue paresseuse, a révéilé dans le conseil même du prince des services rendus par nous aux jours du danger.

Vous m'en avez rendu un très-grand, monsieur le Préfet, en me couvrant de votre active bienveillance contre les préventions soucieuses de lord d'Halousie ; je n'ai connu toute l'étendue du péril que quand il a été diminué de moitié, et je vous dois son entière disparition. Mon frère et moi, mieux connus, sommes rentrés dans la paix du général anglais, et dans celle des dépositaires de l'autorité française. Je m'attends que leur double surveillance aura les yeux sur nous, et je le désire. Votre sagacité me répond que vous n'accueillerez pas les calomnies d'une vieille haine de parti, ou d'une jeune malveillance dont nous portons

les anciennes cicatrices et les stygmates encore récents, comme vous accueillez les rapports de l'impartialité, dont toutefois les passions prennent si souvent le masque, et nous vivrons avec sécurité.

Je ne perdrai jamais le souvenir de votre obligeance dans cette rencontre, et je m'estimerai heureux le jour où je pourrai vous le prouver.

Je suis, etc.

CÉSAR FAUCHER, *général de brigade.*

Bordeaux, 8 avril 1814.

P. S. monsieur le comte Lynch vous a, je pense, communiqué la lettre que je lui adressai le lendemain du jour où je me trouvai, par ses ordres, en détention dans ma chambre. Dans le doute, je vous en envoie une copie (1), pour que vous y voyez la conduite envers moi de six mauvais sujets qui ont cru se travestir en chevaliers français, lorsqu'ils ont pris la cocarde blanche et l'arme des sicaires : quand on épurera les rangs dans lesquels ils se sont glissés, ils retomberont dans leur obscurité natale, où la main seule de la justice pourra les atteindre. Mais ce n'est pas au commencement de la journée qu'on fait cette revue d'inspection.

---

(1) Celle du 6 avril.

## PROCÈS

DES GÉNÉRAUX CÉSAR ET CONSTANTIN FAUCHER.

1815.

Je reçus<sup>(1)</sup> le vingt et un, après midi, du général Clauzel l'avis officiel que mon frère et moi devions, par une mesure générale ordonnée par le roi, cesser nos fonctions de maréchaux de camp. Je partis quelques heures après pour la Réole, sur un cheval que j'avais acheté le matin même. Je fus obligé de ménager mon cheval déjà fatigué d'une longue route dont il était arrivé la veille. Je comptais atteindre à Saint-Macaire avant minuit la diligence de Bordeaux en repos, pour continuer sa route pour Toulouse. Je n'arrivai qu'après son départ, mon cheval était blessé, et je l'étais plus que mon cheval. Je fis chercher une voiture de louage, et je pus m'embarquer, vers une heure après minuit. Il y a deux postes et demie de Saint-Macaire à la Réole, et j'estime que je restai trois heures à les faire. C'est le temps que ces voitures mettent ordinairement à faire cette route quand elles vont bien. J'étais très-incommodé, et je me couchai en arrivant. Je dis à mon frère que le général Clauzel avait fixé le point du jour du 22 pour l'érection du drapeau blanc dans tout son gouvernement; il le savait déjà, et avait donné ses ordres en conséquence. Mon frère était au lit, et se leva longtemps avant que j'en sortisse. Alors il écrivit au commandant de la gendarmerie de Bazas pour l'inviter à arracher un sieur Duluc, militaire qui nous avait été adressé par le général Clauzel, des mains d'une populace qui menaçait, disait-on, sa vie. Quand je fus levé, mon frère me dit l'ordre qu'il avait donné. Je lui dis alors, que nos fonctions devaient cesser depuis la veille pour moi, et depuis le mo-

(1) Nous avons mis avant le journal une note écrite au crayon par César.

ment qu'il l'apprenait, pour lui : que le général Clausel m'avait dit, que nous recevrons les ordres du ministre par le premier courrier, qui arriva le soir même.

*Journal du 31 juillet au 30 août.*

Nos amis doivent être étonnés de notre position actuelle; et connaissant les événements et toutes nos actions, ils doivent croire rêver, même en ayant les yeux ouverts. Nous allons leur expliquer tout cela; c'est fort simple, très-naturel, ce n'est pas bien légal, ce n'est pas bien constitutionnel, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. On veut nous faire tuer.

Ne remplissant plus les fonctions de généraux, ni de maire de la Réole, ni de représentant du peuple, nous nous tinmes dans notre maison, et en cela nous obéissions au Roi qui, par la lettre du 16 juillet à nous parvenue le 22, nous prescrivait de demeurer sur nos foyers.

Des gardes royaux à cheval (1) vinrent à la Réole; ils insultèrent, outragèrent les citoyens accusés par eux de bonapartisme, et demandèrent à grands cris notre tête: nous fermâmes nos portes, nos amis vinrent à notre aide: les assaillants eurent peur, et après avoir pendant six jours essayé de nous assassiner, ils se retirèrent et rendirent la sécurité au pays.

Le préfet, par un arrêté du 29 juillet, charge le capitaine de la gendarmerie de venir avec vingt-cinq gendarmes, soixante et dix officiers espagnols et une garde nationale nombreuse, vérifier s'il n'y a pas dans notre maison un arsenal et un rassemblement armé..... Le 31, le premier adjoint au maire les accompagne. On ne trouve ni armes, ni hommes armés. Le procès-verbal le constate; mais on se ravise et on nous envoie en prison avec un mandat de dépôt. On le fait le soir à la nuit; quatre gendarmes nous accompagnent seuls, mais on avait aposté des gens nombreux qui eurent bien le courage de crier dans l'ombre, mais qui n'osèrent pas nous assassiner.

Le 1<sup>er</sup> août, on nous fait paraître devant le juge d'instruction. On sait comment nous échappâmes par miracle à l'assassinat qui était préparé au milieu de gens ivres, et combien les trois gendarmes qui nous accompagnaient

---

(1) Lisez toujours : *volontaires royaux*.

coururent de dangers pour nous défendre. On remarque que les auditions devant le juge instructeur ont toujours lieu le matin, que celles-ci se bornent à deux simples questions ; . . . . .

. . . . . On se rappelle que les gardes nationaux, joints aux trois gendarmes pour nous escorter, étaient Tellier, secrétaire du sous-préfet, \*\*\*,.... et autres semblables, qui eurent le soin de s'éloigner de nous au milieu de la cohue . . . . .

Cette instruction criminelle commencée, ne pouvait pas s'arrêter ainsi ; on était obligé d'y donner suite. On donne des assignations au vendredi 4 août.

Nos amis, les bons citoyens de la Réole, crurent d'abord qu'il y avait quelque chose de sérieux dans cet appareil judiciaire ; ils reconnurent bientôt leur erreur . . . . .

Quand on vit qu'on avait manqué le coup, on laissa là ce ce moyen, et on s'y prit de manière à réussir autrement.

Nous avions, dès le trois août, écrit de la Réole, à M. Ravez à Bordeaux, que par l'indiscrétion des complices, nous apprenions qu'ayant manqué l'assassinat ouvertement tenté pendant six jours contre nous, à la Réole, on s'assurait les moyens de l'exécuter à notre arrivée à Bordeaux, où nous allions être conduits (1).

### *A Monsieur RAVEZ Jurisconsulte.*

MONSIEUR,

Nous vous dénonçons notre position actuelle, fruit de la réaction royale qui nous tourmente depuis dix jours : je ne sais si vous serez plus frappé de son ridicule que de son atrocité.

Le vendredi, vingt et un juillet, mon frère et moi dûmes cesser nos fonctions de généraux, et nous fixer dans nos foyers, d'après l'ordre du roi à nous transmis par le maréchal Saint-Cyr son ministre. Je le déclarai au comman-

(1) Nous avons rompu l'ordre du journal pour insérer au fur et à mesure les lettres écrites par César et Constantin à M. Ravez et à M. le procureur-général.

dant de la gendarmerie , seul corps militaire qui fût à la Réole.

Le samedi, vingt-deux, jour fixé pour les enseignes blanches, je fis, en ma qualité de maire de la Réole, enlever et détruire les enseignes tricolores, et au point du jour les drapeaux blancs flottèrent par mes ordres sur les monuments et bâtiments publics.

J'écrivis le même jour, à M. le sous-préfet, une lettre que je fis inscrire au registre de la municipalité, à la suite du procès verbal de mon installation de maire; j'y disais que je tenais à honneur d'avoir été élu maire, mais que le danger des circonstances avait pu seul me faire accepter la délégation provisoire de ces fonctions par le préfet, que je ne voulais plus les remplir à présent qu'il n'y avait plus de dangers, et que mes adjoints administreraient jusqu'à nouvelle disposition.

Il en fut ainsi, et tout resta calme le samedi et le dimanche.

Seulement, dans la journée du samedi 22, des soldats de troupes en marche, portant encore la cocarde tricolore, allèrent chez le sous-préfet, et lui demandèrent pourquoi on avait abattu le drapeau national. Il répondit que cela ne le regardait pas. Ces soldats descendirent et détruisirent les drapeaux blancs.

Le lundi 24, au matin, l'effroi se répandit dans la ville... Des cavaliers armés, appelés gardes royaux, arrivaient de Bordeaux, disait-on, accompagnés d'un ramas de paysans venus des arrondissements voisins.

Le sous-préfet accueillit cette troupe.

En ce moment, la municipalité royale vint à la maison-commune reprendre ses fonctions d'autorité, sans nouvelle installation, sans mot dire aux adjoints qui exerçaient en ce lieu-même, et qui apprenant que le premier acte de la municipalité nouvelle allait être d'assister à un *Te Deum*, la suivirent à l'église.

La garde royale et ses auxiliaires, en venant à la Réole, avaient inauguré des drapeaux blancs et installé des maires, notamment le sieur Mouchés à Caudrot. On arrêtait les gens pour leur faire crier *vive le Roi!* Un colon partiaire du sieur Vacquey, à la Réole, sans armes, n'ayant pas crié assez vite ou assez haut, fut excédé de coups: il en est mort, dit-on, avant-hier.

Parmi cesdits gardes royaux était un sieur D...and, fils de M. D...aud des domaines, attaché au comte d'Artois. Ce sieur D...and, à cheval et le sabre à la main, criait : *à bas les brigands Faucher ! à bas les généraux de la Réole ! il faut les tuer !.....*

Deux de ces gardes royaux se rendirent à la prison de la Réole où ils avaient été détenus il y a quelques années. Ils parlèrent au concierge en présence de sa femme, de ses enfants, du sieur Bressot, du sieur Descornes aîné, négociant, etc., et ils dirent entr'autres choses du même genre : *je boirais avec plaisir un verre du sang des Faucher.*

Un groupe d'environ *cent cinquante* personnes en tumulte, se forme devant le bâtiment appelé les Bénédictins où sont réunis la municipalité, la sous-préfecture, le prétoire du tribunal, etc. *Ces hommes étaient étrangers à la Réole.* Des cris s'élevèrent : *il faut aller tuer les généraux Faucher ! il faut tuer les généraux de la Réole.....* Madame Pirly, épouse du sous préfet, court aux Bénédictins où était son mari avec d'autres fonctionnaires publics : « *mon ami, cours, on va égorger MM. Faucher ; viens vite !.....* » Elle répète plusieurs fois ces cris, et voyant que son mari ne se hâtait point, elle ajoute : « *mais, Mon-sieur, vous voulez donc les laisser périr ?....* » Ceci se passait en public.

Ce groupe partit pour venir nous attaquer ; mais la bonne contenance des citoyens effrayés et toutefois révoltés de ce projet de crime, eut bientôt diminué le groupe qui se dissipa, et on n'entendit plus, pour le moment, dans la ville que les cris poussés en divers lieux par les débris de ce groupe, disant toujours : *il faut tuer ces Faucher !...*

Ce groupe se réunit encore vers le soir. Il se porta en tumulte chez les citoyens qu'il accusait de bonapartisme, ou d'avoir caché des drapeaux tricolores. Le sieur Charrier, instituteur, vicillard tout-à-fait infirme, courut de grands dangers dont il fut sauvé par la gendarmerie. On put détourner la fureur de ces gens, en leur désignant une chambre isolée, où l'on se réunissait pour lire les nouvelles, et où le vendredi 21 flottait encore un petit drapeau tricolore. Ils s'y portèrent avec violence.

Le sieur D...and fils, garde royal, se porta avec un de ses camarades, dirigé par le sieur B...in fils, au domicile du sieur Dupout accusé de bonapartisme. Ils n'y trouvè-



rent que sa mère et sa femme. Ils fouillèrent la maison avec des flambeaux, firent ouvrir les armoires, etc., en disant : nous voulons l'avoir *mort ou vif*.

Dans cet état de choses, nous écrivîmes à M. le maire de la Réole la lettre ( n° 1 ) \* ; n'en recevant pas de réponse, nous fermâmes nos portes, et accueillîmes les bons citoyens qui par affec-tion nous portèrent leur secours.

Le lendemain 25, nous reçûmes la réponse du maire datée de la veille ( n° 2 ). Il nous mande que les diverses autorités de la ville se sont réunies à lui pour appeler la gendarmerie et la garde nationale au secours de l'ordre public.

Ce lendemain 25, des gardes royaux parcouraient l'extérieur de notre maison qui touche à sept rues. Le sieur *Laubenac*, neveu du sous-préfet, les dirigeait : nous l'avons vu.

Ce même jour 25, nous écrivîmes la lettre ( n° 3 ).

Le 26, M. le maire nous répondit la lettre ( n° 4 ). Il ne blâme pas nos mesures de précaution ; il ne dit pas que nous ne courons pas de dangers ; mais il nous assure que *les rassemblements, de quelque genre qu'ils soient*, ( il n'excepte pas les gardes royaux ) *ne forceront notre porte qu'en ensanglantant son écharpe municipale*.

Le 27, de nouveaux outrages, de nouvelles menaces nous firent écrire nos lettres ( n° 5 et 6 ) adressées au maire.

Un adjoint nous répondit la lettre ( n° 7 ) ; il assure que le tocsin n'aura pas lieu ; et quant aux gardes royaux, dénoncés pour avoir arrêté nos domestiques, et pour avoir fouillé nos paquets, avec injures, M. l'adjoint nous dit, non pas que le commandant des gardes royaux condamne ou blâme cette conduite, mais *qu'il engagera ses gardes à se conduire désormais avec plus de mesure*. L'éveil donné qu'on devait sonner le tocsin, éventa cette mine, et fit avorter le projet des turbulents agitateurs. Nous instruisîmes de notre position le général Clauzel, gouverneur, dans une lettre datée de ce jour 27, et nous le fîmes en simples particuliers qui avaient des liaisons avec lui ( n° 8 ).

Le 29, M. de Peyrusse, maire de la Réole, nous écrivit la lettre ( n° 9 ), dans laquelle, en se moquant des remueurs et des meneurs de mouvements, qui depuis cinq

---

\* Cette lettre et toutes les pièces citées seront données dans les numéros suivants.

jours affligeaient la ville, il touche l'homme du doigt et nous dit :

Se croire un personnage est fort commun en France.

Puis, en nous parlant des complices du personnage, il nous dit encore : *ces gens-là se croient, de la meilleure foi du monde, on ne peut pas plus nécessaires.*

Le 30 au matin, les gardes royaux partirent, et le capitaine de la gendarmerie arriva de Bordeaux avec vingt-cinq gendarmes. Dès ce moment, la sécurité fut rendue aux citoyens; nos portes restèrent ouvertes à l'ordinaire, et tout rentra dans l'ordre accoutumé.

Le 31 après midi, nous étions paisiblement dans notre salon lorsque, sans se faire annoncer, le capitaine et le lieutenant de la gendarmerie entrèrent suivis d'un adjoint au maire. Trente gendarmes garnissent les cours et la principale porte de notre maison, qui est cernée par soixante et dix officiers espagnols, et de petits messieurs appelés des campagnes : plusieurs étaient perchés sur nos murailles de clôture. Une garde nationale nombreuse, composée d'hommes choisis dans un certain esprit et étrangers à la ville, était sous les armes.

Le capitaine de la gendarmerie nous donna connaissance de l'arrêté du préfet du 29 (n° 10), qui relate notre lettre du 27 au général Clausel, et notre lettre du 25 au maire de la Réole, que par erreur l'arrêté date du 27 ; cet arrêté voit dans nos deux lettres, que nous avons une armée et un arsenal dans notre maison.

Le procès-verbal fait dans notre maison, en vertu de cet arrêté du préfet, par la gendarmerie et par l'adjoint au maire (n° 11), démontre que nous n'étions nullement en état d'attaque ni de défense ; que cette artillerie, dont on avait tant parlé, consiste en huit canons, joujoux d'enfants, qui ne peuvent que faire un peu de bruit, pour une fête, dans une cour, et qui sont depuis deux cents ans dans notre famille pour cet usage. Ces huit canons liés ensemble, ainsi que leurs affûts, par une même ficelle, ont été portés par un gendarme qui les balançait dans sa main. On nous a demandé toutes nos armes, tout ce qui en avait la figure : nous avons fait fouiller greniers, garde-meubles, etc., et il s'est trouvé sept épées, dont cinq ne peuvent pas sortir du fourreau, cinq fusils de chasse. . . .

Voyant que nous n'avions pas même autant d'armes

qu'en ont en général des hommes de notre âge et de notre état, les officiers de gendarmerie, l'adjoint du maire et le chef d'escadron commandant les Espagnols, qui était survenu, furent d'avis d'écrire au procureur du Roi, pour qu'il vint s'assurer par ses yeux du ridicule de ces imputations. Le capitaine de la gendarmerie lui écrivit. Le procureur du Roi répondit qu'il ne viendrait point ; mais que le procès-verbal lui montrerait s'il y avait lieu à son intervention.

Le commandant espagnol, en riant de pitié de l'importance qu'on avait voulu donner à tout cela, partit en faisant retirer sa troupe.

M. le chevalier Dunoguès, nommé commandant de la Réole, alla trouver cet officier, et lui demanda quel était le résultat de la visite. L'officier espagnol lui répondit en lui donnant les détails de cette opération, et lui exprimant ses regrets qu'elle eût eu lieu. M. Dunoguès lui dit : « venez avec moi chez le procureur du Roi. » Ils y allèrent. M. le sous-préfet y était. L'Espagnol véridique répéta les mêmes détails. Le sous-préfet dit : « Quoi ! il n'y a pas des canons longs comme ce sabre !... » l'Espagnol se prit à rire et affirma que le procès-verbal constatait que ces canons étaient du calibre du petit doigt. Le procureur du Roi, le sous-préfet et le commandant Dunoguès se concertèrent, et le procureur du Roi lança contre nous l'ordonnance, n° 12, en la motivant sur les bruits publics.

Le commandant espagnol que nous voyions ce jour-là pour la première fois de notre vie, nous porta cette ordonnance et nous donna ces détails en présence des officiers de gendarmerie et de l'adjoint au maire.

Nous déférâmes à cette ordonnance.

(1) . . . . .

Ce procureur du Roi borna notre interrogatoire à la seule question, si nous reconnaissons la vérité du procès-verbal, et sur l'affirmative, lança le mandat d'amener, et nous envoya en prison par ce mandat, n° 13.

---

(1) Ce paragraphe est relatif au père et à l'aïeul de M. le procureur du roi, J. J. Dumoutin. Il donne les motifs de la haine qu'il portait à César et à Constantin Faucher.

Dès ce moment, le sous-préfet et le commandant Dunoguès ont accumulé sur nous les outrages qui ont donné lieu à notre lettre au maire de la Réole, en date du premier août, (n° 14.)

Le maire nous a répondu par sa lettre, n° 15.

D'après l'intervention du maire, le chevalier Dunoguès, commandant la Réole, permet à notre petit neveu et à sa sœur de nous voir; mais nos domestiques même sont empêchés d'entrer, pour nous porter à manger, etc.

Enfin le juge d'instruction nous fait appeler hier premier août. Le 31 juillet, pour nous arrêter, on avait employé soixante et dix officiers espagnols, vingt-cinq gendarmes et une garde nationale nombreuse, et ce 31 juillet était un jour sans fête, sans marché, sans réunion d'aucune espèce : hier, premier août, était le jour d'une grande foire, et six mille étrangers étaient dans la ville de la Réole.

Dans la matinée on avait fait proclamer à son de tambour qu'on traduirait devant une commission militaire tout individu qui serait découvert, ayant chez lui des armes de calibre..

La population de la ville était dans la terreur.

Et à cinq heures de l'après midi, au moment où la foire était la plus nombreuse, où les têtes étaient échauffées par le vin, et lorsqu'auraient pu se rassembler après leur dîner certains hommes forts pour l'assassinat d'un seul, lorsqu'ils sont en masse, en ce moment je suis appelé devant le juge d'instruction, ayant à traverser la foire toute entière....

Trois gendarmes me sont donnés pour m'escorter, et on y joint pour gardes nationaux, \*\*\*, . . . , Tellier, secrétaire du sous-préfet, et deux autres de leurs camarades. Les hommes apostés se cachant derrière les premiers rangs, vomissent contre moi des injures et des menaces par torrents. M. le chevalier Dunoguès est présent et se tait. Je vois le sous-préfet, il se dérobe dans la foule et se tait. Mes gardes nationaux s'éloignent; les trois gendarmes, en voulant me défendre, courent de tels dangers, que pour conduire mon frère, le moment d'après, le gendarme Morel et ses deux camarades déclarent qu'ils ne partiront pas sans avoir un piquet de gendarmerie et un détachement d'officiers espagnols; avec les gendarmes et les officiers espagnols, la vie de mon frère est sauve.

M. le juge instructeur avait ordonné, dans son mandat, de me mener seul et le premier devant lui. Ses questions se

bornèrent à nous demander si nous reconnaissons le procès-verbal fait chez nous par la gendarmerie, et le procès-verbal d'audition chez le procureur du Roi. Sur notre réponse affirmative, il dicta : Et attendu que cet interrogatoire n'a pour but que de *régulariser la détention*, nous renvoyons à le suivre, au moment où l'instruction et les recherches de M. le procureur du Roi auront pu nous procurer d'autres renseignements.

Sur cela intervint le mandat de déno<sup>t</sup> (n° 16) que je viens de copier littéralement sur le livre d'écrou.

M. le juge instructeur est venu modifier la consigne donnée à la garde qui surveille les prisons. Il nous est permis de recevoir notre neveu et sa sœur, nos domestiques et gens d'affaires ; et cela, de six heures du matin à six heures du soir.

Plusieurs de nos voisins sont assignés par le juge instructeur pour le vendredi 4 de ce mois, pour y déposer sur les faits et circonstances mentionnés en la plainte portée par M. le procureur du Roi sur délit et crimes.

Nous n'avons point connaissance de cette plainte.

Nous n'avons pas eu de copie de nos courts interrogatoires devant le procureur du Roi et devant le juge d'instruction.

Nous n'avons pas gardé copie de notre lettre au général Clauzel relatée dans l'arrêté du préfet.

Tel est l'état actuel des choses.

Je ne ferai que cette seule réflexion :

Autrefois nous avions dans notre maison dix-huit fusils de calibre, douze fusils de chasse, dix paires de pistolets, et je ne comptais pas cette misérable ferraille et mauvais fusils à qui on vient de nous forcer de faire voir le jour. Et tout était dans l'état le plus calme et le plus tranquille.

Aujourd'hui on menace notre vie ; on le crie tout haut, le maire en est instruit par nous, il ne blâme pas les précautions que nous prenons et dont nous l'instruons, pour ainsi dire, au jour le jour ; nous le mandons au gouverneur de la province... et cependant ces mêmes précautions sont dénoncées comme un crime, et notre maison comme un château fort devenu un repaire.

Le procès-verbal qui prouve notre innocence, sert de prétexte pour nous mettre dans les prisons.

Nous sommes les victimes d'une haine qui triomphe depuis dix jours, et on nous traite plus que révolutionnairement ;

car il n'y a pas d'exemple, je crois, que jamais en 1793. on ait réuni autant d'absurdité dans le prétexte et autant de cruauté dans les mesures.

On annonce tout haut que si on n'a pas pu nous égorger pendant le séjour des gardes royaux à la Réole, et si on a manqué le coup hier pendant la foire, on réussira certainement quand nous serons traduits à Bordeaux.

Nous envoyons notre homme de confiance vous porter cette dépêche, il attendra votre réponse. Il est impossible que l'autorité qui nous a traduits ainsi dans l'opinion sur le chemin de l'échafaud, ne recule pas, quand elle verra le ridicule dans le motif et l'épouvantable but qu'on se propose.

Pour nous tirer de cet enfer d'abominations, il faut courage, talents et puissance : qui pouvons-nous invoquer que vous....

Vous connaissez l'impérissable dévouement des deux jumeaux.

Constantin FAUCHER.

La Réole, 2 août 1815.

P. S. Je regarde notre conduite comme si régulière dans tout ceci, que si les mêmes circonstances se présentaient, je croirais que nousdevrions nous conduire exactement de la même manière.

La prison que nous habitons est un cachot que le soleil n'éclaire jamais, et qui vous ferait horreur.

#### *Suite du Journal.*

Cependant nul avis officiel ni public de notre translation de la Réole à Bordeaux n'était parvenu à la Réole ; mais les complices étaient bien instruits.

Quoique les assignations sur notre affaire fussent données au 4 août, à la Réole, et que nous dussions y rester pour l'instruction sur cette accusation, M. le procureur-général ordonne le 2 de nous conduire *sans délai* à Bordeaux pour y être à sa disposition (n° 17).

La correspondance de la gendarmerie mit plus de temps à porter cette ordonnance qu'on ne l'avait calculé et ces mots *sans délai* de M. le procureur - général donnant à entendre qu'on nous mènerait sur-le-champ en voiture, un attroupement de six cents personnes fut porté à notre rencontre sur le chemin du Bouscaut, et comme il se divise

en deux branches , on en porta sur les deux directions , de manière à ne pas nous manquer : ces attroupements ne se retirèrent qu'à trois heures du matin.

Des gardes en uniforme , ayant parlé avec assurance le soir à l'état-major de la réussite de ce moyen , l'état-major où se trouvaient des militaires peu accoutumés à méditer des assassinats , l'état-major expédie sur-le-champ , cette nuit même , des ordonnances sur le chemin de Langon , pour donner avis à la gendarmerie de cette tentative d'assassinat et charger le commandant de notre escorte de nous faire changer de route , de prendre des déguisements , etc. Le sergent Aubry , employé dans les bureaux de l'état-major de la place et frère de M. Aubry , major du 66<sup>e</sup> régiment , nous a donné ces détails.

Mais en recevant l'ordonnance du procureur-général le 5 au soir , le capitaine de la gendarmerie , pour déjouer les attentats préparés , fit requérir sur-le-champ un bateau , pour nous transporter avec notre escorte à Bordeaux , pour partir deux heures après , et ne prit pour confident que le sous-préfet pour les requisitions de bateaux , d'escorte , etc. Il ordonna que notre escorte serait composée d'un maréchal-des-logis de gendarmerie et quatre gendarmes , de cinq officiers espagnols et de dix gardes nationaux de la Réole.

Les méchants disent que la force de la gendarmerie et des officiers espagnols fut paralysée , pour que notre assassinat pût être plus facilement exécuté ; que pour cela , le détachement de la garde nationale fut composé d'hommes étrangers à la garde nationale de la Réole , ou déserteurs poursuivis et dans un état d'exaltation connu , et au lieu de dix gardes nationaux ou en nomma quatorze.

Tellier . . . Déserteur (1)  
Goubert ( Bastien ) . . . *id.*  
Audebert . . . . . *id.*  
Gachet . . . . .  
Monzan . . . . .  
Martron . . . . . *id.*  
Touzot . . . . .

Husson . . . . . Déserteur.  
Charles Lanoize . . . . .  
Charasse . . . . .  
Darguey . . . . .  
Lamon . . . . . *id.*  
Romaseille . . . . .  
Dubroca . . . . . *id.*

---

(1) Les gardes nationaux désignés déserteurs , n'étaient pas des militaires qui venaient d'abandonner leurs drapeaux , mais qui avaient été poursuivis dans les cent jours , pour n'avoir pas voulu rejoindre les corps auxquels ils appartenaient.

qu'on fut choisir au bal au lieu de les prendre à tour de rôle dans la garde nationale..... Mais comme ils n'auraient pas suffi , et comme le capitaine de gendarmerie très - prudemment n'avait pas ébruité son ordre , qu'on ne l'avait pas connu assez tôt pour faire avertir les meneurs de Bordeaux , afin de former à notre arrivée sur le port un attroupement qui permit de nous massacrer , M. L...the s'en chargea , quitta le bal et courut tout de suite de la Réole à Bordeaux pour avertir que nous débarquerions le matin même aux Salinières.

Nous voyagions sans nous en douter , et nous allions être frappés , poignardés par derrière par ces petits messieurs , au milieu d'un attroupement préparé aux Salinières. Leur indiscretion les trahit et nous sauva : le sieur T...ier dit à ses camarades : L...the a promis de nous attendre au marché. Nous étions étendus les yeux fermés sur le matelas de Brassille (1). Nous primes à part le maréchal-des-logis de la gendarmerie, Bensfield , et nous lui fîmes connaître ce complot en lui demandant de faire arrêter le bateau au port de Brienne (2) : en entendant cet ordre , que le maréchal-des-logis donna sur-le-champ , le sieur T...ier dit qu'il commandait aussi , qu'il fallait aller aux Salinières ; mais la gendarmerie commandant partout où elle est , l'ordre de Bensfield fut obéi. Ces petits messieurs se trouvant désappointés , voulurent , dès qu'on fut au pont de Brienne , envoyer quelques-uns des leurs dans la ville , ne fût-ce que pour chercher une voiture pour messieurs Fancher..... Nous demandâmes que cela leur fût défendu ; et Bensfield consigna à bord le sieur T...ier comme les autres. Lanoir (3) fils courut chercher un carosse , et dès qu'il fut arrivé on donna ordre de prendre la rue Saint-Jean pour arriver au fort du Hâ , sans passer dans Bordeaux. Le sieur T...ier fit bien mettre un garde national derrière la voiture , pour annoncer de loin que c'était de ces prisonniers que les attroupements attendaient ; notre voiture allant fort vite , nous échappâmes à toutes les embûches préparées , et nous entrâmes au fort du Hâ. . . . . Des méchants disent qu'il avait été

---

(1) Maître du bateau.

(2) Demi-lieue avant Bordeaux.

(3) Matelot du bateau.



chargé par... d'aider à nous assassiner le jour de la foire. Il est digne de remarque que c'est ce sieur T...ier qui était venu demander à Colineau, commandant du poste de la Réole, de ne nous laisser parler à personne, et de faire sortir d'auprès de nous notre petit neveu et sa sœur : il est remarquable aussi que c'est ce sieur T...ier qui se trouvait depuis tous ces mouvements constamment commander les gardes nationaux chargés de nous insulter ou de nous laisser insulter; on dit que ce sieur T...ier avait mission du sieur P...y de lui rendre compte, en arrivant à Bordeaux, de la manière dont cela aurait fini; sa lettre était prête, il n'y avait que les détails à ajouter..... Le sieur T...ier entra au greffe du fort du Hâ, y finit sa lettre en donnant à son commettant la mauvaise nouvelle qu'on avait encore manqué l'occasion; il la cacheta, la donna au gendarme Fougnet, qui repartait à l'instant même par la marée, dans le même bateau, et qui fut chargé de la remettre en arrivant.

A leur arrivée au fort du Hâ, les frères Faucher écrivirent à M. le procureur-général.

MONSIEUR LE PROCUREUR-GÉNÉRAL,

Nous arrivons au fort du Hâ, sur une ordonnance de vous, du 2 de ce mois; et en vertu de cette ordonnance on nous place avec les condamnés : nous en avons trois dans notre chambre. On se refuse à nous mettre dans toute autre section, et le geolier nous dit que *telle est votre volonté*. Sans préjuger témérairement sur le résultat des actes qui nous ont conduits ici, il est au moins une chose avérée et certaine, c'est que nous n'avons pas été jugés.

Nous vous faisons connaître avec confiance notre position, parce que votre intégrité est connue, et que par conséquent vous nous ferez rendre justice.

Nous vous demandons de nous faire placer dans une division qui, à l'avance, ne nous flétrisse pas du titre de condamnés, et d'ordonner qu'il n'y ait pas d'exception défavorable pour nous.

Nous sommes, etc.,

C. FAUCHER. C. FAUCHER.

Le 4 août 1815.

( La suite au N° prochain ).

## ANNONCES D'OUVRAGES NOUVEAUX.

*De la responsabilité des Ministres.* P. M. R. D., ancien Magistrat.

A Paris, chez A. Boncher, successeur de L.-G. Michaud, rue des Bons-Enfants, n° 34.

*Réponse directe à l'idée capitale, contenue dans la proposition de M. Barthélemy.* (Extrait de la huitième livraison du *Politique*.)

A Paris, chez Cosson, rue Garéncière, n° 5.

*Trophées historiques et Almanach militaire nécrologique.*

A Paris, chez Cassano, rue de la Michodière, n° 12;

et chez Mlle Donnas, rue neuve des Petits Champs, n° 29.

*L'Observateur des Maisons de Jeu.* Par A.-H. Cahaisé; deuxième cahier, prix, 1 fr. 50 c. franc de port. A Paris, à la Librairie constitutionnelle, rue neuve des Petits Pères, n° 3.

*Discours sur cette question: Qu'est-ce que la Philosophie?* prononcé le 5 décembre 1818, pour l'ouverture du cours de Philosophie de la faculté des lettres de l'académie de Paris. Par F. Thurot, professeur au collège royal de France et à la faculté des lettres.

Prix, à Paris, 1 fr. 50 cent. Franc. de port 1 fr. 75 cent.

A Paris, chez Firmin Didot, rue Jacob, n° 24, et Delaunay, au Palais-Royal.

*Cartes récréatives.* — Les cartes à jouer n'offraient guères jusqu'ici qu'un aliment à l'avarice, un passeport à la nullité, ou tout au plus un moyen de tuer le temps, puisque le plus innocent usage était d'en faire des châteaux. L'auteur des *Cartes récréatives* vient d'en tirer un nouveau parti qui peut à la fois piquer la curiosité, divertir les yeux, désopiler la rate et recréer l'esprit. Comment cela? c'est une énigme, dont tout acheteur pourra trouver le mot. Je me borne à lui annoncer trente-deux caricatures dans un jeu de piquet, sans compter le frontispice qui n'est pas la moins bonne pièce du jeu.

A Paris, chez Pierre Mongie l'ainé, libraire, boulevard Poissonnière, n° 18;

Alphonse Giroux, papetier, rue du Coq Saint Honoré, n° 7;

Pelicier, libraire, première cour du Palais - Royal, numéros 7 et 8;

Grancher, rue de Richelieu, n° 91, au petit Dunkerque, et chez tous les Papetiers ou Libraires de la capitale.

## AVIS.

Les personnes qui s'étaient abonnées chez Alexis EYMERY, et qui avaient déjà payé le montant de leur abonnement, sont invitées à nous envoyer leur dernière QUITTANCE, afin que nous puissions satisfaire aux engagements contractés envers elles, et conserver notre recours dans la faillite.

### TABLE DES MATIÈRES DU 3<sup>e</sup> CAHIER.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| EXTERIEUR. Ministère des Affaires étrangères.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Page 149 |
| INTÉRIEUR. Paris, le 19 Mars 1819 . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 153      |
| CORRESPONDANCE DE PARIS, extraite des journaux<br>anglais . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 160      |
| PROCES des Généraux César et Constantin FAUCHER, frères jumeaux, de la Réole, condamnés à mort le 24 septembre 1815 par le premier Conseil de guerre de la 11 <sup>e</sup> division militaire ; jugement, confirmé par celui de révision le 26 et exécuté le 27 à Bordeaux. Suivi de leur Correspondance pendant leur détention au fort du HA. — Pièces pour servir à la demande en Réhabilitation des frères Faucher. . . . . | 169      |

22 Mars 1819.

De l'Imprimerie de C.-F. PATRIS, rue de la Colombe, n<sup>o</sup> 4, en la Cité.

# BIBLIOTHEQUE HISTORIQUE,



98

## RECUEIL DE MATERIAUX POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU TEMPS:

Ouvrage destiné à constater, par des documents authentiques, l'état politique de l'Europe, et particulièrement celui de la France.

*Quid verum atque decens curo et rogo et omnis in hoc sunt.*  
(HORACE.)

6<sup>e</sup>. Volume. — 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Cahiers.

### ON SOUSCRIT

Au Bureau de la BIBLIOTHEQUE HISTORIQUE,  
rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 83.

*On souscrit également :*

AU CERCLE LITTÉRAIRE, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 5, au premier.

Chez FÉLICIER, première cour du Palais-Royal, n° 10.

DELAUNAY, Palais-Royal, galeries de bois.

DURÉY, libraire, quai des Augustins, n° 25.

CORRÉARD, droguerie du radeau de la Méduse, Pal.-R.

MONGE aîné, Boulevard Poissonnière, n° 18.

ARTHUR BERTRAND, rue Hautefeuille, n° 23.

C.-L.-F. PANCKOUKE, rue et hôtel Serpente, n° 16.

BAUDOUIN frères, rue de Vaugirard, n° 36.

BRISOT-THIVARS, à la Librairie constitutionnelle,  
rue Neuve-des-Petits-Pères, n° 3.

PAIX DE LA SOUSCRIPTION : pour Paris, 9 fr. pour un volume, 17 fr. pour deux, 32 pour quatre.

Pour les départements, 1 fr. 50 c. de plus par volume.

Les Souscriptions, Avis, Annonces, Réclamations, etc., doivent être adressés franc de port, au Bureau.

Les Bureaux de souscription sont aussi établis, en France, à

Abbeville, chez Gare.  
 Agen, Foubel, imprimeur.  
 Amiens, Allo.  
 Angers, Fourrier-Mame.  
 Angoulême, Tremeau et comp<sup>e</sup>.  
 Argehtan, Marré aîné.  
 Arras, Topino.  
 Aurillac, Vallet fils.  
 Auxerre, François Fournier.  
 Bayonne, Bouzom. — Gosse.  
 Beauvais (Oise), Desjardins.  
 Bedford Clerc.  
 Besançon, Deis aîné.  
 Blois, Mad. Lemaignan.  
 Bordeaux, Gayet, Coudert. —  
 Bonnet-Dutray.  
 Bourbon-Vendée, Ferré.  
 Bourges, Debrie.  
 Brest, Auger.  
 Caen, M. le B. F. Blin.  
 Calais, Leleu.  
 Cambrai, Auguste Giard.  
 Carcassonne, Gadrot Capelle.  
 Châlons-sur-Marne, Briquet.  
 Châlons-sur-Saône, Delespinasse.  
 Charleville, Raucourt.  
 Chartres, Hervé.  
 Clermont-Ferrand, Landriot.  
 Colmar, Pannetier. — Petit.  
 Commercy, Denis.  
 Coutance, Voisin.  
 Dijon, v<sup>e</sup> Laugier.  
 Dole, Prudent.  
 Douay, Villette.  
 Grenoble, Durand p<sup>e</sup> et f., Falcon.  
 Hesdin, Thuillier.  
 Le Havre, Chapelle.

Laval, Grandpré.  
 Lille, Castiaux. — Lelcu.  
 Limoges, Ardant.  
 Lunéville, Guibal.  
 Lyon, l'Espinay. — Targe.  
 Le Mans, Peches. — Toutain.  
 Mâcon, Grosset.  
 Marseille, les frères Camoins. —  
 Masvers  
 Melun, Michelin.  
 Metz, Devilly.  
 Montauban, Laforgue.  
 Montpellier, Gabou. — Sévalle.  
 Moulins, Place et Bujon.  
 Mulhausen, Risler et comp<sup>e</sup>.  
 Nantes, Forêts.  
 Nancy, Vincenot.  
 Niort, v<sup>e</sup> Elie-Orillat.  
 Orléans, v<sup>e</sup> Huet-Podoux.  
 Périgueux, Dupont.  
 Perpignan, Tastu père et fils.  
 Poitiers, Catineau.  
 Rheims, Delannay-Leclerc.  
 Rennes, Kerpen.  
 Riom, Salles.  
 La Rochelle, Guillard.  
 Rouen, Frère.  
 Sainte-Menehould, Maimbourg.  
 Strasbourg, Levraut. — Treuttel  
 et Würtz. — Alexandre.  
 Toulouse, Viennseux.  
 Tours, Legier-Homo.  
 Troyes, Sainton.  
 Valence, Marc-Aurel.  
 Valenciennes, Lemaître.  
 Verdun, Benit.  
 Vesoul, Delaborde.

## ÉTRANGER.

Aix-la-Chapelle, Laruelle fils.  
 Arau, Sauerlander.  
 Berlin, Schelesinger.  
 Berne, Bourgdorfer.  
 Breslau, Th. Korn.  
 Bruges, Bogært. — Dumortier.  
 Bruxelles, Demat.  
 Florence, Piatù.  
 Fribourg (Suisse), Aloïse Eggen-  
 dorff.  
 Francfort-sur-Mein, Schaeffer.  
 Genève, J. J. Schod.  
 Lausanne, Fischer.  
 Leipsick, Grieshammer.  
 Lisbonne, Paul Martin, Pierre et  
 Georges Rey.

Londres, Bossange et Masson. —  
 Dulau et comp<sup>e</sup>. — Treuttel et  
 Würtz.  
 Madrid, Dennée. — Perès.  
 Milan, Giegler.  
 Moscou, Gautier.  
 Naples, Borel.  
 Neuchâtel (Suisse), Gerster.  
 Nouvelle Orléans, Jourdan.  
 Palermi (Sicile), Pedonno et Mu-  
 ratori.  
 Parme, Blanchon.  
 Pétersbourg, Saint-Florent.  
 Turin, Pic.  
 Varsovie, Glucksbarg.  
 Vienne (Autriche), Gerold.

PROCÈS DES FRÈRES FAUCHER. — *Suite du Journal.*

Ce jour on essaya de nous faire assassiner par des condamnés auxquels on avait donné de l'argent ; des condamnés nous sauvèrent. Quelques heures après, on voulut mettre des boudins de poudre dans notre paillassé. Les condamnés soutinrent, en présence des gardes nationaux, que c'étaient les gardes nationaux qui leur avaient donné de l'argent pour cela. MM. \*\* et \*\*\* avouèrent avoir donné de l'argent, mais nièrent que ce fût pour commettre ce crime.

On répandit dans les rues un feuillet où l'on nous accusait de grands crimes, puis d'avoir volé des canons. . . . On invitait à nous égorger. . . . Dix gardes nationaux en uniforme vinrent lire ce feuillet à haute voix dans la cour à côté de la nôtre.

Les guichetiers refusèrent l'entrée de notre cour à ces messieurs, comme le guichetier Maurice avait refusé courageusement de laisser entrer les gardes royaux en grand nombre qui voulaient parvenir jusques à nous.

Nous écrivîmes alors à M. Ravez, jurisconsulte.

MONSIEUR,

Nous vous conjurons de lire les trois lettres (1) mises sous cette enveloppe et écrites par nous à M. le procureur-général.

La première vous apprendra la tentative machinée à prix d'argent à notre arrivée au fort du Hâ.

La deuxième, la tentative, aussi à prix d'argent, pour mettre de la poudre à canon sous notre lit. . . .

( Il est douloureux de remarquer que les mêmes noms, des noms connus, paraissent à l'occasion de ces deux attentats ).

La troisième vous montrera la calomnie diffamatoire répandue contre nous par les presses de la veuve Cavazza, calomnie dont un prêtre, nommé Rousseau, se rend le complice et le propagateur en nous outrageant jusque dans nos cachots.

Nous voulons satisfaction de l'outrage et réparation de la calomnie.

Nos lois nous assurent l'une et l'autre.

Sous le voile de l'anonyme, le complice de l'abbé Rousseau nous dénonce :

1° Pour avoir fait périr des hommes sur l'échafaud.

(1) Celles qui suivent.

2° Pour avoir volé de l'argent à des particuliers.

3° Pour avoir volé les pierriers appartenants à la ville de la Réole.

4° Pour avoir volé deux pierriers à M. \*\*\*.

Et il affirme que ces pierriers volés par nous, ont été trouvés chez nous par M. Lavaissière, adjoint au maire, et par la force armée, qui s'y sont transportés pour constater le crime.

Monsieur, on attaque plus que notre vie; on nous assassine dans notre honneur. Nous demandons vengeance; nous l'obtiendrons, fût-ce par nos exécuteurs testamentaires (1), si la réaction actuelle doit réussir à nous assassiner physiquement avec ou sans les formes, avant la réparation obtenue.

En attendant, voici un nouveau fait que nous devons porter à votre connaissance.

Des citoyens ont été assignés pour le fait de notre crime d'amas d'armes et de réunion d'une armée dans notre maison, au centre de la ville.

Les assignations ont été données pour le vendredi 4 août; et ce vendredi *quatre*, on a renvoyé les assignés en leur disant qu'il devaient regarder les assignations comme non avenues.

Ainsi; parce que (2) . . . . .  
 . . . . ., celui-ci (3) peut impunément nous plonger et nous retenir sans motifs dans les cachots à l'aide des formes judiciaires !

Ainsi, et parce que la réaction n'a pas réussi à nous assassiner avec le poignard des scélérats, après plusieurs tentatives bien patentes, et parce que le motif, le prétexte de notre arrestation se trouve démenti, annihilé par le procès-verbal de l'autorité, nous devons être indéfiniment retenus dans les cachots, et nous devons être diffamés dans les feuilles publiques !.....

Nous avons soif de justice pour nous, et de vengeance

(1) La vengeance qu'ils demandent, la seule digne d'eux, ils l'obtiennent aujourd'hui. La publication des pièces de leur procès prouve leur innocence et dévoile la conduite de leurs ennemis.

(2) Ce paragraphe est le même que celui supprimé dans la lettre à M. Ravez, page 206.

(3) M. J. J. Dumoulin, procureur du roi.

pour notre honneur : nous vous conjurons avec des larmes de sang de nous indiquer les moyens de l'obtenir.

Nous sommes, etc.

7 août 1815, fort du Hâ.

C<sup>r</sup> FAUCHER. C<sup>a</sup> FAUCHER.

( 1<sup>re</sup> LETTRE. )

*A Monsieur RATEAU, procureur-général.*

MONSIEUR LE PROCUREUR-GÉNÉRAL,

Le concierge exige que nous vous rendions compte d'un fait qui a compromis notre existence, mais qui a été réprimé par la bonne contenance de trois condamnés qui habitent la même chambre que nous.

Des condamnés nous ont porté en tumulte une lettre que nous mettons sous cette enveloppe ( n° 18. ) Ils ont été repoussés. L'orateur de la troupe à qui nous avons dit que nous allions nous plaindre à vous de cette insolence, nous a répondu : *nous tous prisonniers, vous en ferons voir.*

Le concierge a fait venir devant nous, en sa présence, ces chefs de complots. Bochardon lui a répondu : *C'est la garde qui nous a dit de le faire; venez, je vous le ferai dire par les gardes eux-mêmes.*

Un moment après, M. \*\*\*, sergent, commandant le poste et M. \*\*\*, caporal, accompagnés de quelques-uns de leurs camarades sont venus nous demander, de leur lire la lettre que nous avions reçue. Nous la leur avons lue, et nous l'avons confiée au concierge qui s'en est servi pour faire l'appel des signataires. M. \*\*\* nous a affirmé que s'il avait distribué de l'argent aux condamnés c'était par charité et non pour nous attaquer.

Ces coquins avaient eu l'audace criminelle de soutenir qu'on le leur avait donné pour cela, et le condamné Lacroix, Bordelais, avait dit : *Un gros monsieur de la garde nationale nous a dit que si on voulait nous punir, il se chargeait d'empêcher que nous fussions mis au cachot.*

Le concierge a fait mettre au cachot ces brigands, et tout est rentré dans l'ordre.

Nous sommes etc.

C<sup>r</sup> FAUCHER. C<sup>a</sup> FAUCHER.



MONSIEUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL,

Il est de notre devoir de vous faire connaître ce qui, depuis le peu d'heures que nous sommes entrés au fort du Hâ, s'y est passé de plus important pour l'ordre public et nous ayant pour objet. Votre haute magistrature vous fera juger de ce qui a pu être fait méchamment contre nous à la Reole, à dix postes de l'autorité protectrice, par ce qui se passe ici à votre porte, et pour ainsi dire sous vos yeux même.

Vous êtes instruit que nous sommes déposés dans la division des condamnés et que la cour de cette division est séparée de la grande cour par une cour intermédiaire où sont les détenus pour dettes, etc.

Il existe dans une muraille latérale de la cour des condamnés, une ouverture fortement grillagée de fer, qui permet les communications avec la grande cour, où sont la garde nationale de service et tous les détenus à qui on accorde la faculté de s'y promener.

Il n'y a jamais dans cette cour des condamnés pendant le jour, nulle sentinelle militaire, ou factionnaire; c'est un usage constant.

Dans sa visite occasionnée par le mouvement des condamnés, dont il vous a rendu compte il y a trois heures (et pour lequel on a exigé la lettre que nous avons eu l'honneur de vous écrire), le concierge a témoigné publiquement son étonnement de voir dans notre cour un factionnaire, quand il ne pouvait y en avoir que par son ordre, et il a dit qu'il le ferait lever. Ses occupations le lui ont fait oublier. On vient de fermer les portes et la sentinelle n'a pas été levée.

Il est remarquable qu'à courts intervalles, ce factionnaire a été relevé sans le caporal. Parfois des gardes nationaux sont venus seul à seul, prendre l'arme de la sentinelle et se sont mis successivement à sa place; et, ce que nous ne devons pas vous laisser ignorer, et que vous apprendrez avec peine, c'est que ces factionnaires successifs ont tous causé avec les condamnés.

Les valets de prison, *Pomez* et *Mille-pieds*, par l'ordre du concierge, ont vidé notre pailleasse de sa vieille paille, dans notre cour, et elle y a été brûlée selon l'usage. Selon l'usage encore, on a apporté dans la cour la paille fraîche

pour remplir de nouveau la paillasse. Trois bottes étaient portées ; il en fallait encore deux , ces valets sont allés les chercher. Ils ont été long-temps absents. Une heure après, ils sont revenus en disant qu'on ne voulait pas laisser remplir la paillasse dans la cour ; qu'il fallait emporter la toile , et remporter les trois bottes de paille fraîche.

Aimant que pour nous on ne s'écarte pas de l'usage , et craignant qu'on ne mit de vieille paille , nous avons demandé qu'on remplit notre paillasse dans notre cour , en notre présence ; on nous a répondu qu'on avait ordonné le contraire , et le guichetier *Fourcade* , qui tenait la porte ouverte , a demandé qu'on emportât sur-le-champ la toile de la paillasse et les trois bottes de paille qui étaient déjà depuis quelques heures à la porte de notre chambre , ce qui a été fait malgré notre résistance.

Un moment après , notre paillasse nous a été rapportée garnie de sa paille. En ce moment nous causions avec M. Mathey , factionnaire de garde dans notre cour. C'est un horloger de la place Dauphine , qui nous a reconnus pour nous avoir vus à l'armée. Les valets qui portaient la paillasse nous ont appelés , et Pomez , l'un d'eux , nous a dit : *On a voulu nous donner de l'argent pour mettre deux boudins de poudre dans votre paillasse ; un monsieur , borgne , de la garde nationale , me les a présentés pour cela. La petite fille de M. Rey l'a entendu , et je l'ai chargée d'aller le dire à son père.*

Et il est remarquable que cette enfant était venue le dire à son père avant que Pomez rentrât dans la cour avec la paillasse. Nous sommes sortis sur-le-champ de notre chambre , et nous sommes revenus auprès de M. Mathey , factionnaire , en le priant de faire appeler le concierge. Celui-ci est venu ; nous lui avons rendu compte du fait devant M. Mathey. Pomez a persisté , en présence du factionnaire et du concierge , à soutenir que cette proposition lui avait été faite par ces messieurs , notamment par ce monsieur borgne , que la petite de M. Rey l'avait entendu , et le déclarerait , etc.

Le concierge a emmené ce Pomez pour le confronter avec ceux qu'il accusait. Ce Pomez n'est plus revenu dans notre cour.

Nous avons continué à causer avec le factionnaire , et il nous a dit : « Je connais ce garde national borgne , c'est un honnête homme. » Un quart-d'heure après la sortie du

concierge et de Pomez de notre cour , il y est entré un des militaires du poste de la garde nationale , gras , frais et de bonne mine , qui nous a dit , en présence de M. Mathey : *Ce Pomez est un coquin , on ne lui a pas donné de poudre , ni offert de l'argent pour la mettre dans votre paillasse ; mais c'est lui qui nous a dit que si nous voulions lui donner vingt sous il mettrait de la poudre dans votre paillasse. Ce brigand de Pomez vient d'être mis au cachot.*

Messieurs les gardes nationaux ont répété au concierge que Pomez leur avait proposé de mettre pour vingt sous de la poudre dans notre paillasse.

Monsieur le procureur-général , nous devons être étonnés que ces messieurs , à qui on a demandé vingt sous pour mettre de la poudre dans notre paillasse , n'aient pas exigé sur-le-champ , la punition du brigand qui a osé leur faire une proposition aussi scélérate , et qu'ils n'en parlent que lorsqu'il se répand que c'est d'eux que vient cette proposition.....

Le concierge est revenu avec M. \*\*\*, commandant du poste , et plusieurs gardes nationaux , et nous a dit , en présence de M. Mathey que nous n'avions pas quitté , qu'il nous répondait de tout , que nous pouvions être en toute sécurité , et M. \*\*\* a ajouté : le serment de fidélité que mes camarades et moi avons fait au Roi , doit vous rassurer parfaitement , etc. ; et comme il a répété à plusieurs fois et avec feu , et avec un ton de reproche , que le serment au Roi était une caution que ne donnaient pas les autres serments....., nous avons laissé tomber la simple observation que M. \*\*\* avait près de lui un exemple qui prouvait qu'on n'était pas poursuivi pour avoir prêté serment à l'Empereur , et l'avoir servi dans ces derniers temps (1).

Il est bon , peut-être , que vous sachiez que plusieurs des condamnés disent hautement qu'ils regrettent de n'avoir pas signé la lettre contre nous , parce qu'ils auraient été mis au cachot et qu'ils auraient partagé les deux écus de cinq francs et les pièces blanches qu'on leur a donnés au moment qu'ils traversaient la grande cour pour aller dans le cachot.

Des gardes royaux sont venus en grand nombre pour entrer dans notre cour , le guichetier Maurice leur en a refusé l'entrée. .

---

(1) Le père de M. \*\*\* était fonctionnaire public pendant les cent jours.

Dans la conversation, M. Mathey nous a dit : « Vous » êtes poursuivis pour vos opinions politiques ; vous êtes » bien heureux de n'être pas à Marseille, vous seriez » égorgés ; au lieu que les Bordelais sont doux, ils ne font » que tourmenter leur monde. J'aime beaucoup les Bordelais, mais les Marseillais ont un plus grand caractère. » Cependant mes sentiments ne sont pas commandés par » mes opinions politiques. Je suis très-royaliste, et à un » tel point, qu'à l'époque où je vous vis à l'armée et où » nous combattions ensemble les Vendéens, je fus fait » prisonnier, je ne voulus plus revenir et j'ai combattu » plusieurs mois avec eux. Vous étiez alors républicains : » on dit que vous l'êtes encore, et cela n'influe en rien sur » mes sentiments pour vous. Mais les Bordelais très- » royalistes, vous poursuivent à outrance, parce qu'ils » pensent prouver ainsi leur amour pour ce bon Roi que » j'adore, comme le meilleur des rois. Il n'y a pas de » quoi vous condamner à rien : mais en vous laissant libres » de vivre en France, on vous défendra d'habiter votre » pays où vous avez une très-grande influence.

» Cependant vous vous êtes mis en révolte puisque vous ne » vous êtes point rendus à la garde royale de Bordeaux (1) » qui vous demandait à grands cris à la Réole. — Mais, » monsieur, nous nous sommes rendus au premier appel » légal qui nous a été fait, nous n'avons pas été contraints, » nous avons obéi librement. »

M. Mathey nous a répliqué : *Messieurs, ne parlez pas à présent d'ordre, de tribunaux, ni de lois, il n'y en a point, et il ne peut y en avoir de quelques mois. Ceci est une révolution : les plus forts doivent commander, les autres doivent obéir. Je suis fâché qu'on ne vous ait pas mis dans la grande cour, et que vous soyez dans celle-ci : on dira que vous vous faites un parti parmi les prisonniers.* Nous nous sommes contentés de répondre à M. Mathey, qu'il était difficile que, n'étant en prison que depuis quatre à cinq heures, sans avoir parlé à qui que ce fût, lui excepté, nous pussions être accusés de nous être fait un parti parmi des condamnés qui avaient constamment parlé avec les gardes nationaux, dont ils recevaient de l'argent.

Pardonnez la longueur de cette lettre à des hommes qui,

---

(1) On ne doit pas oublier que ce sont les volontaires royaux qui n'étaient porteurs d'aucun ordre.

après quarante ans de services , toujours fidèles à la patrie , et vingt-huit blessures reçues en la défendant , se voyent attaqués plus que dans leur vie , car c'est leur honneur que la réaction veut immoler.

Nous sommes , etc.

C<sup>r</sup> FAUCHER , C<sup>a</sup> FAUCHER.

( 3<sup>e</sup> LETTRE. )

MONSIEUR LE PROCUREUR-GÉNÉRAL ,

Vous avez eu connaissance des dangers que nous ont fait courir des brigands , nous menaçant d'assassinat à la Réole : ils étaient étrangers à cette ville.

Des condamnés ont été amentés à prix d'argent contre nous à notre arrivée au fort du Hâ ; quelques heures après , on a voulu mettre de la poudre dans nos paillasses.

Nous vous prions de lire la lettre que nous eûmes l'honneur de vous écrire au moment même , et que , par pudeur , nous avons retenue jusqu'ici pour ne pas fouiller de telles sentines.

Un prêtre , un sieur R.... seau , se réunit à ces gens-là , pour ajouter à ces outrages et à ces dangers.

Le concierge nous déclare que ce prêtre est entré chez lui , et lui a demandé , après *sa messe* , à nous écrire la lettre dont nous joignons ici la copie (n<sup>o</sup> 19) , et en le chargeant de nous la remettre , il y a joint un bulletin calomnieux contre nous. Nous avons invité le concierge à nous procurer sur-le-champ quelques exemplaires de ce feuillet ; nous vous en envoyons un , et nous gardons celui dont nous a gratifiés le prêtre.

Personne mieux que vous , monsieur le procureur-général , et les magistrats , ne connaît combien sont infâmes et calomnieuses les imputations contenues dans ce feuillet , et dont ce prêtre se rend le complice. Votre ordonnance ne nous a condamnés ni à voir , ni à entendre cet homme ; et j'ignore s'il existe une loi nouvelle qui dispense ces gens-là de la peine des calomniateurs.

Votre haute surveillance fera ce qu'elle trouvera convenable contre l'auteur de cet outrage que nous avons dû vous faire connaître : nous nous réservons la poursuite en calomnie contre lui et ses complices.

Nous sommes , etc.

6 août 1815.

C<sup>r</sup> FAUCHER . C<sup>a</sup> FAUCHER.

MONSIEUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL,

Des injustices répétées justifient nos réclamations successives. Ridiculement accusés d'avoir caché un arsenal et une armée dans notre maison à la Réole, nous avons été mis dans les prisons, quand le procès-verbal de perquisition fait par l'autorité civile et par l'autorité militaire prouvait qu'il n'y avait ni armes, ni hommes armés.

Sur cela on nous a traduits à Bordeaux, et on nous a jetés dans le bague des condamnés.

Pour communiquer, même avec nos conseils, pour cesser d'être au secret, il faut attendre l'instruction, il faut que les pièces soient envoyées de la Réole à Bordeaux.

On a assigné à la Réole divers citoyens au vendredi 4 août, et le vendredi 4 août, au lieu de les questionner, de les entendre, on leur a dit qu'ils devaient regarder ces assignations comme non avenues.

Notre supplice immérité n'a désormais qu'un terme indéfini; et cependant on nous diffame dans les papiers publics, sous les yeux de l'autorité qui nous baillonne!

Nous sommes les victimes de la réaction qui triomphe depuis peu de jours: nous sommes spécialement les victimes de la haine personnelle d'un magistrat de la Réole.

C'est par respect pour vous, monsieur le procureur général; c'est par respect pour la magistrature dont est revêtu le sieur D. . . . . n, que nous ne consignons pas ici les causes affligeantes, et depuis long-temps publiques de ses ressentiments.

Nous vous conjurons d'ordonner que sans délai on apporte devant vous :

1° Le procès-verbal de perquisition faite dans notre maison par le capitaine de la gendarmerie de Bordeaux et l'adjoint au maire de la Réole;

2° Les procès-verbaux de nos comparutions devant le procureur du roi, ci-devant le juge d'instruction;

3° La misérable ferraille qui, par une plaisanterie atroce, est appelée artillerie, et a servi de prétexte pour nous plonger dans les cachots. Et si rien dans tout cela n'est contre nous, si vous n'éprouvez qu'une vertueuse indignation contre de telles horreurs, ordonnez la cessation de la détention arbitraire de deux citoyens qu'une réac-

tion voudrait proscrire, que des scélérats peuvent poignarder, mais que le magistrat protégera de toute la puissance de la loi.

C'est avec la confiance que motive si bien la renommée de votre intégrité, que nous attendons la fin de nos persécutions.

7 août, fort du Hâ.

C. FAUCHER. C. FAUCHER.

### *Suite du Journal.*

Le 8 et le 9, monsieur le procureur général nous interrogea.

Il ne fut plus question de l'affaire de la Réole, de cette armée et de ces canons que nous avions cachés chez nous. C'était visible. C'était une espièglerie de la préfecture et une gentillesse du tribunal pour nous mettre en prison.

Le procureur général nous questionna sur notre conduite depuis le mois d'avril, sans nous dire en vertu de quelle loi, ni dans la supposition de quel délit.

De toutes ces infamies, il ne ressortait pas que nous pussions être accusés.

Cet interrogatoire donna lieu à la lettre suivante, adressée à monsieur le procureur général.

#### MONSIEUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL,

(1) L'interrogatoire que vous nous avez fait subir les 8 et 9 de ce mois, nous a laissé voir les causes, jusqu'ici occultes, de notre étrange position; et c'est avec un légitime orgueil que nous disons avec un ancien : nos ennemis, pour dire du mal de nous, ont été forcés d'avoir recours à la calomnie.

Vous n'êtes, monsieur le procureur général, que l'organe des interrogations que vous nous avez adressées; vous nous avez dit même « que nos lois nous cachaient » pour toujours l'auteur des calomnies avancées contre nous et que quel que fût le caractère du reproche, accusât-on l'un de nous d'avoir voulu faire rôti son frère » pour le manger, vous seriez obligé de nous en faire la

---

(1) Cette lettre n'est pas complète. Nous avons arrangé les questions d'après l'ordre indiqué par une note trouvée avec les minutes.

» question sans que nous pussions jamais descendre jusqu'à celui qui vous la dictait ».

Ainsi le ministère public est, en quelque sorte, une bouche de fer où toutes les délations peuvent être jetées et accueillies, et d'où la calomnie peut vomir en toute sécurité ses poisons contre nous. Dans l'impossibilité où vous nous mettez d'attaquer cette hydre corps-à-corps, nous allons la combattre dans les questions qu'elle vous a soufflées. Leur discussion fera ressortir l'absurdité des allégations. L'iniquité sera enlacée dans ses propres pièges, et prise en flagrant délit.

Que ne pouvons-nous, déchirant le voile qui nous dérobe nos lâches ennemis, les saisir dans le poste abrité que leur donne votre ministère ! Nous les produirions en public dans toute leur turpitude, et nous les attacherions ainsi au carcan de l'opinion.

Nous vous prions de nous faire donner une copie authentique de cet interrogatoire qui restera dans notre famille, comme un monument de la délirante fureur qui nous poursuit en août 1815.

Cet interrogatoire deviendra l'acte d'accusation de ceux qui l'ont rédigé..... Cet interrogatoire nous appartient plus qu'au ministère public, car il n'est qu'accusateur, et nous sommes accusés ; s'il renferme nos réponses, il contient aussi ses questions, et c'est dans ces questions, je vous le répète, que nous saisissons le monstre et que nous le marquerons du fer chaud de l'infamie.

Il est si important pour nous, cet interrogatoire, il révèle d'une manière si éclatante les véritables causes de notre persécution, que nous regarderions comme un déni de justice le refus qui nous en serait fait. Cette supposition est injurieuse au ministère public qui, au-dessus de tous les partis, ne s'abaissera à en servir aucun, et restera impassible comme les lois dont il est la sentinelle.

L'atrocité de plusieurs questions qui nous ont été faites dans nos interrogatoires, nous a ôté le calme d'esprit nécessaire pour bien rédiger nos réponses ; mais elle nous a convaincus que la réaction qui nous martyrise à l'aide des formes judiciaires, trouvera bons tous les moyens de parvenir au terme extrême de ses vengeances.

Nous devons à votre magistrature tutélaire, monsieur le procureur général, nous devons à notre honneur, de vous prémunir contre l'influence d'une atmosphère de pré-



ventions que la malveillance épaissit incessamment contre nous. C'est dans la conscience de l'homme de bien que nous déposons des observations ou plutôt des épanchements qui réveilleront sans doute la sollicitude du magistrat. Il pardonnera leur incorrection; il pardonnera leur inconvenance, si notre peu d'habitude de pareilles relations nous en faisait commettre.

Nous allons établir ce que nous sommes devant vous, et comment nous sommes devant vous.

Nous avons cessé nos fonctions de maréchaux de camp, le 21 juillet, et nous avons demeuré sur nos foyers d'après l'ordre du roi.

Le 24 juillet, une centaine de gardes royaux à cheval arrivent de Bordeaux à la Réole et parcourent cette ville, le sabre à la main, en poussant des cris à *bas les Bonapartistes, à bas les généraux Faucher, à bas les généraux de la Réole! il faut les égorger.....* La ville entière est dans l'épouvante..... Nous appelons le maire à notre aide, en lui annonçant que nous nous barricadons dans notre maison, et que nous la lui offrons comme lieu de sauvegarde *pour les magistrats* et pour les lois outragées. Le maire nous répond que toutes les autorités de la ville viennent se réunir à lui pour faire respecter les personnes et les propriétés, au moyen de la garde nationale et de la gendarmerie. Il nous promet son secours et ne blâme pas nos précautions. Les lois sommeillent pendant six jours, l'asyle des citoyens, même pendant la nuit, est violé; les citoyens outragés, frappés, vexés dans leurs maisons..... Nous restons renfermés dans la nôtre, et l'annonce d'une vive résistance de notre part, éloigne les perturbateurs par la crainte des dangers que courraient les assaillants; pendant ce temps nous correspondons régulièrement avec le maire.

Les gardes royaux partent enfin le 30 au matin. Dès ce moment la sécurité est rendue aux citoyens, le calme à la ville, et notre maison est ouverte.

On avait échoué dans la tentative d'assassinat à force ouverte, continuée pendant six jours contre nous. On a eu recours à une espègleterie mi-partie administrative et mi-partie judiciaire.

Pendant notre charte privée, le 27, nous avons écrit à M. le général gouverneur, pour l'instruire de notre position, et nous lui demandions ses conseils dans cette cir-

constance où les lois étaient méconnues et la ville livrée à des étrangers en armes qui menaçaient de l'ensanglanter. Nous disions au gouverneur de la province, ce que nous avions écrit au maire de la ville, que nous nous offrions en aide aux magistrats et aux lois ; qu'avec les seules forces que nous donnait l'affection du pays, nous enlèverions cent cavaliers ; mais que nous ne voulions faire que ce que l'autorité ordonnerait. Nous lui montrions notre sollicitude pour la patrie en souffrance.

Cette lettre était confidentielle ; car nous n'étions ni fonctionnaires civils, ni militaires, et nos rapports avec le gouverneur n'étaient que la suite de nos récentes liaisons avec lui. Nous épauillions notre cœur, et la teneur de la lettre entière en fait foi.

Ce général en chef, gouverneur, partait le 28 au matin, même jour où on lui remit notre lettre. Voyant, par ce que nous lui apprenions, que la chose publique était en souffrance, il confia cette lettre au préfet nommé par le roi, pour que l'ordre soit rétabli à la Réole, et que ce pays soit arraché aux gardes royaux.

Notre lettre confidentielle au général Clauzel, confiée par lui au premier magistrat, pour amener le rétablissement de l'ordre à la Réole, eut son effet, et les gardes royaux furent sur-le-champ rappelés ; mais elle devint un moyen de persécution entre les mains des infatigables réacteurs.

Notre maison, fermée de l'aveu des magistrats qui la protègent contre les attentats dont elle est menacée, notre maison, par un arrêté de la préfecture, signé du préfet le 29, est désignée comme un repaire rempli d'armes et d'hommes armés, dangereux pour l'ordre public, en révolte actuelle ou prochaine.

Pour constater notre crime, le capitaine de la gendarmerie de Bordeaux a ordre de se rendre à la Réole avec vingt-cinq gendarmes ; un chef d'escadron a ordre de lui prêter main-forte avec soixante et dix officiers espagnols, et on y joint une garde nationale nombreuse. Le préfet donne ordre de communiquer le procès-verbal au procureur du Roi, à qui il envoie notre lettre confidentielle que le gouverneur lui avait confiée.

On n'avait pris aucun de ces moyens pendant les six jours que la ville avait été menacée de grands malheurs, et qu'à cause de la turbulence des gardes royaux, tous les

magistrats de la ville avaient été obligés de se réunir pour arrêter l'excès du désordre.

Cette force armée entoure notre maison, trouve nos portes ouvertes, et les chefs militaires et l'officier municipal nous voient seuls en famille dans notre salon.

On savait que la seule apparence des formes légales nous trouverait soumis à tout.

L'autorité civile et l'autorité militaire ayant constaté que nous étions seuls en famille dans notre maison, il n'était pas possible d'y montrer une armée; il fallut y trouver un arsenal caché.

Nous avons dans notre maison, depuis deux cents ans, des canons, *joujou d'enfants*, que le procès-verbal constate être du *calibre du petit doigt*, qui ne peuvent servir qu'à faire du bruit dans une cour lors des fêtes annivcrsaires de famille.

On joue sur le mot *canons*; des canons sont de l'artillerie, ces canons étaient dans un garde-meuble, couverts de poussière; c'est donc de l'artillerie cachée, et depuis longtemps. . . . .

. . . . .

Ainsi, l'espièglerie administrative, qui dénote notre maison comme renfermant un arsenal et une armée, est judiciairement suivie de la gentillesse féroce qui travestit en canon un joujou d'enfant; et sur cela on prostitue les formes de la justice pour précipiter deux citoyens français dans les cachots du crime; et on couvre ainsi un attentat si odieux, que, dans un temps d'ordre et où les lois seraient dans leur force, votre ministère en poursuivrait la punition. Et ce qui prouve sans réplique l'état souffrant de la patrie, c'est que cet attentat n'est pas puni, c'est que d'autres attentats jouissent de la même impunité, notamment ceux du 24 juillet à la Réole.

En appelant canon un joujou d'enfant, nous, citoyens français, paisibles, sans fonctions publiques d'aucune espèce, nous avons été enlevés de notre domicile et jetés dans les cachots de la Réole, comme arrêtés et surpris en flagrant délit, ayant un *dépôt d'armes* en contravention à l'article 93 du code pénal. Nous sommes mis dans les cachots au secret, et on nous signale comme des proscrits d'une réaction qui triomphe, et comme des victimes expiatoires, livrées à la fureur des mécontents.

Sur cette prévention de crime, on assigne des citoyens au vendredi 4 août ; mais comme une prévention aussi atrocement calomnieuse, basée sur un jeu de mots aussi puéril, couvrirait, par la publicité, ses auteurs d'un ridicule ineffaçable et de l'odieuse tentative d'assassinat, le vendredi 4 août, on dit aux assignés qu'ils doivent regarder les assignations comme non venues.

Mais, ce même 4 août, une ordonnance de vous, non motivée, datée du 2, prescrit de nous extraire des cachots de la Réole, et nous précipite dans le bagne des condamnés, et non dans la division des prévenus, au fort du Hâ, à Bordeaux, pour y être à votre disposition.

Cette ordonnance de vous, monsieur le procureur général, ne nous accuse d'aucun crime, d'aucun délit ; et quel que grand que soit le pouvoir discrétionnaire que les lois vous attribuent, il sera long-temps inexplicable que vous ayez fait conduire deux citoyens français dans le bagne des condamnés à *votre disposition*, sans être tenu de dire en vertu de quelle loi et sur quelle prévention.

Vous êtes puissant de toutes les forces de la société ; nous sommes seuls, sans armes . . . . ., mais nous sommes innocents.

Le but de cette marche juridique, extra-légale, extra-constitutionnelle, serait-il notre assassinat hautement annoncé, ouvertement complotté, et déjà plusieurs fois tenté impunément sous les yeux des magistrats ?

Comme les dénégations sont la défense habituelle de ces messieurs, nous allons vous citer les faits, tous bien à votre connaissance, mais qu'il est bon de constater ici.

Pendant six jours, les gardes royaux ont consterné la Réole par les cris : *A bas les Bonapartistes, à bas les généraux Faucher de la Réole ; il faut les égorger ! . . .* Notre attitude armée, et qui leur faisait courir des dangers dans l'attaque, nous a seule sauvé la vie, vous le savez.

Le maire de la Réole le savait ; pour nous rassurer, il nous écrivit qu'il se réunissait avec tous les fonctionnaires publics de la ville, pour obtenir la sûreté des personnes et des domiciles.

Votre substitut, votre lieutenant, J. J. Dumoulin, était sur les lieux ; il s'est tu ; nul acte de lui ne montre l'action de votre magistrature tutélaire.

A notre arrivée au fort du Hâ, on tente deux fois de nous faire assassiner . . . . . Il se trouve une sorte de répugnance

à se prêter à certains crimes, même dans les forçats, et ce sont des condamnés qui nous sauvent, vous en avez eu connaissance.

Vous avez dans vos mains, monsieur le procureur général, les procès-verbaux qui constatent la vérité des faits que nous venons d'exposer ; votre haute magistrature qui, dans sa grande puissance, peut, sur une prévention, sans garantie de la part du dénonciateur, plonger dans les cachots, aux fers, des citoyens irréprochables, votre haute magistrature couvre tout de sa surveillance ; et cependant les presses de la veuve Cavazza publient que les procès-verbaux, qui sont dans vos mains, constatent de notre part des crimes déshonorants qui mènent à l'échafaud ; et ces crimes sont spécifiés, détaillés ; un prêtre, nommé R...seau, colporte ces bulletins diffamatoires, et vient nous outrager jusque sur notre paille..... Nous vous donnons connaissance de ces faits, nous mettons sous vos yeux le feuilleton calomnieux Cavazza, et la lettre du prêtre. . . . . Nous sommes tenus au secret, nous sommes baillonnés par vous....., et la calomnie n'est pas démentie, et les diffamateurs ne sont pas punis ! . . . . .

On marche sans obstacle au but proposé, et ce but est notre égorgement ; car la populace pourrait se borner à des insultes, à des outrages. mais cela ne suffirait pas. Il faut nous faire massacrer, et pour cela il faut mouvoir, soulever cette masse par le plus puissant de tous les leviers, celui de l'exemple : il faut armer et diriger les bras. Aussi le prêtre R...seau et ses complices disent-ils aux sicaires, dans leur virulente instruction, imprimée et distribuée en plusieurs éditions : Massacrez-les, déchirez-les en lambeaux. Entendez l'instruction elle-même : « Les paysans » surtout étaient furieux, et tous les voulaient mettre en » pièces. Un de ces paysans tenait même déjà *César* par » son habit ; un mouvement de plus, et il était perdu. » Le fait est faux ; mais quel regret respire l'instruction que ce *mouvement de plus* n'ait pas eu lieu ! Comme elle détermine bien l'hésitation ! comme elle pousse bien le couteau ! et la réaction attend que le coup soit porté pour monter sur nos cadavres, et le proclamer ; par la seule lecture du feuilleton R...seau Cavazza, le jugement, et ses motifs, et la légitimité de l'exécution.

Ainsi, et parce qu'on craint que nous n'échappions à la hache du lecteur, on aiguise le poignard des fureurs popu-

laïres. Si c'est là une partie de la pompe que la réaction prépare pour la réception de LL. AA. RR. , que l'amphithéâtre ne s'attende pas à l'*ave César* qui retentit autrefois devant d'autres majestés. Nous pouvons être des victimes réservées, mais nous ne serons pas des victimes résignées. Si on nous frappe, on nous frappera debout ; et nous ne tomberons pas sans avoir dévoilé le système de la persécution, démasqué nos persécuteurs de tous les rangs, et déroulé le tissu de leurs infâmes manœuvres.

On fait étinceler à nos yeux le fer des lois et le fer des assassins. On veut que, si le sentiment de notre innocence nous rassure contre le premier, nous ayons la certitude de périr sous le second. Ainsi on trace en lettres de sang sur les murs de notre cachot, cette inscription de l'enfer :  *Ici il n'y a plus d'espérance.*

Mais cette conviction même ne nous fera changer ni d'attitude, ni de langage. Nous ferons tout pour éclairer nos juges ; nous ne ferons rien pour les désarmer. Il est une noble fierté que nous conserverons toujours, c'est celle qui appartient au malheur immérité. Et si la vertu, aux prises avec l'infortune, est un spectacle sans intérêt pour nos juges, il ne sera pas sans fruit pour nos concitoyens, à qui nous léguerons de généreux exemples dans l'une comme dans l'autre fortune.

Nous vous arrêterons, monsieur le procureur général, sur ces circonstances, qui sont plus graves qu'elles ne vous le paraissent peut-être au premier aperçu.

Il est impossible de ne pas voir que la France entière est dans un état de désordre qui approche de la dissolution sociale. Les dépositaires de l'autorité sont sans force pour faire exécuter les lois ; et quand ils ne sont pas, ou bénévolement, ou à leur insu, les agents du parti qui triomphe, ils sont trop souvent obligés de pactiser avec lui. Tel est le poids des circonstances. Et comment les pouvoirs secondaires ne seraient-ils pas dans cette dépendance funeste, lorsque le dépositaire suprême des hauts pouvoirs de la France . . . . .

Entre mille preuves, nous vous en avons cité une : monsieur le comte de Langeron, commandant, pour le Roi, de la ville de Laon, publie dans son ordre du jour, que de l'ordre exprès du ministre du Roi, il doit conserver cette place au Roi, ne l'ouvrir à aucune des puissances alliées,

et qu'il est décidé à s'ensevelir sous ses ruines , plutôt que d'y laisser entrer les étrangers.... et sous les yeux du Roi , les puissances alliées l'attaquent de vive force , et le sang français coule . . . . . , pour exécuter les volontés du Roi , et ce sang français est versé par les mains de ces puissances alliées qu'on appelle *officiellement* les puissances amies du Roi de France. Dans quel déplorable état se trouve la patrie !

Et cependant une réaction furieuse se déploie , elle parcourt nos provinces en rugissant , et ses pieds de fer se baignent dans le sang , et brisent , sur son passage , nos institutions et nos garanties. Il faut reconnaître que ces réacteurs , qui professent ouvertement la théorie des assassinats , l'ont dignement perfectionnée à leur usage , surtout dans la manière de les préparer , de les amener , quand ils ne peuvent pas , de prime abord , frapper à force ouverte. Sous le nom de représailles , le sang des français coule par la main des français , impunément , sous les yeux des magistrats , à Lyon , à Marseille , à Toulouse.... jusques sur les marches du temple de la justice ; et l'apologie du crime , ou au moins son officieuse excuse , est publiée en présence de l'autorité.

Nous ne citerons qu'un fait , le plus récent. La ville de Bordeaux est éminemment française ; tous ses fonctionnaires publics , sa population entière , sont dévoués au Roi. A Bordeaux , nul prétexte pour les citoyens de s'éloigner de l'ordre et des lois : nul motif pour les magistrats de ne pas faire observer l'ordre et respecter les lois.... et cependant à Bordeaux , on vient de publier et distribuer dans les rues , un feuilleton qui annonce que le maréchal Brune , se rendant à Paris , avec des passe-ports en règle , a perdu la vie à Avignon par les excès des réacteurs , qui ont trainé son corps en pièces dans les rues ; et cela , dans cette ville , chef-lieu de département , sous les yeux du préfet , sous ceux de tous les dépositaires de l'autorité qui , avec tous les moyens que leur donne la loi , n'ont pu conserver inviolée une maison seule , celle de la poste ; n'ont pu empêcher le massacre d'un citoyen , d'un maréchal de France , se rendant auprès du Roi ... et ce maréchal de France n'était pas même porté sur aucune des tables fatales publiées par le Roi : il était donc dans la loi commune des citoyens ; mais le feuilleton sorti des presses de Fernel , distribué publiquement et sous les yeux de l'autorité à Bordeaux , annonce

hautelement comme raison suffisante de cette antropophagie, que la conduite du général Brune depuis le retour de S. M. avait porté au dernier point l'exaspération des habitants de la Provence.

Et cette épouvantable catastrophe avait été préparée dans la Provence et à Avignon, par la distribution publique, et sans contradiction de la part de l'autorité, de feuillets qui peignaient le maréchal Brune comme un monstre digne de tous les supplices : ainsi que le prêtre R...seau et ses complices, aidés des presses Cavazza, publient qu'ils sont dignes de tous les supplices, ces monstres, ces frères Fauchier qui ont fait périr des hommes sur l'échafaud, qui ont volé des canons à la ville de la Réole, qui ont volé deux canons à M. \*\*\* ; comme ils conste, disent-ils, par le procès-verbal authentique dressé par ordre de l'autorité..... L'autorité citée à Bordeaux, c'est le préfet, c'est le procureur général. Le procès-verbal qui constate que ce sont d'infâmes calomnies, est dans les mains de ces deux premiers fonctionnaires du département ; et c'est sous leurs yeux que cette diffamation, que cette provocation à l'assassinat de deux citoyens placés sous leur sauvegarde, est impunément publiée. S'il s'ensuit une catastrophe semblable à celle du général Brune, amenée par de semblables moyens, les regrets de M. de Tournon, à Bordeaux, seront égaux à ceux de M. de St. Chamans, à Avignon, et les réacteurs auront leur excuse dans un bulletin qu'on publiera, pareil à celui qu'on distribue en ce moment pour justifier l'assassinat du général Brune, et ils auront de plus à s'appuyer sur de grands exemples.

L'excès dans l'amour de nos Rois ne peut jamais être imputé à crime. Si on les aime bien, on doit chercher à les venger de leurs ennemis ; et les journaux publient que Louis XVIII ne doit être ni indulgent, ni clément ; que Henri IV, son aïeul, qu'on lui cite pour modèle, fit, malgré sa réputation de clémence, couler le sang en rentrant à Paris, et qu'on tortura et qu'on pendit force gens, sans formalité. Ils s'épuisent en citations, pour flétrir la mémoire du meilleur grand homme, et colorer et justifier ainsi les vengeances personnelles des réacteurs.

D'ailleurs, la différence d'opinion est, dans la morale de ces messieurs, une raison suffisante d'assassinat. Ils citent que sur des lettres closes du Roi de France, on massacrait, à heure fixe, dans tout le royaume, pendant la nuit,



Tous les Français qui n'étaient pas de l'opinion du Roi ; et sans lettres closes , on essaye , on tente aujourd'hui un pareil massacre du Var au Calvados ; et on répand sourdement , qu'ainsi le veut le salut de l'état ; qu'il faut laisser à la suprême autorité la faveur d'une apparente clémence ; qu'il ne faut pas montrer aux générations à venir la hache des tribunaux décimant les Français pour les dissentiments politiques , et que le poignard des muets de la réaction doit suffire à tout , à présent , comme alors.

Sur cet Océan de malédiction s'éleva un héros , le baron d'Orthez , qui écrivit noblement au Roi , et noblement brisa les poignards levés au nom du Roi.

A deux cents ans , et à deux cents lieues d'intervalle , on rencontre un nouveau baron d'Orthez , et M. d'\*\*\* vient de poursuivre à outrance et de forcer à chercher son salut hors de France , ainsi que ses compagnons , un sieur D . . . . nil , qui , à la tête de deux compagnies de gardes royaux , avait outragé le préfet de Caen , violé pendant la nuit les domiciles , enfin , répété les scènes qui ont eu lieu à la Réole.

Nous vous avons dit , monsieur le procureur général , que l'influence de la réaction flétrissait presque tous les actes de cette époque. Les journaux la montrent à Avignon , à Caen , etc. ; vous l'avez vue à la Réole , nous la retrouvons bien patente dans la série des questions que vous nous avez adressées dans notre interrogatoire. Nous allons en rappeler quelques mots.

Avant d'aller plus loin , avant toute discussion , il faut repousser pour toujours une des assertions qu'on vous a dictées , et dont l'absurdité ferait rire de pitié , si les soins qu'on met à la reproduire sans cesse dans les interrogatoires , ne découvrait la volonté criminelle d'y trouver un moyen d'accusation contre nous.

Vous nous avez dit : « Vous avez organisé des fédérés à la Réole , les fédérés y ont fait ci , les fédérés y ont fait ça . . . »

Il suffit de n'être pas tout à fait étranger aux lois et aux règlements militaires et d'administration , pour savoir que ce n'est pas nous , maréchaux de camp , employés dans l'armée , que pouvait regarder une fédération de citoyens. La fédération est une opération administrative. Les citoyens la proposent entr'eux bénévolement , le sous-préfet la dirige et en régularise la formation , qu'il présente au préfet , qui , s'il l'approuve , lui donne force par sa sanction

écrite ; et il publie cet acte dans le journal officiel du département : il en a été ainsi pour tous les pactes fédératifs, notamment pour celui de Ste.-Foi.

Ce n'est que lorsque le corps de fédérés était ainsi légalement constitué, qu'il pouvait être mis par l'autorité supérieure, sous le commandement d'un maréchal de camp.

Le journal officiel, les arrêtés de la préfecture, les registres du sous-préfet, n'ont dit mot d'une organisation fédérale à la Réole ; donc il n'a pas été formé un corps de fédérés à la Réole : la conséquence est rigoureuse à la confusion de vos rédacteurs.

Lors de notre arrivée à la Réole, en qualité de maréchaux de camp employés, nous demandâmes au sieur Pirly, sous-préfet, de nous faire connaître où en était la fédération ordonnée par le préfet.

Ce sous-préfet nous répondit, et nous avons sa lettre, qu'il s'occupait activement de cette fédération que lui recommandait le préfet.

C'est le seul acte de nous, relatif à une fédération des citoyens de la Réole.

On a joué avec succès sur le nom de *canon*, donné à des joujoux d'enfants, et on a voulu jouer sur le nom de *fédération*, donné en juillet 1813, à une fête publique à la Réole, ainsi qu'avaient été désignées les sept fêtes qui, à longs intervalles, ont eu lieu à la Réole en juillet, depuis la fédération de 1790. Et toujours avec un programme des jeux et des distributions de prix semblables.

Nous nous arrêtons sur ce point, monsieur le procureur général, parce que vous nous avez répété plusieurs fois avec reproche, que c'était le mot *fédération*, et que nous nous intituliions dans ce programme imprimé et publié, *commissaires de la fédération*.

Sans insulter aux rédacteurs des questions qu'on vous fait nous adresser, nous pouvons vous faire observer que nous sommes appelés en tête de ce programme, *commissaires de la fédération*, c'est-à-dire de la fête fédérative, et non pas *commissaires des fédérés*, comme ont été désignés dans toute la France, spécialement dans la Gironde, les commissaires des corps de fédérés. Nous vous ferons observer aussi que *fédération* ne serait pas français en ce sens.

Et enfin, pour faire ressortir le ridicule de cette inculpation, nous vous ferons remarquer que ce programme s'a-

dresse aux habitants, et non aux fédérés des arrondissements circonvoisins ; qu'on y invite les pères, les mères, les enfants, qu'on y parle de réunion de tous les partis, d'oubli de tous dissentiments, d'affection mutuelle, et de faire asseoir au banquet civique tous les pères, tandis que sous leurs yeux, dans les danses et dans les jeux, leurs enfants prépareront les unions qui seront le bonheur des familles...

Monsieur le procureur général, il est difficile à la délinquance protégée de vos rédacteurs de questions, de trouver là un appel à une force armée subversive de l'ordre, et ayant un but criminel ( Voyez la pièce n° 20 ).

« Un sieur Albert, qui avait été en 1795 membre d'un » comité révolutionnaire et de la commission militaire, » n'a-t-il pas, à la tête des fédérés de la Réole, assailli, le » 24 juillet, par des cris de *vive l'empereur*, les gardes » royaux qui y arrivaient, et ce sieur Albert n'était-il pas » inspiré par vous ? »

Voilà, monsieur le procureur général, l'une de vos questions, et elle prouve sans réplique ce que vous nous avez déjà dit ; que les questions que vous nous adressez ne sont pas de vous, que vous n'en êtes que l'organe.

Tout citoyen français, digne de ce beau titre, verra avec confusion et douleur, que nos lois soient imparfaites à ce point, qu'un grave magistrat puisse être forcé de proférer hautement une question accusatrice, qui montre dans son rédacteur ignorant, projet criminel et perfidie.

Vous avez vu notre indignation à son énoncé ; plus calmes en ce moment, nous vous rappelons notre réponse :

1°. Il est faux qu'il y ait eu des fédérés à la Réole.

2°. Il est faux qu'on ait accueilli les gardes royaux par des cris de *vive l'empereur*.

En voici une preuve sans réplique :

Ces gardes royaux, accompagnés d'hommes à cheval, formaient environ cent cavaliers ; ils étaient suivis de deux cents paysans venus de Castets et environs ; ils sont arrivés le *matin*, ils n'ont violé le domicile du sieur Albert, ne lui ont fait courir risque de la vie, n'ont excédé de coups sa famille que le soir après sept heures....

Comment ces jeunes cavaliers royaux auraient-ils contenu leur fureur depuis le matin jusqu'au soir ?

Pourquoi n'entend-on parler de ces cris : *vive l'empereur*, que depuis que ces cavaliers royaux ont quitté la Réole ? Pourquoi se contentaient-ils, pour légitimer leurs

attentats, de dire que le sieur Albert avait été membre d'un comité révolutionnaire, ainsi que le désigne monsieur le procureur général ? Pourquoi ne trouve-t-on ce nouveau prétexte que lorsqu'il s'agit de couvrir devant l'opinion publique révoltée, des excès impunis, qui ont forcé toutes les autorités de la ville de la Réole de se réunir le soir pour conserver, après le départ des paysans venus à la suite des gardes royaux, le respect des personnes, des propriétés, ce que ne put complètement opérer la gendarmerie et la garde nationale ? (Voyez la correspondance du maire de la Réole, et de l'un de MM. ses adjoints).

3°. Ces gardes royaux n'ont pas été appelés par le maire ; ils sont venus à la Réole sans feuilles de route, ils y ont resté six jours, ils y ont été pendant ces six jours l'occasion de troubles... Quand les pouvoirs subordonnés étaient opprimés ou comprimés par eux, quand cet état violent durait depuis six jours, et que les autorités locales étaient obligées d'intercéder auprès du commandant de ces gardes royaux, pour obtenir un peu d'allégeance dans les mesures despotiquement tyranniques de ces messieurs, qui commandaient et agissaient sans l'aveu des magistrats, et en contravention aux lois.... (Voyez les lettres de la municipalité). Comment se fait-il que la haute police administrative la haute police judiciaire soient demeurées muettes ?

Ces *pourquoi* et ces *comment* nous mèneraient trop loin, sans doute, pour ce temps-ci, et nous terminerons nos observations sur cette question par celle qui suit, et que nous vous avons faite de vive voix.

Vous désignez le sieur Albert par le titre de *membre*, en 1793, d'un comité révolutionnaire et d'une commission militaire. Pourquoi ne pas le désigner par son titre constant et légal de négociant fabricant ?... Où, si on voulait un titre ancien, pourquoi ne pas lui rendre celui de vice-président de l'administration du district de la Réole ? C'est la plus ancienne de ses fonctions publiques. Vous nous avez fait l'honneur de nous dire qu'il suffisait qu'il eût rempli des fonctions en 1793, pour qu'on pût lui en donner le titre, et qu'on pouvait désigner un citoyen de quelque manière qu'il plaisait, pourvu que ce fût par une désignation vraie.... Dans notre surprise, nous vous avons dit : Mais en ce cas, nous pourrions donc, pour désigner votre substitut, le procureur du roi de la Réole, vous dire : c'est

le sieur Jean-Jacques Dumoulin, fils de N. Dumoulin, que  
l'un de nous a . . . (1) . . . . .

Vous voyez, monsieur le procureur général, et nous  
vous le dimes, qu'une telle latitude aurait ses inconvénients,  
et nous ne vous rappelons ce fait que parce que ce fut le  
premier que nous rappela sur-le-champ votre observation.

Au reste, ce choix de désignation pour le sieur Albert,  
signale avec évidence la réaction; car au fond il importe  
peu que le sieur Albert ait été, il y a vingt-deux ans,  
membre d'un comité révolutionnaire. Il serait possible aussi  
de révoquer en doute que ce sieur Albert, qu'on montre  
comme un républicain si chaleureux dans son âge avancé,  
ait manifesté un amour si violent pour Napoléon, que jus-  
qu'ici on n'avait songé à peindre, ni comme l'idole, ni  
comme l'appui des républicains. Mais dans cette accusa-  
tion si étrange contre le sieur Albert, il importait de savoir  
si ce père de dix enfants, dont trois sont encore en ce mo-  
ment sous les drapeaux aux armées, et malgré ses cheveux  
plus que gris, et malgré sa constitution usée, avait osé  
provoquer, par des cris de *vive l'empereur*, cent jeunes  
gens d'élite, arrivant de Bordeaux à cheval, armés de  
toutes pièces, accompagnés de deux cents paysans en ar-  
mes, criant *vive le Roi*..., et si, cette provocation ayant eu  
lieu à leur arrivée, il est naturel que la vengeance ait couvé  
dans ces jeunes et bouillants courages, jusques après sept  
heures du soir.

Mais il a fallu, bien que tardivement, trouver un pré-  
texte pour les excès auxquels cette garde royale s'est li-  
vrée ce jour-là et les jours suivants.

Eh bien! au nom du ciel et par honneur pour l'époque  
actuelle, cherchons, trouvons aussi une excuse pour les  
magistrats que peut entacher l'impunité de ces attentats, et  
de tant d'autres, dont le souvenir ne sera malheureusement  
pas perdu.

Cette manière d'excuser un assassinat, en supposant un  
crime à celui qu'on assassine, nous rappelle une conversa-  
tion que l'un de nous eut chez le grand maître de l'univer-

---

(1) Même paragraphe que celui supprimé page 206.

sité avec un oncle de madame de Fontanes ; c'était un vieux jésuite qui tenait dans sa tête toute la doctrine de *la société*. Il nous parlait des représailles que le 9 thermidor avait exercées à Lyon sur le farouche 1793. Il nous disait, qu'en plein midi, dans les places publiques, on égorgeait ceux que leurs opinions faisaient présumer être les complices des malheurs qui venaient de finir. Tous ceux qui avaient souffert, et même beaucoup de ceux qui n'avaient pas souffert, voulurent fournir leur contingent à cette grande hécatombe : plusieurs le firent avec générosité.

« Mais comment, lui disais-je, pouviez-vous légitimer ces assassinats publics, aux yeux des magistrats ; car les représentailles prises au nom du trône et de l'autel veulent toujours avoir un peu l'apparence des formes légales ?

« — Rien n'était plus facile, me répondit le père, on traquait ces hommes dans leurs maisons ; ils fuyaient dans les rues ; le premier qui pouvait les atteindre leur plongeait un poignard dans le sein, ou leur brûlait la cervelle. Le magistrat était appelé et on déclarait, et le procès-verbal constatait que le corps était celui d'un tel, voleur, qui, surpris en flagrant délit, s'était suicidé pour échapper au supplice. Ce sont de ces fraudes pieuses commandées par la morale des gouvernements, et même par la morale publique. Ces exécutions le sont par la raison d'état. Mon enfant, cela vous paraît étrange, sans doute ; mais vous apprendrez plus tard, qu'en politique il n'y a de crimes que les fautes, et c'en serait une que de laisser ce ferment dans le corps social. D'ailleurs, il faut toujours se hâter de faire commencer les hostilités ; elles prononcent les partis, préviennent les transactions, recrutent la milice nouvelle de tous les gens timides, mettent la nation sous les armes, et durant cette agitation, l'autorité étend, consolide son pouvoir. Cet état de conflagration factice motive les mesures vigoureuses qui restent dans les institutions, quand le calme est revenu, et remettent pour un temps le peuple dans les mains de ses chefs.

» Cette tendance des hommes à relâcher les liens qui les unissent en société, est le résultat de leurs passions ; et c'est pour les réprimer que les lois ont été établies ; mais cet esprit de désorganisation a fait dans le dernier siècle des progrès inquiétants, et les principaux cabinets de l'Europe en furent si alarmés, qu'ils se concer-

» tèrent sur les moyens de les arrêter. On n'en trouva  
 » qu'un, c'était de faire dévorer périodiquement par la  
 » guerre, cette superfétation raisonneuse qui se présente  
 » chez les populations modernes, après un repos de *douze*  
 » à *quinze* ans. Les nations, occupées à cicatriser leurs  
 » blessures, à réparer leurs pertes, laissent respirer leurs  
 » gouvernants ; et quand le virus raisonneur commence à  
 » se montrer, la défense des frontières ou le redressement  
 » de griefs prétendus appelle aux armes, et le repos de  
 » l'Europe est maintenu précisément par cette guerre qui  
 » circule sur sa surface. La mise en action de ce plan, fut  
 » ajournée par les craintes assez naturelles que faisait  
 » naître l'ambition des cours de Vienne et de Berlin, et  
 » l'explosion de 1789 déjoua tous les projets, et ébranla  
 » tous les trônes. Quand l'Europe se sera rassise, elle sera  
 » obligée d'en venir aux moyens proposés, sous peine de  
 » nouvelles secousses, qui pourraient bien renverser tout  
 » l'édifice social. »

Mais quittons la conversation de mon jésuite.

M. le procureur-général, voici nu de vos interrogats, très-certainement supérieur à ceux des commissions de 1793, et dont le tribunal des dix, aurait pu enrichir le code vénitien.

En nous montrant une lettre confidentielle écrite par l'un de nous, vous nous avez dit :

« Celui de vous qui n'a pas écrit cette lettre, partage-t-il les opinions que l'autre y exprime ? »

Ce sont donc nos opinions qu'on recherche et qu'on poursuit ? ce ne sont pas même nos opinions publiées, ce sont nos opinions *pensées*. Partagez-vous ces opinions ?...

Voilà la réaction dans toute sa bassesse et sa férocité prise en flagrant délit, sous la toge honorée qui lui sert de refuge.

Mais de quelque péril que nous menace une aussi étrange interpellation, elle ne séparera pas deux frères jumeaux qui aimeront toujours à courir ensemble toutes les chances de la vie, jusques à la catastrophe que leur prépare à découvrir cette réaction exécrable : toutefois elle ne restera pas sans compensation.

Une réflexion, peut-être tardive, nous arrête par sa gravité et nous fait tomber la plume des mains : notre lettre confidentielle au général Clauzel, gouverneur de la province, par lui confiée, au nom du salut public, au préfet du dé-

partement, est devenue contre nous un moyen d'accusation publique et nous a plongés dans les cachots. Vous êtes, M. le procureur-général, notre confident forcé ; les épanchements que nous vous adressons coulent de notre plume à mesure qu'ils se présentent, et sans ordre. Mais si l'esprit qui a si perversement abusé de notre première lettre confidentielle s'emparait de celle-ci, ne pourrait-il pas y trouver un motif de poursuite criminelle ? . . l'épouvante des générations passées nous rapporte qu'un juge de Louis XIII disait hantement : « Qu'on me donne une ligne de l'écriture » d'un homme , quelle qu'elle soit , et j'y trouverai un » moyen de le condamner à être pendu. »

Mais c'est à M. Râteau que nous confions nos pensées ; il ne laissera lire à M. le procureur général que ce qui pourra éclairer sa justice, et sous sa garantie nous pouvons continuer.

Dans cette confiance, nous vous faisons à l'occasion de vos observations sur cette lettre deux remarques importantes.

Vous nous avez dit :

« Vous écriviez le 27 juillet au général Clauzel comme » au général en chef gouverneur , et vous saviez et vous » deviez savoir qu'il était en révolte ; qu'il se maintenait en » place par la terreur. »

M. Le procureur-général, voilà dans une seule phrase bien des erreurs accusatrices. Elles sont accumulées avec méchanceté contre nous : elles vont retomber avec tout le poids de la vérité, avec rudesse contre leurs auteurs.

Le général Clauzel se maintenait par la terreur ! Que les réponses à cette allégation sont claires et péremptoires. Le 27 juillet, le général Clauzel n'avait pas 1,200 hommes de troupes à Bordeaux, et en lui supposant des volontés coupables, où est la preuve, où est l'indice que ses soldats n'étaient pas citoyens ?

Et puis ce général en chef avait entr'eux et lui, pour intermédiaires nécessaires, des chefs, des généraux, depuis conservés par le Roi, investis de la confiance publique. Et combien, d'ailleurs, cette allégation ne serait-elle pas outrageante pour la ville de Bordeaux, peuplée de plus de cent mille habitants, décorée d'une garde nationale nombreuse, brillantée d'un corps de gardes royaux ; ville, où depuis le 29 juillet, les femmes, les enfants, agents applaudis des réglemens de police, font des arrestations qu'on légitime



ensuite, outragent, excèdent de mauvais traitements avec impunité, les citoyens pour des opinions mal sonnantes dont ils se portent les juges? .. Dans une telle ville, quelques soldats n'inspiraient pas la terreur, le 28 juillet.

A cette considération morale bien puissante, se joignent les faits suivants :

Le Roi, par une mesure générale, a disposé le 16 juillet que nous cesserions nos fonctions de généraux; le ministre du Roi a chargé le général en chef gouverneur, comte Clauzel, de transmettre cet ordre à César Faucher et à Constantin Faucher, employés maréchaux de camp dans son armée.

C'est par ce général en chef, gouverneur sous l'autorité du Roi, que le 21 juillet nous avons reçu cet ordre du Roi.

Le général Clauzel partit le 28 dans la matinée. Ce jour-là le général Darmagnac, maintenu par le Roi, publia qu'il succédait au général Clauzel, d'après l'ordre du jour de ce général en chef gouverneur, qui le chargeait du commandement.

Voilà donc l'autorité militaire, bien légitime, bien royale, reconnaissant le général Clauzel, après son départ, comme bien légitimement général en chef gouverneur, jusqu'au moment de son départ.

Voici l'autorité civile, le proclamant aussi haut :

Le général Clauzel partit le 28, et le 29, vingt-quatre heures après le départ du général Clauzel, M. de Tournon, préfet du département, prend un arrêté contre nous, et dès la première ligne il vise notre lettre confidentielle au général Clauzel : « à nous *officiellement* transmise par ce général, » hier 28. »

Ainsi les deux grands régulateurs de la conduite des citoyens, l'autorité civile et l'autorité militaire reconnaissent et publient que jusqu'au moment de son départ, le général Clauzel a été légitimement général en chef gouverneur.

Si nous avions méconnu ses ordres et qu'on eût pu nous atteindre judiciairement à cette occasion, de quel poids, grand Dieu, ne seriez-vous pas tombé sur deux hommes qui, sans fonctions publiques, auraient osé méconnaître l'autorité à laquelle obéissait, que respectait les premiers fonctionnaires publics, l'universalité des habitants du département!

Et cependant c'est vous qui nous reprochez d'avoir re-

connu ce général en lui adressant une lettre confidentielle !

\* Nous ne pouvons pas quitter cette lettre au général Clauzel, sans consigner une de vos allégations et notre réponse.

Vous nous avez relu le passage de cette lettre où, dans la confiance et l'abandon, nous disons au général : « nous voudrions pouvoir être en aide à la patrie en souffrance, » et vous nous l'avez reproché. . . .

Après quarante ans de services fidèles, et tant de sang versé pour la patrie, notre vœu pour la servir encore, était bien naturel, et nous vous avons montré la France et le Roi, la patrie tout entière, non seulement en souffrance, mais dans la désolation et l'effroi, . . . . et vous nous avez répondu : « Vous ne persuaderez point que *pour vous* le mot » patrie, comprenne le Roi. » A quelles sinistres préventions sommes nous donc livrés, M. le procureur-général ? Pour nous, il est donc arrêté dans l'esprit des magistrats que nos opinions sont telles ou telles, indépendamment de ce que nous disons ; qu'elles sont assassinées, réactées ? assassinées, vous pouvez en prendre l'habitude par l'impunité ; ainsi ce ne sera pas sans être flétris par le souverain du monde, que vous nous ferez juger pour des opinions présumées. M. le procureur-général, nous ne persuaderons pas que pour nous, le roi soit partie intégrante de la patrie ! Nous ne persuaderons pas qu'en français, le mot patrie comprenne le Roi !

Peut-être, monsieur le procureur-général, aurions-nous le droit de récuser tout magistrat qui manifesterait une pareille pensée ; mais nous nous bornerons encore à repousser vos attaques par des impossibilités physiques puisque celles-là seules peuvent faire reculer nos sicaïres accusateurs.

Vos rédacteurs de questions dignes de leur vilaine âme, ont tout dit de nous, excepté que nous fussions des insensés : et puisqu'ils exagèrent même nos moyens moraux, pour nous attribuer une plus grande influence, ils sont forcés de convenir que nous ne sommes point des stupides. Or, qu'est-ce que la patrie aux yeux de l'homme le plus simple ? Est-ce le sol incert et sourd qui porte indifféremment Ravallac et Henri IV ? Est-ce le sable brûlant que parcourt l'Arabe brûlé ? non, sans doute ; et ils avaient une patrie, ces nobles Sarmates qui, ayant leurs rois à leur tête, illustrèrent l'ouest de l'Asie et le nord de l'Europe ; ces

nobles Sarmates qui, amants de leur patrie, la trouvèrent partout où leurs rois, leurs peuples, leurs institutions étaient, heureux, protégés l'un par l'autre; où la nation polonaise était libre de suivre ses loix. Où la nation est bien, disaient ces illustres enfants du nord, là est la patrie. La patrie n'est donc pas le sol: la patrie, objet des affections les plus vives, la patrie, objet de notre culte, est la nation française entière avec ses institutions: ce ne peut donc pas être une fraction de la nation, que nous ayons pu entendre.

..... En révolte à l'ordre formel du Roi et à toute justice, vous vous plaisez à nous supposer l'intention que par le mot patrie, nous ne comprenons qu'une fraction de la nation française, et non pas le Roi et le peuple, quoique nous l'affirmions. Vous vous plaisez à nous supposer l'intention de nuire, en demeurant sur nos foyers et ne nous mêlant pas au mouvement depuis le 22 juillet, quand vous savez que les ordres du Roi nous prescrivait de rester étrangers à toute action depuis le 21 juillet.

Et quand devons-nous, plus hâtivement qu'aujourd'hui 16 août, en appeler à cette garantie proclamée par l'ordre exprès du Roi, qu'alors que le journal officiel de la Gironde, l'*Indicateur*, en insérant cet article de la gazette officielle, publie, d'après le *Moniteur*, le vœu qu'ont porté au pied

du trône les membres du conseil général du département de la Gironde. Il dit au Roi : « Vous avez été comblé de tous » les biens, nous n'avons rien à demander au ciel ; mais » ne soyez pas clément, ne soyez pas indulgent. . . »

Nous repousserions la clémence du trône, et jamais nous ne réclamerons d'indulgence pour notre vie sans tache ; mais nous en appelons aux lois éternelles, aux lois de la patrie, enfin à l'ordre exprès du Roi, pour dans le régime de sang qu'on rappelle, n'être jugés que sur nos actions et non sur les opinions qu'il plaira de nous supposer, à ces hommes qui empoisonnent tout ce qu'ils touchent.

L'an 1793, d'effroyable mémoire, était un lion qui déchirait et dispersait en lambeaux les objets de ses fureurs. Eh ! qui plus que nous en a souffert ? Sous dix-sept blessures saignantes, étendus sur le champ de bataille où nous combattîmes pour la patrie, la liberté et la république, c'est au nom de la patrie, de la liberté et de la république, que ce lion nous enleva et nous envoya à la mort. Mais alors même, et dans les plus violents paroxysmes de sa rage, il respecta le temple de la justice. Jamais il n'en profana les formes ni les ministres. Les magistrats furent toujours indépendants pour prononcer sur l'honneur, la fortune, etc. des citoyens. Les agents révolutionnaires arrêtaient ; des commissions révolutionnaires jugeaient d'après les lois révolutionnaires : jamais le délire de 1793 ne confondit la justice et la révolution. Et l'arrêt qui nous envoya à la mort, déclara, non pas que nous avions volé des canons à une ville qui n'en a jamais eu, que nous n'étions pas patriotes, mais bien que nous étions des aristocrates, puisque, fonctionnaires publics et proclamant la mort de Louis XVI, nous en avions fait l'éloge et nous en avions publiquement porté le deuil.... alors on envoyait à la mort la victime pure et sans tache de toute imputation calomnieuse.

L'année 1815 prend sur la réaction tous les crimes de la bassesse. Ce sont des femmes, des enfants, sortis des sentiers du vice, qui se portent les juges de la liberté des citoyens. Ils arrêtent sans autorisation en plein midi ; et coupables de crimes, ils osent se présenter devant les magistrats, et les magistrats ouvrent à leurs cris les cachots pour y recevoir leurs victimes. Et le temple de la justice est souillé par ces scandales, et de hauts magistrats sont forcés de se rendre les organes de monstrueux assemblages d'accusations révolutionnaires et de préventions légales,

dont les premiers agents sont des gens réprouvés par nos lois. Dans quel chaos, grand Dieu, se trouve-t-on donc en 1815!

Vous succédez, monsieur le procureur général, à un homme dont la vénération publique conservera long-temps la mémoire; vous occupez son hôtel et sa place. Qu'aurait dit cette âme vertueuse et austère, si elle avait vu les formes tutélaires de la justice à la disposition de l'homme fort du moment, et prostituées à servir la haine contre l'innocence? Qu'aurait dit cette âme vertueuse, si elle avait entendu publier dans la voie publique l'apologie de l'assassinat, pour encourager au massacre? . . . . Le vénérable Dudon, de son haut tribunal, aurait frappé les brigands sous leur couleur protégée, ou enveloppant de la robe de l'homme de bien l'infortuné, proscrit par une réaction fougueuse, il serait tombé mort sur la place publique, avant que l'on violât les lois confiées à sa garde.

Il faut donc que les temps soient bien changés! il faut donc que la réaction soit bien puissante, puisqu'au lieu de subir la mort ou l'infamie, les coupables recueillent l'impunité de leurs forfaits, et même des éloges!

Nous voyons bien dans tout cela le crime des réacteurs encouragés par l'impunité; mais à quel délire, aussi absurde qu'atroce, peut-on attribuer la question qui suit?

« A votre arrivée de Paris, n'avez-vous pas distribué à » la Réole, à petits morceaux, au peuple qui entourait » votre maison, un gros pain que vous lui dites que » Napoléon vous avait donné pour cela? (1) »

Nous l'avons dit, monsieur le procureur général, les pasteurs des montagnes du Tyrol, qui sont probablement les plus ignorants, les plus superstitieux des hommes de notre Europe, ces malheureux ne pourraient pas être dupes

(1) César ni Constantin ne purent deviner ce qui avait donné lieu à cette question : voici le fait. A leur arrivée de Paris, le 4 mai, un cultivateur des environs de la Réole était chez eux; en déchargeant leur voiture on sortit du pain qui était dedans. Constantin dit à ce cultivateur : veux-tu goûter du pain de Paris? il vient de chez le boulanger de l'Empereur. Il n'en fut donné ni offert à personne autre. Le pain de Paris est en quelque sorte une curiosité pour la Réole, où comme dans tout le midi de la France on y met du sel.

d'une telle jonglerie de prêtre. Et comment la ville de la Réole pourrait-elle être supposée le théâtre de pareilles momeries ? . . . . .

Monsieur le procureur général, on ne pourrait se faire cette illusion que pour favoriser un parti : reconnaissons ce qui est vrai.

La ville de la Réole est distinguée par les mœurs polies de ses habitants, fruit des lumières généralement répandues ; on connaît la perfection de ses fabriques, son esprit de commerce, qui la rend le centre de tant de relations ; la fierté de ses habitants, qui fait préférer le pain noir acquis par le travail, aux bienfaits de la petite vanité.

Osons le dire tout haut, monsieur le procureur général ; on reproche aux citoyens de la ville de la Réole, d'éprouver une espèce de fièvre aux mots d'*esclavage* et de *tyrannie* ; on leur reproche l'amour des idées nouvelles.

Eh bien ! accusez-les, s'il faut à toute force les accuser ; accusez-les de se tromper dans l'application de ces mots ; accusez-les de manquer en ce point de lumières suffisantes, mais n'en faites pas des êtres brutes et stupides comme des Hottentots bosmans.

Cette horreur innée de l'esclavage, cet amour des idées nouvelles qui les distinguent, ne sont pas au moins un symptôme de stupidité.

D'ailleurs, il est un grand juge en cette matière, et quelque déhontés que soient les réacteurs actuels, ils n'oseront pas appeler de son jugement. Henri IV, qu'ils vantent, et dont ils fuiraient les regards, s'il apparaissait avec sa grandeur d'âme, son courage et son incomparable impartialité, Henri IV connaissait bien la Réole, et en avouant qu'il y avait, comme partout, dans cet Ouest, de ces petits hommes vains empressés à baiser des fers nouveaux dans l'espoir de les faire peser sur d'autres, il disait de ses habitants en masse : « Ces Gascons-là sont un peu babillards, mais ils sont fidèles et braves. »

Monsieur le procureur général, voilà donc, de par Henri IV, les la Réolois reconnus pour être de la religion du bon roi. Croyez-vous que dans cette religion de ces Gascons, aimant la danse, les plaisirs, un peu négligents de l'église, il est vrai ; un peu bruyants dans leur joie, un peu médisants, peut-être, enfin, un peu babillards, mais fidèles et braves, de par Henri IV ; croyez-vous, monsieur

le procureur général, que, dans cette religion de Henri IV, on puisse jouer la farce eucharistique de donner à petits morceaux au peuple rassemblé un gros pain au nom de Bonaparte ? . . . .

Nous avons bien vu nos prêtres et notre archevêque encenser Napoléon comme le représentant du Très-Haut ; nous avons bien vu le pape le montrer au peuple, en le déclarant l'oint du seigneur ; mais il restait au délire de la réaction actuelle d'en faire le prototype de Christ, de supposer qu'on pouvait le donner sous forme de pain aux adeptes, et de renouveler les agapes.

Bien que, dans certains cas, les magistrats, dans leur condescendance, en viennent jusqu'à un tel point, qu'ils semblent se confondre avec les plus simples habitants, ils conservent aux yeux des vrais citoyens le décorum de leurs fonctions : et il nous semble qu'ils sont bien coupables et qu'ils comptent grandement sur son indulgence, les réacteurs qui ont osé rendre l'organe de telles inconvenances un grave magistrat, surveillant né du respect dû aux lois et à leurs ministres.

« Le 4 avril, pendant que vous étiez à Paris (depuis le » mois de décembre), n'est-il pas sorti de votre maison à » la Réole, pour être promené dans la ville, un drapeau » tricolore, brodé par mademoiselle Anaïs Faucher, votre » petite-niece ? »

Monsieur le procureur général, on avoue que nous étions à cent quatre-vingts lieues de la Réole depuis longtemps (au 4 avril) ; nous ne sommes revenus que longtemps après, et on nous demande s'il y a eu un drapeau à la Réole ! Et pour essayer d'envelopper dans la proscription ce qui nous touche, on demande si ce drapeau n'a pas été brodé par notre petite-niece !

Le magistrat doit être au-dessus des passions honteuses qui affligent à ce point l'humanité, et il doit souffrir d'être l'organe de si odieuses bassesses.

Il n'est jamais sorti de notre maison de drapeau brodé d'aucune couleur.

Notre petite-niece n'a jamais brodé de drapeau d'aucune espèce.

Eh ! qui donc sera impassible et organe digne de la loi,

si l'influence funeste de la réaction se fait sentir jusque dans le magistrat conservateur de l'ordre et des lois (1) ?

« N'avez-vous pas fait répandre sourdement la nouvelle de la paix que vous proclamâtes, le 30 juin, en uniforme de maréchaux de camp, et même annoncé Napoléon II, » accompagnés de trente perturbateurs ? »

Nous avons eu l'honneur de vous faire observer que nous n'avions pas pu faire répandre sourdement la nouvelle d'une paix que nous ne pouvions pas connaître, puisqu'elle n'avait eu lieu que le 28 . . . . Et vous, monsieur le procureur général, constant dans l'esprit de votre interrogat, vous nous avez dit que, la nouvelle de cette paix étant parvenue à Bordeaux le 28, nous avions pu la faire répandre sourdement avant de la proclamer le 30. Nous avons été obligés de vous rappeler, monsieur le procureur général, que la paix n'avait été signée dans la Vendée que le 28, et qu'une estafette pressée n'avait pu porter cette nouvelle inattendue que le 30, à dix heures du matin, à Bordeaux.... Vous avez dû vous convaincre par là, monsieur le procureur général, que la confiance que vous donnez à vos rédacteurs de questions, peut vous jeter dans de cruelles erreurs ; car si nous n'avions pas à vous opposer cette im-

(1) Ici il y a un interrogat sur la nomination de représentant et un autre sur celle de maire. Nous n'avons trouvé que ces notes :

A l'un : « N'avez-vous pas été nommé le 14 mai membre à la prétendue représentation nationale par le collège électoral de la Réole ? »

Mou frère et moi n'en étions pas membres, nous y sommes étrangers.

« Votre influence a déterminé ses opérations. »

A l'autre : « N'avez-vous pas été élu maire de la Réole le 20 mai, par trente personnes seulement, les électeurs membres de l'assemblée s'étant retirés en masse par le trouble qui y existait ? »

L'assemblée était de trois cents personnes, et j'ai réuni plus des quatre cinquièmes des voix. L'officier commandant la gendarmerie a constamment assisté à l'assemblée, le juge de paix y était, et il n'y a eu nul procès-verbal, nulle plainte.

Mais si notre influence est si énorme qu'elle dicte le choix d'un collège électoral, dont nous ne sommes pas membres, si notre influence est telle qu'elle puisse faire manger au peuple de la Réole comme agapes un morceau de pain au nom de Napoléon.....



possibilité physique , vous détruiriez , par des possibilités morales , la vérité de notre assertion , et notre justification était rejetée.

Et quant aux trente perturbateurs , qu'il plaît à votre interrogat de nous donner pour acolytes , nous sommes forcés , monsieur le procureur général , de vous repousser encore durement par des impossibilités.

Puisque vous reconnaissez qu'il s'agit d'une proclamation faite par nous , militairement en grand uniforme d'officiers généraux , il est incontestable que tout ce qui était militaire nous accompagnait , notamment le lieutenant de la gendarmerie et ses gendarmes. C'était un jour de grande foire et de fête votive à la Réole ; ce devait être au moins un spectacle , et un spectacle nouveau pour cette population nombreuse : toute la musique du pays précédait le cortège..... Comment aurait-on empêché cette population brillante et gaie de suivre cet appareil de fête ?..... Vous dites que nous sommes très-aimés dans le pays de la Réole , que nous y avons une grande influence..... Comment donc , quand nous sortions avec tant d'éclat en présence de quinze mille âmes , n'avons-nous été suivis que de trente personnes ?.....

M. le procureur-général , il est fâcheux que ceux qui ont dicté vos interrogats , n'aient montré qu'une méchanceté aussi maladroite.

Et quant aux perturbateurs.... , la gendarmerie , les magistrats étaient là : existe-t-il un procès-verbal de troubles ? y a-t-il eu lieu à une plainte ?

« Le ministre Carnot ne vous a-t-il pas donné quelques missions secrètes ? »

La mission que nous a donnée M. le ministre Carnot , a été de concourir de tous nos moyens au respect des lois et au maintien de l'ordre , spécialement de prévenir toute réaction , de ne laisser persécuter personne pour ses opinions , de regarder le domaine de la pensée comme hors de la puissance des magistrats , et de ne jamais oublier que l'indulgence , le support mutuel , sont des devoirs communs dont les fonctionnaires publics doivent donner l'exemple , et qui contribuent puissamment à la paix et à l'harmonie intérieure , qui sont le plus grand des biens.

Les recommandations que nous a fait M. le ministre Carnot , ont été celles d'un sage , supérieur aux passions , et indépendant des circonstances.

Monsieur le procureur-général, en finissant notre interrogatoire, vous avez laissé tomber ces mots : « Ce sera à vous à prouver que l'ordonnance du 21 juillet ne peut vous atteindre. »

C'est donc cette ordonnance qu'on veut nous appliquer.

Cette ordonnance est une loi à effet rétroactif.

Le Roi a publié l'ordonnance du 24 et les tables fatales ont été aperçues ; mais il a donné sa parole royale que là s'arrêteraient ces actes inconstitutionnels. Et le ministre de la police générale, dans sa lettre du 27, explique ainsi la volonté du Roi sur ces actes législatifs de circonstance, transitoires de leur essence, que le magistrat ne doit appliquer qu'avec défiance, et dont il ne peut sans crime dépasser les dispositions.

Voilà les lois qui nous régissent même en dehors de la charte constitutionnelle ; elles prononcent que nulle de leurs dispositions pénales ne peut nous atteindre.

Ainsi, et comme nous l'avons dit, M. le procureur-général, c'est à la force que nous avons cédé, quand nous avons répondu à vos interrogatoires, et nous vous l'avons déclaré ; ce n'est que par déférence pour vous que l'un de nous s'est arrêté après avoir écrit plus qu'à moitié notre protestation au bas de sa signature et ne l'a pas complétée.

Elle est étrange, M. le procureur-général, la position où nous nous trouvons avec vous !

Officiers-généraux en non activité, retirés du service par ordre du Roi, nous sommes arrachés de nos foyers et mis dans les prisons par des actes de votre substitut, le procureur du Roi à la Réole. De ces prisons nous sommes jetés dans les prisons des prévenus, dans le bagne des condamnés à mort, à Bordeaux, par une ordonnance de vous non motivée.

Nous sommes interrogés par vous, premier magistrat judiciaire, pour connaître de quel tribunal ressort le crime dont nous pouvons être prévenus.

Mais quel est ce crime ? où est le corps du délit ? vous ne pouvez pas le préciser, vous ne faites pas de questions directes, vous demandez quelles sont nos opinions..... Voilà les suspects.

Mais il faut une nouvelle loi des suspects. L'ancienne est abolie.

En attendant qu'il en vienne une, on cherche à y suppléer par l'ordonnance du 21 juillet.

Mais l'ordonnance du 24, et la volonté du Roi, expliquée par son ministre le 27, lui ôte ce dernier caractère révolutionnaire ; et par surabondance , nous allons vous prouver qu'elle ne peut pas nous atteindre :

Nous avons pris du service.

Nous n'avons pris du service que le 19 juin à Bordeaux. A cette époque , le département de la Gironde servait l'Empereur dans toutes les parties du gouvernement. Nous avons pris des fonctions militaires ; il est de principe que la force armée est essentiellement obéissante , elle ne doit jamais délibérer : la force armée délibérante serait un gouvernement de mameluks : voyez seulement la garde royale délibérante ! !.... (1).

Si nous avons pu hésiter à obéir à cet ordre militaire , donné au nom d'un prince à qui la France entière obéissait en ce moment , nous aurions été rassurés par la conduite des magistrats de Bordeaux. Les deux premiers fonctionnaires , et dans l'ordre judiciaire , c'est M. le procureur-général et M. le premier président , le corps judiciaire n'est pas essentiellement obéissant comme le corps militaire ; le corps judiciaire est par essence conservateur de l'ordre et des lois : dans un cataclysme qui frapperait les têtes précieuses , c'est le corps judiciaire qui donnerait des ordres à la force armée et elle obéirait.... Le parlement l'a prouvé et éprouvé.... Eh bien ! après la révolution de mars 1815 , si vous , M. le procureur-général , si vous avez refusé de servir Napoléon , M. le baron Brezets , premier président de la cour royale , lui a fait serment et l'a servi : M. Desèze , frère du défenseur de Louis XVI , frère du premier président de la cour suprême , M. Desèze lui a fait serment et l'a servi , ainsi des autres , et vos fonctions ont été confiées à votre prédécesseur et collègue , à M. le procureur-général Buhan , qui a fait serment à Napoléon , et l'a servi. Et M. Buhan a votre estime particulière : par vous , il a été nommé batonnier des avocats , par affection singulière et non par le vœu des avocats qui y avaient appelé le regrettable M. Férière. On a pu penser que des scrupules personnels vous éloignaient de cette place , quand on y a vu porter l'homme du choix de votre cœur ; quand on a vu M. le premier président et les autres magistrats conserver leurs places , quand on a vu tous les fonctionnaires pu-

(1) Il ne faut pas oublier que l'on parle ici des volontaires royaux de Bordeaux.

blics de Bordeaux conserver les leurs , si on a voulu les leur laisser.

En arrivant à la Réole , nous voyons le sous préfet qui avait été nommé par le Roi , ayant fait serment à Napoléon ; toutes les autorités de l'arrondissement ayant suivi son exemple : ainsi avaient fait le président et les juges du tribunal ; votre substitut , lui-même , J. J. Dumoulin. N'oubliez pas , M. le procureur-général , que votre substitut n'est pas soldat ; il n'est pas tenu à une obéissance passive ; dans son libre arbitre , et par choix , il a fait serment à Napoléon et l'a servi.... Eh bien ! vous le conservez votre substitut , il est le rédacteur peut-être des étranges interrogats que vous nous adressez. Vous ne pouvez donc pas nous reprocher devant la cour royale de Bordeaux , devant les magistrats de Bordeaux , d'avoir servi militairement Napoléon depuis le 19 juin , quand ils nous donnaient tous cet exemple à cette époque. Vous ne le pouvez pas , surtout devant la garde nationale bordelaise , qui , la veille que nous avons pris du service , le 18 juin , dans sa grande revue au jardin public , poussait jusqu'au ciel , en notre présence , les cris mille fois répétés : *vive l'Empereur !*

Sans vouloir regarder de trop haut cette question de la légitimité , au moins sommes-nous forcés de l'examiner dans les caractères qui doivent la manifester à la raison des peuples. La nation française s'est renouvelée à peu près toute entière... Depuis vingt-cinq ans , elle a vu ses premiers magistrats recevoir les tributs des peuples et les hommages des rois , et ses frontières reculées à leurs dépens. Bientôt l'une des chaises curules , plus particulièrement chargée des palmes de la victoire , s'éleva d'une marche , et le prince du peuple , au nom de la république , prit rang parmi les potentats. Le plus grand nombre brigua son alliance ou même son appui. Ce n'était jusques-là que la seule majesté du peuple qui revêtait le premier consul ; il ne parlait encore qu'au nom du peuple français. De nouveaux trophées augmentent ses prétentions. Il ceint le diadème. La nation s'émeut : les têtes couronnées appuient l'entreprise du prince ; et comme si ce n'était pas assez de la séduction de la gloire pour entraîner tous les suffrages , la religion se charge d'y ajouter l'assentiment des consciences les plus timorées. Le souverain pontife quitte Rome , vient à Paris , fait couler l'huile sainte sur le front de l'élu , et le

pape présente Napoléon à l'univers catholique comme l'oint du Seigneur. Dès-lors, tous les trônes s'humilient devant lui. Il prend sur le plus élevé la mère de son fils, que l'Europe salue du nom de prince héréditaire. On voit à sa cour, les ambassadeurs de Madrid et de Stockholm, de Naples et de Berlin, de Vienne et de Pétersbourg, et la barrette d'un cardinal à *latere* à côté de la mitre persanne et du turban de Constantinople. Si l'Angleterre ne reconnaît pas encore *l'Empereur*, parce qu'il lui refuse Anvers, elle avait reconnu le *premier consul*; ainsi l'unanimité des votes de la république des princes état acquise au chef de la nation française, elle dut croire que reconnu par eux, il siégeait sans contestation au congrès du monde civilisé.

Les Montmorenci, les Rohan, les Talleyrand, les la Trémouille, ces preux de la monarchie, que Charlemagne compta parmi ses barons, reparaissent au conseil d'état de Napoléon et donnent à sa prise de possession la sanction qu'ils avaient donnée aux usurpations de Pepin le bref et d'Hugues Capet. Le sacerdoce, la magistrature, l'administration et l'armée, se décorent dans tous leurs rangs des noms les plus illustres. Les d'Aguesseau, les Molé, les Lamoignon, les Colbert; les Duras, les Montesquiou, les Lévi, etc., se présentent parmi les candidats quand ils ne sont pas au nombre des titulaires. La nation marche sur les pas de ces guides. Les vertus et les talents sont mis en lumière, et vous montez sur le haut siège où le Roi vous a maintenu, et où vous nous interrogez dans ce moment.

Dira-t-on que l'appui donné au gouvernement de Napoléon, par l'action des fonctions publiques, n'est répréhensible que depuis le 1<sup>er</sup> mars 1815 ; mais ce serait reconnaître que les droits de Louis XVIII au trône ne remontent qu'au mois d'avril 1814 ? et d'après les principes établis aujourd'hui, ces raisonneurs se constitueraient par là en véritable félonie, car le monarque qui nous régit date ses actes de la vingtième année de son règne. Or, s'il n'est pas permis de contester que Louis règne depuis *vingt*

ans, toute autorité régissant la France durant ces vingt ans, a été une autorité usurpatrice, et tout fonctionnaire institué durant l'usurpation, est complice de l'usurpateur.

Je m'arrête, je ne veux pas presser le raisonnement, je ne veux pas même l'ordonner; j'abandonne cette pensée comme les autres pensées jetées en cette lettre, dans le *rudis indigesta moles* de la première conception. Si nous poussions le raisonnement jusques dans ses formules les plus élevées, si nous poursuivions ces pensées jusques dans leur dernier résultat, si nous les forcions de déposer tout ce qu'elles contiennent, peut-être serions-nous embarrassés nous-mêmes de tout ce qu'elles nous donneraient.

Venons à une de vos questions, si étrangement combinée, pour trouver un crime jusques dans notre repos.

« Le 22 juillet, des nègres et un détachement du 41<sup>e</sup> » régiment, passaient de grand matin dans un bateau sur » la rivière, allant de Toulouse à Bordeaux: ils s'arrêtèrent » à la Réole, insultèrent le sous-préfet et le curé, puis ils » abattirent et brûlèrent les drapeaux blancs.

» N'est-ce pas vous qui les y avez excités ?

» Si, au lieu de faire arborer les drapeaux blancs avant » le jour, vous les aviez promenés avec pompe, le peuple » aurait été averti et aurait pu les défendre.

» Ces mêmes militaires se sont portés à des excès en » pillant chez M. Verduzan, à la campagne. N'est-ce pas » pas vous qui les y avez excités ?

» Etsi ce n'est pas vous, pourquoi à l'aide de votre grande » influencen'êtes-vous pas allés au milieu de ces militaires, » les calmer chez le sous-préfet, chez le curé, arrêter le mal » qu'ils faisaient chez M. Verduzan ?....

Voilà, monsieur le procureur général, la question qu'on nous adresse par votre bouche; elle nous a pénétrés d'une si vive indignation, que vous avez trouvé tout naturel qu'elle ait débordé d'une manière peu mesurée en votre présence.

Nous allons faire ressortir toute l'indignité de ces rapprochements, par des impossibilités physiques; et il est heureux pour nous de le prouver, monsieur le procureur général, car toute autre preuve serait rejetée en présence d'une réaction assez perverse et assez éhontée, pour

oser dicter au premier magistrat chargé de l'ordre public, un interrogat ainsi.

Les soldats qui, dans la dissolution de l'armée des hautes Pyrénées et Pyrénées orientales, se rendaient, déserteurs à la débandade, de Toulouse à Bordeaux, s'embarquaient dans des bateaux qui ne s'arrêtaient que pour manger; ils allaient nuit et jour, parce que c'étaient les nuits les plus courtes de l'année, et les eaux étant fortes ils allaient vite.

Ainsi, monsieur le procureur général, personne ne pouvait savoir qu'il passerait à la Réole, de bien bonne heure, le 22 juillet, des soldats qui désertaient sur le premier bateau venu, et qui allait fort vite par la rapidité du courant....

Ainsi tombe sur le calomniateur, aussi odieux que méprisable, l'odieux de cette question. Vous nous avez dit, monsieur le procureur général, que nos lois le cachaient sous votre toge, où il nous était défendu de le frapper...., et qu'à cet abri-là il pouvait avec impunité nous déshonorer; mais, monsieur le procureur général, ce n'est pas la voix publique qui combine des scélératesses aussi absurdes, et nos premiers regards dans le champ des probabilités se portent nécessairement sur des hommes..... que les fonctions publiques ne sauvent ni du....., . . . . . Et si les réacteurs étaient seuls à mordre, si nous ne devions obéissance à l'ordre que vous nous avez donné de ne pas les frapper, convertis qu'ils sont de votre toge, nous montrerions à la risée publique, le sieur P...y, . . . . . (1) . . . . .

---

(1) On croirait peut-être que M. Thomas P...y a toujours été leur ennemi : on se tromperait, il ne le devint qu'en avril 1814. Voici quelques passages de sa correspondance avant cette époque.

A CÉSAR.

« Constantin a eu la bonté de vous faire de moi un portrait beaucoup trop avantageux, et vous auriez de la peine à reconnaître l'original si je ne présentais devant vous; l'amitié qu'il a pour moi doit lui servir d'excuse. Je suis malheureux ! et je n'ai, ce me semble, rien fait pour devoir l'être ; ce titre a servi à vous faire partager tout l'intérêt que votre frère veut bien avoir pour moi, et une reconnaissance éternelle, aussi grande qu'elle est méritée, sera désormais le seul sentiment qui pourra adoucir l'amertume de mon sort. »

. . . . . J.-J. D.....n , . . . . . fonctionnaires publics de Napoléon en 1813, puis de Louis XVIII en 1814, puis de Bonaparte en 1815, encore de Louis XVIII en ce moment; toujours . . . . . , poursuivant en réacteurs le lendemain, ceux dont ils partageaient les opinions la veille. Et un sieur V.....an du point du jour, . . . . .

Monsieur le procureur général, vous ne désignez pas quel est le sieur Verduzan auquel a rapport votre interrogat, et il y a plus d'un Verduzan: ce qui prouve sans réplique que c'est oubli de votre part, c'est que, bien qu'il n'y ait qu'un sieur Albert à la Réole, vous l'avez cependant désigné par une qualité qu'il avait momentanément eue, il y a plus de vingt ans. D'après les principes avoués par vous, lors de notre observation relative au sieur Albert, nous allons suppléer à votre oubli relatif au sieur Verduzan. Il est deux Verduzan, l'un loyal, brave.... nous ne présumons pas que ce soit celui dont vous parlez.

#### A CONSTANTIN.

« Hier au moment où je partais pour la campagne, mon cher Constantin, j'appris votre retour à la Réole; je serais volontiers allé vous en féliciter, mais je songeai que vos premiers moments étaient dûs exclusivement à mademoiselle votre sœur; et craignant que mon empiètement pût ressembler un peu à de l'indiscrétion, je me déterminai, quoiqu'à regret, à ajourner le plaisir de vous voir; mais ce ne sera pas long, j'espère, et bientôt j'irai vous embrasser et vous dire de vive-voix que je n'ai point oublié les témoignages de bienveillance et d'amitié que, dans toutes les circonstances, vous avez bien voulu me donner. »

Cette lettre leur fut écrite lors de leur retour en 1811.

#### A CÉSAR.

« Je vous renvoie, mon cher César, le bulletin que vous avez bien voulu me confier hier au soir; je vous en remercie, quoiqu'il n'ait pas du tout contribué à me faire passer une bonne nuit.

« Si de votre ami je devenais votre chef (*contre mon attente*), croyez que ces deux titres resteront classés d'une manière convenable dans mon esprit, et que je trouverai toujours plus de douceur dans l'un que dans l'autre. »

Cette lettre est relative aux événements politiques de 1814.



Ne serait-ce pas l'autre Verduzan, que les malins accusent de chercher un brevet de royalisme pour . . . . .  
 . . . . . nous ne savons pas lire dans ses intentions, mais nous avons vu . . . . .

Mais terminons la réponse à votre étrange interrogat :  
 Nous pouvons répéter la réponse péremptoire que nous vous avons faite aux questions secondaires de cet article.

Les drapeaux blancs ont été élevés au point du jour, et il en a été ainsi à Bordeaux, sous vos yeux, et dans toutes les parties du département de la Gironde.

Nous avons cessé nos fonctions militaires le 21, et le dernier acte de nos fonctions civiles avait été l'érection des drapeaux blancs.....

Simple citoyens, sans fonctions d'aucune espèce, de quel droit serions-nous allés nous adjoindre aux fonctionnaires publics, qui ne nous demandaient pas? et comment aurions-nous pu aller au milieu des perturbateurs? Et vous, monsieur le procureur général, de quel poids accablant ne tomberiez-vous pas sur nous? Notre seule présence en ces lieux n'aurait-elle pas été un crime pour vous, qui nous faites un crime d'avoir demeuré paisibles sur nos foyers, en nous conformant aux ordres du Roi? Ainsi vous cherchez une intention de crime dans notre repos, parce qu'il manque l'occasion heureuse de nous montrer criminels par notre présence seule au milieu des mouvements.

Et pourquoi ne le dirions-nous pas? qu'est-ce donc que ce trouble, ces militaires qui font trembler les premiers fonctionnaires à la Réole, qui les jettent dans l'épouvante? ce sont quelques malheureux nègres en maraude, qu'un adjoint au maire de Marmande, aidé de quelques particuliers, fait arrêter et mettre aux fers.

(1) Vous nous parlez avec un ton de reproche de notre grande influence dans notre pays ; mais n'a-t-elle pas toujours été utile ? Qu'on cite un acte de nos concitoyens, depuis 25 ans, qui n'ait pas été digne d'éloges. Aimant la patrie et la liberté, ils ont donné l'exemple de l'obéissance aux lois même les plus dures à supporter pour eux ; et certes ils en ont donné une preuve irréfragable, le 1<sup>er</sup> août, quand vingt-cinq gendarmes et des officiers espagnols, envoyés dans la ville contre nous....

.....

Nous reconnaissons comme vous que nous sommes fort aimés, fort considérés dans notre pays, que nous y avons une grande influence ; et nous l'avouons avec orgueil, parce que nous la devons aux vertus de nos pères, à une longue suite d'actions louables. Il était difficile qu'un milieu de cette population nombreuse qui nous appartient par le cœur, on pût nous assassiner impunément. On ne le pouvait qu'à l'aide de mains étrangères, et il fallait encore enchaîner les mains généreuses de nos concitoyens.

.....

Eh quoi ! c'est nous qui, après plus d'un demi-siècle de vie honorable, sommes forcés, par des magistrats judiciaires, à nous défendre contre des préventions de crime !.. et quel mal avons nous fait ou médité ? Nous avons été avec constance fidèlement dévoués à la patrie, sans plier jamais sous les caprices des puissants, dans les diverses périodes de la révolution. Et voilà le grand crime auprès de ces réacteurs qui, à genoux devant tout dépositaire du pouvoir, montrent du courage, de la rage, contre les hommes sans défense.

.....

Devons-nous, pouvons-nous être innocentés par vous, ou par la chambre d'accusation ?

---

(1) Ce paragraphe et les suivants étaient sur des minutes sans aucun renvoi pour indiquer où ils doivent être placés. La note pour l'arrangement des réponses porte la réaction providentielle à la fin de la lettre.

Quelle sera la marche?... enfin, quand c'est sur des délits politiques qu'on nous accuse, *en dépit des ordonnances*, comment est-ce le premier magistrat de l'ordre régulier qui nous interroge, alors que les formes sont révolutionnaires ?

Devons-nous regarder comme éteinte, l'accusation de la Réole pour armée et arsenal....? ou la garde-t-on en réserve pour prolonger la détention et les déboires ?

. . . . .

Il est une réaction providentielle, si l'on peut s'exprimer ainsi, réaction qu'une justice, supérieure à nos frêles institutions a établie comme l'armée de réserve de l'opprimé. Cette réaction est celle qui résulte de l'abus du pouvoir, de cet aveuglement féroce, qui fait tenter tout ce que peuvent les fonctions dont on est revêtu, aidées des formes légales, de manière à demeurer intangible non pas à l'opinion du peuple dont on se moque, mais intangible à l'action vengeresse des lois. Cette réaction, pour être quelquefois un peu lente, n'en est pas moins sûre ; et de quelque couleur que se parent les coupables, quelque honorés que les rendent ostensiblement leurs places, le mépris, le souverain mépris les attend, et alors que le calme est revenu ; car enfin les crises sont d'une durée d'autant plus courte, qu'elles sont plus violentes ; alors enfin l'indignation publique les poursuit sur les gradins plus ou moins élevés, où ils peuvent s'asseoir encore, et proclame leur infamie en ces mots : « Voilà celui qui, se parant d'une apparente vertu, et qui, tirant parti d'une circonstance heureuse de sa vie, dont le hasard lui a donné le mérite, était l'esclave du parti dominant, le lâche valet des sicaires ; voilà le tigre qui cachait sa férocité sous une feinte douceur ; voilà l'infâme Baal qui profana le temple de la justice. »

Ainsi sont poursuivis et punis par la Toute-Puissance vengeresse, les oppresseurs du faible, dans tous les degrés de la hiérarchie sociale.

Nous sommes, etc.

C<sup>r</sup>. FAUCHER, C<sup>n</sup>. FAUCHER.

Des enchots du fort du Hâ,  
le 16 août 1815.

*Suite du journal.*

On a essayé encore un moyen d'assassinat.

Des hommes armés, revêtus d'uniformes, mais non pas

d'uniformes de la ligne, rôdaient la nuit autour du fort du Hâ. Le concierge adjoint, accompagné de ses guichetiers, étant sorti une nuit pour faire la ronde extérieure, fut assailli de coups de fusil, et on lui dit qu'on était instruit qu'il voulait nous faire évader.

Des méchants répandent que ce bruit et ces mouvements avaient lieu pour servir de prétexte à un grand mouvement qui aurait porté la nuit la tourbe dans le fort, afin de vérifier si nous n'étions pas évadés, et donner ainsi les moyens de nous égarer.

Le bruit de notre évasion se répandit tellement, que M. le préfet vint nous voir pour s'assurer de la vérité. Et le guichetier Maurice nous dit que sur le bruit accrédité qu'il avait reçu 40,000 fr. de nous, sa femme n'avait pas osé aller au marché, de peur d'être lapidée.

On a fait la remarque d'un fait bien étrange. M. T...ot, commis aux vivres à l'armée d'Espagne, il y a deux ans, et actuellement revêtu d'un uniforme qui dénote un grade supérieur dans les gardes royaux à cheval ; M. T...ot, connu par une exaltation telle, qu'elle lui a fait passer une épée et la casser dans la cuisse d'un officier désarmé ; M. T...ot qui, ces jours-ci, accompagné de huit gardes royaux, vient, sur la place du fort du Hâ, de hacher de coups de sabre un citoyen qui n'en avait pas, et qui était seul ; M. T...ot est venu dans notre cour des condamnés, et l'aide-concierge l'a introduit jusques dans notre intérieur, sous la clef qui nous ferme dans notre chambre. Et il est d'ordre que jamais personne ne soit introduit dans cette cour des condamnés : le magistrat seul peut être admis, accompagné du concierge. Le père ne peut pas venir voir son fils, le fils ne peut pas venir voir son père, fût-il mourant..... M. T...ot y a été introduit !... Le cri de plusieurs annonce que c'était pour bien reconnaître notre chambre.

Les 8 et 9 août, nous avons subi interrogatoire devant le procureur général de la cour royale.

Nous n'avions plus entendu parler de rien, et nous étions au secret au milieu des condamnés.

Le . . . . .  
 . . . . .  
 . . . . .  
 . . . . .

Le 20 (dimanche), un adjoint général et un major, suivis du concierge du fort du Hâ et de son adjoint, sont venus nous demander si nous avions à nous plaindre du concierge : sur notre réponse négative ils sont sortis. Un moment après, l'adjoint du concierge est revenu et nous a dit qu'il avait ordre de nous transférer dans une autre partie de la maison. Nous l'avons suivi, et il nous a menés dans *la tour* exclusivement destinée aux forçats condamnés aux fers. La chambre supérieure où il nous a déposés a des latrines dont le trou est sans fermeture, et donne des exhalaisons insupportables : le concierge adjoint nous avait prévenus de porter une bouteille de vinaigre, pour rendre cette atmosphère tolérable.

On nous a donné deux bottes de paille et une cruche d'eau. Par grâce on nous a accordé un matelas et une couverture. On nous a enlevé nos fourchettes et nos couteaux. On nous a refusé banc et chaises, on nous a refusé notre malle pour nous y asseoir. On nous a déclaré que nous n'aurions ni feu ni lumière, et que nous n'aurions de communication avec personne au monde, qu'avec un guichetier qui viendrait trois fois par jour.

Cinquante-cinq ans, vingt-huit blessures, et les douleurs, suite de tout cela, nous empêchent de nous tenir long-temps debout. Il faut alors s'asseoir sur le matelas, par terre, car il n'est pas permis d'avoir de bois de lit. Mais nos blessures et nos douleurs ne nous permettant pas de pouvoir être assis aussi bas, nous sommes obligés de nous coucher.

Nous sommes forcés de nous relever bientôt après, parce que l'air infect des latrines, plus épais, plus pesant, couvre plus que la hauteur de nos têtes quand nous sommes couchés; et nous nous levons pour respirer l'air moins dangereux que nous donnent deux ouvertures faites dans nos murs de huit pieds d'épaisseur. Ces ouvertures, dont la base est élevée, ne nous permettent pas de voir l'extérieur, mais laissent entrer l'air constamment, parce qu'elles ne reçoivent ni chassiss, ni contrevents, et qu'elles ne sont fermées que par de fortes barres de fer. Dès qu'on est debout on a de l'air.

Nous nous tenons le plus éloignés que nous le pouvons de ce trou infect des latrines; et pour nous en approcher le moins possible, nous avons voulu faire entrer un pot de chambre de terre de huit sous; on nous l'a refusé.

Dix-sept forçats sont sortis naguères de cette chambre-cachot pour aller dans les bagnes de Rochefort ou autres, et ont laissé ici de la vermine de toute espèce et de toutes couleurs, en telle quantité, que notre corps, au bout de quelques heures, a eu l'air d'être couvert d'une seule plaie.

« Je vous ai déposés ici par ordre supérieur, » nous a dit l'aide-concierge.

Le 21 (lundi), cet aide-concierge est entré dans notre cachot avec un officier (capitaine), portant la décoration du lis. Ce capitaine était accompagné d'un jeune homme âgé de moins de trente ans, de cinq pieds environ, teint blafard, cheveux blonds, ayant la figure telle que serait celle de l'enfant d'un père vieux. Il avait les deux décorations du brassard et du lis. En entrant, le concierge adjoint dit : « voilà M. l'officier de ronde. » Celui-ci nous a dit qu'il était officier de l'état-major. Ces messieurs trouvèrent l'odeur infecte, mais ils dirent que les lieux d'aisance étaient toujours ainsi dans les prisons. Ils furent surpris de l'énorme quantité de vermine qui nous dévorait; mais ils dirent que ce ne pouvait être autrement dans les prisons; que nous ne pouvions pas avoir de chaises, parce qu'en les cassant on peut s'en faire des armes. Nous fîmes à ces messieurs la simple observation que ces armes ne pourraient pas être bien redoutables pour les geôliers et concierge, qui entrent dans le cachot, armés de pistolets, de sabres nus, et accompagnés d'au moins quatre militaires armés. Ces messieurs dirent qu'on pouvait nous permettre de lire le journal; et comme celui du jour annonçait qu'on marchait dans le sang à Nîmes, à Uzès., le capitaine dit : « les honnêtes gens voyant que les lois sont insuffisantes, prennent le soin de leur vengeance. Ils avaient commencé en l'an 3, cela dura trop peu; ils cessèrent trop tôt; ils continuent en ce moment. Si le mouvement d'avril, mai et juin, avait duré jusqu'ici, on aurait vu des noyades, des fusillades comme à Nantes, en 1793. Les honnêtes gens prennent leur revanche. » Après ces propos, ces messieurs se retirèrent. Ce capitaine nous a dit qu'il était France-Comtois; la naïveté franc-comtoise nous répond qu'il a exprimé moins son opinion que celle des personnes dont il est l'écho.

Le mardi, 22, nous n'avons vu personne.

Le mercredi, 23, M. Roustaing, commissaire de police, vint nous visiter avec l'officier de garde, le concierge adjoint, des gardes, etc..... Ils nous trouvèrent suant, à la suite d'un violent accès de fièvre. Nous lui demandâmes un balai pour nettoyer notre chambre, deux chaises, et notre pot de chambre : l'aide-concierge nous répond *qu'il a reçu l'ordre de nous priver de tout ce qui pouvait nous être agréable*, et qu'il donnera ce qu'un ordre *par écrit* prescrira de nous donner. On vous a donc ordonné de nous faire souffrir, dites-nous au concierge adjoint ? — « Messieurs, on ne m'a point donné l'ordre par écrit, mais on me l'a donné à entendre ».

Et comme il n'y a qu'une double grille de fer, à trois pieds de distance l'une de l'autre, pour fermer nos ouvertures dans les murs de huit pieds, il demande qu'on en mette une troisième, qui sera placée dans l'intérieur de la chambre-cachot où nous sommes. Le commissaire de police a dit qu'il fera son rapport au maire.

Une heure après, le colonel, prince de Santa-Croce, est venu, accompagné d'un officier, de la part du comte de Vioménil, gouverneur, nous demander quelle était notre qualité, pour déterminer la formation du conseil de guerre : nous lui avons répondu que, faits généraux de brigade sur le champ de bataille, le 11 octobre 1793, nous avions été employés en cette qualité à l'armée du Rhin et Moselle, sous le général Pichegru, etc. ; mais que nous étions citoyens français, et que nous devions être jugés sous ce titre honorable, le seul que nous ayons habituellement pris dans nos actes, bien que l'empereur nous eût conservé celui de généraux de brigade dans les actes du gouvernement, notamment en nommant l'un de nous sous-préfet de la Réole, et l'autre membre du conseil général du département de la Gironde ; et que nous avions toujours regardé que les titres cessaient avec les fonctions. Ces messieurs nous ont dit que le régime des prisons ne les regardait point, que le concierge était le maître, que c'était à lui à savoir s'il devait donner deux chaises, un pot de chambre, etc. Enfin, ils nous ont autorisés à écrire au gouverneur. Ces messieurs nous dirent que l'officier qui était venu avant-hier avait eu tort de nous parler de réaction, et que pour parer à de pareils inconvénients cet officier ne reviendrait plus.

Le moment d'après, on est venu nous prendre nos ra-

soirs, en nous disant que nous n'aurions pas la faculté de nous raser, mais que le perruquier de la maison nous raserait.

Le 24, le barbier des prisons est entré avec les guichetiers et le concierge, et celui-ci nous dit : « vous ne verrez plus même le commissaire des prisons ; je dois ne laisser entrer personne ici , et si le préfet lui-même se présentait, je ne lui permettrais pas d'entrer. Je n'ai qu'un ordre verbal, je demande un ordre par écrit pour ma responsabilité ; mais en attendant , j'obéis ».

Le 29 août, le concierge n'a encore reçu nul ordre écrit. Il ne connaît encore que la lettre de cachet du procureur général, en date du 2 août. « Je demande bien des ordres écrits, nous dit le concierge; mais personne ne veut m'en donner. Vous êtes ici par l'ordre du procureur général : il m'a dit, il y a quinze jours, que votre existence ne le regardait plus ; que vous dépendiez de l'autorité militaire, et l'autorité militaire ne m'envoie nul écrit. »

Ainsi une lettre de cachet nous met simplement à la disposition du procureur général, et il n'y a pas pour nous d'ordre écrit ; et *successivement*, on nous transfère des prisons dans les cachots ; successivement on nous prive de couteaux, de fourchettes, de rasoirs, de chaises, de feu, de lumière ; on nous séquestre hors de la vue du commissaire de police lui-même ; et devant lui, on déclare qu'on a donné à entendre qu'il fallait nous faire souffrir.

Voilà notre position, séparés de l'univers entier, n'ayant de rapports qu'avec l'homme à qui on a donné à entendre qu'il fallait nous faire souffrir.

Là finit le journal. Nous allons donner les lettres qu'ils écrivirent depuis cette époque jusqu'à leur mise en jugement.

---

A S. EX. LE DUC D'OTRANTE,

*Ministre de la Police générale.*

MONSIEUR,

Un ordre du Roi du 16 juillet, à nous transmis par le maréchal Saint-Cyr, son ministre, nous a prescrit, par



mesure générale , de cesser nos fonctions de généraux , et de demeurer sur nos foyers à la Réole.

Nous avons obéi à cet ordre.

L'ordonnance du Roi du 24 juillet publie les listes fatales : nous ne sommes point compris sur ces listes.

Votre lettre du 21 juillet déclare que l'intention du Roi est qu'on n'ajoute pas un nom à ces listes.

Et cependant le 31 juillet , on nous a jetés dans les cachots de la Réole , comme accusés d'avoir dans notre maison un arsenal et une armée.

Une petite armée a été envoyée de Bordeaux pour vérifier le fait et constater notre crime ; et le procès-verbal , fait par les autorités civile et militaire réunies , constate que nous n'avons chez nous ni armes , ni hommes armés.

Alors une petite armée nous a extraits des cachots de la Réole , et nous avons été jetés dans le bague des *condamnés* à Bordeaux , pour y être à la disposition de monsieur le procureur général , près la cour royale.

Nous sommes devant ce magistrat , pour qui nous professions estime et respect personnel.

Ce magistrat nous interroge et nous demande entr'autres choses.

« Pendant votre séjour à Paris , n'est-il pas sorti de » votre maison à la Réole , le 4 avril , un drapeau tricolore?.....

» A votre retour de Paris , le 4 mai , n'avez-vous pas » distribué au peuple , à la Réole et à petits morceaux un » gros pain que Napoléon vous avait donné à cet effet? »

Monseigneur , nous croyons rêver en vous l'écrivant.

Nous rendons justice aux vertus personnelles de monsieur le procureur général ; mais sommes-nous au temps des juges de Loudun , où l'on torturait à l'aide des démons incubes et succubes?

Sommes-nous au temps du maréchal de Marillac , dont les juges méritèrent du cardinal de Richelieu cet éloge : que Dieu leur avait donné plus de lumières qu'aux autres hommes , puisqu'ils avaient trouvé digne de mort , pour deux bottes de paille , le maréchal que la France entière et l'Europe reconnaissaient homme de bien?

Monseigneur , quand nous sommes traités ainsi au mépris de l'ordonnance du Roi , et de votre lettre qui manifeste sa volonté , quand nous sommes ainsi traités plus que révolutionnairement pour délits politiques , nous devons

recourir à votre haute magistrature pour nous arracher de l'enfer d'abomination.

Monseigneur, un gros pain distribué à petits morceaux au peuple de la part de Napoléon !!!

Que doit nous faire attendre l'absurdité féroce de telles accusations ! . . . . .

Nous attendons et réclamons à grands cris, non pas grâce, nous n'en voulons pas, mais justice, justice, justice.

C<sup>r</sup>. FAUCHER. C<sup>n</sup>. FAUCHER.

*A Monsieur le Baron \* \* \**

MONSIEUR LE BARON,

Nous sommes depuis le 31 juillet arrêtés, au secret et jetés *parmi les condamnés* au fort du Hâ. Enfin, monsieur le procureur général Râteau nous a fait subir interrogatoire avant hier, et il nous a dit que ce préliminaire avait pour but de pouvoir déterminer par quel tribunal nous serions jugés; et une de ses dernières paroles a été que ce serait à nous à prouver si l'ordonnance du 21 juillet ne nous atteignait pas.

Cette ordonnance ne regarde que les militaires en activité de service.

Nous n'avons été employés que depuis le 19 juin; un ordre du Roi, à nous transmis par le ministre de la guerre, maréchal Saint-Cyr, nous a fait cesser nos fonctions le 21 juillet.

Cette ordonnance ne pourrait donc nous être appliquée, que pour notre action du 19 juin au 21 juillet. Et cependant monsieur le procureur général nous interroge sur nos sentiments et nos actions, depuis le 4 avril jusques au 31 juillet, et il nous fait entr'autres ces questions-ci :

*Première question.* — « Le 4 avril, pendant que vous » étiez à Paris (depuis le mois de décembre), n'est-il pas » sorti de votre maison à la Réole un drapeau tricolore qui » a été promené dans la ville? Ce drapeau n'avait-il pas » été brodé par Mademoiselle Anaïs Faucher, votre petite nièce? »

Notre petite nièce n'a jamais brodé de drapeau d'aucune couleur.

Il n'est jamais sorti de drapeau brodé d'aucune couleur de notre maison. Mais cela fût-il, nous étions depuis quatre mois à Paris, et n'en sommes revenus que long-temps après le 4 avril.

*Deuxième question.* — « A votre arrivée de Paris, » n'avez-vous pas distribué au peuple assemblé à la Réole, » et à très-petits morceaux, un gros pain que l'usurpateur » vous avait donné à cet effet. ? »

*Troisième question.* — « Dans une lettre du 27 juillet, » vous avez dit que vous voyiez avec douleur la patrie en » souffrance; vous dites en vain que la patrie et le Roi sont » confondus dans votre cœur, vous ne persuaderez pas » que sous le mot patrie vous entendiez comprendre » le roi; dans votre opinion, patrie et roi sont deux choses » distinctes. »

Et à propos de cette lettre du 27 juillet, monsieur le procureur général nous a dit : « *Celui de vous qui ne l'a pas écrite, adopte-t-il les principes de son frère ?* »

La lettre du duc d'Otrante du 22 juillet, limite et fixe toutes les poursuites aux listes publiées par l'ordonnance du 24.

N'en fût-il pas ainsi, on ne pourrait nous interroger que sur notre activité militaire du 19 juin au 21 juillet, et tout cela est couvert par les ordres du jour du général en chef Clauzel, et du général Pegot, continué par le Roi, commandant du département, et qui était notre commandant immédiat.

Et surabondamment à tout cela nous n'avons pas fait abattre un drapeau blanc, punir personne pour la cause impériale; pas une plainte ne s'est élevée de qui que ce soit.

Mais des Bordelais veulent nous assassiner. Ils l'ont essayé plusieurs fois depuis le 24 juillet. Deux tentatives ont été faites au fort du Hâ, et il est douloureux que le nom de la famille \*\*\* reparaisse à ces deux occasions. On essaye de nous assassiner avec des formes.

Un miracle peut faire que cette lettre vous parvienne, mais il faut un miracle; car nous sommes gardés dans un secret où l'on nous défend de voir qui que ce soit, mais il nous reste une espérance en une occasion unique et sûre. Nous allons la tenter..... Songez à notre position; que c'est le seul cri que vous puissiez entendre de nous, et

que vous seul pouvez nous sauver. Nous vous aurons dû deux fois la vie et l'honneur.

Nous sommes, etc.

C<sup>r</sup>. FAUCHER. C<sup>a</sup>. FAUCHER.

(1) Un préliminaire à toute autre mesure, c'est que monsieur le duc d'Otrante, ou autre autorité, envoie l'ordre par l'estafette, si on veut nous l'accorder, de suspendre toute exécution de jugement ou mesures contre nous, jusques à décision supérieure du ministre.

Nous demanderions à être jugés sur notre vie entière; mais jamais nous ne reconnaitrons pour juges les hommes qui manifestent tout haut leur soif de notre sang.

### *A Monsieur RAVEZ, jurisconsulte.*

HIC VIR, HIC EST,

Voilà ce que le département de la Gironde a dû dire avec un légitime orgueil au peuple français, en nommant son second député. Nous l'avons dit dans notre cachot, avec un sentiment plus profond encore. Nous n'avons jamais calculé nos pertes, quand la patrie a dû en profiter.

Un journal nous apprend que vous avez refusé votre élection, et ce refus vous conserve à vos clients. A Dieu ne plaise que nous voulions prendre à présent vos moments. Nous savons faire la part des circonstances, nous saurons attendre, nous savons souffrir.

Il est impossible que celui qui, en 1814, nous sacrifia si noblement son temps, dans une affaire d'intérêt, ne nous donne une heure en 1815, quand il s'agit de notre honneur.

Nous mettons sous cette enveloppe un mémoire en quatre pages, dont nous vous prions de nous accuser réception, en signant le reçu que nous vous envoyons rédigé, pour que vous n'ayez que la peine de le souscrire de votre main. Pardonnez-nous cette précaution; mais les intermédiaires dont nous sommes forcés de nous servir, sont tels que nous ne devons en négliger aucune.

---

(1) Ces deux paragraphes, trouvés sur des notes isolées, paraissent appartenir à la dernière lettre.

Quant au mémoire, nous avons la consolation que vous le lirez à un de vos moments.

Nous sommes, etc.

C. FAUCHER. C. FAUCHER.

Des cachots du fort du Hâ, le 30 août 1815.

---

*A Monsieur RAVEZ, jurisconsulte.*

Le procureur du Roi nous fit arrêter à la Réole, le 31 juillet, comme pris en flagrant délit, ayant un dépôt d'armes caché; et le procès-verbal constate que ces armes cachées sont huit caçons du *calibre du petit doigt*, destinés à faire du bruit lors des fêtes de famille, et qui sont depuis deux cents ans dans notre maison pour cet usage.

M. le procureur-général rendit le 2 août une ordonnance conçue en ces termes :

« Ordonne à la gendarmerie de conduire sans délai, les  
» sieurs César et Constantin Faucher, des prisons de la  
» Réole, dans celles du fort du Hâ, pour y être à sa dis-  
» position. »

Cette ordonnance, non motivée, ne nous désigne sous aucune prévention ni accusation de délit : c'est une véritable lettre de cachot de propre mouvement.

En vertu de cette lettre de cachet, nous fûmes conduits le 4 août au fort du Hâ, et nous y fûmes inscrits sur les registres de la Réole.

Depuis cette époque, nul acte, nul ordre écrit n'a paru nous ayant pour objet. Le geôlier ne connaît que ce seul titre qui ne nous inculpe en rien, ne nous accuse de rien, et dit seulement de nous garder à la disposition de M. le procureur-général.

Les 8 et 9 août, M. le procureur-général nous interrogea, non pas sur le crime d'artillerie cachée, mais il nous questionna sur diverses époques de notre vie, et par exemple :

« Le 2 avril, pendant que vous étiez à Paris, n'est-il  
» pas sorti de votre maison à la Réole un drapeau tricolore ? »

« A votre retour de Paris, n'avez-vous pas coupé en  
» petits morceaux, un grand pain, en disant au peuple  
» rassemble autour de votre maison, que l'usurpateur vous  
» l'avait donné pour le lui distribuer de sa part ? »

Et en nous montrant la copie d'une lettre confidentielle écrite par l'un de nous, il nous a demandé :

« Celui de vous qui n'a pas écrit cette lettre, partage-t-il les opinions de celui qui l'a écrite ? »

M. le procureur-général nous a fait d'autres questions aussi étranges, mais que leur nature nous empêche de rappeler ici.

Après ces interrogatoires, nous fûmes reconduits dans le bâtiment des condamnés où nous avions été déposés, et comme eux, nous y avions un lit, une table, un banc, une chaise, de la lumière, etc.

Le concierge nous annonça que M. le procureur-général lui avait dit que nous dépendrions dorénavant de l'autorité militaire, mais qu'il ne lui avait rien donné par écrit.

Le 12, le concierge et ses guichetiers faisant pendant la nuit la ronde extérieure du fort du Hâ, furent assaillis de coups de fusil par la garde nationale, et ne conservèrent leur vie qu'en rentrant avec précipitation dans le fort. Dès ce moment, grande rumeur autour de l'enceinte et, avant le jour, grand attroupement devant la porte. Le concierge nous a dit qu'il n'avait pas osé sortir de toute cette journée, dans la certitude qu'il aurait été mis en pièces par la populace à qui on avait persuadé qu'il avait voulu nous faire évader.

M. le préfet vint ce jour-là au fort du Hâ, et s'assura par ses yeux que nous y étions encore.

Le 20, on nous conduisit à la tour des forçats; on nous ôta nos couteaux, nos fourchettes, on nous donna deux bottes de paille et, en jetant un matelas dessus, le concierge dit: « Voilà le premier matelas qui, de mémoire d'homme, soit entré ici. » On nous donna une cruche d'eau, on nous refusa banc et chaises; on nous dit que nous n'aurions ni feu ni lumière.

Le 22, on est venu nous ôter nos rasoirs en nous disant que nous n'aurions pas même la faculté de nous raser devant le concierge, qu'il fallait que le barbier des prisons nous rasât devant lui.

Avez-vous quelque ordre par écrit qui vous autorise à nous traiter ainsi, avons-nous dit au concierge? « Messieurs, j'ai des ordres, mais ils ne sont pas par écrit. »

Accompagnés du concierge, un capitaine de l'état-major, décoré, est venu dans notre prison avec un de ses camarades décoré aussi, en faisant une ronde; ils nous ont dit: « On marche dans le sang à Nîmes, à Avignon, etc., ce sont des représailles. Les honnêtes gens, voyant que les

» lois sont insuffisantes, se chargent de leur vengeance. On  
 » commença en l'an 3, cela dura trop peu, ou finit trop  
 » tôt. On continue à présent. »

M. Roustaing, commissaire de quartier, visitant les prisons, est venu dans la nôtre avec un gros monsieur, son adjoint sans doute, avec le concierge, les guichetiers, etc. Il nous trouva suant à la suite d'un violent accès de fièvre. Nous demandâmes qu'on nous rendit *notre pot de chambre*, afin de n'être pas obligés, pour aller aux latrines, de nous lever de dessus notre paille, et de traverser, tout en sueur, vis-à-vis les ouvertures seulement grillagées par des barres de fer, et qui donnent un grand courant d'air. « Vous n'aurez point de pot de chambre, nous dit le concierge, et il ajouta : ne soyez pas malades, car on est mal ici. »

On vous a donc ordonné de nous faire souffrir ? « Messieurs, cet ordre-là, non plus, ne m'a pas été donné par écrit. »

Le 24, le barbier des prisons entra avec les guichetiers et le concierge, et celui-ci nous dit : « Vous ne verrez plus même le commissaire de police et des prisons. Je ne dois laisser entrer personne ici ; et si le préfet, lui-même, se présentait, je ne lui permettrais pas d'entrer. Je n'ai qu'un ordre verbal, j'ai demandé un ordre écrit pour ma responsabilité, et en attendant j'obéis. »

Il lui est défendu aussi, nous a-t-il dit, de nous donner communication, malgré nos demandes répétées, ni de notre écrou, ni d'aucun ordre, qui ait rapport à nous.

Dans cet état de choses, entre nous et le cordon des muets ou l'aconit, il n'y a que le vouloir d'un guichetier : et l'explication de l'événement sera simple, elle est banale : c'est le suicide.

Et on croirait que c'est pour se conserver un moyen de plus d'exécution, et par prévoyance qu'on ne nous laisse plus le choix de nos aliments. Ils nous sont fournis sans que nous puissions savoir ni leur prix, ni d'où ils viennent. On a rompu toute communication entre nous et la personne qui, pour ce genre de commission, venait à la grille recevoir du guichetier nos billets ouverts et nous envoyait les siens ouverts aussi.

En attendant, on nous fait éprouver toutes les angoisses d'un supplice qui, d'après quelques mots échappés à nos gardiens.....

Chaque nuit le concierge et ses guichetiers, armés de pistolets et le sabre nu à la main, viennent porter leur lanterne sur notre paille pour s'assurer si nous y sommes. ( Si un seul individu avait eu à se plaindre de notre part, dans le cours de notre vie entière, de la centième partie de ce qu'on nous fait éprouver depuis un mois, notre jugement ne serait pas aussi retardé, l'instruction ne serait pas aussi prolongée. )

Nous ne nous abaisserons pas jusqu'à répondre aux infamies accumulées dans un feuilleton destiné à soulever la populace contre nous, dans l'espérance que ses fureurs, à notre arrivée au fort du Hâ, épargneraient l'embarras de l'instruction et les frais du jugement.

Il paraît, d'après ce que nous a dit M. le procureur-général, que c'est sur notre conduite, pendant que nous commandions comme maréchaux-de-camp, qu'on cherchera à nous trouver coupables.

Eh bien ! nous défions de *prouver*,

Que nous ayons fait abattre un drapeau blanc.

Que nous ayons fait punir un porteur de cocarde blanche.

Que nous ayons fait arrêter un individu pour quelque cause que ce soit.

Et nous *prouverons* que dans ce même temps, nous avons sauvé, *en nous compromettant*, bien des personnes que nos supérieurs avaient ordonné d'arrêter et de punir.

Quand nous avons pris des fonctions publiques dans notre pays, c'était pour y faire le bien ; c'était pour y empêcher les réactions, et tous les malheurs qu'elles entraînent à leur suite. Nous y avons constamment réussi jusqu'au 22 juillet dernier, que l'autorité nous a ordonné de quitter nos fonctions.

Et cependant, comment sommes-nous traités !...

Nous avons une si profonde horreur pour l'affreux 1793, que nous sommes fâchés qu'on ne puisse pas lui reprocher des procédés pareils à ceux qu'on fait peser sur nous.

Nous n'avons jamais demandé et nous ne demanderons jamais à personne des consolations.

Vos conseils nous seraient sans doute très utiles si nous voulions agir ; mais nous ne voulons écrire à aucune autorité, à aucun individu à Bordeaux, et quand nous le voudrions, nous ne le pourrions pas. Notre concierge a été demander la permission de vous porter cette lettre, et il l'a obtenue ; mais pour *vous seul*, et parce qu'il a dit que *vous étiez notre défenseur*.



Nous vous demandons et nous ne demanderons qu'à vous de nous faire sortir de tout ceci *honorablement*.

Si un seul des faits qu'on a jusqu'ici allégués contre nous était vrai ; si nous avions une seule action à nous reprocher , vous connaissez notre fierté , nous serions incapables de vous appeler. Notre délicatesse vous répond que nous ne voudrions à aucun prix compromettre votre patronage ; car le patronage d'un homme honnête en est une garantie morale.

Les réactions sont exigeantes. il faut transiger avec elles ; aussi ne regarderons-nous pas beaucoup ni à l'atrocité des procédés, dont celle-ci nous rend victimes, ni aux sacrifices de tout genre qu'elle nous a imposés jusqu'ici. Mais une chose sur laquelle nous ne transigerons point, c'est notre réputation. Nous la remettons dans vos mains. Ainsi c'est de vous que nous attendons et la désignation du tribunal, et celle des moments où nous devons le réclamer.

Puisque vous écoutez nos doléances , vous devez être le confident de ce qui nous arrive d'heureux. Notre position a ému de pitié notre concierge lui-même , à qui nous ne nous en plaignons jamais. En considérant les souffrances qu'on l'oblige de nous faire éprouver , il nous a dit tout-à-l'heure : « On me surveille plus à cause de vous que je ne vous surveille. » Et en nous parlant des égorgements, qu'on est convenu d'appeler *les représailles des honnêtes gens*, et qui s'avancent avec rapidité de Marseille à Avignon, à Nîmes, à Uzès, etc., qui sont arrivés à Toulouse, et qu'on attend à Bordeaux, il vient de nous dire, dans l'hypothèse de notre assassinat sur notre paille : « Si . . . . » vient la nuit, je ne l'empêcherai pas, mais certainement je ne ferai pas moi-même . . . . »

Et notre honnête gardien paraît plus affligé que surpris, de la prévoyance de l'événement.

C. FAUCHER, C FAUCHER.

Mercredi, 30 août 1815.

---

*A Monsieur le chevalier DE RICAUMONT, capitaine rapporteur.*

MONSIEUR LE CAPITAINE RAPPORTEUR ,

Dans l'absence de tout conseil, ne connaissant encore

nul écrit qui légitime notre position dans le bagne des forçats au fort du Hâ, nous vous prions de recevoir, en vos mains, la protestation formelle que nous faisons ici, en vous déclarant que, par notre comparution devant vous, nous n'entendons nuire en rien à nos droits de citoyens français ni autres, nous les réservant au contraire expressément, ainsi que tous ceux auxquels nos rapports actuels ou futurs avec vous nous pourraient nuire dans l'ignorance forcée où l'on nous tient par le secret rigoureux auquel nous sommes gardés.

Nous sommes, etc.

C. FAUCHER ; C. FAUCHER.

De 15 septembre 1815.

### *A Monsieur DE LA BOUTERIE,*

MONSIEUR LE MAJOR,

Vous êtes entré dans notre cachot le 12 septembre, à deux heures et demie, et vous nous avez demandé de vous confier notre correspondance entière. J'écrivais ; je vous ai donné ma lettre commencée ; vous l'avez lue. Tout a été exploré avec un tel soin que vous avez réuni les morceaux de papier déchirés qui étaient dans nos poches, et vous nous avez dit que vous voyiez évidemment qu'il y avait eu erreur dans l'observation qui avait pu faire penser au gouverneur que les numéros 17, 18, 19, n'avaient pas passé sous ses yeux, et que pour le lui montrer avec évidence, vous nous demandiez de vous confier treize lettres qui nous restaient, que vous nous promettiez que ces treize pièces allaient nous être rendues dans un moment. Vous nous l'avez assuré.

Nous vous avons fait remarquer, monsieur le major, que neuf de nos billets avaient été successivement retenus et rendus, ensuite, au même instant, à nous et à l'homme obligeant qui, lui au moins, a l'humanité de s'occuper de nos besoins. Si ces billets étaient coupables, ils ont pu être retenus : mais comment en ce cas les a-t-on rendus ? S'ils se bornent à donner des preuves de notre existence, et à demander nos besoins journaliers, comment caractériser l'inquisition qui les fait retenir ?

Nous vous avons fait remarquer aussi les inconvenances du seul écrit qui nous soit parvenu de l'état-major.

Sar cela, monsieur le major, vous nous avez dit qu'il allait être paré à tous ces inconvénients; que par un nouvel ordre, nos billets et lettres ne souffriraient plus nul retard; que vous nous le promettiez, ainsi que vous nous assuriez la remise, *dans un moment*, des treize lettres que de *confiance* nous vous avions données.

Dans un moment! . . . . . Il va y avoir quarante-huit heures, et nos treize lettres ne nous sont pas remises!

Et nos billets ne nous parviennent pas!

Nous avons l'honneur de vous dire que le numéro 15 des billets à nous écrits, ayant été enlevé le dimanche 3, il nous avait occasionné des frais de procédure, qui se montent à soixante et douze ou quatre-vingts francs. Avant hier, nous aurions dû recevoir de notre avoué une pièce de procédure à signer: elle ne nous est point parvenue.... Voilà encore de nouveaux frais.

*De minimis non curat prætor*; et nous reconnaissons que le préteur ne peut point s'occuper d'objets aussi minutieux que la fortune, la vie, l'honneur de deux citoyens, un peu légèrement jetés dans les cachots; mais vous, monsieur le major, qui êtes descendu jusques à vérifier nos détails de correspondance, en nous jurant qu'elle ne serait plus interrompue, et que dans un moment on nous rendrait les pièces confiées à votre honneur, vous vous croirez sans doute intéressé à ce que votre promesse soit remplie. Cette lettre a pour objet de vous la rappeler.

Nous sommes, etc.

C. FAUCHER. C. FAUCHER.

14 septembre 1815.

### *A Monsieur RAVEZ, jurisconsulte.*

MONSIEUR,

Nous avons subi notre interrogatoire, et les officiers qui viennent d'y procéder, nous demandent de désigner sur le champ notre défenseur. Nous ne saurons en choisir *qu'après votre refus, auquel nous ne pouvons croire*, parce que nous ne pouvons deviner la cause qui le motiverait. Cependant, si le *fatum* qui pèse sur nous nous y condamne, nous vous conjurons de nous accorder *cinq minutes* d'entretien, qui vous fixeront sur nos intérêts les plus sacrés. Vous ne refuseriez pas ce genre d'appui à des infortunés coupables. Vous l'accorderez au malheur

immérité. Naguère, nous aurions cru pouvoir réclamer d'autres sentiments.

Si vous avez la bonté de venir dès que vous aurez reçu cette lettre, nous vous recevrons dans le cabinet même de monsieur le rapporteur, qui m'autorise à vous le mander. Vous ne connaîtrez tout le prix de votre condescendance qu'après que nous l'aurons obtenue.

Nous sommes, etc.

C. FAUCHER. C. FAUCHER.

13 septembre 1815.

---

*A Monsieur RAVEZ, jurisconsulte.*

MONSIEUR,

Votre billet d'hier matin nous fut porté par l'ordonnance qui avait été chargée de notre lettre, et fut lu par monsieur le capitaine rapporteur, en même temps que par moi. J'écrivis sous ses yeux ma seconde lettre, comme j'avais fait la première; il la cacheta et vous l'envoya par la même ordonnance, qui vint de sa part nous dire au fort du Hâ, où nous étions rentrés, que nous aurions de vos nouvelles dans l'après-midi.

Nous avons quitté le cabinet de monsieur le capitaine rapporteur, à trois heures et demie, et nous avons remis, d'accord avec lui, jusqu'après notre conférence avec nos conseils, la désignation des témoins que nous voulions faire appeler.

A huit heures du soir, monsieur le capitaine rapporteur entra dans notre prison, accompagné des guichetiers et du concierge, celui-ci tenant à la main une lettre à notre adresse, dont l'enveloppe était souscrite de votre nom. Monsieur le capitaine rapporteur nous aborda avec ces mots: « F. . . . ! messieurs, voulez-vous me donner la » liste de vos témoins? Mon ordonnance attend depuis » trois heures, et je veux qu'elle arrive demain à la Réole. » Quelque chose que vous fassiez, vous serez jugés vendredi; ainsi f. . . . , je vous en prévient. » — Mais monsieur le rapporteur, vous nous avez permis de conférer avec notre conseil avant cette désignation. Et on nous remet au moment même, et je n'ai pas encore ouvert la lettre qui doit nous fixer sur le choix de notre défenseur. — « Eh, bien f. . . ! que dit cette lettre de M. Ravez? » Je l'ouvris et en lus tout haut les premières lignes.

Dès que je vis la nature des raisons qui vous forçaient à vous abstenir de nous prêter votre appui, je m'arrêtai ; mais les mots me *forcent* avaient été prononcés : monsieur le rapporteur me pressa de continuer ma lecture. Je m'y refusai. Il me dit que s'il avait voulu lire votre lettre malgré moi , il l'aurait décachetée avant de me la rendre. Je lui répondis qu'il aurait ajouté par-là un attentat à ceux dont nous sommes l'objet depuis quelque temps. Il voulut appuyer quelques assertions , sur votre compte , par sa parole d'honneur. Nous lui opposâmes , comme nous l'avions fait quelques heures auparavant à monsieur le major de la Bouterie et à lui , votre caractère trop connu , trop éprouvé , pour que leurs allégations pussent jamais prévaloir contre une grande réputation si légitimement acquise. Monsieur le rapporteur nous obligea de lui donner sur le champ les noms de nos témoins : nous les lui donnâmes sans avoir le temps de nous recorder pour le choix.

Ce capitaine rapporteur ne nous cacha pas , dans la conversation d'hier matin , qu'il demanderait contre nous la peine capitale.

Voilà , monsieur , où nous en sommes.

Nous allons tomber sous la hache qu'on aiguisé depuis deux mois pour nous frapper. Nous tomberons avec le sentiment de notre innocence , mais avec le regret profond de laisser un nom chargé de toutes les iniquités dont il plaira à ces messieurs et à leurs auxiliaires de doter notre conduite. Si la combinaison de leurs efforts est parvenue à enchaîner votre âme indépendante et vertueuse , quels succès n'auront-ils pas sur les défenseurs que nous pourrions prendre ? Nous n'avions qu'un patron : ils nous l'ont arraché , c'est nous avoir condamnés à mort. Nous saurons y marcher avec la fermeté que vous devez attendre d'hommes que vous honorâtes de votre amitié. Nous ne démentirons pas , dans nos derniers moments , l'estime que vous nous avez accordée. Nous emporterons votre souvenir , et ce sentiment suffirait pour nous donner des forces , si nous ne les trouvions pas dans notre cœur.

Et nous sommes innocents. . . .

Et les faux témoignages les plus maladroits en même temps que les plus audacieux , nous conduiront à une mort ignominieuse , quand la voix d'un homme énergique et habitué au genre d'argumentation que ces discussions exigent ,

pourrait démasquer la calomnie et faire crouler l'échafaudage bâti pour nous tuer !

Nous vous conserverons jusqu'à la fin les sentiments de la plus haute estime et d'une tendre reconnaissance (1).

C<sup>e</sup>. FAUCHER. C<sup>a</sup>. FAUCHER.

Le 20 septembre 1815.

(1) César et Constantin se croyaient d'autant plus autorisés à demander à M. Ravez de les défendre, que depuis quelques années ils vivaient avec lui dans une sorte d'intimité. Nous allons transcrire une de leurs lettres à M. Ravez et la réponse de celui-ci.

A Monsieur Ravez.

Les liens d'attachement et de parenté ne dispensent pas d'être juste, et la restitution est de devoir rigoureux envers ses proches et ses meilleurs amis. Or nous avons retrouvé dans nos vieux débris une agate onix d'un travail exquis qui appartient évidemment à M. Ravez : elle est du temps de Démosthènes et représente la tête d'Homère. Cette image du prince des poètes, produite dans le siècle et dans le pays du prince des orateurs, s'était bien fourvoyée en s'arrêtant chez nous. Elle arrive aujourd'hui à son adresse. Que M. Ravez veuille bien ne pas y méconnaître ses titres de propriété et nos obligations. C'est le désir et l'espérance de deux jumeaux qui disent de lui ce que les Grecs disaient du chantre d'Achille : il chauffe, il éclaire, et personne ne s'avise d'en être jaloux.

Nous, etc.,

CÉSAR FAUCHER, CONSTANTIN FAUCHER.

Messieurs,

Errant dans la Grèce qu'il enchantait par ses beaux vers, Homère trouva quelquefois sans doute un mauvais gîte. Les dieux de sa patrie furent eux-mêmes exposés à ce malheur. Le même sort lui était réservé en France, et je redoute pour moi ses imprécations contre Cumes. Mais aussi pourquoi lui donner mon adresse au sortir de chez vous ? Le prince des poètes regrettera son dernier logement ; et j'aurais trop à rougir devant lui si vous lui aviez lu la lettre aimable dont il était porteur et que j'ai si peu méritée. Dans l'humble milieu on m'a placé le hasard, je ne suis qu'un soldat et je n'ai que du zèle. Voilà mes seuls et faibles titres que l'indulgence de l'amitié et une sorte de partialité de famille savent ennoblir, comme elles se plaisent à exagérer mes services. Du moins j'essaierai de suppléer aux qualités que je n'ai point, *par un attachement sincère envers les deux jumeaux admirateurs de mon nouvel hôte, et aux obligations qu'ils ne me doivent point, par le désir de leur être utile.*

Daignez, Messieurs, en agréer l'assurance avec mes remerciements et les affectueuses civilités de celui qui est tout à vous.

AUGUSTE RAVEZ.

12 novembre 1813.

IV. B. M. Ravez n'était pas leur parent ; la mère de madame Ravez était mariée avec un parent de la famille Faucher.

*A Monsieur le major DE LA BOUTERIE.*

MONSIEUR,

Le 12 septembre, nous vous avons confié, sur votre parole de nous les rendre dans un moment, treize lettres que vous nous avez demandées, pour donner à monsieur le gouverneur la preuve que vous y voyiez, que c'est par un défaut d'attention, qu'il avait pu croire que quelques lettres de notre correspondance nous étaient parvenues, sans au préalable avoir été lues par lui. Nous sommes au 20 septembre, et malgré nos demandes répétées par écrit, auxquelles vous n'avez jamais répondu, ces treize lettres ne nous ont point été rendues.

Ce même jour, 12 septembre, vous nous avez autorisés à vous envoyer, *ouvertes*, les lettres que nous écrivons à notre famille, et nos lettres d'affaires d'intérêt : vous nous avez assurés qu'elles seraient remises à leur adresse; qu'on allait nous rendre toutes les lettres retenues jusques-là, et que nul manque ni retard n'aurait dorénavant lieu dans notre correspondance, par le fait de l'autorité; que telle était la volonté du gouverneur.

D'après cela, nous vous avons adressé, et vous avez reçu nos lettres ouvertes.

Pas une n'est parvenue à son adresse.

Depuis cet engagement, pris par vous au nom du gouverneur et au vôtre, de rendre toute liberté à notre correspondance à lettres ouvertes, elles ont été prises et retenues, et il n'a plus existé de correspondance pour nous.

Nous ne chercherons point le terme propre à caractériser cette conduite; mais c'est à vous, monsieur, qui, *major*, êtes nommé, nous avez-vous dit hier, adjoint à notre capitaine rapporteur dans l'affaire qu'on attise contre nous, devant un conseil de guerre; c'est à vous, qui nous dites hier, lors de notre interrogatoire pour lequel vous vous joigniez au capitaine rapporteur, que vous aviez montré à l'autorité toutes nos lettres, réclamant la restitution des treize lettres confiées à votre honneur, et que sans motif, l'autorité vous avait refusé de les rendre; c'est à vous que nous adressons notre réclamation en ces termes :

Notre correspondance n'appartient point à l'autorité. Il lui appartient, ou elle s'arroge le pouvoir de l'arrêter, de la lire, de la surveiller; mais alors même c'est un dépôt

sacré dans ses mains , si quelque chose y a ce caractère. Nous vous requérons et sommons de nous faire remettre sur-le-champ , ou de faire inscrire sans délai au procès , toutes les lettres , tous les billets écrits par nous ou à nous , et cela comme pièces à charge. L'autorité n'a pu les retenir qu'en ce cas. C'est une voie légale que la pudeur publique laisse à l'autorité pour nous les rendre : et celle-là constatera encore par surabondance , une mesure d'oppression , un nouveau déni de justice.

Chaque instant , depuis trente heures , continue à nous montrer tant d'oubli des lois envers nous , tant de soins pour empêcher notre défense , et une suite de conduite de l'autorité qui , hier au soir encore , a essayé par des outrages , de nous porter à des représailles qui pussent justifier des mesures de rigueur propres à nous priver de tout moyen de faire voir la vérité , et à nous baillonner dans notre défense , que nous ne pouvons pas nous regarder comme étant en présence de l'impartialité.

Nous avons ; etc.

C<sup>r</sup>. FAUCHER , C<sup>a</sup>. FAUCHER ,

20 septembre 1815.

*A monsieur le capitaine Rapporteur.*

MONSIEUR ,

Dans le peu de moments que nous laisse la détermination de nous traduire devant un conseil de guerre , soixante heures après nous avoir entendus pour la première fois , et sans nous donner le temps de faire venir les preuves nécessaires , dont la plus près est à dix postes de Bordeaux ; quand cependant l'autorité accusatrice nous a tenus cinquante et quelques jours au secret , arrêtant notre correspondance , même celle autorisée par elle-même . et nous ayant mis et tenus ainsi dans l'impossibilité de prévoir un chef quelconque d'accusation , et de nous précautionner des moyens de le détruire ; quand surtout l'autorité militaire qui , en prétendant nous juger , avait le devoir de s'abstenir de tout point de contact avec le défenseur désigné , voulu par nous ; quand cette autorité est tellement intervenue , ce nonobstant , dans nos rapports avec cet homme plein d'honneur et de sentiments élevés , qu'il a été forcé de nous refuser son appui ; dans cet état de choses , nous vous demandons de changer la consigne



mise contre nous au fort du Hâ, ne nous permettant de voir que notre nièce et M. Rav. z. Il ne peut, ni ne doit y avoir d'exception pour nous dans les mesures qu'ordonne la loi; nous demandons à être traités comme les autres prévenus dans notre position.

Puisque le défenseur de notre confiance est forcé de ne pas nous défendre, et dans le doute quel est celui, quels sont ceux qui, appelés par nous, voudront venir auprès de nous; dans le besoin où nous sommes aussi de consulter, pour suppléer des preuves qu'on ne veut pas nous laisser le temps de nous procurer, et quand on nous prive ainsi de moyens de défense; nous demandons que, comme tous les autres prévenus dans notre position, et sans exception à notre détriment, réprouvée par la loi et par la morale publique, il soit donné pour consigne au fort du Hâ, de nous laisser parler aux personnes, qui appelées par nous ou reconnues par nous, se présenteront pour nous être utiles.

Nous n'avons pas quarante heures d'ici à notre jugement, et nous n'avons ni défenseurs pour nous, ni à notre disposition les pièces accusatrices que nous devons pourtant connaître à l'avance, pour en démontrer la calomnie.

Nous avons, etc.

C<sup>r</sup>. FAUCHER, C<sup>n</sup>. FAUCHER.

20 septembre 1815.

---

Bordeaux, le 20 septembre 1815.

*L'adjudant-commandant, chef de l'état-major de  
la 11<sup>e</sup> division militaire,*

*A messieurs Faucher frères.*

MESSIEURS,

Votre lettre de ce jour, dont M. le rapporteur vient de me donner lecture, et dans laquelle vous dites que le défenseur que vous avez choisi (1) *est forcé de ne pas se charger de votre défense*, m'engage à vous déclarer que jamais il n'a existé de la part de l'autorité militaire, aucune prohibition de cette espèce.

Je vous salue,

Comte DE LA PORTERIE.

---

(1) M. Rav. z.

*A monsieur GERGERÈS , jurisconsulte.*

MONSIEUR ,

Deux de vos anciens amis vous appellent, et demandent vos conseils pendant quelques moments. On ne leur donne que peu d'heures pour préparer leur défense: ils vous attendent : vous lirez, vous les entendrez : si à la vue des charges et des dépositions, vous avez des doutes sur un seul fait, et que nous ne les levions pas à l'instant, vos amis ne demanderont point à l'amitié des soins dont la conscience ou la délicatesse aurait à souffrir.

Notre nièce vous porte cette lettre.

C<sup>t</sup>. FAUCHER, C<sup>n</sup>. FAUCHER.

20 septembre 1815.

Nous avons été interrogés hier, et nous serons jugés après demain par un conseil de guerre. Nous vous attendons.

21 septembre 1815.

*A messieurs FAUCHER.*

MESSEIERS,

Vous avancez, dans la lettre que vous m'avez adressée hier, 20 du courant, que l'autorité est tellement intervenue dans vos rapports avec le défenseur que vous aviez choisi, qu'il a été forcé de vous refuser son appui.

Cette assertion, messieurs, est contraire à la vérité, et vous le savez mieux que personne. Mais il y a plus, elle est essentiellement calomniatrice; et je dois, comme rapporteur du conseil par lequel vous devez être jugés, vous sommer, ou de m'en faire parvenir sur-le-champ le désaveu formel, ou de me faire connaître la raison et les motifs sur lesquels vous l'appuyez. J'attends votre réponse; elle réglera la conduite que j'aurai à tenir dans cette circonstance.

Je ne dois pas perdre au surplus cette occasion de vous donner par écrit, ainsi que je l'ai déjà fait plusieurs fois verbalement, l'assurance que vous pouvez choisir tel défenseur que vous jugerez convenable, et que vous êtes autorisés comme vous n'avez jamais cessé de l'être, à jouir, sous ce rapport, de toute la liberté et de tous les avantages que la loi vous accorde.

Vous devez comprendre, messieurs, qu'il importe que la réponse que j'attends de vous, me parvienne sous le plus bref délai.

J'ai l'honneur de vous saluer.

*Le capitaine rapporteur ,*

Le chevalier DE RICAUMONT.

*A monsieur le capitaine Rapporteur.*

MONSIEUR LE CAPITAINE RAPPORTEUR,

Nous recevons au moment même votre lettre de ce jour, et elle aurait le droit de nous étonner, si les procédés qu'on a avec nous depuis près de deux mois, laissaient encore à quelque chose le droit de nous surprendre.

Votre lettre est simulée répondre aux lettres que nous eûmes l'honneur de vous écrire hier au soir, et vous nous aviez déjà répondu ce matin. Vous étiez, il y a quelques heures, auprès de nous.

Vous nous avez demandé si nous avions reçu de bonne heure cette lettre, et puis vous nous avez demandé, de la part de monsieur le comte de la Porterie, la copie de la lettre que nous reçûmes avant hier au soir de M. Ravez, et que vous accompagnâtes dans notre chambre. Nous vous avons refusé cette copie, que le même sentiment qui justifie le refus, aurait dû empêcher de faire demander.

Vous avez alors, devant nous, intimé l'ordre au concierge, de la part de monsieur le comte de la Porterie, de ne plus laisser entrer notre petite nièce, de ne pas nous laisser sortir de notre chambre. (De laquelle nous ne sommes sortis qu'hier avec votre permission et celle de monsieur le major de la Bouterie, pour rester renfermés dans le greffe; donnant des ordres successifs à notre petite nièce, seule personne qui soit arrivée jusqu'ici auprès de nous, et qui n'y a paru que ce jour et un moment la veille; elle recevait de nous les renseignements propres à nous trouver un défenseur.) — Vous avez ordonné qu'on fit entrer notre conseil dans notre chambre, où nous n'avons ni chaises, ni table; et tous les autres détenus, sans exception, parlent à leurs conseils dans le greffe, ou dans le petit jardin qui y tient.

Nous le répétons, c'est vous, Monsieur, qui accom-

pagnâtes dans notre chambre , à neuf heures du soir avant hier , la lettre que nous écrivait monsieur Ravez ; vous aviez lu et cacheté vous-même les deux lettres que nous lui avions écrites dans la matinée , et vous lûtes en même temps que nous la première réponse qu'il y fit. Vous nous demandâtes avec un emportement que rien ne justifiait , et d'étranges expressions , de vous lire cette dernière lettre : j'en brisai le cachet , et en lus les premières lignes à haute voix. Quand je vis l'impression qu'elles vous faisaient , je dûs me taire. Vous insistâtes et voulûtes me contraindre à continuer ma lecture. Je persistai à m'en défendre. Vous me dites que si vous aviez voulu lire cette lettre malgré moi , vous l'auriez décachetée avant de me la rendre. Vous savez ce que je vous répondis. Vous voulûtes alors appuyer de votre parole d'honneur quelques assertions contre monsieur Ravez. Nous y opposâmes , avec toutefois les égards qu'on n'a pas toujours eus pour nous , la haute réputation d'un homme qui l'a élevé au-dessus de toutes les atteintes. Mon frère et moi avions employé de semblables moyens pour écarter , le matin même de ce jour , les doutes que monsieur le major de la Bouterie et vous , aviez voulu nous donner sur la loyauté du caractère de monsieur Ravez. Dès ce moment , et avant ce moment , monsieur de la Bouterie et vous , connaissiez les raisons alléguées par monsieur Ravez , puisque vous aviez ouvert les lettres qu'il nous avait écrites et que vous les lui aviez renvoyées , en lui fixant les étroites limites qu'il ne devait pas franchir , en lui dictant , pour ainsi dire , sa réponse.

Nous bornons ici la nôtre , Monsieur , nous attendrons l'effet de vos menaces.

Nous avons l'honneur de vous saluer.

C<sup>r</sup>. FAUCHER. C<sup>n</sup>. FAUCHER.

Au fort du Hâ,  
le 21 septembre 1815.

---

### *A Monsieur le major DE LA BOUTERIE.*

MONSIEUR ,

Le secrétaire de monsieur le capitaine rapporteur nous porta hier au soir , au moment où nous étions déjà en chemise pour nous jeter sur notre paille , les lettres de notre nièce , que nous vous avions confiées , il y a onze jours ,

et de petits billets retenus par ordre de l'état-major , quoique remis *ouverts* à la grille , et se bornant à nous demander ce que nous voulions pour notre dîner, etc.; mais ce n'est, permettez-moi de vous le dire, monsieur le major , qu'un semblant de restitution , et des gens d'honneur ne donnent ni ne reçoivent de *semblants*. Vous avez reçu de nous des lettres *ouvertes* pour notre nièce , avec promesse de votre part de les lui faire parvenir : vous ne l'avez pas fait. Nous vous demandons de nous rendre ces lettres , ainsi que les numéros 3, 4, 5, 6, 7 et 8, qu'on avait retenus à l'état-major , quoiqu'envoyés ouverts et adressés également à notre nièce. Vous avez pris, le 12 de ce mois , l'engagement de nous les renvoyer , et nous réclamons plus directement de vous encore les numéros 1, 2, 3, 4, 5 et 6, que vous avez reçus de moi. Ce numéro 6 vous a été remis par moi-même le jour de mon interrogatoire. J'ai besoin de ces lettres pour ma défense. S'il y en a à charge, faites-les joindre aux pièces , et que mon conseil et moi puissions en prendre communication ; celles qui vous semblent insignifiantes sont par cela même d'une nécessité indispensable dans ma défense. C'est ce que vous n'entendrez pas , peut-être : mais c'est au tribunal que j'ai le droit de m'en servir , et je ne vous fatiguerai pas à vous en expliquer les moyens. Je vous prie de nous faire cette double restitution dans le jour. C'est demain que vous nous traduisez devant le conseil de guerre.

J'ai l'honneur de vous saluer ,

César FAUCHER.

Fort du HA,  
le 21 septembre 1815.

### *A Monsieur le capitaine Rapporteur.*

MONSIEUR ,

Nous vous prions de nommer d'*office* pour nos défenseurs , Messieurs Gergerès père , et Desgranges-Bouquet , jurisconsultes.

Dans les circonstances où nous nous trouvons placés , nous croyons devoir demander cette *nomination d'office*.

Nous avons l'honneur de vous saluer ,

Constantin FAUCHER.

21 septembre 1815.

*A Monsieur le comte DE VIOMÉNIL ,  
Gouverneur de la onzième division militaire.*

MONSIEUR LE GOUVERNEUR ,

C'est en votre nom, et de par votre autorité, qu'on nous dénie la justice, qu'on nous prive de nos moyens de défense, dans l'accusation capitale portée contre nous. C'est donc à votre autorité que nous devons recourir pour faire cesser les mesures tyranniques qui pèsent sur nous depuis plus de cinquante jours, qu'on aggrave incessamment, et avec lesquelles on veut nous conduire à la mort dans peu d'heures.

Nous demandons à votre excellence de nous faire traduire sur-le-champ devant elle, pour qu'elle ne puisse pas encourir le reproche que, sous son commandement, on nous a menés à la mort, après nous avoir fait souffrir par ses ordres, et en nous baillonnant dans notre défense.

Votre excellence saura de nous des vérités qu'on lui cache sans doute.

Nous sommes, etc.

C<sup>t</sup>. FAUCHER. C<sup>n</sup>. FAUCHER.

Au fort du Hâ,  
21 septembre 1815.

Mademoiselle Anaïs Faucher, notre petite nièce, vous remet cette lettre.

*A Messieurs FAUCHER frères.*

Bordeaux 21, 9 heures du soir.

MESSIEURS ,

Je vous envoie la lettre demandée (1).

Je vous salue ,

Le chevalier DE RICAUMONT.

---

(1) Celle qui suit.

*A Monsieur DESGRANGES-BURNET, jurisconsulte.*

Bordeaux le 21, à 9 heures du soir.

MONSIEUR,

(1) J'ai l'honneur de vous prévenir que je vous ai nommé d'office, défenseur des sieurs Faucher, frères. Je viens à l'instant de recevoir d'eux une lettre qui me témoigne leurs désirs à cet égard. Le conseil de guerre est convoqué pour demain matin, 22, à sept heures.

J'ai l'honneur, Monsieur, de vous saluer avec une considération distinguée,

Le capitaine rapporteur du premier conseil de guerre permanent de la 11<sup>e</sup> division militaire.

Le chevalier DE RICAUMONT.

---

## NOTES de la main des deux Frères.

---

César et Constantin demandèrent à Mademoiselle Anaïs Faucher les pièces qui suivent pour appuyer leur défense.

1<sup>o</sup> Les lettres du ministre de la guerre, maréchal Gouvion St. - Cyr. qui nous annoncent que, par mesure générale, le Roi a disposé que nous cesserions nos fonctions. Il y a deux lettres, une pour chacun de nous.

2<sup>o</sup> La copie d'une lettre adressée par le ministre au général Clauzel, pour lui faire connaître que nous devons cesser nos fonctions..... Cette copie est certifiée par un officier, dont j'ai oublié le nom, signant à la place du chef d'état-major.

3<sup>o</sup> Un chiffon de papier, souscrit du général Darmagnac, du préfet Fauchet et du commissaire de police Gaillard, qui autorisent à détruire des bustes. Ce chiffon est griffonné.

4<sup>o</sup> Faire venir les lettres de Pirly.

— Ces pièces ont été retenues à l'état-major.

---

(1) Cette lettre ne fut pas remise à M. Desgranges-Bonnet, qui déjà avait refusé de défendre César et Constantin. Nous ne la donnons ici que pour faire mieux connaître le peu de temps qu'ils eurent à préparer leur défense.

— Nous avons déjà dit que leur défense au conseil de guerre fut improvisée ; nous trouvons quelques notes détachées qui paraissent y appartenir et que nous allons donner.

« Le conseil de guerre ne peut, ne doit pas nous juger.

» Le président du conseil de guerre, M. de Gombault, doit se récuser, puisque sa famille et la nôtre sont en inimitié ouverte depuis plus de cinquante ans.

» Le conseil de guerre ne peut pas nous juger vendredi, sans proclamer qu'il nous a privés de nos moyens de défense ; puisqu'en paraissant devant M. le procureur général, les 8 et 9 août, nous lui dîmes que nous aurions besoin d'appeler des témoins entr'autres M. de Wismes préfet à Angers.....

» ..... (1) Et M. le procureur - général nous dit qu'il nous serait donné le temps de nous procurer, de faire venir tous les documents nécessaires..... ; *et on nous a tenus constamment au secret.*

» Nous demandons un ajournement.

— M. le comte de la Porterie a ordonné de nous mettre à la tour des forçats..... Ce n'était pas à lui à donner cet ordre : ces distributions de logement ne regardent que le concierge.

— M. comte de la Porterie a ordonné de nous priver de chaises, de pot de chambre, de lumière, de couteaux, de ciseaux, de rasoirs, de fourchettes.....

(1) Avant l'érection des drapeaux blancs dans la 11<sup>e</sup> division le comte Clauzel ayant été instruit que des agents de la cause royale parcouraient les provinces méridionales, donna ordre aux généraux commandant les arrondissements, de les faire arrêter, s'ils y paraissaient. M. de Wismes fut retenu à la Réole ; il y était libre sur parole, et passait les journées entières chez César et Constantin Faucher. C'est pendant son séjour que M. de Marin, y fut conduit. M. de Marin propriétaire, près Sainte-Croix du Mont, avait mis un drapeau blanc à sa maison, lorsqu'il apprit l'entrée de S. M. à Paris. Le commandant des troupes cantonnées à Saint-Macaire, le fit arrêter et conduire à la Réole. Constantin, pour le soustraire à la fureur des soldats, le fit conduire en prison. Douze heures après, il était en liberté. C'était, pour déposer sur ce fait, qui se rapporte au troisième chef d'accusation et de condamnation, que les généraux César et Constantin Faucher, réclamaient le témoignage de M. de Wismes.



— Le commissaire de police, M. Roustaing, nous trouve suants après trois accès de fièvre..... Vous n'avez point de pot de chambre.....

— On vous a donc ordonné de nous faire souffrir !.....

— On me l'a ordonné, non pas par écrit..... — On me l'a aussi donné à entendre..... C'est M. le comte de la Porterie.

— Nos lettres sont retenues, toute correspondance enlevée : on refuse de la rendre..... C'est M. le comte de la Porterie, nous a dit M. le major la Bouterie.

— Le greffier de la police correctionnelle dit au capitaine-rapporteur, devant nous : « enchaînez les chaises, si vous voulez, mais ne les privez pas de chaises..... Les plus grands criminels n'en sont pas privés..... Je l'ai voulu, dit M. de Ricaumont, capitaine rapporteur, mais M. le comte de la Porterie l'a encore défendu hier au soir.

— Ainsi, c'est M. de la Porterie, qui, contre nous, fait le métier de concierge, et ce sont ses adjoints qui veulent nous juger ! !....

— Le sous - préfet écrit, autant qu'il m'en souvient, pour dire : que trop incommodé, pour assister à la messe de la fête, il viendrait assister aux jeux. Il nous écrit pour nous annoncer qu'il seconderait de tous ses moyens une fédération dans son arrondissement.

— Le sous - préfet approuvait tellement la fête fédérative, que le maire de Montségur (ville la plus considérable de l'arrondissement), ayant reçu de nous l'invitation d'afficher les placards qui l'annonçaient, en référa au sous-préfet pour savoir s'il devait les afficher, et qu'il en reçut l'autorisation écrite.

— Drapeau de M. Merle. Le sous - préfet en sortant dit au baron de Montalambert, à l'officier Dumontet et au lieutenant de gendarmerie : « Je viens de le faire enlever, parce que je n'en souffrirai jamais aucun dans l'arrondissement jusqu'à ce que le préfet l'ordonne. »

— Pellegrue, en vue de Boirac, a en dès le 12 des drapeaux blancs ; une fête publique y fut donnée : voyant que cela ne causait pas de troubles, fidèles à notre système, nous ne dîmes rien ; mais le maire, M. Distrac, émigré, fit scier l'arbre au pied, vers le 18, et fit disparaître tous les drapeaux blancs de la commune.

— Les magistrats qui ont puni, ne fut - ce que d'une heure de prison, ceux qui ont crié *vive le Roi* ! ceux

même qui les ont soumis à deux questions — ont comprimé l'élan.

— Au général Pégot, comme au général Clauzel, nous avons dit et écrit qu'il ne fallait ni un soldat ni une cartouche pour notre pays, que nous répondions du calme avec les seuls moyens du pays.

— Il n'y a jamais eu de soldats à la Réole. Nous avons toujours écrit à l'état-major qu'il n'en fallait point. Et comment aurions-nous comprimé à l'aide de la force armée, quand nous n'avions ni une cartouche, ni un soldat?

## JUGEMENT.

Le premier conseil de guerre permanent de la onzième division militaire, convoqué par M. le comte de Vio-ménil, lieutenant-général, s'assembla le 22 septembre 1815, au château Trompette. Il était composé de MM. le chevalier de Gombault, colonel de cavalerie, *président*; Boutemps-Dubray, chef d'escadron; Boisson, capitaine, commandant le château Trompette; Montureux, capitaine adjoint à l'état-major; Collas, lieutenant au 1<sup>er</sup> régiment de ligne; Moulinié, sous-lieutenant d'infanterie de ligne; Favre, sergent-major de la garde nationale d'élite, *juges*; Dupuy, capitaine au 1<sup>er</sup> régiment de ligne, faisant les fonctions de *commissaire du roi*; de la Bouterie, chef d'escadron, adjoint à l'état-major, *rapporteur*, nommé par M. le lieutenant-général, commandant la division, en remplacement de M. de Ricaumont, légitimement empêché, assisté de M. Auguste Lamarque, *greffier*, nommé par le rapporteur.

La populace qui était à la porte du fort du Hâ, s'opposa à ce que les accusés fussent conduits en voiture, et exigea qu'ils allassent à pied. *Les furies de la guillotine* firent entendre les mêmes imprécations qu'elles adressaient aux victimes de 93.

Les accusés furent introduits libres et sans fers. Ils n'étaient pas accompagnés d'un défenseur officieux.

Le conseil déclara, que *le refus* des défenseurs et *l'impossibilité d'en trouver un*, avant sa réunion, ne pouvaient retarder la convocation ni la tenue de sa séance, en conformité de l'article 20 de la loi du 11 brumaire, an 5.

Nous ne nous permettrons aucunes réflexions sur le refus

de MM. Ravez , Gergerès , Emérigou et Desgranges-Bonnet , de prêter leur ministère à César et à Constantin. Le *Mémorial Bordelais* fait à ce sujet la remarque suivante : « Rien ne prouve mieux le jugement déjà porté par » l'opinion publique , que le refus unanime des avocats les » plus distingués de notre barreau , de prêter leur ministère à ces accusés. »

Que l'on relise la lettre du 20 septembre de César et de Constantin Faucher à M. Ravez , et les suivantes à M. de la Bouterie , rapporteur , et l'on jugera sans peine si c'est l'opinion publique qui a empêché les avocats de Bordeaux de se charger de leur défense. Jamais , non jamais , un semblable motif n'a imposé ni pu imposer silence à un ordre aussi respectable , et qui , dans toutes les circonstances , s'est toujours fait un devoir et un honneur d'embrasser la défense des malheureux , même lorsqu'ils sont prévenus des plus grands crimes. Nous savons que César et Constantin eussent trouvé des défenseurs dans le barreau de Bordeaux , si le temps nécessaire leur avait été accordé.

Interrogés sur leurs noms , prénoms , âges , professions , lieux de naissance et domiciles , ils répondirent : Nous nous appelons César et Constantin Faucher , âgés de 56 ans , citoyens français , natifs et domiciliés de la Réole , ne renonçant point au bénéfice légitime résultant des grades et qualités que nous ont valus nos services et nos blessures reçues à la défense de la patrie ; mais déclarant que nous prenons habituellement le titre de citoyens français , ne regardant les autres que comme désignation des fonctions dont on quitte les décorations dès qu'on cesse de les exercer.

Pendant les débats , César et Constantin montrèrent beaucoup de fermeté. Leur présence d'esprit , leur éloquence , les moyens de défense , qu'ils présentèrent , leur assurance , étonnèrent les auditeurs. Mais ils furent bien plus surpris encore de la facilité avec laquelle chacun suivait les idées de celui qui cessait de parler. On crut même pendant quelques instants que c'était toujours le même qui parlait.

Le conseil de guerre déclara à l'unanimité que César et Constantin étaient coupables :

1° D'avoir retenu contre la volonté du gouvernement un commandement qui leur avait été retiré.

2° D'avoir commis un attentat dont le but était d'exciter

la guerre civile , et d'armer les citoyens les uns contre les autres , en réunissant dans leur domicile des gens armés , qui y faisaient un service militaire , et qui criaient *qui vive* sur les patrouilles de la garde nationale.

3<sup>o</sup> D'avoir comprimé , par la force des armes et par la violence , l'élan de fidélité des sujets de sa majesté.

A l'unanimité aussi le conseil déclara non-coupables César et Contantin d'avoir embauché pour *les rebelles* , et détourné de leurs drapeaux les soldats du roi , en les engageant à se joindre à *la bande de Florian*.

Sur le requisitoire du commissaire du roi , le conseil de guerre condamna à l'unanimité César et Constantin Faucher à la *peine de mort* , conformément aux articles 91 et 93 du Code pénal ainsi conçus.

Art. 91. « L'attentat ou le complot dont le but serait  
 » d'exciter la guerre civile , en armant ou en portant les  
 » citoyens à s'armer les uns contre les autres ; soit de porter  
 » la dévastation , le massacre et le pillage dans une ou  
 » plusieurs communes , sera puni de la peine de mort. »

Art. 93. « Ceux qui sans droit ou motif légitime auront  
 » pris le commandement d'un corps d'armée , d'une troupe ,  
 » d'une flotte , d'une escadre , d'un poste , d'une ville , d'un  
 » port ;

» Ceux qui auront retenu contre l'ordre du gouverne-  
 » ment , un commandement militaire quelconque , seront  
 » punis de mort. »

César et Constantin éprouvèrent un sentiment pénible , en voyant parmi les témoins à charge M. Peyrusse maire de la Réole. Il existait entr'eux des relations d'amitié , et même une certaine intimité. ( Voyez les nos. 4 et 9 des pièces justificatives. ) Madame Peyrusse leur avait dû sa mise en liberté après le 9 thermidor , et madame Lavaissière - Loubens , sa mère , la conservation de ses biens. Nous allons donner des extraits de quelques lettres de madame Lavaissière-Loubens.

Au citoyen César Faucher.

« C'est à vous , citoyen , que je dois la liberté de ma fille. Je viens  
 » vous en rendre mille actions de grâces ; c'est un adoucissement à mes  
 » malheurs que d'alléger ceux de ma pauvre petite que je chéris , et qui  
 » aime bien sa maman. Sa situation , dont elle ignore l'horreur , déchire  
 » mon âme ; c'est de vous , cher citoyen , que j'attends des secours. Vous  
 » êtes juste , vous avez le cœur excellent , vous seriez assez généreux pour

» secourir un infortuné lors même qu'il aurait des torts envers vous; je  
 » dois donc m'attendre avec raison que n'en ayant qu'en apparence vous  
 » voudrez revenir sur mon compte ».

Au citoyen César Faucher.

« J'attends de vos soins obligeants, mon cher César, le succès de mes  
 » demandes; rappelez-vous tous mes malheurs, ils ont été plus cruels  
 » que la mort même; rappelez-vous que vous êtes le parent de mes en-  
 » fants, que leur père était votre parrain; enfin que vous servirez une  
 » famille qui n'a jamais connu l'ingratitude, qui n'oubliera jamais que  
 » ce fut vous qui la rendîtes à la vie ».

Si nous ne nous étions fait un devoir de ne rien avancer sans en avoir les preuves écrites, nous dirions, d'après la voix publique, que M. Peyrusse leur a dû la conservation de ses biens et sa radiation. On nous a même assuré qu'il en convint au conseil de guerre.

Cédant aux instances de mademoiselle Anaïs Faucher, César et Constantin se pourvurent en révision. Ces deux frères mis aux fers, ne pouvaient être présents au jugement. Il fallut de nouveau chercher des avocats pour faire valoir les moyens de nullité que présentait la procédure; la première demande fut faite à M. Roulet, avocat consultant. Ce jurisconsulte était au moment de partir pour la campagne, il répondit qu'il ne refuserait pas ses conseils à César et à Constantin, et se rendit de suite auprès d'eux. Il leur dit qu'il était prêt à les défendre, mais que son peu d'habitude de plaider, lui faisait désirer, dans l'intérêt des deux frères la demande d'un conseil formé des lumières du barreau, M. Denucé, bâtonnier des avocats, désigna pour former ce conseil dont il faisait partie, MM. Albespi, Emérigon et Gergerès. Ces deux derniers devaient porter la parole.

César et Constantin rédigèrent plusieurs notes sur les moyens de nullité que présentait le jugement. Nous allons donner celles qui nous sont parvenues.

—Relire les quatorze notes (1).

—Relire surtout la feuille qui contient d'autres notes, entr'autres, sur M. de Puysegur. On y verra les moyens à employer pour constater que le conseil de guerre a été renouvelé depuis le 31 juillet, jour de notre arrestation. Et

---

) Ces quatorze notes de la feuille ne se sont pas trouvées.

la loi prononce, qu'en ce cas, il ne pouvait pas s'occuper de notre affaire.

Cette longue note contient d'excellentes observations, et indique les moyens légaux de parvenir à constater des faits importants.

— Les conseils de guerre n'emploient, dit-on, que des moyens rapides, et les membres de ceux de Bordeaux comptent les heures, pour hâter, brusquer notre défense.... Ils citent la loi du 15 brumaire. Mais si elle est appliquée avec cette rigueur aveugle contre le prévenu, elle doit aussi avoir servi de règle pour l'information, etc. L'article 12 de cette loi ordonne de procéder à l'information *sur-le-champ*.... Arrêtés le 31 juillet, nous avons été entendus les 8 et 9 août, et remis à l'autorité militaire. Le comte la Porterie, le major la Bouterie, etc..., sont venus le 20 août au fort du Hâ, ordonner de nous mettre au cachot...., et ce n'est que le 7 septembre qu'on a entendu le premier témoin...., donc la disposition de la loi a été violée : elle voulait que l'information eût lieu *sur-le-champ*.

— Les témoins entendus, et ceux à entendre, doivent être tenus séparés et sans communication.

— Nous offrons de prouver que les témoins se sont retirés pêle-mêle, dans la nuit du 22 au 23 septembre ; que des témoins entendus, et que des témoins qu'on ne devait entendre que le lendemain, ont été coucher dans la même maison, dans la même chambre, dans le même lit.

— L'information ni aucun acte quelconque, n'indique ni n'annonce que César Faucher ait fait un acte quelconque de général, depuis le 21 juillet. Constantin Faucher est seul prévenu de cette faute. Et cependant on condamne César Faucher sur ce point qui lui est étranger dans toute la procédure.

— (Toutefois, on ne perdra pas de vue, en faisant valoir ce moyen, que s'il ne devait amener la cassation du jugement qu'en faveur de César, on doit l'abandonner, parce qu'il veut partager le sort de son frère (1)).

— Art. 6 de la loi du 15 brumaire an 6. « Sile jugement est annulé par le conseil de révision, les prévenus et les pièces » doivent être renvoyés devant le conseil de guerre *le plus à portée d'entendre les témoins et de vérifier les faits.* »

---

(1) Ceci est de la main de César.

— La Revue est jaste à égale distance de Bordeaux et d'Agen. Sans par la route d'usage est plus près d'Agen que de Bordeaux, et comme nous abandonnons tous les témoins à charge entendus, et que nous en appelons de Marmont, etc., etc., dès-lors le conseil de guerre *le plus à portée* n'est pas le 2<sup>e</sup> conseil de Bordeaux, mais le conseil de guerre d'Agen.

— Contre la rapidité voulue par les chefs, pour la tenue du conseil de révision (2).

— Loi du 15 brumaire an 5.

— Preamble du conseil des anciens.... « Les délais prescrits par la constitution pour les cas ordinaires, pourraient compromettre le salut et la gloire de l'état. »

— C'est pour les cas d'urgence qu'elle prescrit des mesures promptes.

— Le 1<sup>er</sup> conseil de guerre n'a pas trouvé que nous fussons hors les cas ordinaires.

— L'article 12 ordonne de faire *sur-le-champ* l'information, etc., etc.,... toujours *sur-le-champ*.

— Arrêtés le 31 juillet, nous avons été interrogés les 8 et 9 août, par le procureur général. Dès-lors, nous avons été mis à la disposition de l'autorité militaire; le 20 août, l'autorité militaire nous a fait mettre au cachot.

— Elle devait, *sur-le-champ*, dès le 9 ou le 10 août, faire l'information, entendre les témoins *sur-le-champ*.... Elle les a entendus le 7 septembre. Elle ne nous a interrogés que les 18 et 19.... nous tenant toujours au secret; et elle précipite le jugement, de sorte à nous priver de tout moyen de défense, après nous avoir privés de défenseurs.

— L'autorité militaire a pensé que nous étions dans les cas ordinaires dont parle le préambule, puisqu'elle n'a pas agi *sur-le-champ* pour l'information, etc. etc.

— L'autorité militaire ne peut pas précipiter le jugement comme pour les cas *extraordinaires*.

Le conseil de révision, dans sa séance du 26 septembre, confirma le jugement à la majorité absolue. Il était composé de MM. le maréchal de camp, comte de Puysegur, *président*; le colonel, adjudant-commandant, prince de Santa-Croce; le chef de bataillon d'artillerie, Lacoste; le chevalier de Bois-Saint-Lis, capitaine adjoint à l'état-major de la place;

---

(2) Cette séance avait été fixée au 27 septembre; mais par une disposition dont nous ignorons les motifs, elle eut lieu le 26.

le vicomte de Fumel , capitaine adjoint à l'état-major de la place , *juges* , tous cinq nommés par M. le lieutenant-général comte de Vioménil , commandant la 11<sup>e</sup>. division militaire , assistés du sieur Pilloy André , *greffier* , nommé par le président , et M. Lucot d'Hauterive , commissaire-ordonnateur , faisant fonctions de *commissaire du roi* , d'après la nomination du même général.

Nous allons donner les passages des discours de MM. Emerigon , avocat , et Lucot d'Hauterive , commissaire du Roi , publiés par le *Mémorial Bordelais*.

Écoutez M. Emerigon , l'un des défenseurs , expliquer la décision de ce corps respectable en présence du conseil de révision :

« Les frères Faucher ont demandé à l'ordre des avocats  
» de leur donner des défenseurs. Cet ordre , qui placé la  
» défense des accusés au nombre de ses devoirs les plus  
» impérieux et les plus sacrés , ne pouvait , sans déshon-  
» neur , repousser la demande qui lui en était faite en la  
» personne de son chef ; il a même voulu que l'ordre tout  
» entier participât , en quelque sorte , à cette défense ; c'est  
» pour cela qu'il a chargé l'ex-bâtonnier (1) , le bâtonnier  
» en exercice (2) , le bâtonnier déjà nommé pour la pro-  
» chaine année du Palais (3) , et le plus ancien membre de  
» son conseil de discipline (4).

« Nous ne pouvons croire que cette conduite , que ce  
» pénible dévouement , soient critiqués ou blâmés par au-  
» cun de ceux dont nous sommes jaloux de conserver l'es-  
» time (5).

« Ils ont assez hautement éclaté , dans les temps affreux  
» que nous venons de traverser , les nobles sentiments qui  
» animent les avocats du barreau de Bordeaux. Tous , nous  
» avons constamment refusé de participer à des jugements  
» ou à des arrêts rendus au nom de l'usurpateur. Cet ho-  
» norable silence , qui n'a été rompu que pour la défense  
» des accusés , ne sera pas oublié par nos concitoyens.

« Hé bien ! le motif qui nous portait alors à sacrifier jus-

(1) M. Albespy. (2) M. Dénucé. (3) M. Emerigon. (4) M. Gergerès.

(5) Des avocats qui chaque jour s'honorent de défendre , à la cour d'assises , les hommes accusés des plus grands crimes , s'excusent d'exercer leur ministère en faveur d'hommes poursuivis pour délits politiques.



» qu'à notre vie, s'il le fallait, pour conserver l'honneur;  
 » ce motif est encore celui qui nous dirige en ce moment.  
 » Il nous était impossible de repousser la voix suppliante  
 » de deux hommes frappés par une condamnation capi-  
 » tale, et sur la tête desquels la mort a déjà levé sa faux  
 » menaçante (1).

» Chargés plus particulièrement, avec M. Denucé, chef  
 » actuel de l'ordre des avocats, de la défense de César  
 » Faucher, nous ne devons nous occuper ni de ses opi-  
 » nions, ni de sa conduite, ni même des délits qui lui sont  
 » imputés (2). Notre ministère se borne à examiner la pro-  
 » cédure instruite contre lui, le jugement rendu le 25 de  
 » ce mois, et à présenter au conseil de révision les moyens  
 » que nous croyons suffisants pour faire annuler le juge-  
 » ment du conseil de guerre : nous sommes donc ici les  
 » avocats de la loi, plutôt que les défenseurs des ac-  
 » cusés (3).

A la suite de cet exorde, M. Emérigon, assisté de  
 M. Denucé, et M. Gergeres, assisté de M. Albespy, ont  
 fait successivement valoir, dans leurs discours improvisés,  
*six moyens* contre la composition du conseil de guerre et  
 contre le jugement qu'il avait rendu.

Lorsque MM. les avocats ont cessé de parler, M. d'Hau-  
 terive, commissaire-ordonnateur, remplissant les fonc-  
 tions de commissaire du roi, a pris la parole, et s'est ex-  
 primé en ces termes :

» Messieurs,

» La magistrature suprême dont vous êtes investis par  
 » la loi, confie à vos consciences et à votre honneur le der-

(1) Comment un avocat pouvait-il prouver aux juges que la loi avait  
 été violée ou mal appliquée, lorsqu'il refusait de connaître les délits  
 imputés à celui qu'il défendait? Il nous semble qu'avec de tels principes  
 un innocent serait traîné à l'échafaud, si son premier jugement n'avait  
 aucun défaut de formes. Cet inconvénient nous paraît trop grave pour  
 ne pas désirer que notre jurisprudence en soit affranchie.

(2) Quelle censure de la conduite des avocats qui ont refusé de les  
 défendre devant le premier conseil de guerre! M. Emérigon lui-même  
 était de ce nombre.

(3) Nous connaissions assez César et Constantin, pour affirmer qu'ils  
 ne se seraient pas pourvus en révision, s'ils avaient cru être ainsi défendus.

» nier espoir des condamnés. Quel que soit le rang des  
 » hommes, quelle que soit la peine que leur inflige la loi,  
 » vous veillez religieusement, sans doute, à *ce que les*  
 » *accusés n'aient été privés d'aucuns des moyens protec-*  
 » *teurs qui leur étaient accordés* ; mais votre scrupuleuse  
 » équité doit plus spécialement encore s'éclairer du flam-  
 » beau de la vérité, *dans une affaire où le glaive de la*  
 » *justice, suspendu sur deux têtes, les frappera quand*  
 » *vous aurez irrévocablement prononcé* (1).

» La destruction si rapide de deux êtres vivants, pen-  
 » sant, agissant, espérant encore, commande de dou-  
 » loureuses méditations, et vous impose une tâche qui se-  
 » rait trop pénible, si elle n'était impérieusement com-  
 » mandée par la loi dont vous êtes les organes impas-  
 » sibles,

» Appelé, par un ministère rigoureux, à porter la parole  
 » dans une affaire aussi grave, je ne saurais me défendre  
 » d'une sorte d'émotion ; les êtres sur le sort desquels vous  
 » allez prononcer sont des hommes que leur naissance,  
 » leur éducation et leurs lumières *eussent peut-être rendus*  
 » *recommandables dans un siècle moins prodigue de*  
 » *crimes*. Mon embarras redouble, messieurs, en me  
 » voyant dans la nécessité de répondre à des jurisconsultes  
 » aussi célèbres qu'éloquents ; les principes et le noble  
 » courage du barreau *de la ville fidèle*, ne se sont point dé-  
 » mentis sous l'oppression de l'inter-règne, et le ministère  
 » que quatre de ses membres les plus distingués remplis-  
 » sent d'office en ce moment est l'hommage le plus hono-  
 » rable rendu au malheur, et leur acquiert de nouveaux  
 » titres à l'estime publique.

» Deux frères, se glorifiant *d'une horrible solidarité*,  
 » placés sous l'égide de la clémence royale, osaient lever  
 » audacieusement leur tête *hideuse d'un demi-siècle de*  
 » *crimes*. Après vingt-cinq ans d'absence, assise sur le  
 » trône des rois ses aïeux, sa majesté avait défendu aux  
 » lois, avait défendu aux tombeaux d'accuser les dévasta-  
 » teurs de la France. Les tombeaux restaient silencieux !

---

(1) L'orateur ne met pas même en doute que la sentence que le tri-  
 bunal va prononcer, ne soit fatale, puisqu'il est dit : « dans une affaire  
 où le glaive de la justice, les frappera, quand vous aurez prononcé. » La  
 mort des deux victimes était-elle donc décidée avant l'émission de l'arrêt ?

» Les parens des victimes laissaient vivre leurs bourreaux ?  
 » *Les frères Faucher existaient à la Réole (1) ?*  
 » *« Avides de nouveaux crimes , ils accoururent à Paris ,*  
 » *quand l'ennemi du monde y apparut de nouveau (2) ,*  
 » *menaçant la France des jours de deuil de 1795. Exécuteurs de ses ordres , ministres de ses vengeances (3) .*  
 » *les frères Faucher furent envoyés au nommé Clauzel*  
 » *si digne de tels agents (4). Ils furent tous deux chargés*  
 » *par lui de missions particulières , et d'un commandement*  
 » *supérieur dans les arrondissements de la Réole et de*  
 » *Bazas , déclarés en état de siège (5). César , élu membre*  
 » *du club patriotique , connu sous le nom de chambre des*  
 » *représentants , fut jugé , par la bande , propre à rem-*  
 » *placer , dans ces belles contrées , les proconsuls régi-*  
 » *cides dont Bordeaux n'a point encore perdu le sou-*  
 » *venir (6) : Constantin se fit élire maire de la Réole.*  
 » *Dès-lors la révolte , la dévastation , le pillage , les con-*  
 » *cussions , la guerre civile , furent organisés dans les*  
 » *deux arrondissements livrés à la fureur des frères*  
 » *Faucher (7).*

(1) Les parens des victimes de la révolution française peuvent accuser leurs bourreaux . leurs plaintes ne s'adresseront jamais ni à César , ni à Constantin Faucher .

(2) César et Constantin , étaient à Paris , depuis le mois de décembre 1814 .

(3) Quelles vengeances ont-ils exercées au nom du gouvernement impérial ? Quelles personnes ont été poursuivies au nom de Bonaparte dans les arrondissements de la Réole et de Bazas ? Répondez.....

(4) M. le comte Clauzel est un officier général trop distingué , sous tous les rapports , pour que nous ayons besoin de faire son éloge . Ses camarades d'armes et les pays ennemis témoins de sa valeur , attesteront à jamais qu'il fut exempt de reproches . Les habitants des 11<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> divisions , dont il était gouverneur pendant les cent jours , lui doivent des remerciements et non des injures pour sa conduite à cette époque .

(5) Le général Clauzel ne leur a donné aucune mission particulière .

(6) Personne n'ignore que la chambre des représentans n'a envoyé aucun de ses membres en mission extraordinaire dans les départemens .

(7) Des calomnies aussi atroces , aussi absurdes , ne mériteraient , sans doute , aucune réponse . Le département fut déclaré en état de siège le 7 juillet . Dès que les désastres de la bataille de Waterloo y

« Cependant les nobles alliés du meilleur des rois le  
 » ramènent dans sa capitale, le 8 juillet : sa Majesté y  
 » répandit de nouveau les trésors d'une clémence inépuisable : elle pardonna de nouveau aux traîtres si récemment comblés de ses faveurs.  
 » C'est plus spécialement depuis cette époque que les  
 » frères Faucher se sont rendus coupables des crimes qui  
 » les ont fait traduire par devant le premier conseil de  
 » guerre, et, je dois me hâter de le dire, messieurs, ces  
 » crimes n'appartiennent ni aux opinions politiques, ni  
 » aux circonstances : ce sont des crimes contre la société  
 » toute entière ; des crimes prévus par le Code pénal de  
 » toutes les nations civilisées ; c'est la guerre civile, laissant après elle tous les maux qui l'accompagnent, proclamée, organisée, et dirigée par les frères Faucher ;  
 » c'est la rébellion à main armée contre l'autorité légitime  
 » reconnue (1) ; c'est la violence et la force des armes em-

---

furent connus, on consulta tout ce qui portait l'uniforme militaire. Des provocations eurent journellement lieu. Les soldats, aigris par la conduite des habitants, dont l'exaltation était extrême, conservèrent cependant dans ces temps difficiles une attitude qui en imposa malgré leur faiblesse numérique. Ils ne se servirent de leurs armes que pour repousser les attaques dirigées contre eux à Bordeaux. Leurs chefs n'employèrent leur influence et leur autorité qu'à maintenir la discipline. Si des soldats se portèrent partiellement à quelques excès, ils furent punis, ou sévèrement réprimandés. Encore ces excès, que nous sommes bien loin d'excuser, se bornent à quelques clameurs. Il ne fut jamais attenté à la vie, ni à la liberté d'aucun citoyen. Les propriétés ne furent ni dévastées, ni pillées. Seulement, à Bazas, un faible détachement de troupes s'y étant rendu pour rétablir l'ordre, un soldat entra dans une maison et y prit une montre. Constantin à son arrivée, en ayant été instruit, ordonna la recherche dans les sacs, en offrant le pardon si le coupable restituait la montre sur-le-champ ; elle fut rendue à celui à qui elle appartenait. Le calme revint dans tout le département dès qu'on fut convaincu que le drapeau blanc n'y serait arboré qu'en vertu d'ordres supérieurs.

(1) M. l'ordonnateur, Lucot d'Hauterive, a voulu réunir, dans son discours, même des invraisemblances. . M. est entrée à Paris le 8 juillet ; mais ce même 8 juillet le drapeau blanc n'a pas pu flotter dans toute la France, par l'éloignement de plusieurs départements ; celui de la

» ployées afin de comprimer l'élan du peuple dans la manifestation de ses sentiments de fidélité pour cette autorité légitime reconnue ; ce sont des taxes arbitraires , des réquisitions de toute espèce frappées par les frères Faucher , qui les rangent dans la classe des justiciables des conseils de guerre (1) ».

L'orateur a ensuite discuté avec autant de sagacité que de précision , les raisons de nullité opposées par les défenseurs des frères Faucher ; et après avoir victorieusement démontré que les formes voulues par la loi avaient été rigoureusement observées , et que rien ne devait plus retarder l'exécution du jugement , il a ajouté :

« Que le supplice des frères Faucher , commandé par la loi , apprenne aux conspirateurs subalternes , aux complices des rebelles , quels que soient leur rang et leur fortune , que la persévérance dans le crime fatigue la clémence , et que la société lasse d'une trop longue impunité , sollicite et obtient de la loi vengeance des attentats commis contre la société ! Puisse cet exemple contenir dans l'obéissance ces hommes qui , se confiant en leur obscure complicité , méditaient peut-être de nouveaux crimes ! qu'ils s'efforcent de jouir en paix de cette impunité que veut bien leur accorder le Roi qu'ils ont trahi au mépris des serments les plus solennels : qu'ils aillent loin de la société qu'ils ont outragée , cacher leurs honneurs et leurs dignités flétries , et ces décorations royales obtenues par un sacrilège ; heureux , s'ils peuvent un jour ne pas jouir

Gironde était du nombre. Le ministre de la guerre n'a pas considéré le 16 juillet , à Paris , que les généraux César et Constantin Faucher fussent en révolte puisqu'il leur ordonnait de rester sur leurs foyers. Cet ordre n'a été connu , et n'a pu être connu , à la Réole , que le 21 dans la nuit , et le 22 ils étaient sans fonctions. Où est la rébellion ?

(1) M. l'ordonnateur, Lucot d'Hauterive, s'est rappelé que lorsqu'il était à l'armée française, en Allemagne, les taxes arbitraires , les réquisitions illégales étaient du ressort des conseils de guerre. Puisqu'il lui plaisait d'accuser César et Constantin de ces nouveaux crimes, il aurait dû au moins les faire connaître, s'ils étaient vrais. Pourquoi le premier conseil de guerre avait-il gardé le silence sur des faits aussi graves ? on ne l'accusera pas d'indulgence. Il n'a été frappé aucune contribution ni taxe, par César et Constantin Faucher.

» sans remords de ces biens honteux qu'ils ne doivent qu'à la dépouille des nations et à la généreuse bonté du Roi ! »

M. Emérigon a répliqué dans l'intérêt commun des deux frères : voici ses dernières paroles.

« Tel est , messieurs, le résumé rapide des moyens que  
 » chacun de nous a fait valoir : c'est à vous à les peser dans  
 » votre conscience. Quant à nous , notre ministère est fini,  
 » et notre parole va cesser. Le devoir que nous venons de  
 » remplir *n'a pas été le moins pénible de ceux que notre*  
 » *profession nous impose.* Mais l'homme courageux n'hé-  
 » site jamais , quant il s'agit de remplir un devoir. D'ail-  
 » leurs, nous trouverons dans notre cœur, et dans celui  
 » de tous les gens de bien , *le dédommagement* le plus  
 » consolant et le plus doux, le seul que nous ayons jamais  
 » ambitionné. »

Nous voulons bien croire que le devoir des avocats se bornait, dans cette circonstance, à faire valoir les moyens de nullité du premier jugement , sans pouvoir entrer dans la discussion des chefs de culpabilité énoncés dans l'arrêt. Mais il nous semble que cette restriction devait être soumise à cette condition rigoureuse , que le commissaire du roi se bornât de son côté à prouver que toutes les formes avaient été religieusement observées , sans entrer dans aucun des motifs de jugement. Si ce commissaire se permettait de les reproduire , et même de créer de nouvelles accusations, et de les présenter sous les couleurs les plus propres à réveiller les préventions que l'esprit de parti et toutes les passions haineuses n'avaient dans ce moment que trop soulevées , MM. les avocats n'avaient-ils pas , dans ce cas , le droit de répliquer , et par conséquent de démontrer la fausseté de ces imputations ! Tâche bien facile pour eux à remplir : s'ils en avaient le droit, n'était-ce pas un devoir de le faire ? Mais ils se sont tus..... Ils confessent, par l'organe de M. Emérigon , que le devoir qu'ils viennent de remplir , *n'a pas été le moins pénible de ceux que leur profession leur impose.* Quoi ! défendre des prévenus , les arracher à la mort suspendue sur leur tête , est un devoir pénible à remplir ? Et n'est-ce pas ce qui honore le plus votre profession ? Votre gloire repose-t-elle seulement dans la défense de quelques misérables intérêts ? et que sont ces vils intérêts , auprès de la vie d'un citoyen ! Quel est celui qui , parmi vous , ne sort pas du barreau et ne rentre pas dans le silence de son cœur et de sa maison ,

mille fois plus satisfait , après avoir enlevé à l'échafaud un accusé , que lorsqu'il a maintenu , par son éloquence , un averse plaideur dans une possession souvent injuste ? Pardonnez-nous donc , si , malgré notre respect pour votre profession , nous nous étonnons que , lorsque le commissaire du roi , sortant des bornes que lui fixait sa mission , dépeignait , dans ce moment d'exaltation de tous les esprits , ces deux frères infortunés sous les traits les plus capables d'exciter contre eux l'indignation du public et des juges , lors qu'enfin , il entra dans la discussion des chefs d'accusation , vous ayez gardé le silence.

César et Constantin entendirent avec fermeté la confirmation de leur jugement. Ils passèrent la nuit du 26 , et la matinée du 27 septembre à écrire. Toutes leurs lettres sont écrites avec cette même facilité , cette même présence d'esprit , que dans des temps heureux. Pas une ne se ressent de leur triste position. Ils parlent du jugement qui les prive de l'existence , comme s'il leur était étranger. La dernière lettre contient ces mots : *« dans une heure , mon frère et moi ne serons plus , nous allons marcher au devant du peloton qui doit nous fusiller. L'officier qui commande nous fait prévenir qu'on nous attend. »*

Une personne , qui se trouvait près d'eux , leur témoignant le regret qu'elle éprouvait de les voir condamnés à mort ; César lui répondit : *« le temps ordinaire de la vie est de soixante ans , nous en avons cinquante-six , ainsi ce n'est que quatre ans qu'on nous vole. »*

L'autorité militaire avait , depuis leur mise en jugement , déployé des mesures extraordinaires. Des pièces de canon et un piquet de troupes étaient jour et nuit sur la place du fort du Hâ. Le 27 , la garde nationale fut convoquée ; les gardes royaux à cheval , la légion de Marie-Thérèse , étaient sous les armes. César et Constantin portaient , par habitude , des habits pareils : le jour de leur exécution , ils avaient des polonaises et des pantalons blancs en moleton , le col de la chemise rabattu. Les deux frères s'embrassèrent avant de sortir de prison ; craignant qu'au dernier moment leur sensibilité n'affaiblît leur courage. Ils allèrent à pied en se donnant le bras , jusqu'à une prairie désignée pour le lieu du supplice , en face de la Chartreuse , cimetière de Bordeaux. Pendant ce trajet , qui fut au moins d'une heure , ils conservèrent le même sang-froid , la même fermeté. Ils saluaient , en souriant , les personnes de leur connaissance

qui s'étaient mises aux croisées pour les voir passer. Ils refusèrent de se laisser bander les yeux et de se mettre à genoux. César commanda le feu, et tous deux tombèrent sous les balles. Une même mort réunit ceux qu'aucune circonstance de la vie n'avait séparés, et qui l'avaient parcourue comme s'ils n'avaient eu qu'une seule âme : existence vraiment extraordinaire, dont on ne trouve d'exemple que dans des fictions poétiques. Ils regardèrent la mort comme un bienfait, puisqu'ils la recevaient tous les deux au même instant. Un attachement aussi vif et aussi long suppose d'autres vertus.

C'est ainsi que périrent deux hommes qui paraissaient appelés à une existence heureuse, mais dont la vie ne fut qu'un enchaînement d'infortunes. L'envie, cette passion si funeste, empoisonna leurs jours. Leurs discours furent souvent défigurés, et leurs actions présentées sous un faux aspect, par des hommes qui, devant eux, affectaient le dévouement le plus absolu, et qui traitaient de faiblesse leur indulgence envers leurs ennemis. Ainsi, lorsque dans les champs vendéens ils répandaient leur sang pour la cause républicaine, des dénonciations, parties de la Réole, les désignaient à Paris comme royalistes, et les conduisaient à l'échafaud. Échappés à cette sanglante proscription, ils atteignirent le 9 thermidor avant que leurs blessures fussent fermées. Eh bien ! à l'occasion de leur procès en 1815, le *Mémorial Bordelais*, l'ordonnateur Lucot d'Hauterive et M. Martignac fils, les accusèrent d'avoir fait traîner leurs concitoyens à la mort. La populace, que dans les moments de troubles il est si facile de faire crier, et cette foule d'hommes qui colporte les *on dit*, sans en chercher ni le but, ni la cause, répétant les mêmes imputations, la France a pu croire qu'elles étaient fondées. Mais est-il probable, est-il même possible, que des hommes rentrés sur leurs foyers, peu de temps avant que la terreur n'expirât au milieu de ses horribles convulsions, pour y rester étendus sur un lit de douleurs, aient pu exercer une influence aussi funeste, et capable de faire monter des victimes sur un échafaud, dont ils descendaient à peine eux-mêmes ? Le pouvaient-ils lorsqu'ils étaient à l'armée ? Le pouvaient-ils lorsqu'ils étaient devant le tribunal révolutionnaire de Rochefort ? Le pouvaient-ils, enfin, lorsqu'ils étaient à la Réole, aux prises avec la mort, par suite de leurs blessures ? La terreur n'aurait-elle donc agité sa faux



destructive que depuis le mois de mars jusqu'au mois de juillet 1794, temps où les deux frères étaient chez eux ? Quelles craintes pouvaient-ils inspirer aux membres des tribunaux révolutionnaires pour les obliger à suivre leurs volontés ? Quelles récompenses ceux-ci pouvaient-ils en espérer ? car ces hommes-là ne faisaient rien sans intérêt.

Voici encore des faits qui établissent combien ces imputations sont fausses. César fut député en 1795 par l'arrondissement de la Réole, près les comités du gouvernement. A cette époque, Robespierre avait été renversé de son trône de sang, et tous ses adhérents, entraînés par sa chute, n'osant se montrer, vivaient environnés de l'horreur et de l'indignation qu'inspirait encore le régime atroce dont ils avaient été les affreux instruments. Ils étaient sans aucune espèce de crédit ; se présenter avec leur suffrage eût même été un crime ; il n'a donc pu être député par des hommes de ce parti exécré. C'est donc par la voix seule qui pouvait alors se faire entendre, par celle des bons citoyens, qu'il a pu être appelé à cette fonction. Peut-on penser qu'ils l'eussent confiée à un homme avide de troubles et dégoûtant encore du sang de ses concitoyens ?

Des lettres qui leur sont adressées à cette époque viennent à l'appui de ce que nous venons de dire.

Voici ce que M. le comte de Marcellus écrivait à César :

« Vous m'avez prouvé trop efficacement, cher citoyen, combien  
 » vous aimez à m'obliger, pour que je n'aie pas recours à vous avec  
 » confiance dans une affaire qui me tient bien au cœur. Je commence  
 » par vous prévenir qu'il s'agit d'une famille infortunée et innocente :  
 » ces deux motifs sont bien puissants auprès de vous ; et vous con-  
 » naissant comme je vous connais, je crois vous rendre service en vous  
 » mettant à même de secourir la vertu malheureuse. C'est de la famille  
 » Descoraille que je veux parler. Vous n'ignorez pas combien elle doit  
 » m'intéresser. Il s'agit des enfants de ma sœur et de leurs parents. Leurs  
 » vertus ont des droits sur votre âme sensible, et leur position doit vous  
 » toucher. ....

» Adieu, cher et obligeant citoyen, croyez que mes sentiments d'es-  
 » time, de gratitude et d'affection, dureront autant que ma vie ».

M. Dunogués (1) écrivait à César :

« Permettez-moi, mon cher concitoyen, d'espérer qu'à titre de  
 » parent, de condisciple et d'ami, je me réclame de votre bienfaisance

---

(1) Ce M. Dunogués n'est pas le même que celui dont il est parlé pag. 207. Dans ces derniers temps il s'est également montré leur ennemi.

» ordinaire. Veuillez être, soit auprès de votre digne ami, soit au comité de législation, l'appui de notre cause ».

---

« Encore une indiscretion de ma part, mon cher concitoyen ! me la pardonnerez-vous ? Tout mon espoir est dans votre bienfaisance.

« Sans vos bons offices dans cette rencontre, mon cher concitoyen, nous avons pour perspective la misère la plus affreuse. Veuillez accumuler aux bienfaits que j'ai déjà ressentis de vous, ce nouveau service d'un intérêt bien majeur. Et que mon amitié pour vous soit enracinée dans mon âme sous le double rapport de l'inclination et de la reconnaissance ».

---

« Votre nouvel avancement, mon cher concitoyen, m'a causé une joie bien sentie : j'aurais satisfait, avec plus de célérité, au besoin de la transmettre, si j'eusse plutôt connu votre adresse.

« Vous ne pouviez recevoir une nouvelle récompense de vos services, dans une occasion, ni sous des auspices plus heureux. Ils vous ont placé dans une époque non moins essentielle à la félicité publique que le 5 thermidor, et vous avez été un des premiers sauveurs du système de bien, de justice et d'humanité, sans lequel nous n'existerions déjà plus.

« C'est dans le sentiment de l'enthousiasme, mon cher concitoyen, que je vous félicite d'avoir ainsi bien mérité de la patrie, tandis que votre frère contribue au bonheur des gens de bien de son pays en y maintenant le bon ordre et la tranquillité ».

Admettra-t-on maintenant que c'est de la Réole et de ses environs qu'on leur eût ainsi écrit s'ils avaient été les bourreaux de leur pays ? Et ne verra-t-on pas enfin que ces infâmes calomnies n'ont de fondement que la haine de quelques hommes trop lâches pour se présenter à découvert ? Car M. Lucot d'Hauterive et M. Martignac fils n'ont été que leurs échos.

Leur fortune qui avait été considérable dut nécessairement exciter les propos de la malveillance. On l'attribua à des achats de propriétés nationales (1). On n'ignorait cependant pas qu'elle ne fût très-grande avant la révolution, et que depuis cette époque elle allait toujours en diminuant. Ils avaient été obligés de prendre une partie

---

(1) On ne supposera pas que nous voulions mettre en doute la validité des propriétés nationales : Personne ne les considère plus sacrées : nous n'ignorons pas aussi qu'elles sont consacrées par les lois et par la parole royale.

d'une propriété nationale , qui ne leur convenait pas alors , en paiement d'une créance. Ils joignirent successivement les terres qui en avaient dépendu , en les achetant aux autres acquéreurs.

Ils n'ont jamais occupé de places lucratives. Ils ne se sont jamais trouvés dans aucune de ces positions dont tant de gens savent habilement profiter pour s'enrichir.

On a contesté dans leur pays leur grade militaire. Nous avons en main :

1° Leur nomination de généraux de brigade faite sur le champ de bataille par les représentants du peuple.

2° Leur nomination de généraux de brigade à l'armée du Rhin et Moselle.

3° Le rapport imprimé , du ministre de la guerre , fait au comité de salut public des officiers généraux en activité de service , sur lequel ils sont portés généraux de brigade.

4° Les nominations à des fonctions civiles faites par le premier consul , qui leur donne le titre de généraux de brigade.

### *Quelques réflexions sur le procès.*

Le procès de ces deux frères fait naître des réflexions et donne lieu à des observations , si simples , qu'elles paraissent ne devoir échapper à personne. Cependant nous les appuyerons de détails que peut seul fournir la connaissance du théâtre de leur vie et de leur malheur.

Ils sont condamnés.

1°. « *Pour avoir conservé contre la volonté du gouvernement le commandement qui leur avait été retiré.* »

La lettre de Constantin au général Clauzel , est présentée comme une des pièces les plus importantes du procès , celle d'où l'on paraît tirer le plus de preuves de la culpabilité des accusés.

Le maréchal Saint-Cyr , ministre de la guerre , ordonna à César et à Constantin de cesser leurs fonctions , et de rester sur leurs foyers. Cet ordre du 16 juillet leur est transmis par le général en chef Clauzel ; et le 22 à l'aube , suivant l'ordre de ce même général en chef , le drapeau blanc flotte dans les arrondissements de la Réole et de

Bazas. Constantin lui écrit : « Nos fonctions de général cessent avec la journée du 21 juillet. » Dès le 22, ils redevennent simples citoyens.

On ne peut leur faire un crime d'avoir conservé jusqu'à cette époque le commandement qu'ils avaient. Quoique le gouvernement impérial eût été renversé, le général comte Clauzel n'en continuait pas moins de gouverner la 11<sup>e</sup> division. Aucune autorité royale n'y avait été installée. Les ordres du gouverneur devaient seuls être exécutés. Si César et Constantin eussent fait enlever le drapeau blanc avant le 22, sans un ordre suprême, le général en chef pouvait les faire traduire devant un conseil de guerre comme ayant tenté d'exciter la guerre civile, et dans ce cas, la loi prononçait contre eux la peine de mort. Au surplus, le général en chef Clauzel était seul responsable des ordres exécutés d'après les siens, pendant l'exercice de ses fonctions; et il y fut maintenu par le gouvernement royal, jusqu'au 22 juillet. Nul autre parmi les officiers généraux placés sous lui n'a été poursuivi. Et cependant, le drapeau blanc n'a flotté nulle part dans le département de la Gironde, pas même dans la ville fidèle de Bordeaux, avant le 22 juillet. Ce n'est donc point pour ce qui est antérieur au 22, que César et Constantin sont condamnés.

Constantin est condamné *pour avoir fait acte de général*, le 22, en donnant ordre à la gendarmerie de Bazas, d'enlever et de conduire à Bordeaux, le sieur Duluc, officier mis précédemment à sa disposition par le général Clauzel, et que la populace menaçait de tuer (1). Mais ce fait, en le supposant criminel, ne concerne nullement César; rien ne prouve qu'il ait fait acte de général depuis le 21. Il n'a donc point conservé, contre la volonté du gouvernement, le commandement qui lui avait été retiré. Par quelle fatalité succombe-t-il, sous ce chef, devant le premier conseil de guerre, et pourquoi, le second, celui de révision, ne casse-t-il pas un jugement entaché d'un vice aussi grand? Il est vrai que César écrit qu'il veut partager le sort de son frère. Trait d'amitié, qui seul conduirait ces deux frères à l'immortalité, si leurs malheurs, leurs talents, leur courage, n'avaient inscrit déjà leurs noms à côté de ceux dont

---

(1) L'officier Duluc avait été condamné à la déportation en 1814 pour avoir promené un drapeau tricolore dans les rues de Langon.

la patrie s'honore. Ainsi , parce qu'un prévenu veut succomber sous le coup de fusil qui doit frapper le compagnon de son infortune , quoiqu'il soit innocent du délit qui pèse sur la tête de ce dernier , un tribunal accepte un pareil sacrifice , et les confondant l'un avec l'autre , les envoie tous les deux à la mort ! !

Ainsi , sans doute , le voulait la destinée des deux frères. Si le même instant les avait vus naître , le même instant devait les voir mourir.

Mais cet attentat dont Constantin est le seul coupable , quel est-il ? En conservant le commandement qui lui avait été retiré , et dont il avait déclaré , quelques moments avant , cesser les fonctions , a-t-il écrit , a-t-il agi pour se mettre à la tête de quelque parti ? a-t-il provoqué à la guerre civile , déchiré le sein de la patrie ?.... Il apprend qu'un individu est menacé de périr à Langon , victime de la fureur populaire. Il oublie , absorbé par le cri de l'humanité , qu'il n'est déjà plus ce qu'il était quelques instants plus tôt. Il écrit , en mêlant l'accent de la prière au ton de l'autorité , à un officier de la gendarmerie de sauver ce malheureux du danger qui le menace , en le enlevant et en le déposant entre les mains *de l'autorité royale*. Voilà son crime. Voilà cette terrible prolongation de pouvoir ! Voilà le funeste usage qu'il en a fait ! La loi prononce la peine de mort , si *le commandement est pris sans motif légitime*. Ceux qui comptent la vie des hommes pour quelque chose , trouveront peut-être ce motif assez légitime pour conserver un commandement pendant quelques heures. A Rome , on accordait la couronne civique à celui qui sauvait la vie à un citoyen : en France , en 1815 , on le condamne à mort ; on fait plus ; on y condamne son frère César , César qui n'a rien écrit ! César , qui n'a rien ordonné !

2° « *D'avoir commis un attentat dont le but était d'ex-  
citer la guerre civile et d'armer les citoyens les uns  
contre les autres , en réunissant dans leur domicile des  
gens armés qui y faisaient un service militaire , et qui  
criaient qui vive , sur les patrouilles de la garde na-  
tionale.* »

Ah ! sans doute , ils sont dignes du dernier supplice ceux qui arment les citoyens les uns contre les autres. Mais ici ce sont des citoyens qui opposent à une attaque injuste une défense légitime. César et Constantin se rendent au

premier acte de l'autorité. Devaient-ils reconnaître la volonté d'individus qui mettaient leurs passions à la place des lois, et qui voulaient venger leurs querelles, leurs haines particulières et non des délits dont ils ne pouvaient se rendre juges? Les gardes royaux n'avaient aucun ordre d'arrêter César et Constantin, et cependant ils menaçaient leur vie. César et Constantin n'étaient-ils pas, comme ils le disent eux-mêmes, rentrés dans le droit naturel? Lorsque l'autorité est sans force pour protéger les citoyens, peut-elle leur interdire d'accueillir les offres de ceux qui veulent les défendre ou périr avec eux?

On dira peut-être que dans ce moment la voix des magistrats était écoutée; mais les outrages commis, en plein jour et sous leurs yeux, dans la maison et sur les enfants du sieur Albert; mais les recherches de la personne de ce sieur Albert, pour exécuter sur lui les menaces homicides de ces soldats armés; mais les mêmes outrages commis sur la dame Peyroulet, la dame Bousquet, le sieur Charier, etc., dans les mêmes circonstances; mais la prière que font ces magistrats, au commandant sans mission d'une force armée sans mission, de contenir sa troupe; mais l'état violent dans lequel était cette ville pendant leur séjour, et le calme parfait qui succéda après leur départ; tout cela ne prouve-t-il pas assez que la loi était sans force et le magistrat sans autorité, et qu'à leur place régnaient la confusion et l'anarchie? Si le sieur Albert et les autres personnes attaquées par cette tourbe en armes, eussent dans ce moment de dissolution sociale, repoussé la force par la force, auraient-ils commis un crime? Non sans doute. Cependant les mêmes menaces, et bien plus violentes encore, d'attenter à la vie des généraux Faucher, se faisaient entendre de toutes parts; et ce qui n'eût pas été un crime pour les autres, le serait devenu pour eux? Albert fils, jeune soldat retiré depuis peu du service, osa seul résister à la force armée; et cependant il n'a pas été accusé d'avoir commis un attentat, dont le but était d'exciter la guerre civile.

Écoutons Constantin, et parcourons sa lettre au général en chef Clauzel. Il y dit: « Dans cet état des choses, notre » maison est réellement en état de siège; et au moment où » nous vous écrivons, nos armes sont là, nos avenues » éclairées, et le corps de la place en défense, et nous ne

» craignons pas la désertion de la garnison de la place. »

Où voit là un rassemblement armé. Mais quel est son but ? Celui de repousser l'agression des gardes royaux ou des gardes nationaux venus avec eux. Un autre paragraphe de cette lettre le prouve évidemment.

« Nous enlèverions ces messieurs , et comprimerions » leurs satellites , ce serait l'affaire de deux heures en » plein midi , avec les seules forces que notre population » bonne nous offre ; *mais nous craignons que cet acte » de juste défense ne puisse être le signal de la guerre » civile , ou tout au moins ne contrarie les dispositions » de notre général spécialement encore chargé de tout ce » qui tient à l'ordre public.* »

Quoi ! ceux qui craignent que leur défense naturelle devienne le signal de la guerre civile , auraient armé les citoyens dans le but d'exciter la guerre civile ? Si ce rassemblement d'hommes armés avait pour but la guerre civile et non pas une défense légitime , pourquoi n'a-t-il eu lieu qu'après l'arrivée des gardes royaux et la manifestation de leur dessein ? pourquoi s'est-il dispersé aussitôt après leur départ , sans attaquer un seul individu , sans tirer un coup de fusil ? Et ces hommes armés ne se réunissaient que la nuit. Ils entraient tous les soirs , dans la maison , par les deux portes principales , autour desquelles rôdaient des espions. Il a donc dépendu de l'autorité d'en empêcher la réunion.

Si César et Constantin avaient voulu lever l'étendard de la révolte , auraient-ils offert leur maison au maire comme lieu de sauvegarde pour les lois et les autorités méconnues ? auraient-ils instruit ce magistrat de la réunion des citoyens qui venaient chez eux pour les protéger contre tout attentat ? auraient-ils prié le général Clauzel de faire retirer les gardes royaux de la Réole ? et si ce général en chef était un rebelle et eux ses agents , comment aurait-il remis lui-même leur lettre au préfet ? et ces soldats , qui envoyèrent aux deux frères une députation de quarante-cinq sous-officiers pour les solliciter de les conduire à la défense de la patrie sous les enseignes tricolores , ont-ils été mis en mouvement ? si César et Constantin eussent été des rebelles , n'eussent-ils pas accepté leurs offres ? n'eussent-ils pas rallié ces nombreux militaires des armées de Bayonne et de Toulouse , qui passaient à la Réole pour se rendre à Bordeaux ? et ceux qui , le 22 , brûlèrent les drapeaux blancs ,

n'eussent-ils pas été en relations avec le partisan Florian , dont le corps n'était qu'à quelques lieues ? Rien ne prouve mieux qu'ils ne prirent part à aucun mouvement , que la décision du conseil de guerre portant ( quatrième chef d'accusation ) , *qu'ils n'ont point embauché pour les rebelles.*

Il faut un commencement d'action pour constituer le crime. Il faut des armes , des munitions et des hommes pour organiser la guerre civile ; et ils n'avaient ni canons ni fusils de calibre , ni magasins , ni soldats.

On dira peut être que l'on a pu considérer comme un commencement d'action les mots , *qui vive* , qui se firent entendre dans la cour de leur maison , au moment où une patrouille passait pendant une nuit obscure. Mais il est constant au procès que ce ne fut ni César ni Constantin qui les préférèrent , et que jamais ils ne donnèrent aucun ordre à cet égard. Que l'on n'oublie point combien d'envie , combien de haine nourrissaient depuis long-temps contre eux des hommes habiles à saisir toutes les circonstances favorables à leur vengeance. Ne peut-on pas penser que ces mêmes hommes , mettant à profit le moment de confusion qui régnait alors , les craintes habilement menagées que la présence des gardes royaux inspirait à César et à Constantin , auront corrompu quelqu'un de ceux qui leur avaient offert leurs secours , et que ce traître , prévenu de l'heure et du moment où une patrouille devait passer dans la rue , qui n'est séparée de la cour que par un mur de clôture et un portail , aura crié , *qui vive !* mots dont les meneurs se réservaient l'avantage barbare ?

Que l'on ne dise point que ces suppositions sont hors de toute vraisemblance. On sait que , le 22 juillet au soir , des nègres tirèrent dans les divers quartiers de la ville plusieurs coups de fusil qui y répandirent l'alarme et l'épouvante. On se rappelle que l'on a présenté les deux frères comme les provocateurs de ces désordres , et qu'il a fallu que le premier conseil de guerre déclarât qu'ils n'en étaient point coupables , pour détruire l'impression de ce chef d'accusation ménagé et présenté par les mêmes individus. Cependant l'histoire de ces nègres réunis à ceux qui étaient depuis quelques jours à la Réole , est bien connue : on n'ignore pas que le bruit d'un projet de pillage avait été sourdement répandu depuis deux ou trois jours ; que le prétexte de leur conduite indisciplinée était le défaut de paiement de



leur solde, tandis qu'il est certain que la veille ou le matin du même jour, ils avaient reçu tout l'arriéré de cette solde ; qu'à midi de ce même jour, le sous-préfet de la Réole distribua 5 fr. ou 2 fr. 50 cent. par homme, pour empêcher, disait-on, qu'ils ne troublassent la tranquillité publique ; que vers sept heures du soir, en plein jour, les premiers coups de fusil se firent entendre, sans que les dépositaires de l'autorité y missent la moindre opposition, quoiqu'ils eussent à leur disposition la gendarmerie et quatre ou cinq cents hommes de garde nationale ; que cette fusillade dura jusqu'à deux heures après minuit du lendemain matin, et que si ces nègres eussent voulu piller la ville, comme on disait qu'ils en avaient l'intention, ils l'auraient pu, puisque nulle force ne voulait s'y opposer ; que s'ils ne l'ont pas fait, c'est parce que tels n'étaient pas leur volonté ou les ordres qu'ils avaient reçus.

Qui doit être soupçonné qui doit être regardé comme les moteurs de ce trouble ? ceux qui ont payé ces nègres, ou ceux qui ne les ont pas payés ? si donc on a pu concerter cette aventure des nègres et l'attribuer à César et à Constantin, pour en faire un chef d'accusation, qui a empêché qu'on ne s'assurât d'un agent pour crier *qui vive* ? et légalement, ce cri était-il un motif tellement exclusif de toute interprétation favorable qu'il pût constituer un chef d'accusation à mort ? Si une sentinelle en évidence l'eût proféré en couchant en joue la patrouille qui passait, si elle eût fait feu, si, au bruit du coup de fusil, les généraux Faucher fussent venus, à la tête de leurs défenseurs, l'attaquer et la combattre, dans un temps d'ordre et de calme, et lorsque l'anarchie n'autorise pas quiconque est menacé dans ce qu'il a de plus de cher, la liberté et la vie ; nul doute alors, qu'ils eussent dû être considérés comme coupables d'attentats contre l'ordre public ; mais leurs juges n'auraient-ils pas dû se reporter aux circonstances où ils étaient ? N'auraient-ils pas dû penser que, puisque ce cri n'avait pas été proféré par aucun des deux frères, dont le son de voix était très-caractérisé et connu de tout le monde à la Réole, quelqu'une des personnes qui étaient chez eux, avait pu le prononcer de peur ou par trahison, et avec l'intention réfléchie de fournir à leurs ennemis une arme pour les perdre ? Il n'y a peut-être pas d'homme qui, dans le cours de sa vie, ayant entendu un bruit alarmant, n'ait crié *qui vive*, sans savoir si ce bruit provenait d'êtres

bien ou mal intentionnés ou d'une force légalement armée. Ce cri , pour être considéré comme un commencement d'action , comme un cri de guerre , et par un conseil de guerre qui doit toujours être composé de militaires , devait donc dans cette circonstance réunir avec lui les mots sacramentels qui lui en donnent le caractère. Or, ces mots *qui vive*, prononcés isolément, ne le constituent point : ils doivent pour l'acquérir être précédés de ceux-ci : *halte-là* : nul militaire ne peut ni ne doit l'ignorer. Cependant, ce sont des militaires qui ont jugé que les mots, *qui vive*, que l'on a dit avoir été prononcés seuls dans le fond de la cour d'une maison attaquable de tous côtés, dont la principale entrée, du côté de cette cour, n'est close que par un vieux portail qu'on renverserait à coups de pieds, et qu'ils ont convertie en place d'armes, en place forte; ce sont des militaires, disons-nous, qui ont jugé que ce cri, *qui vive*, était un cri de guerre, et qu'il était suffisant pour condamner deux officiers généraux à mort. Mais encore ces mots, *halte-là*, *qui vive*, pour être cris militaires doivent être prononcés par une sentinelle placée ostensiblement ou sur les remparts, ou devant un corps de garde. Si on n'y répond pas, elle suppose que c'est l'ennemi qui s'avance, et appelle la force destinée à le combattre. Mais ici, il n'y avait rien de tout cela; rien qui constituât le service militaire; ni sentinelles ni rondes extérieures : rien donc qui autorisât des juges militaires à considérer comme cri militaire, comme commencement d'action, celui qu'on dit avoir été entendu.

La haine a répandu et accrédité que la maison de César et Constantin était une forteresse. Un ouvrage estimable ayant pour titre : *Derniers moments des plus illustres personnages français, condamnés pour délits politiques, depuis le commencement de la monarchie jusqu'à nos jours*, n'a pu échapper à cette influence parce qu'il a été rédigé d'après les journaux.

Sous le rapport militaire, cette maison qui se compose de quatre autres réunies à la principale, ne peut être défendue. Elle est bâtie aupied d'un rocher, dominée par un vaste jardin; ce jardin a trois issues closes de vieilles portes. Ses murs de clôture, de huit pieds de hauteur, donnent du nord au sud à des ruelles et à d'autres jardins; du sud à l'ouest, il y a trente cinq pieds au-dessous des cours qui séparent la maison principale d'une autre qui sert d'écurie et de grenier à foin; de l'ouest au nord, à quarante pieds

au-dessous, d'autres jardins que baigne un ruisseau. Cette maison communique, par un arceau bâti en bois, à deux autres maisons placées sur le bord de la Garonne. Toutes ces maisons ont sept entrées ; leur position, leur étendue, exigeraient plus de monde pour les défendre que pour les enlever, même à une première attaque. Maître du jardin, on l'est de la maison et de ses dépendances. Le jardin n'offrirait aucun moyen de retraite à ceux qui y seraient ; ils ne pourraient se retirer qu'en passant sous des galeries que balayerait le feu des assiégeants.

3<sup>o</sup> « *Pour avoir comprimé, par la force des armes et par la violence, l'élan de fidélité des sujets de Sa Majesté.* »

On ne peut, en vérité, exprimer le sentiment qu'inspire ce chef d'accusation. Comment des officiers généraux qui ont cessé leurs fonctions au premier, au seul ordre qu'ils aient reçu, ont-ils pu comprimer l'élan du peuple ? le comprimèrent-ils par la force des armes, lorsqu'ils étaient assiégés dans leur maison par les gardes royaux ?

Une note de Constantin nous donne l'explication de ce crime.

« Les magistrats qui ont puni, ne fût-ce que d'une heure de prison, ceux qui ont crié *Vive le Roi !* ceux-même qui les ont soumis à deux questions, ont comprimé l'élan. »

Ainsi, voilà les juges de César et de Constantin s'arrogeant le droit d'examiner leur conduite des cent jours, lorsqu'ils exerçaient les fonctions de maréchaux-de-camp à l'armée des Pyrénées occidentales. Cependant César et Constantin n'avaient fait qu'obéir, ainsi que tous les fonctionnaires, à un gouvernement *de fait*, qu'avait reconnu *de fait* la totalité de la France : et quelle loi punit de mort un fonctionnaire qui a fait arrêter légalement un citoyen dont la conduite pouvait alors amener la guerre civile ?

L'ordre du jour du général en chef, comte Clauzel, qui déclare le département de la Gironde en état de siège porte :

« Les autorités civiles et militaires se concerteront pour arrêter les mesures propres à garantir, dans la crise présente, la sûreté des personnes, des propriétés, et la tranquillité publique. »

« Les commandants militaires traduiront devant les conseils de guerre spéciaux, les espions, les embau-  
« cheurs, les prévenus de tous délits tendant à troubler

» la tranquillité intérieure , à protéger les ennemis de l'état  
 » et empêcher les citoyens et les soldats de se porter à la  
 » défense de la patrie. »

Il était donc de leur devoir de faire arrêter *les prévenus de tous délits tendant à troubler la tranquillité intérieure* ; et si l'on entend par ces mots , *comprimer l'élan de fidélité des sujets de S. M.* , l'opposition à ce que les drapeaux blancs fussent arborés avant le 22 juillet , c'est bien peu connaître , ou avoir bientôt oublié quelle était , à cette époque , la disposition des esprits et surtout celle des soldats. A quels troubles , à quels maux , n'eussent pas exposé la société , des fonctionnaires qui eussent toléré que des individus isolés eussent élevé des signes , ou fait entendre des cris contraires à l'ordre alors établi , avant d'y être autorisés par les magistrats , tandis que tous ceux qui n'auraient pas été de l'opinion de ces individus isolés , se croyant forts des lois du moment , se seraient précipités contre eux avec toute la violence qu'inspirent les révolutions ? Toutes les routes étaient alors couvertes de troupes. A quels excès ne se seraient pas abandonnés des militaires , fiers d'avoir combattu avec gloire , pendant vingt-cinq ans , sous les enseignes tricolores , s'ils en eussent vu d'une couleur différente illégalement érigées sur leur passage ?

Et d'ailleurs , leur conduite fut imitée par la plupart des fonctionnaires de l'arrondissement de la Réole , sans doute , d'après les ordres du sous-préfet et à son exemple , puisque lui-même fit abattre le drapeau blanc chez le sieur Merle , avoué ; cependant on ne les a jamais considérés comme rebelles , ni comme prévenus d'avoir comprimé l'élan de fidélité des sujets de S. M.

Une observation qui n'est peut-être pas inutile , c'est que Constantin commandait les arrondissements de la Réole et de Bazas ; que César n'avait aucun commandement territorial , qu'il était maréchal-de-camp à l'armée des Pyrénées occidentales. Il paraît difficile qu'il en eût pu alors comprimer l'élan. Serait-ce encore pour ne pas le séparer de son frère que le conseil de guerre l'aurait condamné sous ce chef qui paraît ne pas le concerner ?

Une note de Constantin nous apprend qu'il n'a pu comprimer l'élan par la force des armes , n'ayant ni un soldat ni une cartouche à la Réole.

## JUGEMENT

D'un détachement du régiment colonial qui détruisit des drapeaux blancs à la Réole, le 22 juillet 1815.

---

César et Constantin, descendus depuis plus de deux mois dans la tombe, étaient devenus le patrimoine de l'histoire. On devait croire que la haine et la calomnie avaient épuisé leurs traits. Mais les hommes pour qui la diffamation est un besoin et qui s'en sont fait, pour ainsi dire, un devoir, n'attendaient que l'occasion de les signaler de nouveau en leur prodiguant des outrages, sûrs, du moins cette fois, de n'être point démentis ; ceux qui en étaient l'objet n'existaient plus.

Le *Mémorial Bordelais*, qu'on ne citera jamais pour un journal impartial ami de la justice et de la vérité, descendit le premier dans l'arène.

La cour d'assises de la Gironde devait juger les individus qui, le 22 juillet, avaient détruit des drapeaux blancs à la Réole. On a vu précédemment d'après quelles instigations ils avaient agi. Voyez page 411 les détails de cet événement dont on voulut d'abord rendre César et Constantin responsables. Voici comment ce *véridique* journal rapporte les faits :

Bordeaux.

« Lundi prochain, 11 de ce mois, doivent comparaître devant la cour d'assises trente individus prévenus des plus graves attentats, et qui sont habituellement désignés dans le public sous le nom de *fédérés de la Réole*.

» Le 22 juillet dernier, vers midi, un détachement du 1<sup>er</sup> bataillon colonial, composé d'hommes de couleur, et organisé sous le gouvernement de Bonaparte, arriva inopinément dans la ville de la Réole où il n'avait point reçu l'ordre de s'arrêter. Ce détachement était commandé par le nommé Casimir Duclos, employé dans ce bataillon en qualité de lieutenant, et par Joseph Varret, sous-lieutenant au 44<sup>e</sup> de ligne, arrivé dans le même bateau qui avait transporté ce détachement à la Réole. Il paraît que

cette troupe était appelée par des malveillants, *associés d'intention avec deux hommes dont les crimes ont reçu dans nos murs une juste punition*. Ces deux hommes (1) et leurs nombreux agents n'avaient pu voir, sans fureur, rétablir le drapeau blanc sur les tours et les clochers de la ville, et ils tentaient tous les moyens de troubler la joie publique et d'opprimer les citoyens dévoués au roi dont ils avaient retenu l'élan pendant près de quatre mois (2). Leur vœu coupable se réalisa ; car les hommes composant cette petite troupe, après s'être rangés en bataille sur la principale place, se portèrent, accompagnés de quelques perturbateurs, à l'église St.-Michel, enlevèrent le drapeau royal, le brûlèrent après l'avoir indignement lacéré sur cette même place où quelques heures auparavant un détachement du 5<sup>e</sup> régiment des chasseurs à cheval avait fait éprouver le même sort au drapeau blanc placé sur l'église St. Pierre. La maison d'un respectable ecclésiastique fut assaillie, et des efforts furent faits pour enfoncer les portes. Le sous-préfet fut obligé de faire à ces rebelles l'avance d'une partie de leur solde, sur la promesse de leurs chefs de s'éloigner ; mais cette promesse fut éludée. Pendant tout le jour, la ville de la Réole fut en proie aux plus vives alarmes ; la vie des habitants honnêtes ne paraissait point en sûreté ; chacun tremblait de voir son domicile violé ; des cris de rage se faisaient entendre de toutes parts. Le soir des coups de fusil furent tirés ; des passants furent poursuivis, et pendant cette affreuse journée, cette soldatesque sans frein, encouragée par ses chefs, était aussi excitée par quelques mauvais sujets qui s'honoraient de faire partie de *la fédération*.

» A la nuit, cette troupe quitta la ville et se porta dans la commune de Montagoudin ; elle assaillit la maison de M. de Verduzan, força les portes, maltraita le seul domestique qui l'habitait. Les armoires y furent décrochetées par l'ordre de Duclos et de Varret, et tout y fut mis au pillage. Partie du linge et des effets fut livrée à la troupe ; mais l'argenterie et l'argent monnayé furent la part des deux chefs, qui, pour exécuter cette entreprise avec sécurité, avaient placé des sentinelles à la porte de toutes les mai-

---

(1) Les frères Faucher.

(2) Pendant les cent jours.

sons du voisinage , afin d'empêcher les habitants de se concerter et de se défendre.

» La commune de Beaupuy fut ensuite envahie , et le maire contraint à fournir des vivres. Heureusement ce maire prévoyant avait expédié un exprès pour Marmande , dont la garde nationale prit aussitôt les armes et se porta à la rencontre de ces brigands qui , après un léger combat où un garde national perdit la vie , mirent bas les armes et se rendirent sans condition.

» Parmi les prévenus , vingt-trois ont fait partie du détachement armé , et les sept autres sont des habitants de la Réole (1) ».

(Extrait du *Memorial Bordelais*, N° 512, 10 septembre 1815)

Cet article donna lieu à une lettre dont l'extrait suit :

*A Monsieur Lavigne , jeune , propriétaire du Journal , le Memorial Bordelais , rue Porte Dijaux , n° 17 , à Bordeaux.*

La Réole , le 12 décembre 1815.

MONSIEUR ,

Nous venons de lire dans votre journal du dimanche 10 courant , que le lendemain , lundi 11 , trente individus , dont vingt-trois militaires du 1<sup>er</sup> régiment colonial et sept , dits fédérés de la Réole , doivent être jugés. Ces individus sont accusés d'avoir enlevé , mutilé et brûlé des drapeaux blancs dans la ville de la Réole , et d'y avoir pillé , ainsi que dans la commune de Montagoudin , les maisons de quelques habitants désignés comme royalistes. Vous dites « que ces

---

(1) Il faut que le *Mémorial Bordelais* compte bien sur l'indulgence de ses lecteurs. En commençant cet art. il dit que les *trente* individus mis en jugement , sont habituellement désignés dans le public sous le nom de *fédérés de la Réole* ; et en le finissant , il dit que *vingt-trois* ont fait partie du détachement colonial , et que les *sept* autres sont des habitants de la Réole. Parmi ces sept , il y avait *une femme et deux enfants*. Vingt-sept hommes qui veulent piller une ville de quatre mille âmes ; qui y restent près de vingt-quatre heures sans que l'autorité paraisse vouloir les arrêter ; qui craignant que les habitants de Montagoudin , hameau d'environ dix maisons , n'opposent de la résistance , y prennent des précautions , dont ils n'ont pas fait usage à la Réole !!! L'on a vu plus haut l'explication de tout cela.

» militaires avaient été appelés par deux hommes dont ils » étaient les complices , qui ont subi dans les murs de Bordeaux la peine de leur crime. » Ce que vous avancez , monsieur , est faux. Ce n'est point par l'ordre des frères Faucher que ces militaires sont venus à la Réole , que les drapeaux blancs ont été détruits , et c'est encore moins par leur ordre que les maisons de quelques habitants ont été pillées.

Nous n'ignorons pas que des ennemis des frères Faucher avaient , après l'arrestation des nègres à Marmande , et lors de leur premier interrogatoire , insinué à ces brigands de déclarer que *tout ce qu'ils avaient fait n'était qu'en vertu d'ordres à eux donnés par les frères Faucher*. Vous avez suivi et vous avez rendu compte , dans votre Journal , des débats de la cause importante des frères Faucher portée devant le conseil de guerre de la 11<sup>e</sup> division militaire. Vous avez donc pu remarquer , monsieur , que les juges ayant reconnu la fausseté de la déposition de deux témoins à ce sujet , il ne fut plus question , dans le cours des débats , d'imputer aux frères Faucher les désordres et crimes commis par le détachement du régiment colonial.

On ne voit rien non plus dans le jugement qui ait rapport à l'affaire des individus du régiment colonial ; et nous ne savons pas , monsieur , pourquoi de votre autorité privée , vous vous permettez d'insulter à la mémoire des frères Faucher en les désignant complices de ces malfaiteurs.

Les frères Faucher étaient aussi accusés d'avoir embauché pour les rebelles et détourné de leurs drapeaux des soldats du Roi , en les engageant à joindre la bande de Florian. Ils furent déclarés non coupables de ce dernier fait , qui seul peut se rapporter aux nègres.

Les frères Faucher qui , pendant vingt-cinq ans , se firent remarquer par leur attachement à la cause républicaine , ont pu être rebelles envers leur roi et s'armer contre son autorité : le glaive des lois les a frappés pour ce fait , et ils sont dans la tombe.

Une tête cassée pour désertion , rébellion ou trahison , ne déshonore pas une famille. Mais un individu condamné pour avoir ordonné le pillage ou le vol est flétri : son nom et sa famille sont marqués du sceau de la réprobation , et les liens qui l'attachaient à la société sont rompus. Ainsi , il importe à l'honneur de la famille Faucher que deux de ses membres ne soient pas avilis. Car il est facile de prouver



que les faits dont vous les accusez , ainsi que le libelle injurieux sorti des presses de la veuve Cavazza , ont été inventés par les ennemis des frères Faucher ; mais comme la haine et la calomnie cherchent à les accréditer , nous devons par tous les moyens faire connaître leur fausseté.

Les frères Faucher étaient nos amis , nos parents et nos bienfaiteurs. Nous sommes si certains de leur innocence dans cette cause et dans tout ce qui les concerne , hors leur jugement , que nous vous déclarons , et s'il était nécessaire nous le déclarerions dans un tribunal et à la face de la France , que nous sommes prêts à nous mettre en leur lieu et place , et encourir la peine qui leur serait réservée s'ils étaient vivants.

Nous avons l'honneur de vous saluer ,

CASIMIR FAUCHER, GUSTAVE FAUCHER.

Nous ne suivrons pas cette cause dans tous ses développements , parce qu'elle ne se rattache nullement au procès de César et de Constantin Faucher. Nous ne ferons mention que de ce qui peut leur être relatif.

Dans la séance du samedi 16 , M. le substitut du procureur-général , en examinant séparément les divers faits consignés dans l'acte d'accusation , et en indiquant les témoignages qui se rapportaient à chacun d'eux , a soutenu que tous , à l'exception du vol fait à M. le sous préfet de la Réole , étaient prouvés et justement qualifiés par l'accusation. Ce magistrat ne parla pas de César et de Constantin

La séance du dimanche 17 fut consacrée à entendre la défense des prévenus. M. Martignac fils était chargé de celle de Varret , et en outre de présenter le tableau général de la procédure. Nous ne reproduirons point une partie de son exorde publié par le *Mémorial Bordelais* , dans lequel cet avocat fait un crime à de généreux défenseurs d'avoir élevé leurs voix courageuses en faveur d'un guerrier malheureux , et les désavoue pour ses collègues. Nous nous bornerons à citer les passages qui parlent des deux frères.

Si vous croyez qu'il faut une épreuve et une punition , vous les infligerez , mais vous penserez que la société peut être vengée , et le repos public assuré , sans que l'humanité ait à déplorer la mort d'un homme que sa jeunesse seule semblerait défendre contre elle.

Messieurs , le sang a tant coulé sur le sol français depuis quelques années , qu'il est permis d'en devenir avare ; les crimes qui vous sont dénoncés aujourd'hui sont , vous n'en doutez pas , l'*ouvrage des deux frères*, dont la Réole conservera long-temps l'effrayant souvenir. Ces deux coupables ont payé *leurs forfaits* de leur vie ; vous ne confondrez pas l'égarement avec *le crime*, l'erreur d'un jour avec *la scélératesse* de vingt-cinq années , j'oserai même dire les victimes avec *les bourreaux* (1).

( Extrait du *Mémorial Bordelais*, N<sup>o</sup>. 121, 19 décembre 1815. )

Pour la première fois , peut-être , les nobles fonctions d'avocat furent avilies à ce point. Comment M. Martignac fils , employait-il des moyens aussi odieux pour défendre son client ? lui était-il jamais permis de le sauver aux dépens de l'honneur de ceux qui ne peuvent se défendre du fond de leur tombeau ? Il ignore donc que l'honneur est un bien mille fois plus cher que la vie ; qu'il lui survit , qu'il est la plus précieuse des propriétés de famille , et que si César et Constantin , dans le silence de la mort , ne pouvaient plus se faire entendre , la voix de leurs parents parlerait pour eux. M. Martignac a oublié qu'ayant recherché , à Paris , sous le consulat , l'amitié de César , il n'a cessé d'être en relation avec l'un et l'autre ; jusqu'à la fin de 1814 , c'est-à-dire , presque jusqu'à la fin des *vingt-cinq ans de scélératesse*. Nous donnons de leur ancienne liaison une preuve que nous croyons sans réplique , en publiant deux lettres qu'il écrivit à César.

*Au général FAUCHER , palais des consuls , pavillon de Flore.*

Il y a une heure que je vous ai quitté , mon cher général , et je reviens vous trouver ; j'espère que c'est une passion violente que vous m'avez inspirée , puisqu'elle ne permet pas que je reste éloigné de vous plus long-temps , sans avoir recours à mon esprit pour soulager mon cœur.

Du feu que vous avez fait naître  
Vous voyez là l'effet touchant :  
Pourriez-vous ne pas connaître  
Que c'est à ce beau sentiment

---

(1) On vendit séparément dans les rues de Bordeaux les passages de ce plaidoyer publiés par le *Mémorial Bordelais*. Les crieurs l'annonçaient ainsi : « *Voici le superbe discours de M. Martignac fils , sur l'affaire*

Que vous devez ce bout de lettre ?  
 Lisez; dans un petit moment,  
 Malgré cet attendrissement  
 Que dans vos yeux je vois paraître,  
 Vous me trouverez plus, peut-être,  
 Intéressé qu'intéressant.

Voici le fait : je n'ai point de nouvelles de Bordeaux. Je viens de chez madame Caseaux qui m'a renvoyé jusqu'au 18. Je suis épuisé par l'endroit le plus sensible, mon galant hôte ne veut plus me donner à dîner.

Or, dîner, vous le savez bien,  
 Est une chose indispensable.  
 Aimer est un bien délectable,  
 Sans qui les autres ne sont rien;  
 Mais sans la table, sans le vin,  
 Malgré les héros de la fable,  
 L'amour peut s'en aller au diable;  
 Un amant, quand il meurt de faim,  
 N'est point un amant agréable.

Vous, mon général, qui voulez que je sois aimable, vous me prêtez quelques-uns de vos moyens. Je ne suis pas exigeant; ce n'est pas vos moyens d'éloquence, ce n'est pas vos moyens de science, ce n'est pas vos moyens de plaire, que je demande, c'est un peu de vos moyens d'existence.

En style bourgeois, je vous prie d'avoir la bonté de m'avancer la petite somme de 6 louis que je vous rendrai le 18, ou pour lesquels je vous donnerai un billet sur Bordeaux, à votre choix.

Pardon si je vous dérange  
 Et vous fais perdre le temps;  
 Mais à la fleur de ses ans  
 Aller devenir un ange,  
 Parce que des insolents,  
 Ne veulent pas que l'on mange,  
 La chose serait étrange.  
 Lorsque l'on a des amis,  
 On leur dit : je vous en prie,  
 Sauvez, sauvez-moi la vie.  
 Faut-il que je vous annonce  
 Que j'attends votre réponse?

Serviteur,

MARTIGNAC fils.

*Au général FAUCHER , au Palais consulaire , à Paris.*

Paris, le 6.

Puisque la langue d'Apollon  
Est la seule qui vous convienne;  
Puisque monté sur ce ton,  
Votre oreille ne peut qu'à peine  
Entendre un vulgaire jargon;  
Puisqu'en buvant l'eau de la Seine,  
Vous vous croyez encor dans le sacré vallon,  
A boire de l'eau d'hypocrène,  
Je vais m'arranger de façon  
Qu'enfin, il faudra que j'obtienne,  
Peut-être un oui, du moins un non.  
O vous, au Parnasse mon maître,  
Mon général, au champ d'honneur,  
Mon voisin, dans le lieu qui tous deux nous vit naître,  
Et mon ami, dans le fond de mon cœur;  
C'est déjà la troisième lettre  
Que dans l'espace de trois jours,  
Imprudent, importun, peut-être,  
Mais comptant sur votre secours  
J'ai, par mon jockey, fait remettre.  
J'ai, dans ces trois jours, eu l'honneur  
De me rendre deux fois moi même,  
Au palais où votre grandeur  
A placé son trône suprême.  
Mais hélas! le destin jaloux  
Rend chaque effort inutile:  
Rien ne peut obtenir de vous,  
Un mot qui me serait plus doux  
Que de la part d'un autre m'ille.  
Je pense qu'il n'est pas besoin  
De vous répéter ma demande;  
La crainte de mon cœur est loin:  
Votre âme est trop noble, et trop grande  
Pour que je ne sache pas bien  
Que ce serait une injustice  
Que de jamais ajouter rien,  
Quand on vous demande service,  
Sans dont vouloir vous répéter  
Mon instante et vive prière,  
Je me contente d'ajouter  
Que mon laid commissionnaire,  
Mérite confiance entière,  
Et que sur lui l'on peut compter.

E. MARTIGNAC.

Nous faisons observer que ces lettres furent écrites à peu près à l'époque où César et Constantin cessèrent d'exercer des fonctions publiques. Ainsi quinze années de repos sont

pour M. Marégnac, quinze années de scier-mesme pendant lesquelles cependant il fut en relations avec eux. Il doit se rappeler que la dernière visite qu'il leur fit fut en octobre 1814.

Cette rage, qui fait tout entreprendre lorsqu'on a la certitude de ne courir aucun danger, caractérise bien quelques ennemis de César et de Constantin Faucher. Le 25 août 1816, fête de saint Louis, la garde nationale de la Réole, revenant du service divin et de la parade, ayant en tête le sieur Piry sous-préfet, passa dans la rue Lamar où est située la maison Faucher, et où jamais n'avait paru le cortège d'aucune cérémonie religieuse civile ou militaire : lorsqu'elle fut arrivée devant une des portes et sous les fenêtres de cette maison, on lui fit faire halte : aux cris de vive le Roi, on jeta ceux à bas les Faucher, prononcés et longtemps répétés avec l'accent de la fureur, et cela onze mois après la fin tragique de César et de Constantin. On ne s'en tint pas à ces démonstrations atroces d'une haine qui survivait après tant de temps à la mort de ces deux frères : des gardes nationaux sortirent de leurs rangs et assaillirent une porte et un mur de clôture à coups de baïonnette et de crosses de fusil. Cette scène se passait et continuait sous les yeux des autorités, sans que l'on songeât à la faire cesser, lorsque des gardes nationaux honnêtes, révoltés de semblables excès, manifestèrent leur indignation contre ceux de leurs camarades qui en étaient les auteurs ou les instruments. Le sieur Saint-Quentin, qui n'appartenait à aucune magistrature, pas même à la garde nationale, parvint à les rappeler dans leurs rangs, et à faire remettre le cortège en marche. Rien ne s'ignore dans une petite ville, et l'on savait bien que mademoiselle Anaïs Faucher était alors seule dans cette maison, celui de ses frères qui dans ce moment habitait la Réole, étant parti pour Bordeaux.

L'opinion publique ne doit-elle pas une juste réparation à deux hommes que la haine des partis a poursuivis avec tant d'acharnement jusqu'au-delà du tombeau ?

---

*La fin au numéro prochain.*

## ANNONCES D'OUVRAGES NOUVEAUX.

---

*Monument à la Gloire nationale*, ou Collection des Proclamations, rapports, lettres et bulletins des armées françaises, depuis le commencement de la guerre de la révolution, en 1792, jusqu'en 1815. Cet ouvrage formera environ 6 vol. in-8° de 500 p. chacun, imprimé sur beau papier et en caractères neufs. — Les deux premiers vol. sont en vente chez Patris, impr.-libr., rue de la Colombe, n° 4, en la Cité; et Corbet, libr., quai des Augustins, au bas du Pont-Neuf.

*Code Electoral*, précédé de la Charte, avec des Observations sur la législation constitutionnelle. Chez Carez, Thomine et Fortic, libr., rue St.-André-des-Arts, n° 59.

*Bibliothèque maçonnique*, ou Recueil de matériaux propres à l'histoire de la Maçonnerie; au Bureau de la Bibliothèque Maçonnique, rue Dauphine, n° 32. — (Cet ouvrage est à sa cinquième livraison).

*Du rétablissement des Jésuites en France*, sous le nom de Pères de la Foi.

*Recueil de pièces officielles sur le Prisonnier de Sainte-Hélène*, avec les Observations sur les discours de lord Bathurst, dans la chambre des pairs, etc. — Ces deux derniers ouvrages se trouvent chez Plancher, libraire, rue Poupée, n° 17.

*Des trois Projets de loi sur les Publications*; par A. Cauchois-Lemaire. Broch. in-8°; prix, 1 fr., et 1 fr. 25 c. franc de port. — A la librairie constitutionnelle de Brissot-Thivars, rue Neuve-des-Petits-Pères, n° 3.

M. Cauchois-Lemaire était déjà connu en France et à l'étranger, par ses écrits politiques et littéraires; la brochure de circonstance qu'il vient de publier ne dément pas sa renommée; elle est l'œuvre d'un citoyen qui ne transigea jamais avec la vérité; elle annonce que nous avons parmi nous un écrivain de plus qui prendra rang parmi nos premiers publicistes.

*Un matin de Printemps*, poème par Jean-Baptiste Daumier, in-8°. Prix, 1 fr.

*Philippe II*, tragédie en cinq actes et en vers, par le même auteur. Prix, 2 fr. Chez les marchands de Nouveautés.

---

## AVIS.

Les personnes qui s'étaient abonnées chez Alexis EYMERY, et qui avaient déjà payé le montant de leur abonnement, sont invitées à nous envoyer la dernière QUITTANCE, afin que nous puissions satisfaire aux engagements contractés envers elles, et conserver notre recours dans la faillite.

---

### TABLE DES MATIÈRES DES 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> CAHIERS.

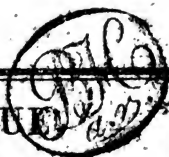
---

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Pages     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| SUITE DU Procès des Généraux César et Constantin FAUCHER, frères jumeaux de la Réole, condamnés à mort le 24 septembre 1815 par le premier conseil de guerre de la 11 <sup>e</sup> division militaire; jugement confirmé par celui de révision le 26 et exécuté le 27 à Bordeaux. Suivi de leur Correspondance pendant leur détention au fort du Hâ.—Pièces pour servir à la demande en Réhabilitation des frères Faucher. . . . | 213 à 424 |

26 Mars 1819.

---

De l'Imprimerie de C.-F. PATRIS, rue de la Colombe, n<sup>o</sup> 4, en la Cité



# BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE,

OU

## RECUEIL DE MATÉRIAUX

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU TEMPS :

Ouvrage destiné à constater, par des documents authentiques, l'état politique de l'Europe, et particulièrement celui de la France.

*Quid verum atque decens curo et rogo et ornus in hoc sum.*  
(HORACE.)

~~~~~  
6<sup>e</sup>. Volume. — 6<sup>e</sup> Cahier.  
~~~~~

ON SOUSCRIT

Au Bureau de la BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE,  
rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 83.

*On souscrit également :*

AU CERCLE LITTÉRAIRE, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 5, au premier.

Chez PÉLICIER, première cour du Palais-Royal, n° 10.

DELAUNAY, Palais-Royal, galeries de bois.

DUREY, libraire, quai des Augustins, n° 25.

CORRÉARD, naufragé du radéau de la Méduse, Pal.-R.

MONGIE aîné, Boulevard Poissonnière, n° 18.

Arthur BERTAND, rue Hautefeuille, n° 23.

C.-L.-F. PANCHOUX, rue et hôtel Serpente, n° 16.

BAUDOUIN frères, rue de Vaugirard, n° 36.

BRISOT-THIVARS, à la Librairie constitutionnelle,  
rue Neuve-des-Petits-Pères, n° 5.

PREX DE LA SOUSCRIPTION : pour Paris, 9 fr. pour un volume, 17 fr. pour deux, 32 pour quatre.

Pour les départements, 1 fr. 50 c. de plus par volume.

Les Souscriptions, Avis, Annonces, Réclamations, etc.,  
doivent être adressés franc de port, au Bureau.



# Les Bureaux de souscription sont aussi établis, en France.

*Abbeville*, chez Gare.  
*Agen*, Foubel, imprimeur.  
*Amiens*, Allo.  
*Angers*, Fourrier-Marpé.  
*Angoulême*, Trémeau et comp<sup>e</sup>.  
*Argentan*, Marré aîné.  
*Arras*, Topino.  
*Aurillac*, Vallet fils.  
*Auxerre*, François Fournier.  
*Bayonne*, Bouzom. — Cosse.  
*Beauvais* (Oise), Desjardins.  
*Bédfort*, Clerc.  
*Besançon*, Denis aîné.  
*Blois*, Mad. Lemaignan.  
*Bordeaux*, Gayet. — Coudert. — Bonnet-Dutray.  
*Bourbon-Vendée*, Ferré.  
*Bourges*, Debric.  
*Brest*, Auger.  
*Cach*, M. le P. F. Blin.  
*Calais*, Leleu.  
*Cambray*, Auguste Giard.  
*Carcassonne*, Gadrot-Capelle.  
*Châlons-sur-Marne*, Briquet.  
*Châlons-sur-Saône*, Delespinasse.  
*Charleville*, Raucourt.  
*Chartres*, Hervé.  
*Clermont-Ferrand*, Landriot.  
*Coblar*, Pannetier. — Petit.  
*Commercy*, Denis.  
*Contance*, Voisin.  
*Dijon*, v<sup>e</sup> Laugier.  
*Dole*, Prudent.  
*Douay*, Villette.  
*Grenoble*, Durand p<sup>e</sup> et f. [Falcon].  
*Isselin*, Thuillier.  
*Le Havre*, Chapelle.

*Laval*, Grandpré.  
*Lille*, Castiaux. — Lelen.  
*Limoges*, Ardant.  
*Luxeuille*, Guibal.  
*Lyon*, l'Espinay. — Targe.  
*La Mans*, Peches. — Toutain.  
*Mâcon*, Grosset.  
*Marseille*, les frères Carroins.  
*Masvers*.  
*Melun*, Michelin.  
*Metz*, Devilly.  
*Montauban*, Laforgue.  
*Montpellier*, Gabou. — Sévalle.  
*Moulins*, Place et Bijon.  
*Mulhausen*, Risler et Comp<sup>e</sup>.  
*Nantes*, Forêts.  
*Nancy*, Vincenot.  
*Niort*, v<sup>e</sup> Elie-Orillat.  
*Orléans*, v<sup>e</sup> Huët-Pedoux.  
*Périgueux*, Dupont.  
*Perpignan*, Tastu père et fils.  
*Poitiers*, Catineau.  
*Rheims*, Delaunay Leclerc.  
*Rennes*, Kerpeu.  
*Riom*, Salles.  
*La Rochelle*, Guillard.  
*Rouen*, Frère.  
*Sainte-Mencheould*, Maimbourg.  
*Strasbourg*, Levrault. — Treutzel et Wirtz. — Alexandre.  
*Toulouse*, Vieusseux.  
*Tours*, Legier-Homo.  
*Troyes*, Sainton.  
*Valence*, Marc-Aurel.  
*Valenciennes*, Lemaître.  
*Verdun*, Benit.  
*Vesoul*, Delaborde.

## ÉTRANGER.

*Aix-la-Chapelle*, Laruelle fils.  
*Aarau*, Sauerländer.  
*Berlin*, Schiele-Singer.  
*Berne*, Börgdorfer.  
*Breslau*, Th. Korn.  
*Bruges*, Bogaert. — Dumortier.  
*Bruxelles*, Demat.  
*Florence*, Piatti.  
*Fribourg* (Suisse), Aloïse Eggen-dorffer.  
*Francfort-sur-Mein*, Schaeffer.  
*Genève*, J.-J. Paschoud.  
*Lausanne*, Fischer.  
*Leipsick*, Grieshammer.  
*Lisbonne*, Paul Martin. — Pierre et Georges Rey.

*Londres*, Bossange et Masson. — Dulau et comp<sup>e</sup>. — Treutzel et Wirtz.  
*Madrid*, Dennée. — Perès.  
*Milan*, Giegler.  
*Moscou*, Gautier.  
*Naples*, Borel.  
*Neuchâtel* (Suisse), Gerster.  
*Nouvelle Orléans*, Jourdan.  
*Palerme* (Sicile), Pedonue et Brattori.  
*Parne*, Blanchon.  
*Petersbourg*, Saint-Florent.  
*Turin*, Pic.  
*Varsavie*, Glücksberg.  
*Vienne* (Autriche), Gerold.

## PIECES JUSTIFICATIVES.

( N° I. )

La Réole, le 24 juillet 1815.

MONSIEUR LE MAIRE DE LA REOLE,

Nous apprenons à l'instant qu'on pousse sur notre maison un attroupement armé sous le prétexte de nous demander un drapeau tricolore. Nous avons appris de vous qu'il fallait détruire les drapeaux qui cessaient d'être les couleurs nationales; nous avons détruit le drapeau tricolore comme vous avez détruit, il y a trois mois, les enseignes et le drapeau blanc. C'est à votre autorité que nous avons recours et nous vous demandons, monsieur le Maire, d'assurer l'inviolabilité de notre domicile. On annonce des hommes armés venant du dehors, encourageant des hommes de la commune dans l'erreur. Vous avoir donné cet éveil, c'est être sûr que respect sera conservé à l'ordre public. S'il en était autrement, de grands malheurs pourraient s'ensuivre, et la flétrissure en retomberait sur ceux qui les auraient amenés ou ne les auraient pas empêchés.

Nous avons, etc.

( N° II. )

La Réole, le 24 juillet 1815.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai donné les ordres les plus précis à la gendarmerie et aux chefs de la garde nationale pour qu'ils eussent à faire respecter les personnes et les propriétés; j'ai agi ainsi de concert avec les autres autorités de la ville. Je me flatte que ces ordres seront ponctuellement exécutés. S'il en était autrement, veuillez m'en informer.

Je suis avec considération, etc.

ARNAUD DE PUYRUSSE.

## MONSIEUR LE MAIRE DE LA RÉOLE,

La journée d'hier a été un jour de deuil pour les bons citoyens ; la voix du magistrat a été méconnue , et les lois ont été sans force. L'asile du sieur Gaubert a été violé par des hommes armés qui , en l'absence de ce citoyen , ont fait dans sa maison des perquisitions que nos lois réprouvent comme un attentat. De nouvelles violations de domicile ont eu lieu chez la veuve Dupont , etc. , par des étrangers en uniforme et en armes ; des cris de sang ont été poussés même en votre présence et celle des autres dépositaires de l'autorité ; et , malgré vos efforts , des hommes armés sont entrés de vive force dans la maison du sieur Albert désigné patriote ou bonapartiste , en criant : il faut l'égorger !... sa fille et la dame Peyroulet ont été foulées aux pieds. Le sieur Albert fils a été saisi et entraîné... le sieur Albert père a pu s'échapper.

Il est trop notoire que des hommes armés ont été appelés de Castets et d'autres lieux... contre qui ? quand nul trouble , nul ferment n'existait à la Réole !... La transition du régime royal au régime impérial s'est faite à la Réole , en paix. Plus tard , le maire et les adjoints élus de la Réole ont , dès leur entrée en fonctions , aboli les gardes de nuit même , et le plus grand calme a régné constamment. Le retour du régime royal , marqué actuellement à la Réole par l'appel d'étrangers en armes , par l'épouvante , le trouble , la violation des domiciles , doit-il être signalé par la consommation des égorgements déjà tentés !... le retour du régime royal doit-il être signalé à la Réole par la consommation des crimes médités !...

Monsieur le Maire , vous n'avez pas empêché le mal , le crime commis hier : c'est une preuve sans réplique que vous ne l'avez pas pu. Il est permis de craindre que vous n'ayez pas les moyens de réprimer le crime préparé pour aujourd'hui , pour demain... vos regrets seraient cuisants , nous n'en doutons pas , mais ils ne remédieraient point à des malheurs faciles à prévoir , à des forfaits hautement annoncés...

La marche de l'autorité , il y a trois mois , et sa marche aujourd'hui , contrastent d'une manière trop alarmante pour ne pas justifier de funestes appréhensions. Permettez-nous de vous faire observer :

1° Que le 4 mai dernier, pour des cris à *bas les royalistes*, mêlés aux cris de *vive l'Empereur*, des citoyens ont été mandés à l'Hôtel-de-ville et conduits par la gendarmerie ; que des procès-verbaux ont été faits de leur interrogatoire, et les procès-verbaux adressés à Bordeaux, au préfet et au procureur-général qui, de concert avec le préfet, a été obligé d'ordonner qu'on cessât cette poursuite scandaleusement dirigée dans la voie criminelle.

2° Que pour les cris répétés hier : à *bas les Bonapartistes*, à *bas les généraux Faucher ! il faut les égorger !* cris poussés au milieu des vociférations des étrangers, spécialement par un officier de la garde nationale de la Réole, nommé par le commissaire du Roi ; pour la violation des domiciles à main armée et pour les excès commis hier sur des citoyens, il n'a pas été arrêté un perturbateur du repos public, pas un provocateur au meurtre...

Et cependant ils sont en place, les mêmes magistrats qui ont si consciencieusement fait subir interrogatoire et dressé procès-verbal, le 4 mai, d'une promenade joyeuse sans violation de domicile, sans menaces, sans aucun des attentats qui souillent cette époque-ci.

Ce rapprochement prouve avec évidence que les magistrats n'ont plus la force qui leur appartient, et qu'ainsi les citoyens rentrent dans le droit de défense naturelle et personnelle en présence des attroupements d'hommes en armes et étrangers à la commune, étrangers pour le plus grand nombre au pays, qui épouvantent la ville et menacent de l'ensanglanter.

Nous vous déclarons, monsieur le Maire, que dans cet état de désorganisation sociale, notre maison *vaste* est devenue le lieu de réunion des bons citoyens menacés ; et c'est au nom de nous tous *que nous vous l'offrons* comme lieu de sauvegarde et *d'appui aux magistrats et aux lois*, quand vous le réclamerez.

Nous avons, etc.

Monsieur le Maire, les étrangers qui se sont portés hier chez M. Albert, en criant qu'ils voulaient l'égorger et qui ont outragé et frappé madame et mademoiselle Bousquet, qui ont violé le domicile des dames Dupont, etc., sont ici avec ou sans votre aveu ; s'ils y sont avec votre aveu, ils doivent vous obéir, les méfaits d'hier doivent être punis, et toute sécurité doit être rendue aux citoyens... ; si ces

étrangers sont ici sans votre aven , en opposition à vos ordres... , les bons citoyens sont nombreux , donnez-leur vos ordres , et vos ordres seront obéis envers et contre tous perturbateurs.

( N° IV. )

MESSIEURS ,

J'ai reçu hier au soir la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire ; je ne pus y répondre sur le champ , à cause des occupations qui survinrent à la mairie.

L'inexactitude des faits que vous me dénoncez et auxquels j'étais présent , me ferait croire que ceux dont je n'ai pas été le témoin , ont été exposés sous de fausses couleurs. La conséquence n'est pas rigoureuse , mais mon caractère est assez connu pour donner cette assurance que le mal ne peut jamais se commettre en ma présence sans que je l'arrête par tous les moyens que les lois me délèguent. Si les personnes dont vous me parlez ont des plaintes fondées , qu'elles veuillent bien les préciser , et autant qu'il dépendra de moi je m'empresserai d'y faire droit. Quant à ce qui vous regarde personnellement , Messieurs , et relativement aux craintes que vous me témoignâtes hier sur une violation de domicile , j'ai l'honneur de vous assurer de nouveau que nul rassemblement de quelque genre qu'il soit , ne peut pénétrer chez vous , sans me passer sur le corps et ensanglanter l'écharpe municipale. Pour agir ainsi , je vous prie de croire que je n'ai pas besoin de ma qualité de magistrat.

J'ai l'honneur , etc.

Le maire de la Réole.

ARN. DE PEYRUSSE.

A la Réole , le 26 juillet 1815.

( N° V. )

MONSIEUR LE MAIRE DE LA RÉOLE ,

Il se répand qu'on doit sonner le tocsin ce soir ; ce moyen extrême qui fait appeler au secours de la chose publique , de par le magistrat , dans un péril imminent et imprévu , change étrangement de nature quand il est annoncé pour une heure fixe , et que surtout il paraît sous un secret renfermé entre les adeptes d'un parti signalé.

En nous référant à nos deux dernières lettres des 24 et 25 , nous vous prions de nous dire si le tocsin doit , ou non ,

Être sonné ce soir , et en ce cas nous prescrire la conduite que nous devons tenir en cette occurrence.

Nous avons l'honneur , etc.

La Réole , le 27 juillet 1815.

---

( N° VI )

MONSIEUR LE MAIRE DE LA RÉOLE ,

Deux hommes à nous nous portaient , tout à l'heure , des bouteilles dans une corbeille couverte de soie , lorsque , auprès de notre porte , deux gardes royaux en uniforme et en armes , dont un fourrier et de grande taille , les ont arrêtés , ont fouillé la corbeille , et sur ce que notre domestique leur a dit : « mes amis , il n'y a rien de suspect » , ce fourrier a répondu : « moi , ton ami ! . . . . Je suis plutôt ton ennemi ».

Monsieur le maire , dans quelle position sommes-nous donc ! Qu'est-ce donc que cette force armée qui fait des suspects ! Sommes-nous , comme on nous le dit , sous le régime de Louis XVIII ?

Le porteur de cette lettre est un des témoins que je vous désigne.

Nous avons l'honneur , etc.

La Réole , ce 27 juillet 1815.

---

( N° VII. )

MESSIEURS ,

D'après des renseignements sûrs que je viens de prendre , je peux vous donner l'assurance qu'il n'y a aucun projet de faire sonner le tocsin , ni cette nuit , ni dans aucun temps : soyez donc sans alarmes à cet égard.

J'ai fait part à monsieur le commandant des gardes royaux de la conduite des deux gardes dont vous vous plaignez , et il doit les engager à se conduire désormais avec plus de mesure.

Agréez , Messieurs , etc.

En l'absence de monsieur le maire ,

LAVAISSIERE , adjoint.

( N° VIII. )

Général , vous commandez encore , et jusqu'au dernier moment nous vous rendrons compte de la situation des contrées que vous aviez confiées à notre commandement.

Nos fonctions de général cessèrent avec la journée du 21 juillet.

Le 22 , à l'aube , conformément à votre ordre du jour , le drapeau blanc fut arboré par mes soins , comme maire de la Réole. Quelques heures après , je déclarai par écrit au sous-préfet que je tenais à honneur d'avoir été élu maire de la Réole , mais que dès ce moment , je cessais mes fonctions de maire *provisoire* , parce que n'y ayant plus de danger je ne voulais pas remplir des fonctions arbitrairement déléguées par le préfet.

Peu après les drapeaux blancs furent abattus par des militaires d'un corps en marche , qui allèrent auparavant en prévenir le sous-préfet.

Ces militaires ont sans doute fait une faute. . . . . ; mais , Général , jugez de l'influence de leur erreur ! A l'apparition de la cocarde et du drapeau blanc , l'armée de Toulouse s'est débandée. Plusieurs militaires arrivant sur des bateaux , ayant vu le 21 flotter sur notre maison un grand drapeau tricolore , s'y rallièrent , et une députation de quarante-cinq sous-officiers vint en leur nom me demander de les conduire sous ces couleurs au service de la patrie : nous voulons mourir pour elle ! me disaient-ils. . . . Puis des larmes tombaient sur leurs galons. En me voyant dans l'impossibilité de leur parler par ma trop grande émotion , ils me pressèrent dans leurs bras : les uns me touchaient les mains , d'autres la tête , d'autres mes habits..... Général , ce ne sont pas là de mauvais Français.

De nombreux soldats , une armée se serait ralliée encore ici dans ces derniers moments ; mais ouvertement , officiellement , on met en usage tous les moyens de dissoudre nos corps militaires. Des hommes revêtus d'uniformes , dits gardes royaux , sont arrivés lundi 24 à la Réole , et de concert avec les autorités constituées , ils disent aux divers détachements de militaires : « Notre bon roi n'a plus besoin » d'armée ; c'est un bon père , il vous renvoie chacun dans » vos familles. Recevez une feuille de route , et on va vous » fournir le logement et la nourriture. » C'est ce qui est fait sur le champ. Par ce moyen , nous voyons *régulière-*

*ment* licencier , à la Réole , l'armée de Bayonne , une partie de celle de Toulouse , et de nombreux détachements de celle de Bordeaux.

Les faits des hommes , dits gardes royaux , ne se bornent pas là. Nous mettons sous cette enveloppe les lettres que nous avons écrites au maire de la Réole , le 24 et le 25 ; vous y verrez la violation des domiciles , les excès commis sur des citoyens. . . . . Nous apprenons que des scènes semblables ont eu lieu à Bordeaux.

Cesdits gardes royaux ont à leur tête (1) , le fils unique d'un sieur D...aud , employé de la régie de l'enregistrement à Bordeaux , et attaché à la maison du duc d'Angoulême ; avec lui sont , entr'autres , le fils unique du sieur Menou , de Casseuil (2) , près la Réole : les autres sont plus connus à Bordeaux qu'ici. Lesieur D...aud , à cheval à la tête de sa troupe , crie tout haut en parcourant les rues qu'il est venu avec ses amis pour enlever les généraux Faucher , morts ou vifs. . . . . Leurs complices sont Durand-Laubessac , et Durand-Lavison , cousins du sous-préfet.

Dans cet état des choses , notre maison est réellement en état de siège ; et , *au moment où nous écrivons , nos armes sont-là ; nos avenues éclairées , et le corps de la place en défense , et nous ne craignons pas la désertion de la garnison de la place.*

Cet état respectable est respecté par ces messieurs , qui attaquent , frappent des hommes faibles , des enfants. . .

Le sous-préfet , Pirly , est l'âme de ce mouvement de crime et de désorganisation ; c'est lui qui , par le moyen de MM. Duhamel de Castets , a fait venir ici , le 24 , des bandes de paysans armés , appelés des arrondissements voisins ; c'est lui qui a appelé lesdits gardes royaux. . . . . c'est lui qui ouvertement les pousse en avant ; et comme les amis du préfet Fauchet doivent avoir une conduite analogue , chacun dans l'ordre de ses fonctions , son ami Dumoulin , procureur du roi , et son substitut Montaubric , viennent de lancer un mandat d'amener pour prévention

(1) M. D...aud a été désigné , par erreur , comme le chef du détachement des gardes nationales qui se porta à la Réole ; c'est M. Johnston , capitaine de la garde nationale à cheval , qui le commandait. ( Note du *Memorial Bordelais* ).

(2) Le *Memorial Bordelais* nomme ce village Cassenie , il n'y en a point de ce nom près de la Réole. Il n'y a dans les environs de cette ville qu'une famille Menou et elle habite Casseuil. C'est la seule qui ait paru amie de César et Constantin jusqu'en 1814.



de crime , non pas contre les criminels qui ont tenté d'assassiner le sieur Albert , qui ont frappé sa fille , foulé aux pieds la dame Peyroulet , etc. , etc. , mais contre J. Dubois , vigneron , qui a commis le crime épouvantable de dire hautement « que l'état actuel n'était que passager , et que les amis de la patrie triompheraient ; qu'il l'avait lu dans un livre ancien. »

Ces messieurs , dits gardes royaux à cheval , grossis des gardes royaux de ces contrées , ne s'élèvent pas à plus de cent chevaux ; nous enlèverions ces messieurs , et comprimerions leurs satellites , ce serait l'affaire de deux heures en plein midi , avec les seules forces que notre population bonne nous offre ; mais nous craignons que cet acte de juste défense ne puisse être le signal de la guerre civile , ou au moins ne contrarie les dispositions de notre Général , spécialement encore chargé de tout ce qui tient à l'ordre public. Nous vous aurions une grande obligation si vous nous disiez quelle est la marche que nous devons tenir dans cet état de crise pour être *en aide à la patrie en souffrance*.

Cette lettre vous est remise *par un patriote de confiance*.

Nous sommes , etc.

Le général C. FAUCHER.

A la Réole , le 27 juillet 1815 (1).

(N<sup>o</sup> IX.)

La Réole , le 29 juillet 1815.

MESSIEURS ,

L'ermite de Loubens trouva hier , en arrivant de son ermitage , deux de vos lettres adressées au maire de la Réole , et heureusement , en son absence à son adjoint. En vérité , je vous avoue que notre ancienne correspondance était bien plus gaie , plus aimable , et surtout beaucoup plus riante. Vous permettrez donc que je me déclare absent pour répondre aux lettres officieuses qui sont par trop foncées en couleurs , et que je me réserve , pour dédommagement de l'ennui de ma place , le plaisir de causer avec vous *sicut erat in principio*. C'est donc en style d'ermite que vous permettrez que j'y réponde. Vous me parlez du tocsin qui devait sonner à une heure déterminée. Heureu-

---

(1) Cette lettre au général Clausel , est la copie de celle publiée par le *Mémorial Bordelais*.

sement nous n'avons pas ici de clocher de Saint-Germain l'Auxerrois , et mon opinion , ainsi que la vôtre , est qu'il n'y a de tocsin à sonner que sur la nombreuse cohorte des personnes qui se croient, bien de la meilleure foi du monde, on ne peut pas plus nécessaires. Lafontaine l'a dit :

« Se croire un personnage est très-commun en France ».

Quant aux *secrets adeptes*, je sais qu'il y en a dans tous les partis , mais j'ai le bonheur de n'être d'aucun. Le maire de la Réole m'a dit en confidence qu'il n'en connaissait que deux : le tranquille , quelle que soit son écharpe ; le perturbateur quelles que soient ses couleurs. Mais savez-vous que si vous m'apprenez ce qui doit se passer du côté des bouquets blancs , je puis aussi vous donner des nouvelles de la rose rouge ?

Par exemple , vous ignorez peut-être que vous avez fait miner toute votre maison ; que vous avez des munitions pour soutenir un siège , des bombes , des canons , etc. Je n'ai pas encore ouï parler de fusées à la Congrève ; vous faites faire l'exercice toutes les nuits au clair de lune à une compagnie de nègres , ce qui assurément est très-divertissant. J'aurais encore d'autres gentilleses pareilles à vous conter ; mais je suis un peu piqué : vous n'êtes point venus faire compliment à l'ermite devenu maire. Vous me direz peut-être que vous attendez que le maire redevienne ermite. Je ne me paye point de semblables raisons ; ma robe tient un peu au clergé , ainsi je vous préviens que je suis très-rancunier. C'est à vous à me tirer de cet état de perdition , car la rancune est un grand péché en tout temps , surtout sous Louis XVIII qui pardonne „ tout le monde.

Il aurait besoin de faire une grande mission pour catéchiser grand nombre.

Je suis , Messieurs , etc.

L'ermite de Loubens ,

Arnd. DE PEYRUSSE.

---

( N° X. )

EXTRAIT des arrêtés de la préfecture de la Gironde.

LE PRÉFET ,

Vu la lettre en date de la Réole , le 27 juillet , signée le général Faucher , adressée à monsieur le général Clauzel ,

et à nous officiellement transmise, par ledit général Clauzel, le 28 du courant.

Vu la lettre en date de la Réole, 27 juillet, signée César Faucher, Constantin Faucher, adressée à monsieur le maire de cette ville.

Considérant que de ces lettres résulte l'aveu que les sieurs Faucher ont dans leur maison un amas d'armes, et qu'ils y ont réuni des individus armés.

Vu l'article soixante et seize de l'acte constitutionnel du 22 frimaire an 8.

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. Le capitaine de la gendarmerie du département de la Gironde est requis de faire dans la maison des sieurs César et Constantin Faucher, de la ville de la Réole, les perquisitions nécessaires pour s'assurer si elle renferme une réunion d'individus armés, ou un dépôt d'armes.

Article II. Le capitaine de la gendarmerie du département dressera procès-verbal de sa perquisition, conformément aux lois, et il le remettra à monsieur le procureur du roi, près le tribunal de première instance de la Réole, pour être, par ce magistrat, pris telles mesures que de raison.

Fait à Bordeaux en l'hôtel de la préfecture, le 29 juillet 1815.

Le préfet de la Gironde.

TOURNON.

{ N° XI }

Aujourd'hui trente et un juillet mil huit cent quinze, à une heure après-midi, nous, Pierre Maury, capitaine commandant la gendarmerie royale du département de la Gironde, agissant en vertu d'un arrêté de monsieur le préfet du même département, en date du 29 dudit mois, étant en compagnie de M. Lavaissière, adjoint de la mairie de la Réole, que nous avons requis à cet effet, nous sommes transportés au domicile de messieurs César et Constantin Faucher, citoyens français, domiciliés à la Réole, rue Lamar, pour leur donner communication dudit arrêté ordonnant de faire perquisition dans leur maison pour s'assurer si elle ne renferme pas des individus armés ou un dépôt d'armes. Où étant, nous avons requis lesdits messieurs Faucher de tenir fermées les portes de leur maison, afin que personne n'y entrât ni n'en sortît sans notre auto-

risation ; comme aussi d'avoir à nous présenter toutes les personnes qui sont actuellement dans leur maison , à quoi ils ont déferé ; et à l'instant ils ont fait paraître devant nous un domestique mâle , appelé Jean Peytraud , âgé de vingt ans , Marguerite Riché sa femme , Anne Peytraud sa sœur , autre Peytraud également sa sœur , Jean Lussand , âgé de onze ans , mademoiselle Anaïs Faucher et Jean-Jacques Bruno Faucher , nièce et neveu desdits sieurs Faucher. Interpellés de nous déclarer s'ils n'ont pas d'autres personnes dans leur maison , ils ont répondu négativement , nous observant néanmoins qu'ils ont encore deux domestiques mâles , lesquels sont , en ce moment , dans leur château de Boirac , commune de Pellegrue.

Nous avons invité ensuite messieurs Faucher à nous présenter toutes les armes qui sont dans leur maison , à quoi ils ont obtempéré en faisant porter devant nous dans une chambre basse , servant de salle à manger , celles dont le détail suit :

1° Deux fusils doubles de chasse ; 2° huit fusils simples également de chasse , dont trois hors de service ; 3° un fusil de munition avec sa baïonnette ; 4° une carabine de chasse ; 5° deux gros pistolets de cuivre ; 6° une paire idem d'arçon ; 7° trois sabres pour la cavalerie légère ; 8° deux briquets , dont un sans fourreau ; 9° sept vieilles épées , dont cinq ne peuvent sortir du fourreau ; non compris leurs épées d'uniforme que nous avons cru devoir leur laisser ; 10° huit pétards montés sur des affûts , et qui ne sont propres qu'à faire du bruit , et qui sont du calibre du petit doigt ; 11° enfin , sept piques , dont deux pour des drapeaux , et qui étaient en évidence dans le vestibule de la maison.

Nous observons qu'une partie des armes à feu ont été trouvées chargées , mais non les pétards ; nous observons aussi que les épées , les gros pistolets et la carabine de chasse , n'étaient point comme les autres armes réunies dans le premier salon où nous sommes entrés et où nous écrivons. Les messieurs Faucher les y ont fait porter sur l'injonction que nous leur avons faite de nous présenter toutes les armes qu'ils avaient dans leurs mains.

Interpellés de nous déclarer pour quel usage ils ont réuni chez eux toutes lesdites armes , et pourquoi nous les avons trouvées chargées , ils ont répondu que c'était pour leur défense personnelle , se réservant de développer leurs motifs dans une note particulière qui sera an-

nexée au présent procès-verbal ; mais ne voulant pas renvoyer jusques - là à dire qu'ils n'ont fermé les portes de leur maison , et ne se sont mis en défense que le lundi 24 du courant , lorsque les gardes royaux à cheval traversant la ville suivis de paysans armés venus de l'arrondissement voisin , des cris s'élevèrent de cette bande : *il faut tuer les généraux Faucher!* Que ce jour même cette troupe se porta avec violence sur la maison du sieur Albert, désigné comme patriote ou bonapartiste , outragea sa femme et sa fille , saisit son fils qui fut excédé de coups , et chercha le père qu'elle disait vouloir tuer ; que la même troupe en entrant dans la ville , sous le même prétexte de bonapartisme , excéda de coups le faisandier ou colon partiaire du sieur Vaquey , et qui , dit-on , en est mort hier. Qu'elle frappa et outragea les dames Bousquet ; que dans cet état de choses , ils écrivirent au maire de la Réole , pour lui annoncer les dangers qu'ils couraient , et l'engager à faire respecter leur domicile ; que n'ayant pas reçu de réponse , ils acceptèrent les secours des bons citoyens ; qu'ils en rendirent compte le lendemain à M. le maire, lequel dans sa réponse , qui nous a été exhibée , ne blâme pas leurs mesures de précaution , mais leur dit que les attroupements ne forceront leur porte qu'après avoir ensanglanté l'écharpe municipale. ( ce sont les propres expressions de M. de Peyrusse , maire de la Réole , et que MM. Faucher ont demandé à faire consigner littéralement dans notre procès-verbal , ainsi que toutes les expressions contenues dans la présente déclaration .

Interpellés de nous désigner les personnes qui , d'après leur déclaration , se sont réunies chez eux pendant la nuit , depuis le vingt-quatre jusqu'au trente du courant , ils ont répondu que ce sont leurs concitoyens qui ont pour eux amitié et estime ; qu'ils ont cessé de venir chez eux , comme eux - mêmes de prendre aucune mesure définitive du moment que les hommes armés s'appelant gardes royaux ont quitté la ville , et que la gendarmerie y est arrivée , ce qui a eu lieu simultanément , et a rendu toute sécurité aux citoyens.

Interpellés de nous représenter les munitions de guerre qu'ils peuvent avoir dans leur maison , ils nous ont à l'instant fait apporter un vase de terre contenant trente-neuf cartouches du calibre de guerre , qu'ils ne pouvaient employer qu'en coupant les balles comme cela a déjà été

fait en partie, ainsi qu'il paraît dans le même vase qui contient de plus six pierres à fusil.

Interpellés enfin de nous déclarer s'il n'ont pas d'autres armes ni d'autres munitions dans leur maison, ils ont répondu négativement ; sur quoi nous avons à l'instant procédé dans ladite maison et toutes ses dépendances aux perquisitions ordonnées par l'arrêté précité de M. le préfet, et nous n'avons trouvé aucune arme ni munition, malgré les plus exactes recherches dans toute la partie des bâtiments occupée par MM. Faucher,

Nous déclarons qu'à notre arrivée au domicile de MM. Faucher, nous avons trouvé la porte d'entrée extérieure fermée au loqueteau seulement, que nous sommes entrés sans obstacles, et qu'ayant fait part auxdits sieurs Faucher de l'objet de notre mission, ils y ont déféré sans aucune hésitation ou difficulté.

De tout quoi nous avons fait le présent procès-verbal, lesdits jour, mois et an que dessus, au domicile de MM. Faucher et en leur présence, lesquels vont le signer avec M. l'adjoint du maire et nous :

César FAUCHER, Constantin FAUCHER, LAVAISSIÈRE, MAURY.

En suivant notre opération, nous avons de suite fait mettre en faisceau les armes susmentionnées, et les munitions susdites dans un sac, pour le tout être sur-le-champ transporté chez M. le procureur du roi de la présente ville, devant lequel nous avons fait sur-le-champ conduire lesdits sieurs César et Constantin Faucher en exécution de son ordonnance de ce jour, que nous venons de recevoir à l'instant, et dont nous avons donné connaissance et laissé copie auxdits sieurs Faucher qui ont déclaré être prêts à y déférer.

Fait et clos lesdits jour, mois et an que dessus, à sept heures de relevée, et ont les susnommés signé avec nous (1) :

Constantin FAUCHER, César FAUCHER; LAVAISSIÈRE, MAURY.

(1) Ces armes ont été vendues avec le mobilier de César et de Constantin. Le prix des caçons a été de 4 à 7 fr.

(N° XII.)

La Réole, le 31 juillet 1815.

**M. LE CAPITAINE DE GENDARMERIE ,**

Le bruit public m'informe que par suite de l'opération à laquelle vous procédez chez les frères Faucher , et dont vous m'informez par votre lettre de ce jour , vous avez trouvé plusieurs fusils , épées , sabres et pierriers ; si ce fait est vrai , il me paraît constituer le crime prévu par l'article 93 du Code pénal.

En conséquence , et procédant en vertu des articles 45 et 51 du Code criminel , j'ai l'honneur de vous requérir de faire saisir et traduire devant moi les deux frères Faucher , et d'y faire apporter les armes et autres pièces à conviction trouvées chez eux.

J'ai l'honneur de vous saluer ,  
le Procureur du Roi ,

J. J. DUMOULIN.

(N° XIII.)

Le procureur du roi près le tribunal de première instance , séant à la Réole , en vertu de l'article 45 du Code criminel , mande au concierge de la prison de la Réole , de garder sous la main de la justice , en état de mandat d'amener les sieurs César Faucher , } frères , habitant la Réole ,  
et Constantin Faucher , }  
surpris et arrêtés en flagrant délit , ayant un dépôt d'armes , en contravention à l'article 93 du Code pénal.

En conséquence , de leur fournir tout ce qui est prescrit par les lois et réglemens , notamment par l'article 18 du décret du 18 juin 1811.

Fait à la Réole , au parquet , le 31 juillet 1815.

Le procureur du roi ,

J. J. DUMOULIN.

Je soussigné , maréchal des logis de la gendarmerie en résidence à la Réole , déclare avoir signifié le mandat de l'autre part à MM. César et Constantin Faucher , auxquels j'ai laissé la présente copie.

A la Réole , le 31 juillet 1815.

Rafchet , maréchal des logis.

MONSIEUR LE MAIRE,

Un mandat d'amener nous tient dans les prisons. Ce mandat d'amener ne nous met point au secret, nous sommes détenus par l'autorité judiciaire, et seulement par elle; nous devons être traités comme les autres détenus par de semblables mandats. Cependant, l'autorité militaire qui n'a d'action que pour s'opposer aux attaques venant du dehors, et qui ne peut entrer dans les prisons que sur une réquisition ou sur les cris partis du dedans, l'autorité militaire qui doit ignorer le nom, la qualité, la prévention, enfin l'existence des détenus, l'autorité militaire nous rend victimes de ses obsessions.

Le sieur Delas-Coulomb, accompagné d'un soldat, est venu hier au soir, découvrir les plats sur notre table.

Le moment d'après, le chef d'escadron, commandant les Espagnols, est venu nous dire qu'il avait ordre de faire sortir les gens qui étaient avec nous, qu'il prenait sur lui de laisser à table notre nièce et notre petit-neveu, mais qu'il fallait que M. l'ingénieur des ponts et chaussées qui était avec nous sortît à l'instant, que tel était l'ordre de son chef.

Un domestique qui nous portait des habits, a été empêché d'entrer.

Ce matin, on a refusé l'entrée aux citoyens qui voulaient nous voir.

Notre nièce et notre petit-neveu se sont présentés ce matin pour déjeuner avec nous. L'officier de garde, le sieur Colineau, leur a dit que rien ne s'y opposait : un moment après, un sieur *Tellier*, secrétaire du sous-préfet est venu demander qu'on fit sortir notre nièce et notre neveu. Ces ordres sans caractère n'ont pas été écoutés. Demi-heure après, le sieur Colineau est entré accompagné de deux soldats, dont l'un est le sieur Laubessac, neveu du sous-préfet, et il nous a lu un ordre, signé le chevalier Dunoguès, commandant de la Réole, sans date, mais qu'il nous a dit qui venait d'être écrit à l'instant, et dont il a refusé de nous laisser copie. Ces ordres portent défense de laisser communiquer ces *messieurs* (sans dire lesquels) avec qui que ce soit, excepté avec la personne chargée de porter les *vivres*, toutefois après visite faite; et cet officier a dit qu'il avait ordre d'employer la force pour faire sortir notre nièce et



notre neveu ; que c'était par égard qu'il n'avait pas envoyé un caporal et deux soldats pour exécuter cet ordre. Pour éviter les fusils du sieur Faubessac et de son camarade, cet ordre quoique très-illegal a été obéi.

Monsieur le maire, si le commandant de la Réole a un pouvoir hors la loi, nous nous taisons ; mais s'il commande la force armée de par les lois, il u'a et ne peut avoir aucune action sur nous ni sur les gens qui veulent nous approcher. La force armée, sous Louis XVIII, est elle destinée à autre chose qu'à résister aux attaques, à protéger les citoyens ? A-t-elle mandat d'intervenir à l'usu des magistrats judiciaires dans l'action de ces magistrats ?

Nous vous demandons, Monsieur le maire, de faire respecter la loi qui nous protège, de faire lever les consignes qui nous tyrannisent dans nos relations, et de nous remettre dans la position de tous les citoyens détenus par de semblables mandats.

Vous êtes maire, vous êtes chargé de la police en cette partie : serait-il possible que sous votre magistrature on nous rendit victimes de vexations inouïes jusqu'ici ! le geôlier n'en a jamais vu d'exemple. Les condamnés à mort eux mêmes ne se sont pas privés de la consolation de voir leurs amis et leurs proches.

J'ai l'honneur, etc.

CONSTANTIN FAUCHER.

A la Réole, le 1<sup>er</sup> auguste 1815.

( N° XV. )

MONSIEUR ,

Aussitôt que j'ai reçu votre lettre je me suis occupé de son objet. Mademoiselle votre cousine et monsieur votre neveu ont dès ce moment la liberté de vous voir. Je me flatte que l'ordre en est arrivé assez tôt pour que vous ayez eu le plaisir de dîner en famille.

J'ai l'honneur, etc. ,

Le maire de la Réole ,

ARNAUD de PEYRUSSE.

A monsieur Constantin Faucher.

( N° XVI. )

*Mandat de dépôt.*

Nous François Richon, juge d'instruction près le tribunal de première instance de la Réole, mandons et ordonnons à tous huissiers ou agents de la force publique de conduire en la maison d'arrêt de la Réole, en se conformant à la loi, le sieur César Faucher, citoyen français, domicilié de la Réole ; enjoignons au gardien de ladite maison d'arrêt de le recevoir et retenir en dépôt jusqu'à nouvel ordre.

Requérons tout dépositaire de la force publique de prêter main-forte pour l'exécution du présent mandat s'il en est requis par le porteur d'icelui, à l'effet de quoi avons signé le présent mandat scellé de notre sceau.

Fait au palais de justice, à la Réole,

le premier août 1815.

RICHON.

Nous, gendarme soussigné, certifions avoir motivé sur le registre du concierge de la maison d'arrêt le mandat de dépôt du sieur César Faucher : Nous l'avons laissé à la charge et garde du concierge de la maison d'arrêt.

A la Réole, 1<sup>er</sup> août 1815.

MOZELLE.

Nota. B. Le mandat de dépôt de Constantin est textuellement le même au nom près.

( N° XVII. )

*Le procureur général*

Ordonne d'extraire et conduire sans délai, sous bonne et sûre escorte, les sieurs César et Constantin Faucher, frères, des prisons de la Réole où ils sont détenus au château du Hâ pour y être à la disposition du procureur-général du roi.

Du 2 août 1815.

RATEAU.

( N° XVIII. )

Fort du Hâ, 4 août 1815.

MESSIEURS,

Au nom de tous les détenus de cette prison vous êtes enjoins et tenus de payer votre bienvenue comme étant entrés nouvellement dans cette demeure; et les lois étant

telles, vous n'ignorez pas qu'il faut se conformer aux lois des plus forts.

— Par Monsieur le président,

BOCHARDON, MAGDONALD.

Les membres,

BELGY. DUTERTRE. RICHEL. LACROIX. GROS.

(N°XIX.)

A Messieurs César et Constantin Faucher, frères, au fort du Hâ.

MESSIEURS,

Je vous ai attendus à la chapelle afin de vous procurer la consolation de la sainte messe. Je vous y attendais avec d'autant plus de confiance que j'imaginai que cet acte de religion vous était familier. Vous avez scandalisé vos confrères en ne remplissant pas ce devoir qui est commun à tous les prisonniers catholiques.

*J'imagine que vous vous ennuyés.* Je vous envoie les nouvelles du jour. Elles sont propres à vous faire faire des réflexions sérieuses sur les motifs et les causes de votre arrestation.

Je vous salue,

6 avril.

ROUSSEAU, aum. des prisons.

*Nota.* Cette copie est un *fac simile* avec l'orthographe particulière à M. l'abbé Rousseau.

### *Mémorial Bordelais.*

A Bordeaux, de la veuve J.-B. Cavazza, rue du Hâ, numéro 41.

Bordeaux.

Les frères Constantin et César Faucher, de la Réole, ces deux misérables que leur conduite forcée a su rendre si fameux parmi nous, et dont on ne prononce le nom qu'avec horreur, viennent enfin d'être pris et jetés dans les prisons de la Réole. Nous nous empressons de faire connaître à nos lecteurs quelques détails assez curieux qui nous parviennent à l'instant sur cette arrestation.

Le 31 juillet, M. Lavaissière, assisté de la force armée, s'étant transporté dans leur domicile, y trouva un petit arsenal composé de vingt fusils de chasse, quatre espingoles,

une douzaine d'épées ou de sabres, les pierriers appartenant à la ville, et deux autres pierriers qu'ils avaient volés à M.\*\*\*

Toutes ces armes furent aussitôt enlevées et portées à la commune.

Ils ne tardèrent pas eux-mêmes à subir un interrogatoire sur ce premier fait ; mais bien d'autres accusations pesant encore sur eux, acte en fut dressé, et ils furent conduits en prison.

Le lendemain était jour de foire à la Réole ; le bruit de leur arrestation avait attiré une foule considérable de curieux, dont pas un ne voulut se retirer avant d'avoir eu le plaisir de les suivre au tribunal, où ils devaient subir un nouvel interrogatoire.

Il est impossible de peindre l'indignation de ce peuple immense, groupé autour d'eux et les accablant des injures les plus outrageantes : Monstres ! bêtes féroces ! scélérats ! telles étaient les épithètes qui leur pleuvaient de toutes parts. Celui-ci leur redemandait l'argent qu'ils lui avaient volé ; celui-là son père qu'ils firent jadis périr sur l'échafaud. Les paysans surtout étaient furieux, et tous les voulaient mettre en pièces. Un de ces paysans tenait même déjà *César* par son habit ; un mouvement de plus et il était perdu.

Si des êtres aussi vils, aussi profondément méprisables pouvaient être humiliés de quelque chose, ils l'eussent été sans doute de se voir ainsi l'objet de l'exécration publique, et de ne devoir leur salut qu'à ceux-là mêmes qu'ils tourmentèrent le plus durant leur odieuse puissance. L'escorte dont ils étaient accompagnés se composait uniquement des citoyens de la ville.

Mais pendant toute cette scène, la contenance de ces deux jumeaux révolutionnaires était à étudier : on pouvait lire sur leurs méchantes figures la conviction du crime, la crainte du châtement, l'effroi surtout que leur inspirait un peuple irrité, tout prêt à se faire justice lui-même ; et cependant une audace inconcevable, cette audace de la scélératesse qui leur est si familière, semblait parfois faire taire en eux tout autre sentiment ; mais ce n'était là qu'un masque qui n'en imposait plus à la multitude.

Le procès de ces coupables s'instruit sans relâche à la Réole. Nous pouvons donc espérer qu'enfin justice sera faite de leurs infâmes turpitudes. Puisse leur châtement effrayer ceux qui seraient tentés de les imiter ! mais puissent surtout de bien plus grands coupables encore ne pas échapper à celui qu'appelle sur leurs têtes la France indignée de leurs exécrables forfaits !

( N° XX. )

### *Fédération la Réolaise.*

Les commissaires de la fédération la Réolaise, aux habitants du troisième arrondissement de la Gironde, et des arrondissements circonvoisins.

#### CITOYENS,

Les ennemis qui couvrent nos frontières nous menaçaient des horreurs et de l'opprobre d'un envahissement ; mais, un moment divisée, la grande famille s'est réunie. Tous les braves, tous les Français se lèvent. . . . jours de gloire, vivez à jamais dans la postérité !

Nous serons tous dignes de cette époque.

Les fils aînés, les forts de la patrie l'entourent d'une ceinture de fer qu'ils ont dû faire fléchir un moment, et que leurs jeunes auxiliaires sont allés raffermir. L'armée européenne a fait halte devant cette terrible avant-garde de la Nation. Alors nos ambassadeurs sont partis, tenant d'une main l'olivier et de l'autre l'épée. Les phalanges étrangères se sont ouvertes avec respect sur leur passage. Ils vont demander aux princes coalisés une explication franche et prompte. Ils leur diront : « Le peuple français » désire la paix, mais il ne craint pas la guerre. Il veut » conserver son indépendance et sa liberté, et il a reconnu » et il proclame les mêmes droits chez les autres peuples. » Si vos armements n'avaient que cet objet, remettons le » glaive dans le fourreau, et rendons à l'agriculture, au » commerce et aux arts les bras qu'ils réclament. Si vous » prétendez nous dicter des lois, nous imposer un gou- » vernement, nous traiter en esclaves, préparez-vous à » une guerre d'extermination ; mais craignez le feu que » vous aurez allumé : la France toute entière marchera ;

» elle périra , ou elle éteindra son incendie dans la ruine  
» de l'Europe. »

La réponse à cette noble déclaration fixera les destinées  
du monde civilisé.

Cependant , la patrie nous demande de maintenir l'ordre  
public et la paix intérieure en réprimant l'audace des mal-  
veillants et en déjouant leurs parricides complots. Elle  
nous demande de former un pacte sacré , une sainte fédé-  
ration , qui donne l'exemple de la soumission aux lois et de  
l'obéissance à leurs organes. Que cette invincible associa-  
tion soit l'égide des bons et l'épouvante des méchants. Les  
enfants de la Réole qui combattirent pour la liberté aux  
premiers jours de la révolution , les enfants de la Réole  
ont déjà formé cette union tutélaire. Ils la célébreront avec  
solennté , dimanche prochain , 9 juillet. Des évolutions  
navales , la natation , la course , les danses embelliront  
cette fête de famille qui sera annuellement renouvelée.

Des armes seront décernées en prix aux vainqueurs des  
jeux.

Venez , habitants de nos heureuses contrées , venez aug-  
menter la joie publique en la partageant ; les enfants de la  
Réole vous appellent , et vous disent : entrez dans notre  
union ; nous avons les mêmes besoins , la même volonté ,  
le même but. Nos pères choisirent leurs compagnes chez  
vous. . . . . venez ; ce rapprochement préparera de nou-  
veaux liens qui seront le bonheur de nos familles. Venez ,  
c'est la fête de la jeunesse ; c'est la fête des cœurs sensibles  
et des âmes généreuses.

Venez , amis de l'égalité raisonnable , c'est votre fête ;  
les ridicules prétentions de la vanité n'insulteront plus à  
vos vertus modestes.

Venez , acquéreurs de biens nationaux , c'est votre fête ;  
des armes seront là pour vous défendre.

Venez , vous qui craignez le retour des rentes seigneu-  
riales ;

Venez , vous qui craignez le retour des dîmes ;

Venez , enfin , vous tous , amis des idées libérales , c'est  
votre fête ; vous y entendrez les défenseurs de la raison et  
de la morale publique.

Et vous , que nous appelons de toute l'effusion de nos  
cœurs , vous que l'erreur , les préjugés , des préventions ,

peut-être , tiennent encore éloignés de nous , venez aussi à la fête de vos amis , à la fête de vos frères ; nos enfants et les vôtres se mêleront dans leurs jeux , tandis qu'assis au banquet civique , leurs pères videront ensemble la coupe de l'amitié.

Venez , accourez tous à la fête de la Réole ; vous y verrez l'admiration pour un auguste dévouement , et le respect pour d'illustres infortunes ; vous y verrez l'enthousiasme des vertus , l'amour ardent de la gloire nationale , le culte de la patrie et de la liberté.

Le 4 juillet 1815.

*Les commissaires de la Fédération la Réolaise.*

Le général CÉSAR FAUCHER, *maréchal de camp, employé à l'armée des Pyrénées occidentales, chevalier de la légion d'honneur, etc. Représentant du peuple.*

Le général CONSTANTIN FAUCHER, *maréchal de camp, employé à l'armée des Pyrénées occidentales, chevalier de la légion d'honneur, etc. Maire élu de la ville de la Réole.*

## CORRESPONDANCE

Des généraux CÉSAR ET CONSTANTIN FAUCHER,  
pendant leur détention au fort du Hâ.

CÉSAR à Mademoiselle Anaïs FAUCHER.

*Fort du Hâ, du jeudi 17 d'août.*

Je ne reçois de vos nouvelles qu'à bien longs intervalles , ma chère Anaïs , et cela nous contrarie beaucoup plus que cela ne nous étonne. Sans qu'on ait rien de mystérieux à se dire , il est cependant une espèce d'embarras , de gêne qui résulte de la certitude qu'on est écouté par quelqu'un qu'on ne voit pas , et cette certitude ne tue pas la pensée , mais en arrête l'expression. Nos confidants d'ailleurs sont plus nombreux qu'ils ne paraissent devoir l'être au premier aperçu : Nous donnons nos lettres ouvertes pour qu'en ne soit pas exposé à en déchirer le cachet en les ouvrant , et que le désordre de la couverture ne les invite à

les supprimer tout-à-fait. Dès-lors, le garçon de geôle à qui nous les donnons peut s'amuser à les déchiffrer ; le guichetier à qui il les remet pour les porter au greffe peut chercher par leur lecture à perfectionner son style, et on ne dira pas que nous élevons trop haut nos prétentions en supposant que notre style vaut mieux que celui d'un guichetier. Enfin nos lettres arrivent au greffe. Vous allez croire, peut-être, que là s'arrête la révision. C'est bien là, si vous voulez, mais ce n'est pas le greffier qui l'exerce seul. Le greffier peut ne pas y être et alors le peuple *des habitués* s'en empare. Ce peuple se compose des *recors* qui ont accompagné un capturé pour dettes ; des *gendarmes* qui ont conduit un prévenu de crime ; des *chefs* du poste militaire et puis de ces *désœuvrés* qui pullulent dans les greffes des prisons, qui en sont, pour ainsi dire, les commensaux, et que les égards personnels du concierge et les grâces de *la cantine* multiplient toujours beaucoup. C'est au travers de cette triple ligne de douanes que doivent passer nos demandes, et vous sentez que s'il y en avait une seule qui fût de contrebande, elle risquerait de faire confisquer toute la dépêche. Le malheur, dans tout cela, c'est qu'on ne sait pas jusqu'où s'étend et où s'arrête la tolérance. Le Code qui régit cette partie est un peu livré à l'arbitraire, et ne ressemble pas mal à la jurisprudence du *tribunal des dix* dans la vieille Venise. Si une virgule est mal placée, elle peut rendre le sens d'une phrase louche : la conscience timorée du greffier sent naître un scrupule. La lettre est immédiatement portée chez M. le procureur général. Ce magistrat a d'autres occupations que celle de lire la correspondance très-peu récréative du détenu ; cette corvée est déléguée au secrétaire. Si celui-ci a bien passé la nuit, c'est-à-dire, s'il a peu dormi et que le bal et les plaisirs aient pour lui allongé la veillée, alors il rit du mal-entendu du greffier, ou s'il est attendu pour un déjeuner, il ne lit pas même la lettre et ordonne qu'elle soit remise à la poste. Mais si *Monsieur* est mécontent de sa soirée ; si quelque jeune prétendant a été mieux accueilli que lui, ou si un de ses bons mots a passé sans être entendu ou remarqué, ( je ne suppose pas que son chef ait eu occasion de le gronder, ceci serait trop grave ) alors on recommande une surveillance plus sévère autour du détenu. Ce n'est pas tout de savoir ce qu'il écrit et ce qu'on lui mande, il faut encore savoir



à qui il parle parmi les prisonniers, et qu'il dit dans sa chambre... , et c'est-là que sont les grands risques, les véritables dangers. L'honnête condamné qui se charge du rôle d'observateur n'est payé qu'en raison de ses services, et il est reçu que tout observateur qui ne rapporte rien sert mal. Pour conserver la confiance, *les éclaireurs* supposent donc avoir entendu un mot équivoque ou surpris un sourire *sentant l'hérésie politique*. On excite leur zèle en le récompensant. Mais le commettant devient, dès ce moment, plus exigeant envers son mandataire. Il faut que chaque jour porte son tribut, et si ce tribut ne va pas comme les recettes des droits-réunis, on destitue le fonctionnaire. Son successeur, averti par les revers de son devancier de ce qui l'attend, force la recette, et de calomnies en calomnies élève sa fureur et creuse l'abîme de celui qu'on veut perdre.

Voilà, ma chère petite nièce, la théorie de ce qu'on appelle la *surveillance des prisons*. Vous voyez que si ce n'est pas sans danger qu'on y prolonge son séjour, ce n'est pas non plus sans profit ; car on ne devine pas tout cela hors de l'enceinte.

Pour correctif à ces petits inconvénients d'une accusation criminelle, ( car tous les maux ont leur compensation dans ce monde ) le ciel a mis la justice dans le cœur des magistrats et il ne permet pas que les moindres préventions en approchent. Il leur a donné des yeux de lynx pour distinguer la calomnie de la vérité, et l'innocent peut se présenter avec pleine sécurité à leur tribunal. Il n'y a plus d'erreurs à craindre de ces interprètes des lois. Dans cette confiance, je vous invite à avoir le moins que vous le pourrez affaire avec la justice humaine, et cela pour ne pas exercer la vertu de ses ministres.

Je suis arrivé à la fin de ma quatrième page sans avoir rien dit de notre situation. Elle est ce qu'elle fut du premier moment que nous sommes arrivés ici. Je ne sais quand M. le procureur général trouvera bon de l'améliorer, ne fût-ce qu'en nous permettant de voir les gens à qui nous avons besoin ou seulement plaisir de parler. Nous vous aviserons bien vite de *ce mieux* quand il nous sera arrivé, parceque ce sera une annonce que nous marcherons au terme de nos persécutions si peu motivées ou pour parler plus juste si iniques.

Adieu ! Envoyez-nous avec un panier de fruit , si vous l'avez sous la main , deux bouteilles d'eau-de-vie de celles qui sont au fruitier , dans le fond ; mais ayez l'attention de mettre un cachet sur le bouchon de ces bouteilles.

Adieu encore ! nous vous embrassons de tout notre cœur et Bruno aussi.

Bien des amitiés à tout ce qui nous aime , et mille tendres compliments à M. A. \*\*\*

CÉSAR à *Mademoiselle Anaïs FAUCHER.*

Du jeudi 17 d'auguste.

Si j'ai bonne mémoire , ma chère Anaïs , vous avez dû recevoir ( sauf soustraction ) cinq lettres dont la dernière portait le N° 5 et la date du six au sept août. Depuis , vous avez dû recevoir trois ou même quatre lettres , dont une petite à enveloppe écrite sur les quatre pages et que je vous annonçais devoir être examinée par le greffe. Mandez-moi si elle vous est parvenue : cette lettre est partie ou au moins est datée de dimanche dernier.

Ce matin , je vous ai écrit une autre lettre ostensible de cinq pages. Je crains qu'elle n'ait été retardée , ou peut-être même soustraite au greffe où je l'avais envoyée néanmoins ouverte. Vous nous rassurerez sur la destinée de ces deux missives.

J'ai su par \*\*\* , dont j'ai reçu un billet , qu'elle vous avait acheminé le premier cahier de nos écritures. Elle a le second que vous recevrez bientôt , mais vous ne connaîtrez bien toute la marche de l'affaire et sa véritable situation et la nôtre , qu'après avoir reçu une volumineuse lettre de nous à l'autorité que son volume même nous empêche de vous expédier facilement. La surveillance devient tous les jours plus active autour de nous et des yeux nombreux sont incessamment ouverts sur tout ce qui sort de notre tombeau. Je pense bien que c'est en exécution d'ordres supérieurs , mais il est indubitable que le concierge y ajoute beaucoup de son chef. Ce concierge-là n'est pas le véritable. Le véritable concierge est aux eaux , d'où il arrivera sous fort peu de jours. Alors nous serons moins gênés , et notre correspondance pourra prendre un cours plus régulier. Votre dernière lettre portait le numéro 6,

et était datée du dimanche 15. Elle accompagnait le panier de fruit. Les amandes nous ont fait grand plaisir et les pêches mûrissent encore. Elles finiront demain probablement, mais les amandes arriveront à la semaine. Ma lettre de ce matin vous demande de nous approvisionner dans le panier de fruit que vous nous enverrez probablement dimanche, si *Jeantel* fait bonne cueillette, ou si notre jardin offre quelque chose de transportable, cette lettre vous demande aussi *deux* bouteilles d'eau-de-vie. Vous en trouverez au fond du fruitier de la galerie; ce n'est pas pour nous, c'est pour en gratifier *nos compagnons*.

Vous nous demandez, ma bonne petite, quand nous *vous* serons restitués? Il est un peu difficile de répondre à cette question. *On n'a pas un reproche à nous faire*, et l'interrogatoire que nous a fait subir le procureur général, bien qu'il soit fait dans un esprit tout-à-fait réactionnaire, ne peut pas offrir l'apparence même d'une inculpation, je ne dis pas *légale*, mais *même raisonnable*. Nous avons une chose à redouter, et que nous redoutons véritablement, c'est qu'on *nous fasse grâce*; ce serait le coup de poignard dont nous frapperait la réaction dans l'impossibilité où elle est de nous condamner. Mais cette grâce nous la refuserions et nous protesterions entre les mains du personnage, quel qu'il fût, qui s'en rendrait l'organe. Voilà notre position. En attendant les assassinats se multiplient autour de nous. Hier matin, à dix heures, *dix gardes* royaux hachèrent à coups de sabre un bel homme, négociant connu et estimé de Bordeaux (1), sous le prétexte qu'il n'avait pas voulu se battre contre un d'eux; et comme ils voulurent motiver aux yeux des magistrats ce procédé peu légal, ils dirent que cet homme avait prétendu vouloir se baigner dans le sang des royalistes. Je vous laisse à juger de la vérité du prétexte. Ce qu'il y a de vrai, c'est que cette boucherie se passait sur l'esplanade même du *fort du Há*, et que nous entendions les cris des spectateurs. Car vous saurez que la victime, après les premiers coups de sabre, s'échappa dans une maison voisine; on l'y poursuivit; il monta sur les toits; on l'y assaillit de coups de pistolets. Enfin, on l'en arracha, on l'entraîna dans le fort, de là à

---

(1) M. Sasportes.

l'hôtel de ville ; enfin , l'autorité le fit reconduire chez lui , où sa famille le soigne.

Je reçois , au moment de fermer cette lettre , votre lettre numéro 7 , du mardi 15. M. A\*\*\* est bien aimable de nourrir votre espérance , et j'espère qu'il en trouvera des éléments nombreux dans les deux cahiers qui ont dû vous parvenir au moment où vous lisez cette lettre. L'atroce absurdité de *tous nos persécuteurs* , dans quelques rangs qu'ils soient , sera bien démontrée dans la volumineuse lettre que j'ai hâte de voir arriver entre vos mains. Comment ferait donc un malheureux qui aurait une *peccadille* à se reprocher ! On a crié *haro* sur nous à qui on ne peut pas reprocher un péché véniel ! En vérité , on doit avoir un légitime orgueil quand on sort tout entier du creuset brûlant des réactions de 1815. Faites bien des amitiés à M. A\*\*\* , donnez-moi des détails de ce qui se passe autour de vous , de la marche de l'opinion sur notre affaire et des *on dit* de la cité. On devient soucieux des petits murmures de la renommée villageoise , quand on est renfermé entre quatre murailles. Tout est relatif dans ce monde.

CÉSAR.

Bon jour , bonne Anaïs , faites mille amitiés à cet excellent M. A\*\*\*. Tranquillisez ceux qui nous montrent tant d'affection.

Adieu , nous vous aimons bien.

CONSTANTIN.

CÉSAR à Mademoiselle Anaïs FAUCHER.

Fort du Hà , le dimanche 20.

Ma bonne petite nièce , nous venons de recevoir votre petite corbeille de fruits , et nous vous en remercions bien moins que des attentions délicates que votre cœur vous inspire. Notre provision de dessert n'était pas finie que vous arrivez à notre secours. On a raison de le dire : l'amitié est une providence et vous êtes la nôtre. Elle a ajouté

aujourd'hui à la jolie corbeille, deux bouteilles qui seront grandement appréciées dans notre nouveau monde. Nous les distribuerons goutte à goutte, comme la rosée du ciel tombe sur les plantes, et comme les bienfaits de la divinité descendent sur les malheureux mortels.

Faites bien des amitiés à notre meilleur ami. Celui-là a tête et cœur. La visite qu'on a faite à M. L.\*\*\* a dû le surprendre et a dû le contrarier, parce que je sais qu'il n'aime pas les visites ; mais au fait il faut bien se supporter les uns les autres, et la société est pleine d'ennuyeux et d'impertinents qu'on ne peut pourtant pas mettre toujours à la porte.

Je ne sais quand on trouvera bon de nous mettre à celle du fort du Hâ. Je crains qu'on apprécie assez notre amabilité et nos talents, et qu'on ne nous y garde bien des jours encore. Cependant cette estime de nos personnes ne pourrait être que l'effet de notre réputation, car nous ne voyons personne. Mais nous portons le poids d'une grande renommée, et il faut payer celle de sa réputation.

Vous ne nous parlez pas de M. A\*\*\*, et je serais bien fâché qu'il vous négligeât. Ce serait un symptôme que l'intérêt que nous lui avons inspiré s'affaiblit, et j'aime à le conserver. Rappelez-nous à son attachement.

Adieu, ma bonne petite.

Nous vous aimons comme nous vous aimions, et je ne peux pas dire davantage.

CÉSAR et CONSTANTIN à *Mademoiselle Anaïs FAUCHER.*

Du fort du Hâ, le lundi 21 d'août 1815.

Ma bonne petite nièce, ou nous a porté, tout à l'heure, la chasse de notre petit Bruno. Ce sont assurément des mûriers fins et délicats ; et il y en avait *tel* qui était moins gros que certains papillons que je vous ai vue poursuivre avec succès sur vos suaves ouagres. Dans mon temps (qui était nécessairement le bon temps pour moi, puisque j'avais 30 ans de moins), je vous aurais dit qu'ils devaient tous perdre leurs ailes ou les oublier près de vous ; mais aujourd'hui vous trouveriez cela

du vieux style , et voilà comme le goût des bonnes choses se perd ! quel dommage que vous n'ayez pas *cinquante ans* ! vous trouveriez mes compliments à l'eau rose. Pour les parfumer ainsi dans la chambre où je vous écris , il faut avoir une imagination bien riche , et vous saurez que j'ai chassé celle que la nature avait hébergée dans ma tête. Au fait , que ferais-je de l'imagination ? c'est une cajoleuse qui trompe presque tous ses amants. Elle fait un tort très-grave à la raison qui ne peut jamais se faire entendre quand cette babillarde loge avec elle. Un homme qui l'avait écoutée beaucoup , et à qui elle a fait faire quelques faux pas , l'appelait *la folle du logis*. On aime à jouer avec elle au printemps de la vie ; elle embellit alors la beauté même , elle prête aux plaisirs les attrait du bonheur ; mais combien aussi ne se venge-t-elle pas de ces illusions que le cœur lui demandait ! qu'elle lui vend cher ces prestiges de quelques moments ! vous êtes un exemple trop sensible du mal qu'elle peut faire. Elle vous avait persuadé que l'amitié de vos vieux oncles pouvait vous tenir lieu de tout ; et elle vous avait dit souvent , j'en suis sûr , qu'ils ne vous quitteraient jamais. Et voilà que ces pauvres diables d'oncles sont séparés de vous , et comment séparés ! mais *votre folle* vous crie aux oreilles qu'ils sont perdus , que vous ne les verrez plus , et cent autres sottises de cette espèce. Eh bien ! moi qui ai rapproché ma raison de celle de mon frère , et vous savez qu'elles se conviennent , je vous dirai qu'il résulte de leur dire ( et ce sont de grandes raisonneuses ) qu'une instruction criminelle était ce que nous pouvions espérer de plus heureux , que le grand éclat que nos ennemis ont donné à cette affaire est extrêmement avantageux pour nous , parce qu'il fixe plus de regards sur la décision qui , nécessairement , nous justifiera de leurs infâmes imputations. Ainsi tomberont tous ces bruits que la malveillance semait avec tant d'activité , et que les envieux et les jaloux , et la grosse tribu des sots , colportaient avec tant de complaisance. La calomnie sera enlacée dans les rets qu'elle nous avait tendus , et l'opinion la marquera du fer chaud de l'infamie.

Voilà qui s'appelle raisonner ! convenez que nos deux *raisonneuses* valent mieux que votre *babillarde*. Mais aussi comme notre appartement convient bien à leur conciliabule ! nous ne recevons personne dans notre appartement. Un guichetier y paraît trois fois par jour pendant deux minutes , pour renouveler notre eau et nous porter

nos provisions. Nous sommes au secret ; nous n'avons pas de chaises ni de tables ; mais en revanche , nous avons un lit , non pas à la grecque , mais à la turque ; c'est un matelas jeté sur deux bottes de paille ; et puis la *lunette* des commodités à deux toises de notre couche. Notre appartement se compose d'une pièce unique , mais elle est voûtée à plein cintre , et ses murs latéraux ont dix pieds d'épaisseur. Voyez dans un coin deux cruches , vos deux derniers paniers de fruits ; une bouteille de vinaigre ( qui nous sert à asperger la chambre ) , deux chapeaux couverts d'une feuille de papier et un panier où sont quelques papiers et deux ou trois serviettes. Cet ensemble est vraiment pittoresque ; et si le fameux *Poussin* l'avait connu , il l'aurait préféré à celui qu'il a composé pour son *Testament d'Eudamidas*. Nous avons deux belles fenêtres au travers desquelles on ne peut pas regarder parce qu'elles sont trop élevées , et de plus décorées d'une double grille de fer. Mais aussi , il n'y a ni fenêtres ni contrevents. L'air ne s'en renouvelle que mieux , et nous trouvons qu'il ne se renouvelle pas assez. On nous apporte votre n<sup>o</sup> 10 *décacheté* : c'est dans cet état que toutes vos lettres nous seront remises et les miennes sont envoyées toutes ouvertes au greffe pour y être scrutées. Ne nous écrivez que pour nous dire que vous vous portez bien et que Bruno s'amuse. Je n'ai pas besoin que vous nous écriviez que tous les deux vous nous aimez bien : je le sais bien sans le lire , mais nous aurons toujours plaisir à voir ces expressions clore vos lettres. Mandez-nous aussi que F\*\*\* va bien. Ce pauvre diable doit bien souffrir de notre longue absence , et quelques bons diables doivent en être contrariés. Dites leur que tout finira pour le mieux , et que nous sortirons purs et entiers du creuset de l'instruction.

(i) Et moi aussi , bonne Anais , je veux vous dire un mot , et ce mot , c'est que je vous aime bien ; mais je dois vous faire un reproche : pourquoi nous envoyez-vous tant de fruit ? nous en avons pour quelques jours. Nous avons des amandes pour succéder aux figues , aux poires , aux pêches , aux brugnons que nous avons encore.

Ne faites mystère à personne de notre situation actuelle ,

---

(1) Ceci est écrit par Constantin.

et de la manière dont nous sommes traités. Ces détails amuseront nos ennemis, ils toucheront nos amis, et il est bon de faire, autant qu'on le peut, plaisir à tout le monde.

Ne nous envoyez plus d'oiseaux, ils nous seraient à charge ne pouvant les faire cuire.

Adieu, bonne Anaïs, assurez nos bons serviteurs de tout notre intérêt.

(i) Je vais envoyer cette lettre toute ouverte à l'obligeant M. M\*\*\*, avec prière d'y faire une enveloppe. Sa révision sera celle de l'amitié, et je suis bien aise qu'il lise, lui aussi, les détails de notre situation.

Adieu, bonne petite.

Il est un petit soin que je veux vous rappeler, et que les circonstances actuelles pourraient vous faire oublier de prendre; c'est de faire battre et broser nos habits et redingottes de drap; de faire broser notre *boguet* et de faire bien envelopper tout cela ensuite.

Tâchez de faire arroser le buis. Peut-être pourrait-on avec des soins en ressusciter quelques-uns. Adieu, toute bonne. Il nous est interdit d'avoir de la lumière, et on nous a retiré nos couteaux et nos fourchettes. Les nuits nous paraissent longues.

Nous vous embrassons.

Je numérote cette lettre, et je vous invite à en faire autant. Nous saurons s'il s'en égare. Envoyez les vôtres toutes ouvertes à M. M\*\*\*. Cela évitera la peine à MM. du greffe d'en briser les cachets.

---

CÉSAR, à Mademoiselle Anaïs FAUCHER.

Du mercredi, 23 d'août.

Ma bonne Anaïs, notre lettre d'avant-hier vous est indubitablement arrivée au moment où j'écris celle-ci. La description qu'elle vous donne de notre nouvelle demeure ne vous aura pas amusée, je le crains bien, malgré tous les soins que j'ai pris pour cela. Et c'est ainsi qu'on ne réussit jamais à faire tout ce qu'on voudrait dans l'intérêt

---

(1) César recommence.



de ceux qu'on aime. Au fait, c'est encore votre imagination qui vous joue le mauvais tour de vous exagérer les désagréments de notre situation. Vous savez qu'il n'y en a pas qui ne s'améliore par sa continuité même. L'habitude adoucit toutes les contrariétés. Elle émousse les aspérités du chemin de la vie. On dit même qu'elle conserve toute sa puissance dans l'autre monde, et qu'au bout de quinze jours les gens les plus récalcitrants sont faits comme les autres aux peines de l'enfer. Vous ne serez donc pas étonnée que nous soyons beaucoup mieux aujourd'hui qu'avant-hier. Et d'abord, j'ai imaginé, pour suppléer aux chaises que nous n'avons pas, de nous asseoir sur notre paille en nous tournant ledos. Nos échine s'arc-boutent l'une et l'autre, et vous ne concevez pas combien ces dossiers-là valent mieux que ceux des chaises. Ils ne sont pas durs, secs et froids comme ces vilaines traverses qui, toutes d'acajou qu'elles soient, n'en sont pas moins désagréables. Mais vous devez avoir une idée de ces dossiers : n'avez-vous jamais joué au *mariage du capucin* ? Hélas, ma bonne petite ! depuis que vous êtes entrée dans la vie, vous n'avez guère vu de jeux autour de vous..... Mais enfin ce mariage a cela de très-particulier, que les deux acteurs se tournent le dos et échangent quelques baisers à la dérobée. Vous voyez par-là que nous avons su obvier à l'un des plus grands inconvénients de notre nouveau logement. Nous nous promenons beaucoup en long et en large, et nous entendons souvent craquer les puces sous nos pas : nous en tuons aussi beaucoup avec nos doigts ; mais observez que nous ne faisons ici qu'une guerre défensive ; c'est toutefois une guerre à mort. Car il faut nous résoudre à être étranglés par la vermine ou nous décider à la détruire. Si nous avions apporté avec nous un microscope, quels grands services nous pourrions rendre à la science *entomologique* ! nous ajouterions un beau chapitre aux savants traités de *Fabrieius* sur les insectes à qui nous sommes obligés d'arracher chaque jour quelques pieds de notre chambre pour y prendre un repos que nos valeureux *cochambristes* nous disputent toujours. Leurs phalanges semblent inépuisables.

« Plus on en tue et plus il s'en présente. »

Mais nous ne nous bornons pas à les observer dans leur *tactique* ; nous les épions dans leurs mœurs domestiques, dans leur *intérieur*, comme diraient les gens du monde. Je

vis hier une mère de famille menant ses deux aînés à la curée sous mon poignet gauche , tandis qu'elle portait *son plus jeune* sur son dos ; et ce matin j'ai surpris un jeune couple dans les plis du parement de ma robe de chambre... Que ne verrais-je pas avec un microscope ! c'est un malheur pour la science que nous soyons privés de cet instrument.

Mais nous sommes aussi privés d'un *pot de chambre* , et c'est une des privations qui nous est le plus sensible. Nous venons de faire un long plaidoyer par-devant le commissaire des prisons et en présence d'un personnage qui ne s'est pas fait connaître , et d'un officier et des soldats de garde , et du concierge et du guichetier. Nous avons parlé avec abondance sur la matière , et le sujet prêtait ; et puis nous avons parlé de deux chaises qui nous seraient si agréables ! et puis nous avons demandé un *balai* pour balayer notre chambre. Celui-ci nous sera accordé : quant aux chaises et au pot de chambre , il faut que le commissaire en fasse son rapport à M. le maire. Ce commissaire a paru mettre de l'obligeance dans l'exercice de ses fonctions en ce qui nous concernait.

Le prince de *Santa-Croce* (prononcez Sancta-Croché), est venu nous voir tout-à-l'heure avec un autre officier supérieur, de la part de M. le comte de *Vioménil*, général gouverneur, et leur visite a pour objet de terminer enfin notre affaire. C'est pour régulariser notre instruction qu'ils sont venus.

(1) Bonne Anaïs, il est probable que nos tribulations finiront bientôt. C'est le conseil de guerre qui nous jugera. Nous vous aimons bien.

---

CÉSAR à *Mademoiselle Anaïs* FAUCHER.

Le vendredi 25 d'août 1815, de notre appartement au fort du Hâ.

Mes dernières lettres vous parlaient de notre situation et, si je m'en souviens bien, les puces en faisaient les frais. Je ne vous parlerai plus d'elles, bien qu'elles se soient conduites avec nous, comme les plus fougueux réactionnaires ne le feraient pas avec leurs victimes. Mon frère et moi,

---

(1) Ceci est de Constantin.

étions ce matin tellement couverts de leurs sanglants stygmates, que nous avions l'air d'avoir eu une sueur de sang ; peut-être cette horrible idée ne m'est-elle venue que parce que nous venons de franchir le 24 août, époque de l'épouvantable holocauste offert, par Charles IX, sur l'autel de l'intolérance, et vous savez que quelques chroniques assurent qu'en expiation de ce péché, Dieu lui envoya une sueur de sang au moment de sa mort. Il aurait mieux valu qu'il lui envoyât un bon remords ou la goutte à la main droite le jour qu'il signa les lettres closes qui ordonnèrent le massacre des protestants, à la même heure dans tout le royaume. Quoi qu'il en soit, mon frère et moi nous sommes écriés, lorsque nous avons vu notre corps dans un si piteux état :

« Exterminez, grand Dieu, de la terre où nous sommes

» Quiconque avec plaisir répand le sang des hommes ! »

Vous voyez que si nos vœux sont exaucés, il n'y aura plus de puces dans notre bonne France.

Je ne sais quelle puce ou quelle mouche les pique à Avignon, à Nîmes, à Uzès, etc, mais ils versent bien du sang. Un officier de l'état-major de la place, visitant notre prison il y a trois jours, nous en parla, et nous dit que *c'étaient des représailles que les honnêtes gens prenaient contre les coquins*. Il est remarquable qu'en Languedoc il n'y ait d'honnêtes gens que les catholiques ; car c'est le sang des protestants qui coule exclusivement.

Mon frère et moi nous amusons à bavarder longuement aujourd'hui, pour faire enrager notre concierge. Ce sont de *petites représailles* que nous prenons : il est obligé de lire tout ce que nous écrivons, et nous lui donnons là une rude corvée. Mais pourquoi aussine veut-il pas nous donner deux chaises et un pot de chambre ? Il ne nous fera jamais accroire que M. Linch ou M. le comte de Vioménil ont donné l'ordre de cette oppression minutieuse sous laquelle nous gémissons. Le maire de Bordeaux a d'autres soins à prendre, et le gouverneur de la Province a bien aussi quelques intérêts d'un autre ordre à soigner, sans descendre à ces détails qui ne sont importants que pour le prisonnier qui souffre, et pour le geôlier qui fait souffrir. M. de Vioménil est un vieux chevalier sans peur et *sans reproche* qui n'étant rentré en France qu'avec le Roi, peut bien avoir et doit avoir quelques préventions contre ceux qui sont restés, mais il est incapable d'influencer le moins du

*monde le tribunal qui doit nous juger.* Ce qui nous garantit une justification entière, c'est que nous serons jugés publiquement. Je vous dirai bien une autre chose : c'est que je parie qu'on est fort embarrassé de dresser, de motiver un acte d'accusation, et que l'officier rapporteur donnera plus d'une fois au diable l'homme qui a ordonné notre arrestation. Je vous jure qu'en scrutant notre conscience avec la plus grande rigueur, nous ne trouvons pas le moindre prétexte même au plus léger reproche, et que les mêmes circonstances se présentassent-elles, je défie nos juges de nous prescrire une conduite plus sage. Nous sommes dans une parfaite sécurité sur l'événement, et nous l'attendons avec calme ; je ne dirai pas sans une certaine impatience, parce que nous avons bien un certain besoin de respirer l'air libre.

CONSTANTIN à *Mademoiselle Anaïs* FAUCHER.

Ma chère Anaïs, nous vous écrivons moins souvent que nous ne ferions, parce que nous sommes vieux et qu'obligés de nous soutenir les reins l'un l'autre quand il faut écrire, cette attitude est dure à cinquante-cinq ans. —  
 . . . . . Nous sommes au secret entre quatre murailles. Deux bottes de paille avec un matelas forment notre mobilier. Dans la visite quotidienne qu'on nous fait, le concierge, sabre nu et les pistolets à la ceinture, des guichetiers, aussi sabre nu à la main, quatre soldats du poste armés de toute pièces, nous trouvent seuls après avoir ouvert dix portes de fer. Nous avons demandé *deux* chaises de bois pour pouvoir nous asseoir et appuyer nos reins. On nous a refusé ces deux chaises, parce que, a-t-on dit, en les cassant vous auriez un bâton, et qu'un bâton est une arme ; et puisqu'une mâchoire d'âne a pu détruire dix mille Philistins, deux barreaux de chaise pourraient bien tuer ces dix hommes, ouvrir les dix portes, détruire le poste de soldats qui est dans le corps de garde au bas de la tour, et enfin renverser la double enceinte du fort du Hâ. . . . . Nous avons demandé un pot de chambre de terre de huit so — nous l'a refusé. N'oubliez pas que notre chambre de huit pieds d'épaisseur, qu'elle est à une hauteur, et que les deux ouvertures qui nous jour et air ne sont fermées que par de très-forte de fer qui se lient et se croisent, qu'il n'y

ment que deux fortes grilles éloignées de trois pieds à chaque ouverture : il est vrai que bientôt il y aura une troisième grille de fortes barres de fer, de sorte que l'air et le jour arriveront moins librement encore ici : peut-être alors permettra-t-on un pot de chambre. Mais un pot de chambre est dangereux dans l'état actuel des choses. Nous autres anciens, disent certaines gens, nous ne savons pas tout ce que peuvent les amis des idées nouvelles. Il est une école diabolique à Paris, où des gens nés de l'enfer enseignent à faire de l'eau avec de l'air, à faire de l'air avec de l'eau. Ils coupent la tête, les épaules à une grenouille qu'ils écorchent, ils jettent le reste dans l'eau et ce reste n'en nage que mieux. Avec de la terre, ils font un métal. Cela posé, les verres de lunettes, le soleil, la terre du pot de chambre et son vernis vert, ne sont pas choses sans importance. Certainement on ne peut pas hasarder ainsi un pot de chambre de terre, et une bonne police voudrait peut-être que nous ôtassions leurs lunettes aux amis des idées nouvelles. C'est puissamment raisonné, ai-je dit, car ces raisonneurs là ont la puissance ; mais nous leurs criions au travers de nos grilles : hommes puissants écoutez-nous : primo, d'abord nous n'avons rien de commun avec cette école polytechnique diabolique qui mérite toute votre animadversion, car elle se moque du porc de saint Antoine et du chien de saint Roch. Nous n'aimons point les idées nouvelles, nous envoyons même au diable de grand cœur les auteurs des formes nouvelles qui, au mépris de la charte et des lois françaises et des lois de tous les pays, nous tiennent dans les fers sans dénonciation, sans accusation portée, mais dans l'attente d'une accusation à venir. Nous détestons bien franchement les hommes à idées nouvelles, qui ne sortent pourtant pas de l'école polytechnique, qui défendent de nous donner deux chaises de paille qui puissent reposer cinquante-cinq ans et vingt-huit blessures reçues à la défense de la patrie, qui ordonnent de nous *faire souffrir* en attendant qu'on trouve un moyen de nous faire périr. Hommes de bien, nous sommes ignorants aussi nous autres, et avec nos lunettes et un pot de chambre nous ne pourrions point enlever ou dissoudre des barres de fer, puis en faire des cordes pour descendre à cent pieds, car il faut tout cela pour sortir d'ici. Il est vrai que nous avons un grand reproche à nous faire : nous avons montré devant nos gardiens un si profond savoir,

de si hautes connaissances, qu'on a tout pu craindre de nous. Nous avons mis de l'eau savonneuse dans deux petits bols propres à prendre une mignonette de chocolat, et peu désireux de tuer des puces nous les jettons dans cette eau savonneuse. — Pourquoi pas dans de l'eau pure ? a dit une voix. — Parce que ce savon bouchant les trous par où respirent les puces, etc., tout meurt asphixié.... De grands yeux, de grandes bouches nous ont prouvé qu'*asphixié* était un mot étranger à l'argot des prisons : tout ce qui se dit ici est rapporté, et telles gens ont pu croire que c'était un mot de l'argot des idées nouvelles. A quoi tient la vie des hommes ! ce sera peut-être là un des titres de notre acte d'accusation, le motif de notre arrêt de mort.

On s'instruit dans les prisons. Quand nous étions assez heureux pour n'être encore qu'avec les condamnés, j'étais appuyé contre la porte qui sépare cette cour, et je rêvas-

« Car que faire en ce gîte à moins que l'on n'y songe ».

Un vieux guichetier, nommé Laporte, dit dans la cour voisine : Vous me renvoyez toujours de Ponce à Pilâte. Une voix nasillarde et hautaine lui crie : Laporte, vous êtes un ignorant : sachez que Pontius-Pilatus était un gouverneur romain, et que ce ne sont point deux noms. — Laporte qui se souvient encore de son métier de marin, Laporte, brave homme, mais qui n'a pas à son usage les formules polies d'un damoiseau, lui répondit avec son juron d'usage. Vire de bord ! c'est que Ponce-Pilâte était un même homme, un seul homme que je parle ainsi. Voyez, par exemple, les deux frères jumeaux qui sont dans l'autre cour. S'il faut leur rendre la vie dure, tous peuvent donner des ordres, tous sont et doivent être obéis. Monsieur le procureur général ordonne, et il est obéi ; Monsieur le commissaire de quartier, ordonne et il est obéi ; M. le maire ou son adjoint ordonne et il est obéi ; un officier d'état-major, un officier de garde, un caporal ordonne, et l'ordre sera exécuté contre les deux frères : mais si ces deux frères demandent un adoucissement, depuis le procureur général jusqu'au caporal, personne ne veut plus donner d'ordre : *cela ne me regarde pas*, dit chacun d'eux. Ponce-Pilâte a bien donné un ordre, c'est Ponce-Pilâte qui doit le lever ou le modifier : chacun de ceux qui ont donné des ordres renvoie à Ponce-Pilâte, mais Ponce - Pilâte qui veut ne déplaire à personne, pas même à un caporal, car un caporal a une

autorité, Ponce-Pilâte distingue, divise ses attributions en séparant son nom en deux, et de Ponce il vous renvoie à Pilâte, moyen certain pour que vous n'ayez jamais raison. Vire de bord ! depuis onze ans que je suis ici, je n'ai pas vu un prisonnier avoir raison contre un homme libre. — Ce vieux Laporte s'en fut. Je rentrai pour m'asseoir, car alors je pouvais m'asseoir.

Adieu, bonne Anaïs. J'embrasse Bruno.

CÉSAR à Mademoiselle Anaïs FAUCHER.

Du mardi 29 d'août.

Ma bonne petite, nous reçûmes hier votre numéro 13, du dimanche 27; et le tableau que vous avez tracé en deux traits de votre situation et de votre colloque avec Bruno, quand on vous apporte les flambeaux, nous a, pour ainsi dire, mis en scène autour de votre table ronde. Je vois notre Anaïs avec son feston et Bruno avec son La Fontaine. Il faut que je fasse quelque chose, et pour que ce *quelque chose* soit utile à la petite société, je vais faire lire Bruno, et lui apprendre à raisonner ce qu'il lit. Je ne vous dirai pas :

« Agnès, pour m'écouter laissez-là votre ouvrage, »

Notre nièce est trop bien élevée pour ne pas écouter ses oncles sans distraction, et elle les aime trop pour ne pas les écouter avec intérêt. Je pourrais dire, et j'y trouverais la matière d'un long commentaire,

« Le monde, chère Agnès, est une étrange chose ».

Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Il faut faire lire Bruno. Je vois qu'il a sous la main la belle fable intitulée : *Les Animaux malades de la peste*. Lisez mon enfant :

« Un mal qui répand la terreur,  
» Mal que le ciel, en sa fureur,  
» Invente pour punir les crimes de la terre ».

Ne croirait-on pas que le bonhomme veut parler d'une révolution? Ce n'est toutefois que de la peste, mais ces deux grandes maladies de l'espèce humaine ont beaucoup de rapports entr'elles chez certains peuples.

« Capable d'enrichir en un jour l'Achéron,  
» Faisait aux animaux la guerre ».

Les réactions sont filles des révolutions, et il faut con-

venir qu'elles font de riches moissons pour l'Achéron , dans le *Var*, la *Drôme*, les *Bouches-du-Rhône*, etc.

« Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés. »

Ce trait peint bien les réactions ! car on est frappé dans ceux qu'on aime , et il est dans ce sens peu de Français qui ne soient atteints.

« Ni loup, ni renard n'épiaient,  
» La douce et l'innocente proie ».

Et par là, sambleu ! c'est surtout de cette chair que les réactionnaires sont friands , et la race des loups et des renards ne fut jamais plus nombreuse.

« Les tourterelles se fuyaient ».

Voilà le dernier symptôme de la maladie, et il se retrouve aujourd'hui dans plus d'un ménage.

« Le lion tint conseil ».

Un sage lion consulte toujours son conseil dans les circonstances graves , et vous sentez quel poids donnent à ses ordonnances ces mots : *Notre conseil d'état entendu*.

« .... et dit : mes chers amis,  
» Je crois que le ciel a permis  
» Pour nos péchés cette infortune.  
» Que le plus coupable de nous  
» Se sacrifie aux traits du céleste courroux,  
» Peut-être, il obtiendra la guérison commune ».

Ce lion donne là un bel exemple de résignation. Il se confond avec son peuple. Il sent la nécessité du sacrifice , il l'appuie sur les temps passés.

« L'histoire nous apprend qu'en de tels accidents  
» On fait de pareils dévouements ».

L'histoire lui avait parlé de toutes les réactions qui l'avaient précédé jusqu'à celle de la *restauration en Angleterre*. L'histoire s'est enrichie depuis des *dévouements de Naples*, de *Madrid*, etc., etc.

« ..... En de tels accidents,  
» On fait de pareils dévouements ».

Voilà la curée des réactionnaires qui se prépare.

Le lion fait sa confession. Passons par-dessus cet examen de conscience. Je n'aime pas trop à assister à ce genre de compte rendu. Le lion le finit par ces mots sublimes :

« Je me dévouerai donc , s'il le faut ; mais je pense  
» Qu'il est bon que chacun s'accuse ainsi que moi ».



Ne soyez pas étonné que le lion ajoute à cette offre d'un dévouement personnel :

« Il est bon que chacun s'accuse ainsi que moi. »

Un lion doit être juste avant d'être généreux , et les *adresses* le lui répètent d'un bout à l'autre de son empire.

Le conseil d'état parla avec cette noble indépendance qui appartient aux confidents d'un monarque , et il fut démontré que ce que la conscience timorée du lion lui faisait croire être de gros péchés mortels n'était au vrai que des actions louables.

« Eh bien ! manger moutons , canaille , sotte espèce ,

» Vous leur fîtes , seigneur ,

» En les croquant beaucoup d'honneur ».

D'ailleurs le grand principe de l'inviolabilité pouvait être appliqué ici victorieusement , et le conseil d'en haut avait déjà dit :

« Les rois , comme les dieux , sont au-dessus des lois ».

On passa à la confession des grands officiers de la couronne , etc.

« On n'osa pas trop approfondir

» Du tigre , ni de l'ours , ni des autres puissances ,

» Les moins pardonnables offenses ».

On se rappelait cet axiome des successeurs du révérend père *Lachaise*.

« Que pour damner des gens de si haute importance ,

» Dieu , lui-même , y regarde à deux fois ».

D'après ce principe et quelques autres à l'usage des cours ,

« Tous les gens querelleurs , jusqu'aux simples matins ,

» Au dire de chacun , étaient de petits saints ».

ceux-là ont des indulgences tout acquises et qui tiennent à leur état.

« L'âne , vint à son tour ».

Précisément comme nous venons au nôtre. Mais l'âne avait *souvenance*

» Qu'en un pré de moines passant ,

» La faim , l'occasion , l'herbe tendre , et je pense

» Quelque diable aussi me poussant

» Je tondis de ce pré la largeur de ma langue ».

A ces mots on cria *haro*. C'est fort bien : il s'était laissé tenter , bref il avait pris. Mais nous que le diable n'a pas poussé , nous qui n'avons rien pris , pourquoi le *haro* ?

« Sa pécadille fut jugée un cas pendable ».

C'est dans l'ordre ; il était sans appui. Mais enfin il y avait *pécadille* dans son fait, et nous n'avons pas de *pécadille* dans notre affaire.

« Rien que la mort n'était capable  
» D'expier son forfait ».

Voilà bien ce qu'on dit pour nous.

» ... On le lui fit bien voir ».

Et voilà précisément ce que j'espère bien qu'on ne nous fera pas voir. Nous *brairons*, mon frère et moi, pour l'empêcher, plus fort que tous les *ouâgres* de la Tartarie, et nous frapperons les tympanes les plus encroûtées de prévention.

Il nous reste les deux derniers vers de la fable. Je ne les commenterai point, parce que je n'aime point à me mêler de trop grandes affaires. D'ailleurs ils sont de *La Fontaine*, et qu'il se défende s'il peut. Enfin les voici, et je les abandonne à leur malheureux sort.

« Selon que vous serez puissant ou misérable,  
» Les jugements des cours vous rendront blanc ou noir ».

Si vous voulez à présent que je vous dise ce que j'ai su par tradition de la véritable cause de la condamnation de notre baudet, car presque toujours il y a *cause* et *prétexte* dans les décisions de cet ordre ; le véritable motif fut qu'il avait dit jadis, alors qu'on lui proposait de prendre parti dans une querelle :

« Et que m'importe à qui je sois !  
» Battez-vous, et me laissez paître.  
» Notre ennemi, c'est notre maître ».

et voilà ce qu'il ne fallait pas dire. Je sais bien qu'un pauvre âne est bien embarrassé en certaines occurrences. Quoi qu'il en soit, je sais deux bonnes bêtes qui se promettent bien d'écrire sur la porte de leur retraite ce vers de la souris retirée dans un fromage de Hollande ;

« Les choses d'ici-bas ne nous regardent plus ».

mais quand aurons-nous la retraite ?

Adieu, ma bonne nièce. Nous vous embrassons.

CÉSAR et CONSTANTIN, à *Mademoiselle Anaïs FAUCHER*.

Jeudi 31 d'août 1815.

Ma chère Anaïs, j'apprends qu'on supprime nos lettres. Celle-ci sera peut-être plus heureuse (1), son style la met-

(1) Cette lettre parvint effectivement de suite : les autres furent retenues long-temps après. L'état-major a gardé les numéros manquants.

tant plus à la portée des réviseurs du greffe du fort du Hâ.

« Nous jouissons d'une bonne santé, Dieu merci ; nous  
 » souhaitons que la présente vous trouve de même. Nous  
 » désirons que, grâce à Dieu, il en soit de même aussi  
 » de tous nos parents, amis, voisins, de tous ceux ou  
 » celles qui s'informeront de nous, et que nous embras-  
 » sons tous du plus profond de notre cœur. »

Nous avons reçu votre petite lettre du mardi 29, qui n'était pas numérotée. Ayez l'attention de numérotier toutes celles que vous nous adresserez.

Ne croyez jamais rien de ce que nous vous ferons dire : ne croyez que ce que nous vous écrirons.

---

CÉSAR à Mademoiselle Anaïs FAUCHER.

Du vendredi, 1<sup>er</sup> septembre 1815. Fort du Hâ.

. . . . . Ce n'est pas assez pour eux de nous faire souffrir, il faut encore qu'ils fassent souffrir ceux qui nous aiment. Et, bien certainement, nous sommes plus contrariés des contrariétés qu'ils vous imposent que de celles qui nous adviennent personnellement. Ils ne savent pas ces gens-là, parce qu'il, ne savent rien de ce qu'apprend le cœur, qu'un des grands allègements aux peines qu'on ressent c'est la confiance, l'espérance au moins, que les personnes qu'on aime en sont affranchies. Cette opinion console l'âme, tenez, à peu près comme quand j'avais les yeux fatigués de la lumière, vous aviez la bonté de lire Racine. Le plaisir arrivait toujours à l'esprit mais par une autre porte. Ainsi quand le régime que nous suivons pourrait nous paraître déplaisant, nous aimons à songer que vous jouissez de tout ce qui nous manque et la privation n'existe plus pour vos deux amis. C'est un ordre de compensation que nos ennemis ne connaissent pas..... Mais pour faire tomber ma colère sur quelques-uns de ces messieurs, car il faut bien qu'ils me le payent tôt ou tard, je vais demander compte à mon guichetier le réviseur de ses indignes procédés envers vous et envers nous. Observez que c'est un être fantastique pour nous. Il nous enlace de partout et nous ne le voyons nulle part. Le concierge nous dit : *ce n'est pas moi*. Chaque guichetier nous répète à son tour : *ce n'est pas moi* ; et cependant cette exploration s'exerce au greffe et ils vous disent : « Nous sommes forcés à cela,

c'est bien malgré nous. Je ne veux parler que de l'ouverture, de la suppression de nos lettres. Les autres griefs sont plus atroces à leur avis ; et bien je m'arrête sur le plus léger, à leur dire : « *Guichetier réviseur*, je ne peux pas te voir, mais ton métier est d'écouter et de prendre ; écoute et prends donc. Je ne connais de toi que tes pates et tes oreilles, et je vais frapper sur les unes et sur les autres. D'abord, je te dirai qu'il faudrait nous croire plus bornés qu'un guichetier pour supposer que nous écrivions de notre prison, des choses que tous les guichetiers du monde ne pourraient pas lire ; ainsi tu vois que ton exploration journalière n'aura que le résultat désespérant pour tous les guichetiers, de prouver l'innocence de leurs victimes. Ensuite, dis-moi, qui t'autorise à soustraire nos lettres ? Si ton métier est de les réviser, ton devoir est de les rendre. Les transmets-tu à un tribunal quelconque ? tant mieux : au moins là je verrai les gens à qui je parlerai et je reverrai mes lettres. Il n'y en a pas une qui ne se moque du greffe du fort du Hâ et de tous ses habitués. *Mon jésuite a été arrêté* par toi. Sais-tu que tu te feras de mauvaises affaires avec la société ? J'entends avec *la société de Jésus*. Elle vient d'être exhumée à Rome, et elle forme la véritable garde royale du Monarque aux trois couronnes. Mais tu ne sais probablement pas pourquoi ils furent institués, ni peut-être l'époque de leur institution ; un guichetier n'a pas pas besoin de savoir tout cela pas plus que la cause de la dispersion des *enfants de Jésus* et de la suppression de leur ordre. La cour de Portugal ne l'a pas oubliée et l'Espagne pourra peut-être se la rappeler avant la fin du siècle...., mais tu ne sais pas que *Malagrida* a existé. — Passons à ma seconde lettre. C'était une petite phrase sur une fable de *la Fontaine*. Qu'elle soit bonne ou mauvaise, cela ne regarde ni toi, ni aucun juge. Je peux dire toutes les bêtises qu'il me plaira dans mes lettres sans être justiciable d'aucun tribunal. Mon correspondant seul peut le trouver mauvais, et il en est quitte alors pour ne pas me lire. Je pourrais même écrire qu'un guichetier est un sot et un méchant sans que cette vérité, trop commune, pût motiver un acte d'accusation devant un conseil de guerre. Tu fais-là un vilain métier, mon pauvre guichetier, et c'est un vilain métier parce qu'il est hors de tes attributions, surtout avec la perfidie que

» tu y mets , en nous faisant dire sans cesse que nos lettres  
 » ne sont pas ouvertes , que nous pouvons écrire avec con-  
 » fiance. Tiens , mon pauvre guichetier , nous ne serons  
 » pas tes dupes , et tu prendrais la casaque la plus ho-  
 » norée et le masque d'un homme délicat , que nous reconnai-  
 » trions encore le guichetier. Mais je m'occupe trop long-  
 » temps de toi. Rentre dans ta loge et je resterai sur ma  
 » paille où je vais appeler meilleure compagnie que tous  
 » les guichets réactionnaires n'en renferment ». C'est vous  
 et votre très-petite société que je veux y appeler , ma  
 bonne Anaïs , et j'ai bien fait de chasser ce malotru.

---

CONSTANTIN , à *Mademoiselle Anaïs FAUCHER*.

1<sup>er</sup> septembre.

Bonne Anaïs , nous écrivons , mon frère et moi , à côté l'un de l'autre , ou pour parler plus vrai , dos à-dos , afin de nous soutenir l'un l'autre , et nous nous occupons tous les deux de vous pour avoir tous les deux en même temps la satisfaction de nous occuper de quelqu'un que nous aimons bien. Nous savons que nos rapsodies passent sous les yeux des réviseurs au guichet , et cela ne nous empêchera pas de délirer à notre aise ; d'abord , parce que délirer fait du bien quand la raison fatigue , et puis enfin qu'il est bien permis à des prisonniers de discourir à leur fantaisie sur leur paille dans leur cachot , quand ils sont sûrs que la personne à laquelle ils écrivent lira leurs folies avec autant de plaisir que leurs raisonnements. . . . . et puis enfin ce n'est pas pour le plaisir de messieurs du guichet que j'écris.

Nous sommes mieux aujourd'hui que jamais , car on nous a accordé une botte de paille de plus. Au dernier des hommes qui passent , je ne donnerais pas des draps comme celui que nous avons-là. Mais pour la couverture , c'est un objet de curiosité et je voudrais pouvoir l'emporter avec moi pour la montrer en public : on payerait pour la voir. Mon bonnet de nuit et mon mouchoir pèsent plus qu'elle , et cependant elle est grande : mais elle a plus de cent ans toujours servant sur la paille : elle n'a plus de corps , elle n'a presque plus d'âme , elle est devenue de la couleur d'une mauvaise carote , et elle s'élève au moindre vent , comme les graines d'artichauts que vous voyez voler dans l'air. Nous craignons souvent de la perdre , parce que dans no-

tre cachot il y a deux grandes ouvertures qui ne sont fermées que par des barres de fer ; le vent entre là comme dans la rue , la pluie vient nous visiter sur notre paille , et la moindre raffale , le moindre tourbillon de vent , le moindre *biroulet* peut nous enlever notre couverture.....

.....  
 Ah ! voilà\*\*\* , ce pauvre \*\*\* qui arrive bien triste avec son beau chien et son maigre cheval. \*\*\* Changez donc cette vilaine bête , elle est usée , elle vous tuera. Bon \*\*\* tout ceci vous afflige plus que nous , qui n'en sommes pourtant pas trop amusés. Mais voyez , mon cher , il n'y avait de difficile que les premiers jours. Ces messieurs avaient l'espérance de nous faire assassiner , ils ont manqué de belles occasions les nigauds , et s'ils ne trouvent pas le moyen d'un égorgement dans les cachots , ils doivent renoncer à se défaire de nous dans cette réaction-ci. ....

..... Quand il s'est agi de savoir si nous n'avions pas caché dans notre maison à la Réole un arsenal et une armée , qui pouvaient vaincre et saccager tout le midi de la France , le préfet a pris un arrêté , le commandant de la gendarmerie est parti de Bordeaux avec vingt-cinq gendarmes et on y a joint soixante et dix officiers espagnols , Puis M. le procureur-général s'est ariné de toute sa puissance , ..... Mais un citoyen sans armes est haché à coups de sabre en plein midi sur la place publique. Oh ! ma foi cela ne regarde personne : et vous allez en juger vous-même. Le préfet administre.... Or ce n'est pas administration : ainsi qu'on se batte , qu'on se déchire. .... La municipalité est chargée de la police ; mais elle vous dira que ceci peut bien être police judiciaire ; que dans le doute , très-sagement , elle s'abstient : M. le procureur-général vous dira : mais j'ai autre chose à faire. Et vos substituts ? Ils ont autre chose à faire , Mais , monsieur , ..... on vient de hacher sur la place publique ce pauvre Sasportes. .... Messieurs ce sont des *représailles*. .... Mais , monsieur , les tueurs étaient à peine nés quand il a pu arriver des scènes semblables et ceux qu'ils tuent n'étaient pas nés. .... Eh ! ma foi , messieurs , vous êtes trop difficiles et si on vous écoutait on n'en tuerait aucun. — Mon cher \*\* tranquillisez vous cependant sur notre sort. Cette morale que je vous expose est celle de la Provence ; elle a brillé dans tout son éclat aux

applaudissements de ces messieurs à Marseille , à Avignon , à Nîmes ; elle s'est un peu amortie en s'avancant à Uzès : elle n'a démolie que vingt maisons dans cette petite ville et tué une quarantaine de personnes. — On l'attend à Bordeaux, dit-on, et elle est déjà arrivée à Toulouse; mais elle y est bien morigénée, elle n'y a assassiné que le général Ramel, en plein midi il est vrai; et ces messieurs commencent à craindre les méprises pour eux-mêmes; car Ramel était un bon royaliste et avait le premier arboré le drapeau blanc à Toulouse. Ainsi, d'une part la crainte de ces messieurs pour les égorgements dont ils pourraient souffrir eux-mêmes, d'autre part l'opinion qui se calme et qui ne leur permettrait pas aujourd'hui ce qu'elle tolérerait il y a un mois, cela doit vous rassurer sur notre compte. Et quant aux tribunaux judiciaires, militaires ou révolutionnaires, qui peuvent s'occuper de nous, soyez encore sans inquiétude : s'il y avait un moyen de nous trouver coupables le moins du monde on nous aurait déjà jugés; et ces messieurs n'ont rien à se reprocher auprès de la réaction . . . . .

CÉSAR , à *Mademoiselle Anaïs FAUCHER*.

Du lundi 4 septembre.

J'ai bien de la peine que vous n'ayez pas reçu nos numéros supprimés. Il vous auraient amusée, ou au moins distraite quelques moments. Je vous parlais de \*\*\* , de Bruno à qui nous recommandons toujours de s'occuper de calcul et d'écriture, et de cet aimable M. A\*\*\* , à qui nous demandons de nous conserver son généreux intérêt. — Observez, s'il vous plaît, qu'il n'y a rien dans tout cela qui ressente le moins du monde ni le fédéralisme, ni le bonapartisme, ni le jacobinisme, ni le républicanisme, ni aucun de ces vilains schismes qui altèrent la véritable doctrine. Mais notre guichetier-réviseur est comme ce confesseur qui, confondant un *ébéniste* avec un *janséniste*, refusa l'absolution au premier de peur de sauver le second. Nos honnêtes guichetiers sont dans cet état où étaient les apôtres,

« Avant qu'un feu divin fût descendu sur eux. »

Il faut que nous les gardions comme on nous les donne, car nous ne pouvons pas les changer. — Nous vivons sous une dure oppression; eh bien, après qu'elle aura fini (car il faut

bien qu'elle prenne fin ) vous verrez que personne n'aura donné ces ordres atroces : on les aura ignorés. Et cela se dira sous de telles décorations , qu'il faudra par honnêteté faire semblant de le croire. Nous ne savons sur qui faire peser nos ressentiments , car personne ne se montre. Nous sommes environnés des plus épaisses ténèbres , et *Satan* , lui-même , souverain du sombre empire , ne saurait mieux se manifester. Je serais tenté de dire comme Ajax :

« Grand Dieu ! rends-nous le jour , et combats contre nous. »

Mais les dieux ont leurs raisons pour en agir comme ils font , et ce n'est pas à nous , faibles créatures , à leur demander compte de leurs motifs.

« Sur ce vaste univers , un grand voile est jeté :

» Mais dans la profondeur de cette obscurité ,

« Si la raison nous luit , qu'avons-nous à nous plaindre ?

» Nous n'avons qu'un flambeau , gardons-nous de l'éteindre ».

Ce voile qui couvre les causes premières du monde physique , et peut-être quelques principes du monde moral , ce voile cache pour nous jusqu'aux agents immédiats de l'oppression qui nous écrase. Mais ce flambeau de la raison sert encore un peu ici , et il vous montrera , comme à nous , que nos lâches ennemis sont les instigateurs de ces procédés sans excuses. N'osant pas se présenter en face et au grand jour , ils attaquent , ils tourmentent obscurément notre vie. Ce sont eux qui ont provoqué toutes les tentatives d'assassinat auxquelles notre *bien-jouer* nous a fait échapper depuis un mois. Ils voient qu'ils se sont mis en fausse mesure en provoquant de l'autorité les actes qui nous ont atteints et que l'instruction pourra manquer même de prétextes. Je suis convaincu que déjà ils ont dû recevoir quelques sèches remontrances sur la fausse attitude dans laquelle ils ont mis le tribunal saisi de notre affaire. C'est un conseil de guerre , à ce qu'on nous dit : eh bien ! ce sont des militaires qui nous jugeront. Je sais bien qu'ils montent sur les sièges avec leurs infirmités morales comme avec leurs infirmités physiques , et qu'ils y traîneront la sciatique , fruit d'un bivouac , comme les préventions qu'on leur aura données contre nous. Mais il n'y porteront pas cet esprit de réaction qui obscurcit et flétrit les tribunaux civils. Il leur faudra des preuves pour condamner , et des allégations de feuilleton ou des bruits vagues qui ont la même source ne pourront rien sur eux. Ils nous déclareront innocents , j'en ai la conviction. Je vous avouerai même que j'ai un



autre pressentiment, c'est qu'ils déclareront avant de nous juger, que, n'y ayant pas de corps de délit, il n'y a pas lieu à nous mettre en jugement (1). Le conseil de guerre aura fait là tout ce qu'il pouvait, mais nos ennemis auront recueilli ce premier fruit de leurs manœuvres, qu'ils nous auront fait souffrir, et nous auront, pendant qu'on nous baillonne, présentés à l'opinion comme de vils scélérats, et cela sous les yeux de l'autorité qui se tait....

Mais pourquoi, me direz-vous, l'autorité écoute-t-elle vos ennemis? les pourquoi nous mèneraient plus loin que je ne dois aller dans ce moment, et vous savez qu'un de mes axiomes est, *qu'un des plus grands torts qu'on puisse avoir c'est d'avoir raison trop tôt*. La vérité et la raison sont comme l'aloès, elles ne fleurissent pas à toutes les températures, et on risque de faire périr la plante si on accélère sa floraison....

Il est toutefois une vérité qui est de saison et que je vais dire le plus poliment du monde à mon guichetier-réviseur; c'est que je ne vois pas quel mal pourrait résulter de ce que cette lettre vous arrivât. Elle dit que nous ne sommes pas encore à notre aise, et on sait bien dans ma famille, que nous sommes dans un fâcheux malaise depuis cinq semaines. Notre petite et si jeune famille y verrait au moins que nous supportons gaiement l'infortune, et ce serait une bonne leçon à lui donner. Et puis, quel bénéfice trouvez-vous à faire souffrir ces pauvres enfants? Si vous saviez quel mal vous leur faites en les privant de lire le bavardage de leurs oncles ! C'est joie au ménage quand on peut les lire : on les lit une fois, deux fois, et c'est de ces deux petites têtes à qui commentera le mieux ou le plus. Guichetier-réviseur laissez passer cette lettre pour la satisfaction de ces bons enfants. N'ayez pas peur que ces lettres soient très-répondues : notre société, avant que nous fussions enlevés, était très-resserrée, et vous savez que l'infortune n'y grossit pas le nombre des amis. Adieu guichetier, je reviens à ma petite nièce.

.....  
 .....  
 .....  
 .....

---

(1) On a pu voir par les lettres précédentes qu'ils ne se trompaient pas sur leur position ; mais ils ne veulent ici que rassurer leur famille.

CONSTANTIN et CÉSAR, à *Mademoiselle Anaïs FAUCHER*.

5 septembre 1815, à six heures du matin.

Nous vous avons écrit hier un long numéro 8, pour nous distraire et vous distraire un peu ; mais le capitaine ne l'a pas reçu. On laissera sans doute ce numéro 9. Conservez bien la série de nos numéros et de ceux que vous nous écrivez, nous saurons par là quelles sont les lettres qu'on nous vole.... (1) Ma bonne, je prends la plume de la main de mon frère, pour vous dire que nous vous aimons et que nous sommes vivement contrariés d'être obligés de vous le dire en aussi peu de mots ; mais dès que nos lettres prennent un peu plus de volume, le *réviseur* dit comme le *bon homme* ;

« Les longs ouvrages me font peur ».

peut-être aussi n'aime-t-il pas les vers, car je me suis aperçu qu'il supprime toutes les lettres où j'en avais glissé. J'en suis fâché pour son goût, car tous ces vers étaient excellents : quoi qu'il en soit de son goût en littérature, il laissera, j'espère passer, ce billet qui n'a pour but que de vous dire que nous ne sommes pas encore morts. Il faut que ce *réviseur* n'ait pas de petite nièce bien sensible, car autrement il ne se résoudrait pas à faire souffrir ainsi la nôtre, *et sans profit* ; car je lui réponds que toutes les notes qu'il prendra dans notre correspondance ne pourront pas fournir un *alinéa* à notre acte d'accusation. . . .

CÉSAR, à *Mademoiselle Anaïs FAUCHER*.

Du mardi 5 septembre 1815, de midi à quatre heures.

Ma chère Anaïs, aucune des lettres que nous vous écrivons depuis trois ou quatre jours ne passe, tant exige soit elle. Celle de ce matin n'avait pas une page d'écriture, et elle n'a pas été plus heureuse que ses sœurs aînées. Celle-ci sera donc pour vous dire, en style de conscrit, que nous nous portons bien, dieu merci, et que nous désirons que la présente vous trouve de même.

Nous n'avons point reçu la lettre de votre petit frère : elle s'est arrêtée à la grille. Pour Dieu, qu'il ne nous écrive que bon jour et bon soir ; portez-vous bien ; car bien qu'il soit assez déplaisant de ne recevoir que ce peu de mots de

---

(1) Ceci est de César.

ceux qu'on aime, encore vaut-il mieux lire ce peu de mots que de ne pas lire du tout. Je pourrais m'appliquer cette même règle de conduite, et vous en seriez moins inquiète; car il est impossible qu'on soit tout-à-fait rassuré, quand on ne voit que quelques caractères qui annoncent seulement l'existence physique de celui qui les trace. Adieu, ma bonne petite nièce. Nous vous aimons bien tendrement: suppléez-nous auprès de nos amis.

Dites à nos gens qu'ils ne peuvent pas nous donner une plus grande preuve d'attachement qu'en vous en témoignant beaucoup. Je suis bien sûr que vous n'oublierez pas que nous leur devons de la reconnaissance pour leur constant dévouement.

Adieu, ma bonne Anaïs; nous vous embrassons.

Nous avons reçu votre numéro 16 du 2.

CONSTANTIN et CÉSAR, à *Mademoiselle Anaïs FAUCHER*.

Dimanche 10 septembre 1815.

Ma chère Anaïs, voilà bien des jours que vous n'avez reçu de nos nouvelles. Nos derniers numéros étaient les 9 et 10, dont vous nous avez accusé la réception.

Vous lirez cette nouvelle assurance de notre tendre amitié, ma chère Anaïs, le mardi 12 septembre. C'est le jour de notre anniversaire. Nous ne l'avons jamais fêté ensemble, et c'eût été une grande satisfaction pour nous de le passer en famille. Mais, mes pauvres enfants, il n'y a eu pour vous deux, depuis que vous êtes avec nous, pas un jour de fête, pas un jour tolérable, et vous avez commencé une dure et rigoureuse année. Notre intention a pourtant toujours été de rendre heureux le printemps de votre vie, ne pouvant jamais s'assurer d'influer sur la carrière entière.

Dans l'isolement absolu où nous sommes, il est des sentiments tendres qui reviennent avec plus de force; ils gagnent ce que perdraient d'autres affections, d'autres pensées; l'obligance toute amicale de M. A\*\*\* nous revient toujours avec un nouveau charme. Ce n'est que dans la jeunesse qu'on a l'âme aussi ardente et généreuse, quand aussi on est né avec un caractère élevé et noble; car il faut tout cela. Faites-lui de tendres amitiés de notre part; et félicitez-le du courage qu'il lui fait ne pas craindre de hanter une maison battue de la tempête et menacée de la foudre. Une jeune demoiselle ne peut pas inviter de grands messieurs à dîner, mais

invitez M. A\*\*\* et son digne camara de de Lot-et-Garonne à manger du fruit et à boire du vin blanc avec vous , le mardi 12 septembre. Faites-y ensemble commémoration de deux jumeaux qui à ce moment commencent leur 56<sup>e</sup> année sans jamais avoir fait couler une larme de douleur et qui en ont séché tant qu'ils ont pu.

— Je prends la plume de la main de mon frère pour vous donner non pas seulement signe de vie , mais signe de santé. Je ne vous ai jamais trompée , et je ne vous tromperai jamais. J'ai eu *trois accès* de violente fièvre à un jour d'intervalle. Le quatrième devait me prendre aujourd'hui à six heures et demie ; déjà à cette heure il m'avait saisi par les pieds et par les mains ; la tête n'était pas libre et ses étreintes glaciales commençaient à m'enlacer quand je vous l'ai combattue corps à corps avec un succès complet. Je me suis raffermi d'un grand verre d'excellent vin du Rhône aiguisé d'un peu d'eau-de-vie et chargé d'une grande cuillerée de sucre. Je me suis promené vigoureusement en me recommandant à l'amitié , et j'avais ma pensée portée sur vous et sur ceux qui nous aiment. Rien ne soutient et n'échauffe comme cela. Voilà midi tout-à-l'heure , et je n'ai que la chaleur qui résulte du combat , et ce sentiment de forces que donne la victoire.

Je vais vous quitter , pour ne pas laisser à cette vilaine fille du *Styx* , à cette huissière d'*Atropos* le moyen de me surprendre.

— Croyez à ma tendre amitié , quand je touche à mon douzième lustre , comme si je n'en comptais que quatre. Et dites à M. A\*\*\* , que je désire ardemment cultiver un sentiment qu'il a fait naître chez nous , par des procédés qui n'appartiennent qu'à des âmes privilégiées. Adieu, nous vous embrassons de tout notre cœur. Quant à notre affaire , le sentiment de notre innocence ne nous laisse pas le moins du monde perplexes sur le résultat.

---

CÉSAR , à *Mademoiselle Anaïs FAUCHER*.

Du samedi 16 septembre , au soir.

Ma bonne petite , je vous écris aujourd'hui sur papier de contrebande ; je l'ai établi avec la moitié d'une feuille à la tellière. Je n'ai plus de papier à lettre , mais j'en attends que

---

(1) Ceci est de César.

J'ai demandé depuis déjà quatre ou cinq jours, en désignant son format et sa qualité . . . . . Nous ne lisons pas même les gazettes. Nous avons demandé à M. M\*\*\* de nous procurer un abonnement de lecture pour trois ou quatre feuilles publiques, et il n'a pas répondu à cette demande. Je dois dire, à sa justification, que depuis cinq jours nous n'avons pas reçu de billet de lui : sans doute quelque police de guichet les a arrêtés. Mais ce qui nous contrarie bien autant c'est que nous ne vous lisons plus. Quand la consigne qui nous prive de tant douces choses sera levée, vous aurez bien des choses à nous apprendre. Vous ne direz pas comme Agnès :

« Le petit chat est mort. »

Mais vous nous raconterez tous les sagots qu'on aura faits sur notre compte durant que nous étions dans l'obscurité. Nous mettons à profit le repos qu'elle nous procure et nous avons complété notre système agricole de Boirac. Vous n'imaginez pas combien on découvre de choses dans le plus petit sujet quand on appuie long-temps le regard dessus. On demandait à Newton comment il avait découvert les lois de l'attraction : *en y pensant beaucoup*, répondit-il. Pour nous, plus nous méditons sur Boirac, plus nous sentons s'accroître sa force d'attraction. Notre séjour y sera très-fructueux et ne sera pas sans charmes. Je sais que vous en trouverez dans la vie paisible des champs ; mais je vous prie de croire que nous ne cultiverons pas ce domaine comme des paysans : nous porterons dans notre agriculture les bienfaits des sciences, et ce ne sera pas en vain que nous aurons appris à analyser les terres. L'irrigation est ce qui nous embarrasse : nous savons bien ce qu'il faut faire, mais c'est la manière de *le faire le mieux possible* qui nous manque, d'autant que nous voulons convertir nos prairies basses en *luzernières*, ce qui complique le problème. Ce serait un jeu pour un habitant de la Lombardie, mais la pratique de ce bel art manque à ce pays-ci. Nous ferons pourtant quelque chose, et quelque chose de bon. Nous avons de nombreuses fontaines, et nous voulons que toutes soient ombragées par des *Magnolia*. Partout où une source se montrera sur nos côteaux ou dans nos prairies, là un *grandi-flora* viendra l'abriter et l'embaumer. Nos *deux moulins* joueront un rôle dans notre exploitation, et, c'est pour cela, que je désire donner

à ces deux machines tout le degré de perfection dont elles sont susceptibles. Invitez M. A\*\*\* à entrer dans le premier moulin à vent qu'il trouvera sur son chemin, et à descendre dans le premier moulin qu'il verra établi sur un ruisseau. La science n'a encore fait aucune visite à ces importantes usines, et quand elle voudra descendre jusque-là, elle rendra un service immense à la société. Nous avons le luxe des sciences, il nous reste à les approprier à nos besoins journaliers. M. *Lavoisier* avait découvert la décomposition et la recombinaison de l'eau et par conséquent détrôné ce prétendu élément, long-temps avant que M. *Chaptal* eût révélé aux arts la fabrication du rouge d'*Andrinople* qui nous a affranchi d'un tribut que nos manufactures payaient au commerce étranger. Ce n'est pas à un élève de la savante école que j'ai besoin de démontrer la véritable gloire attachée à l'application des sciences aux arts ; il sait mieux que moi que l'immortel *Pascal* s'honorait d'avoir inventé la brouette à voiturier les hommes.

Nous aimons à penser que vous recevez de nos nouvelles alors que nous sommes privés des vôtres ; l'opinion contraire nous désespérerait. Nous habitons bien souvent avec vous, et je suis sûr que nous sommes souvent en communion de pensées, comme nous sommes toujours en communion de sentiments.

. . . . .

CÉSAR, à Mademoiselle Anaïs FAUCHER.

Dimanche 20.

Par une disposition particulière et qui tient, il faut l'espérer, à notre prochaine comparution devant le tribunal qui doit nous juger, nous ne pourrions plus recevoir des lettres sans qu'elles passent à l'examen. Ainsi, n'écrivez que ce que les guichetiers peuvent lire. Adieu, nous vous embrassons. La sécurité est dans notre cœur, elle est le résultat du sentiment profond de notre innocence.

CÉSAR, à Mademoiselle Anaïs FAUCHER.

Ma bonne Anaïs, nous vous envoyons une seconde lettre pour M. le capitaine rapporteur ; mais portez-lui celle pour M. Gergerès. Envoyez une voiture cette nuit chercher M. Gergerès, à sa campagne. Il est impossible qu'il nous refuse de venir, quand il s'agit de notre tête.

CÉSAR, à *Mademoiselle Anaïs FAUCHER.*

Du 21 septembre.

Nous ne pouvons pas consentir, ma chère Anaïs, à prendre un autre défenseur que M. Gergerès. Sa présence seule nous défendra, et ses conseils les plus rapides nous vaudront mieux que le partage de tous les autres. Pour Dieu, ou ce qui vaudra autant pour vous, au nom de votre tendresse pour vos deux meilleurs amis, allez, retournez dès ce soir chez M. Gergerès, et ramenez-le en voiture. Quand nous ne le verrions que demain matin, nous sommes contents. Mon frère, écrit à la hâte une lettre au capitaine rapporteur, pour lui demander de nommer M. Gergerès d'office. Cependant vous sentez qu'il faut avoir la nomination de M. Emérigon. Ces deux nominations mettront, peut-être, M. Gergerès plus à son aise; mais faites sur tout cela ce que vous dira votre aimable guide. Adieu, c'est bien de tout le cœur que nous vous embrassons, lui et vous.

Je vous le répète encore, retournez à la campagne, et ramenez-nous notre sauveur.

Les papiers que vous venez de nous envoyer, nous sont très-utiles.

Ramenez-nous notre sauveur.

---

CÉSAR, à *Mademoiselle Anaïs FAUCHER.*

Ma bonne petite, nous souffrons une fois plus pour vous que pour nous. Nous sommes véritablement affligés que M. Gergerès ne vienne pas; mais nous nous résignons; nous demandons M. Desgranges-Bonnet. M. Gergerès n'eût-il fait que de paraître au tribunal, nous aurions été rassurés. Il faut y renoncer puisqu'il ne veut pas venir. Adieu, bonne amie, nous vous aimons bien.

Si vous préférez demander la nomination d'office de M. Desgranges à M. Emérigon, allez-y en notre nom; mais consultez toujours MM. Gergerès fils.

---

CÉSAR, à *Mademoiselle Anaïs FAUCHER.*

du 22 septembre.

Ma bonne amie, \*\*\* vous remettra cette lettre. Nous avons bien eu du plaisir à l'embrasser. Ayez une portion du courage que nous portons au conseil de guerre et vous vous rassurerez. Nous avons calme dans la tête et sé-

rénité dans l'âme. Le cœur ne nous manque pas et nous serons dignes de ce qui nous aime. Dans la bonne fortune nous ne fûmes pas fiers, nous ne nous avilîrions pas dans la mauvaise. Embrassez pour nous notre excellent ami. Je vous embrasse particulièrement comme je vous aime. Adieu bien bonne, adieu.

---

CONSTANTIN ET CÉSAR, à Casimir FAUCHER.

Des cachots du fort du Hâ, ce 26 septembre 1817.

Mon cher Casimir, la catastrophe terrible qui vous prive de vos deux meilleurs amis, est pour vous un coup de foudre. Nous ne vous en parlons que pour vous dire qu'elle est l'époque où nous vous laissons le soin de nous remplacer, de vous occuper du bonheur de votre sœur et de vos frères. Vous avez succédé à ce très-regrettable Alexandre, soyez en sa place et comme lui le chef de la famille : vous êtes comme lui, selon notre cœur. Nos dispositions dernières vous donnent nos biens entre vous quatre ; mais nous voulons que l'administration vous en appartienne seul et sans rendre compte jusqu'à deux ans révolus après la majorité de celui qui réclamera sa portion. — Notre testament vous donne ce droit, et nous vous conseillons de vous aider toujours de notre meilleur ami M. Malardeau. — Nos recommandations, et nous vous chargeons de les faire valoir auprès des trois autres, c'est que vous restiez unis en ayant soin de votre père. Si quelque chose survivait à la dissolution de notre être nous serions au milieu de vous ; mais notre tendresse est comme la pensée, elle est indestructive tant que les objets de l'affection existent. Ainsi vous devez tous vous dire toujours dans vos moments de peine : le cœur de nos meilleurs amis les partageait à l'avance. Et dans le temps de vos prospérités, dites vous encore : leur cœur les a goûtées à l'avance en nous les désirant continues. Adieu, mon ami, cette lettre est commune au bon Gustave et à vous : votre sœur et votre frère nous entourent de leurs larmes et vous êtes tous les quatre les objets les plus vifs de nos regrets. L'attendrissement que vous nous causez diminue seul la sérénité de notre âme. Nous allons recevoir la mort avec la conscience de n'avoir jamais fait que le bien, d'avoir séché autant de larmes que nous l'avons pu et de n'en avoir jamais fait volontairement répandre.

Adieu : nous vous embrassons tendrement.



CÉSAR, à Mademoiselle Anaïs FAUCHER.

Du 21.

Nous ne pouvons pas consentir, ma chère, à prendre un autre défenseur que M. Gergerès ; seule nous défendra, et ses conseils les plus sages vaudront mieux que le langage de tous les autres. Dieu, ou ce qui vaudra autant pour votre tendresse pour vos deux meilleurs amis, tournez dès ce soir chez M. Gergerès, prenez sa voiture. Quand nous ne le verrions plus, nous sommes contents. Mon frère a écrit une lettre au capitaine rapporteur, pour lui faire nommer M. Gergerès d'office. C'est la seule façon d'avoir la nomination de M. Gergerès ; les nominations mettront, peut-être, un peu de temps, mais soyez en sûrs, nous sommes assurés par nos mérites, et par la prospérité que celle que nous espérons, certain que dans la satisfaction, vous éprouverez la pensée que vous aurez acquiescé à la vôtre, si ce bonheur est

Les papiers que vous nous avez envoyés sont très-utiles.

Ramenez-nous

CÉSAR

Ma bonne Anaïs, pour cet excellent enfant. Son dévouement pour nous ne s'est jamais démenti. Je vous embrasse comme je vous aime.

M. Gergerès, je vous embrasse comme je vous aime.

CÉSAR FAUCHER.

demandor

fait que

Il faut

bonne

Si

M.

tr

## INTÉRIEUR.

Paris, 31 mars 1816.

Arrivée à Paris de certains sicaires  
 repartis en grand nombre  
 su qu'il s'y préparait de  
 aujourd'hui de l'arrivée de  
 les armées de l'ouest; nous igno-  
 et les autres peuvent entretenir  
 une police irrégulière; mais nous  
 trois fois par semaine, avant le lever  
 ag-temps après son coucher, il entre  
 la rue Hauteville, occupé par un person-  
 les intrigues politiques du temps, une foule  
 rs connus, que l'on peut dire venir à l'ordre  
 ort.

Une porte cochère ne s'ouvre pas moins souvent pour les  
 es à couronnes ducales ou comtales, que la petite porte  
 r les simples piétons.

Il paraît que la police *irrégulière* a transporté ses ba-  
 reaux du faubourg St. Germain au faubourg Poissonnière;  
 cependant nous nous plaisons à annoncer que son quartier-  
 général est toujours rue St. Florentin.

— Une riche fabrique de Lyon avait été chargée de la  
 fourniture de toutes les étoffes de soie commandées pour la  
 cérémonie du sacre. Le chef de cette maison vient de se  
 rendre à Paris pour négocier la résiliation de son marché.  
 On peut juger de l'importance qu'il attachait à la rupture  
 de ses engagements, par les sacrifices qu'il a cru devoir faire  
 pour l'obtenir. Nous pouvons assurer qu'il a offert, à titre  
 de dédit, une somme de *deux cents mille francs* qui a  
 été acceptée.

Si l'on ne se rendait pas compte de notre situation poli-  
 tique depuis le renouvellement du ministère, on s'expli-  
 querait difficilement, la cause des sacrifices que s'est volon-  
 tairement imposés une maison si honorablement accré-  
 ditée. Nous pensons que si les mesures politiques don-  
 naient lieu à des demandes en dommages et intérêts, le  
 commerce pourrait à bon droit se pourvoir contre M. le  
 marquis Barthélemy pour sa proposition, et contre le mi-

François Lanneluc Francès , est notre ami : il sera pour vous ce qu'il est pour nous : nous vous le recommandons expressément.

CONSTANTIN FAUCHER.

Les sentiments exprimés par mon frère , sont bien dans mon cœur et je n'ajoute quelques mots , que pour que vous voyez des caractères tracés par celui que vous aimiez tant et dont le souvenir ne s'effacera jamais de votre pensée. Oh ! oui , mon cher Casimir , nous vivrons toujours en vous. Je ne vous recommande pas vos frères : votre âme n'a pas besoin de cette recommandation : mais dans les sollicitudes que vous causera leur avancement , n'oubliez pas que notre Anaïs doit tenir la première place , puisque son sexe la prive de tous les avantages du nôtre et que ses destinées sont fixées par nos mœurs et qu'elle ne peut connaître de prospérité que celle que vous lui procurerez. Je suis certain que dans la satisfaction que vous donnera son bonheur , vous éprouverez une jouissance de plus , par la pensée que vous aurez acquitté notre dette autant que la vôtre , si ce bonheur est votre ouvrage.

Adieu , mon digne ami ; Gustave sait bien qu'il est dans notre cœur à côté de vous , ainsi il regardera comme adressées à tous les deux les expressions de notre tendresse. Mon frère vous recommande Francès , et vous savez que je partage son affection pour cet excellent enfant. Son dévouement pour nous ne s'est jamais démenti.

Adieu encore , je vous embrasse comme je vous aime.

CÉSAR FAUCHER.

## INTÉRIEUR.

Paris, 31 mars 1816.

— Nous avons signalé l'arrivée à Paris de certains sicaires du midi ; on assure qu'ils sont repartis en grand nombre pour leur pays aussitôt qu'ils ont su qu'il s'y préparait de la besogne pour eux. On parle aujourd'hui de l'arrivée de quelques chefs des compagnies armées de l'ouest ; nous ignorons quels rapports les uns et les autres peuvent entretenir avec le comité secret d'une police irrégulière ; mais nous pouvons assurer que , trois fois par semaine , avant le lever du soleil jusque long-temps après son coucher , il entre dans un hôtel de la rue Hauteville , occupé par un personnage versé dans les intrigues politiques du temps , une foule de particuliers connus , que l'on peut dire venir à l'ordre et au rapport.

La porte cochère ne s'ouvre pas moins souvent pour les voitures à couronnes ducales ou comtales , que la petite porte pour les simples piétons.

Il paraît que la police irrégulière a transporté ses bureaux du faubourg St. Germain au faubourg Poissonnière ; cependant nous nous plaisons à annoncer que son quartier-général est toujours rue St. Florentin.

— Une riche fabrique de Lyon avait été chargée de la fourniture de toutes les étoffes de soie commandées pour la cérémonie du sacre. Le chef de cette maison vient de se rendre à Paris pour négocier la résiliation de son marché. On peut juger de l'importance qu'il attachait à la rupture de ses engagements , par les sacrifices qu'il a cru devoir faire pour l'obtenir. Nous pouvons assurer qu'il a offert , à titre de dédit , une somme de *deux cents mille francs* qui a été acceptée.

Si l'on ne se rendait pas compte de notre situation politique depuis le renouvellement du ministère , on s'expliquerait difficilement , la cause des sacrifices que s'est volontairement imposés une maison si honorablement accréditée. Nous pensons que si les mesures politiques donnaient lieu à des demandes en dommages et intérêts , le commerce pourrait à bon droit se pourvoir contre M. le marquis Barthélemy pour sa proposition , et contre le mi-

nistre dirigeant pour ses projets sur la liberté de la presse.

— On a été frappé généralement du résultat des économies que promettait la suppression du ministère de la police. Maintenant que ce ministère est réuni à celui de l'intérieur, les économies présentent une augmentation de dépenses de 7,783,200 fr. en sus de ce que coûtaient les deux ministères lorsqu'ils étaient séparés. Il est vrai qu'on donne pour raison de ce surcroît de dépenses le départ des alliés, qui, en diminuant les charges qui pesaient sur la France, doit nécessairement faire augmenter le budget particulier du ministre de l'intérieur. Il n'est personne qui ne sente la justesse de cette conséquence. S. Ex. le ministre de l'intérieur qui, dans une sphère assez rétrécie, nourrit des pensées calquées sur un très vaste modèle, veut aussi que la France lui doive de nombreux embellissements : elle ne manquera pas de bras pour exécuter ses projets. Les ouvriers de Bordeaux affluent à Paris, voyageant par étape avec des feuilles de route ; leur misère est telle, qu'on leur accorde en route les rations de soldat. Des personnes appartenant aux classes moyennes de la société ont même été réduites à demander de l'ouvrage dans les travaux du pont qu'on construit sur la Garonne : triste résultat des inquiétudes qu'inspire la marche suivie jusqu'à ce jour ! Les projets d'embellissement pour lesquels on demande de l'argent pourront fournir des moyens d'existence à beaucoup de malheureux : c'est donc un mal nécessaire jusqu'à un certain point ; un jour viendra sans doute où les communes seront chargées de faire elles-mêmes les embellissements et les améliorations qu'elles jugeront convenables ; ce sera un droit important qu'on leur restituera et en même temps un grand soulagement pour le ministre de l'intérieur dont la vaste sollicitude ne peut suffire à tant d'objets différents. Puissent du moins les fonds qu'on demande pour des travaux d'utilité publique, ne pas servir aux conquêtes de ce vandalisme restaurateur qui détruit de beaux et utiles monuments, pour relever la statue de tel personnage que l'histoire a voué à l'indifférence, si ce n'est au mépris de la postérité.

— La proposition de M. le marquis Barthélemy a été rejetée par la Chambre des députés à une majorité de 56 voix. Grâce au manifeste de M. Duvergier de Hauranne, et à la singulière sortie de M. Courvoisier, c'est au patriotisme de la Chambre qu'on peut uniquement attribuer ce

résultat. On a la certitude que l'influence du ministre , qui d'abord avait paru si choqué de la proposition , n'y a été pour rien. La tentative de M. Barthélemy a été secondée avec un grand dévouement par beaucoup d'orateurs ; entre autres , par M. Bellart. M. Bellart s'est beaucoup élevé contre ces *vociférateurs déhontés pour qui nulle institution sociale n'est sacrée* , et il a employé quelques autres périphrases , non moins polies , pour désigner les écrivains libéraux. S'il s'était toujours borné à leur manifester sa haine à la tribune , la chose eût été peu sérieuse ; malheureusement , il avait en main des moyens plus efficaces , et on s'en est bien aperçu. Tout ce qu'il craint aujourd'hui , c'est qu'on ne croie voir dans les écrits des *vociférateurs déhontés* , l'expression de l'opinion publique. Elle choisirait , dit-il , des organes moins impurs. Il faut donc croire que c'est l'organe très-pur de M. Bellart qu'elle a choisi pour manifester son vœu sur la loi des élections. L'orateur croit être à même , plus que qui que ce soit , de signaler les vices de la loi , parce qu'il a présidé deux fois le collège électoral de la Seine. Il y a certainement de la modestie de sa part à rappeler cette circonstance ; car il a obtenu peu de succès dans ces fonctions , et il y a recueilli des témoignages , qui , s'ils avaient quelqu'inconvénient , n'avaient pas du moins celui d'être équivoques. Mais est-ce la faute de notre système électoral , et faut-il que , ne pouvant s'en prendre aux électeurs , il s'en prenne à la loi en vertu de laquelle ils étaient convoqués ? Que M. Bellart consulte ses amis , qu'il descende un peu en lui-même , et il verra que cette pauvre loi des élections n'a été pour rien dans le mauvais succès de sa présidence. M. Bellart a terminé en disant , qu'il avait vu tout ce qu'il y a d'*hommes inquiétants* en France , non pas raisonner , mais *rugir* contre la proposition qu'il défend. Cette expression de *rugir* nous a fait frissonner ; elle présente à l'esprit l'idée d'un tigre , d'une bête féroce altérée de sang. Ce n'était pas le cas d'employer une pareille image ; elle est révoltante , elle a dû frapper les députés d'une manière sinistre. M. Bellart a une imagination forte dont il doit s'attacher à tempérer l'énergie. Il fera bien à l'avenir de ménager davantage la sensibilité de ses auditeurs : ces rapprochements entre l'homme et le tigre sont toujours pénibles.

M. Lainé a aussi soutenu la proposition. M. Lainé passait pour un homme très-détaché des grandeurs ; sa conduite

et ses discours n'ont pas confirmé cette opinion. Il est difficile de ne pas y voir un dépit très-prononcé , qui souvent dégénère en fureur , contre les auteurs de sa disgrâce et contre ses successeurs. M. Lainé n'a cependant pas trop à se plaindre ; à la vérité il n'est plus ministre , mais il a trouvé près de M. son frère, administrateur de la loterie royale, un asile somptueux dont le gouvernement fait les frais. Bien que monsieur le ministre des finances ait , dit-on , murmuré de ce surcroît de dépense, on ne peut pas faire moins pour un homme qui pousse le désintéressement au point de renoncer à sa profession pour s'occuper de nos affaires. Nous devons nous réjouir au reste que M. Lainé ait parlé dans cette circonstance , puisque son discours nous a valu celui de M. de Serre. Il y a si long-temps qu'il n'est sorti de la bouche d'un ministre quelque chose de franc et de positif, depuis le saut de *la roche Tarpéienne* , jusqu'à la justification des *provinces fidèles* , et de la loi de novembre ; nous sommes si accoutumés à ce qu'on réponde à des faits par des divagations , et à des raisonnements par des amphigouris ; nous avons tant de fois entendu opposer des dangers imaginaires aux réformes les plus urgentes , l'intempestivité aux mesures utiles , l'ironie aux plaintes et les circonstances à la justice , qu'au moment où une voix mâle et ferme vient interrompre la monotonie de ce *babill* ministériel dont on nous excède depuis trois ans , nous nous croyons transportés dans un autre monde. M. de Serre a secoué le joug de ces éternels ménagements , qui paraissent composer toute l'habileté d'un de ses collègues. Il a méprisé ces lâches subterfuges qui, sous le prétexte de *ne pas réveiller les passions*, ont toujours servi à étouffer la plainte de l'opprimé , et à écarter la punition du coupable : il a rappelé les crimes qui ont ensanglanté la France , et s'est indigné de l'audace non réprimée avec laquelle leurs auteurs et leurs complices ont su se soustraire au châtiment. Certainement , M. de Serre et ses nouveaux collègues au ministère ne sont pas responsables de ces scandaleuses impunités et des ménagements observés envers des brigands trop bien connus ; mais cette responsabilité ne retombe-t-elle pas sur quiconque occupait le pouvoir dans ces temps déplorables, et l'occupe encore aujourd'hui, sur quiconque confondant dans sa vaste modération les opprimés et les oppresseurs, les victimes et les bourreaux,

a préféré une indifférence silencieuse à une justice qui eût fait quelque éclat ?

Heureusement, la discussion a été fermée après ce discours ; sans cela, on aurait sans doute rendu à M. le garde des sceaux le même service qu'à M. le général Dessoles. On serait venu adoucir, modifier, atténuer ce que sa franchise avait de trop prononcé. Mais si cette besogne n'a pu être faite à la tribune, elle sera probablement confiée aux soins du *Publiciste* et des écrivains de police.

M. de Serre a recueilli dans les applaudissements de l'assemblée le prix d'une franchise à laquelle on n'était plus accoutumé. Mais son discours augmente le regret qu'on éprouve en songeant qu'il a pu se laisser entraîner à présenter les trois projets de loi sur la presse. Certainement, M. de Serre n'a pu ni coopérer à ce travail ni l'approuver. Si un petit nombre des dispositions qu'il contient paraissent justes et raisonnables, quineserait épouvanté de l'énormité des peines, et de l'effrayante latitude laissée aux juges pour leur application ? La main qui a tracé cela est habituée à l'arbitraire ; elle a débuté dans la carrière constitutionnelle par la loi de novembre, elle est facile à reconnaître.

C'est pour s'épargner l'embarras de rougir que l'auteur du *Projet sur les journaux* en a confié la présentation à M. de Serre. Ce projet est le résumé des opinions ministérielles émises depuis trois ans, tant à la tribune que dans les brochures de police. Il est conçu de manière qu'on ne sait si on doit le considérer ou comme le dernier effort du despotisme aux abois, ou comme une insulte faite au bon sens du public et à la dignité des Chambres. Est-ce bien M. de Serre qui a pu se résoudre à dire à la tribune que la profession de journaliste était une véritable fonction publique, et qu'en conséquence on devait exiger de lui des garanties ? Il s'ensuivrait que les préfets et autres fonctionnaires administratifs qui peuvent, d'une manière bien plus directe, porter atteinte aux droits des citoyens, devraient aussi fournir des cautionnements. Cette absurdité n'a pas même le mérite d'être présentée avec adresse. Mais si l'on pouvait encore conserver quelque doute sur l'auteur de ces dispositions, celles qui concernent les écrits semi-périodiques ne permettraient plus de s'y méprendre. On sait que, pendant l'esclavage des journaux, c'est dans les feuilles de cette espèce que la vérité s'est réfugiée ; on sait que ce sont elles qui ont fait justice de toutes les jongleries, qui ont présenté



dans son vrai jour, à la nation, un système que les journaux censurés étaient obligés de porter aux nues ; qui ont fait entendre les réclamations des opprimés , sévèrement bannies des autres journaux , parce qu'il est bien plus commode d'étouffer des plaintes que d'y faire droit. De semblables services ne doivent pas rester impunis ; il faut que la vérité soit forcée dans son dernier retranchement. On prétend assimiler à des feuilles quotidiennes des cahiers paraissant à époques indéterminées , et on veut forcer leurs auteurs de fournir à la rapacité fiscale une garantie suffisante des énormes amendes dont on espère que la nouvelle loi permettra de les accabler. Tout cela a trop d'analogie avec la loi de novembre , pour qu'il ne soit pas permis de l'attribuer à la même source.

Mais le bras qui , depuis 1816 , a étouffé la liberté , soutenu les lois d'exception , opprimé les écrivains , et qui vient de se signaler par un dernier effort , ne porte plus que des coups mal assurés. La justice et la vérité doivent enfin triompher. Une fortune qui ne s'appuie que sur l'arbitraire réduit en système et en science pratique , sur des vanités particulières tour-à-tour flattées ou humiliées , sur des intérêts isolés de ceux de la nation , sur des moyens de corruption d'autant plus ignobles qu'il n'ont aucun prestige de grandeur , une telle fortune , lorsqu'elle a duré trois ans , est presque un prodige. Maintenant elle touche à son terme , elle est usée , elle devient à charge à ceux même qui la soutiennent ; chaque jour quelque nouvelle maladresse accélère sa ruine ; encore quelques mois et elle s'écroulera sans qu'un regret sincère ni un sentiment d'estime accompagne sa chute. Le mal qui a été fait sera difficilement réparé , mais du moins il ne se renouvellera pas. Il est bien difficile que le système à venir ne soit pas préférable au système dont nous osons prédire la fin prochaine ; mais si , par malheur , on présentait à la session de 1819 des projets de loi aussi peu dignes de son approbation , du moins , ils ne porteraient plus le même cachet , et c'est déjà quelque chose ; car depuis trois ans les députés n'ont pas même eu la consolation de voir l'arbitraire varier ses formes.

---

## CORRESPONDANCE DE PARIS,

*Extraite des journaux anglais (1).*

### OBSERVATIONS.

Le puissant auteur de la correspondance du *Times* était depuis quelque temps absorbé par les soins que lui impose le double fardeau qui pèse maintenant sur lui. L'attention que réclame notre situation intérieure paraissait suffire à l'activité de son esprit ; mais voilà que son goût pour les affaires étrangères lui reprend de nouveau ; il ne dit pas un mot sur les nôtres, dans la lettre que nous publions aujourd'hui, et il ne parle que de celles de l'Allemagne. Les renseignements qu'il nous donne à cet égard paraîtront bien importants à tous ceux qui connaissent l'élévation des sources auxquelles il les puise.

L'état actuel de la Bavière est un nouvel exemple de la manière dont les faits viennent détruire les théories les plus brillantes et les spéculations des esprits les plus éclairés. Le prince qui gouverne ce nouveau royaume s'est placé précisément dans la situation où M. Necker, et après lui madame de Staël, aurait voulu que Louis XVI se placât. En fondant le régime constitutionnel, il a institué deux Chambres : dans la première, il a appelé les chefs des grandes familles aristocratiques ; dans la seconde, les députés des communes. Il semblerait que, d'après des combinaisons aussi simples et aussi judicieuses, tout doit être pour le mieux dans ce nouvel *El-Dorado*, et cependant tout est au plus mal. Les deux Chambres, dans une opposition manifeste l'une contre l'autre, ne peuvent tomber d'accord sur rien, et protestent mutuellement contre leurs décisions. Quant au Roi, fatigué de l'exagération des prétentions des classes privilégiées, et en même temps tourmenté par les inquiétudes qu'on lui donne sur l'esprit démocratique des mandataires du peuple, il ne peut se résoudre à suivre une ligne de conduite uniforme ; de là les contradictions perpétuelles

(1) Nous prévenons le lecteur que nous désignons toujours par les lettres *U.* la correspondance écrite sous l'influence du parti auquel on donne vulgairement le nom d'ultra-royaliste.

La correspondance consacrée à l'apologie des mesures du ministère, sera désignée par un *M.*

la duplicité qu'on lui repro-  
che, le gouvernement cherche à vain-

cre, dans les circonstances particulières, des résistances de la  
part du peuple, et en attendant qu'il y parvienne, le peuple  
se console des bienfaits d'une représentation. Si, en  
France, l'établissement d'une Chambre des pairs n'a pas eu les  
résultats désirés, c'est sans doute parce que son  
établissement n'y a pas exclusivement placé les débris de  
notre vieille aristocratie, et qu'il y a introduit également  
un certain nombre d'hommes qui devaient à la révolution  
leur illustration et leur fortune. Cependant, malgré cette  
mauvaise combinaison, le gouvernement français, pour éviter  
des embarras analogues à ceux du gouvernement de la Ba-  
vière et de celui du Wurtemberg, vient d'être obligé de  
multiplier le nombre des pairs, et de diminuer quelque  
chose de l'éclat de l'élément aristocratique, pour empêcher  
que son action ne devint malfaisante.

Malgré la réserve avec laquelle il s'explique, il est facile  
de voir que le correspondant du *Times* ne serait pas fâché  
que les affaires de Bade devinssent l'occasion d'une nou-  
velle guerre continentale. On je me trompe fort, ou dans  
le fond du cœur, il a conçu le projet de recommencer en  
partie le système impérial en se promettant bien d'en éviter  
les écueils. Il ne serait pas fâché, par exemple, afin de jouir  
plus paisiblement dans l'intérieur des avantages qu'il pos-  
sède, de diriger au dehors vers des expéditions militaires  
l'activité de la nation. Comme Napoléon, il voudrait aussi  
sauvegarder la réalité du gouvernement représentatif, en ayant  
soin, pour ménager notre fierté, d'en conserver la pompe  
et tout l'appareil extérieur.

On sait bien que, pendant la crise dont nous sortons à  
peine, le parti qui l'avait provoquée, en cherchant à se  
trouver des appuis à l'extérieur, n'a pas négligé les jour-  
naux qui s'y publient; seulement, il a changé de champ de  
bataille, et il a transporté son centre d'opérations du *New-*  
*Times* dans le *Morning-Post*. L'extrait ci-joint que nous  
vous fait de ce journal peut être considéré comme une  
image fidèle de la folie des conversations qui se tiennent  
dans certains salons du faubourg St. Germain, et des sots  
dont on les alimente. Ah! de pareils ennemis ne  
peuvent pas être dangereux, ou du moins ils ne peuvent  
durer long-temps!

Paris, le 15 mars 1819.

Je vous ai déjà parlé plusieurs fois de l'importance que tous les partis attachent à l'issue de la démarche de M. Barthélemy, démarche qui a donné un choc si violent à l'opinion publique et qui a excité des alarmes et des animosités que notre aristocratie, à peine reconstituée, aurait plutôt dû prévenir que provoquer.

A cet égard, comme à d'autres, M. Barthélemy a eu un mauvais conseiller dans la facilité ou plutôt dans la faiblesse de son caractère. Il a de cette manière provoqué des résultats qu'assurément il était bien loin de prévoir. Aussi, comme chez nous la plaisanterie se mêle toujours aux affaires les plus sérieuses, on a dit aux nouveaux pairs qu'ils lui devaient des remerciements pour leur promotion.

Comme, en sa qualité de pair, il a le droit d'être admis dans le cabinet du Roi, il se plaça lui-même à une des dernières audiences près du fauteuil de sa majesté. Le Roi, avec la douceur ordinaire de ses manières, conversa avec toutes les personnes qui entouraient le vieux directeur de la république sans paraître le voir.

On assure aussi que S. M. a également fait dernièrement une réception très-froide à MM. Lainé et Ravez, qui faisaient partie d'une députation de la ville de Bordeaux. L'un et l'autre sont devenus les ennemis véhéments de cette loi des élections dont ils avaient été autrefois les défenseurs enthousiastes. Sans doute, tout homme a le droit de modifier son opinion quand sa conscience lui dit qu'il s'est trompé; mais on doit se rétracter avec moins d'orgueil, d'ostentation et de parade. Quelle confiance peut-on accorder à celui qui s'écrie en face du monde : par un projet ridicule, éclos de mon cerveau, j'ai manqué détruire une grande monarchie; aujourd'hui, j'ai besoin, pour la sauver d'accoucher d'un autre projet. Cette confession, sans doute convient à l'humilité d'un caractère chrétien; mais en politique, la retraite et le silence sont les seuls moyens d'expier les erreurs qu'on a commises.

Pour moi, je suis convaincu, qu'en dépit des intrigues de toutes les sortes, les propositions de M. Barthélemy seront rejetées par la majorité de la Chambre des députés, comme elles le sont par l'opinion publique. Les libéraux qui, suivant le dire de plusieurs personnes, devaient voter

en secret en faveur de cette proposition, afin de provoquer la dissolution de la Chambre et une réélection générale, prennent des mesures pour faire tomber ces imputations calomnieuses. Ils sont disposés à donner des gages de leurs votes, et ils défient leurs accusateurs d'en faire autant.

TIMES.

M.

Paris, 17 mars 1819.

La lutte des privilégiés contre l'égalité des droits, qui vient de recommencer en France avec tant de violence et sous des auspices si malheureux, existe maintenant dans toute l'Allemagne.

En Bavière, la première Chambre, dans son adresse au Roi, a fait une déclaration de guerre contre la Chambre des députés, en proclamant sa détermination de persévérer dans les anciennes maximes. La Chambre des députés paraissait vouloir prendre une bonne position défensive, avant d'accepter le défi qui lui était fait par la première : elle se contenta d'abord d'inscrire sur ses registres une espèce de protestation ; mais on sait que quelques jours après elle hésita si elle ne prendrait pas en considération la proposition qui lui était faite par M. de Hornthal, d'exiger de l'armée un serment de fidélité à la constitution.

D'après les lettres qu'on vient de recevoir de Munich, cette proposition a mis le Roi dans de grands embarras. Elle divise l'opinion de l'armée et elle excite un très-grand intérêt dans toutes les classes de la société. La Chambre haute a déjà perdu toute espèce de considération, et le public voudrait que celle des députés prit un langage plus ferme et plus vigoureux.

Au milieu de tout cela, le Roi affecte une grande libéralité dans ses discours ; mais en même temps il prête l'oreille aux avis du prince royal et du prince de Wrede, qui sont entièrement convaincus que pour fortifier le trône il faut l'entourer de préjugés politiques et religieux. L'anecdote suivante vous fera voir combien les actes et le langage du Roi sont peu d'accord.

Le nonce du pape, en revenant de la campagne, se présenta pendant la nuit à une des portes de Munich qui était fermée. Les lampes de la voiture du nonce étaient éteintes, et l'officier de garde fut obligé d'apporter sa propre lanterne pour inspecter sa voiture et prendre le nom de la personne qui demandait à entrer dans la ville :

le vent éteignit également la lanterne de l'officier. Lorsque le jour suivant on rendit compte de ce fait au Roi, Sa Majesté répondit : C'est un mauvais présage ; le nonce n'apporte pas de lumières avec lui , et il éteint les nôtres. Malgré cela , ce prélat exerce en Bavière une très-grande influence , et toutes ses prétentions trouvent un ferme appui dans la faveur du Roi.

Dans le Wurtemberg , les princes et la noblesse médiatisée se montrent plus intraitables que jamais. Inutilement le Roi a formé une commission pour traiter avec eux et écarter toutes les difficultés qui s'opposent à une nouvelle convocation des états. Dans ce royaume , tous les éléments de discorde sont en jeu. Le Roi , harrassé par des partis opposés et des intérêts divergents , se voit isolé de tous ses sujets , parce qu'il a laissé échapper le moment favorable de prendre les mesures décisives pour l'amélioration du sort de ses sujets.

Dans le grand duché de Bade , il a paru , dans le moment même des élections , un pamphlet dans lequel on réclame en faveur de la noblesse certaines immunités et une grande partie de ses anciens privilèges. Ce fait est une indication certaine des prétentions qui seront élevées dans la chambre haute.

Les relations extérieures du grand duché de Bade étant fort éloignées d'être consolidées , et la majorité des habitants préférant la domination de l'Autriche et de la Bavière à celle de leur propre gouvernement , il est vraisemblable que ce petit état sera le foyer des intrigues des puissances voisines , en même temps qu'il deviendra , à cause de sa proximité de la France , un point d'observation d'où on examinera la situation de ce dernier pays. L'opinion publique sera toujours sans force dans le grand duché jusqu'au moment où elle trouvera de l'appui dans quelque voisin éclairé.

En Prusse , les progrès que fait tous les jours l'opinion publique contrastent avec l'inertie du gouvernement ; il sera forcé cependant de renoncer à son inaction. Puisse ce changement s'opérer pour la consolidation et la tranquillité de la monarchie prussienne , et sans compromettre le repos des états limitrophes !

Il est remarquable de voir l'intérêt que , dans toutes les parties de l'Allemagne , on prend aux affaires de France. Les journaux qui s'y publient ont perdu ce ton de haine et d'exagé-

ration qui , autrefois , déshonorait leurs pages. Une observation plus importante encore , c'est la manière dont les habitants de la rive gauche du Rhin témoignent leur attachement à la France par l'indifférence qu'ils montrent pour tout ce qui concerne leurs relations avec l'Allemagne. Ils se séparent eux-mêmes de leurs frères de la rive droite et de tout ce qui est relatif à l'intérêt général de la confédération germanique.

MORNING POST.

U. R.

Paris, le 17 mars 1819.

MON CHER MARQUIS. ,

L'acrimonie avec laquelle les journaux anglais se sont prononcés sur les incroyables mesures qui ont été prises par le gouvernement français , a donné les plus grandes inquiétudes non seulement aux ministres révolutionnaires , mais même à S. M. On sent que les puissances alliées ont droit de demander compte à notre gouvernement de la faiblesse et de la pusillanimité de sa marche , qui compromet une seconde fois la tranquillité de toute l'Europe. La révolution ayant été consolidée par l'acte qui récompense le crime et la trahison , les cris de la monarchie expirante ne sont plus entendus. Decaze triomphe , entouré des chefs de la faction bonapartiste ; mais son triomphe est momentané , car tout ce qui est criminel ne peut pas être durable.

La suppression du ministère de la police , dont on a tant parlé , n'est qu'apparente ; car jamais ses agents n'ont eu plus d'activité. Les présidents des collèges électoraux de la Sarthe , du Finistère , de la Loire-Inférieure et du Rhône , étaient à peine nommés , que déjà un grand nombre d'agents confidentiels se rendaient dans ces départements avec l'ordre d'influencer les élections. Le ministère jacobin a tort de s'alarmer ; les royalistes ne se présenteront pas pour voter , car ils savent que les élections ne seront pas libres. Du reste , les liens qui les unissent sont plus étroits que jamais ; mais comme ils sont invisibles , il n'est pas au pouvoir d'un favori de les détruire.

Vous avez sans doute entendu parler de l'amnistie accordée au duc de Bassano et à Grouchy. Ce dernier est déjà élevé à la pairie *in petto*. On ne s'occupe plus maintenant que du maréchal S. qu'on attend et qui apprendra sans doute au ministre de la guerre , comment on s'y prend pour disposer une armée chargée de la défense de la monarchie. On assure que cette armée , qu'on organise avec beaucoup

d'activité, sera dirigée sur le Rhin au commencement du mois de mai. Si vous ne pouvez deviner cette énigme, chargez le prince de M. de vous en donner l'explication.

Nous avons encore cinq ducs qui attendent la pairie, savoir : les ducs de Bassano, de Rovigo, de Dalmatie, de Padoue et de Vicence; et s'ils étaient oubliés, les royalistes ne manqueraient pas de crier à l'injustice après la nomination des ducs d'Albufera, de Trévise et par-dessus tout du prince d'Eckmühl. Au reste, il serait fort injuste de supposer M. Decaze capable d'un pareil oubli. Les projets suivants sont à l'ordre du jour au conseil d'état :

1° Annuler, comme injustes, les condamnations à mort prononcées en 1816 contre plusieurs individus convaincus de crime de lèse-majesté.

2° Accorder à la reine Hortense, sous la garantie de son serment de fidélité, une autorisation de retourner en France, où elle sera protégée par celui qu'elle protégerait autrefois.

3° Accorder une amnistie à tous les individus portés sur la liste des 38, dont plusieurs sont déjà rentrés.

4° Permettre aux régicides de revenir en France, attendu qu'ils mènent à l'extérieur une vie très-malheureuse, qui ne peut qu'affliger les cœurs sensibles.

5° Hâter l'organisation de l'armée révolutionnaire (je veux dire de l'armée de réserve) de la faire commander par des officiers à demi-solde, afin qu'elle soit prête à marcher au premier signal.

6° Elever un autel expiatoire aux victimes de la révolution du 20 mars, sans distinguer en rien leurs opinions, c'est-à-dire, au maréchal Ney, au général vendéen, Laroche-Jacquelin, à Mouton Duvernet, au général Suzannet, à la Bédoyère, etc., etc.

Ne croyez pas, mon cher marquis, que mon intention soit de vous mystifier : ces projets existent réellement, et avant quinze jours deux d'entr'eux seront mis à exécution et successivement les autres, jusqu'à l'accomplissement définitif du plan que je viens de vous exposer. Il est possible cependant que l'énergie avec laquelle les journaux anglais se sont expliqués dans ces dernières circonstances, arrête momentanément la marche audacieuse de nos ministres.





---

# TABLE GÉNÉRALE

des Matières contenues dans le 6<sup>e</sup> Volume.

---

|                                                                                                                             |           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Extérieur. — Situation intérieure de l'Espagne . . . . .                                                                    | 5         |
| Lettre de Valence . . . . .                                                                                                 | 7         |
| Intérieur. — Ecole de médecine de Montpellier. — Evénements<br>du 2 février 1819 . . . . .                                  | 11        |
| Spectacles. — Lettre sur l'introduction de la force armée dans<br>l'intérieur des salles de spectacles . . . . .            | 23        |
| Mémoire à la Chambre des députés, concernant les ports d'armes.                                                             | 25        |
| Extrait de la Gazette des gazettes . . . . .                                                                                | 31        |
| Prisonniers de guerre . . . . .                                                                                             | 32        |
| Garde nationale. — Idées générales de l'organisation d'une force<br>propre à la défense du sol français . . . . .           | 34        |
| <u>Matières religieuses. — Lettre de Genève . . . . .</u>                                                                   | <u>41</u> |
| <u>Instruction publique. — Frères ignorants . . . . .</u>                                                                   | <u>46</u> |
| <u>Variétés . . . . .</u>                                                                                                   | <u>48</u> |
| Correspondance de Paris, extraite des journaux anglais . . . . .                                                            | 50        |
| Pétition à la Chambre des députés, relative à la proposition faite<br>à celle des pairs, sur la loi des élections . . . . . | 59        |
| <u>Annonces . . . . .</u>                                                                                                   | <u>60</u> |
| <u>Extérieur. — Nouveaux éclaircissements sur la situation intérieure<br/>de l'Espagne . . . . .</u>                        | <u>69</u> |
| Réclamation en faveur de M. Dennier, réfugié à Anvers, et arbi-<br>trairement expulsé de la Belgique . . . . .              | 72        |
| <u>Lettre sur les consulats . . . . .</u>                                                                                   | <u>76</u> |
| <u>Intérieur. — Réflexions . . . . .</u>                                                                                    | <u>78</u> |
| <u>L'homme monarchique. — Emigrés naufragés . . . . .</u>                                                                   | <u>80</u> |
| <u>Le patriote de tous les temps . . . . .</u>                                                                              | <u>82</u> |
| <u>Lettre de Poitiers . . . . .</u>                                                                                         | <u>86</u> |
| <u>Administration. — Abolition de la torture en France . . . . .</u>                                                        | <u>89</u> |
| <u>Lettre d'Avignon . . . . .</u>                                                                                           | <u>93</u> |
| <u>Guerre. — Intendants militaires . . . . .</u>                                                                            | <u>95</u> |
| <u>Pétition de MM. les officiers, membres de la Légion d'honneur,</u>                                                       |           |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| domiciliés à Fontainebleau, à la Chambre des députés . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 95  |
| Lettre de Paris, sur les anciens polonais . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 97  |
| Garde nationale. — Réclamation d'un garde national du Morbihan .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 101 |
| Lettre de Saint-Etienne . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 105 |
| Ordre judiciaire. — Jugement d'Alençon . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 108 |
| Les gens du Roi . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 109 |
| Justice de paix du canton de Cormeilles . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 109 |
| Matières religieuses. — Extrait de la Collection des ordonnances<br>du Louvre . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 110 |
| Mariage de Jésus-Christ . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 111 |
| Lettre de Molosme . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 113 |
| Lettre de Poitiers . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 115 |
| Lettre de Paris . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 115 |
| Billet d'enterrement . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 116 |
| Extrait du Journal du Haut-Rhin . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 117 |
| Variétés . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 118 |
| Correspondance de Paris, extraite des journaux anglais . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 124 |
| Parlement d'Angleterre. — Sa composition . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 132 |
| Pétition à la Chambre des députés, sur le monopole du tabac . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 133 |
| Annonces . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 145 |
| Extérieur. — Ministère des affaires étrangères . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 149 |
| Intérieur. — Paris, le 19 mars 1819 . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 153 |
| Correspondance de Paris, extraite des journaux anglais . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 160 |
| Procès des généraux César et Constantin Faucher, frères jumeaux<br>de la Réole, condamnés à mort le 24 septembre 1815, par le<br>premier conseil de guerre de la 11 <sup>e</sup> division militaire; jugement<br>confirmé par celui de révision le 26, et exécuté le 27 à Bor-<br>deaux. Suivi de leur correspondance pendant leur détention au<br>fort de Hâ. — Pièces pour servir à la demande en réhabilitation<br>des frères Faucher . . . . . | 165 |
| Intérieur — Paris, 31 mars 1819 . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 451 |
| Correspondance de Paris extraite des journaux anglais . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 487 |

## ANNONCES D'OUVRAGES NOUVEAUX.

*Opinion de M. Martin (de Gray), député de la Haute-Saône, sur la résolution de la Chambre des pairs, relative à la loi des élections, (prononcée dans le comité secret du 20 mars 1819. A la librairie constitutionnelle de Brissot-Thivars, rue neuve des Petits-Pères, N° 3.*

*Marcel des Français sous le régime de la Charte, dédié à MM. les auteurs de la Minerve, par Alexandre Goujon, ancien officier d'artillerie à cheval, chevalier de la légion d'honneur. Chez Delaunay, libraire, Palais-Royal, galerie de bois, N° 245.*

*Le Barde, chant gallique, dédié aux guerriers français, musique de M. Castelli, professeur de chant, compositeur connu par un grand nombre de productions distinguées. Chez Pacini, rue Favart, N° 12.*

*Essai sur l'Instruction des Aveugles, ou Exposé analytique des procédés employés pour les instruire; par le docteur Guillié, directeur-général et médecin en chef de l'institution royale des jeunes aveugles de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, etc., etc., etc.*

Prix, 10 francs, et 10 fr. 90 centimes, à Paris, à l'Institution des Aveugles, rue Saint-Victor, n° 68.

*Tableau politique des règnes de Charles II et de Jacques II, derniers rois de la maison de Stuart; précédé d'une troisième édition de l'essai sur les causes qui, en 1649, amenèrent en Angleterre l'établissement de la République; sur celles qui devaient l'y consolider; sur celles qui l'y firent périr.*

Chez Foulon et compagnie, rue des Francs-Bourgeois Saint-Michel, numéro 3.

— On vient de mettre en vente chez Pillet aîné, imprimeur-libraire, rue Christine, N° 5, un ouvrage de M. le lieutenant-général, baron Pamphile de Lacroix, intitulé : *Mémoires pour servir à l'histoire de la révolution de Saint-Domingue*; deux volumes in-8°, accompagnés d'une belle carte et d'un plan topographique de la Crête-à-Pierrot. Nous rendrons compte incessamment de cette production remarquable, qui présente sous un jour nouveau les événements qui ont eulieu depuis 30 ans dans cette partie du monde, et les hommes qui y ont joué les principaux rôles. Prix 15 fr. et 18 fr. par la poste.

Cet ouvrage ne saurait être confondu avec une traduction anglaise, intitulée : *Histoire de Saint-Domingue*, depuis sa découverte jusqu'en 1818.

## A V I S.

Les personnes qui s'étaient abonnées chez Alexis EYMERY, et qui avaient déjà payé le montant de leur abonnement, sont invitées à nous envoyer leur dernière QUITTANCE, afin que nous puissions satisfaire aux engagements contractés envers elles, et conserver notre recours dans la faillite.

### TABLE DES MATIÈRES DU 6<sup>e</sup> CAHIER.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Pages     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| SUITE DU PROCÈS des Généraux Cesar et Constantin FAUCHER, frères jumeaux, de la Réole, condamnés à mort le 24 septembre 1815 par le premier Conseil de guerre de la 11 <sup>e</sup> division militaire; jugement confirmé par celui de révision le 26 et exécuté le 27 à Bordeaux. Suivi de leur Correspondance pendant leur détention au fort du Hâ. — Prières pour servir à la demande en Réhabilitation des frères Faucher... | 425 à 480 |
| INTÉRIEUR. — Paris, le 31 mars 1819 . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 481       |
| Correspondance de Paris, extraite des journaux anglais . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 487       |

1<sup>er</sup> Avril 1819.

De l'Imprimerie de C.-F. PATRIS, rue de la Colombe, n<sup>o</sup> 4, en la Cité.





UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 02425 5260



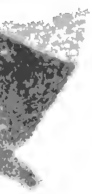


UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 02425 5260





UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 02425 5260

